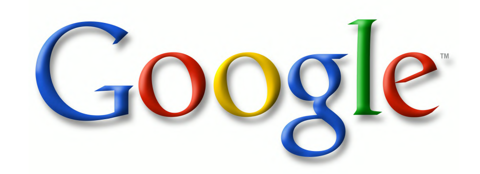


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

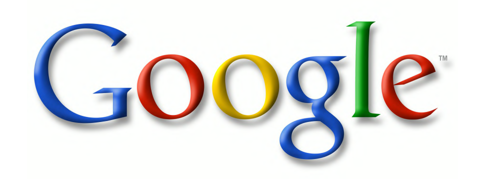
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 835,987

HISTOIRE

S ÉTATS-UNIS

L'AMÉRIQUE DU NORD

A DÉCOUVERTE DU NOUVEAU CONTINENT JUSQU'A NOS JOURS

PAR

AUGUSTE MOIREAU

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ

TOME PREMIER

LA PÉRIODE COLONIALE

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET C[ie]

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

HISTOIRE

DES ÉTATS-UNIS

L'AMÉRIQUE DU NORD

ÉCOUV… …RTE DU NOUVEAU CONTINENT JUSQU'A NOS JOURS

D…

PAR

AUGUSTE MOIREAU
ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ

TOME PREMIER

LA PÉRIODE COLONIALE

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

HISTOIRE

DES ÉTATS-UNIS

DE L'AMÉRIQUE DU NORD

COULOMMIERS
Imprimerie Paul Brodard.

HISTOIRE

DES ÉTATS-UNIS

DE L'AMÉRIQUE DU NORD

DEPUIS LA DÉCOUVERTE DU NOUVEAU CONTINENT JUSQU'A NOS JOURS

PAR

AUGUSTE MOIREAU

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ

TOME PREMIER

LA PÉRIODE COLONIALE

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1892

Droits de traduction et de reproduction réservés.

E
178
.M72
V. 1

PREMIÈRE PARTIE

DÉCOUVERTE ET COLONISATION
LUTTE DES ANGLAIS CONTRE LES FRANÇAIS
POUR LE CANADA ET LA VALLÉE DU MISSISSIPI
DÉCLARATION
DE L'INDÉPENDANCE
(1492-1776)

LIVRE I

LE PAYS

DÉCOUVERTE ET EXPLORATIONS

CHAPITRE I

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE — FORMATION TERRITORIALE DE L'UNION POPULATION

Amérique du Nord. États-Unis : frontières et dimensions. — Plateau occidental. Région du Pacifique. La vallée californienne. — Les Montagnes Rocheuses. Le Grand Bassin. Glaciers des États-Unis. — Les fleuves du Pacifique : Columbia; Rio Colorado. — Vallée du Mississipi. Le fleuve; ses affluents : Missouri, Ohio. — Les monts Alleghanys; la côte de l'Atlantique. — Climat. — Formation territoriale de la République des États-Unis. — Superficie des États et Territoires; répartition de la population.

Amérique du Nord. États-Unis : frontières et dimensions.

L'Amérique du Nord, figurée sur la carte, présente l'aspect d'un triangle renversé, ayant sa base légèrement inclinée du nord-ouest au sud-est. Les trois sommets de ce triangle sont : à l'ouest, le cap du Prince de Galles sur le détroit de Béring (66° de latitude nord); à l'est, le cap Race dans l'île de Terre-Neuve (47°); au sud, la baie de Tehuantepec sur l'océan Pacifique (15°). Des trois côtés de la figure, l'occidental est le plus étendu. Il comprend : les rivages de l'Alaska ou Amérique russe, depuis le cap du Prince de Galles jusqu'à l'île de la Reine Char-

lotte et à l'embouchure de la rivière Simpson; la Colombie britannique jusqu'au sud de l'île Vancouver et au golfe de Juan de Fuca; la côte occidentale des États-Unis jusqu'à San Diego; au sud tout le littoral mexicain sur l'océan Pacifique. Le côté septentrional est tout entier contenu dans les possessions de la Grande-Bretagne, sauf à l'extrême ouest, depuis le cap du Prince de Galles jusqu'au cap Manning, limite de l'Alaska. Ce côté est bordé par les grandes îles de l'océan Arctique et de la baie de Baffin, et profondément échancré par la baie d'Hudson. Il se continue à son extrémité orientale par l'île de Terre-Neuve dont le sépare à peine le détroit de Belle-Isle. Le côté oriental, le plus court des trois, comprend, du nord au sud, l'île de Terre-Neuve et les possessions du Dominion avec le large estuaire du Saint-Laurent, jusqu'à l'embouchure de la rivière Saint-Croix à l'ouest de la baie de Fundy, puis toute la côte orientale des États-Unis jusqu'au cap Sable, extrémité de la Floride, et de là, à travers le golfe du Mexique, l'extrémité orientale du territoire mexicain depuis le cap Catoche dans la presqu'île de Yucatan jusqu'à la baie de Tehuantepec. A vol d'oiseau le côté occidental a 8 000 kilomètres, le septentrional 6 400, l'oriental 5 000. Le développement des côtes, à grands traits, atteint 35 000 kilomètres. Entre le cap Sable de la Floride et le cap Catoche du Yucatan, une ouverture de 480 kilomètres, au milieu de laquelle pénètre par son extrémité occidentale l'île de Cuba, donne entrée dans le golfe du Mexique, où les États-Unis et le Mexique étendent plus de 3 000 kilomètres de côtes.

La superficie totale de l'Amérique du Nord, y compris l'archipel polaire, mais limitée au sud par la frontière du Mexique et du Guatemala, comprend environ 22 500 000 kilomètres carrés.

De cette immense étendue, les États-Unis n'embrassent qu'un peu plus du tiers, à peu près 7 600 000 kilomètres, non compris la possession excentrique de l'Alaska, acquise en 1867, presqu'île qui termine au nord-ouest le continent de l'Amérique du Nord, et que la Colombie britannique sépare entièrement du territoire fédéral.

Les possessions anglaises limitent au nord, d'un océan à l'autre, les États-Unis. Au nord-est la frontière est une ligne brisée qui commence sur l'océan Atlantique à la baie de Passamaquoddy (rivage occidental de la baie de Fundy, 45° de latitude nord), suit la rivière Saint-Croix jusqu'à sa source, rejoint le haut cours du Saint-John (fleuve du Nouveau-Brunswick) à Grand Falls, remonte ce cours d'eau, puis le Saint-Francis, affluent de gauche, s'infléchit alors au sud, et suit la ligne de partage des eaux entre le Maine et la province de Québec jusqu'au 45°, puis ce degré jusqu'au Saint-Laurent à Saint-Regis.

A partir de ce point, les États-Unis sont séparés du Dominion par le haut cours du Saint-Laurent et la ligne médiane des lacs Ontario, Erié, Saint-Clair et Huron. La frontière laisse au Canada la grande île Manitoulin entre le lac Huron et la baie de Georgia, passe entre les îles Drummond (États-Unis) et Cockburn (Canada), franchit le Sault Sainte-Marie, traverse le lac Supérieur, passe au nord de l'île Royale (États-Unis) et atteint sur la rive nord-ouest du lac l'embouchure de la rivière Pigeon. Le lac Michigan, qui déverse ses eaux dans le lac Huron par le détroit de Mackinaw entre les deux promontoires de l'État de Michigan, appartient donc tout entier aux États-Unis. La frontière remonte la rivière Pigeon, et suit, à travers une série de lacs ou plutôt de marécages, une direction ouest-nord-ouest qui la conduit par la rivière Rainy ou de la Pluie au lac des Bois, où elle atteint sur la rive occidentale le 49° de latitude nord. Elle se confond dès lors avec le 49° jusqu'au détroit de Georgia qui sépare l'île de Vancouver du continent et se relie à l'océan Pacifique, au sud de cette île, par le détroit de Juan de Fuca. La limite suit le milieu du chenal de ce détroit à travers un labyrinthe d'îles et atteint l'océan Pacifique au nord du cap Flattery, pointe extrême, vers le nord-ouest, de l'État de Washington. La frontière anglo-américaine, de la baie de Passamaquoddy au cap Flattery, mesure 5 684 kilomètres.

Les États-Unis sont limités à l'est par l'océan Atlantique, depuis la baie de Passamaquoddy au nord jusqu'au chapelet d'îles qui prolonge au sud le cap Sable, extrémité de la Floride, et dont le point le plus méridional est Key West, soit, dentelures négligées,

3 775 kilomètres de côtes. Au sud les eaux du golfe du Mexique baignent le littoral de l'Union américaine, en deux vastes échancrures, depuis Key West jusqu'au delta du Mississipi, et de là à l'embouchure du Rio Grande del Norte, sur une longueur de 2 500 kilomètres. A l'ouest la côte du Pacifique, depuis le cap Flattery au nord jusqu'à National City au sud de San Diego, a une étendue de 2 907 kilomètres. La ligne terrestre qui sépare le sud-ouest des États-Unis de la république mexicaine, sur une longueur de 2 490 kilomètres, part de San Diego à l'ouest, franchit le Rio Colorado, limite au sud la vallée du Rio Gila et aboutit au fleuve Rio Grande del Norte à El Paso, d'où elle suit tout le cours moyen et inférieur du fleuve jusqu'à son embouchure dans le golfe du Mexique.

Ainsi les États-Unis sont entourés d'une ceinture de rivages, sur les deux océans, de 9 200 kilomètres, et leur frontière terrestre, au nord et au sud, s'étend sur 8 175 kilomètres. Le terme de frontière terrestre est d'ailleurs en partie inexact en ce qui concerne le nord, puisque les lacs séparent, sur une distance considérable, le territoire américain des possessions britanniques [1]. L'immense territoire compris entre ces limites apparaît comme un parallélogramme dont la longueur, du cap Cod, à l'est (42°), à l'océan Pacifique, à l'ouest, est de 4 700 kilomètres, et la largeur, du nord au sud, de 1 900 à 1 925. Mais au sud-ouest un triangle adjacent au parallélogramme et formé par le Texas porte la largeur en ce point à 2 570 kilomètres.

Plateau occidental. Région du Pacifique. La vallée californienne.

Le vaste plateau constitué à l'ouest des États-Unis par le développement de la Cordillère du nord est le trait caractéristique de la contexture orographique du continent. L'ensemble de ce plateau porte le nom général de Montagnes Rocheuses qui convient cependant plus spécialement à la chaîne de montagnes délimitant le

1. La ligne de côtes des grands lacs se développe sur une longueur de 5 540 kilomètres. Leur superficie totale est de 238 000 kilomètres carrés.

plateau du côté de l'est, tandis que le talus occidental porte les noms de chaîne des Cascades (Cascade Range) et de Sierra Nevada.

La côte occidentale des États-Unis, dans toute son étendue, est bordée d'une première rangée de hauteurs qui commence, au nord, au mont Olympus dans la péninsule formée par l'océan Pacifique, le détroit de Juan de Fuca et le Puget Sound, et se prolonge au delà de la frontière méridionale dans la Basse-Californie. En arrière de cette première chaîne, appelée Coast Range, et à une distance d'environ 200 à 300 kilomètres du rivage, s'élève une seconde crête, parallèle à la première, mais plus haute, sur laquelle s'appuie le plateau des Montagnes Rocheuses. Cette crête prolonge, depuis la frontière du nord, la chaîne des Cascades de la Colombie anglaise et conserve ce nom sur le territoire américain[1] jusqu'à la limite des États d'Orégon et de Californie.

Les deux chaînes sont coupées transversalement à la hauteur du 46° par le fleuve Columbia, plus bas par le Klamath. Entre le Coast Range et la chaîne des Cascades s'étend, du sud au nord, parallèlement à la mer, la fertile vallée de la Willamette, où s'est longtemps concentrée toute la population de l'État d'Orégon.

Entre les monts Calapoya, chaînon du Coast Range, le Cascade Range à l'est et les monts Siskiyou au sud, se trouvent enclavés les bassins côtiers des rivières Umpqua et Rogue. Sur la rive gauche du Klamath, à l'extrémité septentrionale de l'État de Californie, les deux lignes de hauteurs se confondent dans le puissant massif du mont Shasta (4 330 mètres) entre les cimes duquel s'étendent de nombreux glaciers[2]. Puis elles s'écartent de nouveau en deux chaînes parallèles à la mer, le Coast Range près du rivage, la Sierra Nevada (Snowy Range) en arrière. A la hauteur du 38° le Coast Range est brusquement coupé. Un passage s'ouvre (the Golden Gate) entre l'océan Pacifique et la profonde baie de San Francisco. Des deux côtés les montagnes descendent en falaises

1. Monts Baker (3 120 mètres), Rainier (4 067), Adams (2 700), Hood, Jefferson, Three Sisters, Diamond Peak, Scott, Pitt.
2. Signalés dès 1871 par Clarence King, *Mountaineering in the Sierra Nevada.*

abruptes jusqu'au rivage, abritant la grande cité californienne, San Francisco.

La Sierra Nevada couvre toute la partie orientale de la Californie, qui est le plus grand État de l'Union (410 000 kil. c.) après le Texas. Elle s'étend sur une longueur de 1 000 kil. depuis le mont Shasta au nord jusqu'au mont Pinos au sud, et compte de nombreux pics couverts de neige, les monts Crater, Lassen, Spanish Peak, Pilot Peak, Castle Peak, Lyell (3 960 m.), Minarets, Abbot et le mont Whitney, le plus élevé de tous (4 500 m.). La Sierra, soutien occidental du grand plateau, a des pentes peu escarpées du côté de l'est, tandis que ses flancs abrupts à l'ouest se creusent en gorges profondes et pittoresques comme la Yosemite Valley avec ses *cliffs* gigantesques, ses murailles verticales, ses magnifiques cascades, et le *cañon* de Tuolumne où la rivière tombe de 1 400 mètres par trente-cinq kilomètres de rapides.

Quoique la Californie s'étende bien au delà des limites de la grande vallée (720 kilom. de longueur) comprise entre le Coast Range et la Sierra Nevada, celle-ci constitue toute sa richesse; c'est là que sont ses belles et fertiles terres à blé et ses mines d'or. Parallèle à la mer comme les deux chaînes de montagnes qui l'enserrent, cette Californie intérieure est composée de deux vallées symétriques, ayant leur pente dirigée l'une du nord, l'autre du sud, et formées, la première par le fleuve Sacramento, la seconde par le San Joaquin, qui viennent confondre leurs eaux dans un delta marécageux appelé baie de Suisun, communiquant avec la baie de San Francisco. Les deux fleuves reçoivent un grand nombre d'affluents descendant du versant occidental de la Sierra Nevada (Feather, Yuba, American River, Cosumnes, Mockelumnes, Stanislas, Tuolumne, Merced, las Mariposas) qui, la plupart, charrient ou charriaient des sables aurifères.

Le Coast Range et la Sierra Nevada, réunis au mont Pinos, se prolongent vers le sud en plusieurs chaînons parallèles qui portent les noms de San Bernardino, San Jacinto, Santa Anna, et Chocolate Mountains, et viennent mourir aux rives du Rio Colorado ou se continuent dans la Basse-Californie. Entre le San Bernardino et la côte se trouve un district d'une fertilité extraordinaire dont le centre est la ville de Los Angeles, véritable

capitale d'une Califormie du Sud déjà distincte de celle du Nord.

Telle est la région du Pacifique. Outre quelques bassins côtiers en général fertiles, elle comprend, du nord au sud, le magnifique domaine forestier qui entoure le Puget Sound, une des plus belles enclaves maritimes qu'un pays puisse posséder et qui pourrait abriter les flottes du monde entier, la vallée de la Willamette, celles du Sacramento et du San Joaquin et le district de Los Angeles.

Cette région du Pacifique est séparée du reste des États-Unis par une ceinture de déserts, plaines de la rivière Columbia, Sage Plains, pays des Modocs, désert de Humboldt, le Grand Plateau dont le sol aride, désolé, impropre à toute culture, est parsemé de lacs profonds, mornes (Klamath, Tahoe, Mono et Owen), enfermés dans de grandioses et tristes vallées sur le flanc oriental de la Sierra. Si l'État de Nevada est trop aride pour nourrir même une population bien éparse, il offre en revanche aux aventuriers et aux capitalistes ses richesses minérales, ce fameux filon Comstock qui a déjà fourni tant de centaines de millions et n'est pas encore épuisé. Au sud le désert se continue par la Vallée de la Mort (Death Valley), fond d'un ancien lac desséché, à quarante-cinq mètres au-dessous du niveau de la mer. Plus au sud, entre la Sierra, les monts San Bernardino et le fleuve Colorado, un désert plus vaste encore, plus désolé que tous les autres, dont le centre est une dépression de quatre-vingt-dix mètres, et qui porte le nom caractéristique de Dry Lake. C'est dans ce désert que la rivière Mohave, après un cours incertain, se perd peu à peu dans le sol et disparaît.

Les Montagnes Rocheuses. Le Grand Bassin. Glaciers des États-Unis.

Du côté oriental du plateau s'élèvent les Montagnes Rocheuses, qui, après avoir pris naissance dans l'Alaska, détachent le long du rivage du Pacifique les hauteurs dont la succession forme le Coast Range, puis s'éloignent dans l'intérieur du continent, inclinent au sud-est, séparent la Colombie anglaise du territoire nord-ouest du

Dominion, et les bassins des fleuves Fraser et Columbia de ceux des rivières Athabasca et Saskatchewan. Elles pénètrent dans les États-Unis par le nord en plusieurs chaînes parallèles suivant une direction sud-est, et traversent le continent sur une longueur de 2 800 kilomètres, développant en largeur près de 500 kilomètres de plateaux, de hautes vallées, de pics isolés ou de massifs continus, profilés en tous sens, mais surtout du nord au sud.

La chaîne de partage des eaux commence au nord-ouest de l'État de Montana, portant les noms de monts Crows (Canada) et Flathead (États-Unis), se dirige vers le sud parallèlement à la frontière de l'Idaho dessinée elle-même par une chaîne secondaire, les Bitter Root Mountains. Elle fait un coude brusque à l'ouest et rejoint cette dernière crête, puis se tourne vers l'est et forme dans l'angle nord-ouest de l'État de Wyoming un lacis de montagnes qui est le Parc National de Yellowstone [1]. Au sortir du Parc National, la ligne de partage forme une masse de hauteurs imposantes, les Wind River Mountains, dont le pic Frémont (4 000 m.) est le point culminant. Elle s'aplatit ensuite en une sorte de plateau ondulé de 2 000 à 2 400 mètres d'élévation que franchit le chemin de fer Union Pacific entre Rawlins à l'est et Aspen à l'ouest, puis traverse tout l'État de Colorado, du nord au sud, sous les noms de Sierra Madre, Elkhead Mountains, chaîne des Parcs, et s'infléchit à l'ouest, puis au sud-est, sous le nom de

1. Le Parc National est une enclave de forme quadrangulaire, d'une superficie de 8 000 à 9 000 kilom. carrés (à peu près trois fois la surface de l'État de Delaware), prélevée sur le territoire du Wyoming et déclarée, par acte du Congrès de 1872, soustraite à l'action des lois qui régissent les ventes de terres publiques aux États-Unis. C'est un magnifique amas de montagnes, de lacs, de cañons ou gorges profondes, de geysers, de sources d'eau chaude, découvert en 1869 par une compagnie d'explorateurs venus d'Héléna, et signalé à l'admiration publique par le rapport d'un savant géologue au service des États-Unis, M. Hayden. Le Parc de Yellowstone, ainsi nommé parce que le Yellowstone, affluent du Missouri, y prend sa source, est dès maintenant un rendez-vous favori des touristes de l'Union en quête de sites pittoresques et sauvages. Le sol des vallées est à une altitude de 1 500 à 2 000 mètres, les montagnes s'élèvent à 3 000 et 3 500 mètres, et restent le plus souvent couvertes de neiges, bien qu'on n'y ait point trouvé de glaciers. Outre le Yellowstone qui va se jeter dans le Missouri, d'autres rivières encore ont leur source dans le Parc National : au nord-ouest les rivières Gallatin et Madison, deux des trois cours d'eau dont la réunion à Gallatin forme le Missouri; au sud la rivière Snake (Serpent), affluent du fleuve Columbia qui va se jeter dans le Pacifique. Le Parc National a été appelé la « Terre merveilleuse du Nord », désignation correspondante à celle de « Terre merveilleuse du Sud » que les géographes anglais appliquent à une région également très pittoresque de la Nouvelle-Zélande.

des monts Bitter Root et Cœur d'Alène, traverse le lac Pend d'Oreille et se réunit au Columbia sur la frontière même. Le Lewis' Fork ou rivière Snake sépare, à sa sortie du Parc National, les deux puissants groupes de montagnes, Teton et Wind River, prend la direction de l'ouest, en se frayant un passage au pied du mont Hayden (3 900 mètres), reçoit des affluents que lui envoient les flancs des monts Wasatch, arrose les plaines élevées du sud de l'Idaho, puis se dirige vers le nord et, après avoir contourné l'extrémité septentrionale du groupe isolé des Montagnes Bleues, se réunit au Columbia à Wallula, grossi d'abord sur sa droite des rivières Salmon et Clear Water et sur sa gauche de l'Owyhee formé de nombreux cours d'eau qui descendent des pentes septentrionales du Grand Bassin vers la dépression du Lewis' Fork. Le Columbia reçoit encore sur sa gauche la rivière des Chuttes sur le versant oriental du Cascade Range, puis la Villamette qui arrose la fertile vallée, parallèle à l'océan, comprise entre les chaînes des Cascades et de la Côte.

Le Rio Colorado de l'ouest est formé de toutes les eaux qui tombent du versant occidental des Montagnes Rocheuses, depuis les Wind River Mountains au nord jusqu'au plateau de la Sierra Madre au sud. Sa source septentrionale est au pied du Pic Union de la chaîne Wind River, non loin du Parc National, et par conséquent non loin des sources de la rivière Snake et du Yellowstone. Sous le nom de Green River, il arrose, du nord au sud, la partie supérieure de la vallée formée par les monts Wasatch et la chaîne des Montagnes Rocheuses, vallée ouverte sur le sud et dont le sommet est le Parc National. La rivière Green est franchie par le chemin de fer Union Pacific, contourne les monts Uintah, contrefort oriental des Wasatch, coule entre des rives escarpées, formant déjà de véritables cañons, et se réunit à la rivière Grand, composée de tous les torrents descendus des montagnes du Colorado. Les deux rivières confondues en une seule deviennent le Rio Colorado qui, plus au sud, reçoit le Rio San Juan descendu des montagnes du même nom, et plus au sud encore, toujours sur la rive gauche, le Colorado Chiquito ou petit Colorado, dont la source est dans les monts Zuni. Le Rio Colorado s'infléchit alors vers l'ouest. Le pays qu'il traverse

est le grand plateau rocheux, dénudé, auquel il a donné son nom et dans les profondeurs duquel, à travers de tortueux méandres, ses eaux se sont creusé elles-mêmes leur route. Les énormes ravins qui composent son lit et celui de ses principaux affluents sont appelés cañons. Le plus pittoresque est le Grand Cañon, au nord de l'Arizona, long de 300 kilomètres et formé de murailles de rochers à pic d'une hauteur de 1 200 à 2 000 mètres [1]. Le fleuve tourne ensuite au sud, repoussé par les hauteurs qui terminent le Grand Bassin, le désert de la Californie du Sud et le San Bernardino. Il franchit les monts Chocolate et la frontière des États-Unis et du Mexique et vient se jeter, sur territoire mexicain, au fond de la mer Vermeille ou golfe de Californie. Un peu avant la frontière il reçoit encore sur sa rive gauche le Rio Gila qui prend sa source dans la chaîne principale des Montagnes Rocheuses, entre les plaines de Saint-Augustin et le plateau de la Sierra Madre, et traverse de l'est à l'ouest une vallée tortueuse, souvent profondément encaissée, puis, plus près de son confluent, le désert Gila qui se continue au sud jusqu'au delà de la frontière mexicaine. Le seul affluent de quelque importance que reçoive le Rio Colorado sur sa rive droite est le Rio Virgin qui descend de l'extrémité sud des monts Wasatch.

Vallée du Mississipi.
Le fleuve et ses affluents : Missouri, Ohio.

Comprise entre les Montagnes Rocheuses à l'ouest et les monts Appalaches ou Alleghanys à l'est, s'étend, au centre du territoire des États-Unis, l'immense vallée arrosée par le Mississipi et par ses innombrables tributaires. Dans la partie occidentale la région des Mauvaises Terres forme une sorte de terrasse supérieure, au pied des Montagnes Rocheuses, et se prolonge vers l'est par des groupes de hauteurs dont les plus importantes, après les Black Hills, sont le plateau du Coteau du Missouri et le plateau du Coteau des Prairies dans le Dakota, les monts Ozarks dans le Missouri et l'Arkansas et les ondulations du Territoire Indien. De cette terrasse, les plaines, arides d'abord, puis fertiles et propres

1. J.-W. Powell, *Exploration of the Colorado River of the West*, 1869 to 1870.


I. Vancouver
C. Flattery
Mt Olympe
Puget Sound
Columbia R.
Umpqua R.
Rogue R.
Klamath R.
Plateau des Sauges
Mt Shasta
Sierra Nevada
CALIFORNIE
SAN FRANCISCO
Chaîne Côtière
Mt Whitney
Désert
Mts de Mohave
Mts St Bernardino
los Angeles
San Diego
National City
BASSE CALIFORNIE
OCÉAN PACIFIQUE
CANADA
Saint Laurent Fl.
Nelle BRUNSWICK
Nouv. lle Écosse
St John R.
C. Sable
Ontario
Mts Adirondack
Boston
NEW-YORK
Long Island
Hudson
Connecticut R.
Delaware F.
Alleghanys
James R.
de Chesapeake
Roanoke R.
C. Hatteras
Neuse R.
Cape Fear R.
Santee R.
Charleston
Port Royal
C. Sable
OCÉAN ATLANTIQUE
130
125
75
70
65
45
40
35
30
25
120
115
85
80
75

à la culture de toutes les céréales, descendent d'un mouvement à peine sensible vers le fleuve. A l'est du Mississipi, les prairies sont fertiles jusqu'au pied des monts Alleghanys et la pente est également très douce depuis le versant occidental de cette chaîne. Toute la vallée s'incline en outre légèrement vers le golfe du Mexique.

Au nord cependant existe une ligne de partage des eaux entre le domaine du Mississipi et un autre versant qui envoie ses cours d'eau soit dans la baie d'Hudson par la rivière Rouge du nord, soit dans l'océan Atlantique par les lacs et le Saint-Laurent. Mais cette ligne de partage est une expression géographique, car elle n'est visible presque nulle part. Elle consiste en une élévation très faible du sol, et en « portages », terme qui désigne d'étroites bandes de terrain séparant les sources des rivières qui appartiennent au bassin du nord de celles que réclame le bassin du golfe.

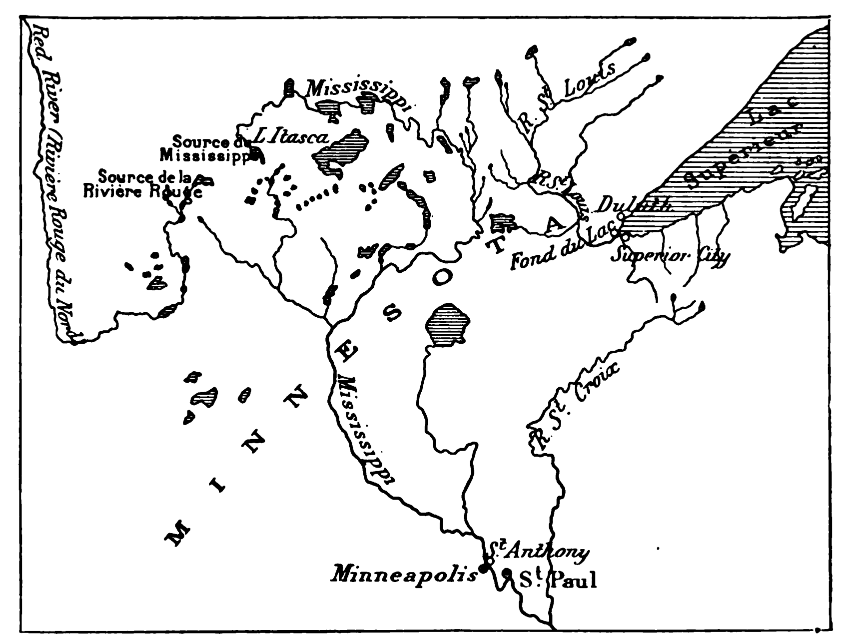
La plus importante vallée du bassin septentrional est celle de la rivière Rouge du nord, qui prend sa source dans le nord-ouest du Minnesota et forme la limite entre cet État et le Dakota Nord. Elle coule vers le Dominion dont elle franchit bientôt la frontière et va se jeter dans le lac Winnipeg (province de Manitoba). La ligne de partage suit les contours de l'étroite mais très fertile vallée de la rivière Rouge, et passe au nord de la région des lacs où le Mississipi prend sa source. Elle s'incline de là vers le sud, puis vers l'est, à quelque distance de la rive méridionale du lac Michigan et des lacs Erié et Ontario. Au sud de ce dernier, elle se relie avec les pentes occidentales des monts Alleghanys. Sur le versant nord coulent un grand nombre de petits cours d'eau qui se jettent dans le lac Michigan, mais dont les sources, après de grandes pluies, se confondent souvent, par suite du peu d'élévation des « portages », avec celles des affluents du Mississipi tels que le Wisconsin et l'Illinois, de même que les eaux des lacs où naît le Mississipi se déversent souvent dans la rivière Rouge. Le versant nord envoie encore le Maumee dans le lac Erié, le Genesee et le Seneca ou Oswego dans le lac Ontario, et la rivière Sorel ou Richelieu dans le Saint-Laurent. La rivière Sorel n'appartient aux États-Unis que par le lac Champlain dont elle sort.

La vaste région située au sud de cette ligne de partage jusqu'au golfe du Mexique forme le bassin du Mississipi et les bassins secondaires du golfe. Les cours d'eau principaux arrosant ces derniers sont : à l'est du Mississipi, les rivières Pearl et Pascagoula, le Mobile formé de l'Alabama et du Tombigbee, l'Appalachicola, formé du Chattahoochee et du Flint, le Suwannee, le Pease et le Caloosahatchee; à l'ouest du Mississipi, les rivières Sabine, Neches, Trinity, Brazos, Colorado de l'est, Nueces, toutes dans le Texas, et le Rio Grande del Norte, qui sépare le Texas du Mexique.

Le Mississipi prend sa source près de la frontière du Dominion, entre la vallée de la rivière Rouge du nord, à l'ouest, et le lac Supérieur à l'est, dans le petit lac Itasca, un des sept mille lacs ou marais dont est parsemée la surface de l'État de Minnesota, dont le nom signifie « eaux azurées ». Le fleuve coule d'abord quelque temps vers le nord, puis s'infléchit au sud pour commencer son long parcours de 5000 kilomètres jusqu'au golfe. Sa direction reste pendant longtemps au sud-est depuis les rapides de Saint-Anthony jusqu'à Davenport. Il atteint Saint-Louis après un nouveau coude à l'ouest. Son lit est parfois encaissé entre des escarpements boisés dont les eaux rongent la base et entraînent les arbres, parfois presque aussi élevé que les rives qui le bordent. C'est un peu en amont de Saint-Louis, au centre des Etats-Unis, que le Mississipi reçoit le Missouri; mais il a été grossi déjà de nombreux affluents; sur sa rive occidentale : le Minnesota, le Wapsipinicon, l'Iowa et le Des Moines; sur la rive orientale : le Saint-Croix, le Chippewa, le Wisconsin, le Rock et l'Illinois. Le haut fleuve et ses affluents arrosent ainsi en éventail les quatre États de Minnesota, d'Iowa, de Wisconsin et d'Illinois. C'est une région d'une fertilité extrême, autrefois couverte par les eaux, qui y ont déposé un limon noir, profond, où poussent de merveilleuses récoltes de maïs et de blé soit de printemps, soit d'hiver. Les glaciers de la région arctique ont laissé jusqu'au delà de Saint-Louis, par les érosions du sol et nombre de blocs granitiques, la trace de leur extension sur cette partie septentrionale de la vallée.

Un peu avant Saint-Louis, le Missouri vient mêler ses eaux bourbeuses à celles du grand fleuve restées à peu près pures et

claires jusque-là. Le Missouri a un cours de 4000 kilomètres. Il arrose un bassin beaucoup plus vaste que celui du haut Mississipi, et fertile, au moins dans sa partie orientale. Il prend naissance sur le versant nord du Parc National et des monts Teton. Trois torrents se réunissent pour former la rivière Jefferson qui, par sa jonction avec le Madison et le Gallatin, devient le Missouri, se dirige vers le nord à travers les monts Belt et Highwood, contreforts orientaux des Montagnes Rocheuses, prend ensuite la direction



La source du Mississipi. — Les lacs du Minnesota.

de l'est et du sud-est et traverse toute la partie nord de l'État de Montana, ainsi que les deux États North et South Dakota (du nord-ouest au sud-est), entre les Bad Lands et le plateau du Coteau du Missouri. A partir de ce point et conservant la même direction, sud d'abord, puis sud-est et est, il arrose, à l'ouest, le Nebraska et le Kansas, à l'est l'Iowa, et traverse de part en part l'État de Missouri auquel il a donné son nom.

Ses affluents de gauche sont : près des Montagnes Rocheuses la rivière de l'Ours, à fort Galpin la rivière Milk, à Yankton le James ou Dakota, à Sioux City le Big Sioux, un peu plus loin le

Crooked River. Ses tributaires de droite ont une bien plus grande importance : le Yellowstone sort du Parc National; les masses montagneuses projetées par la grande crête, monts Shoshone, Wind River, Big Horn, Rosebud et Powder, le repoussent vers le nord-est, après l'avoir grossi du Big Horn et de la rivière Powder. Il se réunit au Missouri à la limite même des États de Montana et de North Dakota.

Le Missouri reçoit en outre sur sa droite le petit Missouri et plusieurs cours d'eau descendus des hauteurs des Bad Lands appelées Buttes, qui couvrent toute la partie occidentale des deux Dakotas. Le Big Cheyenne est formé de deux rivières qui enserrent le massif des Black Hills, l'une par le nord, North Fork ou Belle Fourche, l'autre par le sud, South Fork. Le White River et le Niobrara prennent leur source dans le même groupe de montagnes situé à l'ouest des Black Hills et séparé des monts Laramie par la vallée de la Platte. Ces deux cours d'eau traversent des plaines sablonneuses et stériles qui s'étendent encore au sud et couvrent la moitié septentrionale de l'État de Nebraska. Très fertile au contraire est la prairie traversée par la rivière Nebraska ou Platte qui se jette dans le Missouri un peu en aval d'Omaha et de Council Bluffs. La Platte est formée de toutes les eaux que fournit le versant oriental de la chaîne principale des Montagnes Rocheuses et des groupes divers de la chaîne frontale depuis les Wind River jusqu'au massif central du Colorado. Tous ces cours d'eau se réunissent en deux branches principales dont la jonction a lieu à Platte City, la North Platte et la South Platte. La première prend sa source dans le Colorado, au pied de Long's Peak, et se dirige vers le nord, arrosant la vallée appelée North Park, formée entre la chaîne principale (monts Elkhead et Sierra Madre) à l'ouest, et la chaîne frontale (monts Medicine Bow) à l'est. Elle se fraie un chemin à travers le plateau de Laramie qu'elle contourne au nord en passant entre les monts Rattlesnake et les monts Laramie et prend alors sa direction vers le sud-est. La South Platte commence dans le South Park, entre les monts Lincoln et Pike's Peak, coule vers le nord en passant à Denver, reçoit une grande quantité de *creeks* ou cours d'eau torrentueux descendant de la chaîne frontale et s'infléchit vers le nord-est, grossie du

Lodge Pole Creek avant sa jonction avec la North Platte. Le Kansas, dernier grand affluent de droite du Missouri, est la réunion d'un très grand nombre de rivières qui arrosent la prairie entre les rivières Platte et Arkansas, et dont les principales portent les noms de Big Blue, Republican, Solomon et Smoky Hill.

Au-dessous de Saint-Louis, le Mississipi, qui a déjà reçu plusieurs de ses principaux tributaires dont chacun a l'importance des plus grands fleuves du monde, roule une énorme masse d'eau limoneuse, dans un lit souvent très profond et large parfois de plus de deux kilomètres. Ses rives commencent à s'abaisser. Il traverse des plaines d'alluvion qu'il a formées lui-même. Repoussé un peu à l'est par les derniers gradins des monts Ozarks, il contourne un promontoire formant la pointe sud-ouest de l'État d'Illinois et reçoit sur sa rive gauche son plus grand affluent oriental, l'Ohio. A partir de Cairo, ville située à l'angle même de jonction, le fleuve s'élargit encore, entrecoupé d'îles basses, et s'engage en d'infinis méandres que déterminent les *bluffs* ou falaises des rives. Peu à peu à ces bluffs succèdent des prairies basses, marécageuses, au milieu desquelles le fleuve coule en un lit exhaussé, dont les barrières naturelles ou artificielles sont souvent emportées à l'époque des crues, et les flots du Mississipi se répandent au loin dans la campagne, inondant et noyant villages et plantations, mais fertilisant le sol du limon qu'il laisse. Son cours, de plus en plus tortueux, se divise en plusieurs branches ou canaux appelés *bayous* qui tantôt se réunissent, tantôt s'écartent et suivent toujours, à travers lacs et marécages, une direction méridionale. Dans la Louisiane, le Mississipi s'infléchit au sud-est, et se divise en plusieurs bras dont le plus important est celui qui passe à la Nouvelle-Orléans. Au-dessous de cette ville, les rives s'abaissent encore et deviennent mobiles; le sol n'est plus qu'une boue à demi liquide. Aussi les bouches du Mississipi sont-elles difficilement accessibles et de grands travaux ont dû être effectués pour approfondir l'une des passes. Le delta du Mississipi ressemble en ce point à tous les autres grands deltas, ceux du Rhône, du Nil, du Gange, du Yang-tse-kiang, du Niger, du Zambèze.

Entre Saint-Louis et la Nouvelle-Orléans, le Mississipi reçoit

encore des pentes des Montagnes Rocheuses un important affluent, l'Arkansas, qui prend sa source dans le massif central du Colorado entre le mont Lincoln et le mont Harvard. L'Arkansas se dirige vers l'est, suivant, comme tous les tributaires du Missouri et le Missouri lui-même, la pente générale de la prairie du Far West. Après s'être rapproché du Kansas vers le milieu de son cours, l'Arkansas s'infléchit au sud-est et reçoit sur sa rive droite la rivière Canadian, sortie en deux branches du versant oriental de la Sierra Blanca, et qui traverse le Territoire Indien; il entre alors dans l'État auquel il donne son nom et y arrose des plaines basses, très marécageuses dans la partie inférieure de son cours. Le plateau désert nommé Llano Estacado, qui occupe tout l'ouest de l'État du Texas, envoie au Mississipi les eaux formant la rivière Rouge (Red River) qui sert de limite au Territoire Indien et au Texas et traverse de l'est à l'ouest l'État de Louisiane. Un peu avant sa réunion avec le Mississipi, le Red River reçoit le Washita ou Black River, et projette directement dans le golfe du Mexique le Teche, qui mêle ses eaux avec celles de l'Atchafalaya, bras détaché du Mississipi sur sa rive droite.

C'est du même plateau texien que descendent les rivières du golfe du Mexique dont les embouchures se succèdent entre celles du Mississipi et du Rio Grande del Norte. Quant à ce dernier fleuve, il prend naissance sur le versant oriental des monts San Juan, groupe de la chaîne principale des Montagnes Rocheuses et continuation du massif central du Colorado, près du pic Uncompahgre (4 060 m.) et à peu de distance des sources du Gunnisson et du San Juan, deux des affluents du Rio Colorado de l'ouest. Le Rio Grande del Norte, après avoir contourné à l'est les monts San Juan, prend sa direction vers le sud et arrose la grande vallée latérale formée par ces montagnes à l'ouest et par la Sierra Blanca à l'est. Il passe non loin de Santa Fé, l'une des plus anciennes villes des États-Unis, bâtie sur le dernier gradin méridional de la Sierra Blanca. Il traverse du nord au sud le Nouveau-Mexique, recevant sur sa rive droite un grand nombre de petits cours d'eau que lui envoient les pentes, d'ailleurs beaucoup moins élevées dans cette région, de la ligne de partage des eaux, et arrive à El Paso, ville située à l'angle du Nouveau-Mexique, de

la province mexicaine de Chihuahua et du Texas. De ce point il se dirige au sud-est, et, jusqu'au golfe, sert de frontière aux États-Unis et au Mexique; au milieu de ce parcours il reçoit sur la rive gauche son principal affluent, le Rio Pecos, qui prend sa source à l'extrémité de la Sierra Blanca, près de Santa Fé, et traverse tout le plateau désert du nord-ouest du Texas.

Les deux principaux affluents de la rive gauche du Mississipi dans son cours supérieur sont le Wisconsin et l'Illinois. Ce dernier a sa source si près du lac Michigan que souvent ses eaux se confondent avec celles des petits tributaires du lac. L'Illinois arrose deux villes portant les noms de Joliet et de La Salle, explorateurs français de ces contrées. Entre Saint-Louis et Cairo, le Mississipi reçoit encore le Kaskaskia. A Cairo, enfin, il reçoit la « Belle Rivière », l'Ohio, dont la vallée est une des régions les plus fertiles de l'Amérique et du monde entier. Elle est délimitée au nord par la ligne de partage des eaux, très peu élevée, qui la sépare du bassin des Lacs, à l'est par les monts Alleghanys, au sud par les derniers contreforts de la chaîne appalachienne et par le plateau de l'État du Mississipi, à l'ouest par le grand fleuve. L'Ohio et ses affluents arrosent l'ouest de la Pennsylvanie, la Virginie Occidentale, l'Ohio, l'Indiana, une partie de l'Illinois, le Kentucky et le Tennessee. La rivière Alleghany qni prend sa source près de la frontière nord de la Pennsylvanie, et le Monongahela, venant de la Virginie Occidentale, coulent l'un du nord, l'autre du sud et se rencontrent en un point célèbre dans l'histoire des États-Unis. A l'angle des deux rivières, les Français avaient élevé le fort Du Quesne. Sur les ruines du vieux fort s'est développée la grande ville industrielle de Pittsburg. De la rencontre des deux rivières est formé l'Ohio, qui, à sa sortie de l'État de Pennsylvanie, suit, avec d'innombrables sinuosités, une direction générale vers le sud-ouest et sépare les États d'Ohio, d'Indiana et d'Illinois au nord de ceux de Virginie Occidentale et de Kentucky au sud. Sur sa rive droite il reçoit le Muskingum, le Scioto, le grand et le petit Miami et le Wabash; sur sa rive gauche la Kanawha, le Licking, le Kentucky, le Cumberland et le Tennessee, ce dernier grossi du Holston et du Clinch.

Les monts Alleghanys; la côte de l'Atlantique.

Toutes ces rivières, comme les deux branches supérieures de l'Ohio, prennent leur source dans la chaîne des Alleghanys ou Appalaches, qui ferme du côté oriental la grande vallée du Missis-sipi et la sépare de la région de l'océan Atlantique, théâtre de la première colonisation anglo-américaine. Les Alleghanys se composent de plusieurs chaînes parallèles, orientées du nord-est au sud-ouest, et s'étendant sur une longueur de 1 800 kilomètres, depuis les montagnes du Maine et du New-Hampshire jusqu'aux derniers contreforts dans l'État d'Alabama, avec une largeur d'environ 150 kilomètres en différents points de la chaîne, notamment en Pennsylvanie et dans la Caroline du Nord. Au nord-est les montagnes sont très rapprochées de l'océan. Elles s'appellent Highlands et monts Catskill sur la rive droite de l'Hudson, Montagnes Vertes dans le Vermont qui leur doit son nom, Montagnes Blanches dans le New-Hampshire où le mont Washington atteint 1 750 mètres. Au nord de l'État de New-York, entre le Saint-Laurent et le lac Champlain, le groupe pittoresque des Adirondacks où l'Hudson prend sa source. A l'ouest de ce fleuve et dans toute la Pennsylvanie, les Alleghanys ne se composent encore que de nombreuses lignes de collines capricieusement parallèles, peu élevées, coupées en tous sens par le Delaware, le Susquehannah et son principal affluent, la Juniata. Au sud du Potomac, les monts Alleghanys s'élèvent, en même temps qu'ils s'éloignent de la mer jusqu'à laisser, dans les deux Carolines et la Géorgie, plus de trois cents kilomètres entre les dernières pentes et le rivage. Le plateau sur lequel repose le système orographique appalachien a une élévation de 600 à 700 mètres, les crêtes atteignent 1 200 à 1 600, quelques pics 1 800 à 2 000 mètres. Du côté de l'océan la première rangée de hauteurs est nommée Blue Ridge, en arrière les monts Shenandoah, l'Alleghany proprement dit, les monts de Fer, les monts Clinch. La chaîne la plus occidentale est formée des monts Cumberland qui se prolongent en pente douce par le plateau kentuckien jusqu'à proximité de Louisville sur l'Ohio. Au pied

du Blue Ridge sur le versant oriental, s'étend également jusqu'à mi-chemin de la mer un plateau ondulé et boisé, coupé d'innombrables cours d'eau, et qui longe la montagne depuis Alexandria en Virginie jusqu'à Montgomery dans l'Alabama. Cette terrasse s'abaisse vers le bas pays, la *tide-water country*, la région des plaines fertiles, des forêts de pins et de cyprès, des marécages, des rizières et des lagunes, dont se compose la côte de l'océan Atlantique depuis la baie de Chesapeake jusqu'à la pointe de la Floride. Les monts Alleghanys sont coupés de vallées transversales comme celles du Connecticut, de l'Hudson, du Delaware, du Susquehannah, du Potomac et de la Great Kanawha, ou longitudinales comme celles de la Shenandoah, du Clinch, du Holston, du Tennessee et du Coosa.

Au sud-ouest du groupe appalachien les chaînons s'abaissent et s'écartent en éventail, lançant des rivières dans toutes les directions. Du plateau terminal dans l'État de Mississipi sort le Tallahatchee qui forme le Yazoo, dernier affluent de gauche du Mississipi, ainsi que les fleuves Pearl, Pascagoula et Tombigbee. La chaîne principale envoie encore dans le golfe du Mexique le Coosa qui, dans la partie inférieure de son cours, s'appelle Alabama, et l'Appalachicola formée du Flint et du Chattahoochee.

Les cours d'eau qui descendent du versant oriental des Appalaches pour aller se jeter dans l'océan Atlantique sont innombrables. Voici les principaux du sud au nord : l'Altamaha, formée de l'Ocmulgee et de l'Oconee, l'Ogeechee, le Savannah, l'Edisto, le Santee formé du Congaree et du Wateree, le Great Peedee, le Cape Fear, la Neuse, le Roanoke formé du Dan et du Staunton, le Chowan, le James, le Rappahannock, le Potomac grossi de la Shenandoah, le Susquehannah formé de deux branches principales et grossi de la Juniata, ces quatre derniers fleuves se jetant dans la longue et magnifique baie de Chesapeake; le Delaware, l'Hudson grossi du Mohawk; au nord-est le Connecticut, le Merrimac, le Saco, le Kennebec et le Penobscot. L'histoire des treize colonies anglaises de l'Amérique du Nord est remplie des noms de ces rivières, sur les bords desquelles les émigrés européens vécurent près d'un siècle et demi avant de franchir la barrière occidentale des Montagnes Bleues.

Climat.

Le détroit de Juan de Fuca est au 48°, la baie de Passamaquoddy au 45°. Aux deux extrémités méridionales la frontière de la Basse-Californie est au 32° 30′, la pointe de la Floride à 25°. Entre ces latitudes extrêmes règnent les climats les plus divers; le seul État de Californie a 1 200 kilomètres de côtes sur l'océan Pacifique. Le Puget Sound, à l'extrême nord-ouest de l'État de Washington, est à la latitude de la Bretagne; la vallée de la Willamette, du nord au sud, est comprise entre les latitudes de Lyon et de Nice. Le mont Shasta est sur le même degré qu'Oporto et Naples. La grande vallée californienne s'étend du 41° au 36° 30′, latitudes de Constantinople et de l'île de Rhodes. San Francisco est à la hauteur de Murcie, de Messine, d'Athènes et de Smyrne. La latitude de Los Angeles est celle de Fez, de Gabès et de Beyrouth. Il y a cependant encore de grands froids pendant l'hiver en Californie. Mais de l'autre côté du continent, sur l'océan Atlantique, le climat est beaucoup plus rude. A Olympia, située à l'extrémité sud du Puget Sound, correspond la pointe nord de l'État du Maine; à la vallée de Rogue, la baie de Massachusetts, où les hivers sont si rigoureux, bien que Boston soit à la même latitude que Barcelone. A San Francisco correspond à peu près Richmond, la capitale de la Virginie; à Los Angeles, Columbia, capitale de la Caroline du Sud. A latitude égale, la côte du Pacifique est moins froide que celle de l'est, à cause des vents de sud-ouest et des courants chauds qui exercent la même action sur cette partie du continent américain que sur nos côtes occidentales européennes. Il faut remonter de ce côté jusqu'au 57° pour trouver une température moyenne aussi basse que celle de la Nouvelle-Écosse, sur l'Atlantique, à 45°.

Si le froid est beaucoup plus intense à Portland, Portsmouth, Boston, New-York, Philadelphie, que sur le Pacifique ou sur les côtes de France ou d'Angleterre, la chaleur en été y est aussi bien plus forte. C'est une région à climats extrêmes comme l'intérieur du continent, comme la partie supérieure de la grande vallée mississipienne, la zone des grands lacs, et la vallée du Saint-

Laurent. Toute cette partie de l'Amérique du Nord est sous l'influence des vents arctiques, du courant des eaux polaires qui descend par la mer de Baffin jusque sur Terre-Neuve, et de l'énorme masse de glace que supportent, des deux côtés de ce passage, le Labrador et le Groenland.

Dans la région du Pacifique, la côte seule a le privilège du climat adouci que nous connaissons dans l'Europe occidentale. Déjà dans la vallée californienne, les écarts de température sont considérables; au delà de la Sierra Nevada, sur le plateau appelé Grand Bassin, règne le climat continental dans toute sa rigueur. La Sierra joue, toutes proportions gardées, entre le sol relativement bas des vallées du Sacramento et du San Joaquin à l'ouest et les déserts de l'est dont la surface est pour la plus grande partie à une hauteur de 1 000 à 1 500 mètres au-dessus du niveau de la mer, le rôle de l'Himalaya entre la plaine du Gange et le plateau du Thibet. Froids terribles en hiver, sécheresses désastreuses et chaleurs torrides en été, tel est le climat qui règne depuis l'état de Washington jusqu'à l'Arizona au sud et de là au Minnesota au nord-est.

La partie septentrionale de la vallée mississipienne jouit en général d'un air pur et très salubre, sauf dans le voisinage des terres trop basses et marécageuses. Mais elle est exposée aux cyclones et aux *blizzards*, ouragans de neige et de vents glacés dont les Alleghanys ne protègent que très faiblement même le littoral de l'Atlantique. La température s'élève considérablement au sud du confluent de l'Ohio et du Mississipi et de l'embouchure du Potomac dans l'Atlantique. Tandis que la moyenne d'hiver et d'été est de — 1° et + 20° à Boston, de 0° et + 24° à Saint-Louis, elle est de + 10° et + 25° à Savannah et de + 11° et + 26° à la Nouvelle-Orléans. Cette dernière température convient à la culture du coton, du riz et du sucre, de même que les régions plus septentrionales produisent surtout le tabac, le maïs, le blé et les autres céréales.

Le littoral de l'Atlantique est admirablement découpé depuis les innombrables havres du Maine jusqu'à la baie de Chesapeake. Mais au sud de la rivière James commence, avec le Dismal Swamp, une longue chaîne de marécages qui rendent particu-

lièrement insalubres les côtes des deux Carolines et d'une partie de la Géorgie et presque toute l'étendue de la Floride. Le rivage du golfe du Mexique aux alentours du delta du Mississipi, également très marécageux et malsain, est périodiquement envahi par la fièvre jaune.

Formation territoriale de la République des États-Unis.

Les Anglais ont mis cent cinquante ans à coloniser le littoral de l'océan Atlantique depuis le fleuve Savannah, au sud, jusqu'à la baie de Passamaquoddy, au nord. Au milieu du XVIIIe siècle, après une lutte acharnée contre nos colons du Canada, ils s'emparèrent du bassin entier du Saint-Laurent et de tout le cours de l'Ohio et du Mississipi, où nos missionnaires et de hardis explorateurs avaient établi les fondements d'un grand empire franco-américain. L'Angleterre était désormais maîtresse de toute la partie de l'Amérique du Nord située à l'est du Mississipi. Nous gardions, pour la céder immédiatement à l'Espagne, la Louisiane, que nous avions péniblement commencé à coloniser, c'est-à-dire l'embouchure du Mississipi et la Nouvelle-Orléans qui n'était qu'un grand village. L'immense territoire situé à l'ouest du fleuve et au nord des possessions mexicaines de l'Espagne, jusqu'à l'océan Pacifique, était encore, en grande partie, une *terra incognita*.

La guerre de l'indépendance eut pour résultat de partager en deux parties à peu près égales le domaine de la race anglo-saxonne dans l'Amérique du Nord. Le Canada, conservé par la métropole, devait en un siècle devenir le grand Dominion qui compte aujourd'hui 5 millions d'habitants, couvre une superficie aussi vaste que celle des États-Unis, et s'étend, comme sa rivale plus puissante du sud, sur les deux océans. Tout le pays situé entre le Canada et les Florides, entre l'océan Atlantique et le Mississipi, devint le lot d'une nation nouvelle qui comptait 4 millions d'habitants en 1790 et en possède aujourd'hui, après un siècle écoulé, 62 millions. A la fin de la guerre de l'indépendance, les Américains ne peuplaient réellement encore que le littoral de l'océan Atlantique, divisé fort inégalement entre treize républiques

confédérées. Au delà des monts Alleghanys, jusqu'au Mississipi, depuis les lacs jusqu'à la frontière des Florides, le nombre des blancs ne dépassait pas 40 000. Disséminés comme une semence de colonisation sur l'immense prairie, ils étaient en lutte constante contre les Peaux-Rouges qui disputaient pas à pas, comme ils le font encore aujourd'hui, leurs terrains de chasse aux envahisseurs. Ce grand désert se peupla cependant avec une étonnante rapidité et les Américains commencèrent à jeter les yeux sur l'autre rive du grand fleuve. Vingt ans après que l'Angleterre eut reconnu l'indépendance de ses anciennes colonies, un événement d'une importance capitale assura aux Américains l'accomplissement de leur destinée dans le Nouveau-Monde. La France dépouillée du Canada en 1763 rentrait, en l'an 1800, en possession de la partie de la Louisiane située entre le Rio Grande del Norte, les Montagnes Rocheuses et le Mississipi. Peut-être n'aurions-nous jamais su tirer parti de ce domaine aux contours mal définis, resserré entre les possessions espagnoles à l'ouest et les États-Unis à l'est. Aucune tentative sérieuse en tout cas ne fut faite. En 1803, Bonaparte, premier consul, trop occupé sur le continent pour se soucier de colonisation, vendit cet empire inoccupé et encore complètement inexploré, à la république américaine que gouvernait alors un grand patriote, un homme d'État consommé, le président démocrate Thomas Jefferson. Dans cette solitude que nous rejetions ainsi pour quelques dizaines de millions destinés à tomber dans le gouffre des guerres impériales, se sont constituées, en moins d'un siècle, quinze communautés républicaines distinctes, admises successivement à entrer dans l'Union et à envoyer leurs sénateurs et leurs représentants au congrès de Washington.

De même que la France avait vendu la Louisiane aux États-Unis, l'Espagne leur vendit les Florides (1819), c'est-à-dire la péninsule que projette l'Amérique du Nord au sud-est, et le littoral du golfe du Mexique jusqu'à la rivière Pearl et au lac Pontchartrain. Le Texas se détacha de lui-même du Mexique devenu république indépendante et demanda son annexion aux États-Unis (1845). Ceux-ci atteignaient ainsi leur limite du sud-ouest, tandis que l'Angleterre leur cédait pacifiquement, un an

plus tard, ses prétentions sur l'extrême nord-ouest (Oregon et Washington). Mais il fallut une guerre pour arracher au Mexique (1848) le pays du haut Rio Grande del Norte, les déserts du bassin du Rio Colorado de l'ouest, le plateau stérile de l'Utah et du Nevada, enfin la côte californienne du Pacifique, un des plus magnifiques joyaux de l'Union. Ce fut le dernier agrandissement des États-Unis, avant l'acquisition de la péninsule d'Alaska, située hors du territoire de la république[1].

Superficie des États et Territoires ; répartition de la population.

Les 62 millions d'habitants que comptent aujourd'hui les États-Unis sont répartis en proportions fort inégales entre les diverses parties du territoire.

Si nous laissons de côté l'Alaska et ses 1 440 000 kil. carrés, le domaine de l'Union s'étend sur une superficie de 3 030 000 milles carrés, ou 7 600 000 kil. carrés, c'est-à-dire deux fois plus grande que l'Europe moins la Russie et la Turquie, quinze fois plus que la France, vingt-cinq fois plus que les Iles Britanniques, et deux cent soixante-cinq fois plus que la Belgique qui a 5 millions d'habitants.

Il y a, entre les États et Territoires qui se partagent cette étendue, des différences énormes de superficie que feront aisément ressortir quelques comparaisons avec les États européens. Le plus vaste État de la République est le Texas qui contiendrait dans ses frontières la France, la Belgique, la Hollande, la Suisse et le quart de l'Italie. La Californie est presque aussi grande que la France, plus grande que l'Espagne. L'ancien Territoire de Dakota, dont on a fait récemment deux États distincts, couvrirait les trois quarts de la France. Son voisin, l'État de Montana, a les mêmes dimensions.

1. La superficie des treize États et des Territoires de l'ouest (jusqu'au Mississipi), à la signature du traité de paix de 1783, était de 2 069 600 kilomètres carrés. L'acquisition de la Louisiane (1803) et le traité d'Orégon (1846) ajoutèrent 2 930 000 kilomètres carrés; l'achat des Florides (1819) 148 000 ; les territoires enlevés au Mexique (Texas, 1845; traité de Guadalupe Hidalgo, 1848; achat Gadsden, 1853) ensemble 2 418 600 kilomètres carrés, ce qui compose le total actuel de 7 566 000 kilomètres carrés. Il y faut ajouter les 1 443 500 kilomètres carrés de la presqu'île d'Alaska, acquise de la Russie en 1867.

Le Nevada et l'Utah, réunis, c'est-à-dire le Grand Bassin dont les eaux sont sans écoulement extérieur, constituent encore une surface égale à celle de notre pays. Les deux Territoires de l'Arizona et du New-Mexico sont, réunis, plus vastes que l'Autriche-Hongrie. Avec le Minnesota, l'Iowa et le Missouri, on a la superficie française. La Louisiane, qui est sept fois plus petite que son voisin le Texas, correspond à peu près à dix-huit de nos départements. Le Colorado, le plus pittoresque de tous les États de l'Union avec la Californie, est grand comme la moitié de la France.

Si vastes que l'on sache les espaces en Amérique, on ne se représente pas toujours exactement ces dimensions colossales; elles ont joué cependant un rôle important dans maintes circonstances et surtout elles ont exercé une action sensible sur l'esprit même et sur le caractère des Américains, en modifiant à leur usage le point de comparaison pour un grand nombre de notions pratiques.

Les États rangés en bordure sur le littoral de l'Atlantique paraissent bien petits à côté des géants de l'ouest. Ils ont cependant, quelques-uns au moins d'entre eux, une fort respectable superficie. La Floride a 140 000 kil. carrés, la Pennsylvanie en a 115 000. Entre ces deux États se placent, au point de vue de l'étendue, la Géorgie, la Caroline du Nord, le New-York. Chacune de ces républiques couvre un espace égal en moyenne au quart de la France; la Virginie en représente à peu près le cinquième. Cet État, le plus ancien de tous, le berceau de l'Union, le Old Dominion, a une étendue que l'on peut comparer à celle de notre bassin de la Seine ou de l'ancienne Guyenne féodale. Viennent ensuite le Maine et la Caroline du Sud, dont chacun est à peu près grand comme le Portugal; puis la série des petits États : le Vermont et le New-Hampshire, l'un comme l'autre ayant presque les dimensions de la Belgique; le New-Jersey qui représente les trois quarts de ce royaume; deux des États primitifs de la Nouvelle-Angleterre, Massachusetts et Connecticut, qui, réunis, couvriraient la surface de la Suisse; enfin le Delaware et le Rhode-Island, communautés politiques constituant une exception remarquable aux États-Unis, puisque réunis ils ne représenteraient pas tout à fait deux de nos départements.

L'État de New-York, État Empire, qui contient la capitale commerciale et banquière de l'Union, New-York, dont la population dépasse de beaucoup 2 millions d'habitants, avec ses deux voisines Brooklyn et Jersey City, a 117 000 kil. carrés, et n'est pas tout à fait aussi grand que le quart de la France. Il tient une place intermédiaire, au point de vue de la superficie, entre vingt-six États plus grands, depuis la Caroline du Nord (125 000 kil. carrés) jusqu'au Texas (685 000) et dix-sept plus petits, depuis la Pennsylvanie (115 000 kil. carrés) jusqu'au Rhode-Island (3 300). Le Rhode-Island est trois fois et demie plus petit que son voisin le Connecticut, vingt fois que la Caroline du Sud, trente-cinq fois que le New-York, cent fois que l'Arizona et deux cent onze fois que le Texas. Cependant il a exactement les mêmes droits politiques que celui-ci comme membre de l'Union, et s'il n'a que deux délégués à la Chambre des représentants fédérale alors que le Texas a droit à huit membres, il envoie comme lui deux sénateurs à Washington, et jamais il ne pourra être dépouillé de ce privilège que les auteurs de la Constitution ont assuré contre toute revision en faveur des plus petits membres de la Confédération primitive.

En 1888 encore l'Union américaine se composait de trente-huit États, du District de Colombie qui renferme la capitale fédérale, du Territoire Indien où sont parqués les restes de quelques anciennes tribus de Peaux-Rouges, et de huit gouvernements territoriaux entre lesquels étaient partagés les vastes espaces de l'ouest, le Washington, l'Idaho, le Montana, le Wyoming, le Dakota, l'Utah, l'Arizona et le Nouveau-Mexique, enfin de la possession excentrique de l'Alaska. L'année suivante, le Dakota a été divisé en deux parties, Nord et Sud, admises l'une et l'autre comme États dans l'Union en même temps que le Washington et le Montana. En 1890 ont été admis comme États l'Idaho et le Wyoming. La République comprend donc aujourd'hui quarante-quatre États, le District fédéral, trois des anciens Territoires organisés : l'Utah, l'Arizona et le Nouveau-Mexique; deux non organisés : le Territoire Indien et l'Alaska, et un nouveau Territoire organisé, l'Oklahoma, enclave du Territoire Indien récemment ouverte à la colonisation blanche.

Il y a deux ans, les neuf Territoires, couvrant à peu près le tiers de la superficie des États-Unis, n'envoyaient au congrès que des délégués n'ayant pas voix délibérative et ne prenaient aucune part directe à l'élection présidentielle. Cette même partie, après l'admission de six États nouveaux, n'envoie encore que sept membres à la Chambre des représentants qui en compte trois cent trente-deux. La représentation dans la seconde Chambre du congrès étant proportionnelle au chiffre de la population, il est manifeste que la région du grand plateau et des Montagnes Rocheuses attend encore d'être sérieusement peuplée.

La Californie, l'Orégon et le Nevada couvrent un huitième de la superficie et ne fournissent qu'un quarante-deuxième environ de la représentation, 8 voix. On ne s'en étonnera pas si l'on songe que cette région du Pacifique se compose de trois vallées entourées d'immenses déserts. Les États situés au sud du Dakota, c'est-à-dire le Colorado, le Nebraska, le Kansas et le Texas, comprennent un peu plus que le sixième du territoire de l'Union et fournissent 22 voix au congrès, soit le quinzième de la représentation.

Toute la partie occidentale des États-Unis, le vrai Far West, embrassant les trois cinquièmes au moins de la superficie totale, ne donne donc que 37 représentants à la Chambre, c'est-à-dire le neuvième de la représentation. La population de ces trois cinquièmes est à celle des deux autres cinquièmes de l'est comme 1 est à 9. Ces comparaisons sont établies sur les chiffres du recensement de 1880 : d'après le précédent *census* décennal de 1870, la proportion était de 1 à 18. Nul doute que les résultats du recensement de 1890 n'accusent un nouveau progrès de l'Ouest américain.

Les cinq États de la rive droite du Mississipi, Minnesota, Iowa, Missouri, Arkansas et Louisiane, constituent à peu près la dixième partie de la surface des États-Unis; ils nomment 41 délégués pour le congrès, soit le huitième de la représentation.

Ainsi toute la partie des États-Unis à l'ouest du Mississipi nomme 78 représentants, et tous les États situés à l'est du fleuve en nomment 254, soit plus de trois fois autant. Or ces derniers États embrassent un peu moins du tiers de la superficie totale et

possèdent une population trois fois au moins plus considérable, proportion qui doit être un peu diminuée aujourd'hui, mais assure encore une grande prépondérance à la population de l'est.

Sur les 254 représentants attribués aux États situés à l'est du Mississipi, 114 sont nommés par les États compris entre le Mississipi et les monts Alleghanys, 138 par les seize États à l'est des Alleghanys en bordure sur l'océan Atlantique (les treize États primitifs, plus le Maine et le Vermont au nord et la Floride au sud). Ce groupe dont les annales constituent, à peu près exclusivement, l'histoire générale des États-Unis jusqu'au commencement du XIXe siècle, occupe du nord-est au sud-ouest un territoire équivalent en surface à deux fois l'Autriche-Hongrie, et au septième de la superficie totale des États-Unis. Il nommait encore un peu plus des deux cinquièmes des représentants de l'Union en 1885, et par conséquent possédait les deux cinquièmes de la population.

Quant au groupe des cinq États formés du territoire du nord-ouest organisé en 1787 et compris entre le Mississipi, les Lacs et l'Ohio : Wisconsin, Michigan, Illinois, Indiana et Ohio, il couvre un espace égal au territoire de la France, de la Belgique, des Pays-Bas et de la moitié de la Suisse (un peu moins que la superficie du Texas), soit le treizième du territoire total des États-Unis, et il nomme 74 représentants, c'est-à-dire les deux neuvièmes de la Chambre. La population en est donc à peu près aussi dense que celle du groupe de l'océan Atlantique. C'est dans ces deux régions, les premières colonisées et peuplées, que se trouvent encore aujourd'hui, à leur plus haut degré de concentration, la force et la pensée de l'Union, la puissance de son agriculture et de son industrie.

CHAPITRE II

L'AMÉRIQUE DU NORD AVANT L'ARRIVÉE DES EUROPÉENS

Une conférence de Franklin en 1787 : origine des Peaux-Rouges; la civilisation précolombienne. — *Shellheaps, mounds* ou *tumuli*. Les *Moundbuilders*. — Les *Cliffdwellers*; pueblos. — Mayas et Aztecs. La théorie Morgan : unité de structure sociale.

Une conférence de Franklin en 1787 : Origine des Peaux-Rouges; la civilisation précolombienne.

Dans l'année où la Convention de Philadelphie élaborait et votait la constitution fédérale qui régit les États-Unis (1787), Benjamin Franklin, âgé alors de quatre-vingt-un ans et gouverneur-président de l'État de Pennsylvanie, fut invité un jour à se rendre à Lancaster et à présider à la pose de la première pierre d'un collège qu'il venait d'y fonder pour les Allemands. Le vigoureux vieillard accepta l'invitation et fut accompagné à Lancaster par un de nos compatriotes, établi en Amérique et consul de France à New-York, Hector Saint-John de Crèvecœur [1]. Le soir de la cérémonie, comme Franklin conversait avec les notables de la localité, on vint à parler des différentes nations indigènes qui habitaient le continent, de leur caractère, de leur aversion pour l'agriculture, etc. L'un des assistants dit à Franklin : « Gouver-

1. Gentilhomme français, né à Caen en 1731. Il fit un premier séjour de vingt-sept années en Amérique, de 1754 à 1781, et y retourna de 1787 à 1793. Il est connu par deux ouvrages intéressants : *Letters from an american Farmer* (Lettres d'un Cultivateur américain), publiées en anglais en 1782; *Voyage dans la Haute Pensylvanie*, Paris, 1801.

neur, d'où pensez-vous que soient venues ces nations? les considérez-vous comme aborigènes? avez-vous entendu parler des anciennes fortifications et des sépultures qui ont été récemment découvertes dans l'ouest? »

Franklin possédait à fond la question. Il la traita *ex professo* devant cet auditoire improvisé, et voici, d'après Crèvecœur[1], le résumé de cette conférence familière :

Les nations des deux Florides et de la Basse Louisiane avaient dû venir, pensait Franklin, des montagnes du Mexique. Les Esquimaux du Labrador (les hommes les plus sauvages que l'on connaisse) devaient être au contraire originaires du nord de l'Europe, ainsi que l'indiquent leur teint clair et la couleur de leurs yeux. Quant aux autres nations, il est bien difficile de leur assigner avec précision telle ou telle origine. Sont-elles de race asiatique, tartare? ont-elles, dans des temps reculés, traversé le détroit de Béring pour se répandre ensuite sur le continent? Cette hypothèse choque toutes les notions de probabilité. Comment pouvons-nous concevoir que des hommes presque nus, armés d'arcs et de flèches, aient pu entreprendre un voyage de mille lieues à travers d'épaisses forêts et d'impénétrables marécages, avec des femmes et des enfants, sans autres moyens de subsistance que les produits de la chasse? quels pouvaient être les motifs d'une pareille migration? D'un autre côté il n'est pas plus satisfaisant de les supposer aborigènes d'une région inclémente et d'un sol stérile comme les grandes plaines du nord-ouest des États-Unis. Franklin estimait donc plutôt que les climats chauds, qui abondent en fruits naturels, ont dû être le berceau de la race humaine, et que c'est du sein de ces régions favorisées que la portion « exubérante » des communautés primitives s'est graduellement répandue sur le reste du monde.

Maintenant pourquoi les nations du vieux monde ont-elles été civilisées depuis des milliers d'années, tandis que celles du nouveau restent plongées dans l'ignorance et la barbarie? Cet hémisphère n'est-il sorti qu'à une époque récente du sein des eaux? Ces questions et beaucoup d'autres du même genre sont pour

1. *Voyage dans la Haute Pensylvanie.*

nous, êtres chétifs, dit modestement Franklin, comme un vaste désert où le regard errant n'aperçoit pas le plus humble buisson où se reposer.

Cette planète est très vieille, ajouta le philosophe. Comme les œuvres d'Homère et d'Hésiode, qui peut dire par combien d'éditions elle a passé dans l'immensité des âges? Les déchirures des continents, les détroits, les golfes, les îles, les plateaux dans l'océan, ne sont que de vastes fragments sur lesquels, comme sur les planches de quelque vaisseau naufragé, les hommes des générations primitives qui avaient échappé à ces commotions, ont donné naissance à des populations nouvelles. Le temps, si précieux pour nous, créatures d'un moment, n'est rien pour la nature. Qui pourrait dire à quelle époque la terre subira de nouveau ces catastrophes auxquelles, je pense, elle est aussi exposée, dans ses révolutions annuelles, que les navires qui traversent les mers sont exposés à se briser sur un récif inconnu?..

Franklin aborda alors la troisième question : « Je vous soumettrai quelques réflexions qui me sont venues à l'esprit à la lecture de mémoires récemment présentés à notre Société philosophique par les généraux Varnum et Parsons et par les capitaines Hart et Serjeant, concernant les camps retranchés et autres traces d'une population ancienne dont la tradition n'a transmis aucun souvenir à notre population indigène. En parcourant les parties de cet État (la Pennsylvanie) au delà des monts Alleghanys, nous trouvons souvent sur les terrains élevés, près des rivières, des vestiges de parapets et de fossés couverts de grands arbres. Presque toute la presqu'île de Muskingum [1] est occupée par un vaste camp fortifié composé de trois enceintes carrées, dont l'une est en communication avec un ancien lit de la rivière. Les parapets sont en terre, on n'y a trouvé ni pierres taillées ni briques. Le centre est occupé par des élévations coniques dont le diamètre et la hauteur varient. »

Franklin se ralliait à l'opinion que ces enceintes étaient des cimetières; les ossements que l'on y a découverts sont convertis en matière calcaire, et le sol végétal qui couvre ces fortifications,

1. Confluent du Muskingum et de l'Ohio.

formé uniquement de feuilles tombées et de débris d'arbres, y est d'une épaisseur égale à celui des terres voisines, ce qui établit la haute antiquité de ces constructions. Deux autres camps avaient été découverts près de Lexington (Kentucky), l'un d'une superficie de six acres, l'autre de trois. On y a trouvé des débris de poteries « d'une composition inconnue à nos Indiens ».

Beaucoup d'autres enceintes fortifiées étaient encore signalées à cette époque, le long des rivières de la vallée de l'Ohio et près du Mississipi. Ces dernières, d'après Franklin, n'auraient été que des jetées destinées à protéger les habitants contre les inondations du fleuve. On pouvait remarquer en outre que nombre de ces monticules ressemblent à ceux que l'on avait déjà vus en Asie et en Europe. Certains étaient manifestement des sépultures, les corps étant disposés entre plusieurs couches de terre battue ou de pierres plates sans aucune trace de mortier. Le nouvel État du Tennessee était plein de ces sépultures. On avait aussi trouvé, non loin de divers villages Cherokees, des terrasses, des pyramides, des collines artificielles, très hautes, dont l'origine était inconnue même aux habitants que les Cherokees avaient délogés au temps de leur invasion, près de deux cents ans auparavant. On trouvait encore ces hauteurs artificielles dans les deux Florides sur l'Ockmulgee, sur l'Alabama.

« A quelle époque, par quel peuple ces ouvrages avaient-ils été construits? Quel degré de civilisation ce peuple avait-il atteint? Qu'est-il devenu? Peut-on concevoir que des nations assez puissantes pour élever de telles fortifications et pour enterrer leurs morts avec un soin si religieux aient pu être detruites et remplacées par les hordes ignorantes et barbares dont nous sommes entourés aujourd'hui? ou bien des calamites causées par un long etat de guerre ont-elles pu effacer les dernières traces de la civilisation de ces hommes et les ramener à la condition primitive de chasseurs? nos Indiens actuels sont-ils les descendants de cet ancien peuple? »

Le problème de l'Amérique préhistorique était ainsi déjà posé il y a cent ans aux États-Unis, et occupait les esprits des savants et des philosophes, à l'heure même où l'élite des citoyens des treize États se réunissait à Philadelphie pour délibérer sur la

question, bien autrement vivante et actuelle, de la formation d'une union plus étroite et d'un pouvoir fédéral sérieux. Les *Moundbuilders* (constructeurs de tertres) et leurs étonnants travaux apparaissaient aux futurs maîtres de toute la largeur du continent de l'Amérique du Nord, comme une indéchiffrable énigme. « Lorsque la population des États-Unis, dit Franklin en terminant, se sera répandue sur toutes les parties de cette vaste et magnifique région, notre postérité, aidée de nouvelles découvertes, pourra peut-être former des conjectures plus satisfaisantes! Quel champ pour la méditation! » Il était lui-même si vivement séduit par le charme mystérieux de tant de points d'interrogation restant sans réponse, qu'il eût volontiers, il le déclarait à ses auditeurs de Lancaster, traversé les montagnes pour examiner les *mounds*, s'il n'eût atteint déjà les limites extrêmes de la vie.

Bien qu'un siècle se soit écoulé depuis cette causerie du patriarche pennsylvanien, que le sol des États-Unis ait été exploré en tous sens par des savants, ambitieux d'arracher à cette terre le secret de ses habitants primitifs, bien que des montagnes de livres aient été amoncelées sur le sujet, des mémoires lus à toutes les sociétés savantes, des associations d'érudits et de chercheurs fondées exclusivement pour l'étude des monuments retrouvés par milliers et pour l'examen des systèmes historiques auxquels ces découvertes ont donné naissance, on ne saurait réellement dire que de grands progrès aient été faits vers la solution du problème. Nous nous bornerons ici à exposer brièvement dans quelle mesure les données de la question se sont précisées depuis le temps où Franklin en posait lui-même les premiers jalons.

D'où sont venus les habitants à peau brune de l'Amérique du Nord? Personne n'est en état de répondre avec plus de certitude aujourd'hui à cette question que ne l'était Franklin il y a un siècle. On a fait venir successivement les Indiens des Phéniciens, des Egyptiens, des Hindous, des Chinois, même des dix tribus d'Israël perdues à travers l'Asie et qui auraient passé sur le continent américain par les îles Aléoutiennes ou le détroit de Béring.

On en a fait aussi des produits du sol : « La terre où vous

dormez, disait en 1746 un chef des Micmacs à un officier anglais, est nôtre; nous sommes sortis de la terre comme les arbres, l'herbe et les fleurs. » Il y a près de deux cents ans, le pieux et très superstitieux ministre de Boston, Cotton Mather, donnait une autre solution : « C'est le diable qui a attiré ici ces pauvres sauvages dans l'espérance que l'Évangile n'arriverait jamais sur ce continent pour lui ravir sa domination sur eux. »

Quelques tribus indiennes, à l'époque de l'arrivée des Européens, avaient des traditions sur leur origine. La plupart disaient que leurs ancêtres étaient venus de l'ouest. Certaines parlaient d'un déluge à la suite duquel l'auteur de leur race était arrivé dans le pays sur une barque faite d'écorce d'arbre.

Une monnaie romaine aurait été trouvée dans le Missouri, une monnaie persane dans l'Ohio, une petite plaque d'argent dans le New-York, à une assez grande profondeur du sol. Sur la plaque étaient gravés des lettres et des chiffres AD 600. On cite encore un gobelet d'argent doré découvert à Marietta (Ohio). Des hypothèses sans fin ont été édifiées sur ces faits et d'autres semblables, peut-être absolument insignifiants.

Autre question : l'Amérique a-t-elle été peuplée par une seule race ou par plusieurs? M. Virchow, exposant en 1877 l'état général des connaissances actuelles sur l'anthropologie américaine, conclut à la pluralité des races. C'est aussi la conclusion d'une étude d'un professeur de Bâle, M. J. Kolemann, sur les autochtones de l'Amérique [1], d'après l'examen des crânes fossiles. Les crânes américains, dit-il, dont l'indice a été calculé, sont au nombre d'environ 1500, dont 917 de l'Amérique du Nord, 248 de l'Amérique centrale et méridionale, une centaine des Esquimaux et 208 de Précolombiens. On désigne sous ce nom général le peuple des *kjökkenmöddings* (*shellmounds* ou *shellheaps*, amas de coquillages), les *Cliffdwellers* (habitants des rochers à cavernes) et les *Moundbuilders* (constructeurs de tertres), dont il sera parlé tout à l'heure. L'examen de ces crânes a prouvé que les races étaient multiples, parce que les mêmes formes crâniennes se trouvent entremêlées aussi bien dans la partie septentrionale que dans la

1. Die Autochthonen Amerika's in *Zeitschrift für Ethnologie*, 1883.

partie méridionale du continent, parce que la *pénétration* (qui est autre chose que le *croisement*) des variétés entre elles est si complète qu'on ne trouve nulle part de peuples consistant en une seule variété, enfin parce que cette pénétration avait eu lieu déjà d'une manière intense dans la période précolombienne.

Les indigènes d'Amérique seraient donc venus un peu de partout, les uns d'Europe, les autres du Japon et de la Chine, quelques-uns même de l'Australasie ou des îles du Pacifique. La parenté avec la race mongole paraît peu douteuse. Il y a eu des migrations d'Asie à diverses époques. Mais les envahisseurs, arrivant des terres transpacifiques, trouvèrent-ils une terre vide, ou se heurtèrent-ils à une population primitive, celle qui aurait laissé comme unique souvenir de son existence les *tumuli* qui ont déjà coûté tant de travaux à la science? Dans cette seconde hypothèse, de grands mouvements de peuples se seraient produits pendant les quelques siècles qui précédèrent la conquête européenne. Sur les côtes de l'océan Atlantique, du 45ᵉ au 50ᵉ degré de latitude nord, les Européens ne trouvèrent plus au XVIᵉ siècle ces Skrällings ou Esquimaux avec lesquels les Islandais établis au Groenland avaient établi quelques relations au XIᵉ. Une race nouvelle les avait repoussés vers le Nord, en même temps qu'elle avait rejeté vers le Sud ou exterminé dans la grande vallée centrale du continent les peuplades à demi civilisées dont on n'a réussi jusqu'ici à connaître ou à reconstituer aucun trait physique. Dans le même temps les contrées du Mexique et du Pérou commencèrent à être colonisées par des peuples adorateurs du soleil. Y a-t-il connexité entre ces peuplades et celles qui venaient d'être chassées de la vallée du Mississipi? ou bien étaient-elles la branche la plus civilisée des races qui passèrent d'Asie en Amérique?

Shellheaps; mounds ou tumuli. Les Moundbuilders.

Les monuments par l'étude desquels on a cherché à percer le mystère de la vie, des mœurs, de l'aspect extérieur et du degré de civilisation des Américains antérieurs aux Peaux-Rouges sont de trois sortes : les amas de coquillages, en langue scandinave *kjök-*

kenmöddings; les *mounds* ou *tumuli*, tertres ou élévations de terre artificielles, que dépeignait Franklin; et les *pueblos*, dont les *cliffs* sont une variété, grandes demeures communes creusées ou bâties soit en plaine, soit, le plus souvent, sur les flancs escarpés des montagnes.

Les *shellmounds* ou *kjökkenmöddings* sont de grands bancs formés de débris de toute nature, mais surtout de coquillages. On en a trouvé en très grand nombre aux États-Unis, sur le bord de la mer et aussi sur les rivières. Près de San Francisco un de ces bancs mesurait un mille de long. La plupart sont de dimension moindre. Au milieu de débris de coquillages, on a trouvé, dans ces amas, des outils, haches, couteaux en pierre, en corne et en os, des fragments de poterie, du bois carbonisé, des cendres, des ossements de mammifères, des os longs à moelle fendus, des arêtes. Ces curieux monuments ont été étudiés par nombre de savants américains et étrangers, notamment par MM. Jones, Wyman, Putnam, White [1]. Ils n'y ont jamais découvert d'outils en fer, en cuivre, en bronze, aucun objet en or ou en argent. D'autre part on n'y rencontre aucun ossement d'animaux de race éteinte. Les mammifères dont ils recèlent les débris sont ceux que virent les Espagnols à leur arrivée. La formation de ces amas se place donc entre la disparition de la faune quaternaire et le commencement de l'emploi des métaux. Elle a été l'œuvre de longues générations. Les bancs de coquilles de rivières ont paru en général les plus anciens. Ceux de la Californie sont plus récents que ceux de la rivière Saint-John en Floride, décrits par M. Jeffries Wyman.

Les *kjökkenmöddings* sont plus anciens que les *mounds*. Il ne s'y trouve aucun spécimen des pipes que les *tumuli* renferment en si grand nombre. Sur certains de ces amas de débris ont poussé des arbres gigantesques, des chênes auxquels on attribue de quatre cents à six cents ans. D'une part ces âges d'arbres sont fort contestes, de l'autre ils donneraient une indication tout au plus sur la date de l'abandon des *shellmounds*, mais non sur celle de leur origine.

Les *mounds* ou *tumuli* sont des monticules artificiels que l'on a

1 White, [illegible]

trouvés en très grande quantité sur le sol des États-Unis et qui ressemblent d'une manière générale à ceux qui ont été observés également dans d'autres pays de l'ancien continent. Ce qui a plus spécialement appelé l'attention du monde savant sur les mounds américains, c'est d'abord leur nombre vraiment extraordinaire et ensuite leurs dimensions et leurs formes. Il y en a plus de dix mille dans l'Ohio, autant peut-être dans l'Illinois; toute la vallée du Mississipi et de ses affluents en est couverte. En fait, la région des mounds s'étend des Montagnes Rocheuses aux monts Alleghanys et des Grands Lacs du nord-est au golfe du Mexique, ce qui ne veut pas dire que ces monuments curieux font totalement défaut à l'est des Alleghanys et dans la région du Pacifique; ils y sont seulement moins nombreux. On a trouvé récemment encore des tumuli dans la vallée de la Rivière-Rouge du Nord, c'est-à-dire bien au delà de la limite que l'on croyait avoir été atteinte dans cette direction par le peuple inconnu dont les mounds ont été l'œuvre et restent l'unique souvenir. Ces tertres sont construits avec une régularité géométrique. La forme la plus commune est celle d'un ou de plusieurs cônes tronqués, d'une hauteur variant de quelques pieds jusqu'à trente mètres, et entourés d'une enceinte construite de la même façon, de dimensions très variables, ronde, carrée, ovale, rarement polygonale, parfois représentant avec plus ou moins de précision des figures d'animaux. Toutes les formes étant confondues et juxtaposées, on a multiplié les conjectures sur la destination de ces mounds, et l'on est convenu généralement de les répartir entre les trois genres suivants : sépultures, monuments religieux, forteresses. Les enceintes fortifiées sont plus nombreuses à l'est, à l'ouest et au nord que dans le centre et au sud. Il semble que le peuple des Mound-builders ait eu longtemps à se défendre contre les attaques incessantes d'ennemis au milieu desquels il vivait ou qu'il avait refoulés en s'établissant dans la vallée du Mississipi.

L'existence des mounds semble avoir échappé à l'attention des premiers explorateurs européens. Cependant on trouve une allusion aux enceintes fortifiées dans l'histoire de la Floride de Garcilaso de la Vega et dans la chronique anonyme de l'expédition de Hernandez de Soto. De plus les observations faites par les voya-

geurs espagnols sur les mœurs des Indiens qui habitaient la région du golfe et du bas Mississipi, sur leurs coutumes religieuses et notamment sur leur culte du soleil, ont permis d'établir entre quelques-unes des tribus indigènes du sud, comme les Natchez, et les Moundbuilders inconnus une relation dont les éléments font beaucoup plus défaut au nord entre les Peaux-Rouges actuels et leurs prédécesseurs dans l'occupation du sol.

Les mounds furent signalés au siècle dernier par Carver et Harte, puis au commencement du XIXe par Brackenridge (*Views of Louisiana*, 1814). De 1845 à 1847 Squier et Davies firent des fouilles dans plus de deux cents mounds et dressèrent une description détaillée de ces ouvrages au Smithsonian Institute. Depuis cette époque, les fouilles ont été entreprises de tous côtés et d'innombrables travaux ont été publiés sur le sujet. Des milliers de tumuli ont été déjà détruits par les agriculteurs. L'emplacement de la ville de Saint-Louis en contenait un tel nombre que le nom de Mound City lui en avait été donné. Ils ont disparu presque tous aujourd'hui. Le bas Missouri paraît avoir été un des centres principaux de population. Les formes des mounds sont en général moins étranges au nord de l'Ohio que dans le Far West où abondent les figurations de mammifères, d'oiseaux et de reptiles. Presque toujours ces constructions ont été élevées le long des cours d'eau, au confluent de deux rivières. Dans certaines fortifications on distingue encore des tranchées, des passages couverts, se prolongeant jusque sous le lit des rivières, des postes d'observation, des murailles concentriques.

Un groupe des plus remarquables est celui de Newark (vallée du Scioto, affluent de l'Ohio). Il comprend un octogone couvrant cinquante acres, un carré de vingt acres, deux cercles de vingt et de trente acres; les murs en terre ont quatre mètres de haut sur douze de large à la base. La longueur totale de l'enceinte dépasse trois kilomètres. En deçà des murs sont des mounds de forme étrange, l'un d'eux figurant une énorme patte d'oiseau. Dans certaines de ces constructions, que l'on suppose avoir eu une destination religieuse, on a trouvé des dalles de pierres plates ou d'argile durcie au soleil, véritables autels sur lesquels étaient visibles encore des traces de feu.

Parmi les figures le plus souvent représentées se trouvent des tortues, des lézards, des oiseaux, des élans, des ours, des panthères, des hérons, des grenouilles. Dans la plupart des cas la ressemblance est vague, et la définition de l'animal figuré exige de la part de l'observateur beaucoup de bon vouloir. On cite toutefois, pour la précision relative des formes, l'alligator de Granville (Ohio), le lézard du comté de Licking, un singe de ce ... ixante
pieds de long, le grand serpent de Brush Cr ... sept
cents pieds, qui paraît avaler un œuf ... on-
dante, une figure d'homme dans ...

Les fouilles pratiquées s ... t
de leurs constructeu ...
poterie attest ...
table d ...

Cornell No.
Due
EIGHT WEEK BOOK
NOV 6 1967

... antes
... es formes
... pliquées après la
... ases à goulot, marmites
a ... , dans les mounds servant de
sé ... ermer les cendres après la crémation,
en ... ple primitif. Des artisans habiles à pétrir
l'arg ... onné les goulots et les anses en figures de toute
sorte, ... rpents, ours, poissons, grenouilles, hiboux, chouettes, canards, puis des têtes, des bustes, des corps entiers d'hommes et de femmes, les uns d'un type presque purement caucasique, d'autres de véritables caricatures.

Ces Moundbuilders étaient d'intrépides fumeurs. Les pipes

1. *L'Amérique préhistorique.*

geurs espagnols sur les mœurs des Indiens qui habitaient la région du golfe et du bas Mississipi, sur leurs coutumes religieuses et notamment sur leur culte du soleil, ont permis d'établir entre quelques-unes des tribus indigènes du sud, comme les Natchez, et les Moundbuilders inconnus une relation dont les éléments font beaucoup plus défaut au nord entre les Peaux-Rouges actuels et leurs prédécesseurs dans l'occupation du sol.

Les mounds furent signalés au siècle dernier par Carver et Harte, puis au commencement du XIXe par Brackenridge (*Views of Louisiana*, 1814). De 1845 à 1847 Squier et Davies firent des fouilles dans plus de deux cents mounds et adressèrent une description détaillée de ces ouvrages au Smithsonian Institute. Depuis cette époque, des fouilles ont été entreprises de tous côtés et d'innombrables travaux ont été publiés sur le sujet. Des milliers de tumuli ont été déjà détruits par les agriculteurs. L'emplacement de la ville de Saint-Louis en contenait un tel nombre que le nom de Mound City lui en avait été donné. Ils ont disparu presque tous aujourd'hui. Le bas Missouri paraît avoir été un des centres principaux de population. Les formes des mounds sont en général moins étranges au nord de l'Ohio que dans le Far West où abondent les figurations de mammifères, d'oiseaux et de reptiles. Presque toujours ces constructions ont été élevées le long des cours d'eau, au confluent de deux rivières. Dans certaines fortifications on distingue encore des tranchées, des passages couverts, se prolongeant jusque sous le lit des rivières, des postes d'observation, des murailles concentriques.

Un groupe des plus remarquables est celui de Newark (vallée du Scioto, affluent de l'Ohio). Il comprend un octogone couvrant cinquante acres, un carré de vingt acres, deux cercles de vingt et de trente acres; les murs en terre ont quatre mètres de haut sur douze de large à la base. La longueur totale de l'enceinte dépasse trois kilomètres. En deçà des murs sont des mounds de forme étrange, l'un d'eux figurant une énorme patte d'oiseau. Dans certaines de ces constructions, que l'on suppose avoir eu une destination religieuse, on a trouvé des dalles de pierres plates ou d'argile durcie au soleil, véritables autels sur lesquels étaient visibles encore des traces de feu.

Parmi les figures le plus souvent représentées se trouvent des tortues, des lézards, des oiseaux, des élans, des ours, des panthères, des hérons, des grenouilles. Dans la plupart des cas la ressemblance est vague, et la définition de l'animal figuré exige de la part de l'observateur beaucoup de bon vouloir. On cite toutefois, pour la précision relative des formes, l'alligator de Granville (Ohio), le lézard du comté de Licking, un singe de cent soixante pieds de long, le grand serpent de Brush Creek (Ohio) de sept cents pieds, qui paraît avaler un œuf de proportion correspondante, une figure d'homme dans le nord du Wisconsin.

Les fouilles pratiquées sous ces mounds ont-elles livré le secret de leurs constructeurs? On a trouvé presque partout des débris de poterie attestant, dit M. de Nadaillac [1], une supériorité incontestable de la céramique américaine sur celle de l'Europe dans la même période de développement. Elle était façonnée avec une argile grise, foncée, mélangée de sable. Les fragments découverts remontent certainement à une époque reculée. Ils se rencontrent très rarement avec des objets en métal, souvent avec des haches, des couteaux ou des flèches en silex ressemblant à ceux de l'âge de pierre des régions européennes. La poterie du Missouri est supérieure à celle de l'Illinois ou de l'Ohio. Celle du Michïgan est la plus grossière. D'autre part les fragments de poterie découverts sous les shellmounds d'Omory au Japon ont de frappantes analogies avec les poteries des mounds américains. Les formes sont très variées ainsi que les couleurs, appliquées après la cuisson et s'effaçant rapidement à l'air : vases à goulot, marmites avec couvercle, terrines, lampes; dans les mounds servant de sépulture, des urnes pour renfermer les cendres après la crémation, en usage chez ce peuple primitif. Des artisans habiles à pétrir l'argile ont façonné les goulots et les anses en figures de toute sorte, serpents, ours, poissons, grenouilles, hiboux, chouettes, canards, puis des têtes, des bustes, des corps entiers d'hommes et de femmes, les uns d'un type presque purement caucasique, d'autres de véritables caricatures.

Ces Moundbuilders étaient d'intrépides fumeurs. Les pipes

1. *L'Amérique préhistorique.*

kenmöddings; les *mounds* ou *tumuli*, tertres ou élévations de terre artificielles, que dépeignait Franklin; et les *pueblos*, dont les *cliffs* sont une variété, grandes demeures communes creusées ou bâties soit en plaine, soit, le plus souvent, sur les flancs escarpés des montagnes.

Les *shellmounds* ou *kjökkenmöddings* sont de grands bancs formés de débris de toute nature, mais surtout de coquillages. On en a trouvé en très grand nombre aux États-Unis, sur le bord de la mer et aussi sur les rivières. Près de San Francisco un de ces bancs mesurait un mille de long. La plupart sont de dimension moindre. Au milieu de débris de coquillages, on a trouvé, dans ces amas, des outils, haches, couteaux en pierre, en corne et en os, des fragments de poterie, du bois carbonisé, des cendres, des ossements de mammifères, des os longs à moelle fendus, des arêtes. Ces curieux monuments ont été étudiés par nombre de savants américains et étrangers, notamment par MM. Jones, Wyman, Putnam, White [1]. Ils n'y ont jamais découvert d'outils en fer, en cuivre, en bronze, aucun objet en or ou en argent. D'autre part on n'y rencontre aucun ossement d'animaux de race éteinte. Les mammifères dont ils recèlent les débris sont ceux que virent les Espagnols à leur arrivée. La formation de ces amas se place donc entre la disparition de la faune quaternaire et le commencement de l'emploi des métaux. Elle a été l'œuvre de longues générations. Les bancs de coquilles de rivières ont paru en général les plus anciens. Ceux de la Californie sont plus récents que ceux de la rivière Saint-John en Floride, décrits par M. Jeffries Wyman.

Les *kjökkenmöddings* sont plus anciens que les *mounds*. Il ne s'y trouve aucun spécimen des pipes que les *tumuli* renferment en si grand nombre. Sur certains de ces amas de débris ont poussé des arbres gigantesques, des chênes auxquels on attribue de quatre cents à six cents ans. D'une part ces âges d'arbres sont fort contestés, de l'autre ils donneraient une indication tout au plus sur la date de l'abandon des *shellmounds*, mais non sur celle de leur origine.

Les *mounds* ou *tumuli* sont des monticules artificiels que l'on a

1. White, *Artificial shellheaps of fresh water Mollusks*, 1873.

Parmi les figures le plus souvent représentées se trouvent des tortues, des lézards, des oiseaux, des élans, des ours, des panthères, des hérons, des grenouilles. Dans la plupart des cas la ressemblance est vague, et la définition de l'animal figuré exige de la part de l'observateur beaucoup de bon vouloir. On cite toutefois, pour la précision relative des formes, l'alligator de Granville (Ohio), le lézard du comté de Licking, un singe de cent soixante pieds de long, le grand serpent de Brush Creek (Ohio) de sept cents pieds, qui paraît avaler un œuf de proportion correspondante, une figure d'homme dans le nord du Wisconsin.

Les fouilles pratiquées sous ces mounds ont-elles livré le secret de leurs constructeurs? On a trouvé presque partout des débris de poterie attestant, dit M. de Nadaillac [1], une supériorité incontestable de la céramique américaine sur celle de l'Europe dans la même période de développement. Elle était façonnée avec une argile grise, foncée, mélangée de sable. Les fragments découverts remontent certainement à une époque reculée. Ils se rencontrent très rarement avec des objets en métal, souvent avec des haches, des couteaux ou des flèches en silex ressemblant à ceux de l'âge de pierre des régions européennes. La poterie du Missouri est supérieure à celle de l'Illinois ou de l'Ohio. Celle du Michigan est la plus grossière. D'autre part les fragments de poterie découverts sous les shellmounds d'Omory au Japon ont de frappantes analogies avec les poteries des mounds américains. Les formes sont très variées ainsi que les couleurs, appliquées après la cuisson et s'effaçant rapidement à l'air : vases à goulot, marmites avec couvercle, terrines, lampes; dans les mounds servant de sépulture, des urnes pour renfermer les cendres après la crémation, en usage chez ce peuple primitif. Des artisans habiles à pétrir l'argile ont façonné les goulots et les anses en figures de toute sorte, serpents, ours, poissons, grenouilles, hiboux, chouettes, canards, puis des têtes, des bustes, des corps entiers d'hommes et de femmes, les uns d'un type presque purement caucasique, d'autres de véritables caricatures.

Ces Moundbuilders étaient d'intrépides fumeurs. Les pipes

1. *L'Amérique préhistorique.*

abondent en effet, d'argile, d'ardoise, de stéatite, ou de porphyre très dur, rouge ou brun. Elles représentent des animaux : castor, cerf, loutre, ours, loup, panthère, chat sauvage, tortue, opossum, écureuil, crapaud, grenouille, lamantin, héron, faucon, perroquet, toucan, coq de bruyère, butor; on en a trouvé une figurant un éléphant. Or plusieurs de ces animaux sont complètement étrangers à la faune du Nord. Ils y vivaient à l'époque des *Moundbuilders*, ou bien ceux-ci avaient appris à les connaître dans leurs migrations. A ces têtes de pipes étaient adaptés des tubes en stéatite, en terre cuite, en pierre, en os, en feuilles de cuivre étirées, martelées et roulées.

Les mounds ont encore donné des armes et des outils : haches en serpentine rappelant les instruments néolithiques de nos régions, couteaux en obsidienne; des ornements : perles, coquilles, dents d'animaux, ongles de rapaces, bagues en pierre et en os, un collier de dents de morse alternant avec des boules de cuivre, genre d'ornement qu'affectionnent les Indiens modernes, grains en nacre, en écaille, en cuivre, plaques de mica percées d'un trou, coquilles gravées représentant des figures, même des scènes de la vie commune; de petites tortues en cuivre martelé entourées d'un tissu végétal; des vêtements : sandales en roseaux entrelacés, étoffes tissées en écorce, avec bandes en couleur et franges. Sur des momies dans des cavernes, on a trouvé des toiles grossières, des filets.

En 1848 ont été reconnues sur le lac Supérieur des traces des exploitations de cuivre établies par les Moundbuilders (ils ne connurent aucun autre métal, ni le fer ni le bronze). Ils exploitaient à ciel ouvert, à vingt ou trente pieds de profondeur (limite extrême). On a retrouvé un bloc de métal pesant six tonnes, soutenu par des rouleaux sur un plan incliné, à cinq pieds de la partie la plus basse de l'excavation. Les mineurs n'avaient pu aller plus loin. Le feu était l'agent principal; la roche, rendue friable, cédait aux coups de lourds maillets, dont quelques-uns ont été trouvés, ainsi que des marteaux en serpentine ou en porphyre, des leviers, des pelles en pierre ou en cuivre, des écuelles en bois de cèdre. Rien pendant longtemps n'a paru indiquer que les Moundbuilders connussent un procédé de fusion;

quelques découvertes récentes ont commencé à modifier cette opinion.

De ces faits et d'autres analogues, que peut-on conclure? que la vallée du Mississipi a été habitée par une même race de populations, pendant des siècles dont on ne peut évaluer la durée, et que ces populations étaient nombreuses, homogènes, sédentaires, agricoles et commerçantes, soumises à des chefs, possédant une organisation sociale et une civilisation qui les élevaient depuis longtemps déjà au-dessus de la barbarie des premiers âges. Mais on ignore d'où cette population était venue, et comment elle a cessé d'exister.

Deux hypothèses ont été formées. D'après la première, les Moundbuilders auraient entièrement disparu. Les Indiens actuels, très inférieurs à leurs devanciers, incapables de faire ce que ceux-là faisaient, n'ont pas même de traditions sur l'origine des mounds, ne les attribuent pas à leurs ancêtres. Les Moundbuilders ont dû être chassés des régions qu'ils habitaient, ruinés par des guerres ou anéantis par des maladies épidémiques. Des tribus sauvages venues du nord et du nord-ouest se sont jetées sur les nations civilisées, comme les peuples barbares se jetaient il y a quinze cents ans sur l'empire romain. Les Indiens que nous connaissons, venus on ne sait d'où, ont repoussé les Moundbuilders au sud de l'Ohio d'abord, puis du Tennessee et de l'Arkansas, refoulant les débris de la nation dans la région du golfe. Là vainqueurs et vaincus se sont mêlés, produisant la race du XVIe siècle. Des Moundbuilders ont pu aussi être rejetés dans le sud-ouest. On les retrouverait dans les Aztecs de Mexico et dans les Mayas de l'Amérique centrale.

La seconde hypothèse rattache les Indiens actuels aux Moundbuilders et voit en eux les descendants dégénérés de cette race primitive. Certaines tribus indiennes, à l'époque de l'arrivée des Espagnols, construisaient des mounds [1]. Elles étaient belliqueuses, érigeaient leurs temples sur des éminences artificielles, adoraient

1. Dans l'ouest de l'État de New-York certains tumuli ont été reconnus comme l'œuvre des Iroquois. Dans les mounds de Circleville et de Marietta (Ohio) ont été trouvés des objets de fabrication européenne. C'étaient donc des mounds de période historique.

le soleil. Ce sont elles que Narvaez et de Soto eurent à combattre dans la région méridionale des États-Unis. Les Creeks construisaient des tertres pour y élever leurs maisons de conseil ou y installer leurs jeux publics. Les tribus du sud étaient à demi civilisées par comparaison avec celles du nord. De plus, même au nord, les Iroquois, confédération de cinq nations qui domina au XVII[e] siècle du Saint-Laurent à l'Ohio et au Tennessee et défendit pendant un siècle et demi son indépendance contre les Français et les Anglais, vivaient dans des villages et n'étaient point nomades. Dans la Virginie les Indiens habitaient des maisons de bois [1], cultivaient le maïs et le tabac, récoltaient des pois, des haricots, des fruits.

Les Iroquois, les Natchez, les Delawares, les Indiens de Floride et de Louisiane fabriquaient des poteries ornées et fines. Enfin les Peaux-Rouges fumaient, comme les Moundbuilders; leurs pipes, il est vrai, étaient plus grossières. Les Indiens du XVI[e] siècle auraient ainsi gardé dans leur dégradation quelques restes d'une civilisation ancienne et plus avancée. Ils ont d'ailleurs constamment dégénéré depuis l'arrivée des Européens. Les Peaux-Rouges, qui ne sont en général ni rouges ni cuivrés, ont la peau bistrée, les cheveux noirs et raides, les yeux ternes, les lèvres épaisses, le front bas, la figure longue, l'os maxillaire prononcé, les extrémités fines, les membres grêles. Ces traits n'ont pas varié depuis trois siècles; la race n'a fait que bien peu de progrès intellectuel, elle a surtout gagné des vices.

L'antiquité des mounds est incontestable. La plupart sont couverts depuis des siècles par la végétation. Les générations actuelles d'arbres ont succédé à des générations plus anciennes qui se sont affaissées sur le sol et y ont été détruites par la pourriture végétale. Mais sur la fixation d'une date les opinions sont très divergentes. D'après M. Stronck, la construction des mounds remonte au commencement de notre ère; ils ont dû être abandonnés entre le VI[e] et le XII[e] siècle. M. Force place l'époque la plus florissante de ce peuple au VII[e] siècle. M. Short dit que les Moundbuilders ont quitté la vallée de l'Ohio il y a quinze

1. Strachey, 1618.

cents ou mille ans et les rivages du golfe il y a sept ou huit cents ans. Pas une des fouilles exécutées sous ces mounds n'a donné un ossement quelconque des gigantesques pachydermes ou édentés si fréquents dans les époques reculées. Ces animaux n'existaient donc plus lors de la venue des Moundbuilders.

Les Cliffdwellers; pueblos.

La solution que ne peut donner l'étude des antiquités de la vallée du Mississipi est peut-être plus aisée à trouver dans les monuments du sud-ouest des États-Unis comparés à ceux du Mexique et du Yucatan. Au moins de ce côté, si l'on ne peut espérer la certitude, on rencontre des vraisemblances qui évitent de ne poser que des points d'interrogation.

Ainsi qu'il a été dit au chapitre précédent, le sud-ouest des États-Unis est aujourd'hui un désert. L'Arizona, le Nouveau-Mexique, le Nevada, l'Utah, une partie de la Californie à l'ouest, et du Colorado à l'est, ne sont qu'une succession de terres nues, désolées. Sur cette immense étendue pas de végétation forestière, pas d'animaux. Quelques Indiens nomades, les plus sauvages, les plus barbares de l'Amérique du Nord. Il n'en était pas ainsi jadis. A une époque reculée, ces régions ont été habitées par des populations nombreuses, actives, intelligentes. Ainsi l'attestent les ruines de villes, de fortifications, de citernes, les hiéroglyphes, les figures peintes ou sculptées, dont ces contrées sont couvertes.

La ville de Santa Fé a été fondée en 1581 et le Nouveau-Mexique conquis définitivement en 1598 par don Juan de Oñate. Les Espagnols, en entrant dans ce pays, virent des groupes de constructions en ruines qu'ils appelèrent des *pueblos* (bourgs ou villages). Ils en rencontrèrent surtout dans les vallées du San Juan, du Rio Grande del Norte, du Colorado Chiquito et de leurs affluents. Cabeça de Vaca, à côté de pueblos en ruines, en vit d'autres encore habités. Ces pueblos étaient des demeures en pierres ou en briques (*adobes*) à plusieurs étages en retraite les uns sur les autres, communiquant au moyen d'échelles, les étages supérieurs servant d'habitation, le rez-de-chaussée de magasin, de dépôt de vivres, de cave. Les échelles retirées, les habitants se trou-

vaient dans une sécurité relative. De telles demeures pouvaient contenir jusqu'à des centaines de familles. Certaines étaient construites en pierres taillées, appareillées avec soin, reliées par de l'argile délayée, mêlée de cendre et de charbon.

On a trouvé des ruines de pueblos dans les plaines, mais plus souvent sur des plateaux escarpés, ou sur le flanc de rochers à pics, percés de toutes parts d'habitations humaines comparables aux alvéoles d'une ruche. Comme on ne sait rien de plus sur les hommes qui habitaient ces demeures que sur ceux qui ont construit les mounds, les savants d'Amérique ont fabriqué, pour les désigner, un terme indicatif du seul fait constaté à leur égard: on les appelle *Cliffdwellers*, habitants des rochers.

Sur le Rio Mancos, affluent du San Juan (vallée du Rio Colorado), des réduits en maçonnerie ont été construits dans des anfractuosités de rochers à pic, à quarante pieds de hauteur au-dessus du niveau de la rivière; d'autres à deux cents pieds, les murs affleurant le précipice, d'autres encore à sept ou huit cents pieds, si bien cachés qu'on peut à peine les distinguer des rochers qui les abritent. Celles de ces constructions que l'on a pu visiter ont toutes pour trait commun le grand nombre et la petitesse des chambres. Les Cliffdwellers avaient su capter des sources dans la falaise même, avec des réservoirs artificiels. Ces maisons étaient probablement des points de refuge pour les cas où un danger menaçait dans la vallée, car on n'y a point trouvé d'ossements ou de débris attestant une longue habitation. D'autres ruines ont été aperçues sur le Mac Elmo (même région), presque toujours à sec. M. Holmes qui les a visitées dit : « Supposer qu'une population agricole a existé dans une telle localité avec le climat actuel est manifestement absurde. Cependant chaque rocher isolé, chaque morceau de plateau dans un cercle de milles, est semé de ruines d'habitations humaines. Il faut donc admettre que des changements climatériques importants se sont produits en ce pays depuis les temps où il était peuplé. » Les ruines d'*Aztec Spring* couvrent près de cinq hectares. La Casa Grande, près du Rio Gila (Arizona), est un centre de ruines importantes dans un cercle très étendu. D'autres en tout semblables existent au Mexique dans le Chihuahua. Le major Powell, explorant le cours du grand Colo-

rado, à travers les gorges profondes appelées cañons, a vu des *cliff-houses* au milieu de rochers d'une hauteur de quinze cents mètres.

Une légende du XVI[e] siècle raconte que sept évêques s'étaient embarqués jadis du Portugal et avaient fondé en Amérique sept cités. Cabeça de Vaca[1] disant avoir rencontré (1536) dans la vallée du Rio Grande de populeuses tribus demi-civilisées, on supposa que c'étaient les sept villes des évêques. Le frère Marcos de Niza[2] les visita en 1539 et Coronado[3] en 1540. Ces derniers voyageurs leur donnèrent le nom de cités de Cibola. Coronado décrit les grandes maisons de pierre avec des échelles pour escaliers. Peut-être avait-il sous les yeux les pueblos des Zunis ou ceux des Moquis (Arizona). Le frère Marcos dit que ces maisons étaient plus grandes même que celles de Mexico. Or le pueblo actuel de Zuni abrite quinze cents Indiens. D'après Coronado, le pueblo du Rio Pecos (vallée du Rio Grande) était déjà en ruine en 1540. Sous la direction des Franciscains, il fut relevé; on construisit une église et un couvent, et, en 1680, la population dépassait deux mille habitants. Le pueblo Bonito sur le Rio Chaco, visité par Simpson, puis par le D[r] Jackson, contenait six cent quarante chambres. M. Morgan a vu sur le Las Animas (affluent du San Juan) un pueblo de quatre cents chambres.

Partout les débris de poterie abondent, même là où ne reste plus trace d'habitation. La nature de la poterie a sans doute permis une durée plus longue que celle des adobes (briques) tombés en poussière. M. Bandelier, décrivant les ruines du Rio Pecos (1881), dit : « C'est par charretées que nous voyons à nos pieds les fragments de poterie peinte. » La céramique des Cliff-dwellers est comparable à celle des Moundbuilders, le plus souvent même elle lui est supérieure. La matière est une argile

1. Alvar Nuñez Cabeça de Vaca, un des quatre survivants de l'expédition malheureuse de Panfilo de Narvaez (1527) en Floride, a conservé le récit du voyage aventureux qu'il fit, avec ses trois compagnons, à travers le continent, en neuf années, du golfe du Mexique au Pacifique. Ces aventures sont relatées en espagnol dans Barcia, en italien dans Ramusio, en anglais dans Hakluyt, en français dans Ternaux-Compans.

2. Relation of the Friar Marcos de Niza, dans Hakluyt.

3. Relation du voyage de Cibola, entrepris en 1540, par Francisco de Coronado, dans Ternaux-Compans.

vaient dans une sécurité relative. De telles demeures pouvaient contenir jusqu'à des centaines de familles. Certaines étaient construites en pierres taillées, appareillées avec soin, reliées par de l'argile délayée, mêlée de cendre et de charbon.

On a trouvé des ruines de pueblos dans les plaines, mais plus souvent sur des plateaux escarpés, ou sur le flanc de rochers à pics, percés de toutes parts d'habitations humaines comparables aux alvéoles d'une ruche. Comme on ne sait rien de plus sur les hommes qui habitaient ces demeures que sur ceux qui ont construit les mounds, les savants d'Amérique ont fabriqué, pour les désigner, un terme indicatif du seul fait constaté à leur égard; on les appelle *Cliffdwellers*, habitants des rochers.

Sur le Rio Mancos, affluent du San Juan (vallée du Rio Colorado), des réduits en maçonnerie ont été construits dans des anfractuosités de rochers à pic, à quarante pieds de hauteur au-dessus du niveau de la rivière; d'autres à deux cents pieds, les murs affleurant le précipice, d'autres encore à sept ou huit cents pieds, si bien cachés qu'on peut à peine les distinguer des rochers qui les abritent. Celles de ces constructions que l'on a pu visiter ont toutes pour trait commun le grand nombre et la petitesse des chambres. Les Cliffdwellers avaient su capter des sources dans la falaise même, avec des réservoirs artificiels. Ces maisons étaient probablement des points de refuge pour les cas où un danger menaçait dans la vallée, car on n'y a point trouvé d'ossements ou de débris attestant une longue habitation. D'autres ruines ont été aperçues sur le Mac Elmo (même région), presque toujours à sec. M. Holmes qui les a visitées dit : « Supposer qu'une population agricole a existé dans une telle localité avec le climat actuel est manifestement absurde. Cependant chaque rocher isolé, chaque morceau de plateau dans un cercle de milles, est semé de ruines d'habitations humaines. Il faut donc admettre que des changements climatériques importants se sont produits en ce pays depuis les temps où il était peuplé. » Les ruines d'*Aztec Spring* couvrent près de cinq hectares. La Casa Grande, près du Rio Gila (Arizona), est un centre de ruines importantes dans un cercle très étendu. D'autres en tout semblables existent au Mexique dans le Chihuahua. Le major Powell, explorant le cours du grand Colo-

rado, à travers les gorges profondes appelées cañons, a vu des *cliff-houses* au milieu de rochers d'une hauteur de quinze cents mètres.

Une légende du XVIe siècle raconte que sept évêques s'étaient embarqués jadis du Portugal et avaient fondé en Amérique sept cités. Cabeça de Vaca[1] disant avoir rencontré (1536) dans la vallée du Rio Grande de populeuses tribus demi-civilisées, on supposa que c'étaient les sept villes des évêques. Le frère Marcos de Niza[2] les visita en 1539 et Coronado[3] en 1540. Ces derniers voyageurs leur donnèrent le nom de cités de Cibola. Coronado décrit les grandes maisons de pierre avec des échelles pour escaliers. Peut-être avait-il sous les yeux les pueblos des Zunis ou ceux des Moquis (Arizona). Le frère Marcos dit que ces maisons étaient plus grandes même que celles de Mexico. Or le pueblo actuel de Zuni abrite quinze cents Indiens. D'après Coronado, le pueblo du Rio Pecos (vallée du Rio Grande) était déjà en ruine en 1540. Sous la direction des Franciscains, il fut relevé; on construisit une église et un couvent, et, en 1680, la population dépassait deux mille habitants. Le pueblo Bonito sur le Rio Chaco, visité par Simpson, puis par le Dr Jackson, contenait six cent quarante chambres. M. Morgan a vu sur le Las Animas (affluent du San Juan) un pueblo de quatre cents chambres.

Partout les débris de poterie abondent, même là où ne reste plus trace d'habitation. La nature de la poterie a sans doute permis une durée plus longue que celle des adobes (briques) tombés en poussière. M. Bandelier, décrivant les ruines du Rio Pecos (1881), dit : « C'est par charretées que nous voyons à nos pieds les fragments de poterie peinte. » La céramique des Cliff-dwellers est comparable à celle des Moundbuilders, le plus souvent même elle lui est supérieure. La matière est une argile

1. Alvar Nuñez Cabeça de Vaca, un des quatre survivants de l'expédition malheureuse de Panfilo de Narvaez (1527) en Floride, a conservé le récit du voyage aventureux qu'il fit, avec ses trois compagnons, à travers le continent, en neuf années, du golfe du Mexique au Pacifique. Ces aventures sont relatées en espagnol dans Barcia, en italien dans Ramusio, en anglais dans Hakluyt, en français dans Ternaux-Compans.

2. Relation of the Friar Marcos de Niza, dans Hakluyt.

3. Relation du voyage de Cibola, entrepris en 1540, par Francisco de Coronado, dans Ternaux-Compans.

fine, mélangée de sable, pétrie et découpée en lanières minces superposées, puis passée au feu. Les vases sont enduits d'un vernis que la vitrification transformait en un émail brillant. Ils sont ornés de gravures rappelant le genre étrusque. Les Indiens Moquis ou Zunis fabriquent aussi de la poterie, mais n'atteignent pas la régularité des formes ni la grâce artistique de l'ornementation qu'offre la céramique des populations anciennes.

Au milieu de ces débris de poterie, peu d'objets ont été découverts, révélant le genre de vie ou les goûts des habitants, point de pipes, des pointes de flèches en silex, des pierres à broyer le grain, des amulettes en turquoise, des grains de pierres diverses pour colliers, pas de métal. Les Indiens, Utes, Apaches et Navajos, ont dû prendre tout ce qui était à la surface et l'on n'a encore pratiqué que très peu de fouilles. A signaler encore des peintures et des sculptures d'un dessin extrêmement naïf sur les rochers et les blocs erratiques de la vallée du Rio Gila, dans les cañons, sur les bords du Rio Mancos et du San Juan. Mais comme l'une de ces gravures représente un cheval, la date postérieure à l'arrivée des Espagnols se trouve immédiatement indiquée.

Les anciens habitants des pueblos, les Cliffdwellers étaient-ils de la même race que les Moundbuilders? Faut-il les distinguer des Aztecs et des Nahuas du Mexique et des Mayas du Yucatan? c'est l'opinion de M. Hubert-Howe Bancroft, l'historien des races primitives de la côte du Pacifique. Le fait capital à retenir est que la décadence de la race avait commencé plusieurs siècles avant l'arrivée des Espagnols et s'est continuée jusqu'à nos jours. Quelques rares Indiens, Zunis et Moquis, représentent seuls aujourd'hui la population sédentaire, agricole et relativement civilisée qui construisait les pueblos. Les invasions des sauvages Apaches peuvent avoir été une des causes de cette décadence. Les changements climatériques ont été l'agent principal de destruction. Les forêts ont disparu, les cours d'eau se sont desséchés, les terres fertiles ont été transformées en plateaux arides et dénudés.

Mayas et Aztecs. La théorie Morgan : unité de structure sociale.

Le Mexique et les pays de l'Amérique centrale sont couverts de monuments qui étaient déjà en ruines à l'époque de l'invasion espagnole. Les recherches infatigables des explorateurs ont révélé, enfouis sous une végétation tropicale, au fond des forêts fermées depuis des siècles aux pas humains, des temples, des palais, des sépultures, des statues, des bas-reliefs rappelant les merveilles antiques de l'Égypte, de l'Assyrie, de l'Inde ou de la Chine, témoins et vestiges de peuples dont le nom est ignoré, de races qui n'ont pas laissé d'histoire. Il suffit de rappeler les ruines célèbres du Chiapa et du Yucatan, Palenqué, Uxmal, Chichen-Itza. Des voyageurs ont décrit avec enthousiasme les splendeurs présumées de ces villes immenses, de ces palais magnifiques attestant l'existence, à une époque inconnue, d'empires florissants, de souverains absolus, d'une civilisation déjà complète, et d'un art toujours grandiose, souvent exquis.

Sur l'antiquité de ces ruines, les savants de toutes les nations ont disserté pendant bien des années, et certaines hypothèses ont fini par être acceptées à peu près universellement. Même des histoires ont été écrites sur les Mayas de l'Amérique centrale, sur les Toltecs, les Chichimecs et les Aztecs qui se sont succédé du VIe au XVIe siècle de l'ère chrétienne dans la domination du Mexique. Ces peuples et d'autres ont été rattachés à une grande race, les Nahuas; mais, ce point acquis, la controverse a recommencé sur l'origine de la race. Est-elle venue du sud? ou bien les migrations ont-elles suivi la marche opposée? La plupart des historiens ont admis le système des migrations du nord au sud. Mais M. H.-H. Bancroft dit : « Bien que la preuve positive en faveur de la migration du sud soit très faible, il doit être reconnu que l'origine méridionale de la civilisation Nahua est bien plus concordante avec les faits et les traditions que l'origine septentrionale si longtemps acceptée. »

Parmi tous les systèmes qui se sont produits à mesure que des découvertes nouvelles ruinaient les suppositions antérieures

qui semblaient les mieux fondées, il convient de signaler un des plus récents, qui, après avoir causé d'abord une grande surprise dans le monde des archéologues, y a fait ensuite de nombreux prosélytes. M. Morgan l'a développé dans un article de la *North American Review* d'avril 1876, sous le titre de « Montezuma's Dinner ». Plus de ces légendes de grands empires et d'empereurs entourés d'une cour brillante, que les récits pittoresques des premiers conquérants avaient accréditées, et que les découvertes de villes et de palais en ruines dans les forêts vierges avaient fait accepter aux historiens modernes. Morgan nie qu'il y ait eu jamais une civilisation américaine préhistorique, et reconnaît seulement un état mixte entre la barbarie et la civilisation. L'empire Maya n'a jamais existé, non plus que l'empire Aztec : dans l'Amérique centrale comme au Mexique, dans les vallées du Rio Colorado et du Rio Grande comme dans l'immense plaine du Mississipi, vivaient juxtaposées des tribus libres, indépendantes, nommant leurs propres chefs, se liguant entre elles en plus ou moins grand nombre selon les circonstances et vivant sous le régime d'institutions rudimentaires qui présentaient partout les mêmes modes généraux, vie en commun, sacrifices humains, culte du soleil, etc. L'hypothèse a donc pour principe l'unité de la structure sociale pour toutes les races aborigènes (les Esquimaux exceptés, qui constituent dans l'ethnographie américaine un phénomène absolument distinct). Les variétés observées ne sont plus des différences fondamentales, mais des degrés divers de développement. Il ne reste rien, dans ce système, du régime féodal dont on avait cru trouver une si remarquable application au Mexique et même chez les Moundbuilders. Montezuma n'est plus un suzerain commandant à des vassaux et vivant dans un palais, c'est un chef de clan habitant une grande demeure commune de la tribu. Les fameuses cités du Chiapa et du Yucatan n'ont jamais été que des groupes de pueblos, plus riches, plus ornés, plus artistiques que ceux de l'Arizona ou du Nouveau-Mexique, mais de construction analogue et affectés à des usages semblables.

Par les pueblos se trouveraient ainsi rattachées les unes aux autres les races nomades du Nord et les nations civilisées du Mexique. Les palais mexicains, les maisons aux centaines de

chambres du Rio Pecos ou des Zunis et les demeures communes des Iroquois, des Mandans, des Creeks, seraient des modes diversifiés du même type, et le mound lui-même, cette construction en terre où jamais n'est mêlée ni la pierre, ni la brique, serait encore une manifestation du même genre de vie, car, d'après M. Morgan, les mounds ne seraient que des soubassements de pueblos en bois. M. Morgan est mort avant d'avoir pu élever sa théorie, qui n'est à tout prendre qu'une ingénieuse hypothèse, plus plausible peut-être que la plupart des autres, à un état complet de développement. Mais d'autres ethnographes se sont ralliés à ses idées, notamment MM. Putnam et Bandelier. Ce dernier, dans un rapport à l'Institut Peabody, écrit que « l'organisation sociale et le mode de gouvernement des anciens Mexicains étaient une démocratie militaire fondée sur la vie en commun ».

La théorie Morgan est séduisante par sa grande simplicité. Elle résout le problème par l'élimination des plus grosses difficultés : Moundbuilders, Cliffdwellers, Mayas, Toltecs, sont tous de même race et ont eu pour descendants, civilisés ici, dégénérés là, les Aztecs du Mexique et les Indiens de l'Amérique du Nord. L'origine mongole est conciliable avec cette explication, et les mounds n'ont plus rien de mystérieux. Cependant tout ce système soulève encore de nombreuses objections; pour n'en citer qu'une, il reste à expliquer comment un état semi-civilisé, semi-barbare, la vie dans les pueblos et la rudesse de mœurs que suppose l'organisation sociale tout élémentaire de la tribu, peuvent avoir donné naissance aux formes architecturales d'Uxmal, à ces figures sculptées de l'Amérique centrale où il y a tant de vigueur et aussi tant de grâce, comme la statue de Chaac-Mol, trouvée à Chichen-Itza.

Documents et ouvrages à consulter.

(Chapitres I et II.)

Annual Reports of the United States Coast and Geodetic Survey; Reports of the U. S. Geological Survey, 1882 et années suivantes. — Gannett (H.), *Approximative Areas of the U. S.*, Washington, 1882; *Dictionary of altitudes in the U. S.*, 1884. — Reclus (Elisée), *le Mississipi* (Revue des Deux Mondes, 15 juillet et 1er août 1859). — Winsor (Justin), *Narrative and Critical History of the U. S.*, vol. IV, Boston, 1886. — D'innombrables descriptions et récits de voyages.

MORTON, *Crania Americana*, Philadelphie, 1839. — BRACKENRIDGE (H.-M.), *Views of Louisiana*, Pittsburgh, 1811. — SQUIER and DAVIS, *Ancient Monuments of the Mississipi Valley* (Smithsonian Contributions). — PRIEST, *American Antiquities and Discoveries in the West.* — BRADFORD, *American Antiquities*; *Origin and History of the Red Race.* — DELAFIELD, *Origin of the Antiquities of North America.* — ATWATER, *Antiquities of the State of Ohio.* — SHORT (John-T.), *The North Americans of Antiquity.*

HELLWALD (F. von), *The American Migrations* (Smithsonian Contributions), 1866. — FOSTER (J.-W.), *Prehistoric Races of the United States*, 1873. — JONES, *Mound-builders of Tennessee*; *Antiquities of the Southern Indians*, New-York, 1873. — BANCROFT (Hubert-Howe), *The Native Races of the Pacific States*, 1875, et *History of Central America*, 1886. — DALL and GIBBS, *Contributions to North American Ethnology*, 1878. — POWERS, *Contributions to North American Ethnology*, Washington, 1878. — EMERSON, *Indian Myths*, 1884.

Les travaux, cités dans le texte, de Wyman, de Putnam, de White, de Morgan; ceux de Simpson, de Bandelier, de J.-M. Powell, de Brinton.

KINGSBOROUGH, *Antiquités du Mexique*, Londres, 1830. — Abbé BRASSEUR DE BOURBOURG, *Histoire des nations civilisées du Mexique*; *Monuments anciens.* — HOLMES (colonel), *Reports on the ancient Ruins of South West Colorado.* — GALLATIN, *Semi-civilised Nations of Mexico*, New-York, 1845-52 (Ethnological Society). — SQUIER (E-G.), *Travels in Central America*, New-York, 1852. — TYLOR, *Anahuac.* — BRYANT (W.-C.) and GAY (S.-W.), *A popular History of the United States*, vol. I, 1879. — BANDELIER (A.-F.), *Archæological Tour in Mexico in 1881*, Boston, 1884.

CHARNAY ET VIOLLET-LE-DUC, *Cités et Ruines américaines*, Paris, 1862. — CHARNAY (D.), *les Anciennes Villes du Nouveau Monde*, Paris, 1885. — NADAILLAC (M[is] de), *l'Amérique préhistorique*, Paris, 1882, et autres ouvrages. — PINART, Bibliothèque de linguistique et d'ethnographie américaines, Paris, 1875. — Congrès des Américanistes. — Musée ethnographique du Trocadéro.

WINSOR (Justin), *Aboriginal America* (Narrative and Critical History, vol. I), Boston, 1889. Le premier volume de ce magnifique ouvrage n'a été publié qu'immédiatement avant le huitième et dernier.

CHAPITRE III

DÉCOUVERTE DU CONTINENT AMÉRICAIN

Les Vikings en Amérique au XIe siècle. Sagas. Eric le Rouge, Leif, Karlsefne. *Vinlandia*. Les frères Zeni. Madoc le Gallois. — Christophe Colomb. — Amerigo Vespucci. John Cabot (1497). Sebastian Cabot (1498-1517). Pêcheurs français à Terre-Neuve (1504).

Les Vikings en Amérique au onzième siècle. Sagas. Eric le Rouge, Leif, Karlsefne. « Vinlandia ». Les frères Zeni. Madoc le Gallois.

Si l'on ne peut absolument rien conclure des hypothèses sans nombre émises sur l'origine des populations primitives de l'Amérique, il paraît aujourd'hui assuré que, plusieurs siècles avant Christophe Colomb, des Européens ont visité le nord-est de ce continent et y ont même tenté quelques établissements éphémères, dont il ne reste, au sens précis du mot, que de faibles traces historiques.

Ces Européens sont les hardis marins de la Scandinavie, Norvégiens et Danois, Hommes du nord, Vikings, dont les incursions firent trembler l'empereur Charlemagne à l'apogée de sa puissance, et qui ont rempli de leurs exploits les Xe et XIe siècles. Vers l'an 865 un de leurs bâtiments, dans un voyage des îles de Féroe en Norvège, fut jeté par une tempête sur la terre d'Islande, qui fut dès lors visitée régulièrement, puis peuplée. Entre cette île et la Norvège, les relations restèrent étroites et les voyages fréquents. Parfois des tempêtes rejetaient violemment dans l'ouest

des Islandais embarqués pour la presqu'île scandinave. Vers la fin du IX[e] siècle, Gunnbjœrn fut ainsi poussé assez loin dans l'océan aux brouillards ténébreux. Le premier, sans doute, il aperçut la côte orientale du Groenland. D'autres s'en allèrent ensuite à la recherche des terres qu'avait vues Gunnbjœrn, et leurs récits firent connaître ce continent nouveau. En 985 Eric le Rouge s'y établit [1].

Ici commence l'histoire légendaire de la découverte de l'Amérique par les Northmen, car le Groenland, c'était déjà l'Amérique. Les seules sources qui ont permis d'établir cette histoire sont les *Sagas* d'Islande. On donne le nom général de Sagas [2] aux traditions historiques ou mythologiques des Scandinaves, récits déclamés par les scaldes ou bardes attachés à la cour des rois. Transmis d'abord par tradition orale, ils ont été écrits à partir

1. C'est sur la côte occidentale du Groenland et non sur la côte orientale, comme on l'a cru longtemps à tort, que la colonie islandaise d'Éric le Rouge s'établit et se développa. La côte occidentale est découpée de profondes dentelures, de fiords au fond desquels se jettent des cours d'eau arrosant d'étroites prairies où l'herbe et les arbres sont abrités par les hautes montagnes d'où descendent ces minuscules rivières.

Vers la fin du X[e] siècle, les Islandais prirent possession de ces rivages comme leurs ancêtres norses, un siècle avant, avaient occupé les vallons de l'Islande. Là s'élevèrent peu à peu des fermes, des chapelles, des villages, une petite capitale, Gardar, une cathédrale. Une république en miniature vécut dans ce coin du monde pendant plusieurs siècles, avec ses assemblées, ses chefs, ses juges élus. Un des chants qui composent la collection de l'ancien Edda est né là (*Atlamál hin Groenlenzku*). La colonie islandaise du Groenland eut ses évêques nommés par le pape. Le pays était divisé en deux comtés : Eystribygd ou comté de l'est, et Vestribygd ou comté de l'ouest, situés sur la même côte, bien qu'assez éloignés l'un de l'autre.

C'est un point acquis que les Esquimaux (*Skrällingar*) ravagèrent vers l'an 1379 le comté occidental. Mais le comté de l'est était le plus peuplé, le plus prospère, le plus rapproché de l'Islande; il contenait douze paroisses avec la capitale politique et religieuse de la colonie. Comment et quand cet établissement fut-il anéanti? L'histoire n'a pu encore le découvrir. La nuit se fait au milieu du XV[e] siècle. Plusieurs causes peuvent avoir opéré la destruction de cette petite république, la négligence, l'abandon de la mère patrie, l'Islande, assujettie à la Norvège, une incursion de flibustiers anglais, hollandais, ou des villes hanséatiques, une attaque des Esquimaux, la peste.

A Copenhague et à Bergen, on commença à se préoccuper, au XVI[e] siècle, de l'ancienne colonie, et plusieurs expéditions furent organisées pour en rechercher les traces. Une malheureuse erreur géographique retarda longtemps le résultat espéré. Les explorateurs cherchaient sur la côte orientale les vestiges des hameaux du comté de l'est. Cependant le missionnaire Hans Egede trouva en 1721 quelques ruines. Un siècle plus tard (1828-30), l'expédition du capitaine Graah établit définitivement la position des villages islandais du Groenland. Les recherches, continuées par la Société royale danoise des Antiquaires, ont produit d'intéressantes découvertes et révélé sur la côte groenlandaise toute une Pompéi arctique. (Voir *The Nation*, du 15 janvier 1891, sur le récent ouvrage de *Reeves*, 1890.)

2. Ek sagui (islandais), saegan (anglo-saxon), sagen (allemand).

des XIIe et XIIIe siècles (manuscrits islandais, par exemple les Sagas d'Eric le Rouge et de Karlsefne). L'ensemble de ces récits embrasse l'histoire, la religion, les coutumes, la vie des héros et des rois du Danemark, de la Suède, de la Norvège et de l'Islande[1]. Au commencement du XIIIe siècle, un Islandais lettré, Snorri Sturleson, se servit des Sagas pour composer, sous le nom de *Heimskringla*, une chronique des rois de Norvège, fabuleux ou réels. On retrouve dans cet ouvrage les récits relatifs aux expéditions danoises et norvégiennes dans le Nouveau-Monde. Mais George Bancroft croit que ces passages mêmes de la chronique de Sturleson ne sont que des interpolations.

L'historiographe du Danemark et de la Norvège, Torfœus (Torfeson), qui vécut de 1640 à 1719, fut chargé dans sa jeunesse (1662) de recueillir des manuscrits en Islande. Il y trouva les Sagas primitives et le livre de Sturleson, et en composa des paraphrases latines : *Historia Vinlandiæ antiquæ* (1705) et *Groenlandia antiqua* (1706). Le professeur Rafn[2] (Charles-Christian), secrétaire de la Société royale des Antiquaires du Nord, publia à Copenhague (1837), en un gros in-quarto, les textes islandais des légendes norses de Vinland, avec des versions latines et danoises et des abrégés anglais et français. Lorsque les *Antiquitates americanæ* firent leur apparition dans la bibliothèque de l'Université de Harvard, à Boston, plusieurs érudits et historiens américains, Bancroft notamment et Washington Irving, restèrent sceptiques. Aujourd'hui toutefois les faits principaux relatés dans ces récits sont admis, non seulement comme vraisemblables, mais comme exacts, et certains détails seuls sont réputés encore légendaires.

Voici en quelques mots ce que racontent les Sagas.

Quelque temps après qu'Eric le Rouge, chassé de Norvège ou d'Islande pour meurtre, se fut établi sur la côte occidentale du Groenland, un Irlandais, Are Marsson, fut poussé à l'ouest vers une terre où il vit des hommes blancs et qu'il appela pour ce fait *Hvitramannaland*. Bjœrn Asbrandson et Gudleifr Gudlaugsson

1. Un évêque danois, Müller, a réuni trois volumes de ces récits sous le nom de *Bibliothèque des Sagas*, 1817-20. Torfœus compte cent quatre-vingt-sept Sagas écrites du XIIe au XVIIe siècle.

2. *Antiquitates americanæ*, sive scriptores septentrionales rerum ante-columbianarum in America. Edidit Societas Antiquariorum septentrionalium. Hafniæ, 1837.

aperçurent une partie quelconque de la côte septentrionale de l'Amérique. Bjorne, ou Biarne, fils d'Heriulf Bardson, un des compagnons d'Eric, ayant voulu rejoindre son père dans le Groenland, fut entraîné dans le brouillard à l'occident et vit une terre couverte de collines peu élevées et boisées. Il navigua deux jours au sud-ouest le long de ce rivage inconnu, qui ne pouvait être le Groenland puisqu'il ne s'y trouvait point de glace. Bjorne fit ensuite voile vers l'est, retrouva son père et ne le quitta plus.

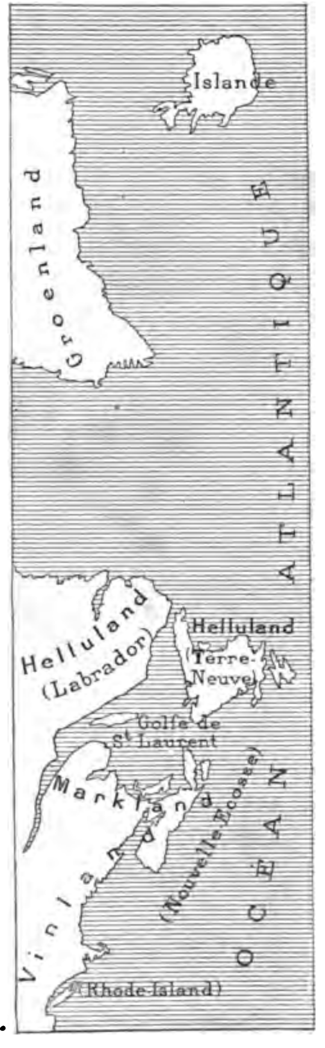
Le hasard avait porté Bjorne. Au contraire, Leif, fils d'Eric, ayant appris l'existence de cette terre occidentale, résolut délibérément de la chercher. Il acheta le bateau de Bjorne et navigua au sud-ouest (1001). Il aperçut une première terre couverte de rochers et l'appela *Helluland*, une autre boisée, qu'il nomma *Markland*, une autre enfin plus au sud qui lui parut si belle qu'il y passa l'hiver, près d'un lac, en un point auquel il donna le nom de Leifsbudir. Un Allemand de la compagnie ayant découvert un jour de la vigne sauvage, Leif appela le pays *Vinland*. A leur retour, Leif et ses compagnons firent de pompeux récits de ce qu'ils avaient découvert. Thorwald, frère de Leif, renouvela l'expédition. Avec trente compagnons, il passa deux hivers au même lieu où avait campé Leif. Dans une excursion au nord, après avoir doublé le cap Kiliarnes (nez de navire), ils furent attaqués par des indigènes qu'ils appelèrent Skrällings, ou nains, et qui combattaient avec des flèches. Thorwald fut tué; ses compagnons retournèrent au Groenland. Un troisième voyage fut accompli par le Norvégien Thorfinn Karlsefne [1] qui emmena soixante hommes et cinq femmes, et s'établit à l'embouchure d'une rivière, non loin d'un lac. On voulait, cette fois, fonder un établissement durable, mais les Skrällings attaquèrent les étrangers et les obligèrent à se retirer. Une fille d'Eric, Freydisa, fit un quatrième essai de colonisation, dont sa cruauté empêcha le succès. Les aventuriers rentrèrent au Groenland. Ces quatre expéditions s'étaient effectuées dans le court espace de douze années, de 1001 à 1013. Depuis lors il n'y eut plus que de vagues infor-

1. Un fils de Karlsefne, Snorre, né dans le Vinland, retourna plus tard en Islande; le sculpteur Thorwaldsen serait un de ses descendants.

mations sur les relations entre le Vinland et le Groenland. A partir de 1350 le silence est absolu.

Quelles parties de l'Amérique du Nord avaient pu visiter les Islandais établis au Groenland? Autant qu'on peut s'arrêter à une conclusion en matière aussi conjecturale, *Helluland* serait l'île de Terre-Neuve, *Markland* la côte du Massachusetts ou de la Nouvelle-Écosse; le *Vinland* peut être placé entre les deux baies de Narragansett et de Buzzard, à l'angle sud-est de l'État de Rhode-Island. Les Skrällings sont les Esquimaux que les tribus indiennes n'avaient pas encore chassés de ces parages [1].

Sous les détails fantastiques dont ces récits islandais sont surchargés, les particularités que l'on y trouve relativement aux Skrällings et au caractère des pays septentrionaux



Les Vikings en Amérique.

1. La publication de Rafn (1837) et le grand intérêt qu'elle excita dans le nouveau et dans l'ancien monde ont, entre autres résultats, provoqué la production dans la Nouvelle-Angleterre d'un énorme stock de littérature précolombienne. La fantaisie et une fausse science imaginèrent de nombreuses preuves de la découverte et de l'occupation des côtes du nord-est (Connecticut, Rhode-Island et Massachusetts) par les Islandais du Groenland. Des travaux plus sérieux ont démontré l'inanité de ces preuves. Néanmoins jusqu'en ces derniers temps on admettait volontiers que les Northmen eussent visité et même occupé pendant un espace de temps inconnu la région située au sud-ouest du cap Cod.
Aujourd'hui le fait semble beaucoup plus douteux. Un professeur norvégien, Gustav Storm, a publié en 1887, sous le titre : *Études sur les voyages au Vinland*, un ouvrage considéré comme apportant sur la question des conclusions positives d'après lesquelles *Helluland* serait le Labrador, *Markland* l'île de Terre-Neuve, *Wineland* ou *Vinland* la Nouvelle-Écosse et l'île du Cap-Breton. M. A.-M. Reeves, dans une très belle publication, en 1890, a raconté de nouveau l'histoire de la découverte du continent américain par les Islandais (*The Finding of Wineland the Good.*) Il s'abstient de toute conclusion géographique.

sont d'une remarquable exactitude. Il est impossible de ne pas admettre qu'un fond de réalité existe sous les souvenirs vagues, enveloppés de légendes, de ces anciennes expéditions. Les Vikings ont bien visité l'Amérique dans les premières années du XIe siècle, en passant de la Norvège à l'Écosse, de l'Écosse aux îles Feroe et à l'Islande, de l'Islande au Groenland, de là au Vinland, étapes gigantesques de plusieurs centaines de milles dans des mers violentes, à travers des brouillards glacés. Ils ont visité les côtes orientales de ce continent depuis les terres polaires jusqu'à l'embouchure de l'Hudson peut-être, au moins jusqu'à celle du Saint-Laurent. Mais sur aucun point il ne subsiste une seule trace, si faible soit-elle, du passage de ces explorateurs de hasard. Après eux l'Amérique restait bien véritablement encore à découvrir.

Les traditions scandinaves ne mentionnent l'existence dans la *Vinlandia* d'aucune autre race que celle des Skrällings. Il n'en est pas de même d'une relation publiée en 1558 de voyages extraordinaires qu'auraient faits un peu avant la fin du XIVe siècle deux Vénitiens, les frères Zeni, dans les pays jadis découverts par les Vikings d'Islande. Nicolo Zeno, gentilhomme vénitien, poussé en 1380, par une tempête, sur les rivages de l'île de Frisland (îles Feroe) y rencontra un prince Zichmni qui le prit à son service, et conquit avec son aide plusieurs îles de l'océan Atlantique, Estland, Grisland. Nicolo fit venir son frère Antonio et lui légua, à sa mort en 1395, ses biens et la faveur du prince. Un pêcheur frislandais, échappé à un naufrage et rentrant en son pays après vingt années d'aventures, raconta à Antonio Zeno et à Zichmni qu'il avait vu dans l'ouest des terres merveilleuses, l'Engroveland (Groenland), puis une île, Estotiland, possédant de grandes villes et dont le roi avait une bibliothèque de livres latins, au sud une autre île, Drogeo, où il avait vu beaucoup d'or, plus loin un pays habité par des sauvages nus, anthropophages, plus loin encore un pays très peuplé, rempli de grandes richesses et de temples magnifiques où se faisaient des sacrifices humains.

Zichmni et Antonio, enthousiasmés, partirent avec une flotte à la recherche de ces terres, mais ne purent visiter que les îles Ledovo, Ilofe et Icaria. L'expédition revint dans le Frisland. Antonio écrivit à son frère Carlo, à Venise, les choses merveil-

leuses qu'il avait apprises et lui annonça qu'il allait revenir avec une carte et des récits de la vie de son frère et de celle de Zichmni. Il rentra en effet à Venise et y mourut en 1405. Ses papiers restèrent enfouis dans les archives de la famille jusqu'en 1558, époque où ils furent retrouvés et publiés. On peut supposer, bien que l'hypothèse repose sur des témoignages de très faible valeur, que l'île Estotiland est Terre-Neuve, Drogeo l'ancienne



Carte de Zéno, dessinée vers 1390, publiée en 1558.

Vinlandia, et le peuple aux sacrifices humains, les Indiens du Mexique, ou de la Louisiane, ou même de la Floride.

Une chronique du pays de Galles donne encore une tradition relative aux voyages en Amérique qui auraient précédé la découverte de Colomb. Au XIIe siècle, Madoc, prince gallois, quitta son pays à la suite de dissensions domestiques provoquées par la succession de son père. Il fit voile vers l'ouest et découvrit une terre extrêmement fertile. A son retour, il équipa une flotte de dix bâtiments et partit avec une nombreuse troupe d'hommes, de femmes et d'enfants, pour s'établir dans le pays qui l'avait tant séduit. On n'eut jamais aucune nouvelle de l'expédition. Or certains voyageurs assurent avoir rencontré en Amérique une tribu d'Indiens à peau blanche (les Mandans, État du North

Dakota) dont l'idiome possédait quelques mots ou quelques sons gallois. Humboldt fait allusion aux Mandans et à cette tradition.

Citons pour mémoire le voyage d'un marin dieppois, Jean Cousin, qui aurait été porté des Açores au Brésil par un courant, en 1488, quatre ans avant l'arrivée de Colomb aux Antilles. Cette tradition ne repose sans doute que sur quelque récit inventé après coup sous l'impression si vive que le fait même de la découverte réelle produisit sur l'imagination populaire. Quelque part de vérité que l'on puisse découvrir, enfouie sous un monceau de fables, dans les récits des Sagas et de l'Heimskringla, et dans les lettres des frères Zeni, il convient de continuer à faire dater la découverte du Nouveau Monde du jour (12 octobre 1492) où Rodrigo de Triana, du haut de la caravelle *Pinta*, aperçut la terre que Christophe Colomb appela San Salvador.

Christophe Colomb.

Colomb, né à Gènes en 1435 ou 1436 (Christophorus Columbus Genuensis), fit son apprentissage de marin sur un navire armé en course contre les ennemis de cette république. Après avoir étudié la géographie, l'astronomie et la géométrie à l'école de Pavie, il fit de nombreux voyages dans l'Océan, sur la côte d'Afrique. En 1470 on le voit à Lisbonne où l'avait attiré la réputation des travaux du prince Henri qui avaient fait du Portugal le premier pays d'Europe pour l'étendue des connaissances géographiques et l'audace des explorations maritimes. L'esprit de Colomb se partageait entre l'étude des cartes, où il cherchait le secret des mondes inconnus, et celle des prophéties de la Bible. Tantôt il rêvait de reconquérir le Saint-Sépulcre, tantôt il voulait porter la vraie foi dans les régions lointaines de l'Extrême-Orient, mais par une voie nouvelle, en traversant l'océan Atlantique, au delà duquel il devait trouver l'Asie puisque la terre était ronde, comme toutes ses études géographiques lui en avaient inspiré l'absolue conviction [1].

1. Cinq siècles av. J.-C. Anaximandre de Milet croyait que la terre était de forme cylindrique. Eratosthène, le savant bibliothécaire d'Alexandrie, et, quatre siècles plus tard, Cl. Ptolémée, astronome de la même ville, affirmèrent la forme sphérique de la terre. Pline évaluait à 31 500 milles romains (un peu plus de 28 000 milles anglais) la circonférence terrestre; les astronomes arabes sous le calife Alma-

C'est pour cette dernière entreprise qu'il se décida. Il s'adressa au roi de Portugal, lui demandant une flotte pour l'accomplissement de son dessein; l'opposition jalouse du conseil maritime à Lisbonne fit rejeter sa requête [1]. Il envoya son frère Barthélemy en Angleterre pour demander l'aide du souverain de ce pays et alla l'y rejoindre lui-même en 1477. Il navigua jusqu'aux îles Feroe, peut-être jusqu'en Islande, où il dut entendre parler des terres de l'ouest et retrouver les souvenirs légendaires des anciennes expéditions. Tout, dans cette excursion en Scandinavie, dut le confirmer dans les idées que Toscanelli, trois années auparavant, lui avait déjà suggérées.

N'ayant rien obtenu en Angleterre, il revint en Espagne et passa quelques années à Porto-Santo chez son beau-père. C'est seulement en 1484 qu'il s'adressa à la cour d'Espagne. Alors commencèrent pour lui sept années de perpétuelles alternatives d'espérance et de découragement. Il avait réussi à gagner à ses vues le grand cardinal à Cordoue. Mais il ne put convaincre les savants ecclésiastiques réunis au couvent de Saint-Étienne à Salamanca, où on lui opposa les opinions de saint Augustin et de Lactance sur l'absurdité de l'hypothèse des antipodes. Une légende le montre mendiant son pain avec son fils encore enfant, à la porte du couvent de Santa Maria de Rabida près de Palos en Andalousie. Le prieur, qui était un homme éclairé, s'intéressa aux visées enthousiastes de son hôte et s'entremit pour lui obtenir une audience à la cour. La reine fut conquise, et, après diverses péripéties, l'expédition fut décidée. C'était en avril 1492, trois mois après que l'étendard de Castille et d'Aragon avait été

moun (IXe siècle) assignèrent à cette circonférence une étendue égale à 39 000 de nos kilomètres. Sir John Mandeville, voyageur anglais du commencement du XIVe siècle, donne un chiffre moins élevé d'un sixième environ; l'évaluation de Christophe Colomb était bien inférieure à celle de Mandeville. « L'expérience et l'intelligence, dit ce dernier, prouvent qu'un navire pourrait naviguer autour de la terre dessus et dessous; mais le globe est si immense que ce navire ne pourrait jamais revenir au lieu d'où il serait parti, sauf par chance ou par faveur divine. » Ce sont les astronomes arabes qui se rapprochaient le plus de la vérité. Les évaluations les plus anciennes allaient au delà, les plus récentes restaient en deçà. Si Colomb avait eu une notion plus exacte de la distance de l'Europe à l'Asie par l'ouest, peut-être n'eût-il pas tenté la traversée. (ARTHUR GILMAN, *A History of the american people.*)

1. Le Portugal perdit, en cette occasion, la gloire de la découverte du Nouveau-Monde, comme il devait perdre, quarante ans plus tard, en repoussant Magellan, celle de la première circumnavigation du globe.

enfin planté sur les murs de la capitale du royaume maure de Grenade.

Christophe Colomb croyait arriver par l'ouest aux extrémités orientales de pays merveilleux, connus surtout par les récits de Marco Polo et de Mandeville et où l'imagination populaire plaçait le paradis terrestre. Le paradis de Dante était situé aux antipodes de Jérusalem (un point de l'océan Pacifique, près de Tahiti). Mandeville revenant de ses voyages dans l'est (1356) raconta qu'il avait visité les régions voisines du paradis, pleines de montagnes, de bêtes féroces et de bruits effroyables, hérissées d'obstacles qui gardaient contre la curiosité des voyageurs la demeure de nos premiers parents. Il racontait aussi les richesses magnifiques et la puissance du grand Khan, maître du royaume de Cathay et de la ville de Cambalu. Marco Polo, qui était allé plus loin que Mandeville, a décrit la magnifique île de Cipango (Japon), située, disait-il, à quinze cents milles à l'est de la Chine.

Christophe Colomb voulait atteindre l'île de Cipango et le royaume de Cathay. Mais n'y avait-il pas d'autres terres sur l'immense mer de l'Ouest, entre l'Europe et les Indes? Les cartes du temps de Colomb portaient une « île de Saint-Brandan » à six cents milles à l'ouest des îles de Canaries et une « île des sept cités » plus au nord [1]. D'après une vieille légende, Saint-Brandan, abbé écossais ou irlandais du VIe siècle, partit sur le grand océan à la recherche d'une île délicieuse habitée par des infidèles. Il trouva sur sa route une autre terre, et aperçut le corps d'un géant dans un tombeau. Il le ressuscita, le convertit et le baptisa. Le géant lui dit qu'il connaissait l'île délicieuse et qu'il l'y conduirait. La recherche fut vaine. La croyance à l'existence de cette île persista jusqu'à la fin du XVIe siècle, et bien des expéditions furent entreprises pour découvrir la terre mystérieuse. Quant à l'île des sept cités, appelée aussi Antilla, elle avait été peuplée au VIIIe siècle par sept évêques suivis d'un grand nombre de chrétiens espagnols qui fuyaient leur pays conquis par les Maures. Des marins racontèrent souvent qu'ils l'avaient visitée

1. Voir le globe de Martin Béhaim, de 1492, où se trouvent indiquées beaucoup d'autres îles, entre l'est et l'ouest de l'océan Atlantique.

visitée et firent des descriptions fantastiques des étranges habitants qui y vivaient. L'île de Saint-Brandan et l'île Antilla appartenaient au même monde que l'île Atlantide de Platon et le continent occidental de Sénèque, au monde de l'imagination. Christophe Colomb, qui sans doute était familier avec toutes ces légendes, ne songeait qu'aux Indes Orientales; toutefois il laisse



Globus de Martin Behaim (1492).

pressentir dans un passage de son journal, en relatant quels motifs ont déterminé son voyage, qu'il ne rejetait pas l'idée de l'existence de terres inconnues qu'il pourrait rencontrer dans son parcours aventureux [1]. C'est le vendredi 12 octobre 1492 que

1. « Très chrétiens, très hauts, très excellents et très puissants princes, roi et reine des Espagnes et des îles de la mer, nos souverains, dans la présente année 1492, après que vos altesses ont eu mis fin à la guerre contre les Maures dans la grande ville de Grenade, où le 2 janvier j'ai vu les bannières royales de vos altesses placées par la force des armes sur les tours de l'Alhambra qui est la forteresse de cette ville,... en ce même mois, par suite de l'information que j'avais donnée à vos altesses des terres de l'Inde et d'un prince qui est appelé le grand Khan, c'est-à-dire, dans notre langage, roi des rois; combien de fois lui et ses prédécesseurs avaient envoyé à Rome pour demander que des docteurs en notre sainte foi vinssent lui enseigner la vraie religion, et que le saint Père ne lui en avait jamais envoyé et qu'ainsi tant de gens étaient perdus, croyant en des idolâtries et imprégnés de doctrines funestes; en conséquence vos altesses, comme princes chrétiens et catholiques, promoteurs et soutiens de la sainte foi chrétienne, et ennemis de la secte de Mahomet, de toutes les idolâtries et hérésies, ont déterminé de m'envoyer, moi, Christophe Colomb, aux dits pays de l'Inde, pour visiter les dits princes, leurs gens et leurs terres, découvrir leur nature et leurs mœurs et les moyens à prendre pour les convertir à la sainte foi, et ont ordonné que je n'y allasse point par terre vers l'est, par où c'est la coutume de s'y rendre, mais par un voyage vers l'ouest qui est une direction où jusqu'à présent nous n'avons point pour assuré que personne ait jamais été. Vos altesses en consé-

Christophe Colomb, parti du port de Palos, le 3 août, avec trois caravelles, *Santa-Maria, Pinta et Niña*, débarqua à Guanahani (San Salvador), une des îles Lucayes, et prit possession du pays au nom des souverains d'Espagne. Il aborda ensuite à Cuba (28 octobre), à Haïti (5 décembre) qui reçut le nom d'Hispaniola. Il ne croyait pas avoir découvert un nouveau monde et lorsqu'il entra en triomphe à Palos (15 mars 1493), au milieu des acclamations d'un peuple enthousiaste qui pensait ne revoir jamais les téméraires voyageurs partis l'année précédente, les terres découvertes furent désignées sous l'appellation générale d'Indes Occidentales, comme si elles ne faisaient que continuer la chaîne des îles déjà connues à l'est de l'Asie sous le nom d'Indes Orientales [1]. Dans un second voyage, Colomb explora la plupart des Antilles. Dans une troisième expédition il toucha pour la première fois le continent américain (août 1498) et longea la côte de l'Amérique méridionale, depuis l'Orénoque jusqu'à Caracas. Dans l'exaltation mystique où ses pensées religieuses emportaient parfois son âme, il crut qu'il avait découvert la Rivière de la Vie coulant de l'Arbre de Vie au milieu du Paradis Terrestre. La haine envieuse des ennemis que sa gloire lui avait faits le précipita de ces illusions splendides dans une réalité cruelle. On l'avait calomnié près de Ferdinand et d'Isabelle. François de Bovadilla, envoyé par la cour pour diriger une enquête sur sa conduite, le fit arrêter, le dépouilla de tous ses biens et l'envoya chargé de fers en Espagne. La population espagnole fut indignée

quence, ayant chassé tous les juifs de vos royaumes et territoires, m'ont commandé dans le même mois de janvier de partir avec un armement suffisant pour les dits pays de l'Inde; et pour ce dessein m'ont accordé de grandes faveurs, me faisant noble, avec le titre de Don, me nommant grand amiral de l'océan, vice-roi et gouverneur perpétuel *de tous les continents et îles que je pourrai découvrir et conquérir* dans l'océan, mon fils aîné devant me succéder dans ces titres et ainsi de génération en génération pour toujours. J'ai donc quitté la ville de Grenade, le samedi 12 mai de cette année 1492, pour me rendre au port de Palos où j'ai armé trois navires bien préparés pour un tel service, et j'ai fait voile de ce port, bien fourni de provisions et avec de nombreux marins le vendredi 3 août de la même année, une demi-heure avant le coucher du soleil, et j'ai fait route pour les îles Canaries, pour de là commencer mon voyage et naviguer jusqu'à ce que je parvinsse aux Indes, afin de m'acquitter de la mission de vos altesses pour ces princes et d'accomplir ce que vous m'aviez commandé. » Trad. d'après Gilman.

1. Lettre à Raphaël Sanxis (Sanchez), trésorier du roi, sur les îles récemment découvertes au delà du Gange, traduite en latin le troisième jour des calendes de mai (25 avril 1493), par Aliander de Cosco. — Harrisse.

du honteux traitement infligé à l'homme qui avait enrichi l'Espagne de tant de magnifiques conquêtes. Ferdinand fit mettre Colomb en liberté, mais sans lui rendre ses biens ni ses dignités. Le héros reprit alors son ancien projet d'expédition en Terre Sainte. Il avait fait vœu de lever une armée de cinquante mille hommes et de cinq mille chevaux, sept ans après la découverte des terres de l'ouest, pour recouvrer le Saint Sépulcre. Il croyait que le ciel l'avait destiné dès son enfance à l'accomplissement de cette grande œuvre. Mais il n'avait plus les moyens de lever une armée et il dut se résigner à ajourner son projet, écrivant au pape pour lui expliquer les raisons de ce nouveau retard à l'entreprise qui était le rêve de sa vie. Le roi Ferdinand le chargea d'un quatrième voyage, dont l'objet était la recherche d'un détroit, près de l'isthme de Darien, par où serait ouverte une route directe vers l'Inde. Il partit en mai 1502, ne trouva que perfidie et trahison chez ses anciens compagnons de gloire, et revint en 1504.

Il mourut deux ans plus tard, à Valladolid (20 mai 1506), oublié, pauvre, découragé. On lui fit cependant de pompeuses funérailles, et sur le monument qu'on lui éleva en cette ville fut gravée cette inscription : « A Castilla y a Leon Nuevo Mundo dio Colon [1]. »

Amerigo Vespucci. John Cabot (1497). **Sébastian Cabot** (1498-1517). **Pêcheurs français à Terre-Neuve** (1504).

Le Florentin Amerigo Vespucci prit part comme pilote et géographe à quelques-uns des premiers voyages d'exploration dans ce Nouveau Monde. En 1497 ou 1499 [2], il reconnut avec l'Espagnol Hojéda quelques centaines de lieues de la côte de l'Amérique du Sud, visitée par Colomb en août 1498. La publication de son journal de voyage lui valut l'honneur de donner son nom aux terres nouvellement découvertes qui commencèrent [3] à être

1. « Aux royaumes de Castille et de Léon, Colomb a donné un Nouveau Monde. »
2. Depuis la publication des travaux de Varnhagen, on croit que Vespucci a atteint le continent sud-américain la même année que Cabot a touché la partie septentrionale. Varnhagen a soumis à de minutieuses investigations les lettres de Vespucci et conclut à la réalité du voyage de 1497-1498 (Honduras, Yucatan, Floride).
3. Sur la suggestion d'un géographe allemand, Waltzmüller (Hylacomylus), pro-

appelées Amérique vers 1507. Il semble avoir eu plus que Colomb la notion de l'importance matérielle, géographique, de la découverte. Dans sa lettre à Laurent de Médicis, il parle d'un continent nouveau, distinct et isolé des parties du monde déjà connues. Ces considérations n'enlèvent rien à la gloire de Colomb, dont la première découverte, en 1492, a été le point de départ de tout ce qui s'est passé et de tout ce qui a été accompli depuis bientôt quatre siècles dans les deux Amériques. Il en est de même du fait spécial que Colomb, pas plus que Vespucci peut-être, n'a vu, le premier, le continent proprement dit de l'Amérique. Cet honneur appartient à un navigateur du nord, à John Cabot, commerçant vénitien [1] établi depuis longtemps à Bristol, qui était à cette époque une des villes les plus commerçantes de l'Angleterre. L'intérêt excité depuis près d'un demi-siècle dans toute l'Europe par les audacieuses entreprises maritimes des Portugais et des Espagnols était devenu si intense après le succès de l'entreprise de Christophe Colomb que les Cabot de Bristol se sentirent pris d'une grande ambition et sollicitèrent du roi Henri VII des lettres patentes de privilèges pour le cas où ils découvriraient à leur tour des terres nouvelles. L'Angleterre était à cette époque peuplée de trois millions d'habitants, sans industrie, sans commerce, placée entre une Écosse et une Irlande également barbares et turbulentes. Toute la navigation du royaume était aux mains des Italiens des villes lombardes et des Allemands des villes hanséatiques. Henri VII était disposé à favoriser dans son royaume un essor de l'esprit d'entreprise et de commerce. En 1496, il accorda à John Cabot une charte qui est le plus ancien document d'État relatif aux colonies anglaises d'Amérique. Cabot recevait pour lui et pour ses fils, Ludovic, Sébastian et Sanctus, l'autorisation d'entreprendre la découverte d'îles ou de pays habités par des infidèles et inconnus au monde

fesseur au gymnase de Saint-Dié, en Lorraine, libraire, et auteur d'un ouvrage intitulé *Cosmographiæ Introductio*, où sont racontés les voyages d'Améric Vespuce, et où se trouve le passage suivant : « ... Quam non video cur quis jure vetet ab Americo, inventore, sagacis ingenii viro, *Amerigen* quasi Americi terram sive Americam dicendam, cum et Europa et Asia a mulieribus sua sortita sint nomina. »

1. Génois, d'après Harrisse, *Jean et Sébastien Cabot*, 1882.

chrétien, d'en prendre possession au nom du roi d'Angleterre, de les conquérir et de les occuper. La patente lui assurait en outre le monopole exclusif, pour toujours, du commerce avec ces contrées, moyennant une redevance au roi du cinquième des bénéfices. John Cabot fit, en 1497, accompagné de son fils Sébastian, un premier voyage et atteignit le continent américain quatorze mois avant Colomb. Lui aussi crut être arrivé aux rivages du royaume du grand Khan. Le point touché par les hardis navigateurs n'était que la côte lugubre et désolée du Labrador (53e degré de latitude nord) ou de l'île du Cap Breton (46°) [1]. Ils virent des ours blancs et des êtres humains vêtus de peaux, armés d'arcs, de javelots et de bâtons, et appelèrent ce pays *Prima Tierra Vista*. En 1498 Sébastian Cabot recommença le voyage. Des négociants de Bristol et de Londres, le roi lui-même, prirent des parts dans son entreprise. Il s'agissait d'atteindre l'Inde par une route située sans doute au nord des terres aperçues l'année précédente. Sebastian recula devant les *icebergs* et longea la côte vers le sud jusqu'aux rivages de la North Carolina. Le manque de vivres le ramena en Europe. L'expédition de 1498 était un échec au point de vue où se plaçaient les patrons et les associés de Cabot, car Vasco de Gama découvrait à la même époque la route maritime vers l'Inde par le cap de Bonne-Espérance. Ce ne fut qu'en 1517 que Cabot tenta de nouveau le passage du Nord-Ouest. On n'a sur ce dernier voyage [2] que des renseignements confus. Cabot pénétra dans le golfe qui reçut un siècle plus tard le nom de Baie d'Hudson, et traça une description et une carte précises de l'entrée de la baie. Sans se laisser intimider par les rigueurs effroyables du climat, il poursuivit son exploration et dépassa le 67e degré, cherchant toujours le passage espéré. Une révolte de son équipage le contraignit à revenir. C'est à lui, dit-on, que sont dues les instructions données aux expéditions qui découvrirent le passage entre la mer du Nord et Arkhangel [3]. Sébastian alla prendre du service en Espagne, fut

1. Le Cap Breton, d'après Harrisse, le 24 juin 1497.
2. Qui n'a même probablement jamais eu lieu. En ce cas les détails ci-dessus se rapporteraient à l'un des deux premiers voyages.
3. Ces entreprises avaient un objet plus hardi, la découverte d'une route vers l'Inde par le nord-est. Répétée bien des fois depuis le temps des Cabot, la tentative n'a

nommé pilote en chef du royaume et membre du conseil des « Nouvelles Indes », et fit un voyage dans l'Amérique du Sud, 1526, à la suite duquel il rentra dans son pays d'adoption, l'Angleterre, pour ne plus le quitter. Il vécut jusqu'en 1557, jouissant de la grande estime que lui avait value sa brillante carrière de marin dans un temps où les aventures maritimes excitaient si vivement la curiosité publique.

Les régions découvertes par les deux Cabot ne contenaient ni perles, ni or, ni denrées précieuses, mais les navigateurs qui suivirent leurs traces découvrirent de vastes bancs de morues dans la partie de l'océan voisine de Terre-Neuve. Aussitôt commencèrent vers ces parages des expéditions de pêche des ports de France et d'Angleterre. Denys de Honfleur dessina pour l'usage des pêcheurs et marins de la Biscaye, de la Bretagne et de la Normandie, qui fréquentaient l'île de Terre-Neuve, une carte grossière du golfe du Saint-Laurent et des régions voisines.

Ainsi les Anglais et les Français avaient fait acte de présence dans le Nouveau Monde dès le commencement du XVIe siècle. Ils se bornèrent d'ailleurs longtemps à des expéditions temporaires. Pendant presque cent ans l'industrie de la pêche sur les côtes de Terre-Neuve forma le seul lien entre l'Europe et les régions septentrionales de l'Amérique. Les essais d'occupation et d'établissements définitifs ne devaient venir que plus tard, assez longtemps après que les Espagnols eurent exploré, reconnu, conquis toute l'Amérique centrale, les Antilles, le Mexique et le Pérou, et se furent établis dans ce qu'ils appelèrent la Floride, c'est-à-dire la côte septentrionale du golfe du Mexique, aujourd'hui la partie méridionale des États-Unis.

Documents et ouvrages à consulter.

(CHAPITRE III.)

STURLASON, *Heimskringla*, XIIIe siècle. — TORFŒUS, *Historia Vinlandiæ antiquæ*, 1705; *Groenlandia antiqua*, Hauniæ, 1706. — MULLER, *Bibliothèque des Sagas*, Copenhague, 1817-20. — RAFN, *Antiquitates americanæ*, sive scriptores

réussi que de nos jours. Le baron Adolf-Eric Nordenskiöld a mis à la voile de Gothenburg en juillet 1878 et est arrivé à Yokohama par l'océan Glacial arctique en septembre 1879.

septentrionales rerum ante-columbianarum in America, Hafniæ, 1837. — Kunstmann, *Die Entdeckung Americas* (avec la reproduction des cartes de l'Atlas de Munich), Munich, 1859. — Humboldt (Al. de), *Examen critique...* (voir plus loin, chap. iv à vii). — De Costa, *The precolumbian Discovery of America by the Northmen*, Albany, 1868. — Kohl (J.-G.), *A history of the Discovery of the East Coast of North America*, Portland, 1869. — Stevens, *Earliest discoveries in America*, New Haven, 1869. — Anderson, *America not discovered by Columbus*, Chicago, 1874. — Gravier, *Découverte de l'Amérique par les Normands*, Paris, 1874.

The Heimskringla, or the Sagas of the Norse Kings. From the Icelandic of Snorre Sturlason, by Samuel Laing, 1844, 2d edition, revised by Rasmus Anderson, 4 vol., 1890. — *The Finding of Wineland the Good* : the History of the Icelandic Discovery of America, from the earliest records, by Arthur Middleton Reeves; Londres, 1890.

La carte d'Antonio Zeno, 1558. — Madoc, dans Hakluyt. — Desmarquets, *Mémoires chronologiques pour l'histoire de Dieppe* (Voyage de Cousin au Maragnon), Dieppe, 1785. — Estancelin, *Voyages et découvertes des Normands*, Paris, 1832. — Gaffarel (Paul), *les Rapports entre l'Amérique et l'ancien continent avant Colomb*, Paris, 1869.

Harrisse (Henry), *Bibliotheca Americana vetustissima* (recueil bibliographique), New-York, 1866-76; *Christophe Colomb*, son origine, sa vie, ses voyages, sa famille, d'après des documents inédits (Gênes, Savone, Madrid, Séville), tome I, Paris, 1884. — *Historia de el Almirante D. Christoval Colon*, par son fils Fernando Colon, dans Barcia. — Irving (Washington), *Life and Voyages of Columbus*, Londres, 1828-31.

Lelewell (J.), *Géographie du moyen âge*, Bruxelles, 1852. — Santarem (Vte de), Collection de cartes du xie au xviie siècle, Paris, 1842. — Le *Globus* de Martin Behaim, 1492. — Ghillany, *Geschichte des Seefahrers Ritter Martin Behaim*, Nuremberg, 1853. — Kohl (J.-G.), *Die beiden ältesten general Karten von America*, Weimar, 1860. — La *Géographie* de Cl. Ptolémée, éditions d'Angelo (1475), de Donis (1482), de Marcus de Bénévent (1508), de Sylvanus (1511), etc.

Hylacomylus (Waltzmüller), *Cosmographiæ Introductio*, Saint-Dié, 1507. — *Vita e lettere d'Amerigo Vespucci*, Firenze, 1745. — D'Avezac, *les Voyages d'Americ Vespuce*, Paris, 1858. — Varnhagen (F.-A. de), *Historia general do Brazil*, Madrid, 1854; *Vespucci, son caractère, ses écrits*, Lima, 1865; *Nouvelles Recherches sur les Voyages du navigateur florentin*, Vienne, 1869.

Biddle (Richard), *Memoir of Sebastian Cabot*, London, 1831. — Harrisse (H.). *Jean et Sebastien Cabot*, Paris, 1882.

CHAPITRE IV

EXPLORATIONS ESPAGNOLES

Les conquérants espagnols : Cortez (1519-1521). Pizarro (1526-1534). — Recherche de l'El Dorado. Hernandez de Soto (1539-1542). — Saint-Augustine (1564) et Santa Fé (1581).

Les conquérants espagnols. Cortez (1519-1521). Pizarro (1526-1534).

L'exploration et l'occupation des Indes Occidentales (Antilles) occupèrent pendant vingt années les navigateurs espagnols (1492-1512). Presque tous avaient fait leurs premières armes dans la guerre engagée par Ferdinand contre les Maures pour la conquête du royaume de Grenade. Ils y avaient pris le goût des aventures, en même temps qu'un zèle ardent pour la propagation du christianisme, par la persuasion, si possible, par la force si la persuasion échouait. Encore le plus souvent négligeaient-ils l'application du procédé intermédiaire. A ces premiers mobiles qui poussaient tant de fils de l'Espagne à braver les dangers, les fatigues, les souffrances qui les attendaient au delà des mers, s'ajoutèrent l'ardeur du gain, la passion de l'or, la soif du pillage. La plupart de ces *desperadoes* qui se ruaient sur le Nouveau Monde donnèrent maintes preuves d'une horrible cruauté. Quelques-uns d'entre eux, parmi les plus célèbres, furent de vrais bandits; même ceux dont l'âme était le plus capable de sentiments d'honneur et de piété, ne connurent point l'humanité, la sympathie pour les souffrances de leurs semblables.

Colomb avait fondé en 1493, dans l'île Hispaniola (Saint-Domingue) le premier établissement européen du Nouveau Monde. Bientôt après, les trois autres grandes îles, Porto-Rico, la Jamaïque et Cuba, furent occupées. Les malheureux indigènes, répartis comme esclaves entre les colons, étaient employés par leurs maîtres à chercher la poussière d'or dans les fleuves ou à cultiver la canne à sucre apportée des Canaries et du sud de l'Espagne. De grandes fortunes furent rapidement faites et les aventuriers affluèrent. Les indigènes disparaissaient, décimés par l'impitoyable oppression des blancs.

Quand toutes les Antilles furent occupées, on commença à prendre les premières conquêtes comme un point de départ, une base d'opérations, pour des conquêtes nouvelles. En 1513 Vasco Nunez de Balboa traversa l'isthme de Darien et aperçut le premier l'océan Pacifique, qu'il appela « mer du Sud ». En 1520 Magellan traversa le détroit auquel il donna son nom; son équipage (car il mourut lui-même en route) compléta le premier voyage de circumnavigation du globe. La divulgation du résultat de cette expédition acheva de dissiper les erreurs dans lesquelles avait persisté l'ancien monde au sujet de la position et de la nature des terres découvertes par Colomb et par ses successeurs, et de démontrer que c'est bien d'un monde nouveau, d'un continent immense, complètement isolé et éloigné de l'Asie comme de l'Europe, que l'existence avait été révélée en 1492.

Cortez commença la conquête du Mexique en 1519, et Pizarre celle du Pérou en 1526.

En 1518 Velasquez, gouverneur d'Hispaniola, envoya un jeune officier de trente-trois ans, Hernando Cortez, avec 550 Espagnols et 300 Indiens, à la recherche d'une flottille égarée sur les rivages du continent. Cortez entendit parler d'un grand empire et de sa capitale, Mexico. Les habitants étaient païens et le pays rempli d'or. Il oublia ses instructions et résolut d'employer sa petite troupe à conquérir ce grand empire, à christianiser ses habitants, à leur faire reconnaître le roi d'Espagne pour maître, et à gagner d'immenses richesses. La conquête du Mexique, effectuée en deux années avec six cents hommes, sans autorisation et même en violation des ordres donnés, fut un exploit merveilleux. Cortez eut à

vaincre des difficultés que beaucoup d'autres eussent jugées insurmontables. Il n'inspirait aucun enthousiasme spécial à ses soldats, et il avait en eux si peu de confiance qu'il commença par incendier sa flottille pour leur enlever tout moyen et toute envie de déserter. Il eut à soumettre sur le chemin de Mexico de nombreuses tribus dont quelques-unes douées de véritables qualités guerrières, comme celle des Tlascalans. Il eut à compter avec une force espagnole commandée par Narvaez, et envoyée par Velasquez pour le ramener prisonnier à Hispaniola. Cortez battit Narvaez et joignit ses troupes aux siennes. L'effroi inspiré aux indigènes par les chevaux et par les armes à feu explique en partie ce succès inouï, mais ce qui l'explique surtout, c'est que Cortez fut à la fois un brave soldat et un très habile capitaine. Il est vrai qu'il faut tenir compte des mœurs de l'époque et du caractère commun à tous ces aventuriers espagnols, pour ne porter qu'un jugement modéré sur les actes de cruauté atroce par lesquels il souilla sa conquête; mais on doit reconnaître que, la guerre terminée, il sut administrer sagement l'empire conquis. Tout en imposant aux indigènes le christianisme et la reconnaissance de la domination du roi d'Espagne, il les protégea contre les exactions des Espagnols; il sut contenir ses compagnons d'armes, enivrés de leur magnifique victoire et réclamant tous leur part de butin.

Cortez n'avait mis que deux ans à conquérir le Mexique. François Pizarro employa huit années à soumettre le Pérou. Pizarro valait presque Cortez pour l'audace et l'habileté; il lui était très inférieur au point de vue moral. Lorsqu'il commença son entreprise, il n'eut, pour entraîner ses compagnons, qu'à leur citer l'exemple de Cortez et de sa troupe héroïque. Il reçut fréquemment des renforts et des provisions. La conquête faite, il échoua complètement dans la tâche où Cortez avait réussi, celle d'édifier un nouveau gouvernement à la place de celui qu'il avait détruit. En réalité Pizarro était de la race des gens de sac et de corde. Il finit assassiné par quelques-uns de ses compagnons. Après lui, les colons établis au Pérou se querellèrent et le pays fut pour un temps livré à un effroyable régime de conspirations et de guerres civiles. Le tort n'en revient pas uniquement à Pizarro. Les successeurs d'Alexandre avaient donné un exemple du même genre.

Recherche de l'El Dorado. Hernandez de Soto (1539-1542).

L'exploration et la conquête des régions situées sur le continent, au nord des grandes îles du golfe du Mexique, avaient été tentées plusieurs années avant que fût connue l'existence des civilisations brillantes du Mexique et du Pérou. En 1512 Juan Ponce de Léon, un des compagnons de Colomb, conquérant et premier gouverneur de Porto-Rico, l'imagination enflammée par les récits merveilleux des romans de chevalerie, cherchait, dans le dédale des îles Bahama, une fontaine dont les eaux, assuraient les Indiens, avaient la vertu de rendre la jeunesse. Il ne trouva pas la source miraculeuse, mais il débarqua, le dimanche des Rameaux, jour des Pâques fleuries (Pasqua de Flores), sur un point de la presqu'île qui termine au sud-est le territoire des États-Unis actuels, au point où fut fondée bientôt après Saint-Augustine. Il donna au pays le nom de Floride qui lui est resté. Quelques années plus tard, revenant d'Espagne avec une commission qui l'autorisait à conquérir, lui aussi, un empire, il vit ses équipages repoussés et décimés par les indigènes à la première tentative de débarquement. Cet accueil le fit renoncer à ses projets. Un autre navigateur, Vasquez de Aillon, ne fut pas plus heureux (1525) dans ses efforts pour s'emparer d'une partie de la côte située un peu plus au nord et qu'il avait nommée Chicora. Les expéditions de Vasquez de Aillon et d'autres du même genre, comme celle de Gomez, un compagnon de Magellan, sur divers points de la côte de l'océan Atlantique au nord de la Floride, n'eurent d'autre but que l'enlèvement d'indigènes pour combler les vides faits dans les plantations d'Hispaniola et des autres îles par le travail écrasant imposé aux Indiens. Le missionnaire Las Casas, indigné du spectacle de cette extermination d'une race par l'effroyable usure du labeur incessant sous le fouet, suggéra l'idée de remplacer les Indiens par des noirs africains. L'idée fut adoptée et trouva partout une grande faveur. Ce philanthrope vécut assez longtemps pour se repentir du conseil qu'il avait donné.

Le même Panfilo de Narvaez qui avait été chargé de ramener à Hispaniola, les fers aux pieds et aux mains, le conquérant du

Mexique, et qui avait été battu et fait prisonnier par lui, débarqua avec 300 hommes, en 1528, à l'ouest de la Floride sur le continent, près de la baie d'Appallachee. Voulant explorer l'intérieur du pays, il parvint à travers d'épaisses forêts de pins, un fouillis inextricable de végétation, des marécages et des rizières profondes, à la baie de Pensacola. On construisit des barques et l'on suivit la côte jusqu'au Mississipi. Une tempête dispersa ces coquilles de noix. Narvaez fut emporté au large et ne reparut plus. Ses compagnons, jetés çà et là sur les côtes ou sur les îles, y périrent de faim ou de maladie. Quatre d'entre eux cependant réussirent à gagner la confiance des Indiens en se faisant passer pour devins et médecins et partagèrent pendant huit ans la vie misérable de ces sauvages, puis ils atteignirent Mexico après d'étranges aventures, ayant traversé la Louisiane, le Texas et tout le nord du Mexique par la Sonora jusqu'au Pacifique. Ces aventures ont été racontées par l'un des quatre explorateurs, Alvar Nunez Cabeça de Vaca, dans un récit intéressant mais où abondent les exagérations fantastiques et les inventions grossières.

La plus étonnante de ces expéditions espagnoles sur le territoire des futurs États-Unis est celle de Ferdinando ou Hernandez de Soto. Cet aventurier, ancien compagnon de Pizarro, s'était brillamment distingué au Pérou. De retour en Espagne il avait gagné la faveur de Charles-Quint et obtenu le gouvernement de Cuba avec un pouvoir absolu sur toute la partie du continent américain appelée vaguement Floride. De Soto avait l'imagination remplie des récits fabuleux qui trouvaient crédit à cette époque, relatant les richesses inouïes de certaines populations au fond de la contrée mystérieuse située au nord des possessions espagnoles. Il suffisait de percer l'enceinte de forêts vierges, de marécages et de détritus sauvages qui en protégeait l'accès, pour arriver au pays de l'or et des pierres précieuses, pour trouver plus de butin que n'en avaient donné le Mexique et le Pérou. Lorsque de Soto laissa entendre en Espagne qu'il était résolu à entreprendre l'aventure, on vint en foule s'enrôler sous sa bannière. Des gens vendirent leurs terres pour s'équiper et le suivre. Il choisit six cents hommes et fit voile, en conquérant, pour Cuba. La même fièvre d'aventure saisit les habitants de cette île; on vit des vieil-

lards s'attacher à l'expédition. Lorsque de Soto débarqua sur la côte de la Floride, dans la baie de Tampa, 1539, il avait avec lui un millier de combattants et trois cents chevaux. Douze prêtres accompagnaient cette petite armée; des fêtes religieuses furent célébrées en grande pompe au milieu des forêts vierges. Alors commença une marche extraordinaire à travers des régions inconnues. Le seul mobile qui poussait une telle troupe et son chef à braver tant de périls, était l'espoir de trouver un peuple riche dont le pillage permettrait à tous ceux qui pourraient jamais atteindre de nouveau l'Espagne, d'y rentrer accablés sous le poids de leurs richesses [1].

Le hasard des indications vagues ou sciemment trompeuses des Indiens paraît avoir seul guidé de Soto dans ce voyage épique. De la Floride, l'armée remonta vers le nord à travers toute la Géorgie, inclina à l'ouest, et traversa la partie septentrionale de l'Alabama en contournant l'extrémité de la chaîne des Alleghanys. On atteignit la rivière Alabama et on en suivit le cours jusqu'à l'embouchure. Près de Mobile un terrible combat dut être livré aux Indiens. 2500 de ceux-ci périrent, mais la victoire coûtait à de Soto 18 morts, 150 blessés et près de 80 chevaux. L'expédition s'enfonça de nouveau dans le nord et traversa le pays habité alors par les Chickasaws. Elle faillit y périr. Les Indiens ayant réussi à mettre le feu au campement des Espagnols, ceux-ci perdirent tout, armes, vêtements, provisions; les chevaux et les porcs furent brûlés, les soldats durent se couvrir de peaux de bêtes. Sept jours après cette catastrophe, deux ans après le débarquement dans la baie de Tampa, de Soto arriva au Mississipi. Le premier des Européens, il contempla les eaux bourbeuses de l'énorme cours d'eau qui vivifie l'immense plaine centrale des États-Unis. L'armée franchit le fleuve, s'avança vers le nord jusqu'à la région du bas Missouri, reprit la direction du sud, et entra dans l'Arkansas, hiverna dans le pays montueux où le Washita prend sa source, au nord de la rivière Rouge, puis au printemps descendit le cours du Washita jusqu'au Mississipi (1542). De Soto, accablé d'inquié-

1. La source originale pour l'expédition de Soto est le récit du témoin oculaire portugais, gentilhomme d'Elvas (*one of the company*), publié en 1557 pour la première fois, puis reproduit en 1609 en anglais par Hakluyt.

tudes, voyant mourir autour de lui chevaux et gens, n'inspirant plus aux natifs cette terreur qui était pour sa troupe le principal élément de sécurité, déçu dans toutes ses espérances de découvertes, de conquêtes et de richesses, tomba dans une mélancolie profonde, fut pris d'une fièvre maligne et mourut. Ses compagnons voulurent cacher la mort du grand chef aux Indiens, et le corps de Soto fut jeté silencieusement dans la nuit au milieu du courant du fleuve. Moscoso, le nouveau gouverneur, désigné par de Soto lui-même, n'avait qu'un désir, retourner le plus tôt possible dans un lieu où il pourrait jouir d'un sommeil paisible. Après avoir encore longtemps erré dans l'ouest, les survivants de l'expédition résolurent de construire des navires pour regagner la mer par le fleuve. Ils parvinrent non sans peine à mettre à l'eau sept brigantins non pontés, frêles barques que le moindre choc eût brisées, s'y entassèrent, et, après trois mois de navigation sur le Mississipi et dans le golfe du Mexique, arrivèrent en 1543, au nombre de trois cent onze, à un établissement espagnol récemment fondé au Mexique, Tampico, sur la rivière Panuco.

Saint-Augustine (1564) et Santa Fé (1581).

Pendant que de Soto errait à l'ouest du Mississipi, une troupe de 350 Espagnols et de 800 Indiens réunie par les ordres du vice-roi du Mexique, Mendoza, avait longé, partant de Culiacan, les côtes du golfe de Californie, remonté le Rio Colorado, puis le Rio Gila jusqu'à sa source, franchi la Sierra Madre et arrivait au Rio Grande del Norte. Vasquez Coronado, chef de l'expédition, remonta la rivière et s'enfonça au nord dans le désert, peut-être jusqu'au quarantième degré. Aux plaines arides succédaient les rudes montagnes du Colorado. On n'avait rencontré que quelques misérables villages indiens : rien à conquérir, rien à piller. La triste issue de l'expédition de Soto et les résultats négatifs de celle de Coronado dégoûtèrent définitivement de la Floride les amateurs d'aventures. Ils cessèrent de chercher l'El Dorado dans l'Amérique du Nord et poursuivirent désormais leur chimère sur les rives de l'Orénoque. Mais le zèle religieux était plus difficile à décourager. Un moine dominicain, Louis Cancello, obtint du gou-

vernement espagnol l'autorisation de se rendre dans le pays pour y tenter la conversion pacifique des infidèles. Un navire fut équipé et consacré solennellement à cette œuvre pieuse. Louis Cancello devait emmener et rendre à leurs tribus des Indiens qui avaient été enlevés comme esclaves. A peine débarqué, il fut massacré par les natifs avec deux autres moines.

Le gouvernement espagnol ne songea à prendre pied solidement dans la Floride que lorsque l'amiral de Coligny, en France, eut obtenu de Charles IX des lettres patentes pour établir une colonie calviniste sur un point de la côte d'Amérique. En 1562 Coligny envoya une expédition qui éleva un fort sur le territoire actuel de la Caroline du Sud. Le chapitre qui suit celui-ci raconte la triste issue de cette tentative d'établissement. A la nouvelle que des huguenots voulaient prendre possession d'une terre revendiquée par l'Espagne comme faisant partie de la région comprise sous la dénomination générale de Floride, Philippe II envoya une flotte commandée par Pedro Melendez de Avilez dont la double mission comportait la destruction de l'établissement huguenot et la colonisation effective de la Floride. Melendez arriva en Amérique, en vue du rivage qu'il cherchait, le jour de Saint-Augustin. Il donna ce nom au point où il débarqua (1564) et au fort qu'il y éleva, devenu depuis la ville de Saint-Augustine, le premier établissement européen permanent dans les limites actuelles des États-Unis.

En 1580, un frère franciscain, Augustin Ruyz, résolut d'explorer les régions de l'intérieur du continent situées au nord du Mexique, traversa tout le pays du sud au nord, atteignit le Rio Grande vers le milieu de son cours et le remonta jusque près de sa source. L'année suivante (1581), Antonio de Espejio, avec un corps de soldats et d'Indiens, compléta l'exploration, donna au pays le nom de Nouveau-Mexique et fonda Santa Fé, la plus ancienne ville des États-Unis après Saint-Augustine.

CHAPITRE V

EXPLORATIONS FRANÇAISES

Verazzani (1524). Jacques Cartier et la Nouvelle-France (1534-1542). — Coligny, Jean Ribault et Laudonnière (1562-1564). Le drame du fort Caroline. De Gourgues (1565-1568).

Verazzani (1524). — Jacques Cartier et la Nouvelle-France (1534-1542).

Les Espagnols fondaient leur prétention générale à la possession de toute l'Amérique sur la découverte de Colomb, sur une bulle pontificale et sur un traité de partage avec le Portugal plaçant le Brésil hors de la règle commune. Leur titre particulier sur la Floride, c'est-à-dire sur une étendue illimitée de la côte de l'Atlantique, sur toute la côte nord du golfe du Mexique et sur la plus grande partie du territoire méridional des États-Unis, s'appuyait sur les explorations et découvertes de Ponce de Léon, de Narvaez et de Soto, de même que les voyages des Cabot en 1497-1498 constituèrent le titre originaire anglais sur toute la région côtière qui s'étend de l'extrême nord au golfe du Mexique [1]. Quant aux revendications de la France sur le même continent ou du

1. Un Portugais, Cortereal, longea (en l'an 1500) toute l'étendue des rivages américains du 30° au 50° degré de latitude et mourut dans un combat contre des naturels qu'il voulait enlever pour les vendre comme esclaves à Lisbonne. Bancroft dit que le mot Labrador fut donné, en souvenir de sa tentative criminelle, à la région qui en avait été le théâtre. Les aventuriers du Portugal ne firent aucune autre visite au nord de l'Amérique. Leur attention était portée d'un autre côté; Cabral venait de découvrir le Brésil.

moins sur la partie située à l'ouest des monts Alleghanys (vallées des grands lacs et du Saint-Laurent, du Mississipi et de ses affluents), elles furent fondées non sur l'exploration de Verazzani, qui avait été devancée par celle des Cabot, mais sur la découverte du golfe et du fleuve Saint-Laurent et sur l'occupation de l'île d'Orléans par Jacques Cartier et Roberval.

Christophe Colomb était Génois, Amerigo Vespucci Florentin. John Cabot était né à Gênes, son fils Sébastian à Venise. L'Italie fournissait ainsi des navigateurs, et non les moins illustres, à tous les peuples d'Europe qui s'occupaient d'entreprises maritimes, à l'Espagne, au Portugal, à l'Angleterre. Ce fut encore un capitaine de navire florentin, Verazzani, qui fit le premier voyage d'exploration des côtes d'Amérique préparé en France aux frais du gouvernement royal. François Ier chargea Verazzani d'explorer les côtes septentrionales du Nouveau Monde, déjà visitées depuis vingt ans par des marins bretons, normands et basques, et de lui adresser une relation sur les résultats de son voyage. Le rapport du navigateur à François Ier est la plus ancienne description originale des rivages et de la population aborigène des États-Unis actuels. Le capitaine florentin partit en 1524 avec une flotte qui devait croiser sur les côtes d'Espagne. Il la quitta à l'île de Madère avec une seule caravelle, le *Dauphin*, et arriva après une pénible traversée de cinquante jours au 34e degré de latitude (Wilmington, Caroline du Nord). Pendant cinquante lieues vers le sud il chercha vainement une anse pour y jeter l'ancre. Virant de bord, il longea la côte jusqu'à l'entrée de la baie de New-York et, plus loin encore, parvint à la baie de Narragansett. Il séjourna quinze jours dans le havre de Newport. Les yeux des matelots, hallucinés par la folie de l'époque, trouvaient au sol des reflets indiquant la présence de l'or. Les naturels étaient très doux, d'une simplicité extrême. Il n'en fut plus de même à mesure que l'on se rapprocha du 50°, terme de l'exploration. Les sauvages de ce côté se montrèrent hostiles. Il est probable qu'ils avaient été déjà victimes de quelque perfidie et que des blancs étaient venus pratiquer chez eux l'industrie lucrative de l'enlèvement. Verazzani rentra en France en juillet. On ne sait ce qu'il devint après deux autres

voyages, dont le dernier est resté problématique. La bataille de Pavie et ses suites enlevaient à François I[er] tout loisir de s'occuper des choses du Nouveau Monde [1].

Neuf ans plus tard (1534), Chabot, amiral de France, qui s'intéressait aux pêcheurs de l'île de Terre-Neuve et aux régions où leur industrie avait chance de se développer, chargea un marin de Saint-Malo, Jacques Cartier, d'explorer les côtes américaines voisines du grand banc. Cartier partit avec deux bâtiments, fit le tour de Terre-Neuve, dont on ne savait jusque-là si elle était une île ou une péninsule, découvrit et nomma la baie des Chaleurs et celle de Gaspe, en prit possession au nom du roi en plantant une croix surmontée des armes françaises sur la pointe du promontoire, et entra dans le large estuaire du fleuve Hochelaga (Saint-Laurent), mais se hâta de rentrer avant l'hiver à Saint-Malo. Il avait fait la traversée d'Europe à Terre-Neuve en vingt jours; le retour en prit trente à peine. On ne pouvait imaginer un voyage plus rapide et plus heureux. La renommée de ce succès mit la Nouvelle-France à la mode parmi les courtisans. Le roi fit préparer une seconde expédition, et quelques jeunes gentilshommes s'embarquèrent avec Cartier. Celui-ci emmenait sur trois navires une compagnie de colons. Le départ eut lieu en grande pompe. On passa au nord de l'île Anticosti le jour de saint Laurent et Cartier donna ce nom au golfe ainsi qu'au fleuve qui vient s'y déverser. Remontant ce cours d'eau large comme un bras de mer, il arriva à une île chargée de vignes (île de Bacchus ou d'Orléans). Les navires jetèrent l'ancre au pied du promontoire où devait s'élever un jour Québec. Cartier remonta le fleuve dans une barque jusqu'à l'île de Hochelaga, où résidait un chef huron. Au milieu de l'île se trouvait une haute colline, qui reçut le nom de Mont Réal. Il contempla du sommet une immense étendue de forêts, d'eaux et de plaines, qui est devenue la riche et prospère province du haut Canada. Il s'en revint passer l'hiver dans l'île Bacchus, où ses hommes eurent à souffrir beaucoup du froid, des privations, du scorbut et aussi du

1. Hakluyt parle de trois voyages de Verazzani, d'autres témoignages n'en mentionnent que deux. D'après Bancroft, Verazzani alla se reposer à Rome des fatigues de sa carrière maritime.

désappointement de n'avoir trouvé aucun indice de mines d'or, d'argent ou de pierres précieuses. La colonie étant démoralisée, Jacques Cartier rembarqua tout son monde et fit voile pour la France après avoir élevé sur l'emplacement abandonné une croix surmontée d'un bouclier aux armes de France, ainsi qu'il avait fait dans la baie de Gaspe lors de son premier voyage. Le récit de ces aventures refroidit sensiblement l'enthousiasme pour la



Le golfe du Saint-Laurent, établissements français.

colonisation. Quatre années s'écoulèrent sans tentative nouvelle. Enfin, en 1540, pendant la courte période de paix qui suivit la troisième lutte entre François Ier et Charles-Quint, un gentilhomme picard, François de la Roque, seigneur de Roberval, personnage considérable dans sa province, obtint de François Ier le titre de seigneur de Norimbega, vice-roi et lieutenant général de tous les territoires et îles situés près du golfe ou sur les rives du Saint-Laurent : Canada, Hochelaga, Saguenay, Terre-Neuve, Belle-Isle, Cap-Breton et Labrador, avec l'autorisation de faire des conquêtes et d'établir une colonie. Jacques Cartier fut engagé pour l'expédition projetée avec le titre de capitaine général et de chef pilote. Malheureusement, les deux hommes ne s'entendirent pas. Cartier partit le premier (1541)

avec cinq vaisseaux, s'établit dans l'île d'Orléans, où il bâtit un fort, eut à lutter contre les dispositions hostiles des indigènes, passa dans l'inaction un long et triste hiver et se rembarqua au printemps de 1542 pour la France. Près de Terre-Neuve il rencontra Roberval qui arrivait avec une seconde troupe et qui voulut, mais en vain, le déterminer à rebrousser chemin. Roberval lui-même, après avoir aussi passé l'hiver à l'île d'Orléans, dut renoncer à fonder une colonie sérieuse avec des éléments empruntés presque exclusivement aux prisons. Ses sujets lui causèrent mille soucis. Il lui fallut en pendre un, en mettre plusieurs aux fers, en faire fouetter d'autres. Dégoûté de la vice-royauté, il ramena ses colons récalcitrants et rentra dans sa gentilhommière de Picardie. Après quelques années de repos, l'ambition le reprit et il s'engagea dans un troisième voyage, mais pour n'en jamais revenir. On n'eut de lui et de son équipage aucune nouvelle.

Ce fut fini pour cinquante ans. On ne pensa plus à la Nouvelle-France. Le royaume était en proie à la guerre civile, aux luttes religieuses, à Catherine de Médicis et aux tristes Valois. Qui pouvait avoir l'esprit tourné aux idées de colonisation?

Coligny, Jean Ribault et Laudonnière (1562-1564). Le drame du fort Caroline. De Gourgues (1565-1568).

L'amiral de Coligny eut pourtant sous Charles IX l'idée de fonder en Amérique une colonie huguenote sur quelque point où aucune nation européenne n'eût encore fait acte de possession. Ce fut une tentative particulière, à laquelle l'État ni la nation n'eurent point de part. Coligny envoya une première expédition au Brésil, sous le commandement du vice-amiral de Bretagne, Durand de Villegagnon. Un fort fut construit dans la baie de Rio de Janeiro. Mais Villegagnon se montra incapable et infidèle et les Portugais détruisirent l'établissement.

Coligny ne se découragea pas. Il organisa une seconde entreprise et la confia à un Dieppois, Jean Ribault, huguenot de fermes convictions et marin expérimenté. Ribault partit (1562) avec deux navires pour la Floride, que l'amiral lui avait assignée pour des-

tination. On voulait un climat doux, et la Floride, abandonnée en fait par les Espagnols en dépit de leurs prétentions sur toute la côte septentrionale de l'Amérique, semblait pouvoir être occupée sans qu'aucune rivalité sérieuse en surgît. Le continent américain fut atteint près de l'embouchure du fleuve Saint-John, que l'on nomma rivière de Mai. Ribault suivit la côte vers le nord; les cours d'eau devant lesquels on passait reçurent successivement les noms de Seine, de Loire, de Garonne. Enfin on arriva à l'entrée de la baie de Port-Royal, que l'on prit pour l'estuaire d'un grand fleuve. Le lieu parut très propice pour l'établissement d'une colonie. Ribault construisit un fort, qu'il nomma Caroline en l'honneur du roi Charles IX, y laissa vingt-six huguenots pour garder la place jusqu'à son retour et rentra en France avec les navires. La petite colonie ne prospéra point. Le chef était violent et cruel; ses soldats le tuèrent, puis le mal du pays les saisit; ils construisirent un mauvais brigantin et y montèrent sans prendre la précaution de se munir de vivres suffisants. Affaiblis par la famine, ils furent accostés par un côtre anglais qui débarqua sur les rivages de France les plus décharnés de ces malheureux et emmena les autres prisonniers en Angleterre (1563). Il n'est pas impossible que les informations données à quelques personnages de la cour par ces Français captifs aient provoqué en partie les premières tentatives des Anglais pour fonder un établissement permanent en Amérique.

L'année suivante (1564), la paix ayant été momentanément rétablie entre Charles IX et les huguenots, Coligny reprit son projet de colonisation de la Floride. Les récits les plus merveilleux avaient cours sur ce pays : on y jouissait d'un climat si salubre que la durée de la vie y était doublée; la contrée d'ailleurs devait recéler des mines d'or. Les colons affluèrent, tous protestants : on en remplit trois bâtiments que Coligny confia à René de Laudonnière. Celui-ci avait déjà fait le premier voyage. Il parvint en soixante jours en Amérique par la route habituelle des Canaries et des Antilles. La baie de Port-Royal, qui ne pouvait que suggérer de pénibles souvenirs, fut évitée, et un nouveau fort Caroline fut élevé à l'entrée de la rivière de Mai. Les relations avec les Indiens furent d'abord excellentes; ces sauvages regardaient les

blancs comme des êtres supérieurs dont ils attendaient protection. Mais les colons, bons huguenots, amis sincères de leur patrie et fervents croyants, n'en étaient pas moins des sujets fort turbulents et peu commodes à diriger. En dépit des recommandations qu'avait faites Coligny au départ, ces soldats ne se transformaient pas en cultivateurs; les vivres se firent rares et bientôt il fallut arracher de force aux Indiens leurs faibles provisions de maïs. Le découragement fit de rapides progrès; rien n'arrivait de France. On résolut de partir et on commença à construire des brigantins. Au milieu des préparatifs arriva le négrier John Hawkins qui venait de vendre une pleine cargaison d'esclaves dans les Indes Occidentales. Il se montra très bienveillant, fournit des vivres et laissa même un bâtiment. L'embarquement définitif allait avoir lieu quand arriva à son tour Jean Ribault avec de nouveaux colons qui avaient emmené leurs familles et émigraient sans idée de retour. Il apportait encore à la colonie des vivres, des instruments pour tous métiers, des animaux domestiques de diverses espèces. Il n'était plus question de partir; la France et la foi calviniste allaient prendre pied sur le continent américain.

Mais l'Espagne veillait. Quelques hommes avaient quitté la colonie huguenote en s'emparant de deux petits bâtiments de la colonie avec lesquels ils se mirent à poursuivre en pirates les navires de commerce espagnols. Ils furent pris et la plupart vendus comme esclaves. Quelques-uns échappèrent et revinrent au fort Caroline, mais pour y trouver une condamnation à mort. Ce châtiment ne suffit pas aux Espagnols, qui résolurent de se venger. Ils ne pouvaient supporter l'intrusion d'étrangers dans une partie de leur domaine, laisser un établissement rival menacer leur monopole commercial dans les Antilles et dans l'Amérique centrale, souffrir que l'hérésie calviniste vînt s'implanter à côté même de possessions catholiques du royaume. Philippe II trouva un agent capable de comprendre et d'exécuter ses desseins dans Pedro Melendez de Avilez, aventurier qui avait fait sa carrière et sa fortune dans les Antilles. Des actes inouis de cruauté et aussi peut-être des malversations lui avaient valu une condamnation après enquête. Le roi d'Espagne, qui estimait sa valeur et voulait user de ses services, lui remit la moitié de son amende et lui confia une mission en Floride.

Melendez s'engageait à fonder en ce pays une colonie de cinq cents hommes dont cent marins et à y transporter douze prêtres et quatre jésuites. Le roi lui donnait le titre de gouverneur à vie de la Floride et de grands avantages de toute sorte, pécuniaires surtout. L'article fondamental du traité était la destruction de l'établissement calviniste. La nouvelle que des huguenots fondaient une colonie en Floride avait excité en Espagne un accès de fanatisme. Melendez eut plus de monde qu'il n'en voulait. Aux trois cents soldats que le roi lui donnait, il joignit deux mille cinq cents personnes, marins, soldats, prêtres, paysans, ouvriers, dont il s'engagea personnellement à payer les services. Une tempête dispersa la flotte et Melendez arriva à Porto-Rico avec le tiers seulement de son effectif. Sans attendre le reste, il remit à la voile pour la Floride, nota en passant, comme emplacement de la colonie qu'il voulait fonder, l'entrée d'une baie à laquelle il donna le nom de Saint-Augustin, et se mit à la recherche de l'établissement français. Ribault venait d'arriver depuis quelques jours lorsque parurent les voiles espagnoles. On demanda à l'étranger qui il était et ce qu'il voulait : « Je suis, répondit-il, Melendez d'Espagne, envoyé par mon roi avec l'ordre strict de pendre ou décapiter tous les protestants dans ces parages. J'épargnerai tout Français qui sera catholique; les hérétiques mourront. »

La flottille française n'était pas de force à résister; elle leva l'ancre et partit. Melendez la poursuivit vainement et retourna à Saint-Augustin. Il débarqua le jour de la Nativité de la Vierge, prit possession du sol au nom de Philippe II proclamé monarque de toute l'Amérique du Nord, et commença la construction de la ville [1].

Ribault, de retour au fort Caroline, estima qu'il y avait plus de sûreté à prévenir l'attaque des Espagnols qu'à l'attendre. A peine avait-il quitté le port qu'une tempête terrible éclata. Tous ses navires furent brisés contre les rochers à une grande distance au sud du fort Caroline. Les équipages purent se sauver à terre. Melendez résolut de mettre à profit sans tarder l'aide que la nature

1. En anglais Saint-Augustine.

venait de lui donner. Les vaisseaux, abrités dans le port de Saint-Augustin, avaient peu souffert. Il prit cependant le parti d'attaquer par terre, comptant avec raison surprendre la colonie à l'improviste et sans défense. Il fit traverser à ses troupes les marécages et les forêts vierges qui séparaient Saint-Augustin du fort Caroline et enleva la position d'assaut en quelques instants. Alors le carnage commença : hommes, femmes, enfants, rien ne fut épargné. L'œuvre sanglante achevée, une messe fut dite, une croix élevée, et la première pierre d'une église solennellement posée. Quelques-uns des colons avaient pu s'échapper en se jetant dans les bois, entre autres Laudonnière, Challeux et le peintre Le Moyne qui ont écrit des relations de ce massacre. Ils furent recueillis par un petit bâtiment français qui avait été laissé dans le port. Quant aux naufragés de la flotte de Ribault, ils ne tardèrent pas à être découverts dans les forêts où ils erraient à l'aventure, sans espoir de salut, épuisés, mourant de soif et de faim. Ils capitulèrent, comptant sur un sentiment de pitié. Quelques catholiques eurent la vie sauve, et quelques ouvriers furent vendus comme esclaves. Tous les autres, y compris Ribault, furent massacrés « non comme Français, mais comme luthériens ». Certains témoignages portent à neuf cents le nombre des victimes de Melendez.

La cour de France resta indifférente au sort des huguenots de la Floride. Mais un vaillant gentilhomme calviniste de la Gascogne, Dominique de Gourgues, prit la chose d'une autre façon et résolut de venger l'assassinat de ses coreligionnaires. Il avait bien des raisons de haïr les Espagnols. Parmi les aventures sans nombre dont sa vie avait été remplie, il en était une dont le souvenir lui était particulièrement douloureux. Prisonnier, il avait ramé sur les galères d'Espagne et ce fut une délivrance quand les Turcs le prirent un jour avec le bâtiment où il servait. De Gourgues vendit ses propriétés (1567), reçut quelque argent de ses amis, équipa trois vaisseaux et s'embarqua avec deux cents soldats ou marins pour la Floride avec la seule intention de tuer à son tour ceux qui avaient lâchement tué. Il surprit (1568) un des deux forts élevés à l'embouchure de la rivière Saint-John (San Matheo des Espagnols), pendit ses prisonniers aux arbres et fixa au-dessus de leur tête cette inscription : « J'ai pendu ces gens, non comme

Espagnols ou comme marins, mais comme traîtres, voleurs et meurtriers. »

L'exécution faite, de Gourgues se rembarqua immédiatement pour l'Europe. Bancroft fait cette remarque que les Indiens qui avaient été maltraités à la fois par les Français et par les Espagnols eurent ainsi la satisfaction de les voir s'égorger entre eux. Il est triste d'avoir à ajouter que la cour de France désavoua le gentilhomme gascon et déclara renoncer à toute prétention sur la Floride.

CHAPITRE VI

EXPLORATIONS ANGLAISES

La recherche de l'or. Le passage du Nord-Ouest. — Les monopoles en Angleterre. Gilbert. Walter Raleigh (1584). L'île de Roanoke. — A la fin du XVI[e] siècle, l'Amérique du Nord n'est encore qu'espagnole.

La recherche de l'or. Le passage du Nord-Ouest.

Les voyages des Cabot sur les côtes septentrionales de l'Amérique furent suivis de nombreuses expéditions anglaises du même genre pendant tout le XVI[e] siècle. En 1548 les pêcheries de Terre-Neuve avaient pris assez d'importance pour qu'un acte spécial du Parlement protégeât les marins britanniques qui s'adonnaient à cette industrie. Cent cinquante bateaux français et au moins autant d'Espagne et d'Angleterre fréquentaient chaque année les parages de la *Terre Neuve* et du grand banc. La marine de l'Angleterre ne cessa de se développer sous les derniers Tudors, même pendant le règne de Marie. En 1554 Willoughby et Chancellor partent à la découverte d'un passage vers l'Inde par le Nord-Est. Le premier meurt de froid en Laponie, le second découvre la Russie septentrionale et pénètre jusqu'à Arkhangel. De là datent les premiers rapports commerciaux entre ce pays et l'Europe. Le mariage de la reine avec Philippe II éveilla la curiosité des Anglais sur la langue et la littérature d'Espagne ; les récits des aventures et des voyages des plus célèbres marins espagnols devinrent populaires sur les bords de la Tamise et dans les ports de Londres. Les savants se passionnèrent pour les études géographi-

ques, les marins pour le fameux passage du Nord-Ouest, les aventuriers pour les contrées merveilleuses où l'on trouve de l'or et des pierres précieuses, où l'on espère en trouver du moins. Des insensés vont chercher le métal tant convoité jusqu'au milieu des glaces de la baie d'Hudson. Une pierre rapportée d'un premier voyage de Martin Frobisher dans ces régions fut déclarée par des orfèvres de Londres contenir de l'or. Aussitôt une expédition s'organisa, les volontaires s'offrirent en foule, la reine s'intéressa à l'entreprise. Quinze voiles sont réunies sous le commandement de Frobisher. La flottille se heurte au nord-est de l'Amérique contre d'immenses banquises de glaces flottantes. Après mille dangers et plusieurs navires perdus, l'expédition arrive, déjà profondément découragée, devant une île couverte de la prétendue terre aurifère. On en charge les navires et l'on reprend le chemin de l'Angleterre. L'histoire ne dit pas ce qu'il advint de la cargaison. On cessa d'aller chercher de l'or chez les Esquimaux, mais le problème du passage du Nord-Ouest restait posé et continua à hanter les esprits des marins ambitieux et des géographes. Martin Frobisher avait laissé son nom à l'un des détroits conduisant à ce passage.

De 1577 à 1580 Francis Drake, déjà enrichi par un pillage en règle dans l'Amérique centrale, renouvelle en pirate les exploits de Magellan. Il contourne avec cinq bâtiments le sud de l'Amérique, fait de nombreuses prises sur les Espagnols très étonnés, et qui se croyaient en pleine sécurité dans ces parages inconnus encore du monde européen, ramasse un butin magnifique et, pour le mettre à l'abri de toute attaque au retour, tente de rentrer dans l'Atlantique en prenant à rebours la fameuse route du Nord-Ouest. Il longe vers le nord les côtes occidentales de l'Amérique, entre dans la baie de San Francisco, prend possession du pays qu'il nomme la Nouvelle-Albion, cherche vainement le bras de mer qui doit le ramener dans l'est, et, désespérant de le trouver, traverse le Pacifique et revient en Europe par les Indes Orientales et le cap de Bonne-Espérance, ayant achevé la seconde circumnavigation du globe. Elisabeth, qui convoitait une part du butin, accueille gracieusement le pirate, le fait chevalier et accepte une fête qu'il lui offre à bord de son vaisseau. Pour apaiser les plaintes

CHAPITRE VI

EXPLORATIONS ANGLAISES

La recherche de l'or. Le passage du Nord-Ouest. — Les monopoles en Angleterre. Gilbert. Walter Raleigh (1584). L'île de Roanoke. — A la fin du xvie siècle, l'Amérique du Nord n'est encore qu'espagnole.

La recherche de l'or. Le passage du Nord-Ouest.

Les voyages des Cabot sur les côtes septentrionales de l'Amérique furent suivis de nombreuses expéditions anglaises du même genre pendant tout le xvie siècle. En 1548 les pêcheries de Terre-Neuve avaient pris assez d'importance pour qu'un acte spécial du Parlement protégeât les marins britanniques qui s'adonnaient à cette industrie. Cent cinquante bateaux français et au moins autant d'Espagne et d'Angleterre fréquentaient chaque année les parages de la *Terre Nouvelle* et du grand banc. La marine de l'Angleterre ne cessa de se développer sous les derniers Tudors, même pendant le règne de Marie. En 1554 Willoughby et Chancellor partent à la découverte d'un passage vers l'Inde par le Nord-Est. Le premier meurt de froid en Laponie, le second découvre la Russie septentrionale et pénètre jusqu'à Arkhangel. De là datent les premiers rapports commerciaux entre ce port et l'Europe. Le mariage de la reine avec Philippe II éveille la curiosité des Anglais sur la langue et la littérature d'Espagne; les récits des aventures et des voyages des plus célèbres marins espagnols deviennent populaires sur les bords de la Tamise et dans les ports de l'ouest. Les savants se passionnent pour les études géographi-

ques, les marins pour le fameux passage du Nord-Ouest, les aventuriers pour les contrées merveilleuses où l'on trouve de l'or et des pierres précieuses, où l'on espère en trouver du moins. Des insensés vont chercher le métal tant convoité jusqu'au milieu des glaces de la baie d'Hudson. Une pierre rapportée d'un premier voyage de Martin Frobisher dans ces régions fut déclarée par des orfèvres de Londres contenir de l'or. Aussitôt une expédition s'organisa, les volontaires s'offrirent en foule, la reine s'intéressa à l'entreprise. Quinze voiles sont réunies sous le commandement de Frobisher. La flottille se heurte au nord-est de l'Amérique contre d'immenses banquises de glaces flottantes. Après mille dangers et plusieurs navires perdus, l'expédition arrive, déjà profondément découragée, devant une île couverte de la prétendue terre aurifère. On en charge les navires et l'on reprend le chemin de l'Angleterre. L'histoire ne dit pas ce qu'il advint de la cargaison. On cessa d'aller chercher de l'or chez les Esquimaux, mais le problème du passage du Nord-Ouest restait posé et continua à hanter les esprits des marins ambitieux et des géographes. Martin Frobisher avait laissé son nom à l'un des détroits conduisant à ce passage.

De 1577 à 1580 Francis Drake, déjà enrichi par un pillage en règle dans l'Amérique centrale, renouvelle en pirate les exploits de Magellan. Il contourne avec cinq bâtiments le sud de l'Amérique, fait de nombreuses prises sur les Espagnols très étonnés, et qui se croyaient en pleine sécurité dans ces parages inconnus encore du monde européen, ramasse un butin magnifique et, pour le mettre à l'abri de toute attaque au retour, tente de rentrer dans l'Atlantique en prenant à rebours la fameuse route du Nord-Ouest. Il longe vers le nord les côtes occidentales de l'Amérique, entre dans la baie de San Francisco, prend possession du pays qu'il nomme la Nouvelle-Albion, cherche vainement le bras de mer qui doit le ramener dans l'est, et, désespérant de le trouver, traverse le Pacifique et revient en Europe par les Indes Orientales et le cap de Bonne-Espérance, ayant achevé la seconde circumnavigation du globe. Elisabeth, qui convoitait une part du butin, accueille gracieusement le pirate, le fait chevalier et accepte une fête qu'il lui offre à bord de son vaisseau. Pour apaiser les plaintes

du gouvernement d'Espagne, elle fait rendre une partie des prises; mais Philippe, au lieu d'indemniser les marchands dépouillés par Drake, emploie les richesses restituées à soulever l'Irlande.

Les monopoles en Angleterre. Gilbert. Walter Raleigh (1584). L'île de Roanoke.

En 1579 Humphrey Gilbert, officier distingué et navigateur, qui venait de publier un *Discours tendant à prouver qu'il existe un passage pour aller par le Nord-Ouest au Cathay et aux Indes Orientales*, conçoit le projet de fonder un établissement durable sur la côte d'Amérique. Il s'associe avec son frère Walter Raleigh, dont la faveur près d'Elisabeth était à son aurore, et obtient de la reine des lettres patentes le rendant maître absolu, propriétaire du territoire, seul juge, au civil comme au criminel, dans toute colonie qu'il fondera sur les terres que l'on supposait se trouver entre la Floride au sud et les régions visitées par Sébastian Cabot et ses successeurs au nord.

La concession de la reine à Humphrey Gilbert était un de ces monopoles que la royauté à cette époque, fort à court d'argent et cherchant tous les moyens de se procurer des fonds sans recourir au Parlement, distribuait à ses amis, à ses courtisans et aux marchands, hommes d'affaires et financiers, qui en offraient un prix en espèces sonnantes ou réservaient à la couronne une part de bénéfices. On a vu Elisabeth prendre sans hésiter sa part du butin de Drake sur les Espagnols; plus tard on verra les Stuarts intéressés dans toutes sortes de commerces, licites ou illicites, dans des entreprises de contrebande et jusque dans le trafic de chair humaine que faisaient les négriers entre la côte d'Afrique et les Indes Occidentales. Toutes les branches du commerce et de l'industrie étaient entravées par ces privilèges et monopoles fondés sur le droit de la couronne à diriger la police des foires, marchés et ports et à régler les questions de monnaies et de poids et mesures. Une compagnie avait le monopole du commerce des ouvrages en laine, une autre celui de la vente du vin, une autre celui du fer. Pas une denrée dont la vente n'eût été réservée par privilège et dont les prix en conséquence n'eussent subi une

hausse considérable. La Chambre des Communes, qui n'était pourtant qu'une bien humble autorité en face de la puissante Elisabeth, osa élever la voix (1601) contre tant de monopoles abusifs et tyranniques et discuter un bill tendant à leur suppression. La reine, voyant à quel point ces privilèges multipliés étaient devenus odieux, fit savoir à la Chambre que les abus dont on avait le plus à se plaindre allaient être supprimés, et la Chambre envoya aussitôt des délégués qui remercièrent à genoux la souveraine de sa magnanime condescendance.

La concession de lettres patentes pour l'établissement de colonies dans des terres encore inconnues ou désertes n'avait certes rien de commun avec les privilèges pour la vente de l'huile, du vinaigre, du charbon de terre, du verre, du papier, des cartes, des cuirs, de l'eau-de-vie, donnés à des gentilshommes de la cour qui les repassaient à des traitants et sous-traitants. C'était un moyen fort légitime, le seul efficace, d'organiser l'établissement de postes anglais dans une partie du monde où les Espagnols avaient déjà conquis des empires immenses et où les Français cherchaient également à s'assurer des possessions. Aussi les Stuarts ont-ils suivi l'exemple donné par les Tudors, et les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale ont été ainsi successivement établies par des individus ou des compagnies que la royauté investissait de patentes ou chartes où se trouvaient énumérés tous les droits et prérogatives possibles, même celui de justice et de gouvernement, sur les colonies à établir.

Une première expédition organisée par Humphrey Gilbert ne réussit pas. Il en prépara une seconde (1583), à laquelle Raleigh contribua pour 2000 livres. La flottille arriva devant Terre-Neuve. On prit solennellement possession du pays; des terres furent partagées entre les futurs colons; on ramasssa ce que l'on prit pour du minerai d'argent, puis on remit à la voile pour faire de nouvelles découvertes. Une tempête éclata, le plus gros navire qui portait le minerai sombra et plus de cent personnes périrent, entre autres le minéralogiste allemand qui avait été engagé pour l'examen des métaux précieux à découvrir, et le savant hongrois Parmenius qui devait écrire l'histoire de l'expédition. Gilbert périt lui-même peu de temps après avec un autre bâtiment.

Walter Raleigh obtint aisément de la reine une charte semblable à celle qui avait été concédée à Gilbert. Quelque temps après l'expédition vengeresse de Dominique de Gourgues, Raleigh, âgé de dix-sept ans, avait quitté l'université d'Oxford pour apprendre sous les ordres de Coligny l'art de la guerre et participer aux luttes entre catholiques et huguenots. Il eut pendant cette période (1569-1575) l'occasion d'entendre souvent rappeler par quelques-uns de ses compagnons d'armes, et par Coligny lui-même, des souvenirs de l'essai de colonisation en Floride arrêté par les Espagnols. En Angleterre les récits des captifs de la première expédition calviniste et le témoignage de Hawkins avaient déjà répandu dans le public quelques notions concernant la Floride. Lorsqu'il fut annoncé que sir Walter Raleigh préparait une entreprise qui n'avait plus pour objet les plages glacées du Nord, mais les régions plus fortunées et riches d'où la cruauté espagnole avait chassé les huguenots français, on conçut de magnifiques espérances, et le personnel de l'expédition fut aisément réuni. En 1584 deux navires furent équipés et confiés à Barlow et Amidas qui prirent terre sur la terre américaine à une grande distance au nord de la ville espagnole de Saint-Augustine. Les Anglais se trouvaient au trente-cinquième degré de latitude, près du cap Hatteras. Devant eux s'étendait une plage basse, servant de ceinture à deux bras de mer intérieurs, Albemarle et Pamlico Sounds; au delà, des terres marécageuses qui constituent aujourd'hui la partie septentrionale de l'État de la Caroline du Nord. Les voyageurs rapportèrent en Angleterre des récits extravagants sur la beauté merveilleuse du pays. Raleigh fit hommage à Elisabeth de sa découverte et décora la future colonie du nom de « Virginia » en l'honneur de la reine vierge. Membre du Parlement, il obtint la confirmation de sa patente, le titre de chevalier et le monopole lucratif de la vente des vins dont les bénéfices devaient lui permettre de poursuivre avec vigueur ses plans de colonisation.

En 1585, il engagea une centaine d'aventuriers pour fonder un établissement définitif en Virginie [1]. Raleigh les fit transporter sur

1. Ce nom, donné d'abord à toute la côte américaine depuis le Labrador et le Saint-Laurent jusqu'à la Floride, fut quelques années plus tard réservé à la partie méridionale. Puis il ne servit plus qu'à désigner la province qui est devenue l'État de Virginie.

sept navires commandés par Richard Grenville, un de ses associés. Ralph Lane, gouverneur de la colonie, était accompagné de Cavendish qui devait bientôt après faire le tour du monde, de Hariot, l'historien de l'expédition, et d'un peintre chargé de prendre des vues du nouveau continent, de ses habitants indigènes, de leurs costumes, de leurs danses. La flottille prit par les Canaries et les Indes Occidentales. Le commandant en chef ne voulait point perdre l'occasion de gagner de belles prises sur les Espagnols. Après plusieurs mois on arriva à l'île de Roanoke dans la baie d'Albemarle, choisie comme lieu d'établissement. Pendant que les colons débarqués s'installaient, Grenville explora les côtes voisines jusqu'au fond de la baie de Pamlico. Les Indiens qui habitaient ces rivages firent bon accueil aux Européens, qui ne les en traitèrent pas moins très durement; le vol d'une coupe un jour fut châtié par l'incendie d'un village. Les aventuriers de ce temps n'étaient pas beaucoup plus humains que les compatriotes de Cortez et de Pizarro. Grenville retourna en Angleterre où ses prises lui assuraient un accueil fort distingué. Les Indiens voisins de l'île de Roanoke restèrent encore quelque temps bienveillants et amicaux; ils fournirent aux Anglais des provisions; le climat était salubre et la colonie ne comptait pas un seul malade. Des troupes partirent de divers côtés en exploration. Hariot étudia les mœurs des indigènes et les productions du pays, le maïs, dont la culture donnait un merveilleux rendement, le tabac, la pomme de terre. Lane remonta le Roanoke, qui se jette au fond de la baie d'Albemarle. Un Indien lui avait raconté que les eaux de ce fleuve sortaient d'un rocher si près de l'océan Pacifique que l'écume de la mer parfois venait retomber dans la source; que le minerai d'or abondait dans le pays; que les tribus de la rivière savaient travailler l'or et qu'elles habitaient une ville dont les murs étaient étincelants de pierreries. Lane ne douta pas que ces fables n'eussent un fonds de vérité et s'en fut à la recherche de la ville aux pierres précieuses. Le manque de vivres le ramena bientôt à Roanoke. Informé que les Indiens, effrayés de la puissance des armes à feu des Européens et convaincus que ces gens étaient venus pour exterminer toute leur race, tramaient un complot, il se rendit aussitôt avec plusieurs de ses soldats près de l'un des chefs les plus

actifs du voisinage, qui le reçut sans défiance. A un signal concerté, Lane et les siens se précipitèrent sur les malheureux sauvages et les massacrèrent jusqu'au dernier.

Les explorations faites du côté du nord, jusque sur les rivages de la Virginie actuelle, firent connaître la baie de Chesapeake et démontrèrent que de ce côté était l'avenir de la colonisation. Les émigrés cependant commençaient à souffrir du mal du pays. Ils attendaient vainement des provisions et des nouvelles d'Angleterre. C'est dans cette disposition que les trouva Francis Drake revenant de la mer des Antilles avec vingt-trois navires. La guerre avait été déclarée entre l'Angleterre et l'Espagne, et l'amiral Drake envoyé avec une flotte puissante pour détruire le commerce espagnol dans les Indes Occidentales. Il avait pris Saint-Domingue et Carthagène, brûlé deux petits postes de la Floride et s'en venait, en reprenant le chemin de l'Angleterre, visiter le domaine de Walter Raleigh dont il était l'ami. Il se montra disposé à fournir à Lane tout ce qui pouvait être utile au développement de la colonie. Il lui offrit des bâtiments, des vivres, deux officiers expérimentés pour continuer les explorations. Mais une tempête mit l'escadre en grand péril et détruisit les navires et barques dont Drake venait de faire présent à la colonie. Lane partageait le découragement de ses hommes, et Drake céda au désir unanime des colons de renoncer à l'entreprise. Il ramena tout le monde en Angleterre. « Ces exilés d'un an s'étaient familiarisés avec les amusements favoris des léthargiques Indiens. Ils introduisirent dans la Grande-Bretagne l'usage du tabac [1]. »

Lane et ses compagnons s'étaient crus à tort abandonnés par Raleigh. Quelques jours après leur départ arrivait un navire qu'il leur avait dépêché tout chargé de provisions, et qui, ne trouvant plus personne, dut remettre à la voile pour l'Angleterre. Quinze jours plus tard Grenville apparut à son tour sur la côte avec trois bâtiments à la recherche du « paradis du monde ». Pour conserver à l'Angleterre la possession du pays, il laissa quinze hommes à Roanoke.

Raleigh s'obstina malgré les pertes que lui infligeait cette série

1. Bancroft.

d'insuccès. Mais il prit des mesures pour que sa colonie ne fût plus cette fois une société de chercheurs d'or ou de déclassés oisifs. Hariot qui revenait de la Virginie témoigna de l'excellence du climat et de la fertilité du pays. On n'accepta que des émigrants accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants, résolus à faire du Nouveau Monde leur *home* pour toujours. John White fut nommé gouverneur de l'établissement; il emportait avec lui une charte d'incorporation et un projet de gouvernement municipal pour la future ville de « Raleigh ». Les navires furent remplis de provisions de toute espèce, surtout d'instruments aratoires, d'ustensiles de ferme. En juillet la flottille arriva sur les côtes de la Caroline et jeta l'ancre devant Roanoke, mais les quinze hommes laissés par Grenville avaient disparu, le fort était en ruines, les murs déjà envahis par la végétation. On retrouva quelques ossements; les malheureux gardiens des droits de la Grande-Bretagne sur la terre américaine avaient été massacrés par les Indiens. Raleigh avait recommandé que la colonie allât s'établir sur un point de la baie de Chesapeake. Mais le commandant de la flottille, pressé d'aller croiser dans les Antilles, refusa d'explorer les rivages et force fut à White de rester à Roanoke. Les fondements de la ville de « Raleigh » furent posés à l'extrémité nord de l'île, où l'on voit encore aujourd'hui quelques vestiges de cet éphémère établissement, au milieu des quelques cabanes de pêcheurs qui représentent la civilisation sur ce coin désolé de l'Amérique. On essaya de se tenir en bonnes relations avec les Indiens du voisinage. Un de leurs chefs, Manteo, fut baptisé et fait baron lord de Roanoke. Mais des querelles surgirent et les colons bientôt se virent entourés d'ennemis. Quand le dernier des bâtiments qui les avait amenés dut repartir pour l'Angleterre, l'épouvante les prit; ils se voyaient abandonnés à tout jamais et supplièrent le gouverneur de s'embarquer pour veiller lui-même à l'envoi des vivres et des renforts. Ils pouvaient avoir confiance en lui, car il laissait au milieu d'eux sa fille mariée à un des colons, et sa petite-fille, le premier enfant européen né sur le territoire des États-Unis, Virginia Dare.

A la fin du seizième siècle, l'Amérique du Nord n'est encore qu'espagnole.

Lorsque White arriva en Angleterre, tout le pays était dans un émoi extraordinaire. L'Espagne envoyait dans les mers du Nord une flotte qui devait anéantir les forces navales de la Grande-Bretagne. Philippe II avait juré de détruire ce foyer d'hérésies pestilentielles. L'invincible Armada allait venger Rome de l'insolence des Tudors. Grenville, Raleigh, Lane, avec Frobisher, Hawkins et Drake, tous les marins, tous les aventuriers, tous les navigateurs étaient appelés à se lever pour la défense de leur patrie menacée par le despote du Midi. Raleigh cependant, malgré les angoisses de l'heure présente, n'oublia pas sa colonie, et, tout en se préparant à prendre rang parmi les combattants contre l'Armada, trouva le temps de dépêcher White avec deux navires en Virginie. Mais cet agent infidèle n'eut garde de laisser échapper l'occasion de ramasser quelque bon butin. Il attaqua des Espagnols, se fit battre et ses deux bâtiments durent rentrer en Angleterre. Ce fut la ruine de la malheureuse colonie de Roanoke. Il ne fut plus possible de songer à elle qu'après la destruction de l'invincible Armada. Même alors, Walter Raleigh, épuisé par de si constants efforts, entièrement ruiné, ne put rien tenter par lui-même et dut céder ses droits à une compagnie de *marchands* et *d'aventuriers*, dont faisait partie le célèbre chroniqueur Hakluyt. Le transfert demanda du temps. La Compagnie dut s'installer avant de songer à une expédition et ce n'est qu'en 1590 que White put enfin partir à la recherche de sa colonie et de sa fille. Il ne retrouva plus ni l'une, ni l'autre. L'île de Roanoke était déserte. Sur l'écorce d'un arbre on trouva inscrit le mot Croatan, qui semblait indiquer que la colonie, pour une raison quelconque, s'était transportée dans cette direction, d'ailleurs inconnue. Aucune tentative ne fut faite pour opérer des recherches et White revint en Angleterre. Raleigh envoya cependant à cinq reprises différentes des marins chercher les traces de ses Virginiens; on ne trouva rien. Quelques historiens ont prétendu que les colons, se voyant abandonnés, avaient accepté d'aller vivre au milieu des Indiens Hatteras, avec lesquels ils s'amalgamèrent, et

que plus tard les traits physiques des hommes de cette tribu semblèrent confirmer ce mélange de sang anglais et de sang indien. Rien de sérieux ne justifie cette conjecture.

Ainsi, à la fin du XVIe siècle, les Espagnols seuls avaient pris pied sur le territoire des États-Unis. En 1564 ils avaient fondé Saint-Augustine dans la Floride et en 1581 Santa Fé dans le Nouveau-Mexique. La conquête de cette dernière région fut achevée (1598) par don Juan de Oñate. Les Français, après avoir exploré toutes les îles du golfe du Saint-Laurent et ce fleuve lui-même avec les îles de Bacchus ou d'Orléans et de Mont Réal, avaient abandonné la Nouvelle-France. L'amiral Coligny avait tenté vainement de fonder un établissement de huguenots sur les rivages luxuriants de la Floride. Les Anglais avaient poursuivi pendant toute la durée du siècle le rêve du passage vers l'Inde par le Nord-Ouest; puis Walter Raleigh avait fait don à la reine Elisabeth de la partie du continent située entre les régions glacées du Labrador et celles où les Espagnols maudits avaient implanté déjà leur domination. Il avait sacrifié toute sa fortune à la création d'une colonie sur la terre virginienne. Mais la lutte pour la vie, en Europe même, contre l'Espagne, et la coupable indifférence d'un marin chez qui le pirate l'emportait sur le père, furent cause que la colonie de Raleigh périt dans son germe. L'Amérique du Nord n'était donc encore qu'espagnole. Pendant le premier quart du XVIIe siècle elle allait devenir en outre, et presque en même temps, anglaise, française et hollandaise.

CHAPITRE VII

PRISE DE POSSESSION DE L'AMÉRIQUE DU NORD PAR LES ANGLAIS, LES FRANÇAIS ET LES HOLLANDAIS (1607-1626)

Gosnold, Pring, Weymouth (1602-1605). Tentatives françaises de colonisation : Port-Royal en Acadie (1607). — Richard Hakluyt. Les Compagnies de Plymouth et de Londres (1607). — Le capitaine John Smith. Débuts de la colonie de Jamestown en Virginie (1607-1609). — Champlain et Hudson. Canada et Nouveaux-Pays-Bas (1608-1626).

Gosnold, Pring, Weymouth (1602-1605). Tentatives françaises de colonisation : Port-Royal en Acadie (1607).

Le courant d'opinion que Raleigh était parvenu à créer en Angleterre en faveur des voyages de découverte et des projets de colonisation en Amérique, survécut à ses mécomptes multipliés. Il avait communiqué à quelques-uns de ses amis sa foi inébranlable dans le succès final. L'un de ces croyants obstinés, Bartholomew Gosnold, reçut le commandement d'un navire équipé par le comte de Southampton et destiné au voyage d'Amérique. Raleigh et Gosnold avaient été frappés des inconvénients de la route maritime suivie jusqu'alors par les explorateurs du Nouveau Monde. White, dans son dernier voyage, avait mis cinq mois pour aller en Virginie en passant par les Canaries et les Antilles et en guerroyant contre les Espagnols. Gosnold résolut de naviguer droit à l'ouest, convaincu que la route serait abrégée de mille lieues marines. Il ne mit en effet que dix-huit jours pour arriver sur les côtes du Massachusetts près du cap Cod (1602). Cartier en avait mis vingt pour atteindre Terre-Neuve. Ils avaient ainsi indiqué

l'un et l'autre la route que parcourent aujourd'hui les grands paquebots transatlantiques. Gosnold suivit le rivage vers le sud, en contournant le cap Cod, entra dans la baie de Buzzard et explora le groupe d'îles dont font partie Martha's Vineyard et Nantucket. Les regards des navigateurs étaient charmés de l'aspect gracieux que présentait cet archipel. Partout des fleurs et des fruits, surtout des vignes. Ils s'établirent dans une des îles nommée Cattyhunk par les Indiens et qui reçut le nom d'Elisabeth. Mais ils étaient en trop petit nombre, vingt-six en tout, pour songer à fonder sérieusement une colonie. On redoutait l'hostilité des Indiens, la famine, les rigueurs inconnues de l'hiver américain. Ils partirent bientôt et le retour ne prit que cinq semaines. Cette expédition, la plus heureuse peut-être qui eût été faite jusqu'alors, car on n'avait perdu personne, et Gosnold avait chargé son navire de racines de sassafras, denrée fort estimée à cette époque, avait duré quatre mois [1].

L'année suivante (1603), des marchands de Bristol confièrent deux vaisseaux à Martin Pring qui explora toute la côte du Maine et releva les embouchures du Penobscot, du Kennebec, du Piscataqua. Pring, après ce premier voyage qui réussit pleinement et d'où il rapportait un plein chargement de sassafras et de fourrures, retourna sur les rivages du Massachusetts les années suivantes, et commença un trafic régulier avec les indigènes. En 1606 il explora de nouveau la région maritime du nord que Weymouth était venu visiter l'année précédente sur un bâtiment frété par le comte de Southampton et par lord Arundel de Wardour. Mais sur cette côte du Maine, depuis la rivière Sainte-Croix (limite actuelle des États-Unis au nord-est) jusqu'au Merrimac, qui sépare

1. Ce que raconta Gosnold, à son retour, des merveilles de la contrée qu'il venait de visiter, excita dans Londres une vive curiosité, dont on retrouve la trace dans une pièce longtemps populaire de Marston, Ben Johnson et Chapman, *Eastward ho!* jouée à Londres vers 1605. Dans une taverne de Billingsgate, trois meurt-de-faim, Seagull, Spendall et Scapethrift, causent de la Virginie. Seagull s'adresse à l'un de ses compagnons : « Je te dis qu'on y trouve plus d'or que nous n'avons de cuivre en Angleterre; ces gens-là, vois-tu, ont leurs marmites en or pur; les chaînes qu'ils tendent dans leurs rues, c'est de l'or massif. Les fers de leurs prisonniers sont en or. Quant aux rubis et aux diamants, ils s'en vont, les jours de fête, en ramasser tant qu'ils veulent sur le bord de la mer pour les coudre aux vêtements de leurs enfants. C'est un bien beau pays, tempéré, plein de toutes sortes de viandes excellentes; on y devient alderman comme on veut.... »

le New-Hampshire du Massachusetts, les Anglais avaient déjà des concurrents.

Un gentilhomme de Bretagne, le marquis de la Roche, voulut reprendre (1598) l'œuvre de Roberval et fonder un établissement français dans le nord de l'Amérique. Il n'y réussit point. Un certain nombre de pauvres gens, enlevés des prisons, furent débarqués dans une île stérile située au sud de l'Acadie (île de Sable) et y périrent presque tous de froid et de faim. Après sept années il en restait encore douze; on les rapatria, et ils furent graciés, le roi Henri IV estimant que leurs souffrances avaient été assez grandes pour balancer tous les comptes. En 1601 le marquis de la Roche mourut. Chauvin, officier de marine, hérita de la patente qui l'autorisait à explorer et à occuper le Canada et toute contrée adjacente « non encore possédée par un prince chrétien ». Il s'associa avec un marchand de Saint-Malo, Pontgravé, qui depuis quelque temps faisait de fort bonnes affaires par l'achat de fourrures à Tadousac, poste de commerce déjà établi à l'embouchure de la rivière Saguenay dans le Saint-Laurent. Chauvin mourut à son tour cette même année et la concession pour la conquête du Canada passa à M. de Chatte, gouverneur de Dieppe. De Chatte et Pontgravé formèrent une compagnie de marchands pour étendre les relations commerciales avec le Canada, c'est-à-dire avec cette partie de la rive méridionale du Saint-Laurent qui était située en face de Tadousac. Pontgravé fit un voyage dans cette région, accompagné d'un navigateur d'une piété extraordinaire unie à un grand courage, à une prudence consommée, à des qualités supérieures à la fois d'organisateur et d'apôtre, Samuel Champlain. Ils remontèrent jusqu'à l'île de Hochelaga, où le village indien qui avait donné l'hospitalité à Jacques Cartier n'existait plus.

A leur retour en France, ils apprirent que de Chatte était mort et qu'un calviniste, Pierre de Gast, sieur de Monts, gentilhomme de la chambre du roi, avait reçu de celui-ci le privilège de faire le commerce des fourrures et d'établir des colonies sur toute l'étendue des côtes américaines, depuis l'embouchure de l'Hudson jusqu'à l'île du Cap-Breton, cette région étant appelée Acadie. De Monts forma une compagnie et quatre vaisseaux furent équipés. Avec l'un Pontgravé eut mission de surveiller la contrebande, le second

fut chargé des achats de fourrures à Tadousac. De Monts prit lui-même le commandement des deux autres et partit assisté de Samuel Champlain et de Poutrincourt pour chercher dans l'Acadie un emplacement convenable, et y établir une colonie.

En 1604, de Monts arriva sur les côtes de la presqu'île Acadie (appelée aujourd'hui Nouvelle-Écosse), doubla au sud le cap Sable, entra dans la baie de Fundy, débarqua Poutrincourt à Port-Royal (plus tard Annapolis), reconnut et nomma la rivière Saint-John, entra dans la baie de Passamaquoddy et s'établit avec Champlain dans une petite île à l'entrée d'une rivière que la colonie baptisa du nom de Sainte-Croix. L'hiver fut très pénible et de Monts résolut au printemps de 1605 de chercher un site où le climat fût moins rude; il longea la côte que Weymouth allait visiter quelques mois après lui et que Pring avait explorée deux ans auparavant; il aperçut le Penobscot, entra dans la baie de Casco et dans la rivière Saco, arriva au cap Cod où il aurait peut-être songé à s'établir s'il n'avait été détourné de ce dessein par l'hostilité des indigènes. Finalement il alla rejoindre le détachement qu'il avait laissé sous les ordres de Poutrincourt, à Port-Royal, et pensait à se fixer en ce point. Mais on apprit bientôt que, sur les réclamations violentes des pêcheurs et marchands de pelleteries français, le privilège concédé à de Monts venait d'être retiré. On abandonna donc même Port-Royal. L'hiver suivant toutefois, Poutrincourt obtint du roi la confirmation de la cession particulière qui lui avait été faite par de Monts, et l'établissement de Port-Royal fut réinstallé, définitivement cette fois (1607). C'était la plus ancienne localité européenne, après Tadousac, dans cette partie de l'Amérique du Nord.

Richard Hakluyt. Les Compagnies de Plymouth et de Londres (1607).

Les Anglais, de leur côté, ne restaient pas inactifs. La recherche passionnée du passage du Nord-Ouest, la rivalité commerciale entre l'Angleterre et l'Espagne, puis entre l'Angleterre et la Hollande, l'émulation excitée par les aventures merveilleuses des *Conquistadores* dans l'Amérique centrale, les séductions irrésis-

tibles de cette carrière maritime où les talents du navigateur profitaient aux exploits du pirate, où la gloire des combats avait pour condiment les profits du commerce, avaient fait surgir cette génération d'hommes de mer qui a fondé la réputation de l'Angleterre comme puissance navale et commencé à faire de cette nation la maîtresse des océans. Les Frobisher, les Drake, les Raleigh ont été les ancêtres des Nelson, des Cook et de tant d'autres. Mais Jacques Ier à son avènement (1603) avait négocié la paix avec l'Espagne. Donc plus d'expéditions de corsaires contre le commerce espagnol dans le golfe du Mexique, plus d'occasions de pillages, d'actes de piraterie à couvrir du prétexte de hauts faits guerriers. Les entreprises pacifiques du commerce et de la colonisation pouvaient seules désormais occuper ce personnel disponible, réduit à l'inaction. Sir Walter Raleigh n'était plus là pour diriger en personne le mouvement. Il avait été jeté à la Tour, impliqué dans un complot dont l'objet était de remplacer Jacques Ier sur le trône d'Angleterre par Arabella Stuart. Son influence n'en continua pas moins à s'exercer par les nombreux amis qu'il avait su se créer et qui partageaient ses aspirations enthousiastes à la conquête du Nouveau Monde par la colonisation. Ses échecs successifs et l'insignifiance des résultats donnés par des voyages isolés comme ceux de Gosnold, de Pring, de Weymouth, démontraient cependant que la fondation d'une colonie était une entreprise dépassant les forces et les ressources d'un seul homme ou d'un groupe trop restreint. Il fallait profiter des exemples récents donnés par le gouvernement français dans l'organisation de compagnies pour le commerce et pour l'occupation du Canada et de l'Acadie. Les gouvernements anglais et hollandais entrèrent en même temps dans cette voie. Dans l'un et l'autre pays venait d'être fondée (1600 et 1602) une puissante compagnie des Indes Orientales, investie du privilège du commerce avec les régions de l'Extrême-Orient par le cap de Bonne-Espérance. Le même système devait être appliqué pour les Indes Occidentales. Il était temps de clore la période d'exploration et de faire un effort décisif pour la prise de possession du continent américain.

Les navigateurs du XVIe siècle, Espagnols, Portugais, Français et Anglais, avaient pour la plupart écrit, dans un langage simple

et pittoresque, des relations de leurs aventures et créé ainsi une branche nouvelle de littérature qui ne manquait à coup sûr ni d'intérêt ni de caractère. Un doyen de Westminster, homme savant et lettré, ami de Raleigh, très versé dans toutes les connaissances qui se rattachaient à la cosmographie et à la géographie, Richard Hakluyt (1553-1618), entreprit de recueillir et de coordonner ces récits de navigation. Il en a laissé en effet une collection précieuse, source principale pour cette époque particulière des annales de la Grande-Bretagne. Il s'était lié avec la plupart des navigateurs et avec les riches négociants qui commanditaient les voyages de commerce; il était en correspondance régulière avec eux. Ses conseils étaient fort recherchés toutes les fois qu'il s'agissait d'organiser une nouvelle entreprise; il avait été un des promoteurs les plus actifs des expéditions les plus récentes en Amérique. Il fut aussi un des fondateurs de la grande association à laquelle Jacques Ier concéda en 1606 par lettres patentes toutes les côtes du Continent américain du 34e au 45e degré de latitude nord, c'est-à-dire du cap Fear à la baie de Passamaquoddy [1].

Cette association fut elle-même divisée en deux compagnies. L'une, composée de personnes nobles, de gentlemen et de marchands de Londres sous le nom de « Compagnie de Londres » ou première compagnie de Virginie, avait le droit d'établir une colonie dans la partie méridionale du territoire concédé par la patente générale, soit du cap Fear à l'embouchure du fleuve Connecticut. La seconde, composée également de personnes nobles, de gentlemen et de marchands, habitant plusieurs villes de l'Angleterre occidentale, notamment Plymouth et Bristol, reçut le nom de seconde compagnie de Virginie ou « Compagnie de Plymouth ». Elle était autorisée à fonder un établissement dans la partie nord du territoire concédé, depuis l'embouchure du Potomac jusqu'à la baie de Passamaquoddy. Aussitôt que l'une des deux sociétés aurait occupé un point quelconque de la région qui lui était réservée (on remarquera qu'au centre une région était commune aux deux

1. La limite septentrionale de cette concession y faisait entrer la plus grande partie de l'Acadie; le 45e degré (qui est la latitude de Bordeaux) passe en effet un peu au sud du cap Canso, mais au nord du point où s'éleva plus tard Halifax, et de Port-Royal que Poutrincourt venait de fonder.

compagnies et devait par conséquent appartenir à celle qui aurait la première exercé effectivement son droit d'occupation), la seconde ne pourrait plus rien fonder à moins de cent milles [1] de distance de ce point. Aucune limite n'était assignée du côté de l'ouest. Dans le sens de la latitude, chacune des deux compagnies avait le droit d'étendre sa juridiction jusqu'à l'extrémité des terres encore inconnues par où l'océan Pacifique pouvait être atteint.

Les personnes nommées dans la charte de la Virginie comme fondateurs de la compagnie de Londres étaient : sir Thomas Gates, sir George Somers, Richard Hakluyt, et Edward-Maria Wingfield. Le même document indique comme fondateurs de la compagnie de Plymouth : Thomas Hanham, Raleigh Gilbert, fils de Humphrey Gilbert, William Parker et George Popham. Parmi les associés de ces derniers figuraient au premier rang sir John Gilbert, frère aîné de Raleigh Gilbert, sir John Popham, frère aîné de George Popham et lord grand juge du royaume, et sir Ferdinando Gorges, gouverneur de Plymouth et l'un des membres les plus actifs de la compagnie.

Weymouth en 1605 avait amené en Angleterre quelques Indiens enlevés sur la côte du Maine. Sir Ferdinando Gorges en prit trois pour en faire des pilotes et des interprètes dans la première expédition préparée par la nouvelle compagnie de Plymouth. Deux bâtiments partirent en 1607 avec ces Indiens et une centaine de colons sous les ordres de Raleigh Gilbert et de George Popham; un fort fut bâti dans une petite île à l'embouchure du Kennebec. L'hiver parut très long et très rigoureux aux colons, qui eurent en outre la mauvaise chance de perdre par l'incendie leur magasin de provisions. Au printemps, un navire vint pour ravitailler la colonie, mais il apportait en même temps la nouvelle de la mort des deux principaux patrons de la compagnie, le frère de Raleigh Gilbert et celui de George Popham. Il y avait des héritages à recueillir. Les chefs s'en allant, personne ne voulut rester; l'établissement fut abandonné (1608). Une tentative faite en 1610 dans l'île de Terre-Neuve ne réussit pas mieux. Sous la direction de sir Francis Popham, fils de l'ancien lord grand juge, des voyages

1. Un mille anglais mesure 1606 mètres.

furent organisés, cependant, avec la pêche pour objet exclusif. Ce fut là toute l'œuvre de la compagnie de Plymouth pendant les vingt-cinq premières années de son existence.

Le capitaine John Smith. Débuts de la colonie de Jamestown en Virginie (1607-1609).

La compagnie de Londres fut plus active. Elle réussit à s'assurer les services d'un brillant soldat de fortune, John Smith[1]. Un ministre d'une grande piété et d'un courage froid et persévérant, Robert Hunt, promit son concours. La compagnie avait, aux termes de la charte, pour principale mission « l'avancement de la gloire divine par la conversion des Indiens et des sauvages à la vraie foi et à la vie civilisée ». Le trésorier de la compagnie était sir Thomas Smith, négociant de Londres, un de ceux, avec Hakluyt, auxquels sir Walter Raleigh avait cédé ses droits en 1589. Il fut décidé que toute somme de douze liv. st. versée à la compagnie donnerait droit à cent acres de terre[2]. Afin d'attirer les émigrants, cent acres furent assurées à toute personne qui se rendrait elle-même en Virginie ou qui paierait le transport d'une autre personne. On espérait ainsi, non seulement favoriser l'émigration personnelle, mais l'envoi en Virginie de travailleurs engageant leurs services pour un temps déterminé. Les concessions de terre étaient sujettes à une légère redevance annuelle nommée *quit-rent*. Les préparatifs pour un premier envoi de colons prirent toute la seconde moitié de l'année 1606. Le 19 décembre, trois navires, dont le plus gros n'excédait pas cent tonnes, mirent à la voile en quête d'un port en

1. John Smith avait commencé sa carrière d'aventures en combattant dans les Pays-Bas pour la cause de l'indépendance batave contre les Espagnols. On le voit passer en France, puis en Italie et en Egypte. Il va s'enrôler sous la bannière des Hongrois pour combattre les ennemis de la chrétienté. Ses exploits contre les Turcs lui valent l'amitié de Sigismond Bathori, prince de Transylvanie (1602). Dans une escarmouche en Valachie, il est blessé et laissé pour mort sur le champ de bataille. Les infidèles le ramassent et le ramènent à Constantinople où il est mis en vente sur le marché comme esclave. Envoyé dans une forteresse en Crimée et soumis aux durs travaux des serfs encore sauvages, il tue son surveillant, réussit à s'évader, traverse la Russie méridionale et la Transylvanie, puis, désabusé de l'Orient, songe à rentrer en Angleterre. Il y rentre en effet, mais après un détour au Maroc où l'avaient appelé des rumeurs de guerre civile. En 1606 enfin il se lie à Londres avec les promoteurs de la compagnie de Virginie et l'Angleterre lui doit sa première colonie sur le nouveau continent.

2. Une acre équivaut à 4000 mètres carrés environ. Un hectare égale 2 acres 1/2.

Virginie pour y débarquer cent cinq personnes résolues à s'établir à demeure dans le pays. Parmi ces cent cinq émigrants on comptait deux douzaines d'ouvriers et d'artisans dont quatre charpentiers, des soldats et des *servants*, et quarante-huit « gentlemen », sorte de gens que l'on pouvait supposer peu enclins à se plier au dur labeur de bâtir des maisons et de défricher le sol. Les personnes notables étaient, outre Newport, qui commandait les navires, Wingfield, un des fondateurs de la compagnie, négociant de Londres, Gosnold, dont un précédent voyage a été signalé, Hunt, le chapelain de l'expédition, et John Smith, qui devait être l'âme de la colonie dans ses premières années comme il en fut ensuite l'historien.

Newport ne connaissait que la route traditionnelle par les îles Canaries et les Indes Occidentales. Les colons occupèrent les longs mois du voyage en querelles et en intrigues. Wingfield fit mettre aux fers John Smith dont il craignait l'influence et l'ambition. On finit par atteindre la côte virginienne. Le hasard heureux d'une tempête fit passer les navires au delà de l'emplacement de l'ancien poste de Raleigh et les jeta dans la magnifique baie de Chesapeake. Les noms des deux fils du roi furent donnés aux promontoires qui forment l'entrée de la baie, cap Henri et cap Charles. On jeta l'ancre à Old Point Comfort, devant un large estuaire, et quelques semaines furent employées à explorer les alentours. Le 13 mai 1607 fut choisi un emplacement à cinquante milles de l'embouchure d'un fleuve qu'on appela James River en l'honneur du roi. Un fort fut construit dans une petite presqu'île sur la rive septentrionale et reçut le nom de Jamestown (ville de Jacques). Le conseil chargé d'administrer la colonie se composait de sept membres, entre autres Wingfield, Newport, Gosnold et Smith. Wingfield fut élu président; Newport et Smith remontèrent la rivière et allèrent saluer, en sa résidence, près des chutes (auj. Richmond), le chef d'une confédération composée d'une quarantaine de petites tribus, l'Indien Powhatan, que les colons décorèrent du nom d'empereur de Virginie et dont la capitale se composait de dix à douze « wigwams ». On évalue à vingt mille âmes environ toute la population indienne du pays à cette époque, entre la baie de Chesapeake et le Blue Ridge, première chaîne des monts Allegha-

nys. C'était un nombre formidable pour cette colonie qui comptait au plus cent individus.

Après le départ de Newport pour l'Angleterre (juin 1607) le découragement s'empara des habitants de Jamestown. Les vivres apportés d'Europe s'épuisaient; la chaleur était insupportable et ne permettait aucun effort physique; la fièvre vint achever l'œuvre du désespoir. Avant la fin de l'été cinquante émigrants, la moitié de la colonie, avaient succombé, parmi eux Gosnold, le plus zélé



La Virginie.

promoteur de l'entreprise. Wingfield, le président, s'appropriait le peu qui restait de provisions et songeait à abandonner ses compagnons d'infortune pour gagner les Indes Occidentales. On dut le déposer.

Smith resta seul maître désormais à Jamestown. Les choses prirent de suite un meilleur aspect. Les Indiens qui étaient hostiles furent tenus en respect. Les colons cessèrent de s'accabler réciproquement de récriminations et d'injures; les magasins de vivres furent ravitaillés par quelques heureuses expéditions, les indigènes ayant récolté leur maïs. La chasse pourvut au reste. Quand

vint l'hiver, il n'était plus question de rentrer en Europe comme on en avait eu maintes fois l'idée. On était abrité, et la famine n'était plus à craindre.

La compagnie avait donné aux membres du conseil l'ordre de faire chercher un passage vers la mer du Sud par les cours d'eau de la Virginie. Smith entreprit donc l'exploration des rivières et des golfes de la grande baie de Chesapeake. Comme il remontait un jour assez haut le Chickahominy, avec un seul compagnon, il fut capturé par les Indiens. Dans le récit qu'il composa l'année même de cette exploration (1608), il dit seulement que le roi Powhatan, devant lequel il fut conduit, le traita avec bienveillance et le remit bientôt en liberté. Quelques années plus tard, écrivant une relation de sa captivité pour la reine Anne, femme de Jacques Ier, en 1616 ou 1617, il embellit son histoire par l'addition d'un épisode romanesque. Au moment où Smith, amené devant Powhatan et condamné à mourir, allait poser sa tête sur le billot, la fille du roi, Pocahontas, enfant de dix à douze ans, se précipitait vers lui et passait ses bras autour du cou du condamné, suppliant son père de lui accorder la vie de l'homme blanc. L'épisode trouva ensuite place dans l'*Histoire générale* de Smith publiée en 1624 [1]. Pocahontas apparaîtra quelques années plus tard, réellement cette fois, dans les destinées de la colonie.

Au commencement de 1608 Newport revint d'Angleterre avec des provisions et cent vingt émigrants. Malheureusement ces recrues étaient des « gentlemen » désœuvrés, semblables à ceux du premier voyage. La compagnie, dont les associés réclamaient un premier dividende, avait envoyé aussi des experts en métaux précieux pour découvrir de l'or, et des orfèvres pour le travailler. Ces braves gens aperçurent quelques grains de mica jaune dans un ruisseau près de Jamestown, et déclarèrent que c'était de la poussière d'or. Une folie s'empara de toutes les têtes; il ne fut plus question que de creuser, fouiller et laver. Newport, assez pauvre intelligence, voulait absolument arriver à la mer du Sud en remontant le James au-dessus des rapides et remporter un chargement

1. Sur la légende de Pocahontas voir : Charles Deane, *Notice présentée à la Société historique du Massachusetts en 1859*; *The North American Review*, janvier 1867; Doyle, *les Colonies anglaises en Amérique*.

d'or. Il perdit près de quatre mois dans ces tentatives et ne se décida à retourner en Angleterre que quand il eut rempli son navire d'une terre absolument dénuée du métal convoité, croyant rapporter des richesses miraculeuses.

Smith qui avait du bon sens, et que révoltaient toutes ces stupidités, put à peine obtenir du commandant du second navire qu'il remplît son bateau de bois de cèdre, de peaux et de fourrures. Au moins la compagnie recevrait-elle un premier envoi de quelque valeur. Les sociétaires à Londres ne furent point satisfaits des nouvelles que leur apportaient les mécontents de la colonie, Wingfield et autres, rentrés avec Newport. Aussi, lorsque celui-ci, à la fin de l'année 1608, arriva pour la troisième fois devant Jamestown avec soixante-dix émigrants dont deux femmes, remit-il à John Smith une lettre des directeurs de la compagnie où était exprimé le plus vif mécontentement de la faiblesse des résultats obtenus en retour de tant de dépenses déjà effectuées. Il était enjoint à Smith de se renseigner exactement au sujet d'un passage vers la mer du Sud, d'envoyer à Londres un morceau d'or réel (sans doute pour apaiser les plaintes des sociétaires), de retrouver quelques traces de la colonie perdue de l'île de Roanoke, enfin de renvoyer des marchandises, en quantité et de valeur suffisantes pour payer les frais du dernier envoi, sous peine pour les colons de se voir abandonnés comme des « gens bannis ». Smith savait bien que la colonie ne pouvait encore se suffire et qu'il lui fallait compter sur les provisions envoyées d'Europe; il prit des mesures énergiques pour contenter la compagnie. Les colons étaient nourris sur un fonds commun de vivres dont le maïs fourni par les Indiens constituait le principal élément. Il fallut désormais travailler pour mériter de manger. Plus de vivres pour les fainéants. Smith mit des cognées aux mains des « gentlemen » et les exerça dans l'art d'abattre des arbres. En peu de temps il en fit des bûcherons passables. Malgré ces efforts, l'hiver (1609) imposa encore de rudes souffrances. Il fallait menacer les Indiens pour leur arracher une partie de leur récolte de grains. Smith dut même disperser les colons et les mettre isolément en pension dans quelques tribus voisines. Puis il écrivit à la compagnie : « J'aimerais mieux avoir une trentaine de charpentiers, fermiers, jardiniers, pêcheurs, coupeurs de bois,

forgerons et maçons, qu'un millier de gens comme ceux que vous avez envoyés jusqu'ici. »

Tels furent les débuts de la chétive et précaire colonie qui, se développant dès lors très lentement mais d'un progrès continu, devait devenir en l'espace d'un siècle et demi la puissante et glorieuse Virginie, le *Old Dominion*. Il y eut encore pendant quelques années, de 1609 à 1615, et même plus tard, de bien mauvais jours à passer, des épreuves terribles à traverser. La colonie fut à plusieurs reprises sur le point de disparaître dans un anéantissement semblable à celui de la « plantation » de Roanoke. Mais elle échappa à la ruine. De la construction du fortin de Jamestown (1607) date réellement l'établissement des Anglais dans l'Amérique du Nord.

Champlain et Hudson.
Canada et Nouveaux Pays-Bas (1608-1626).

Dans cette même année les Français avaient pris possession de l'Acadie, Poutrincourt s'étant de nouveau établi à Port-Royal. L'année suivante (1608), Samuel Champlain, associé pour le commerce des fourrures avec des marchands de Dieppe et de Saint-Malo, partit pour explorer le Saint-Laurent qu'il avait déjà remonté dans une précédente excursion jusqu'à l'île Hochelaga. Il avait remarqué en passant la belle situation commerciale qu'offrait le promontoire formé par le Saint-Laurent et un de ses affluents en face de l'île d'Orléans. Il éleva sur cette pointe rocheuse quelques huttes, un comptoir et une église, et ce hameau s'appela Québec, la ville qui pendant cent cinquante ans appartint à la France et que se disputèrent pour y trouver le même jour leur tombeau ces deux héros, Wolfe et Montcalm : Québec, aujourd'hui encore une ville presque française, de 80 000 habitants, et capitale d'une province où la population française constitue la majorité.

Quelques mois après avoir fondé ce poste, Champlain, désireux de parcourir les vastes régions qu'il espérait placer sous la domination de la France, se joignit à une bande d'Indiens Hurons ou Algonquins, dans une expédition contre les Iroquois qui dominaient au sud du Saint-Laurent. Il remonta la rivière Sorel et pénétra dans le lac Champlain qui garde la mémoire de son nom.

Tandis qu'il explorait les rivages de cette vaste nappe d'eau, un autre Européen, Hudson, marin anglais au service de la Hollande, remontait le fleuve magnifique qui arrose l'État de New-York et arrivait à peu près au point où s'élève aujourd'hui Albany. Ces deux hommes préludaient ainsi, à leur insu, aux luttes sanglantes dont l'étroit intervalle qui sépare le lac Champlain du cours supérieur du fleuve Hudson devait être si longtemps le théâtre entre deux nations rivales, résolues à ne point se supporter ensemble sur le même continent. Les Hollandais fondèrent sur la découverte d'Hudson leur prétention à la possession de la côte de l'Amérique septentrionale qui s'étend de la baie du Sud ou baie du Delaware jusqu'au delà du cap Cod, et à laquelle ils donnèrent le nom de « Nouveaux Pays-Bas ». Une Compagnie, après avoir fait quelques explorations dans les eaux voisines de l'embouchure de l'Hudson, obtint des États-Généraux (1614) un privilège exclusif de commerce dans la région. C'est seulement en 1626 que l'île de Manhattan fut achetée aux Indiens pour soixante florins (environ cent cinquante francs) et qu'un fort fut construit sur l'extrémité sud de l'île, entouré d'une palissade de bois de cèdre, et nommé New-Amsterdam, centre d'un petit village qui s'accrut d'abord très lentement, mais qui avant la fin du XVIIe siècle s'appellera déjà la ville de New-York.

Documents et ouvrages à consulter.

(CHAPITRES IV A VII.)

Collections italiennes, espagnoles, anglaises et françaises des récits de voyages et expéditions aux Indes Occidentales et dans l'Amérique du Nord aux XVe et XVIe siècles, notamment : — PETER MARTYR of Anghiera, *De novo orbe Decades*, 1530. — GRYNÆUS, *Novus orbis Regionum ac Insularum*, Basiliæ, 1532. — RAMUSIO (G.-B.), *Navigationi e Viaggi*, Venetia, 1554-1565. — HAKLUYT (Richard), *The principal navigations, voyages*, etc., London, 1599-1600. — PURCHAS, *His Pilgrims*, London, 1625-26. — BARCIA, *Historiadores primitivos*, Madrid, 1749. — NAVARRETTE (Martin-Fernandez de), *Coleccion de los Viajes y Descubrimientos....*, Madrid, 1825-27. — TERNAUX-COMPANS (H.), *Voyages, relations et mémoires originaux pour servir à l'histoire de la découverte de l'Amérique*, Paris, 1837-41.

Historiens : OVIEDO Y VALDES (G.-F. de), *Natural Hystoria de las Indias*, Toledo, 1526; *Historia general*, Salamanca, 1547. — GOMARA (Francisco-Lopez de) *Historia general de las Indias, Cronica de la Nueva España con la Conquista de Mexico*, etc., Saragosse, Venise, Anvers, 1554-1560. — LAS CASAS (B. de), Œuvres, Séville, 1552; *Historia apologetica de las Indias Occidentales*, édit. de Madrid, 1875. — HERRERA (Antonio de), *Historia general de los Hechos.....*,

Madrid, 1601-1615. — Diaz del Castillo (Bernal), *Historia verdadera de la Conquista de la Nueva España*, Madrid, 1632. — Muñoz (J.-B), *Historia del Nuevo Mundo*, Madrid, 1793. — Ixtlilxochitl (Fernando de Alva). *Horribles crueldades de los Conquistadores de Mexico*, Mexico, 1829. — Al. de Humboldt, *Examen critique* de l'histoire de la Géographie du Nouveau Continent. Paris, 1836-1839. — Prescott. *Conquest of Mexico, Conquest of Peru*.

Récit de l'expédition de Soto par un Portugais d'Elvas, témoin oculaire, 1557. Traduction anglaise dans Hakluyt. — Garcilaso de la Vega, *la Conquête de la Floride*, édit. de Lisbonne, 1605, trad. par Richelet. 1670; éd. de La Haye, 1735. — Barcia, *Ensayo cronologico para la historia de la Florida*, 1723. — De Bry, *Peregrinationes in Indiam Orientalem et Occidentalem* (Collection des *Grands et petits voyages*). Francfort. 1590-1634.

Bazanier, *Histoire notable de la Floride, contenant les trois voyages faits en icelle en 1562, 1564 et 1565*. — Le Moyne de Morgues. *Brevis narratio eorum quæ in Florida Gallis acciderunt duce Laudoniere*, dans De Bry. — Le Challeux, *Histoire mémorable du dernier voyage aux Indes. lieu appelé Floride, par le capitaine Jean Ribault*, Lyon, 1566. — *La Reprinse de la Floride, par le capitaine Gourgues*, dans Ternaux-Compans. — Laudonnière (René de). *Histoire notable de la Floride*, Paris, 1586. — De Thou. *Histoire de son temps*.

L'Escarbot (Marc). *Histoire de la Nouvelle-France*, 1609; 3e édit, Paris, 1617. — Charlevoix (P.-F.-X. de), Soc. Jés., *Histoire générale de la Nouvelle-France*. Paris. 1744. — Relations des Jésuites, contenant ce qui s'est passé de plus remarquable dans les Missions des Pères de la Compagnie de Jésus dans la Nouvelle-France, ouvrage publié sous les auspices du gouvernement canadien; 3 vol., Québec. 1858. vol. I, de 1611 à 1626 et de 1632 à 1641. — Parkman (Francis), *Pioneers of France in the New World*. — Winsor (Justin), *Narrative and Critical History of America*. Boston, 1886. vol. IV. *French Explorations and Settlements*.

Sur les premiers essais de la colonisation anglaise : Oldys, *Raleigh*; Tytler, *Raleigh*; Hakluyt; Purchas; Forster. *Northern voyages*; Belknap, American Biography.

LIVRE II

FONDATION ET DÉVELOPPEMENT DES COLONIES ANGLAISES AU XVIIe SIÈCLE LES FRANÇAIS AU CANADA

CHAPITRE VIII

LA VIRGINIE SOUS LA COMPAGNIE DE LONDRES (1609-1625)

Lord De la Warr. Thomas Dale. Argall. — Première législature virginienne (1619). Constitution écrite (1621). Déchéance de la compagnie (1625).

Lord De la Warr. Thomas Dale. Argall.

La compagnie de Londres était une simple association commerciale n'ayant d'autre privilège que de pouvoir envoyer des colons en Virginie afin d'obtenir par leur travail des produits suffisants à couvrir ses dépenses et à laisser un bénéfice. Le roi s'était réservé tous les pouvoirs de gouvernement sur la colonie. Il nommait lui-même les membres du grand conseil de direction résidant en Angleterre et c'est lui qui avait aussi fixé la composition du premier conseil local. Jacques Ier avait été jusqu'à rédiger tout un code de lois pour les colons. L'expérience de deux années démontra la fragilité de ces arrangements. Du conseil local nommé par Jacques Ier en 1607 il ne restait deux ans plus tard que John Smith. Celui-ci avait réussi à éliminer successivement ceux de ses collègues que la mort n'avait pas enlevés ou le découragement ramenés en Angleterre. La compagnie se plaignait de ne recueillir aucun fruit de ses sacrifices, et donnait à Newport, son agent de transports en Virginie, les instructions les plus extravagantes touchant les objets vers lesquels il devait principalement

diriger l'activité des colons. On songeait encore à la découverte de mines d'or. La persistance de cette illusion depuis Frobisher et Raleigh ne saurait étonner si l'on songe que les Anglais voyaient tous les ans se succéder en Espagne les arrivages de galions lourdement chargés de l'or d'Amérique. Cependant la compagnie ne perdait pas courage : elle demandait aux colons de lui expédier, à défaut d'or, quelques produits industriels et leur envoyait à cet effet des ouvriers habiles en diverses fabrications, telles que la verrerie. La réputation de la Virginie s'était fort répandue et les vicissitudes de cette entreprise coloniale inspiraient dans la métropole un grand intérêt. Des personnages influents entrèrent en 1609 dans la compagnie et lui firent obtenir de nouveaux statuts qui modifiaient complètement son caractère et accroissaient largement ses moyens d'action. Par la patente de 1609 le roi abandonnait ses droits de gouvernement sur la colonie, et les transférait au conseil de la compagnie organisée en corporation. Ce conseil, nommé une première fois par le roi, serait ensuite renouvelé au fur et à mesure des vacances par l'assemblée générale des sociétaires. Il aurait tout pouvoir d'édicter des ordonnances et de faire des lois pour la Virginie, avec la seule restriction que ces lois fussent aussi conformes que possible à celles d'Angleterre. Le conseil local était remplacé dans la colonie par un gouvernement nommé par le conseil de Londres et chargé d'exécuter ses instructions. Le serment de suprématie, c'est-à-dire de soumission à l'Église établie d'Angleterre, devait être exigé de tous les émigrants. Le titre de la compagnie était : Le trésorier et la compagnie d'*aventuriers* et de *planteurs* de la ville de Londres pour la première colonie de la Virginie.

Les « aventuriers » étaient les actionnaires qui risquaient leurs fonds dans l'entreprise en recevant en échange de leur versement une concession de terres, ou envoyaient à leurs frais des serviteurs « engagés » pour cultiver leurs propriétés. Les « planteurs » étaient les émigrants qui aventuraient leurs personnes en allant eux-mêmes peupler, défricher, exploiter la « plantation ». La compagnie, réorganisée, envoya aussitôt en Virginie neuf vaisseaux avec cinq cents hommes sous le commandement de sir Thomas Gates, l'un des principaux fondateurs de l'ancienne société.

Lord De la Warr était nommé gouverneur et devait suivre de près cette expédition. Une tempête dispersa la flotte et brisa le navire de Gates sur les récifs des îles Bermudes. Les autres arrivèrent dans la baie de Chesapeake avec trois cent cinquante hommes. Ces colons avaient été pris pour la plupart dans la lie de la population, et n'étaient disposés ni à obéir, ni à travailler. Smith ne put en venir à bout. D'ailleurs il fut blessé quelque temps après par l'explosion d'un baril de poudre et dut retourner en Angleterre. Il laissait dans la colonie environ quatre cents hommes, des armes, des provisions, des marchandises pour trafiquer avec les Indiens, des chèvres, des moutons, quelques chevaux. Jamestown se composait d'un fort, d'une église, et d'une cinquantaine de maisons en bois. Malheureusement il n'y avait encore que trente à quarante acres de terre en culture et les colons, pour se nourrir, étaient toujours obligés de compter comme ressource principale sur le maïs acheté ou extorqué aux Indiens.

Après le départ de Smith la colonie tomba rapidement dans un état de confusion et de détresse extrêmes. L'influence personnelle du capitaine avait seule jusqu'alors conservé aux relations avec les Indiens un caractère amical. Ceux-ci devinrent hostiles et les colons se virent condamnés à la famine. Les provisions gaspillées et les animaux abattus, il fallut courir le pays pour chercher du maïs. Les bandes isolées furent massacrées; en moins de six mois les quatre cents hommes laissés par Smith étaient réduits à soixante et si ces malheureux n'avaient été secourus, ils n'auraient pu vivre encore plus de dix jours [1]. Lorsque Gates, après un séjour de neuf mois aux îles Bermudes, où il lui avait fallu construire deux petits bâtiments pour emmener ses cent cinquante hommes, débarqua à son tour à Jamestown (1610), la situation lui parut désespérée. Il résolut de renoncer à l'établissement, et de ramener tout le monde en Angleterre. Ainsi la colonisation sur le James River était sur le point d'aboutir au même insuccès que celle de Raleigh sur l'île Roanoke, lorsque lord De la Warr arriva avec trois bâtiments chargés de vivres. Le gouverneur était un homme énergique; de plus, il avait des pouvoirs absolus. Il con-

1. Cette époque de misère est restée célèbre dans les annales de la colonie sous le nom de *the Starving time*, le temps de la Famine.

traignit les colons à rester, et, résultat plus extraordinaire, à travailler. Lord De la Warr ne put rester longtemps en Virginie, mais il y laissa un remplaçant digne de lui, sir Thomas Dale (1611), qui établît le régime de la loi martiale et dirigea les colons avec une main de fer. La peine capitale fut édictée même pour de simples délits. Un colon qui tuera un mouton ou exportera des marchandises sans l'aveu du gouverneur sera pendu. Si un boulanger ne donne pas le poids exact, il aura les oreilles coupées; s'il récidive, il sera mis à mort. L'assistance aux offices religieux est obligatoire sous les peines les plus sévères. Ces mesures énergiques donnèrent en peu de temps un merveilleux aspect à la colonie. Bientôt arrivèrent de nouveaux émigrants, au nombre de trois cents, avec sir Thomas Gates, et ce fut désormais un mouvement continu d'Europe en Amérique. Lorsque Dale eut sept cents hommes à Jamestown, il commença à fonder quelques établissements sur le haut de la rivière et distribua des terres aux *indented servants* (serviteurs engagés), ne leur demandant en retour qu'une redevance de grains. Les colons se dispersèrent dans les plantations isolées. Après avoir longtemps acheté du maïs aux Indiens, ils furent en état de leur en vendre à leur tour [1]. La culture du tabac fut commencée en 1615. Le plus grand service que Dale rendit à la colonie fut la substitution du système de la propriété individuelle au régime de la propriété en commun qui avait été en vigueur jusque-là. En résumé, même après le gouvernement réparateur de lord De la Warr, Dale avait trouvé une colonie luttant encore pour une existence douteuse; il la laissa solidement établie. Aussi son départ (1615) fut-il un événement fâcheux pour la Vir-

1. La petite Indienne Pocahontas, fille du roi Powhatan, avait, depuis 1609, pris l'habitude d'apporter des corbeilles de maïs à Jamestown. En 1613 quelques difficultés ayant surgi entre les indigènes et les Anglais, l'aventurier Argall s'empara de Pocahontas qui fut gardée comme otage. La guerre eût pu sortir de cet incident. Mais tandis que Powhatan discutait le montant de la rançon de sa fille, celle-ci inspirait un vif attachement à l'un des colons, John Rolfe, qui résolut de l'épouser. Pocahontas fut baptisée et Powhatan donna son consentement au mariage. En 1616 la femme de John Rolfe s'embarqua pour l'Angleterre et fut présentée à la reine sous le nom de lady Rebecca par le capitaine Smith. Elle plut beaucoup à la cour par la grâce, la distinction et la douceur de ses manières. Mais elle ne pensait qu'à revoir son pays. Elle s'étiolait sous ce climat brumeux et froid et mourut au moment où elle se préparait au retour, 1617. Elle avait un fils qui s'établit en Virginie. C'est de lui que descendit l'illustre famille des Randolph. D'autres familles virginiennes font également remonter leur origine au petit-fils de Powhatan, l'*empereur* du pays de la rivière James.

ginie. Yeardley, son successeur, était un fort honnête homme, mais d'un caractère faible. Tous les anciens défauts des colons, la paresse, la mutinerie, reparurent. Les affaires empirèrent encore sous Argall, successeur de Yeardley. Celui-là, un vrai pirate, volait audacieusement la compagnie et les colons. Provisions, serviteurs, navires, il accaparait tout pour son propre usage. Jamestown, le chef-lieu, était en pleine décadence; les bâtiments publics tombaient en ruines; à peine une dizaine de maisons étaient habitables. Il est vrai que les plantations isolées prospéraient, ce qui encouragea la compagnie à faire de nouveaux efforts.

Première législature virginienne (1619).
Constitution écrite (1621). Déchéance de la compagnie (1625).

Un changement heureux venait de se produire dans le personnel dirigeant de la corporation. A la suite d'une lutte passionnée entre les factions rivales, le trésorier Smith fut destitué et remplacé par Édouard Sandys, homme honnête, éclairé et libéral. Argall, dont la tyrannie discréditait la Virginie et arrêtait le mouvement d'émigration, fut déposé et remplacé par Yeardley, dont le premier acte, sur l'ordre de la compagnie, fut de convoquer une législature de la colonie, composée de délégués élus par les planteurs (1619). Désormais la Virginie eut ses deux chambres sur le modèle du Parlement anglais : le conseil nommé par le roi, la Chambre des *Burgesses*, élue par les colons à raison de deux représentants pour chacune des onze plantations entre lesquelles la colonie était divisée. Tous les hommes libres (cette qualification excluait non seulement les Indiens et les noirs, mais aussi les *indented servants*) étaient électeurs. Le gouverneur, le conseil et les Burgesses composaient l'assemblée générale dont la mission fut de voter les taxes et d'élaborer les lois nécessaires pour le gouvernement de la colonie. En 1621 le comte de Southampton, ami de Sandys et son successeur comme trésorier de la compagnie, envoya à la Virginie une constitution écrite, sanctionnée par une ordonnance formelle de la corporation et confirmant les concessions libérales de 1619. Ce précieux document fut apporté à Jamestown par

Wyatt. Les Virginiens s'attachèrent avec une ardeur passionnée à leurs institutions nouvelles. L'attrait de la liberté et les perspectives de richesses ouvertes par la culture du tabac firent de nouveau affluer les colons. Dans la seule année 1620 sir Edward Sandys en envoya 1200; de 1619 à 1621, 3500 personnes émigrèrent en Virginie [1]. Il y avait bien, parmi ces arrivants, quelques vagabonds, des repris de justice, du gibier de prison, que le roi avait ordonné d'embarquer pour le Nouveau Monde. Les colons protestèrent vainement contre ce genre d'envoi qui fut souvent renouvelé par la suite. Quelques-uns de ces déportés firent souche d'honnêtes gens. Les cultures prenaient une large extension: des vignes furent plantées; on établit quelques verreries et fonderies. On manda d'Angleterre des maîtres d'école; des tribunaux furent installés dans les diverses plantations.

En 1619 eut lieu la première importation, en Virginie, de noirs d'Afrique. Un capitaine hollandais débarqua vingt nègres et les vendit comme esclaves. Dès 1567 sir John Hawkins, qui allait chercher des noirs sur la côte africaine pour les vendre en contrebande à Hispaniola où le commerce anglais était interdit, avait réussi à intéresser la reine Élisabeth à ses entreprises et à ses profits de négrier. On adopta en Angleterre ce principe que la loi chrétienne n'était pas faite pour les païens, et les Virginiens ne crurent violer aucune loi divine ou humaine en achetant des nègres avec l'intention de les garder, eux et leurs descendants, comme esclaves pour la vie. Du reste, dans les premiers temps,

1. « Peu de femmes avaient encore osé traverser l'Atlantique, mais maintenant des chances sérieuses de prospérité décidèrent quatre-vingt-dix personnes « agréables, jeunes et honnêtes » à réaliser les vœux de la compagnie et à suivre les avis bienveillants de Sandys, en s'embarquant pour la colonie où elles étaient assurées d'un excellent accueil. Elles furent transportées aux frais de la corporation et mariées à des serviteurs de la compagnie ou à des colons en situation de les faire vivre et disposés à rembourser les frais de passage, qui furent rigoureusement réclamés. La tentative, qui avait été en partie une spéculation commerciale, eut un plein succès et l'année suivante on décida un nouvel envoi de cent jeunes femmes. Après quelques délais, soixante demoiselles de bonne éducation, « jeunes, belles et bien recommandées », furent embarquées. A ceux qui les prirent pour femmes, la compagnie demanda cent cinquante livres de tabac pour chacune d'elles et rentra ainsi dans toutes ses dépenses. La dette contractée pour prendre femme fut considérée comme une dette d'honneur, privilégiée sur les autres. La compagnie, dans la répartition des emplois, donna la préférence aux gens mariés. Les liens de famille se formèrent ainsi en Virginie, au grand profit des bonnes mœurs et des habitudes d'économie, et le flot de l'émigration grossit rapidement. » (Bancroft.)

très peu de noirs furent importés; vers le milieu du siècle on en comptait à peine un pour cinquante blancs dans la colonie.

Nul n'avait songé à réduire les Indiens en esclavage. Ces sauvages, qui savaient et osaient se défendre, paraissaient d'une race supérieure aux noirs. On pensait plutôt à les convertir; la compagnie donna dix mille acres de terre pour la fondation d'un collège où les enfants des Peaux-Rouges seraient instruits à côté de ceux des blancs. Un triste incident vint arrêter brusquement le cours de ces projets. Les colons vivaient très dispersés. Il y avait peu de villages, mais beaucoup d'habitations isolées, centres de vastes propriétés. Les communications avaient lieu surtout par les rivières dont le pays était sillonné. Cette dispersion avait paru jusqu'alors peu dangereuse, les relations entre colons et Indiens étant restées très amicales. Les indigènes circulaient partout, on les recevait sans défiance dans toutes les habitations. Mais Powhatan, le meilleur ami des blancs, était mort en 1618. Son successeur, Opechancanough, les détestait. Pendant quatre ans il sut dissimuler sa haine, préparant un massacre général. Un planteur fut un jour tué par un Indien que tuèrent à son tour deux des serviteurs de la victime. Ce fut le signal (1622). Si l'éveil n'eût été donné par un indigène, bien peu des colons auraient échappé. En un seul jour 350 furent égorgés sur 4 000 environ que contenait la Virginie. Beaucoup purent profiter à temps de l'avis donné et se refugièrent à Jamestown.

En Angleterre, les affaires de la compagnie allaient fort mal. Au point de vue commercial, son entreprise avait été un insuccès. Les actions étaient tombées à vil prix et les assemblées générales d'actionnaires, divisées en deux factions (celle de Thomas Smith et des royalistes, celle de Sandys et de Southampton et des libéraux), étaient devenues un champ clos politique. Southampton venait de l'emporter sur ses adversaires et avait été élu trésorier. Il était du parti qui commençait en Angleterre à soutenir les droits du Parlement et de la nation contre la prérogative royale. Gondomar, l'ambassadeur d'Espagne, dont l'influence était très grande à la cour, et qui rêvait d'étouffer en germe la colonie naissante, rivale redoutable pour la Floride, réussit par ses intrigues à persuader à Jacques Ier que cette compagnie, dont les membres

appartenaient pour la plupart à l'opposition, ne pouvait être qu'une « pépinière de parlementaires séditieux ». Les discussions intestines qui déchiraient la corporation donnaient beau jeu à ses adversaires. La nouvelle du massacre de 1622 lui porta le coup de grâce.

Jacques Ier pour se venger de la réélection du comte de Southampton comme trésorier (1623) saisit le prétexte de griefs formulés dans une pétition que lui adressa la faction de la cour contre la corporation. Des commissaires furent nommés pour faire une enquête sur la situation générale de la société; les archives furent saisies. Smith, interrogé, exposa les fautes commises dans les premières années, et sa déposition permit de colorer la déchéance, déjà décidée, du nom d'acte de justice à l'égard de la colonie. Le roi par un ordre du conseil déclara que, les malheurs de la Virginie ayant été causés par le mauvais gouvernement de la corporation, il reprenait lui-même le contrôle direct des affaires coloniales. La compagnie ne se rendant pas, le roi fit dresser contre elle un acte d'accusation (*writ of quo warranto*) et envoya en Virginie une commission d'enquête dont John Harvey et Samuel Matthews firent partie, deux noms destinés à figurer plus tard dans les annales de la colonie. La commission arriva à Jamestown en 1624. L'Assemblée fut aussitôt convoquée; elle demanda d'abord que les gouverneurs ne fussent plus investis d'un pouvoir absolu et qu'aucune atteinte ne fût portée à la liberté des assemblées populaires. L'anxiété était si vive qu'on résolut d'envoyer un agent en Angleterre et qu'une taxe de quatre livres de tabac par habitant fut levée pour subvenir aux frais de cette mission.

L'esprit de liberté s'était déjà profondément implanté chez les Virginiens. Il leur importait peu de relever d'une compagnie ou du roi, pourvu qu'ils pussent élire leurs délégués, se taxer eux-mêmes, et voter leurs propres lois. Les commissaires essayèrent en vain de l'intimidation et des promesses pour obtenir une pétition visant le rappel de la charte sous laquelle leur constitution actuelle avait été fondée. Pour mieux affirmer ses droits, l'assemblée vota cette déclaration de principe contre la taxation arbitraire : « Le gouvernement ne soumettra à aucune taxe les

colons, leurs terres et leurs biens, autrement que par l'autorité de l'assemblée générale; l'impôt sera levé et employé comme la dite Assemblée le décidera. » Les commissaires, de retour en Angleterre, firent leur rapport au roi. Ils louaient la fertilité du sol et la salubrité du climat et attribuaient à la négligence de la compagnie les désastres qui avaient frappé l'établissement naissant. Les plantations avaient une grande importance nationale et resteraient comme un monument glorieux du règne de Jacques I[er]. Les commissaires conseillaient le retour à la constitution originelle de 1606. Les libertés populaires concédées, non dans l'intérêt de la colonie, mais comme une conséquence de la forme démocratique de la compagnie de Londres, ne pouvaient aboutir qu'à la confusion et à l'anarchie. La compagnie et son trésorier furent condamnés et la charte abrogée (1625).

Ainsi finit, après dix-sept années d'existence, la compagnie de Virginie. Elle avait fondé la colonie, assuré sa durée; elle commençait à la peupler; elle l'avait enfin dotée d'une forme libérale de gouvernement. Elle ne pouvait rien de plus, et sa disparition ne causa pas de regrets. Même en Amérique on fut assez indifférent à son sort. La Virginie était déjà assez forte pour vivre sans aide. Nous la verrons, sous le gouvernement du roi, laissée le plus souvent à elle-même, ne s'en plaignant point et s'exerçant à l'autonomie. C'était encore cependant un fort modeste établissement, limité au nord par la rivière York, au sud par la rivière James, la grande artère de la colonie, à l'ouest par les chutes du fleuve où quelques hardis pionniers seuls s'étaient jusqu'alors aventurés, établissant leurs *log-houses* (huttes de bois) sur les sept collines où s'élèvera Richmond. Sur les deux rives du James se succédaient les plantations. En amont de Jamestown était le petit bourg de Henrico avec son collège indien. Jamestown même, qui s'intitulait fièrement James City depuis deux ou trois ans, se composait encore d'une palissade, de quelques maisons en bois ou en briques, d'un fortin et d'une église qui servait de local à l'assemblée des burgesses, en même temps qu'elle suffisait aux besoins religieux de la capitale de la Virginie. Dans la presqu'île formée par les deux rivières vivaient environ trois mille colons, hommes, femmes, enfants, serviteurs blancs et esclaves noirs.

CHAPITRE IX

LA VIRGINIE PROVINCE ROYALE (1625-1677)

Lois de 1624. Le tabac. John Harvey (1629-1639). — Sir William Berkeley, gouverneur (1641). Soumission des Indiens. La Virginie en 1649 d'après un contemporain. — Le gouvernement des puritains (1652-1660). La Restauration. — L'insurrection de Bacon (1676-1677).

Lois de 1624. Le tabac. John Harvey (1629-1639).

Par la chute de la compagnie, la Virginie devint une colonie ou province royale, le souverain reprenant à l'égard de ses sujets, dans cette partie de ses dominations, l'exercice d'attributions qu'il avait temporairement concédées à des tiers. Il n'en résulta cependant aucun changement immédiat dans le régime politique de la colonie. Bien que sir Francis Wyatt eût été un ardent ami de la corporation, le roi le confirma dans sa fonction; il en fut de même du Conseil. La mort surprit Jacques Ier au moment où il se préparait à rédiger un code de lois pour la Virginie.

Charles Ier, roi d'Angleterre à vingt-cinq ans, eut trop vite de grosses difficultés à affronter à Londres même, pour qu'il lui restât le loisir de s'occuper des affaires d'Amérique. Les Virginiens se montraient sectateurs fidèles de l'Eglise établie, ce qui leur valait un bon renom auprès du clergé et à la cour. Ils avaient en outre la spécialité de produire une plante dont le commerce pouvait donner de bons revenus au Trésor royal. La première mesure de Charles Ier relative à la colonie fut une proclamation

confirmant à celle-ci et aux îles Somers (Bermudes) la fourniture exclusive du marché anglais en tabac; la seconde fut la déclaration de son intention arrêtée de devenir le seul agent des planteurs pour la vente de leur production. Il ne fut point question des privilèges politiques. Lorsque Wyatt rentra en Angleterre (1627), Yeardley fut désigné pour le remplacer avec des pouvoirs limités conformément aux usages des dernières années. On trouvait là, au moins implicitement, la sanction de l'existence de l'Assemblée. Charles Ier, qui visait obstinément à s'assurer le monopole des profits de la vente du tabac, offrit aux Virginiens de traiter avec eux pour l'achat en bloc de toute leur récolte, ajoutant qu'il était désireux de voir une Assemblée se réunir pour examiner cette proposition. Ici la reconnaissance des libertés populaires n'est plus seulement implicite, mais formelle. L'Assemblée repoussa l'offre, et cette réponse fut signée par le gouverneur West, les cinq membres du Conseil et trente et un « burgesses ». Après la mort de Yeardley (1627), le Conseil élit West, puis Pott, à titre provisoire. Sir John Harvey, nommé gouverneur par le roi, arriva en Virginie dans l'automne de 1629 [1] et réunit sa première Assemblée en mars 1630. Harvey avait été l'un des commissaires de 1624; ses relations en Angleterre avec le parti de la cour le rendaient à l'avance suspect aux colons. Les plus fortes préventions existaient contre lui, et furent, en partie au moins, justifiées. La plupart des historiens le jugent avec une grande sévérité. On le représente comme hautain, violent, tyrannique, rapace, vendant au hasard des concessions de terres qui couvraient des surfaces déjà possédées et occupées par des planteurs, imposant des taxes arbitraires, gaspillant les revenus de la colonie, ne convoquant aucune Assemblée. Bancroft s'élève contre ces appréciations qu'il qualifie d'erreurs extravagantes [2].

1. C'est peu de temps avant son arrivée que se place la visite de lord Baltimore à Jamestown. La bigoterie religieuse le repoussa comme papiste; cette intolérance eut pour résultat la fondation de la colonie de Maryland.

2. Oldmixon, Chalmers, Robertson et, après eux, Marshall et Story ont dit que l'Assemblée ne fut presque jamais réunie par Harvey. Bancroft trouve la preuve du contraire dans le premier volume des statuts de Hening. Cependant, d'après Hening même, il ne resterait aucune trace de la tenue d'une Assemblée en Virginie de 1633 à 1641. Bancroft cite encore le témoignage du Hollandais De Vries qui, visitant la Virginie en 1633, vante l'état prospère de la colonie, l'abondance

« Sous Harvey, dit-il, les Virginiens continuèrent à jouir du bienfait d'une législation coloniale indépendante; par leurs représentants ils levèrent leurs taxes et en décrétèrent l'emploi; ils gardèrent leurs forts avec leurs propres soldats; ils donnèrent à leurs statuts la plus grande publicité. » La conclusion est que, l'eût-il voulu, Harvey n'eût pu jouer le rôle de tyran qu'on lui a prêté. Il faut croire cependant qu'il donna lieu réellement aux plaintes dont les anciens historiens ont transmis l'écho, puisqu'on voit en 1635 le Conseil destituer le gouverneur et le remplacer par West sans même attendre l'assentiment de l'Assemblée. Harvey alla porter plainte en Angleterre contre le traitement qu'on venait de lui faire subir. Il fut suivi de près par des délégués du Conseil de Virginie. Le roi, fort irrité de l'esprit factieux que révélait cet incident, ne voulut pas recevoir les délégués, donna pleinement raison à Harvey et le renvoya comme gouverneur aux Virginiens qui durent le reprendre. Ils ne le gardèrent plus que trois ans; il fut remplacé par Wyatt, un gouverneur tout à fait selon leur cœur et sous lequel la colonie fut si paisible pendant deux années que l'histoire est absolument muette sur cette heureuse période. En 1641, le roi nomma gouverneur sir William Berkeley, une des plus remarquables figures de l'histoire de la Virginie pendant les trente-cinq années suivantes [1].

de ses produits et l'esprit *libéral* de son gouverneur. Enfin il donne comme principale raison de la destitution de Harvey par l'Assemblée en 1635 l'indignation des colons contre l'attitude prise par le gouverneur dans le conflit entre Clayborne et les nouveaux concessionnaires de la colonie de Maryland (voir chap. x). Harvey, en effet, loin de soutenir les réclamations de la Virginie contre la commission royale, envoya en Angleterre Clayborne pour y répondre des crimes dont les Marylandais l'accusaient.

1. Pas plus dans ce chapitre sur la Virginie que dans ceux qui seront consacrés aux autres colonies, nous ne nous sommes proposé de parcourir pas à pas toute la série des événements locaux. « Une multitude de petits faits, dit un historien de la Virginie, John Esten Cooke, s'élèvent comme des fusées, éclatent, puis disparaissent sans laisser de traces. Aucun intérêt dans ces détails. Les gouverneurs viennent et s'en vont en longue procession; ils jouent leur rôle, se retirent et sont oubliés. Ce qu'ils font est le plus souvent sans importance et ne mérite pas d'être rappelé. » Il a paru nécessaire cependant de présenter un tableau suivi des principaux incidents de la vie coloniale et de ne pas sauter en quelques lignes du milieu du XVIIe siècle à la conquête du Canada et aux préliminaires de la révolution de 1775. C'est en effet dans cette période de développement latent, dans ce long apprentissage des libertés civiques et politiques, qu'il faut chercher l'explication rationnelle des phénomènes sociaux et moraux qui ont donné à la révolution américaine son véritable caractère et préparaient longtemps à l'avance les matériaux dont est construit l'édifice constitutionnel des États-Unis.

Après le massacre de 1622 la colonie fit une guerre acharnée aux Indiens. Durant quatorze ans, la famine et les maladies résultèrent de l'abandon forcé des plantations éloignées et de la concentration des colons autour de Jamestown. La population blanche fut en peu de temps réduite de 4000 à 2500; les terrains du collège (près des chutes du James River) furent abandonnés, les usines récemment élevées tombèrent en ruines. Les tribus de la confédération de Powhatan furent à leur tour traquées sans pitié, décimées, chassées du pays entre les rivières James et York et des régions voisines des plantations. La paix ne fut rétablie qu'en 1636.

Les premiers actes législatifs passés par l'Assemblée virginienne et dont les textes existent encore, datent de 1624. D'après la constitution de 1621, les lois d'Angleterre, d'une manière générale, étaient en vigueur dans la colonie; la législation coloniale ne pouvait affecter que les affaires locales, et les décisions législatives de l'Assemblée devaient être confirmées par la compagnie, plus tard par le roi. La constitution portait également que les plantations seraient divisées en paroisses, que chaque paroisse serait dirigée par un ministre auquel seraient donnés cent acres de terre et un salaire fourni par une taxe paroissiale, et que le culte public devrait être en tout conforme à celui de l'Église d'Angleterre. Le gouvernement colonial devait prendre des précautions contre « toutes nouveautés factieuses et inutiles ». Les lois de 1824 sont surtout relatives à l'organisation ecclésiastique. Tout colon doit assister aux offices. L'absence est frappée d'une amende d'une livre de tabac; l'amende s'élève à cinquante livres si l'absence a duré tout un mois. Les ministres ne doivent pas s'éloigner de leur paroisse. Si l'un d'eux disparaît pendant deux mois, il perd la moitié de son salaire; s'il s'absente quatre mois de suite, il perd sa cure. Il est interdit, sous des peines sévères, de jurer, de s'enivrer, de dénigrer un ministre sans preuves (cinq cents livres de tabac et l'obligation de demander pardon). D'autres lois ont un caractère économique ou simplement policier. Comme la plupart des planteurs négligeaient absolument la culture du blé pour celle du tabac, tout colon est obligé de cultiver assez de blé pour en nourrir toute sa famille (y com-

pris les *servants*) et de fournir à la colonie un *bushel* [1] de grains par an. Tout planteur doit palissader sa propriété, y laisser toujours quelqu'un pour la garder, être muni d'armes et de poudre afin de pouvoir résister à une attaque des Indiens.

Les lois de la Virginie furent revisées et consolidées en un seul statut (1632). Mais la plupart des dispositions édictées en 1624 restèrent en vigueur. Des peines nouvelles sont établies contre les ivrognes, les blasphémateurs et ceux qui ne suivent pas régulièrement les offices. Ceux-ci doivent être dénoncés par les marguilliers (*churchwardens*) au magistrat. Le tribunal le plus élevé de la colonie était le Conseil et le gouverneur formant cour de justice et tenant des assises trimestrielles. Il y eut aussi des cours mensuelles au siège des comtés; dans les plantations éloignées les principaux planteurs faisaient fonction de juges de paix. Il fut décidé, pour bien faire connaître les lois au peuple, que les commissaires de chaque cour mensuelle en donneraient une lecture publique et en communiqueraient même, sur demande, une copie manuscrite. La culture du tabac était l'occupation principale, pour ne pas dire exclusive, de la colonie. Elle fut d'abord très fructueuse et déjà quelques grandes fortunes commencèrent à s'édifier. Mais bientôt la Virginie eut à soutenir la concurrence des îles Bermudes et des Barbades, établissements anglais de date plus récente et rapidement prospères, et celles de la Guadeloupe et de la Martinique où s'établissaient les Français. Le prix de la livre de tabac tomba à six pence par livre en 1632, et, de nouveau, la loi ordonna la culture de deux acres de terre au moins en blé par tête d'habitant sur chaque plantation.

En 1633 le gouverneur Harvey résolut de déplacer la capitale, la situation de Jamestown étant insalubre. Il prit certaines mesures pour attirer les habitants sur un point situé plus haut dans la presqu'île, entre les rivières James et York, et appelé *Middle Plantation*, plus tard Williamsburg. Puis la colonie fut divisée en huit comtés, dont cinq sur la rive septentrionale du James, un sur la rive méridionale, un sur la rivière York, un sur la presqu'île à l'est de la baie de Chesapeake.

1. Un *bushel* vaut 36 litres.

Sir William Berkeley, gouverneur (1641). Soumission des Indiens. La Virginie en 1649 d'après un contemporain.

Sir William Berkeley débarqua à Jamestown en février 1642. C'était un gentleman accompli, de manières polies et charmantes, de mine aisée et souriante, très dur sous ses dehors affables, le type du « cavalier » fidèle au roi, fidèle à l'Eglise, esprit cultivé, lettré même, au besoin justicier féroce. Il plut extrêmement aux planteurs et s'entendit à merveille avec l'Assemblée qu'il réunit dès son arrivée. Quelques mois plus tard arriva une lettre du roi où, pour la première fois, le souverain reconnaissait officiellement le gouvernement représentatif de la colonie. Sa lettre était adressée à ses « fidèles et bien aimés gouverneur, Conseil et *Burgesses* de la grande Assemblée de Virginie ». Il est vrai qu'elle était datée de la ville d'York où Charles Ier venait de se réfugier, chassé de Londres par l'insurrection parlementaire. Berkeley s'établit à Greenspring, vaste propriété de mille acres près de Jamestown. Il vécut dans ce manoir virginien, comme dans un château d'Angleterre, avec de la vaisselle plate sur sa table, une armée de serviteurs en livrée, des carrosses magnifiques, soixante-dix chevaux dans son écurie. Lorsque les Cavaliers, les hommes du roi, au milieu de la tourmente révolutionnaire, vinrent en foule chercher un refuge en Virginie, Berkeley leur offrit une royale hospitalité à Greenspring. A voir ce gouverneur entouré des riches planteurs virginiens qui lui composaient une sorte de cour, ils retrouvaient dans le Nouveau Monde une image de la vraie cour dispersée par la main brutale des soldats de Cromwell.

Le gouverneur eut bientôt l'occasion de montrer qu'il n'était pas seulement capable de charmer la colonie mais aussi de la défendre. Les Indiens n'avaient pas dit leur dernier mot. Traités par les colons en ennemis indignes de pitié, ils complotèrent un nouveau massacre des blancs. Près de trois cents personnes périrent dans le premier moment de surprise (1644). Berkeley organisa rapidement les représailles. A la tête d'une troupe de cavalerie, il poursuivit les Peaux-Rouges, les mit en déroute, captura le vieil Opechancanough, centenaire et aveugle, et le traîna en triomphe

à Jamestown où un soldat tua, d'un coup de feu tiré par derrière, ce Vercingétorix de la Virginie indigène. En 1646 toute résistance fut éteinte. Les Indiens implorèrent la paix ; il leur fut interdit sous peine de mort de mettre à l'avenir le pied au sud de la rivière York.

Il existe une relation curieuse publiée à Londres en 1649 (*A perfect Description of Virginia*) sur l'état social et économique de la Virginie, par un voyageur qui y avait séjourné l'année précédente. L'auteur est enthousiaste. La colonie lui a paru le paradis terrestre. On y voit d'infinies espèces d'arbres, vingt espèces d'animaux, des daims en troupes nombreuses, vingt-cinq sortes d'oiseaux, des perroquets aux couleurs merveilleuses, du gibier de terre et d'eau en abondance extraordinaire. Le poisson pullule dans la mer et dans les fleuves; le climat est sain, la terre fertile, partout de belles sources, des cours d'eau, de larges rivières. Le sol produit un blé excellent, de l'orge qui fait un malt de première qualité, du maïs ou blé indien, une grande variété de racines et de légumes et quinze espèces de fruits. Le tabac vaut six cents la livre [1], et les colons commencent à cultiver l'indigo; ils espèrent bien un jour enlever au Grand Mogol le monopole de ce produit et en pourvoir toute la chrétienté. Les colons possèdent 20 000 têtes de bétail, beaucoup de chevaux de très bonne race, des ânes, 3 000 moutons, 5 000 chèvres, une grande quantité de porcs. Le bœuf vaut 3 cents la livre, le porc 6 cents. La colonie compte 15 000 Anglais et 300 nègres. Les brasseries sont prospères. On aurait besoin d'une bonne scierie pour travailler le bois. Les maisons sont hautes et belles, en bois ou en briques; on compte jusqu'à vingt églises. On n'a pas encore exploré le pays au delà de la première chaîne de montagnes. Nul doute qu'au delà de cette barrière on ne trouve de belles rivières débouchant après un cours de 100 à 150 milles dans les mers du Sud ou de l'Ouest. Alors les planteurs virginiens feront un grand commerce avec les Indes Orientales. Le jour de Noël 1648, dix navires de Londres, deux de Bristol, douze de Hollande, sept de la Nouvelle-Angleterre sont dans les eaux virginiennes. Malheureusement les étrangers

1 Un cent est la centième partie du [illegible] chiffre rond à cinq francs.

ont déjà empiété sur le domaine de la Virginie. Au nord, les Hollandais se sont introduits subrepticement dans un fleuve appelé Hudson; ils ont bâti des forts, Prince Maurice et Nouveaux Pays-Bas, et font un trafic de fourrures avec les indigènes. Il y a aussi des Suédois sur le Delaware. Enfin les catholiques, en s'établissant dans le Maryland, ont encore enlevé un morceau de la Virginie.

L'auteur de cette description compare la situation de la Nouvelle-Angleterre à celle de la Virginie. Les colonies de la Nouvelle-Angleterre sont dans de bonnes conditions; mais en dehors de la pêche elles n'ont pas de grandes espérances à concevoir. C'est une Écosse dont la Virginie est l'Angleterre; encore le climat y est-il plus dur; le froid, la neige y règnent pendant de longs mois; le sol est stérile. C'est grande pitié que ces colons qui sont environ 20 000 n'aient pas eu l'idée de venir s'établir au sud de la Virginie. Telles étaient les opinions courantes à cette époque. L'événement les a bien démenties, au moins en ce qui concerne la Nouvelle-Angleterre [1].

Le gouvernement des puritains (1652-1660). La Restauration.

La lutte engagée depuis l'avènement de Charles Ier entre le parti démocratique et la royauté était arrivée à l'état aigu en 1642. La guerre civile était déclarée; les colonies, malgré leur éloignement, allaient être obligées de prendre parti dans les troubles qui agitaient la métropole. Le Parlement nomma, la même année, des commissaires investis de pleins pouvoirs pour offrir aux plantations d'Amérique les conditions les plus propres à les engager dans la cause des Parlementaires contre les Stuarts. Les délégués de la Chambre anglaise furent accueillis froidement en Virginie. Heureux de leur situation présente, les colons restèrent fidèles à la monarchie. Les commissaires promettaient une complète immunité de taxes, mais on en avait toujours joui. Ils se disaient autorisés à concéder à la colonie le droit d'élire ses gouverneurs, mais Berkeley était très aimé. L'autorité du roi, qui ne s'était jamais

1. Lire aussi le « Voyage du colonel Norwood » du parti du roi, arrivé d'Angleterre en 1649.

exercée qu'avec douceur, fut donc maintenue. Les périls mêmes que courait Charles Ier ne firent que rattacher plus étroitement les Virginiens à la dynastie des Stuarts ainsi qu'à l'Église épiscopale d'Angleterre menacée par l'insurrection presbytérienne. La colonie devint à partir de ce moment le refuge des Cavaliers chassés d'Angleterre par les Têtes rondes. En septembre 1649 un seul navire en amena 330. L'Assemblée vota une loi restreignant la liberté religieuse (1643), plutôt par hostilité contre les innovations politiques que par esprit de fanatisme. Les puritains qui étaient venus s'établir en Virginie n'avaient eu jusqu'alors à subir aucune vexation [1]. Mais lorsqu'on eut appris en Virginie que le parti démocratique avait levé dans la métropole l'étendard de la révolte contre la royauté, les *burgesses* votèrent une ordonnance de bannissement contre les ministres non conformistes, qu'ils fussent papistes ou presbytériens. Malgré cette législation restrictive, il se forma un parti puritain dans la colonie, mais qui resta en minorité pendant tout le temps de la lutte entre Charles Ier et les Parlementaires [2]. Clayborne, l'adversaire obstiné de la famille Baltimore qui avait fondé la colonie voisine du Maryland, fut l'un des chefs de ce petit groupe d'indépendants. Le loyalisme de la grande majorité des colons était sincère, bien qu'un peu attiédi par la distance. La nouvelle du « meurtre » du roi excita une indignation profonde sur les bords de la baie de Chesapeake (1649). Le parti cavalier, dans le premier moment de fureur, vota des peines très sévères contre les Virginiens qui oseraient calomnier la mémoire du défunt monarque. Le fils de Charles Ier fut reconnu roi par l'Assemblée et Berkeley reçut de lui une nouvelle commission. Mais si les Virginiens étaient si attachés à la cause de Charles, c'était moins par amour pour la monarchie elle-même, que par jalousie pour des libertés dont il leur avait laissé la paisible possession. C'est ce qui explique l'extraordinaire facilité avec

1. Les Virginiens avaient même invité les gens de New-Plymouth (1629) à abandonner leur climat froid et stérile et à s'établir dans les régions plus douces de la baie du Delaware.

2. Il y avait environ un millier de dissidents vers 1642. Les ministres venus de la Nouvelle-Angleterre et chassés de la Virginie se réfugièrent dans le Maryland. Clayborne les excita à s'y rendre, leur disant que c'était un pays libre en dépit de ses abominations papistes.

laquelle tout ce beau zèle parut s'éteindre le jour où une frégate envoyée par Cromwell (1652) vint jeter l'ancre à l'embouchure du James. Les royalistes de la Virginie ne tentèrent aucune résistance. Après un long et sérieux débat, le parti puritain prit l'ascendant et l'Assemblée proclama solennellement la soumission de la colonie au gouvernement de la République. Les conditions apportées par les commissaires du Parlement (Clayborne était l'un d'eux) semblaient d'ailleurs bien faites pour prévenir toute velléité de refus. La Virginie, pourvu qu'elle acceptât le nouvel état de choses, était laissée maîtresse absolue de ses destinées. Toute garantie était donnée aux colons pour la conservation de leurs biens et de leurs privilèges et pour l'exemption de tout impôt qui ne serait pas voté par leur Assemblée. Un délai d'un an était accordé, pour se défaire de leurs propriétés et quitter la colonie, à tous ceux qui ne voudraient pas prêter le serment de fidélité à la République d'Angleterre. Une amnistie générale couvrait tous actes et paroles contre le Parlement et la République. Berkeley résigna sa commission, et le groupe puritain administra les affaires jusqu'à la Restauration (1652-1660). L'Assemblée, à l'instar du Parlement d'Angleterre, assuma tout le pouvoir et nomma elle-même les gouverneurs (Bennet, puis Digges et Matthews), ainsi que les membres du Conseil [1]. A aucune époque la Virginie ne jouit aussi pleinement du *self-government* que sous le protectorat de Cromwell. Les libertés populaires furent affirmées et établies tranquillement et légalement. La paix et la prospérité étaient fondées sur le suffrage de tous les contribuables et sur la liberté religieuse. Il est vrai que cette prospérité pouvait être menacée par l'application du fameux *Act of Navigation*, voté comme une mesure de guerre par le Long Parlement, repris par Cromwell et établi par lui comme le principe fondamental de la politique commerciale de la Grande-Bretagne (1652). Mais l'acte ne fut pas observé en Virginie, en dépit des compensations offertes par le Parlement, et aucun effort ne fut tenté pour en imposer l'exécution.

L'Assemblée, après la mort d'Olivier Cromwell, reconnut sans difficulté son fils Richard. Après l'abdication de celui-ci, le tour des

1. L'Assemblée se composait de trente-six membres et représentait treize comtés.

événements dans la métropole annonçant une prochaine restauration des Stuarts, le parti puritain perdit subitement tout pouvoir dans l'Assemblée et les Cavaliers réélirent Berkeley comme gouverneur (mars 1660). La réaction royaliste ne rencontra pas plus d'opposition que n'en avait rencontré la suprématie temporaire des puritains. Malheureusement cette réaction, dans la colonie comme de l'autre côté de l'océan, prit le caractère d'un accès de repentir, d'une sorte d'exaltation du zèle royaliste, et poussa le parti dominant à des mesures extrêmes. Il y eut aussi la réaction des mœurs; le règne des vêtements noirs et sales, des têtes rasées et des chapeaux ronds était fini; celui des vestes de soie, des broderies, des cheveux bouclés, renaissait. Il y eut une immense joie en Virginie. Berkeley se rendit à Londres pour protester contre l'application de l'Acte de Navigation. Il revint avec les concessions les plus avantageuses pour lui-même et les mains vides pour la colonie. Clayborne, le dernier des chefs du groupe puritain, fut dépouillé de son office de secrétaire. L'Église d'Angleterre fut rétablie et des lois sévères passées contre les dissidents. Le roi remettait pour trois ans entre les mains du gouverneur et du Conseil tout pouvoir de taxation; une grande partie des hommes libres furent privés du droit de suffrage; l'autorité et les prérogatives du gouvernement et des conseillers furent accrues au détriment des pouvoirs de l'Assemblée. La Chambre des Burgesses qui avait réélu Berkeley en 1660 continua de siéger d'année en année sans élection nouvelle; les vacances étaient remplies par des élections partielles et le peuple eut de moins en moins part aux affaires publiques. Ces changements, opérés sous la pression du mouvement de réaction qui dominait à Londres, furent singulièrement facilités par des causes intérieures et surtout par l'organisation sociale de la colonie.

En 1650 il y avait en Virginie 15 000 habitants; vingt ans plus tard, d'après le témoignage de Berkeley, la population s'élevait au chiffre de 40 000, dont 32 000 blancs libres, 6 000 blancs *servants* et 2 000 esclaves noirs. Il est impossible, en dépit des assertions contraires de quelques historiens, de ne pas assigner la plus grande part de cet accroissement considérable à l'afflux des royalistes d'Angleterre après l'exécution de Charles Ier (1649). En Virginie

la terre était à bas prix; les gentilshommes pour qui le séjour dans la métropole n'était plus que tristesse et misère, pouvaient acquérir, dans ce pays résolument loyaliste, de grands domaines à peu de frais, chasser encore le renard, porter un toast au roi, échanger avec de vieux camarades les souvenirs de Marston Moor et de Naseby. Même sous le gouvernement des puritains, la vie sociale virginienne resta facile aux Cavaliers et l'Église d'Angleterre ne fut pas opprimée. Berkeley ne quitta pas Greenspring et n'y fut pas inquiété par les maîtres du jour. Ceux qui arrivaient sans ressources trouvaient aussitôt des amis et un appui. D'autres apportaient les épaves de leur fortune. Beaucoup étaient des gens de haut rang. La reine Henriette-Marie songea à y venir chercher un asile, le poète sir William Davenant en 1651 fut arrêté par des marins du Parlement lorsqu'il venait de s'embarquer pour la colonie. Celle-ci se remplit ainsi rapidement de tenants du roi et de l'Église, qui furent bientôt maîtres de la direction des affaires sociales et politiques. La nature du sol, le genre de culture auquel il se prêtait, ne purent que développer les instincts et les goûts aristocratiques apportés par cette immigration d'Angleterre, en élargissant encore la distance qui séparait les gentlemen cavaliers des gens du commun, « *those of the common sort* ». Les meilleures terres furent accaparées par les plus riches des nouveaux colons et il se forma une classe de grands propriétaires faisant travailler sur leurs domaines les *indented servants* et les blancs de condition inférieure venus avant eux dans la colonie. L'engagement de *servir* que prenaient les *servants* avant d'être embarqués pour la Virginie n'était pas toujours volontaire. On expédiait de la mère patrie des criminels de toute catégorie. Cromwell envoya aussi des prisonniers de guerre, Écossais et Irlandais. A l'expiration de leur engagement, soit après quatre, cinq ou plus ordinairement sept années, les *servants* recevaient cinquante acres de terre et acquéraient le droit de suffrage. Quelques-uns, favorisés par le sort ou portés par leur activité et leurs talents, finirent par s'élever jusqu'à la classe des planteurs. Les plus nombreux composèrent l'élément principal de la classe inférieure des petits blancs. Le nombre relativement considérable des *servants* dans la Virginie s'explique par le besoin qu'on avait d'eux pour la culture du tabac. Ce n'est que plus tard

que les esclaves noirs remplacèrent sur les plantations les travailleurs blancs.

L'élément cavalier dans la Virginie fut donc assez puissant, au moment de la restauration royaliste de 1660, pour exercer une influence décisive sur les affaires publiques et déterminer la structure sociale et religieuse de la colonie. C'est à cet élément que la colonie dut d'être ce qu'elle fut à la fin du XVIIe siècle et pendant la première moitié du XVIIIe. Il est vrai que les descendants des Cavaliers modifièrent peu à peu, sous l'influence même des conditions spéciales où ils vécurent en Virginie, leurs idées sur les questions politiques et les matières de gouvernement. C'est pourquoi on les verra, au moment de la lutte suprême entre les colonies et la métropole, prendre la direction du mouvement libéral et conduire leur pays à l'indépendance. Washington est le petit-fils d'un royaliste réfugié en Virginie pendant le protectorat de Cromwell; George Mason descend d'un colonel qui combattit pour Charles II. Edmond Pendleton est issu d'une famille royaliste et lui-même resta invariablement attaché à l'Église épiscopale. Richard-Henry Lee est un descendant du Richard Lee qui invita Charles II à venir en Virginie. Peyton et Edmond Randolph sont d'une famille royaliste, de même Archibald Cary, Madison, Monroe, même Patrick Henry et Jefferson [1].

C'est ainsi que le caractère de l'immigration virginienne depuis 1650 favorisa la réaction aristocratique de 1661. Le gouverneur Berkeley était très satisfait de l'état des choses. Lorsqu'il envoya en Angleterre (1671) des renseignements sur l'état de la colonie, il vanta la richesse de la province, sa nombreuse population, les huit mille chevaux qu'elle possède, les cinq forts armés de trente canons qui la défendent, ses quarante-huit paroisses, les quatre-vingts navires qui viennent tous les ans d'Angleterre commercer sur ses rivages, et surtout le bon esprit de la population. Ce gentleman lettré, auteur d'une tragédie, accuse un dédain profond pour l'instruction des gens de peu. « Je remercie Dieu de ce qu'il n'y a ici ni écoles libres, ni presses, et j'espère qu'il n'y en aura pas de cent ans. L'instruction engendre la désobéissance, l'hé-

1. John-Esten Cooke, *Virginia*.

résie, les sectes, et l'imprimerie ne sert qu'à les propager ainsi que les pamphlets contre le meilleur gouvernement. Dieu nous garde de l'une et de l'autre[1] ! »

Mais si Berkeley, dans son conservatisme béat, ne voyait autour de lui que des sujets de satisfaction, il n'en était pas de même de la population. Le mécontentement commençait à éclater un peu partout. Les dépenses de la colonie, du comté, de la paroisse, étaient défrayées par le produit des taxes personnelles. Ceux qui les payaient ne participaient en rien pour la plupart à la composition des assemblées qui les votaient. Les charges parurent de plus en plus lourdes à mesure que s'accentua la dépréciation du prix du tabac. Longtemps la culture en était restée fructueuse. La rivalité commerciale des Hollandais et des Anglais permettait aux colons de maintenir élevé le prix de ce produit et d'importer à des prix raisonnables des marchandises d'Europe. Mais en 1661 les commerçants anglais obtinrent du Parlement qui rappelait Charles II la confirmation de l'Acte de Navigation voté en 1651 par le Parlement de la république et qui peut se résumer ainsi en ce qui concerne les colonies américaines : les navires étrangers sont exclus de tout trafic avec les plantations ; celles-ci ne pourront commercer qu'avec la métropole et par des navires anglais ayant des équipages anglais. Elles doivent envoyer exclusivement en Angleterre leurs produits principaux, désignés sous le terme de « articles énumérés » et parmi lesquels figurait au premier rang le tabac. Les colonies ne pouvaient plus importer directement des pays de production les marchandises dont elles avaient besoin ; elles devaient les tirer de l'Angleterre seule. Ainsi les marchands anglais allaient désormais faire un double profit, à l'importation comme à l'expor-

1. Voici le passage entier : « La même méthode est appliquée ici pour instruire le peuple qu'en Angleterre. Hors des villes chacun instruit ses enfants selon sa propre capacité. Nous avons 48 paroisses et nos ministres sont bien payés ; je consentirais à ce qu'ils le fussent mieux encore s'ils voulaient prier plus souvent et moins prêcher. Mais il en est de cette denrée comme de toutes les autres ; on nous envoie ce qu'il y a de moins bon. Les quelques ministres dont nous puissions vraiment nous féliciter d'avoir la possession, sont venus ici chassés par la tyrannie de Cromwell. Maintenant je rends grâces à Dieu de ce qu'il n'y a ici ni écoles libres ni presses, et j'espère que nous n'en aurons pas de cent ans. L'instruction engendre la désobéissance, l'hérésie, les sectes, et l'imprimerie ne sert qu'à les propager ainsi que les pamphlets contre le meilleur gouvernement. Dieu nous garde de l'une et de l'autre ! — Virginia, 20 juin 1671. »

tation, dans leur commerce avec l'Amérique, sans compter celui que le Trésor se réservait, en frappant tous les articles « énumérés » d'un droit d'entrée en Angleterre. Le tabac, qui était l'instrument de circulation et d'échange en Virginie, n'obtiendrait plus que le prix dont l'acheteur privilégié consentirait bénévolement à le payer.

Les grands planteurs purent supporter les effets de cette révolution économique; les petits, obligés de compter sur leur propre travail, n'en tirèrent plus une rémunération suffisante. Or tous les autres essais de culture avaient échoué, et, parmi les occupations professionnelles, il n'y avait de choix qu'entre les plus grossières. De 1670 à 1675 le tabac tomba à si vil prix qu'il ne valait plus la peine d'être exporté. C'était une ruine générale.

Un acte odieux de Charles II ajouta encore à toutes les autres une cause nouvelle de désaffection. En 1673, il fit don pour trente et un ans, à deux de ses favoris, le comte d'Arlington (un des ministres de la Cabal) et lord Culpeper, de toute la colonie de Virginie, y compris les redevances royales, déshérences, concessions de terres, présentations aux cures, nominations à tous emplois, etc. Voilà comment le roi récompensait la colonie de son loyalisme. La Virginie fut indignée d'être ainsi livrée d'un trait de plume comme une propriété bonne à exploiter et à pressurer. Il ne manquait plus, pour que la désaffection du peuple aboutît à des manifestations séditieuses, qu'une occasion et un chef. L'occasion fut une guerre indienne et Nathaniel Bacon fut le chef.

L'insurrection de Bacon (1676-1677).

La colonie était depuis trente ans en paix avec les tribus indiennes. Mais, les Susquehannahs ayant inquiété les plantations du nord de la Virginie au moment même où le chef indien, connu sous le nom de roi Philippe, était engagé dans une lutte furieuse contre la Nouvelle-Angleterre, les Virginiens crurent à une conspiration générale des indigènes pour le massacre des blancs, et la guerre fut résolue. Berkeley était partisan d'une tactique défensive et fit adopter par les Burgesses un système spécial d'après lequel une ligne de postes fortifiés serait établie le long de la frontière de l'ouest et du nord, sur la partie supérieure du cours des

rivières. La population, très excitée contre le gouverneur et contre l'Assemblée, estima ce plan de défense trop timide et accusa Berkeley d'une sorte de connivence avec les Indiens. Il voulait sauver, disait-on, son monopole commercial des peaux de castor. Un jeune Anglais, âgé de vingt-huit ans, Nathaniel Bacon, installé dans la colonie depuis 1672, propriétaire d'un domaine sur le James en amont de la capitale et membre du Conseil de la colonie, leva un corps de volontaires et demanda à Berkeley une commission pour prendre l'offensive contre les Indiens. Berkeley refusa, mais Bacon, ardent et ambitieux, et qui rêvait de se couvrir de gloire en délivrant la Virginie des Peaux-Rouges, déclara qu'il se passerait de commission. Aussitôt le gouverneur lui enleva son siège au Conseil et le déclara rebelle. Déjà il allait se mettre à sa poursuite, quand il fut arrêté par des troubles que suscitaient dans le bas pays deux hommes occupant dans la colonie un rang fort honorable, William Drummond et Richard Lawrence. Il lui fallut, pour apaiser le tumulte, se résigner à dissoudre l'Assemblée, qui siégeait depuis 1660.

Bacon, élu membre de la nouvelle Chambre, fut arrêté à son arrivée à Jamestown. Il confessa ses torts à genoux devant l'Assemblée et engagea ses propriétés comme garantie de sa bonne conduite future. Berkeley lui rendit sa place de conseiller, mais Bacon quelques jours plus tard quitta secrètement la ville pour reparaître bientôt à la tête de 4 à 500 hommes des comtés du haut pays. Il entra en maître dans Jamestown, dicta ses conditions à Berkeley et à l'Assemblée et obtint, avec un acte d'indemnité pour lui-même et pour ses hommes, une commission de général contre les Indiens. En même temps l'Assemblée rendit à tous les hommes libres le droit de suffrage et prit quelques autres mesures d'un caractère libéral connues sous le nom collectif de « lois de Bacon ».

Berkeley ne songeait qu'à se venger. Réfugié à Glocester, il déclara de nouveau Bacon rebelle et traître (29 juillet) et s'occupa de recruter des partisans. Bacon répondit à ce défi par la convocation à Middle Plantation (Williamsburg) d'une convention qui prit l'engagement de le soutenir, tandis qu'il combattrait l'ennemi du dehors (3 août). Pendant tout un mois il fut maître de la colonie et battit les Indiens au sud du James. Mais en septembre, Ber-

keley, qui s'était réfugié sur la rive orientale de la baie, dans le comté d'Acomac, reparut à Jamestown avec un millier d'hommes. La plupart de ceux-ci l'abandonnèrent à l'approche de Bacon et il dut encore une fois évacuer sa capitale. Bacon mit le feu aux quelques masures qui composaient la ville. Rien ne fut épargné, pas même l'église, la plus ancienne de la colonie. Le « rebelle » victorieux se disposait à poursuivre son ennemi, lorsqu'il fut pris d'un mal dont il avait contracté le germe dans les marécages de Jamestown et mourut (octobre).

L'insurrection, qui avait duré quatre mois, ne survécut pas à son chef. Berkeley remporta sans peine quelques succès sur les bandes commandées par les officiers de Bacon. D'habiles négociations firent le reste, et en janvier 1677 Berkeley était redevenu maître absolu. Il usa cruellement de la victoire. Vingt-trois pendaisons ne suffisaient pas encore à sa vengeance, si l'Assemblée n'avait voté une adresse engageant formellement le gouverneur à mettre un terme à ces représailles sanglantes. Des commissaires envoyés par le roi pour examiner l'état des choses en Virginie n'approuvèrent pas la conduite du gouverneur et celui-ci s'embarqua pour l'Angleterre, voulant se justifier. Il fut froidement reçu à la cour, tomba malade de chagrin et mourut (juillet 1677). « Ce vieux fou, dit Charles II, a pendu plus d'hommes dans ce pays désert, que je n'en ai fait pendre en Angleterre pour le meurtre de mon père. »

La guerre contre les Indiens s'était arrêtée d'elle-même. Le plan de Berkeley fut repris et des forts furent construits sur le James, l'York, le Rappahannok et le Potomac. Un acte de l'Assemblée décida que tous les Indiens pris seraient faits esclaves.

Dans cet effort qui aboutit à un échec si complet, le peuple de la Virginie avait épuisé toute son énergie politique. Il tomba pour un demi-siècle dans une sorte de torpeur. Bacon, brave, jeune, ardent, avait toutes les chances favorables contre le vieux gentilhomme, devenu tyrannique avec l'âge et qui n'avait rien conservé de son ancienne popularité. Les sympathies d'une population aigrie par de nombreuses souffrances étaient pour Bacon. Mais cette population n'avait ni cohésion, ni but précis. Dans cet essai de révolution elle ne sut que suivre le chef qui avait surgi ; le chef disparu, elle se trouva incapable de se conduire ou de

résister. Tout rentra aussitôt dans l'ordre. L'aristocratie, destinée un jour à gouverner le pays, cette aristocratie si vigoureuse, si politique, si pleine de talents, de lumières et d'énergie libérale un siècle plus tard, était encore en voie de formation, s'organisait à peine, incapable de pressentir, de contrôler, de mener à la victoire un mouvement populaire. La répression de l'insurrection de Bacon arrêta pour plus de soixante ans le développement politique de la colonie. Elle marque la fin de la seconde période de l'histoire de la Virginie.

CHAPITRE X

MARYLAND (1632-1692)

Lord Cecilius Baltimore. Les catholiques dans la baie de Chesapeake. — L'acte de tolérance religieuse (1649). — Les puritains prennent l'ascendant (1655). Gouvernement de Charles Calvert (1662-1676). John Coode (1689).

Lord Cecilius Baltimore. Les catholiques dans la baie de Chesapeake.

La Charte concédée par Jacques Ier pour la colonisation de la Virginie permettait à la compagnie de Londres de considérer comme placées sous sa juridiction toutes les terres situées au sud du degré de latitude passant à l'extrémité supérieure de la baie de Chesapeake (39° 30′), par conséquent le territoire qu'embrassent aujourd'hui les deux États du Maryland et du Delaware et qui sont limités au nord par la Pennsylvanie. Le capitaine Smith avait exploré la baie et pénétré dans la plupart des fleuves qui s'y jettent. En 1621 arriva en Virginie un Anglais nommé William Clayborne qui entreprit de dresser une carte du pays et de découvrir la source de la baie de Chesapeake. Dans ses explorations, il noua quelques relations avec les Indiens et obtint en 1631 une patente royale pour le monopole du trafic avec les indigènes de la contrée. Il fonda aussitôt un petit établissement commercial dans l'île de Kent près de l'embouchure du Patapsco. Il avait d'ailleurs dès cette époque une situation éminente en Virginie et était membre du Conseil. Le gouvernement royal ayant recouvré en 1624 l'exercice de sa prérogative souveraine sur le territoire virginien,

Charles Ier n'hésita pas à faire de nouvelles concessions dans les limites assignées originairement à la compagnie. Sans aucun souci des droits de la colonie de la rivière James et du privilège qu'il venait de concéder à Clayborne, il détacha en 1632 toute la partie de la Virginie située au nord du fleuve Potomac et la donna par une charte spéciale à un de ses favoris, lord Baltimore.

Sir George Calvert, élevé par l'amitié et la protection de Robert Cecil à une grande situation politique et à la faveur de Jacques Ier, fut membre du Parlement et secrétaire d'État. Une querelle avec Buckingham l'amena à révéler qu'il appartenait à la religion catholique et il résigna ses fonctions. Le roi, qui l'avait en haute estime, lui conserva sa place dans le Conseil privé et le fit pair d'Irlande avec le titre de baron de Baltimore. Il avait été l'un des membres fondateurs de la compagnie de Londres, et tandis qu'il était secrétaire d'État, il s'était fait donner une patente spéciale pour la pêche et la colonisation sur la côte méridionale de Terre-Neuve. Il dépensa de grosses sommes pour fonder un établissement sur sa concession, s'y rendit lui-même en 1628 avec sa famille en vue d'une installation permanente, mais il fut bientôt rebuté par la stérilité du sol et la rigueur du climat. Il rêvait cependant de créer en Amérique un lieu de refuge pour ses coreligionnaires persécutés en Angleterre et détestés de toutes les sectes protestantes. Attiré par la réputation de fertilité de la Virginie, il y vint faire une visite en quittant Terre-Neuve (1630). Les autorités de Jamestown l'accueillirent avec courtoisie; mais, sur sa déclaration qu'il désirait s'établir dans la colonie, elles exigèrent de lui la prestation du serment d'obédience à l'Église d'Angleterre. Il refusa naturellement et dut se retirer. Il parcourut les rivages de la baie de Chesapeake dont la beauté l'émerveilla, et, s'étant assuré que les Virginiens n'avaient encore aucune installation au nord du Potomac, il obtint de Charles Ier, comme nous l'avons dit, la concession de ce territoire. Il mourut quelque temps avant l'accomplissement de toutes les formalités relatives à l'octroi de la charte, mais la concession fut confirmée à son fils Cecilius (20 juin 1632).

Le premier lord Baltimore était un gentilhomme sage et dis-

cret, catholique modéré, courtisan complaisant, ami de la prérogative royale, très désireux d'augmenter sa fortune et peu disposé à s'embarrasser de scrupules. Il souhaitait certainement que la colonie qu'il voulait fonder fût peuplée de papistes anglais qui y trouveraient un asile sûr, mais il tenait surtout à un succès commercial et financier; or une œuvre exclusivement catholique eût eu peu de chances de prospérer. Il était d'une habile politique de la couvrir du programme alléchant de la tolérance religieuse. Cette préoccupation explique le caractère particulier de la charte obtenue et sans doute rédigée par George Baltimore lui-même, et toute l'histoire ultérieure du Maryland.

Le territoire concédé avait pour limites : à l'est le fleuve Delaware, au nord le quarantième degré de latitude, à l'ouest le méridien de la source du Potomac, au sud le cours du Potomac jusqu'à son embouchure et une ligne tirée de la pointe Watkin vers l'est jusqu'à l'Atlantique [1]. Il était donné à lord Baltimore en toute propriété, et devait former une baronnie anglaise dont le lord propriétaire était investi de droits régaliens. La seule réserve était le paiement annuel de deux flèches indiennes à la couronne en signe de reconnaissance du devoir d'allégeance. Le seigneur de la province devait en outre au roi le cinquième des métaux précieux qu'il découvrirait sur ses terres. Tous les droits et immunités de sujets anglais étaient garantis aux colons qui viendraient s'établir dans la baronnie. Le lord propriétaire avait le droit de faire des lois avec l'assentiment de la majorité des hommes libres ou de leurs représentants, pourvu que ces lois ne fussent pas en contradiction avec celles du royaume. Le roi s'engageait, lui et ses héritiers et successeurs, à ne jamais établir aucune taxe sur la province [2]. Selon la formule habituelle, la concession avait pour

1. Ces limites embrassaient le Maryland actuel, l'État du Delaware, la partie méridionale de la Pennsylvanie et une faible portion du territoire de la Virginie.

2. La charte ne définissait aucun des cas où l'intervention royale pourrait se produire dans la colonie et ne réglait pas davantage la procédure de cette intervention. Plus tard l'exemption de toute taxe, concédée à la colonie, donna lieu à de longues et inextricables controverses. On prétendit en Angleterre que cette clause ne devait pas être interprétée dans le sens d'une exemption de toute taxation parlementaire, le roi ne pouvant renoncer à un privilège qui ne lui appartenait point. Il est à constater que lorsque fut concédée la charte de Pennsylvanie où se trouvait contenue également une clause relative à l'exemption des droits de douane, l'exercice de l'autorité du Parlement anglais fut expressément réservé.

motif « un louable et pieux zèle pour la propagation de la religion chrétienne ». Le lord propriétaire a le droit de nommer aux emplois ecclésiastiques et d'ériger des églises (en Angleterre des gentilshommes catholiques ont pu exercer le droit de nomination de ministres protestants à des cures de l'Église officielle jusqu'aux temps de Guillaume et de Marie). Une clause stipule que les droits réservés aux propriétaires ne devront pas servir à porter préjudice à « la sainte et vraie religion chrétienne », qui ne pouvait être en 1632 que l'Église établie, celle de Charles Ier et



Maryland et Delaware.

de Laud, par opposition à celle de Rome ou de Calvin. La charte du Maryland ne formulait donc en réalité aucune garantie pour d'autres sectes religieuses que pour l'Église d'Angleterre. Mais la tolérance fut beaucoup plus dans la politique des Baltimore que dans leur charte. Elle s'accordait avec leur intérêt bien entendu.

Cecilius envoya son frère Léonard Calvert avec vingt gentlemen et trois cents travailleurs vers les rivages de la baie de Chesapeake. L'expédition arriva à l'embouchure du Potomac en mars 1634. Un village que ses habitants allaient abandonner fut acheté et reçut le nom de Saint-Mary. Le pays fut appelé Maryland (Terra Mariæ) en l'honneur de la reine. Les indigènes furent traités

avec bienveillance. Les champs déjà préparés, prêts à produire de suite, furent acquis et répartis entre les colons. Ceux-ci étaient arrivés largement munis, par la prévoyante libéralité de Cecilius Baltimore, de toutes choses nécessaires à un établissement naissant. La proximité de la Virginie assurait un ravitaillement facile en vivres et en bétail. La famine n'était donc pas à redouter; les colons furent exempts de toutes les souffrances qui marquèrent les débuts des autres plantations. Le Maryland dans les premiers six mois fit plus de progrès que n'en avait fait la Virginie en six ans.

La petite troupe de Léonard Calvert était à peine installée à Saint-Mary qu'elle eut à repousser une attaque à main armée du Virginien Clayborne que nous avons vu s'établir (1631) dans l'île de Kent. Transformant une patente purement commerciale en une concession territoriale, Clayborne prétendit que ses droits étaient antérieurs à ceux de lord Baltimore et refusa de se soumettre à la juridiction nouvelle, soutenu par l'opinion publique en Virginie, où l'irritation était grande à cause du démembrement qu'un caprice de Charles Ier imposait à la colonie. Il excita à la révolte les habitants de l'île de Kent et leur envoya un petit bâtiment armé en guerre. Mais le bâtiment fut pris; quelques hommes succombèrent et les Marylandais restèrent maîtres de l'île (1635). L'Assemblée formée du corps entier des hommes libres (car la colonie naissante vivait encore sous un régime familial) lança contre Clayborne réfugié en Virginie une condamnation pour meurtre, piraterie et sédition, et confisqua tous ses biens. Le Virginien se rendit à Londres où, grâce à l'appui d'amis influents, il faillit obtenir gain de cause et intenta à lord Baltimore un procès qui dura plusieurs années. A la fin, toutefois, une sentence des lords commissaires des Plantations le débouta de toutes ses revendications et décida que le territoire contesté appartenait au Maryland. La colonie fut tranquille pour quelque temps.

Tout alla bien jusqu'en 1642, en dépit de quelques difficultés passagères entre les colons et le propriétaire. Celui-ci en 1637 voulut doter sa province d'un code de lois. Mais l'Assemblée des hommes libres refusa ce présent, revendiquant pour elle-même, et

pour elle seule, toute initiative législatrice. Baltimore céda, contraint de se contenter du droit de veto dont il usa d'abord largement en rejetant toutes les lois élaborées et votées par l'Assemblée. Bientôt, cependant, les sentiments de conciliation prévalurent de part et d'autre et animèrent l'Assemblée réunie en 1639. Celle-ci ne se composait déjà plus, comme les deux précédentes, du corps entier des hommes libres. La population s'était beaucoup accrue, la liberté religieuse ayant attiré non seulement des catholiques mais aussi des puritains qui s'établirent principalement dans l'île de Kent. Il fallut recourir à l'élection de représentants qui furent appelés Burgesses (délégués des Bourgs) comme dans la colonie voisine. Une sorte de Chambre haute fut constituée la même année, composée de membres (conseillers) nommés par les propriétaires. Les deux Chambres siégèrent ensemble pendant quelques années. En 1650 elles commencèrent à tenir des séances séparées. Le gouvernement eut dès lors sa forme définitive fondée sur le système de la représentation : une Assemblée générale, composée du délégué du propriétaire, d'un Conseil nommé par celui-ci, et des Burgesses, élus par le peuple, c'est-à-dire par tous les habitants chrétiens de la colonie, les esclaves seuls exceptés.

Le Maryland n'avait plus rien à redouter des revendications des Virginiens contre le démembrement de leur territoire, ceux-ci se gardant bien désormais d'émettre des prétentions qu'ils n'auraient pu faire triompher qu'en obtenant la restauration de l'ancienne charte de la compagnie de Londres. Or cette restauration, personne en Virginie ne la désirait depuis que la royauté anglaise avait décidé de laisser aux colons de la rivière James la pleine jouissance de leurs libertés et reconnu implicitement la validité de leur constitution.

L'acte de tolérance religieuse (1649).

Vers 1642 la colonie établie par Léonard Calvert était donc complètement heureuse. Les habitants étaient d'accord avec le propriétaire; les immigrants arrivaient en grand nombre; la liberté du culte était absolue; le commerce prospérait; le sol, coupé de

rivières et de baies, se prêtait à toutes les cultures, surtout à celle du tabac, à laquelle les Marylandais s'adonnaient déjà avec la même ardeur que leurs voisins de Virginie.

Les malheurs commencèrent par des hostilités avec les Indiens. C'était le même temps où Berkeley avait affaire aux bandes du vieil Opechancanough. La lutte dans le Maryland dura deux ans (1642-1644). Les tribus demandèrent enfin la paix. L'Assemblée vota des lois interdisant d'acquérir à vil prix et par des ruses grossières les terres des indigènes. Il fut en outre interdit de leur vendre des spiritueux, des armes et des munitions. Grâce à ces mesures et à la sage politique des gouverneurs, la paix conclue avec les Indiens dura fort longtemps.

Les événements d'Angleterre allaient maintenant avoir leur contre-coup sur le Maryland comme sur les autres colonies. La rupture entre le parlement et la royauté était complète; en 1642 la guerre civile commença. Clayborne, tout entier à ses projets de vengeance contre les Baltimore, avait joué si habilement auprès de Charles Ier son rôle de courtisan que celui-ci finit par le nommer trésorier de la Virginie à vie. Mais dès le début de la guerre civile, Clayborne fit volte-face et se déclara un chaud partisan de la cause populaire. Lord Baltimore avait essayé, de son côté, de rester en bons termes avec les deux partis. Mais ses efforts furent compromis par un excès de zèle d'un de ses agents dans le Maryland qui fit saisir, au nom du roi, un navire appartenant à un parlementaire qui était aussi quelque peu pirate (1644). Les puritains jetèrent de hauts cris dans la colonie, où ils étaient déjà fort nombreux. Il en était venu de la Nouvelle-Angleterre, et tous ceux que la Virginie avait expulsés en 1643 avaient rejoint leurs coreligionnaires dans l'île de Kent.

Clayborne qui guettait l'occasion se hâta de la saisir. Il se rendit à Kent, organisa une petite bande armée et l'envoya à Saint-Mary avec le pirate dont on avait pris le bâtiment. Les catholiques étaient sans défense; ils se soumirent aussitôt et Calvert qui revenait d'Angleterre dut fuir en Virginie. Ainsi les mêmes passions s'agitaient des deux côtés de l'océan Atlantique. En Europe, les non-conformistes attaquaient l'Église établie et le roi. Sur les bords du Potomac, ils attaquaient le papisme et Bal-

timore, l'ami du roi. Clayborne eut l'habileté de faire de la haine religieuse l'instrument de ses visées et de ses rancunes personnelles. Il réussit en se faisant le Cromwell des Têtes rondes de l'île de Kent.

Clayborne et Ingle le pirate s'étaient présentés aux catholiques comme des commissaires du Parlement. Ils tinrent le pouvoir un an, mais ce gouvernement fut à la fois tyrannique et grotesque. Ingle reprit son navire, l'emplit de marchandises et partit. Les catholiques n'eurent plus qu'à élever la voix et Clayborne dut suivre l'exemple de son associé. Calvert, qui avait réuni quelques forces en Virginie, rentra à Saint-Mary. Il mourut l'année suivante (1647).

A Londres, lord Cecilius Baltimore suivait d'un regard anxieux les progrès croissants de la cause du Parlement. Lorsqu'il put en prévoir le succès définitif, il chercha un moyen de rendre le gouvernement d'un lord, catholique romain, sur une colonie anglaise, acceptable pour le parti puritain arrivant au pouvoir. Au lieu de nommer un gouverneur catholique en remplacement de Calvert, il choisit un protestant de Virginie, William Stone, presque un presbytérien, partisan du Long Parlement. Il nomma aussi un secrétaire et des conseillers protestants. Stone reçut pour commission expresse de ne se mêler en rien d'affaires religieuses. Il eut en outre à prononcer le serment suivant : « Je ne molesterai ni directement, ni indirectement, pour cause de religion, aucune personne faisant profession de croire en Jésus-Christ », serment qui devait être, Baltimore l'espérait, une sauvegarde pour les catholiques. L'Assemblée fut réunie (1649); elle se composait du gouverneur, du conseil protestant et d'une chambre catholique. Elle vota l'acte célèbre par lequel la tolérance était instituée dans le Maryland pour toutes les opinions religieuses (*Toleration Act*) : « Considérant que la contrainte exercée sur les consciences a produit de funestes conséquences dans tous les pays où elle a été pratiquée, aucune personne faisant profession de croire en Jésus-Christ[1] ne sera molestée au sujet de sa foi, ni ne se verra

1. La loi excluait donc de la tolérance les athées — il est vrai que l'athéisme n'existait pas encore, — les juifs, les mahométans, etc. Il en coûtait cinq livres de parler irrespectueusement de la sainte Vierge ou des apôtres; le blasphème contre Dieu était puni de mort.

refuser le libre exercice de son mode particulier d'honorer Dieu ».

Il est permis de croire que les catholiques songeaient au moins autant à eux-mêmes qu'aux autres sectes lorsqu'ils votèrent cette loi de liberté religieuse. Ils redoutaient avec raison l'intolérance dont les puritains ou les épiscopaliens feraient preuve le jour où ils auraient la majorité dans le pays, et l'événement prouva très vite la justesse de cette prévision.

La loi fit merveille, en ce temps où les puritains persécutaient leurs frères de l'Église épiscopale dans la Nouvelle-Angleterre et où les épiscopaliens de la Virginie ne se montraient pas moins rigoureux contre leurs frères puritains. Les persécutés arrivèrent de tous côtés sur cette terre bénie où chacun était libre de son culte. En 1650 les puritains, de plus en plus nombreux, fondèrent sur le continent en face de l'île de Kent, qu'ils avaient déjà peuplée, la petite ville de Providence (plus tard Annapolis). Dès cette même année ils dominèrent dans la chambre des Burgesses, dont ils élurent le président. Ils votèrent aussitôt des lois somptuaires auxquelles lord Baltimore se garda bien d'opposer son veto. Ce dernier semblait accepter la suprématie du Parlement. Charles II, de son exil, le croyant traître à sa cause, le destituait du gouvernement du Maryland et désignait, pour le remplacer, sir Villiam Davenant. La conduite vraiment trop discrète et trop politique de lord Baltimore ne sauva ni ses propres intérêts ni ceux de ses coreligionnaires. Les libertés des catholiques du Maryland étaient menacées de tous les côtés à la fois, par le puritanisme, par le Parlement de la métropole, enfin par les ressentiments opiniâtres de Clayborne.

Les puritains prennent l'ascendant (1655). Gouvernement de Charles Calvert (1662-1676), John Coode (1689).

En 1651 le Parlement nomma des commissaires chargés de se rendre en Amérique avec une flotte pour « réduire » les colonies. Clayborne était un de ces commissaires. Il arriva à Saint-Mary en 1652 et exigea la soumission du gouverneur et du Conseil aux ordres du Parlement. Stone tergiversa, consentit à proclamer

Cromwell lord Protecteur, mais continua à gouverner dans l'intérêt de lord Baltimore. En 1654 les catholiques, fatigués de cette politique à double face, se décidèrent à la résistance ouverte, et Stone prit parti pour eux. Il chassa les puritains du Conseil, et dénonça dans une proclamation les gens de Providence comme des factieux et des rebelles. Des deux côtés on courut aux armes et Clayborne se mit à la tête des puritains. Un engagement eut lieu près de Providence (1655); les catholiques y furent mis en pleine déroute. Une Assemblée fut aussitôt réunie, dont les catholiques furent exclus; on abrogea le *statut de tolérance*, et les puritains purent se livrer à leur passion de persécution contre les papistes, les épiscopaliens et les quakers [1]. Les fanatiques, à Londres, célébrèrent ce grand triomphe du parti dans un pamphlet : *la chute de Babylone au Maryland.* Mais Cromwell ne donna qu'un appui modéré aux commissaires vainqueurs, et lord Baltimore agit de telle sorte auprès du Protecteur qu'il sut conserver sa patente. Il engagea des négociations avec les puritains de Providence; en 1658 un accord fut conclu, une amnistie proclamée et Fendall, un agent du propriétaire reconnu déjà à Saint-Mary par les catholiques, accepté comme gouverneur par toute la colonie. Fendall, ambitieux, faible et vulgaire, n'eut pas plus tôt pris possession du pouvoir, qu'il remit entre les mains de l'Assemblée l'autorité qu'il tenait de lord Baltimore et consentit à recevoir des Burgesses une nouvelle commission de gouverneur. L'Assemblée, à son instigation, prononça la dissolution du Conseil et usurpa tout le pouvoir législatif.

En 1660, après la restauration de Charles II, Philippe Calvert, frère de Léonard, armé par le propriétaire d'une commission de gouverneur et d'une lettre du roi commandant à ses fonctionnaires et sujets du Maryland d'aider Calvert dans le rétablissement des droits de lord Baltimore, se présenta à Saint-Mary et à Providence et fit sans peine accepter son autorité. Fendall, accusé de haute trahison et condamné, en fut quitte pour une amende

1. L'Assemblée décida « to confirm the freedom of conscience provided the liberty were not extended to *popery, prelacy* or *licentiousness of opinion* ». La liberté religieuse était maintenue, sauf pour les papistes, les épiscopaliens et généralement tous ceux qui professaient des opinions dévergondées!

assez légère et la perte de ses droits politiques. Une amnistie générale fut proclamée et la paix enfin rétablie avec la tolérance religieuse.

Philippe Calvert gouverna deux ans et eut pour successeur son neveu Charles, le fils aîné du lord propriétaire, dont l'administration intelligente et honnête dura quatorze années (1662-1676) pendant lesquelles le Maryland n'eut pour ainsi dire pas d'histoire et n'en fut que plus heureux : à l'intérieur, des actes législatifs de l'Assemblée ayant pour objet le commerce, la monnaie, la protection des libertés individuelles, l'agriculture et l'industrie; à l'extérieur, quelques conflits promptement réglés avec les Hollandais de la baie du Delaware. La surproduction du tabac et l'avilissement de prix qui en fut la conséquence [1], l'application plus rigoureuse de l'Acte de Navigation de 1651, la disette de blé, causèrent de temps à autre des préoccupations. Le cours général de la prospérité n'en fut pas sérieusement ralenti. La population s'accrut par l'immigration d'étrangers, de quakers surtout. Le Maryland comptait 12 000 habitants en 1660 et 16 000 cinq ans plus tard. L'Assemblée était en pleine possession de tous ses pouvoirs de législation et de taxation, Charles Calvert ne suscitant aucune difficulté et son père ayant même renoncé à l'exercice du droit de veto. Diverses lois réglèrent le mode de paiement des redevances foncières dues au propriétaire. En même temps, par un *act of gratitude*, l'Assemblée établit un droit de deux shillings par *hogshead* de tabac exporté [2], dont moitié pour la défense de la colonie, le reste constituant un revenu annuel pour lord Baltimore (1674).

Celui-ci mourut en 1676. Charles Calvert succéda à son titre et à ses droits. Il confirma le statut de tolérance et revisa de concert avec les Burgesses toutes les lois antérieures. A la fin de la session, comme il avait annoncé l'intention de se rendre en Angleterre, l'Assemblée à l'unanimité vota en sa faveur le don de tout le stock de tabac qui se trouvait alors dans les magasins publics. La popularité du nouveau lord Baltimore était extrême en ce moment, mais son départ allait être le signal du réveil des

1. En 1674 quarante livres de tabac valurent un dollar.
2. Un hogshead, mesure de capacité de 238 litres.

anciennes dissensions. Comme vingt ans auparavant, une minorité dans la colonie, en sympathie avec le parti dominant en Angleterre, chercha à s'emparer du contrôle des affaires religieuses et à renouveler dans un intérêt égoïste une politique d'intolérance. Mais maintenant cette minorité était composée de protestants de l'Église établie et non plus de puritains.

En arrivant en Angleterre (1677) lord Baltimore fut assailli de plaintes portées contre sa famille par les prélats d'Angleterre. Ceux-ci déclaraient que la vraie religion, l'Église officielle anglicane, était déplorablement négligée dans le Maryland, et que tandis que les prêtres catholiques y étaient enrichis par de magnifiques dotations, les ministres protestants s'y trouvaient privés de tout soutien. Ils demandaient donc l'appui de l'État pour l'Église établie. Baltimore répliqua en objectant le statut de 1649 et dit qu'on n'obtiendrait jamais de l'Assemblée le vote d'une loi obligeant une société religieuse quelconque à soutenir les ministres d'un autre culte. Il démontra qu'il s'était toujours efforcé de répartir les places aussi également que possible entre catholiques et protestants, qu'il avait même abandonné presque entièrement à ceux-ci le commandement de la milice et la garde des arsenaux de la province. Les ministres, désireux avant tout d'échapper à l'imputation dangereuse de papisme, décidèrent qu'à l'avenir toutes les fonctions gouvernementales au Maryland seraient confiées à des protestants. Baltimore eut encore à se défendre contre l'accusation, assez fondée d'ailleurs, de rendre difficile aux officiers de la douane royale la perception des droits de sortie imposés depuis 1661 par l'Acte de Navigation. On donna tort au lord propriétaire et le roi se montra fort irrité. L'accusé eût pu rappeler à son souverain qu'en prétendant tirer un revenu douanier du Maryland, il violait une clause formelle de la charte royale de 1632 ; mais il se garda bien d'en souffler mot.

Vers la même époque (1685) la région qui compose aujourd'hui l'État de Delaware fut détachée du territoire du Maryland. Une conférence avait eu lieu entre lord Baltimore et William Penn au sujet des frontières du Maryland et de la colonie récemment fondée de Pennsylvanie. Aucun accord n'avait pu s'établir. Penn réclamait pour la Pennsylvanie toute la péninsule située entre les baies

de Chesapeake et de Delaware : il avait l'appui du comité des Plantations. Ce territoire, disait-il, avait été colonisé par des Hollandais et des Suédois avant que le Maryland fût fondé ; or le Maryland, d'après sa charte de concession, ne pouvait comprendre des terres habitées par d'autres hommes que des indigènes. William Penn usa de sa faveur auprès du duc d'York et obtint, grâce à lui, du conseil privé un décret divisant la région contestée en deux parts égales dont l'une fut assignée à Penn et l'autre à lord Baltimore.

L'avènement du catholique Jacques II (1685) n'apporta à Baltimore aucun dédommagement pour les épreuves qu'il venait de traverser. Bien au contraire, le nouveau roi prétendit lever une nouvelle taxe d'importation sur le tabac venant du Maryland. Jacques II, d'ailleurs, était décidé à supprimer dans les colonies les gouvernements de propriétaire ; l'existence de ces juridictions indépendantes lui paraissait incompatible avec sa prérogative. Instruit de ce projet, lord Baltimore se rendit de nouveau en Angleterre et s'efforça de démontrer à son souverain que ni son père ni lui n'avaient commis un seul acte pouvant entraîner la déchéance d'une patente qu'ils avaient chèrement achetée, en ajoutant à leurs risques et à leurs frais une grande et florissante province à l'empire britannique. En dépit de cet éloquent plaidoyer, l'attorney général lança en 1687, sur l'ordre du roi, un bill de suppression contre la charte du Maryland ; mais la révolution de 1688 éclata avant le prononcé du jugement. Lorsque la nouvelle parvint au Maryland (1689) de l'invasion de l'Angleterre par le prince d'Orange et de la chute de Jacques II, les représentants du propriétaire crurent prudent de prendre quelques mesures militaires. On les accusa aussitôt d'ourdir un complot papiste et de préparer avec les Indiens le massacre de tous les protestants. Une insurrection éclata sous la conduite de John Coode, ancien complice de Fendall, chef de l'association pour la défense de la religion protestante. Les agents de lord Baltimore tentèrent de résister par la force ; mais les catholiques refusèrent de prendre les armes, et les chefs des insurgés, avec l'approbation du roi Guillaume, s'emparèrent paisiblement du pouvoir.

Lord Baltimore fut sommé en Angleterre de répondre devant le

conseil privé des accusations portées contre lui par ses ennemis vainqueurs. Après un procès très laborieux, un ordre du conseil le dépouilla (1692) de l'administration politique de la province, tout en lui laissant la jouissance du revenu qu'il en tirait jusqu'alors. Le Maryland fut déclaré colonie royale et Edmond Andros nommé gouverneur [1].

1. Cette éclipse du gouvernement de propriétaire dans le Maryland ne dura que vingt-quatre ans. En 1716, le troisième lord Baltimore, Charles, étant mort, son successeur Bénédict, qui était protestant, recouvra sur la province ses pouvoirs politiques; mais les gouverneurs nommés par lui devaient être agréés par le roi. Les Baltimore restèrent propriétaires du Maryland jusqu'à la révolution (1776).

CHAPITRE XI

NEW-PLYMOUTH. — NEW-HAMPSHIRE ET MAINE (1607-1641)

La « Nouvelle-Angleterre » de 1607 à 1620. La carte de Smith. — L'émigration non conformiste. New-Plymouth. Démocratie politique et religieuse (1620-1630). — Le « Conseil de Plymouth ». Mason et Gorges. Le New-Hampshire et le Maine (1620-1641).

La « Nouvelle-Angleterre » de 1607 à 1620. La carte de Smith.

Tandis que la première compagnie de Virginie, dite compagnie de Londres, réussissait à constituer au sud du Potomac un établissement définitif et s'attelait à cette tâche dès l'année 1607, la seconde compagnie de Virginie ou compagnie de Plymouth ne justifiait son existence par aucun résultat. Nous avons signalé[1] l'infructueux essai de Raleigh Gilbert et de George Popham sur la côte rocheuse et désolée du Maine. Cette région avait un mauvais renom. La Virginie du Nord est trop froide, disaient au retour tous ceux qui s'y étaient aventurés. La compagnie ne songea plus à coloniser, et se borna à exploiter son monopole de pêche. Tous les ans une petite flottille venait jeter l'ancre devant l'île de Monhiggon, et après une campagne de quelques mois s'en retournait en Europe avec de beaux profits. Tels furent les débuts, sur la côte nord-est du continent américain, de cette industrie des pêcheries pour l'exercice de laquelle les États-Unis et le Canada sont de nos jours en perpétuel conflit. Le capitaine Smith, le héros des premières années de la Virginie, avait quitté le service de la

1. Voir chap. VII.

compagnie de Londres à son retour en Angleterre. Inoccupé et toujours épris d'aventures, il aurait voulu renouveler avec la compagnie de Plymouth un exploit semblable à celui de la fondation de la Virginie du Sud. Dans un voyage qu'il fit en 1614 avec les pêcheurs à Monhiggon, il explora avec un soin extrême toute la côte depuis l'embouchure du Penobscot et du Kennebec au nord jusqu'au cap Cod au sud. Il releva tous les détails du littoral, les promontoires, rivières, anses et baies, fonds rocheux, bancs de sable, les fixant sur une carte, leur donnant des noms, Charles River, Plymouth, cap Anne, Boston, Cambridge, Hull. Enfin à toute la côte et à tout le pays qu'elle couvrait il assigna le nom général de New-England (Nouvelle-Angleterre), que la postérité a accepté [1].

De retour à Londres il fit tirer sa carte à des milliers d'exemplaires, mais rien ne put secouer l'indifférence que professaient les aventuriers pour ces plages glacées du nord. Les émigrants pauvres, les chercheurs de fortune, les déclassés, les bohèmes de Londres qui avaient encore le courage d'aller tenter le sort au delà de l'Océan, préféraient naviguer vers les contrées du soleil, de la végétation puissante, des vallées où l'on espérait ramasser les pierres précieuses dans les fentes des rochers.

A l'époque cependant où les côtes de la Nouvelle-Angleterre étaient encore profondément inconnues, c'est-à-dire avant 1614, on avait déjà en Europe des cartes assez exactes du littoral du Labrador, de Terre-Neuve, même de l'Acadie où le Français Poutrincourt venait de fonder Port-Royal (1607) et des rives du Saint-Laurent, pays de Canada, où un autre Français, Samuel Champlain, venait de fonder Québec (1608).

Au sud même du cap Cod rôdaient déjà les Hollandais depuis que le capitaine Hudson au service de la république des Pays-Bas avait pénétré dans la splendide baie de New-York, croyant entrer dans un bras de mer inconnu qui allait le conduire tout droit dans la mer du Sud (océan Pacifique). Personne ne s'avisait que l'espace intermédiaire entre la baie de Fundy et Long Island valût la peine d'être pris. Ne pouvant donner à ce pays des colons,

1. Cette appellation embrasse les États de Massachusetts, New-Hampshire, Vermont, Maine, Rhode-Island et Connecticut.

John Smith lui donna un nom; à cela se borne l'histoire de la Nouvelle-Angleterre jusqu'en 1620.

Cette année-là, un hasard de navigation dirigea sur le cap Cod un petit bâtiment chargé d'émigrants qui avaient projeté de chercher un asile sur un point encore inoccupé de la Virginie du Sud. Ces émigrants étaient les célèbres Pilgrims, les Fathers Pilgrims (Pères pèlerins) tant chantés dans les annales de la Nouvelle-Angleterre, la petite congrégation puritaine séparatiste qui avait déjà émigré d'Angleterre en Hollande pour fuir la persécution religieuse et qui maintenant se transportait en Amérique, espérant que les puissants de ce monde l'y laisseraient libre de prier Dieu à sa guise. Les Pilgrims furent, sans l'avoir voulu, les premiers pionniers de la Nouvelle-Angleterre.

L'émigration non conformiste. New-Plymouth. Démocratie politique et religieuse (1620-1630).

« L'histoire séculière de l'Angleterre aux xvie et xviie siècle, dit Macaulay, ne peut être comprise que si elle est étudiée en relation constante avec l'histoire de sa politique ecclésiastique. » Ces paroles s'appliquent avec non moins de justesse à l'histoire des colonies britanniques établies à partir de 1620 sur les côtes de l'Amérique du Nord à l'est du fleuve Hudson. Ces colonies sont le produit direct des passions religieuses qui déchiraient la métropole, aux temps troublés de la grande lutte entre l'esprit de l'Église épiscopalienne et l'esprit de puritanisme. Aussitôt que fut organisée, à l'avènement des Stuarts, la persécution contre les sectes protestantes qui se refusaient à subir la domination des dogmes et de la liturgie de l'Église d'Angleterre, un courant d'émigration commença à s'établir en vue d'échapper à cette persécution, et lorsque le hasard, signalé plus haut, eut porté sur la côte du Massachusetts la première congrégation puritaine qui prit la fuite, c'est dans cette direction unique que se dirigea dès lors le courant d'émigration non conformiste. Les premiers installés appelèrent ceux qui étaient restés; les convois succédèrent aux convois, jusqu'à ce que de New-Plymouth et de la baie de Boston, les deux

premiers points occupés, le courant eut débordé sur tout le Massachusetts et sur les provinces voisines.

Ce n'est certes pas l'attrait du climat qui appelait sans cesse sur ce point de nouveaux arrivants. Rien n'était moins engageant, moins propre à flatter l'aventurier, à rendre l'espoir aux déshérités de la terre natale, que le pays rude, âpre, la végétation maigre et dure, le sol ingrat et stérile, le ciel brumeux et les hivers terribles de cette portion de terre où s'est développée si vigoureusement la nouvelle race yankee. On venait là en quête d'une autre vie pour essayer la réalisation pratique de ses aspirations, pour fonder son Église, installer son culte à soi, instituer en l'honneur de Dieu une société où rien ne rappelât les doctrines, les croyances, la hiérarchie, les pompes extérieures d'un christianisme mensonger et exécré. Peu importait, dans ces conditions, que la terre fût dure au labour et que l'on eût à traverser quelques années pénibles avant d'avoir assuré définitivement son *home* matériel et spirituel.

Dans les dernières années de son règne, la reine Elisabeth avait interdit les réunions de ministres puritains en synodes, où, tour à tour, suivant l'inspiration de l'esprit, les saints excitaient la ferveur de leurs frères par des prières et des exhortations. Cette coutume des synodes était venue d'Écosse. Lorsque Jacques Ier à son avènement ouvrit une conférence à Hampton-Court (1604) pour réconcilier le puritanisme et l'Église anglicane, les ministres puritains lui demandèrent de lever l'interdit sur les synodes. Le roi répondit : « La forme presbytérienne d'Écosse s'accorde avec la monarchie comme s'accordent Dieu et le diable. » Il détestait les non-conformistes, qu'ils s'appelassent presbytériens ou puritains. Fanatisme religieux, penchant pour l'état républicain, attachement passionné pour la liberté civile, voilà ce qu'il trouvait chez les ministres dissidents anglais comme chez leurs frères d'Écosse, au moment même où il se préparait à exposer la théorie du droit divin de la royauté. Rien ne fut donc adouci dans la législation barbare d'Élisabeth contre les gens qui ne pouvaient s'accommoder avec l'Église établie. « Jacques donna l'ordre à tous ses sujets de se conformer aux ordonnances, doctrines et cérémonies de l'Église d'Angleterre, autorisant les évêques à chasser de leurs bénéfices

tous les ecclésiastiques qui refusaient d'obéir. Plus de trois cents pasteurs furent ainsi dépouillés tout à coup de leurs fonctions comme de leurs moyens d'existence. Un grand nombre passèrent à l'étranger ; d'autres restèrent dans leur patrie, et les espions, naguère exclusivement chargés de traquer les catholiques qui osaient entendre la messe, ajoutèrent à ce devoir celui de découvrir les réunions secrètes que les pasteurs destitués tenaient souvent jusque dans leurs anciennes paroisses [1]. »

Malgré les divergences profondes de tendances entre les doctrines des puritains et celles des épiscopaliens, le divorce n'était pas encore complet entre les deux formes de religion. Les sujets de dispute étaient pour la plupart tout extérieurs. On discutait sur l'usage du signe de la croix dans le baptême, de l'anneau dans le mariage, du surplis. L'Église anglicane n'avait pas encore abandonné les doctrines de la grâce et de la prédestination, par lesquelles elle était calviniste et partant puritaine, et la grande masse des puritains n'avait pas encore ouvertement répudié l'épiscopat.

Cependant on comptait déjà quelques congrégations complètement séparatistes qui avaient rompu tous liens avec l'Église établie, rejeté tout système général de gouvernement ecclésiastique, chaque groupe de fidèles s'organisant en corps d'Église séparé et *indépendant* avec un contrôle absolu sur ses propres affaires religieuses. Le nombre de ces congrégations allait s'accroître rapidement au commencement du XVIIe siècle. Une des premières, qui s'était formée à Scrooby, village du comté de Nottingham (nord de l'Angleterre), résolut de quitter le pays pour échapper aux rigueurs de la Haute cour instituée sous Elisabeth en 1593. Ses membres passèrent successivement, par groupes de deux ou trois, en Hollande, pays où la religion était libre, et bientôt toute la troupe, hommes, femmes et enfants, se trouva réunie à Leyde autour de son pasteur vénéré Robinson (1606). Artisans ou laboureurs pour la plupart, ils ne tardèrent pas à se sentir mal à l'aise et trop étrangers dans cette grande ville de Leyde où cependant ils séjournèrent douze années. Ils conçurent alors la pensée d'aller

1. Guizot, *Histoire d'Angleterre*.

chercher un refuge en Virginie où, pensaient-ils, ils ne seraient pas sur une terre étrangère, tout en n'ayant plus à craindre la persécution pour leurs croyances. Ils sollicitèrent une patente du roi. Jacques donna de bonnes paroles et encouragea le projet sans toutefois concéder la charte demandée. La congrégation s'adressa alors à un groupe de marchands de Londres qui fit les avances nécessaires pour équiper deux navires et forma avec les futurs colons une association pour l'exploitation en commun de la colonie à fonder.

L'intention des Pèlerins était de se rendre à l'embouchure du fleuve Hudson; ils se seraient trouvés dans la juridiction de la compagnie de Londres et soumis à ses lois. Mais le navire *May-Flower*, qui n'emporta dans un premier voyage qu'une moitié de la congrégation, déposa ces émigrants sur les rivages du cap Cod où il était arrivé par erreur. L'ancienne compagnie de Plymouth était en dissolution quand les Pèlerins s'étaient embarqués et la nouvelle compagnie n'avait pas encore obtenu la patente que le roi allait lui concéder pour la colonisation de la Nouvelle-Angleterre. Les émigrants n'avaient aucune charte. Ils se trouvaient en fait soustraits à toute autorité politique, et c'est pourquoi, dans l'intérêt du bon ordre et du maintien de l'harmonie entre eux, ils se réunirent dans la cabine du navire avant de débarquer, et s'engagèrent, par un acte écrit, à obéir à toutes décisions, lois et ordonnances qu'ils pourraient prendre en commun [1]. C'était un acte de bon sens, de prudence et de bonne police; mais il y a vraiment quelque exagération à transformer, comme l'ont fait les historiens des États-Unis, cet acte si simple, si conforme à la

1. « Au nom de Dieu, *amen*. Nous, dont les noms suivent, sujets loyaux de notre redouté souverain le roi Jacques, ayant entrepris pour la gloire de Dieu, la propagation de la foi chrétienne, et l'honneur de notre roi et de notre pays, un voyage à l'effet de fonder la première colonie dans la partie septentrionale de la Virginie, convenons entre nous par le présent acte, solennellement et mutuellement, en présence de Dieu et en présence les uns des autres, de nous constituer en un corps civil et politique pour établir parmi nous l'ordre et la sécurité et accomplir les fins que nous nous sommes proposées, faire en vertu de cet acte des lois fondées sur la justice et l'égalité, voter des ordonnances et constitutions, et créer des fonctions, de temps à autre, selon qu'il nous paraîtra convenable pour le bien général de la colonie. Auxquels lois et actes nous promettons soumission et obéissance. » Ce document porte 41 signatures. La troupe des Pilgrims comprenait en tout 102 personnes, hommes, femmes et enfants. Les hommes étaient presque tous des petits fermiers, ou des ouvriers agricoles.

situation de ces quarante émigrants, isolés du monde entier et ne connaissant d'autre chef que leur pasteur resté en Hollande, en une manifestation éclatante de l'esprit de liberté qui allait animer et transformer le monde moderne, en une inspiration de génie où se trouvaient contenues en germe toutes les libres institutions de l'Amérique et les plus pures formes du gouvernement populaire [1].

Les Pilgrims ne voyaient pas si loin. Ils avaient prétendu se mettre en garde contre les velléités d'indiscipline qu'ils avaient pu remarquer chez quelques-uns d'entre eux. Ils ne demandaient désormais qu'à vivre paisiblement, à entretenir le moins de relations possible avec le dehors, sauf avec leurs frères d'Angleterre qui continueraient à défendre la vraie foi dans l'ancienne patrie, comme ils espéraient bien de leur côté la glorifier dans la nouvelle.

Les plus dures épreuves étaient réservées à ces pionniers si humbles, et si aventureux. La traversée avait duré 65 jours, et lorsqu'ils arrivèrent en vue de la côte (11 novembre), l'hiver s'annonçait déjà très rude. L'exploration du rivage et la recherche d'un emplacement favorable firent perdre encore un mois. Le 22 décembre seulement, *the Forefathers Day* (jour des ancêtres), leur choix s'étant fixé sur la baie de New-Plymouth, au fond de la rade, ils débarquèrent sur le rocher que la postérité des Pèlerins entoure aujourd'hui encore d'un pieux respect, et que l'on montre aux touristes [2].

Pendant le premier hiver la moitié de la troupe, presque, périt de froid, de faim, de consomption. En mars 1621 ils n'étaient plus que soixante, et sur ce nombre quelques-uns seuls encore valides. A la fin de l'année, trente-cinq nouveaux émigrants arrivèrent,

1. « C'est là qu'est née la liberté populaire constitutionnelle. Le moyen âge avait connu bien des chartes et des constitutions, mais c'étaient de simples contrats stipulant des immunités, des affranchissements partiels, des lettres patentes de noblesse, des concessions de privilèges municipaux, des limitations du pouvoir souverain en faveur des institutions féodales. Dans la cabine de la *May-Flower* l'humanité a « recouvré ses droits » et institué un gouvernement sur la base de « lois égales » pour « le bien général. » (Bancroft.)

2. A Boston et à New-Plymouth on célèbre chaque année, sous les auspices de la *Pilgrim Society*, le souvenir du débarquement (*Landing*). Depuis deux siècles et demi, au jour consacré, d'éloquents discours ont été prononcés par les Winslow, les Webster, les Everett, les Adams, les Seward et tant d'autres, en l'honneur de la liberté chrétienne et de la vraie civilisation dont les Pèlerins avaient apporté le germe dans la Nouvelle-Angleterre.

mais sans provisions. Le peu de vivres qu'envoyaient les associés de Londres arrivaient rarement à destination. Le danger de la famine ne disparut qu'en 1623, après que le régime de la vie et du travail en commun eut été remplacé par celui de la propriété individuelle. Il fut d'abord décidé que chaque habitant cultiverait une parcelle de terre pour ses besoins personnels et la subsistance de sa famille. En 1624, ce droit de culture fut transformé en un droit absolu de propriété. Bientôt les Indiens n'eurent plus à apporter du maïs à la colonie, et furent assurés de trouver eux-mêmes à New-Plymouth leur approvisionnement de grains en échange du produit de leur chasse. Les relations avec les indigènes furent au début très cordiales. Un Peau-Rouge qui avait appris quelques mots d'anglais des pêcheurs de Monhiggon leur servit d'interprète auprès du chef d'une tribu voisine, Massasoit, avec lequel la colonie conclut un traité d'alliance. Un autre chef plus redoutable que le premier, et son ennemi, Canonicus, de la tribu des Narragansetts (sur les rivages de la baie de ce nom), fut intimidé par une fière et spirituelle réponse du gouverneur Bradford à un message hautain de ce souverain barbare.

Un peu plus tard, un aventurier, Weston, établi sur les côtes de la future baie de Boston avec quelques colons, plus turbulents que ceux de New-Plymouth, faillit par ses mauvais procédés à l'égard des indigènes entraîner la ruine de la colonie. C'était l'époque où la Virginie était engagée dans une lutte acharnée avec les Indiens après le célèbre massacre. Les tribus de la Nouvelle-Angleterre complotèrent à leur tour l'extermination des blancs. Massasoit révéla le projet et Standish, un brave soldat, le chef militaire de la colonie, réussit à surprendre les principaux conjurés. La plupart furent tués; d'autres s'enfuirent et les colons de Plymouth eurent désormais la paix.

Les associés de Londres ne cessaient de se plaindre du peu de profit que leur apportait leur traité avec les gens de New-Plymouth. Huit des principaux colons, afin de délivrer la petite communauté de toutes dettes et redevances, prirent à leur charge tous les engagements moyennant la concession du trafic avec les Indiens pour six années. La société commerciale fut dissoute et l'actif foncier réparti entre les intéressés en 1628.

La colonie obtint du Conseil de la Nouvelle-Angleterre (1630) une concession définitive assurant ses droits sur le sol jusqu'à des limites déterminées au nord et à l'ouest, mais elle dépensa vainement une somme assez forte pour obtenir de la couronne une charte concédant les prérogatives de gouvernement. Après avoir hésité pendant dix années à passer outre, ils se décidèrent à se considérer comme investis d'une complète indépendance politique; on voit dès lors la peine de mort figurer dans leurs lois [1].

New-Plymouth n'avait pas encore trois cents habitants; cependant l'avenir paraissait assuré. On avait établi un poste au sud (baie de Buzzard) et un autre au nord (embouchure du Kennebec). Le gouvernement était fondé sur les principes les plus simples. Le gouverneur était élu tous les ans par le peuple. Il n'était d'ailleurs que le président (avec un double vote) d'un conseil de cinq, plus tard de sept « assistants », qui administrait conformément aux décisions de l'Assemblée générale. Celle-ci jusqu'en 1639 se composa de tous les habitants mâles de la colonie. A cette époque, l'accroissement de la population obligea de recourir au régime représentatif. Chaque bourg envoya des délégués à une Cour générale.

La colonie ne s'accrut que lentement et sa fortune resta toujours très modeste. Les humbles gens qui l'avaient fondée en 1620 cultivèrent le sol, chassèrent, pêchèrent, travaillèrent avec acharnement et prirent racine. Ils accomplirent résolument leur œuvre, ouvrirent la voie et marquèrent l'emplacement pour la grande émigration qui devait jeter les fondements des puissantes républiques de la New-England. « Ayez bon courage, leur écrivait un ami d'Angleterre au temps de leurs plus dures épreuves, et ne vous plaignez pas d'avoir brisé la glace pour d'autres. Honneur vous en sera rendu jusqu'à la fin du monde. »

Leur premier gouverneur avait été John Carver, une des victimes du terrible hiver qui marqua d'une note sinistre les débuts de la colonie. Après lui William Bradford, constamment réélu chaque année, gouverna la colonie jusqu'à sa mort en 1657, sauf de courtes interruptions pendant lesquelles il fut remplacé par

1. Parmi les huit offenses passibles de la peine capitale, est inscrit, à côté du crime de haute trahison envers la colonie, celui de « relations avec le diable ».

Edward Winslow et Thomas Prince[1]. En 1643 la colonie de New-Plymouth comptait 3 000 habitants, répartis en huit communes (*townships*), qui s'étaient formées successivement le long de la côte. A partir de cette époque, elle devint membre de la Confédération de la Nouvelle-Angleterre et son histoire se confond avec celle de l'établissement de la baie de Massachusetts jusqu'à ce que la plus petite colonie soit définitivement absorbée par la plus grande (1692).

Le « Conseil de Plymouth ». Mason et Gorges. Le New-Hampshire et le Maine (1620-1641).

L'ancienne compagnie de Plymouth ou compagnie de la Virginie du Nord, fondée en 1607, et qui n'avait su tirer aucun parti de sa concession primitive, subit (1620) une transformation complète. De nouveaux associés y entrèrent et Jacques I[er] lui accorda une charte nouvelle appelée la *Grande Patente*, aux termes de laquelle il lui faisait don, en toute propriété, de la partie de l'Amérique septentrionale située entre le 39°30′ et le 48° degré de latitude, c'est-à-dire entre l'embouchure du Delaware au sud et celle du Saint-Laurent au nord, avec les pouvoirs de gouvernement les plus étendus et un monopole commercial absolu. La concession était faite à quarante personnes, nobles, la plupart de l'ouest de l'Angleterre, réunies en corporation sous le nom de « Conseil de Plymouth pour la colonisation et le gouvernement de la Nouvelle-Angleterre ». La juridiction s'étendait vers l'ouest jusqu'aux limites extrêmes du continent[2]. C'était l'année où la congrégation du pasteur Robinson entreprenait sans patente, sans privilèges, sans concession d'aucune sorte, on peut ajouter presque sans ressources, de coloniser un point de la côte de cette Nouvelle-Angleterre dont la métropole disposait si pompeusement en faveur d'une grande compagnie. La congrégation réussit cependant, modeste-

1. William Bradford laissa en manuscrit une histoire de la congrégation et de la colonie depuis 1602 jusqu'en 1647. Elle servit à Prince et à Hutchinson dans la préparation de leurs Histoires. Le manuscrit fut perdu pendant la guerre révolutionnaire. Il a été retrouvé à Londres en 1855 et publié par Ch. Deane, Boston, 1856.
2. Les possessions du Conseil de Plymouth se trouvaient bornées au sud par la même ligne de démarcation qui sépara plus tard les États libres des États à esclaves.

ment, mais solidement, tandis que la puissante compagnie, le Conseil de Plymouth, dépensa durant dix ans son activité en infructueux essais. L'œuvre de colonisation ne fut sérieusement commencée au nord de l'enclave de New-Plymouth qu'en 1630. Des tentatives répétées du Conseil de Plymouth entre 1620 et 1630 sortit pourtant, avant même que les premiers colons puritains fussent établis sur la baie de Massachusetts, l'embryon des futurs États du New-Hampshire et du Maine.

Le monopole commercial de l'Amérique du Nord concédé au Conseil de Plymouth ne tarda pas à exciter de violentes protestations contre la Chambre des communes. Le parti libéral dans cette assemblée revendiqua pour chaque habitant de l'Angleterre le droit de s'engager librement dans un genre d'entreprise qui avait été jusqu'alors une source de richesses pour les populations maritimes de l'ouest, c'est-à-dire la pêche sur les côtes américaines. La lutte fut vive entre les partisans de la liberté commerciale et les avocats de la prérogative royale. Le Parlement fut dissous avant qu'un bill libéral eût pu être voté. Mais l'effet du débat avait été si grand que dès 1622 une flotte de trente-cinq navires allait pêcher sur les rivages de la Nouvelle-Angleterre, en dépit de la « Grande Patente ».

La compagnie eut recours au roi, qui lança une proclamation interdisant l'approche de l'Amérique du Nord à tout bâtiment qui ne serait point muni d'une autorisation de la compagnie. C'était vouloir mettre les scellés à la moitié d'un continent. Les pêcheurs ne tinrent aucun compte de la proclamation. La compagnie se décida à se défendre elle-même. Elle envoya en Amérique un amiral de la Nouvelle-Angleterre, Francis West, un lieutenant général, Robert Gorges, et un ministre épiscopalien, Morell. Ces trois personnages étaient investis de tous les pouvoirs civils, militaires et religieux. Mais cet appareil imposant n'intimida pas plus les pêcheurs que ne l'avait fait la proclamation royale. En 1624 la question fut soulevée de nouveau au Parlement. « C'est un monopole sur le vent et le soleil que vous réclamez, dit sir Édouard Coke à Gorges, défenseur de la compagnie », et la Chambre vota en faveur de la liberté de la pêche un bill qui ne reçut pas, il est vrai, la sanction royale. La compagnie, découragée, cessa de lutter. Un

grand nombre des sociétaires se retirèrent. Le Conseil dut se borner à accumuler concessions sur concessions. Mason, secrétaire du Conseil, obtint en 1622, associé avec Gorges, tout le pays entre le Merrimac, le Kennebec et le Saint-Laurent, pays auquel ils donnèrent le nom de Laconia. En 1623 quelques établissements permanents furent fondés sur la rivière Piscataqua, entre autres Portsmouth et Dover [1]. Mais le succès fut loin de répondre aux brillantes espérances des propriétaires. Ces chétives bourgades restèrent longtemps de très humbles et pauvres stations de pêcheurs. En 1629 Mason et Gorges partagèrent leur propriété. Gorges prit la partie orientale (aujourd'hui le Maine), Mason se fit donner une nouvelle patente pour le pays entre le Merrimac et le Piscataqua, territoire de l'État actuel du New-Hampshire. Quelques hameaux s'élevèrent peu à peu sur les rives du fleuve. Mais en 1650 Portsmouth ne contenait pas encore plus de 50 à 60 familles. En 1635 Mason était sur le point de recevoir du roi Charles Ier tous les pouvoirs de gouvernement comme lord et propriétaire suprême de tout le littoral entre le Piscataqua au nord et la baie de Salem au sud, quand il mourut, emportant les rêves de grandeur féodale qu'il avait conçus pour sa famille. Après lui, il fallut diviser la propriété pour désintéresser des créanciers et payer des arriérés de gages aux serviteurs expédiés en Amérique. Les habitants du New-Hampshire furent abandonnés à eux-mêmes, et commencèrent aussitôt à prospérer.

Gorges, au nord du Piscataqua, ne fut pas plus heureux que Mason, en dépit d'une indomptable énergie et bien qu'il pût user et abuser de la faveur royale. Portland et Saco peut-être existaient dès 1623. Mais Gorges ne réussit pas à transformer en établissements agricoles les stations de pêcheurs qui s'étaient formées aux embouchures des principaux cours d'eau, l'Androscoggin, le Kennebec et le Penobscot. Deux siècles devaient s'écouler avant que les huttes éparses sur cette côte eussent fait place aux ports prospères [2] où sont embarqués les produits des riches villages qui remplissent l'État du Maine.

Cette lenteur de développement s'explique par l'absence pro-

1. Ces deux localités sont donc les plus anciennes de l'État du New-Hampshire.
2. Portland, Bath, Bangor, Belfast.

longée de toute organisation sérieuse dans cette contrée. La côte appartenait à dix ou vingt propriétaires différents dont aucun ne se souciait de fonder une colonie durable, et qui s'épuisaient en procès relatifs aux limites de leurs concessions respectives. Le littoral est coupé de havres aisément accessibles; au fond de chaque baie s'élevaient quelques cabanes, dont les habitants ne s'occupaient que de pêche. En 1630 il y eut une tentative de colonisation agricole. Un espace de quarante milles carrés fut réservé pour cet effet sous le nom de Lygonia. On y transporta quelques émigrants et quelques charrues; mais le découragement s'empara vite des fermiers, isolés au milieu d'une population de pêcheurs. Ils s'en allèrent chercher un voisinage plus sympathique, dans l'établissement naissant du Massachusetts. Une constitution politique du pays fut essayée. Gorges, auquel tant d'insuccès précédents n'avaient pu enlever ses illusions, se fit nommer par Charles I[er] gouverneur général de la province de New-Somersetshire entre le Piscataqua et le Kennebec et expédia son fils William Gorges à Saco, qui comptait bien alors cent cinquante habitants et où pour la première fois fut tenue une assemblée régulière des citoyens de la province. William Gorges resta là deux ans. Après son départ, l'établissement retomba dans l'anarchie, tandis que le vieux Ferdinando Gorges, s'improvisant législateur sur ses derniers jours, rédigeait un code de lois pour une principauté coloniale qu'il n'avait jamais visitée et à laquelle il ne manquait encore que des habitants.



La côte du Maine.

Telle fut la situation des deux colonies du Maine et du New-Hampshire sous le régime des gouvernements de propriétaires, quand déjà un peu plus au sud, entre le Merrimac et la colonie de Plymouth, se développait rapidement, sous la double impulsion

d'une ardente foi religieuse et d'un zèle opiniâtre pour la liberté politique, un État prospère, bien organisé, riche et populeux, le Massachusetts. En 1641 les quatre petits villages du New-Hampshire passèrent volontairement sous la dépendance du Massachusetts. En 1652 cette dernière colonie s'empara sans résistance des établissements du Maine.

CHAPITRE XII

LA GRANDE ÉMIGRATION PURITAINE (1630-1650)

La colonie de la baie de Massachusetts. — La compagnie émigre avec la charte. — Organisation républicaine. L'intolérance puritaine. — Roger Williams. Mrs. Hutchinson.

La colonie de la baie de Massachusetts.

L'immense majorité des puritains composant les forces libérales engagées dans une lutte politique et religieuse contre la dynastie des Stuarts était encore attachée par certains liens à l'Église protestante d'Angleterre. Cependant la pensée qui avait poussé les séparatistes du Yorkshire en Hollande et de là dans le Nouveau-Monde sollicitait un grand nombre d'esprits en Angleterre et se trouve exprimée dans ce passage d'une lettre écrite en 1624 par un ministre puritain non séparatiste de Dorchester, le révérend John White, qui songeait à ouvrir un asile au delà de l'Atlantique aux vrais serviteurs de Dieu, un asile où, vivant en paix, ils pourraient « se confier aux soins de la Providence et tenter les libéralités d'une nature vierge plutôt que de subir la contrainte des lois anglaises et la tyrannie de la hiérarchie épiscopale ». Un ami de ce ministre, Roger Conant, se trouvait déjà à New-Plymouth. Il alla s'établir avec quelques compagnons à Naumkeag (plus tard Salem) « pour garder la place, dit-il, comme les sentinelles du puritanisme dans la baie de Massachusetts » (1626). Pendant ce temps, White en Angleterre gagnait à son projet un nombre considérable d'adhérents dans les rangs de ses coreligionnaires, per-

sonnages riches et influents. Associé avec sir Henry Roswell, John Endicott et d'autres gentlemen de Dorchester, il forma une compagnie et acheta du Conseil de Plymouth (1628) le territoire compris entre la rivière Charles[1] et une ligne tirée à trois milles au nord du Merrimac, de sa source à son embouchure. La compagnie ne tarda pas à recruter à Londres de nouveaux associés de haut rang, entre autres Winthrop, Dudley, Eaton, Saltonstall, Bellingham. On fit partir un premier convoi d'émigrants (une



Le Massachusetts.

centaine) sous la direction d'Endicott (1629) qui, arrivé à Naumkeag, donna à cette localité le nom de Salem et joignit à sa petite troupe les quelques colons que Roger Conant y avait déjà établis. Un détachement, envoyé en exploration à travers la forêt vierge qui couvrait toute la côte, construisit quelques *log-houses* sur l'isthme de Charlestown (ville de Boston).

En Angleterre, le succès de la compagnie allait croissant, les associés affluaient de tous les points du royaume. Aux deux groupes principaux des « hommes de Dorchester et de Londres » vint s'en ajouter un troisième, celui des « hommes de Boston ». Il s'agissait maintenant d'obtenir une charte royale conférant des

1. Qui se jette au fond de la baie de Massachusetts dans la ville même de Boston.

pouvoirs de gouvernement, le Conseil de Plymouth n'ayant pu donner qu'une concession territoriale. Les démarches faites par Bellingham et White aboutirent heureusement, grâce à l'appui du comte de Warwick et de l'un des secrétaires d'État, lord Dorchester. Charles Ier signa la patente qui dotait d'une existence politique la « Compagnie de la baie de Massachusetts ». C'était quelques jours à peine avant que le roi eût pris et rendu publique sa résolution de gouverner désormais sans Parlement.

Les membres de la corporation ou sociétaires devaient se réunir au moins quatre fois par an. Le gouverneur et les assistants, élus annuellement par cette assemblée, avaient le pouvoir de fixer les conditions d'admission des nouveaux associés, d'imposer aux futurs colons des serments de *suprématie* et d'*allégeance* (serments politiques et religieux), de transporter des émigrants sur les terres de la compagnie, de défendre ces terres par les armes, d'administrer en toute liberté les affaires sociales. *Rien n'était stipulé pour la liberté religieuse.* Les colons devaient conserver la jouissance de leurs droits de sujets anglais. L'assentiment royal n'était point réservé pour les lois que voterait l'Assemblée des sociétaires ou les décisions que prendraient le gouverneur et les assistants. « Enlevez le mot de Compagnie, c'était la constitution d'un État indépendant avec des pouvoirs très mal définis[1]. »

Un mois après l'octroi de la charte, la compagnie était complètement organisée, Matthew Cradock nommé gouverneur en Angleterre et Endicott gouverneur en Amérique. Les fonds étaient réunis et un premier convoi de six bâtiments chargés de provisions et de bétail emportait deux cents émigrants au Massachusetts sous la conduite de deux « pieux et éminents ministres », Skelton et Higginson (1629). Le petit établissement de Salem, y compris le noyau de pionniers campés à Charlestown, eut alors une population d'environ 300 habitants, dont le tiers périt en quelques mois de maladie, de faim et de froid. Mais les hommes qui composaient la compagnie de la baie de Massachusetts représentaient un élément dont la puissance s'accroissait avec rapidité en Angleterre; ils avaient derrière eux des forces religieuses,

1. H.-C. Lodge, *English Colonies in America.*

politiques et sociales, qui n'avaient présidé à la fondation d'aucune des autres colonies, Virginie, New-Plymouth, New-Hampshire. Leurs chefs étaient pour la plupart les initiateurs et furent plus tard les leaders du grand parti puritain qui allait engager une lutte de vie ou de mort contre la royauté. En 1630 Charles Ier était encore dans tout l'éclat de sa puissance et annonçait l'intention de gouverner sans contrôle, par le seul exercice de sa prérogative. Un grand nombre d'hommes qui ne voulaient plus de la religion telle que la pratiquaient les évêques et les ministres amis de la royauté, qui rêvaient une Église purifiée, sans pompes officielles, ramenée à la simplicité primitive et ne rappelant rien des « monstruosités papistes », tournèrent leurs regards vers l'Amérique. Des propositions furent faites par des personnages de haut rang, aux termes desquelles des puritains s'engageaient à émigrer en grand nombre si la compagnie et son gouvernement se transportaient eux-mêmes en Amérique. Matthew Cradock, le gouverneur, était très favorable à ce projet. Il réunit l'Assemblée des sociétaires et lui soumit la question [1]. Après deux jours de débat, celle-ci décida que le gouvernement et la charte de la compagnie seraient domiciliés à l'avenir dans la Nouvelle-Angleterre. John Winthrop fut nommé gouverneur et procéda avec énergie à l'exécution de la décision prise. On élit aussi un sous-gouverneur et des assistants. Au moment du départ le courage manqua à quelques-uns des élus, mais les démissionnaires furent promptement remplacés.

La compagnie émigre avec la charte.

Le départ eut lieu au printemps de 1630 ; onze navires emportaient les chefs de la compagnie et quelques centaines de sociétaires ou d'émigrants non associés. D'autres départs suivirent à bref délai. En trois mois 1 000 à 1 200 puritains arrivèrent au Massachusetts. Ainsi la corporation entière émigrait, mais de l'objet primitif et purement commercial de la compagnie rien ne

1. La charte ne disait pas explicitement que les affaires de la compagnie seraient administrées à Londres et ne désignait aucune localité pour la réunion de l'Assemblée. Singulière lacune, à laquelle la Nouvelle-Angleterre dut sa rapide colonisation, sa prospérité, le rôle considérable qu'elle a joué dans l'histoire des États-Unis !

subsistait, tandis que son objet religieux et politique éclatait à tous les yeux. Ce n'était pas seulement une corporation qui déplaçait son siège social, c'était l'exode d'un peuple résolu à se constituer sous un gouvernement indépendant. Tous cependant ne partaient pas; parmi les chefs de la compagnie qui restaient en Angleterre, la plupart devaient entrer dans le Long Parlement et jouer leur rôle dans la guerre civile. Si la fortune s'était déclarée contre les Têtes rondes en Angleterre, en quelques années d'émigration il se serait formé en Amérique un grand État puritain qui probablement aurait rompu dès le milieu du xviie siècle tous liens avec la métropole et eût été assez puissant pour défendre son indépendance. Le succès des parlementaires eut au contraire pour effet d'arrêter net, pendant une dizaine d'années, le mouvement d'émigration vers le Massachusetts (de 1649 à 1660). « Le même parti qui fonda les républiques de la Nouvelle-Angleterre d'une main renversa de l'autre le trône des Stuarts [1]. »

L'expédition commandée par John Winthrop était arrivée en juillet à Salem où un triste spectacle frappa les yeux des émigrants. Il ne restait de la colonie d'Endicott que quelques malades épuisés par la famine. Les nouveaux colons eurent eux-mêmes beaucoup à souffrir. Ils s'étaient établis les uns à Salem, d'autres à Charlestown ou sur la presqu'île qui forme aujourd'hui le centre de la ville de Boston. Winthrop et les assistants à Newtown (Cambridge). Les huttes grossières qui devaient servir de premier abri n'étaient pas encore achevées lorsque l'hiver arriva, avec son cortège habituel de rigueurs. Avant la fin de l'année on comptait plus de 200 morts, surtout des femmes. Beaucoup des survivants, cédant au découragement, retournèrent en Angleterre. Winthrop, qui venait de perdre un fils, donna à ses compagnons l'exemple du courage et de la résignation. Les deux années qui suivirent ne virent arriver qu'un petit nombre de colons: 90 en 1631, 250 en 1632; ceux qui avaient abandonné la colonie répandaient des bruits sinistres sur l'insalubrité du climat. De plus, quelques émigrants que Winthrop avait renvoyés en Angleterre pour indiscipline religieuse accusaient la compagnie de tendances séparatistes,

1. H.-C. Lodge, [illegible]

parce qu'une église indépendante avait été instituée à Salem et bientôt après une autre à Boston [1]. Enfin Mason et Gorges, jaloux et inquiets pour leurs concessions de l'est, prétendaient que les colons de la Baie ne rêvaient que rébellion et indépendance. En 1634 ces accusations finirent par émouvoir le gouvernement royal, qui donna ordre d'empêcher de sortir des ports les navires chargés d'émigrants et invita Cradock à comparaître avec la charte. Il ne put que répondre qu'elle avait émigré en Amérique avec la compagnie elle-même, et l'affaire en resta là.

La colonie entretint avec ses voisins de bonnes relations. Un chef de la tribu des Mohegans vint des bords du Connecticut visiter les villages blancs de la Baie et invoquer du secours contre les Pequods. Miantonomoh, chef des Narragansetts, fut pendant quelques jours l'hôte de Winthrop. En 1632 celui-ci, accompagné du pasteur Wilson, rendit visite aux habitants de l'ancienne colonie de New-Plymouth [2].

La nomination de William Laud au siège archiépiscopal de Cantorbéry (1633) accrut le mécontentement des puritains en Angleterre. De tous les prélats de l'Église anglicane le nouveau primat était celui qui s'était le plus éloigné des principes de la réforme et le plus rapproché de Rome. Sa théologie était plus opposée que celle même des Arminiens hollandais à la théologie de Calvin. Il voulut imposer à l'Angleterre des pratiques et des cérémonies qu'elle ne connaissait plus depuis un siècle et dont le rétablissement parut le prélude du triomphe prochain du papisme. Aussi Laud était-il exécré de tous les non-conformistes, des puritains politiques qui faisaient profession de revendiquer les principes de la liberté civile, des puritains de discipline qui rejetaient les cérémonies et le gouvernement épiscopal de l'Église, et des puritains de doctrine qui soutenaient les opinions des premiers réformateurs et notamment la prédestination. Laud les avait tous

1. *The first Church of Boston*, 1632, dont le ministre fondateur fut John Wilson; celui-ci eut pour successeurs Cotton, Norton, Davenport, etc.

2. Il fit le voyage à pied, ce qui prit tout un jour. Bradford, le gouverneur des Pilgrim Fathers, alla au-devant de Winthrop et le salua courtoisement. « Le jour du Seigneur, ils communièrent ensemble. L'après-midi, un sujet de discussion religieuse fut choisi. Le pasteur, les deux gouverneurs, les anciens prirent part au débat; par politesse le dernier mot fut laissé aux hôtes de Boston. »

pour ennemis; car en lui se personnifiaient les tendances du parti de la cour à l'absolutisme, les prétentions de la hiérarchie épiscopale au gouvernement direct et arbitraire de l'Église, l'arminianisme qui était la négation du calvinisme, la Chambre étoilée, la Haute Commission, le Conseil d'York, ces tribunaux d'exception, qui, sous des formes différentes, usaient des procédés et réveillaient les souvenirs de l'Inquisition. Les dissidents furent persécutés et un nouvel élan fut donné à l'émigration.

La colonie de la Baie comptait en 1634 trois mille habitants, répartis dans seize villages (townships) [1]. Le premier acte de la compagnie, après l'installation sur divers points des rivages de la Baie, avait été l'admission d'une centaine des anciens colons aux franchises de la corporation. Le gouvernement fut ensuite constitué par les décisions successives de plusieurs assemblées des sociétaires appelés *freemen* pour les distinguer des autres habitants de la colonie qui ne jouissaient pas du droit de suffrage. Le principe de l'union étroite de l'Église et de l'État fut appliqué dans toute sa rigueur par l'adoption de cette règle absolue que nul ne pourrait être admis au *freedom* (jouissance des droits politiques) s'il n'avait été d'abord reconnu membre d'une des églises de la colonie. Les freemen avaient à élire, tous les ans, le gouverneur, le sous-gouverneur, les assistants et un peu plus tard les juges [2]. Une fraction aristocratique dans la compagnie essaya de réserver au corps des assistants tout le pouvoir législatif, judiciaire et exécutif. Cotton et Hooker prononcèrent de beaux sermons contre les inconvénients des élections trop souvent répétées et du système de la rotation des offices. Mais ce régime d'aristocratie théocratique ne dura qu'un an. Les freemen revendiquèrent leur droit de prendre part directement au maniement des affaires publiques. Ils décidè-

1. Au nombre des émigrants débarqués à Boston en 1633 figurent deux ministres célèbres dans les annales des premiers temps du Massachusetts, John Cotton un sectaire, et Hooker un modéré (fondateur quelques années plus tard de la colonie du Connecticut). Celui-ci s'établit à Newtown (Cambridge), celui-là à Boston même. « Hooker était très instruit. C'était un esprit ouvert et un caractère énergique, ferme dans sa foi, mais accessible aux suggestions de la raison, ami des réformes, mais ennemi de la violence, impassible au milieu des persécutions, doux envers les pauvres et les faibles, fier devant les puissants; il avait toutes les qualités de l'apôtre. » (Bancroft.)

2. Winthrop fut réélu chaque année jusqu'en 1634 et eut alors Dudley pour successeur.

rent que chaque township choisirait deux délégués pour former un Conseil avec le concours duquel seulement les assistants pourraient imposer des taxes. Bientôt cette assemblée de délégués assuma le pouvoir de faire des lois sur tous les sujets pouvant intéresser la colonie. Les instincts démocratiques prenaient le dessus avec une grande énergie. « On ne voyait, sur tous les rivages de la Baie, que gens occupés à disserter de leurs libertés et de leurs privilèges. Les personnes sages ou timorées hochaient la tête, déplorant que le peuple eût usurpé toute autorité et s'en allaient répétant que cela ne pourrait durer. »

Cela dure cependant depuis deux cent cinquante ans.

On réclama bientôt une constitution écrite, et une commission fut instituée pour composer un corps des lois organiques du Massachusetts.

Pendant quelque temps, les assistants, élus annuellement par tout le peuple, et les délégués des townships discutèrent et votèrent en commun; mais les assistants s'étaient réservé un droit de veto sur les décisions communes. Les « patriciens » défendirent habilement leur prérogative, tantôt par une sage temporisation, tantôt par de « judicieux sermons ». Il leur fallut à la fin se rendre; un compromis sépara la législature en deux Chambres, donnant à chacune d'elles un droit de veto sur les résolutions de l'autre. La réunion du gouverneur, du conseil des assistants et de la chambre des délégués constitua désormais la *Cour générale*.

Organisation républicaine. L'intolérance puritaine.

Ainsi les puritains du Massachusetts étaient organisés en république. On verra plus loin que les délégués en vinrent à exiger de tous les habitants de la colonie un serment d'allégeance non plus au roi, mais au gouvernement du nouvel État. En quittant l'Angleterre, les exilés n'avaient pas laissé seulement derrière eux une religion dont ils s'étaient dépouillés comme d'un vêtement odieux. Ils y laissaient aussi tout ce qui se rattachait à cette religion par les liens multiples d'une association séculaire d'idées et d'impressions, les habitudes sociales qu'elle avait engendrées, les institutions politiques qui en avaient été le fruit naturel, la subor-

dination des classes, l'inégalité des conditions. Ils sortaient de l'Angleterre, puritains et républicains. En politique comme en religion, ce sont des niveleurs qui par milliers traversèrent l'Océan de 1630 à 1650 pour gagner la Nouvelle-Angleterre. Autant d'établissements, autant de petites républiques, constituées dès le début avec les caractères les plus marqués du régime démocratique. Le gouvernement civil se modelait forcément sur le gouvernement ecclésiastique. La congrégation indépendante fit la commune autonome. Des principes de la constitution britannique, les colons ne purent appliquer que ceux qui s'accommodaient à leur état social réduit à ses éléments primitifs : la représentation populaire, l'étroite solidarité des intérêts particuliers au sein de l'organisation politique la plus simple, le township, l'habitude et le goût du self-government. Pas d'aristocratie, puisqu'il n'y avait ni lords, ni comtes, ni barons, ni squires. Point de sujétion terrienne, puisque toutes les terres étaient à acquérir, toutes les propriétés à constituer par une lutte acharnée contre la nature, le climat et l'indigène.

Mais si les puritains étaient en avance sur leur temps au point de vue des notions de liberté civile et politique et de l'application qu'ils surent en faire, ils étaient bien de leur siècle au point de vue de l'intolérance religieuse. Tandis que les catholiques, établis dans le Maryland, se trouvaient naturellement conduits, par leur situation, à donner à toutes les autres confessions, sans succès d'ailleurs, un exemple curieux du régime de la liberté religieuse, les puritains au nord-est étaient non moins naturellement poussés à donner un exemple tout contraire. Ce n'était pas une colonie de philosophes qui s'était établie dans la baie de Massachusetts, mais un corps de croyants sincères, ardents, rêvant la purification de la religion et surtout exécrant les « prélatistes » ou « épiscopaliens » parvenus au plus haut degré de l'influence et du pouvoir sous Charles Ier. Il y eut de 1630 à 1640 plus d'animosité, une haine plus violente entre les puritains et les prélatistes, dont William Laud était le type abhorré, qu'il n'y en avait eu entre les protestants et les catholiques dans la seconde moitié du XVIe siècle.

Une fois sur la terre d'Amérique, la même foi qui y avait amené les puritains les y tint unis. La religion fut entre eux le lien

social le plus fort. Divisés sur certaines questions politiques, ils étaient d'accord sur un point, c'est que l'unité religieuse devait être rigoureusement maintenue, et que, fugitifs de la persécution, ils n'ouvriraient pas leur asile à leurs persécuteurs. Ils résolurent bientôt de ne l'ouvrir à personne qu'à ceux qui penseraient comme eux. L'Amérique était vaste. Ils entendaient se réserver, à l'exclusion de tout infidèle, de tout dissident, le coin sur lequel ils s'étaient fixés. « Nos pères, dit le ministre George Ellis [1], n'ont jamais songé à ouvrir librement le territoire qu'ils avaient acquis, ni à en faire une place de refuge pour toutes sortes de consciences. Ils ont voulu faire de cette terre ce qu'un homme a le droit de faire de sa propre maison, un lieu de confort et de discipline, pour ceux qui auraient avec eux même esprit, mêmes sentiments, mêmes intérêts. » De là vint que ni les partisans de la libre pensée, ni les amis de la tolérance, ni les séparatistes purs, ni les quakers, ni aucun de ceux qui professaient en matière de culte d'autres opinions ou d'autres croyances que les leurs, n'eurent le droit d'entrer chez eux, de s'installer au foyer qu'ils s'étaient créé. Ils devinrent à leur tour, en vertu d'une éternelle loi de notre pauvre nature humaine, intolérants et persécuteurs, jusqu'au jour où la force des choses, le progrès des idées, le développement général intellectuel, l'influence des institutions politiques, eurent raison de ce reste de barbarie et les enrôlèrent, avec tous les autres habitants de l'Amérique nouvelle, sous la bannière de la liberté de conscience.

Roger Williams. Mrs. Hutchinson.

Cet esprit d'intolérance de la colonie du Massachusetts éclata dès la première année. Winthrop et ses compagnons étaient à peine débarqués, et la première église, celle de Salem, venait d'être constituée, lorsque deux frères, John et Samuel Browne, membres du Conseil, formèrent autour d'eux un groupe de fidèles résolus à observer les cérémonies ordinaires du culte anglican. Le gouverneur les fit aussitôt arrêter comme des criminels et les

1. Ellis, *First Church in Boston.*

embarqua sur un des navires qui reprenaient la route de la métropole. A quelque temps de là on apprit à Boston, qui comptait encore à peine quelques maisons, qu'un ministre puritain, Roger Williams, arrivé dans la colonie en 1631, et suspect d'opinions subversives, faisait des prosélytes à Salem et que le peuple de ce village allait le choisir pour son prédicateur attitré. Roger Williams avait souffert de la persécution; mais, loin de croire que le remède dût être cherché dans les représailles de l'intolérance, il prêchait au contraire le respect des droits de la conscience. Il devançait Descartes et William Penn. Il bornait le rôle du magistrat à la punition du crime ou du délit, mais lui déniait tout droit de contrôle sur l'opinion; il n'admettait pas que la pensée, la croyance fût justiciable du pouvoir civil. Il réclamait l'impartialité de la loi pour toutes les formes du culte; il protestait contre les contributions forcées pour l'entretien de la religion et de ses ministres. De telles doctrines étaient en opposition directe avec les principes sur lesquels venait de se fonder la société puritaine du Massachusetts. Roger Williams était un intrus dans la colonie.

Il y eut un tel émoi à Boston parmi les ministres et les « elders » (anciens)[1], que Williams dut s'éloigner; il alla passer deux ans au milieu des gens de New-Plymouth, des séparatistes. Mais ce séjour n'apporta aucun changement dans ses opinions. De retour à Salem il recommença à scandaliser les « churchmen » de Boston par l'audace de ses théories. Le magistrat civil n'avait même pas le droit, selon ce révolutionnaire, d'intervenir pour empêcher une église de tomber dans l'hérésie. Enfin il osa protester au nom de la liberté de conscience contre un serment à la fois politique et religieux que les « assistants » décidèrent à cette époque d'imposer aux habitants de la colonie, serment qui, supprimant toute mention du roi et de l'Angleterre, n'engageait la fidélité de ceux qui le prêtaient qu'au gouvernement du Massachusetts. En fait, Roger Williams accusait nettement les autorités de la colonie de se mettre en état de rébellion, au moment même où l'on savait la charte sérieusement menacée en Angleterre. Il fut cité à comparaître devant la Cour générale à Boston, discuta longuement et tint tête

1. Les *anciens*, nom donné aux membres les plus vénérés de chacune des églises.

à tous les ministres ligués contre lui. Bradford, de New-Plymouth, qui assistait au débat, fut charmé de l'éloquence de l'accusé, mais déclara qu'il avait le jugement « déréglé ». Williams vaincu à Boston, en appela à toutes les églises de la colonie, c'est-à-dire au corps électoral, puisque les membres des églises possédaient seuls le droit de suffrage. Le ministre John Cotton cria à la trahison et le peuple de Salem, convaincu du crime de lèse-majesté, fut privé de la franchise électorale jusqu'à ce qu'il fît amende honorable. Williams se vit dès lors abandonné peu à peu par ses fidèles, même par sa famille, et il fut condamné à l'exil. Menacé d'être embarqué sur un navire en partance pour l'Angleterre, il s'enfuit à travers la forêt vierge, en plein hiver (1635), et alla fonder à l'embouchure de la rivière Pawtucket ou Narragansett, près d'un lieu dit Seekonk, mais hors des limites de la concession de New-Plymouth, la petite colonie de Providence, noyau du futur État de Rhode-Island.

Les puritains continuaient d'arriver en grand nombre dans la Baie, et déjà la population du Massachusetts projetait au loin des rejetons. Dans l'hiver de 1635 à 1636 les ministres Hooker (de Newtown) et Stone (de Dorchester) se transportèrent avec les fidèles des deux églises et toute l'organisation municipale des deux townships sur les bords de la rivière Connecticut. Un peu avant cette émigration étaient arrivés à Boston trois commissaires, chargés par les lords concessionnaires de la colonie du Connecticut [1] d'établir un poste fortifié à l'embouchure de ce fleuve qui traverse du nord au sud toute la Nouvelle-Angleterre presque parallèlement à l'Hudson et vient se jeter dans l'Atlantique en face de Long Island. Ces commissaires étaient Hugh Peters, ministre d'une congrégation exilée en Hollande, Winthrop, fils du gouverneur et gendre de Peters, Henri Vane, fils d'un secrétaire d'État de Charles Ier, mais lui-même puritain enthousiaste. Vane fut élu gouverneur en 1636, en remplacement de John Haynes, qui s'en alla rejoindre Hooker et Stone sur le Connecticut. Deux gentilshommes du parti libéral anglais, lord Say and Sele et lord Brooke, les propriétaires de la concession du Connecticut, firent à

1. Voir chap. XIII.

cette époque savoir au gouvernement du Massachusetts que plusieurs membres de la Chambre haute de la métropole étaient disposés à émigrer au Massachusetts, si le conseil des assistants était transformé en leur faveur en une Chambre haute avec droit héréditaire sur les sièges qui leur seraient concédés. Les fondateurs du Massachusetts, qui conservaient encore une influence prépondérante sur la direction des affaires, ne purent se résoudre à constituer une aristocratie héréditaire. Ils offrirent des sièges à vie, et la négociation n'eut pas de suite.

La colonie continuait à être en proie à des divisions religieuses. Cette population, bigote jusqu'au fanatisme, se passionnait pour d'incroyables subtilités, pour des ombres d'opinions théologiques. Tout Boston était rempli de controverses. Au milieu de cette confusion, on pouvait discerner deux partis en voie de formation : celui des conservateurs, colons originaires, auteurs de la constitution, satisfaits de l'ordre de choses établi; l'autre, comprenant les progressistes ou libéraux, colons du lendemain, postérieurs à l'établissement de la discipline religieuse et politique, indociles au joug du système congrégationaliste. Les émigrants, qui arrivaient maintenant si nombreux, apportaient d'Angleterre les idées nouvelles auxquelles donnait chaque jour naissance la fermentation des opinions dans ce pays. Parmi les derniers venus se trouvait une femme d'un remarquable talent, Anne Hutchinson, qui, tout en s'occupant d'élever une famille nombreuse, trouvait le loisir de prêcher des doctrines que l'on rattacha plus ou moins étroitement à l'ancienne hérésie antinomienne. Elle soutenait que la foi seule assure le salut et que les actes répétés de dévotion n'y font rien. Elle attaquait ainsi tout le système de piété rigoriste et extérieure du puritanisme officiel. Anne Hutchinson prenait à Boston le rôle que Williams avait joué à Salem. Elle était soutenue par son beau-frère Wheelwright, par Henri Vane le gouverneur, plusieurs ministres et une partie de la population. Une véritable insurrection contre l'autorité spirituelle se préparait; le clergé se voyait à la veille de perdre son influence jusqu'alors incontestée. Les ministres effrayés accusèrent Wheelwright de sédition. Les amis de celui-ci eurent le tort de déclarer sur un ton de menace qu'ils en appelleraient à l'Angleterre. Aussitôt les défenseurs de la

liberté religieuse perdirent du terrain. Aux yeux du peuple, ils trahissaient la colonie; on oublia qu'ils soutenaient la cause de l'indépendance de la pensée pour ne plus voir en eux que des ennemis des franchises du Massachusetts. Winthrop et ses amis les fondateurs de la colonie tirèrent un habile parti de la situation, et ressaisirent le pouvoir prêt à leur échapper. Henri Vane découragé repartit pour l'Angleterre. Les « churchmen », qui étaient en même temps des patriotes, étaient triomphants. Un synode de ministres de la Nouvelle-Angleterre fut chargé de fixer les principes de la véritable foi; la paix religieuse fut rétablie, grâce à un certain nombre de formules vagues sous lesquelles chacun put abriter ses croyances particulières. Une sentence d'exil débarrassa le Massachusetts d'Anne Hutchinson, de Wheelwright et des plus obstinés de leurs partisans. Wheelwright alla fonder Exeter sur les rives du Piscataqua (New-Hampshire). Anne Hutchinson et ses compagnons d'exil furent accueillis avec joie par Roger Williams à Providence.

Le parti de la Haute Église ne se contentait plus de poursuivre les puritains en Angleterre. Les progrès de la colonie que ceux-ci avaient fondée en Amérique portaient ombrage à Laud et à tout l'épiscopat anglican. Celui-ci obtint de nouveau, en 1637, un ordre du roi enjoignant à la compagnie de produire en Angleterre ses lettres de patente. Peu de temps après, les évêques reçurent même le droit de constituer une commission spéciale pour réorganiser le gouvernement civil et ecclésiastique des colonies. Mais les colons ne se laissèrent point effrayer et la commission épiscopale put à peine opposer quelques obstacles au départ continuel d'émigrants pour le Massachusetts; son action resta nulle au delà de l'Océan. La colonie avait encore d'autres ennemis dans les différents propriétaires auxquels l'ancien Conseil de Plymouth avait successivement vendu toutes les parties du territoire qui s'étend de la rivière Penobscot à l'île de Long Island et au centre duquel le Massachusetts était maintenant constitué, avec une population qui ne s'inquiétait guère des opérations d'un bureau de commerce en Angleterre. Le partage avait été aisé; la prise de possession des parts était devenue impossible. La charte du grand Conseil de Plymouth n'avait donc plus aucune valeur. Une

dernière Assemblée fut réunie; on fit une division de ce qui restait de terres et les lots furent tirés au sort; après quoi la patente générale pour la Nouvelle-Angleterre fut rendue au roi. Les propriétaires se liguèrent aussitôt, intentèrent une action judiciaire contre la charte du Massachusetts et obtinrent même une condamnation. Mais le jugement ne pouvait être exécuté et la mort subite de Mason, propriétaire du New-Hampshire, l'adversaire le plus acharné des droits de la colonie voisine, suspendit les hostilités.

Le temps approchait où le roi n'aurait plus le loisir de s'occuper des colonies. La rupture allait éclater entre le souverain et la nation. L'Écosse prenait les armes et Charles I[er] avait assez de songer à sa propre sécurité. En 1640 le Long Parlement se réunit; Strafford est exécuté, Laud jeté à la Tour; de grands événements se préparent et les puritains entrevoient l'heure du triomphe. Dès lors le mouvement d'émigration est suspendu. Bientôt même un certain nombre de colons repassent l'Océan pour prendre part à la grande lutte. Mais la prospérité de la colonie n'en est pas compromise. Vingt mille habitants se sont établis dans le Massachusetts, et, jusqu'à la restauration des Stuarts, cette population, qui constitue déjà une nation, va jouir d'une indépendance à peu près absolue.

CHAPITRE XIII

RHODE-ISLAND ET CONNECTICUT

Roger Williams et John Clarke. Les baptistes. — Les puritains dans la vallée du Connecticut. Guerre des Pequods.

Roger Williams et John Clarke. Les baptistes.

Roger Williams avait quitté Salem en fugitif (hiver de 1635). Il chercha un refuge dans la forêt glacée qui entourait de tous côtés la baie de Massachusetts, et erra pendant près de quatre mois dans ce désert. Il y eût péri de froid et de faim, s'il n'eût rencontré des amis dévoués chez les Indiens dont il avait défendu les droits alors qu'à Salem ses partisans saluaient en lui l'apôtre de toutes les libertés. Il fut guidé, par des sentiers connus des Peaux-Rouges, jusqu'aux wigwams de Massasoit et de Canonicus, chefs des tribus établies sur les rives des cours d'eau qui se jettent au fond de la baie de Narragansett. Il descendit la rivière Pawtucket jusqu'à l'embouchure; là se fit concéder par Canonicus et par Miantonomoh, un autre chef du pays, la propriété du sol où il rêvait de fonder une colonie rivale de Boston, afin que la liberté religieuse et politique ne fût plus seulement un vain nom (1636). Il choisit l'emplacement où s'élève aujourd'hui la ville de Providence. Quelques-uns de ses fidèles vinrent le joindre, quelques maisons furent construites et la petite communauté s'accrut lentement.

Là encore se constituait une république complètement démo-

cratique. En matière religieuse, liberté absolue pour chaque citoyen; en matière civile, la majorité fait et proclame la loi. A Boston, on parlait dédaigneusement de ce refuge de Providence où l'autorité se faisait si peu sentir qu'on n'y voyait point, disait-on, de magistrats. Tous les esprits exaltés, tous les éléments turbulents dont les gouvernements bien ordonnés des colonies voisines, Plymouth, Massachusetts et Connecticut, étaient désireux de se débarrasser, trouvèrent un asile à Providence et bientôt après dans l'ile d'Aquetnek ou Aquiday, située au milieu de la baie. Lorsque les « churchmen » de Boston eurent fait prononcer une sentence d'exil contre Anne Hutchinson et ses partisans, cette célèbre agitatrice vint aussi, avec Coddington, John Clarke et d'autres, chercher un abri dans ce coin perdu de l'Amérique, où l'influence toute-puissante de Williams protégeait une poignée de blancs contre les caprices d'une population indienne plus dense de ce côté que partout ailleurs dans la Nouvelle-Angleterre. Les nouveaux venus achetèrent aux Indiens (1638) l'île d'Aquiday, qu'ils appelèrent Rhode-Island, et y fondèrent Portsmouth à l'extrémité nord. Coddington fut nommé Juge du nouvel établissement. Ce voisinage inquiétait encore les Bostoniens; leurs magistrats entamèrent quelques négociations avec Coddington. Anne Hutchinson en prit ombrage et se retira chez les Hollandais de Manhattan; elle y périt peu de temps après avec dix-huit parents ou amis dans un soulèvement des Indiens[1]. Le premier habitant blanc de la presqu'île de Boston, Blackstone, un clergyman de l'Église anglicane, avait quitté la société des puritains, qui ne lui plaisait guère, et s'était établi un peu au nord de Providence. Un autre irrégulier, Gorton, dont les prétentions et les audaces causèrent maint souci aux magistrats de Boston, mais qui jouissait de la protection du comte de Warwick, s'établit avec une bande de pionniers à l'ouest de la baie de Narragansett, sur la rivière Pawtuxet (1643). Roger Williams eut beaucoup de peine à défendre sa propre concession contre les hostilités des colonies voisines et contre la turbulence des gens qui venaient fonder des villages près du sien. Des querelles

1. Anne Hutchinson avait laissé à Boston un fils de qui descendit Thomas Hutchinson, dernier gouverneur et historien de la colonie de Massachusetts avant la révolution.

violentes éclatèrent entre ces bourgades, et pendant longtemps celles-ci ne présentèrent point le spectacle d'une société régulière. Toutes les croyances religieuses se donnaient rendez-vous autour de la baie de Narragansett. Williams lui-même embrassa en 1639 les doctrines des anabaptistes et fonda la première église baptiste en Amérique. Mais il abandonna bientôt cette secte pour essayer d'une autre et finalement arriva à cette conclusion qu'aucune organisation ecclésiastique n'était nécessaire, attendu que le christianisme n'était qu'un nom servant à désigner l'humanité, et



Connecticut et Rhode-Island.

le reste, « formalité pure, idolâtrie matérialiste, blasphème israélite ou papiste contre la religion chrétienne ». En 1644 John Clarke, un des compagnons d'exil d'Anne Hutchinson, reprit les doctrines dont s'écartait Williams et alla fonder au sud de l'île Aquiday (où s'élève aujourd'hui la ville de Newport) la seconde église baptiste américaine. Williams, voulant mettre un peu d'ordre dans sa colonie, se rendit en Angleterre pour demander une patente à ses amis du Long Parlement; il fut bien accueilli par les commissaires des « plantations d'Amérique » et revint avec une charte par laquelle le pays au nord et à l'ouest de la baie de Narragansett était dénommé colonie de Providence, et ses habitants autorisés à se gouverner eux-mêmes comme ils l'entendraient

(1647). Un gouvernement régulier fut alors établi; il se composait d'un président, de quatre assistants et d'une Assemblée. Une complète liberté de croyance et de culte était assurée à tous ceux qui viendraient s'établir dans la colonie, première proclamation formelle de la liberté religieuse en Amérique [1]. Des lois furent votées et soumises ensuite à l'approbation des assemblées primaires dans les villages. Les assistants furent investis du pouvoir judiciaire. La colonie vota un don de cent livres sterling à Williams pour le dévouement qu'il avait mis à obtenir la charte. C'était d'ailleurs une société encore complètement dans l'enfance. Rhode-Island et Providence comptaient à peine au moment de la restauration des Stuarts (1660) trois mille habitants.

Les puritains dans la vallée du Connecticut. Guerre des Pequods.

La même année (1630) où Winthrop débarquait dans la baie de Massachusetts avec toute la compagnie et la charte royale récemment obtenue, le Conseil de Plymouth, toujours maître, au moins nominalement, de tout le territoire de la Nouvelle-Angleterre, conceda au comte de Warwick la propriété de la vallée du fleuve Connecticut, sur la fertilité de laquelle des récits merveilleux s'étaient répandus en Angleterre. Le comte de Warwick repassa la concession à une société puritaine composée de lord Say and Sele, lord Brooke, John Hampden, Pym, etc. La propriété était limitée, au nord par la frontière du Massachusetts, à l'est par la baie de Narragansett, au sud par la mer sur une étendue de côtes de 120 milles; à l'ouest elle s'étendait entre deux lignes parallèles jusqu'au Pacifique. En 1633 furent établies presque simultanément sur le fleuve, à une certaine distance de l'embouchure, deux stations (*trading posts*) pour le commerce des fourrures, l'une par des gens de New-Plymouth, l'autre en aval par les Hollandais de l'île de Manhattan (embouchure de l'Hudson). La station hollandaise fut appelée la maison de Bonne-Espérance (the House of Good Hope) et devint plus tard, sous le nom

1. Le statut de tolerance du Maryland est de 1649.

de Hartford, la ville la plus importante du Connecticut. Les propriétaires anglais de la vallée, se décidant enfin à prendre possession, envoyèrent (1635) Winthrop le jeune avec deux autres commissaires, pour élever un fort à l'embouchure du fleuve et en faire le noyau d'un établissement commercial. Le fort fut appelé Saybrook; mais la vallée était occupée. Il y avait à peine cinq ans que la future race yankee jetait ses premières racines sur le sol américain et déjà se manifestaient sa faculté et son besoin d'expansion. Un ex-gouverneur de la Baie, John Haynes, et deux ministres, Hooker et Stone, s'étaient transportés, avec deux congrégations entières, des côtes orientales sur les rives du Connecticut. L'exode s'accomplit en deux fois, au milieu des souffrances les plus pénibles. Ces pèlerins se comparaient au peuple de Dieu conduit par Moïse à travers le désert, et les riches prairies arrosées par le Connecticut étaient pour eux la terre promise. Les premiers arrivés occupèrent la station des gens de New-Plymouth, et l'appelèrent Windsor. Les autres s'établirent à Good Hope (Hartford), quelques-uns à Springfield, à Wethersfield; deux ans plus tard (1638) ces villages élisaient des délégués qui se réunirent à Hartford pour constituer un gouvernement. Mais avant de songer à se donner des lois, les colons à peine installés avaient dû défendre leur vie menacée par des indigènes.

La tribu des Pequods habitait la vallée de la Thames (Connecticut oriental); elle comptait environ sept cents guerriers et avait toujours été hostile aux blancs. Ils tuèrent plus de trente colons dans l'hiver de 1636 à 1637 et cherchèrent ensuite à entraîner les Narragansetts et les Mohegans dans un complot général contre les envahisseurs des terres indiennes[1]. Roger Williams, heureuse-

1. La Nouvelle-Angleterre en 1637 était habitée par les tribus indiennes suivantes : sur la rivière Connecticut quelques bandes soumises à la domination des Pequods; — ceux-ci sur les rives de la Thames; — à l'angle nord-est du Connecticut, les Mohegans; — à l'ouest de la baie et à l'est des Pequods, les Narragansetts; — à l'est de la baie, pays de New-Plymouth, les Wampanoags ou Pocanokets — Autour de la baie de Boston, pas d'Indiens, les tribus avaient été détruites par une épidémie terrible de variole avant l'arrivée des Anglais. En arrière, dans la région plus montagneuse et sur le Connecticut : les Nipmucks et les Wachusetts. — Dans les vallées du Merrimac et du Piscataqua, la confédération des Pawtuckets, — au delà du Kennebec, les Abenakis. Toutes ces tribus appartenaient à la famille algonquine. On peut évaluer leur nombre à 16 ou 20 000 à l'ouest du Piscataqua et autant à l'est. La tribu des Pequods était peu nombreuse; elle fut entièrement anéantie par la destruction ou la capture d'un millier d'individus.

ment en grande faveur auprès des Narragansetts, et qui venait de fonder Providence sur leur territoire, surprit le secret de la conspiration et se rendit, au péril de sa vie, devant les chefs de la tribu. Il réussit à les détourner du dessein où l'on voulait les engager. Après trois jours d'hésitation, l'éloquence de Williams l'emporta sur les instances des Pequods; les Narragansetts déclarèrent leur intention de rester les fidèles alliés des Anglais, ce qui peut-être sauva la colonie. Une centaine d'hommes du Connecticut et du Massachusetts, commandés par John Mason, surprirent les Pequods dans leur propre forteresse, sur la rivière Mystic, emportèrent d'assaut les retranchements et incendièrent le campement. 600 Indiens, hommes, femmes ou enfants, périrent. L'œuvre de destruction fut achevée en une heure et ne coûta que deux morts aux blancs. Les restes de la tribu furent impitoyablement poursuivis et massacrés; le chef fut tué par les Mohawks chez qui il avait été chercher un refuge. Tout ce qui ne fut pas tué fut vendu en esclavage ou adopté dans les tribus voisines. Il ne resta plus un être humain pour porter à l'avenir le nom de Pequod.

L'énergie dont les colons du Connecticut firent preuve dans cette première guerre indienne frappa les sauvages de terreur et assura le repos à la Nouvelle-Angleterre pendant près de quarante ans, jusqu'à la guerre de Philippe. Les puritains, établis à l'ouest des deux premières colonies, eurent alors le loisir de s'occuper de leurs institutions politiques (1639). Ils adoptèrent la constitution du Massachusetts sauf sur un point, capital il est vrai. Le droit de suffrage appartenait à tous les citoyens des townships sous la seule condition d'un serment d'allégeance à la communauté civile. Aucune qualification religieuse n'était requise. Chaque township était représenté dans la législature proportionnellement à sa population. De la juridiction de l'Angleterre la constitution ne faisait point mention. Les magistrats étaient élus annuellement par le peuple, ainsi que le gouverneur, qui devait être membre d'une église. Comme dans le Massachusetts, on sépara bientôt la législature en deux Chambres, dont la moins nombreuse fut appelée le Conseil; et la réunion du gouverneur, du conseil et de l'assemblée forma la (Cour générale). De 1639 à 1655 J. Haynes et Ed. Hopkins furent élus alternativement gouverneurs. Après

eux J. Winthrop le jeune gouverna la colonie, sauf pendant deux interruptions d'une année chacune, jusqu'en 1676.

John Davenport, un pasteur, et deux marchands puritains de Londres, Théophilus Eaton et Edward Hopkins, étaient arrivés d'Angleterre à Boston au moment où les querelles religieuses faisaient rage entre les partisans d'Anne Hutchinson et les churchmen orthodoxes. Dégoûtés de tout ce bruit, ils cherchèrent une retraite plus tranquille. Hopkins, on vient de le voir, trouva un refuge honorable à Hartford. Davenport et Eaton allèrent avec quelques fidèles fonder (1638), à peu de distance à l'ouest du fleuve Connecticut, un petit établissement nommé New-Haven, où régna l'esprit du calvinisme le plus austère. Le gouvernement civil fut modelé sur les principes de l'Ancien Testament. L'Écriture fut la règle unique pour tous les devoirs, la loi suprême du pays. Seuls les membres d'une église furent électeurs. Le pouvoir d'admettre de nouveaux membres était confié à un comité de sept personnes élu par le corps des colons. Eaton fut choisi pour premier gouverneur et réélu pendant vingt ans.

Ainsi la région du Connecticut possédait en 1640 deux colonies puritaines. Celle de Hartford ne tarda pas à absorber le petit poste de Saybrook à l'embouchure et Winthrop fonda en 1658 New-London sur la côte près de la rivière Pequod ou Thames. La colonie de New-Haven envoya successivement des rejetons sur le littoral, Milford, Guilford, plus à l'ouest encore dans la direction des Hollandais, Stamford et Greenwich, un autre à l'extrémité orientale de Long Island (1643).

En 1642 le gouvernement du Massachusetts confia à deux « mathématiciens » la mission de marquer sur le terrain, d'après la charte, la frontière de la colonie. On adopta une ligne horizontale passant à trois milles au sud du point le plus méridional du cours suivi par la rivière Charles. Le tracé détermina par erreur une petite déviation au sud-ouest qui ne fut corrigée au profit de la colonie de Connecticut qu'un siècle plus tard.

CHAPITRE XIV

LA NOUVELLE-ANGLETERRE ET CROMWELL

La Confédération de la Nouvelle-Angleterre. La charte du Massachusetts menacée. — Le Massachusetts indépendant. Législation puritaine. Recrudescence de fanatisme. Persécutions. — Les puritains de 1660.

La Confédération de la Nouvelle-Angleterre. La Charte du Massachusetts menacée.

Charles Ier, après onze années de gouvernement arbitraire, se vit contraint (1640) de réunir le Parlement. A cette date, six communautés ou républiques, indépendantes de fait, s'étaient constituées sur le territoire de la Nouvelle-Angleterre : New-Haven, Connecticut, Aquiday, Providence, Plymouth et, la plus puissante des six, Massachusetts [1]. La cour générale de la colonie de la Baie échangeait de fréquentes communications avec les gouverneurs et les ministres de New-Plymouth, du Connecticut et de New-Haven au sujet des dangers que les Indiens, les Hollandais, maîtres de la vallée de l'Hudson, et les Français, maîtres du Saint-Laurent, pouvaient faire courir aux établissements. Bientôt il fut question de transformer ces relations de simple correspondance en une alliance plus étroite. Les pourparlers aboutirent en 1643 à un projet définitif; la confédération des « Colonies-Unies de la Nouvelle-Angleterre » fut fondée.

1. La « Plantation » de Massachusetts était divisée en quatre comtés, Suffolk, Middlesex, Essex et Norfolk, ce dernier comprenant les communes du New-Hampshire qui s'étaient récemment placées sous la juridiction du gouvernement de Boston.

Elle n'embrassa que les colonies de Massachusetts, de New-Plymouth, de Connecticut et de New-Haven. Les townships du New-Hampshire, bien que placés sous la juridiction des autorités de la Baie, furent exclus de l'association, parce que leur organisation civile et municipale reposait sur des principes étrangers à ceux des puritains et que le droit de suffrage notamment n'y était point dépendant de la qualité de membre d'une église, d'une



Colonies du Nord-Est vers 1650.

congrégation. Il est vrai qu'il en était de même dans le Connecticut, mais les fondateurs de cette plantation étaient un rameau détaché de la grande famille de puritains qui avait son centre à Boston. Les liens de race et de culte furent plus forts, en ce qui les concernait, que les considérations d'organisation civile. Quant aux gens de Providence et d'Aquiday, ils ne furent pas non plus admis dans l'association, malgré leurs instances, parce que les orthodoxes de Boston et des autres villages de la Baie, non plus que ceux de New-Plymouth et du Connecticut, ne voulaient avoir

rien de commun avec le ramassis de schismatiques et de vagabonds qui composaient les deux établissements de la baie de Narragansett.

La confédération avait pour objet principal la défense des colonies unies contre des voisins incommodes, et aussi la « propagation de l'Évangile et de la vraie religion ». Les affaires communes étaient dirigées par une commission composée de huit membres dont deux désignés par chaque colonie, ceux de la Baie ayant un droit de préséance à cause de la grande supériorité de cette communauté en richesse et en population. Nul ne pouvait être nommé commissaire qui ne fût membre d'une église. La commission siégeait tour à tour à Boston, à Plymouth, à Hartford et à New-Haven. Elle statuait sur les questions de paix ou de guerre et généralement sur les affaires extérieures de la Nouvelle-Angleterre. Elle ne constituait toutefois qu'un corps délibérant, l'exécution de ses décisions étant subordonnée au bon vouloir des colonies représentées, dont chacune conservait sa juridiction locale et restait entièrement maîtresse de ses affaires particulières. En cas de guerre, les contingents d'hommes et les dépenses étaient répartis entre les établissements confédérés, au prorata de leur population. Une clause spéciale obligeait les colonies unies à se livrer réciproquement les *servants* et les criminels fugitifs.

Une des premières décisions de la commission de la Nouvelle-Angleterre fut un acte d'ingratitude envers un des chefs indiens qui avaient rendu le plus de services aux colonies naissantes, Miantonomoh, de la tribu des Narragansetts. Ennemi acharné d'Uncas, chef des Mohegans, il obtint ou crut obtenir des autorités de Boston la permission de se venger de son rival et envahit ses terres, mais fut battu et pris. Uncas conduisit son prisonnier à Hartford où les commissaires de la Confédération, s'érigeant en justiciers, décidèrent qu'il avait mérité la mort. Le vrai crime de Miantonomoh était d'avoir surtout favorisé dans les derniers temps les colons de Providence. Il fut livré à Uncas qui exécuta sans retard l'arrêt de la commission. Les Narragansetts, terrifiés, promirent de se soumettre désormais aux ordres du gouvernement de Boston. Celui-ci ne put avoir raison aussi facilement des résistances de l'aventurier Gorton, maître du petit village de Pawtuxet, où

il prétendait vivre indépendant et professait en matière de foi des doctrines portant ombrage aux Églises puritaines. Il fut attaqué par un détachement de soldats envoyés de Boston, conduit en prison et condamné au bannissement. Il alla porter plainte en Angleterre, d'où il revint quelque temps après avec un ordre du comte de Warwick le rétablissant dans tous ses droits, possessions et privilèges.

Le comte de Warwick présidait une commission que le Parlement avait investie en 1643, après l'explosion de la guerre civile, du droit de prendre toutes mesures relatives au gouvernement des îles et plantations d'Amérique, Virginie, Maryland et Nouvelle-Angleterre [1]. Si les puritains du Massachusetts comptaient de nombreux amis dans le Parlement, les dissidents ou schismatiques, comme on les désignait à Boston, y possédaient aussi des patrons influents. Gorton avait été couvert par la haute protection de Warwick. C'est aussi à cette protection et à celle de Henry Vane que Roger Williams dut d'obtenir, dans son voyage de 1643 en Angleterre, la charte qui donnait une existence légale et politique à la colonie de Providence. Vane, Warwick et les lords du parti libéral sentaient la nécessité de réagir contre l'intolérance étroite et bigote, contre les tendances oppressives du gouvernement du Massachusetts, personnifiées dans l'homme qui s'était fait dès le début le champion du régime théocratique et du pouvoir absolu des congrégations, le gouverneur Winthrop [2], excellent administrateur, mais esprit étroit, et qui ne craignait pas de braver l'impopularité.

Ce gouvernement n'était pas seulement en défaveur dans la métropole. A Boston même il avait à lutter contre les progrès du parti démocratique. Un conseil permanent dont les membres

1. Le comte de Warwick avait le titre de gouverneur général et grand amiral des îles et plantations d'Amérique. La Commission était composée de cinq lords et de douze membres des communes; parmi les commissaires figuraient le comte de Pembroke, le vicomte Say and Sele, Henri Vane ex-gouverneur du Massachusetts, Pym, Cromwell.

2. John Winthrop, d'une honorable famille du Suffolk, avait vendu en 1620 ses propriétés pour conduire la colonie de la baie de Massachusetts en Amérique. C'est lui qui fit choix de la presqu'île de Shawmut pour l'emplacement de la ville de Boston. Il fut élu gouverneur chaque année de 1630 à 1634, puis de 1637 à 1640, de 1642 à 1644, et en 1648 et 1649. Il mourut en cette dernière année. L'aîné de ses fils fut le fondateur de la colonie de Saybrook (Connecticut).

avaient été nommés à vie (sous la présidence de Winthrop) et qui était chargé de l'organisation militaire de la colonie, fut dépouillé peu à peu de toutes ses attributions et n'eut bientôt plus qu'une existence nominale. Dans les élections le principe de la rotation des offices fut plus souvent appliqué, et Winthrop dut céder son titre de gouverneur tour à tour à Dudley, à Bellingham, à Saltonstall. Pour les autres emplois et notamment pour les places d'assistants, le peuple commença à négliger les anciens, les illustrations de la colonie, et à élire des *men of the inferior sort*. Les magistrats, qui jusqu'alors avaient composé une façon de corporation aristocratique en possession de tous les pouvoirs publics, voyaient maintenant leurs amis dédaignés et leur autorité contestée. Un revirement se fit en leur faveur lorsqu'une partie de l'opposition eut l'imprudence de se montrer favorable aux prétentions que la commission coloniale du Long Parlement, assaillie de plaintes par les mécontents, commençait à émettre au droit de contrôler même les affaires intérieures de la colonie de Massachusetts. Les magistrats firent répandre dans le peuple le bruit que la charte était menacée, et peut-être l'était-elle en réalité. Le parti de Winthrop et des anciens reprit alors l'ascendant et domina de nouveau dans la Cour générale.

Celle-ci, après une longue délibération sur la nature des relations de la colonie avec l'Angleterre, décida que le Massachusetts devait à la mère patrie la même allégeance que les villes libres de la Hanse avaient due à l'empire et que la Normandie, quand ses ducs étaient rois d'Angleterre, devait aux monarques de France. Il fut résolu que l'ancienne charte ne serait en aucun cas abandonnée et qu'il n'y avait pas lieu d'accepter la nouvelle patente qu'offrait le Parlement. Si celui-ci maintenait ses prétentions, l'Assemblée s'en remettait à Dieu pour la sauvegarde des justes libertés de la colonie. Le Parlement n'insista pas et laissa les frères émigrés au delà de l'Océan jouir en paix de leur indépendance.

Le Massachusetts indépendant. Législation puritaine. Recrudescence de fanatisme. Persécutions.

La Nouvelle-Angleterre vécut en bonne intelligence avec Cromwell. Les puritains établis en Amérique étaient de la même race que ceux qui avaient combattu sous ses ordres et renversé le Stuart. Il leur offrit en 1651 de quitter leur rude séjour et de s'établir dans l'Irlande que ses armes venaient de soumettre, proposition qui fut déclinée avec une courtoise fermeté. Il leur offrit encore (1655) d'échanger leur sol ingrat contre les terres plantureuses de la Jamaïque récemment conquise. Mais ils aimaient leur nouvelle patrie; ils ne demandaient au Protecteur que de respecter leur liberté et de favoriser leur commerce, ce qu'il fit de bonne grâce en supprimant pour eux les stipulations restrictives des lois de navigation. Déjà dans les ports du Massachusetts des chantiers de construction lançaient des bâtiments de commerce qui trafiquaient avec la Virginie, les Antilles, l'Espagne et le Portugal, et allaient jusque sur les côtes de Guinée embarquer des esclaves pour les vendre sur les marchés de l'Amérique espagnole. Un établissement fut fondé à Boston pour la frappe des monnaies. Les espèces métalliques étaient fort rares, car la Nouvelle-Angleterre importait plus encore qu'elle n'exportait. Le blé et le bétail servaient d'instrument pour les échanges à des prix fixés par des ordonnances successives. Déjà une certaine aisance régnait dans la colonie; la santé générale s'était améliorée; il ne restait des anciennes misères qu'un souvenir adouci par le contraste de la prospérité naissante.

Les derniers incidents avaient suspendu les conflits entre le parti populaire et l'oligarchie. L'influence des « elders » dans chaque église était fortement établie et donnait l'impulsion à tout le mécanisme social et politique. Les institutions civiles et religieuses étaient indissolublement unies. Une commission composée de deux ministres et de deux personnes capables prises parmi les « churchmen » dans chaque comté avait été chargée de préparer un code de lois pour le Massachusetts. Le travail fut terminé en 1649. Ce code revisé augmentait la liste déjà assez chargée des

fautes passibles de la peine capitale. En outre toute hérésie [1], toute profession de foi ou affirmation contraire aux croyances établies et au dogme officiel de la colonie, était frappée de la peine du bannissement. Il était interdit aux membres du clergé catholique, notamment aux jésuites (il y avait des jésuites au Canada), de franchir les frontières du Massachusetts. Une première tentative entraînait l'expulsion, une seconde la mort. Nier que les livres de l'Ancien et du Nouveau Testament fussent la parole infaillible de Dieu, exposait à la peine du fouet et au bannissement [2].

On a défendu la législation pénale du Massachusetts en disant que la plupart de ces prescriptions restèrent lettre morte, qu'en général les lois étaient plutôt douces et humaines et que les châtiments exceptionnels dont on menaçait les hérétiques et les esprits rebelles à la discipline civile et ecclésiastique n'ont été appliqués que rarement, dans de courtes périodes de persécutions. La colonie entrait justement en 1655 dans une de ces périodes. L'exagération du système fondé sur la confusion des pouvoirs politiques et religieux produisait ses fruits naturels, l'intolérance et la tyrannie brutale. Ce que les « elders » allaient défendre en versant le sang, ce n'était pas seulement leurs convictions religieuses, mais aussi leur pouvoir chaque jour plus contesté. « C'est au moment d'expirer que la bigoterie, dans un accès convulsif d'énergie, se montra sous son pire aspect, comme les vagues de la mer sont plus tumultueuses quand le vent commence à tomber et que la tempête s'apaise [3]. » Des églises baptistes avaient été

1. Les cas d'hérésie sont ainsi définis : — Nier l'immortalité de l'âme ou la résurrection du corps. — Nier que le Christ se soit offert comme rançon pour les péchés de l'homme. — Affirmer que nous ne sommes pas justifiés par la mort de Jésus-Christ, mais par nos propres œuvres. — Condamner le baptême des enfants. — Essayer d'ébranler les croyances d'autrui. — *Contester l'autorité des magistrats*. — Tenter de séduire autrui aux erreurs et hérésies ci-dessus, etc.

2. Ce statut revisé a été fréquemment confondu avec une première codification dont la Cour générale avait chargé John Cotton, le pieux ministre de Boston, en 1636. L'œuvre achevée, la Cour générale donna la préférence à un projet présenté par Nathaniel Ward, l'auteur de l'écrit satirique *the Simple Cobbler of Aggawam* (le savetier d'Aggawam), et c'est ce dernier code de lois qui fut appliqué dans la colonie, à partir de 1641, sous le nom de *Body of Liberties*. John Cotton fit imprimer à Londres, la même année, son œuvre personnelle sous le titre de *Abstract of the Laws of New England as they are now established*, où figure la peine capitale pour l'hérésie.

3. Bancroft.

fondées à Providence et à Newport par Roger Williams et Clarke. Quelques adeptes du nouveau culte furent surpris sur le territoire puritain, cherchant à faire des prosélytes. L'autorité civile les fit arrêter et les condamna à payer de fortes amendes. L'un d'eux, refusant de s'acquitter, subit la peine du fouet sur la place publique. L'émotion fut plus vive encore à Boston lors de l'apparition des quakers dans la colonie. Les premiers de la secte qui se présentèrent étaient deux femmes arrivant des îles Barbades (1656), Anna Austin et Mary Fischer. On les jeta en prison et leurs livres furent brûlés par la main du bourreau. Après une détention de cinq semaines, ordre fut donné de rembarquer les deux femmes pour les Antilles. Le mois suivant arrivèrent quatre quakers et autant de quakeresses. Ils furent enfermés deux mois et renvoyés en Angleterre d'où ils venaient. Il en revint sept sur les huit, deux ans après, mais déjà bien d'autres de leurs frères étaient accourus dans la Nouvelle-Angleterre, poussés par la folie de la persécution. La Cour générale vota lois sur lois pour lutter contre cette invasion; tout fut employé, expulsion, fouet, mutilation, enfin la mort. Les quakers, plus fanatiques encore que leurs persécuteurs, semblaient résolus à exaspérer l'autorité. Ils insultaient les magistrats, troublaient par des cris les cérémonies du culte, commettaient les actes les plus grotesques ou les plus impudents de provocation. Quand on fut las de fouetter ces malheureux, de leur couper les oreilles, de leur percer les mains d'un fer rouge, on en vint aux exécutions. Deux quakers furent pendus en 1659, une quakeresse en 1660. Une quatrième pendaison eut lieu en 1661, et ce fut fini. Le sentiment de la population, à Boston même, se prononçait avec vivacité contre la barbarie des magistrats; il y eut des souscriptions en faveur de quakers détenus. Longtemps encore le gouvernement continua d'expulser ces mécréants dans lesquels il voyait, non point tout à fait sans cause, des perturbateurs de la paix publique. « Pour la sécurité du troupeau, dit le ministre Norton, nous chassons le loup [1]. »

1. « Les quakers ont été les pionniers de la liberté civile et religieuse. Par leur courage héroïque, leur patience, leur dévouement inébranlable, ils ont tiré l'ancienne colonie de la Baie de la ruine certaine à laquelle l'étroite et funeste poli-

Les puritains de 1660.

Tels on vient de voir les puritains en face de l'invasion des quakers, tels on les reverra lorsqu'ils seront pris par la peur de la sorcellerie, intolérants par tournure d'esprit et par habitude de pensée, entraînés à la persécution par la conviction profonde de la supériorité de leur foi et par une crainte superstitieuse des agissements et des manœuvres de l'esprit du mal. En ce qui touche les caractères de la race, ses habitudes sociales, ses singularités de costumes et de manières, ses bizarreries de langage et l'affectation d'austérité de ses mœurs, le puritain de la Nouvelle-Angleterre gardait une profonde ressemblance avec celui qui n'avait point quitté la métropole. La population du Massachusetts, de New-Plymouth, de Hartford et de New-Haven aurait pu se reconnaître encore en 1660 dans l'œuvre de cet avocat de Lincoln's Inn, le puritain Prynne, auteur de l'*Hystrio-Mastyx*, énorme in-quarto de mille pages, publié à Londres en 1633, et qui est un pamphlet contre les spectacles, la musique, la danse, la chasse, les fêtes publiques, l'observance des fêtes de Noël, les feux de joie, les arbres de mai, les réjouissances populaires du dimanche. Ce qui l'irrite particulièrement, c'est que les comédies se vendent mieux que les meilleurs sermons. Les salles de spectacle sont des temples de Satan, ceux qui les fréquentent, des diables incarnés, chaque pas de danse est un pas vers l'enfer. La musique des églises n'est qu'un bêlement ou un beuglement de bêtes brutes. Prynne recommande à tous ceux qui pensent comme lui de s'honorer du nom de puritains, car le Christ était puritain. Comme Prynne avait aussi blâmé ouvertement la hiérarchie et les innovations du culte établies par Laud, il fut cité devant la Chambre étoilée, condamné au pilori, à la perte de ses deux oreilles, à une amende de 5 000 liv. st. et à la prison perpétuelle. On avait voulu frapper tous les puritains

tique de ses fondateurs bigots et hypocrites l'avait condamnée. Ils ont forcé les puritains à abandonner leurs absurdes prétentions, à admettre des étrangers sans les insulter, à tolérer les divergences religieuses, à incorporer dans leur législation l'esprit de liberté qui est maintenant la vie de nos institutions. La religion de la Société des amis est encore une force active, ayant sa pleine part d'influence sur notre civilisation. » (Hallowell's *The Quaker invasion of Massachusetts.*)

dans Prynne. « Il est vrai, dit l'historien Hume, que les puritains se faisaient distinguer par l'aigreur et l'austérité de leurs manières, par leur aversion pour les plaisirs et la société. Leur inspirer une humeur plus gaie, pour leur intérêt et pour celui du public, était une entreprise louable de la Cour, mais on peut douter que les piloris, les amendes et la prison fussent l'expédient le plus convenable pour ce dessein. »

Les jugements sévères ou ironiques sur les puritains ne manquent pas : « Ces gens-là, dit John Lamb, un de leurs adversaires, paraissent aux yeux du monde incapables de jurer, de forniquer ou de s'enivrer ; mais ils savent mentir et tromper. » On connaît le spirituel portrait tracé par Macaulay : Les puritains se prirent de goût pour l'Ancien Testament, qui contient l'histoire d'une race choisie par Dieu pour témoigner de son unité et servir d'instrument à sa vengeance, une race à laquelle il commanda d'accomplir des actes qui au jugement humain sont des crimes atroces. Ils donnèrent à leurs enfants des noms de baptême pris, non aux saints du christianisme, mais aux patriarches et aux guerriers hébreux. Ils transformèrent le dimanche, jour destiné à fêter la résurrection du Seigneur, en un sabbat israélite. Ils empruntèrent à la loi mosaïque ses principes de jurisprudence et cherchèrent dans les livres des Juges et des Rois des règles pour la conduite de leur vie ordinaire. Souffrant de la tyrannie des princes et des prélats, ils méditaient sans cesse sur les plus sombres histoires de la Bible, une reine jetée aux chiens, un roi vaincu mutilé par un prophète, une femme qui, violant la foie jurée et les lois de l'hospitalité, enfonce un clou dans la cervelle d'un allié fugitif. Ces puritains en venaient à ressembler aux pharisiens qui reprochaient au Christ des mœurs débauchées. Dans leur costume, leurs manières, leur langage, leurs études, leurs amusements, tout était triste, lugubre, rigide, mais d'une tristesse sentant l'affectation et l'hypocrisie. Avant tout, un puritain ne pouvait être gai. Rire était un crime, tout divertissement une occasion de scandale. Les règles que ces gens s'imposaient et qui jetaient sur tous les actes de leur vie une teinte si sombre, eussent été insupportables au libre et joyeux esprit de Luther, à l'intelligence sereine et philosophique de Zwingle. Quelques puritains parmi les puritains hésitaient à

approuver l'étude du latin parce qu'on y rencontrait les noms de Mars, de Bacchus, d'Apollon. Les puritains étaient les ennemis-nés des beaux-arts, peinture, sculpture et musique. Les sons de l'orgue ne leur semblaient que des voix sataniques. La représentation du corps humain sur la toile ou par le marbre ne pouvait être à leurs yeux qu'idolâtrie ou indécence. La coupe rigide du vêtement, la couleur foncée de l'étoffe, les cheveux plats, la mine allongée et triste, l'expression mystique des yeux, le ton nasal, un langage émaillé d'hébraïsmes, d'images tirées de l'Écriture Sainte, de métaphores empruntées à la poésie lyrique la plus hardie d'une époque et d'un pays lointains, et appliquées aux circonstances les plus triviales de la vie anglaise : tels étaient les traits caractéristiques de ce *cant*, particulier entre tous les genres de cants britanniques, le cant puritain.

Les traits de cette description se sont effacés peu à peu. Tout en laissant une marque indélébile sur les mœurs du pays, cette rigidité des premiers temps a fait place à des goûts, à des habitudes moins austères. Bancroft admire franchement le puritain, même et surtout celui de 1660 : « Sous le grand chapeau et le vêtement grossier, inélégant, dont se couvrait l'habitant de la Nouvelle-Angleterre, il y avait un homme. Ce qui faisait sa force, c'était sa foi. Sa conscience était sa religion. Il avait rejeté les formes de la superstition, les pompes du culte. Mais il croyait, et sa croyance était toute spirituelle; son ministre, il le choisissait lui-même. Il n'avait au-dessus de lui ni clergé, ni royauté, et s'il craignait les puissances invisibles des ténèbres et de l'enfer, il ne craignait rien sur la terre. Activité, intelligence, courage, telles étaient les qualités naturelles des puritains,... de cette race d'hommes d'où est sorti le tiers de toute la population blanche des États-Unis. En quinze années il était venu sur la terre du Massachusetts vingt mille immigrants, environ quatre mille familles; leurs descendants sont au nombre de quatre millions [1]. Aux États de New-York et de l'Ohio, où ils constituent la moitié de la population, ils ont apporté le système puritain des écoles publiques, et leur influence s'est répandue sur tout le monde civilisé. »

1. Bancroft écrivait ces lignes au milieu du XIXe siècle. Les fils des Yankees, fils eux-mêmes des puritains, sont aujourd'hui bien plus nombreux encore.

Les premières écoles du Massachusetts sont antérieures à la seconde moitié du XVIIe siècle. En 1649 une loi décida[1] que « chaque township comptant cinquante chefs de famille désignera un maître chargé d'apprendre à *tous* les enfants à lire et à écrire »; et que « dans toute ville comptant cent familles sera établie une école de grammaire où les jeunes gens recevront une instruction capable de les préparer à l'Université ». En 1636 la Cour générale avait voté une somme égale au revenu d'une année de la colonie pour la création d'un collège à Cambridge. Deux ans plus tard (1638) John Harvard qui, à peine arrivé dans le Massachusetts, succombait victime du climat, légua au collège la moitié de sa fortune et toute sa bibliothèque. Le Connecticut, Plymouth, les villes de l'est (Maine) apportèrent leurs offrandes au collège. Chaque famille dans les Colonies-Unies donna en une fois, pour l'établissement favori, douze pence ou une mesure de blé. Le collège de Harvard et les écoles publiques devaient exercer la plus puissante et la plus heureuse influence sur le caractère de la population et sur le génie de la Nouvelle-Angleterre.

1. Le préambule dit : « Attendu que le projet capital de cet éternel trompeur, Satan, est de tenir les hommes éloignés de la connaissance des Écritures.... »

CHAPITRE XV

LA LUTTE POUR LA CHARTE (1661-1675)

La Cour générale du Massachusetts et le roi Charles II. Négociations. — Deux chartes très libérales. — La commission royale d'enquête à Boston. Prospérité commerciale du Massachusetts. Population de la Nouvelle-Angleterre. — Les Indiens du nord-est. Guerre de Philippe (1675-1676).

La Cour générale du Massachusetts et le roi Charles II. Négociations.

L'annonce de la restauration de Charles II fut apportée à Boston par un navire sur lequel se trouvaient deux des juges qui avaient condamné à mort Charles Ier, Whalley et Goffe, officiers de haut rang dans l'armée de Cromwell [1]. La Cour générale, donnant la preuve que la rigidité puritaine n'était pas absolument inconciliable avec cette prudence et cette habileté de conduite qui s'accommodent de tempéraments opportuns, envoya aussitôt une adresse au roi. Ce document rempli d'images pompeuses et d'hyperboles, maladroite imitation du langage de l'Écriture, représentait les puritains s'agenouillant devant le roi rétabli sur son trône et s'inclinant devant sa sainte Majesté. Après ce préambule l'adresse demandait au souverain de laisser les colons jouir librement de leurs institutions civiles et religieuses.

1. Le gouverneur fit bon accueil aux deux régicides qui restèrent quelque temps à Boston sans se cacher. Bientôt cependant ils durent se réfugier dans le Connecticut. Déguisés, errant de village en village, ou vivant au milieu des rochers sur les côtes du Sound, ils échappèrent à toutes les recherches. Un troisième régicide plus heureux encore, John Dinwell, vécut tranquillement à New-Haven sous un nom d'emprunt.

Une certaine incohérence dans les actes des magistrats trahissait l'anxiété de leurs esprits. D'un côté, ils forçaient un des leurs, le missionnaire Eliot, à rétracter les doctrines anti-monarchistes d'un livre qu'il avait publié sous le titre de « République Chrétienne ». De l'autre, ils crurent convenable de rédiger une déclaration explicite des droits dont les colons se tenaient pour investis en vertu de leur charte, droit de fixer eux-mêmes les conditions d'admission des nouveaux *freemen*, d'élire leur propre gouverneur et tous les fonctionnaires publics, magistrats et représentants, d'exercer par l'intermédiaire de ces élus la plénitude de l'autorité législative, exécutive et judiciaire, droit de se défendre par la force des armes contre toute oppression, de rejeter toute taxe qui leur semblerait préjudiciable à la colonie. C'était l'indépendance à peu près absolue, en réalité le régime sous lequel avait jusque-là vécu la Nouvelle-Angleterre.

Ce n'est qu'après ces longues et minutieuses précautions que le gouvernement colonial se décida à proclamer solennellement à Boston le roi Charles II depuis plus d'un an remonté sur le trône. Encore fut-il interdit de boire à cette occasion à la santé du roi. On accomplissait une indispensable formalité; mais les magistrats n'estimaient point qu'il y eût lieu à réjouissance. Deux délégués, Bradstreet et Morton [1], furent envoyés à Londres pour prendre connaissance de l'état des affaires et présenter un rapport à la Cour générale. La situation parut grave à ces délégués et l'était en effet. Tout était déjà profondément changé en Angleterre (1662). L'acte d'uniformité avait rétabli la liturgie et les cérémonies de l'Église épiscopale; le Covenant était supprimé; deux mille membres du clergé, ne voulant pas renoncer au presbytérianisme, étaient chassés de leurs cures. Des amis des colons, anciens chefs des Indépendants, avaient été exécutés, entre autres Hugues Peters et Henri Vane. Bradstreet et Morton ne furent cependant pas mal accueillis à la cour, et le ton de la réponse royale qu'ils rapportèrent en Amérique était conciliant. Le roi consentait à confirmer la charte et promettait l'oubli de toutes les

1. John Morton fut le successeur de J. Cotton dans l'église de Boston, et aussi son biographe : *Life and Death of that deservedly famous man of God, M. John Cotton*; Boston, 1657.

offenses passées. Mais il demandait en retour le rappel de toutes les lois contraires à l'exercice de sa propre autorité, un serment d'allégeance à sa personne royale, l'administration de la justice en son nom, la liberté complète pour l'Église d'Angleterre dans la colonie, le droit de suffrage et l'éligibilité aux offices attachés non plus à la qualité de membre de l'Église, mais à des conditions déterminées de fortune. Il fallait prendre parti pour ou contre ces demandes, qui n'avaient rien de déraisonnable, mais qui tendaient à la suppression effective du gouvernement indépendant du Massachusetts. Le roi revendiquait en outre le privilège d'opposer son veto aux lois votées par les colons et de reviser les jugements de leurs tribunaux.

Pendant qu'à Boston on délibérait sur les demandes du roi, celui-ci était assailli de plaintes à Londres contre le gouvernement puritain. C'était un concert d'accusations. Gorges et Mason, petits-fils des anciens propriétaires du Maine et du New-Hampshire, réclamaient leurs provinces dont ils avaient été dépouillés. Gorton invoquait la protection de la mère patrie contre l'oppression des magistrats bostoniens. Des baptistes, des quakers exigeaient devant les tribunaux de Londres des indemnités pécuniaires pour la persécution subie, pour la saisie de leurs biens ou pour arrestation arbitraire. Même des chefs des tribus indiennes suppliaient le Parlement et le roi de les protéger contre une autorité tracassière et tyrannique. Charles II ordonna l'envoi en Amérique d'une commission chargée d'une enquête sur toutes ces plaintes. Une vive alarme se répandit à cette nouvelle dans le Massachusetts. L'apparition d'une comète mit le comble à l'inquiétude. Un jeûne public fut ordonné. La charte fut confiée à la garde d'un comité de la Cour générale.

Deux chartes très libérales.

Le Connecticut et Rhode-Island avaient été plus prompts que la colonie de la Baie à reconnaître l'autorité de Charles II. Winthrop et Clarke, gouverneurs de l'une et de l'autre colonie, s'étaient immédiatement embarqués pour l'Angleterre, afin de demander des chartes au nouveau roi. Winthrop, fils du gouverneur du Mas-

sachusetts, était un savant distingué[1]; homme de goût, esprit large et éclairé, il se fit rapidement de nombreux amis, et lord Say le poussa à la cour. Il eut peu de peine à obtenir de Charles II une charte délimitant les frontières du Connecticut au nord, à l'est et au sud, et lui donnant pour limite à l'ouest l'océan Pacifique. New-Haven était absorbé dans la nouvelle colonie. En 1663, Clarke, grâce à l'amitié du ministre chancelier, comte de Clarendon, obtint également une charte pour les plantations de Rhode-Island et de Providence. Les deux documents accordaient aux hommes libres du Connecticut et de Rhode-Island le droit de s'adjoindre comme ils l'entendraient de nouveaux associés, et de choisir annuellement leur gouverneur, leurs magistrats, leurs représentants. Le roi ne se réservait ni juridiction d'appel, ni droit de veto sur la législation. La seule restriction, plus apparente que réelle, à cette indépendance était que les lois coloniales devaient être aussi conformes que possible à celles d'Angleterre. Le self-government était si bien assuré par leurs nouvelles chartes aux deux établissements qu'elles continuèrent à servir de fondement à leurs institutions, longtemps après qu'ils furent devenus des États indépendants.

Comment Charles II avait-il été amené à concéder des chartes aussi libérales, réservant si peu de droits à la couronne? Il y faut voir d'abord l'influence du comte de Clarendon. Les deux colonies en outre étaient très faibles. On était disposé à Londres à les dégager d'une trop étroite solidarité avec les destinées du Massachusetts que la métropole surveillait avec une attention jalouse. De là une différence si marquée de traitement à l'égard des diverses colonies de la Nouvelle-Angleterre. Winthrop revenu en Amérique en 1664 réussit à concilier les habitants de New-Haven à l'arrangement qui les absorbait dans la population du Connecticut. Il fut élu gouverneur et réélu douze années de suite (1664 à 1676). William Leet, le dernier magistrat suprême de New-Haven, fut élu sous-gouverneur de la colonie consolidée et succéda à John Winthrop en 1676. La province ainsi constituée contenait dix-neuf townships, répartis dans quatre comtés. On

1. Il fut un des fondateurs de la Société Royale de Londres.

établit un tribunal supérieur et des cours ordinaires. Le système théocratique de New-Haven disparut devant les lois du Connecticut qui accordaient le droit de suffrage à tout homme libre ayant une propriété valant vingt livres sterling. Les églises et les ministres conservèrent toutefois une grande influence et furent, comme auparavant, soutenus par des taxes levées sur toute la population. Les réunions civiles eurent lieu encore longtemps dans la maison du culte, en présence et presque sous le contrôle des ministres.

Le Connecticut jouit dès lors d'une longue période de tranquillité et d'un gouvernement populaire dans le sens absolu du mot. Une race vigoureuse se multiplia le long des rivières. Pendant tout un siècle la population doubla tous les vingt ans malgré une émigration considérable. L'agriculture resta la principale occupation des habitants. L'égalité des conditions était à peu près complète. Ceux-là étaient réputés riches dont la maison était un peu plus grande ou le grenier un peu plus plein que les maisons ou les greniers des voisins. Les mœurs restèrent très simples, avec un goût persistant pour les discussions théologiques. Il y eut de bonne heure des écoles publiques; mais en 1700 seulement sera fondé à Saybrook le collège de Yale. Pendant le siècle qui suit la restauration, le Connecticut n'a pour ainsi dire pas d'histoire, ou mieux, son histoire se fond dans celle du Massachusetts qui devient celle de toute la Nouvelle-Angleterre.

Il en est de même de la colonie de Rhode-Island que Charles II tenait en grande estime. C'était une seconde rivale pour le Massachusetts et on lui accorda toutes les libertés que Roger Williams et Clarke avaient successivement demandées en son nom. Le charte de 1663 réunissait en une seule colonie les établissements de Providence et d'Aquiday sous le nom de Rhode-Island. Elle confiait l'autorité exécutive à un gouverneur et à dix assistants nommés par la population. Celle-ci élisait également des représentants composant l'Assemblée investie du pouvoir législatif. Une clause spéciale stipulait la liberté religieuse : « Nulle personne dans la colonie ne sera molestée, punie, inquiétée, interrogée pour divergence d'opinion en matière de croyance. » Dans le plus ancien recueil imprimé des lois de Rhode-Island,

on trouve à cette règle générale une exception dirigée contre les catholiques. Elle n'eut qu'une portée toute théorique, aucun catholique n'étant venu habiter le Rhode-Island. Mais lorsque les Français arrivèrent à Newport, pendant la guerre de l'indépendance, en alliés des Américains, la clause malencontreuse dut être aussitôt abrogée.

La population de l'île fertile dont Newport est la ville principale, accueillit avec joie la constitution si désirée. C'était l'indépendance désormais assurée; on n'avait plus rien à redouter de l'ambition du Massachusetts. Cette charte constituait un système politique si bien approprié au caractère des colons naguère fort turbulents de Rhode-Island, qu'elle a survécu, comme celle du Connecticut, à la période révolutionnaire. Les colons partagèrent leur gratitude entre Charles II, Clarendon et Clarke, cet agent dévoué qui pendant douze années avait été, à Londres, l'avocat, le défenseur de la colonie, et qui, à sa mort, légua à celle-ci tous ses biens pour le soulagement des pauvres et pour l'éducation de la jeunesse.

La commission royale d'enquête à Boston. Prospérité commerciale du Massachusetts. Population de la Nouvelle-Angleterre.

Lorsque les commissaires de Charles II arrivèrent à Boston après avoir laissé l'un d'eux, Nichols, comme gouverneur de la province de New-York (jusque-là New-Amsterdam), récemment acquise des Hollandais, ils trouvèrent la Cour générale peu disposée à faciliter leur mission, et la mésintelligence ne tarda pas à prendre un caractère aigu. Au grand déplaisir de la population, ils firent célébrer pour la première fois dans la ville puritaine un service religieux selon le rite de l'Église d'Angleterre. Ils se montrèrent hautains, et les magistrats de leur côté ne firent aucune concession. Après de longues et vaines négociations, les commissaires proposèrent de tenir une audience solennelle pour entendre les plaintes dirigées contre la colonie. La Cour générale par une proclamation publique fit savoir qu'elle s'opposait à cette procédure en tant que contraire à la charte et empiétant sur la juridic-

tion exclusive de l'Assemblée dans les limites de la colonie. Les commissaires se décidèrent alors à quitter Boston, visitèrent successivement Plymouth, Rhode-Island, New-Hampshire et le Maine, et rentrèrent en Angleterre en 1666.

Sur leur rapport défavorable, le Conseil privé adressa aux magistrats de Boston une lettre au nom du roi, leur enjoignant d'envoyer cinq délégués à Londres pour expliquer leur refus de se soumettre à l'autorité des commissaires. Après un débat approfondi, la Cour générale résolut de désobéir à l'ordre royal et se contenta de présenter à Charles II quelques excuses accompagnées de l'offre plus substantielle de provisions pour la flotte anglaise des Indes Occidentales. Ce refus d'obéissance n'avait pas été adopté sans une vive opposition du parti modéré. Mais les circonstances favorisaient l'oligarchie théocratique de Boston. La guerre avec les Pays-Bas absorbait l'attention en Angleterre. Une flotte hollandaise venait d'entrer dans la Tamise, et menaçait Londres déjà ravagée par la peste et l'incendie (1667). Le gouvernement anglais ne pouvait plus s'occuper avec suite des colonies. L'obstination des Bostoniens passa inaperçue et impunie.

La Nouvelle-Angleterre commençait à s'enrichir par le commerce. Les navires du Massachusetts et de Rhode-Island fournissaient de marchandises européennes les colonies du sud (Maryland, Virginie et Caroline), les Barbades et Antigua dans la mer des Antilles, embarquaient en retour du tabac, du sucre, du rhum, qu'ils allaient vendre avec le poisson séché et le bois de charpente de la Nouvelle-Angleterre en Espagne, en Italie et même en Hollande, violant ouvertement la loi de navigation votée par le Long Parlement en 1651, et remise en vigueur au début de la Restauration avec des clauses additionnelles. Le Parlement avait voulu assurer aux marchands anglais le monopole du commerce colonial : les « articles énumérés », produits de la Virginie et des plantations du même groupe, ne devaient être transportés qu'en Angleterre ou dans une possession britannique. Quant aux articles qui auraient pu faire concurrence sur les marchés de la métropole à des produits similaires de la Grande-Bretagne, les Américains pouvaient en trafiquer dans tout port étranger situé au sud du cap Finistère. C'est en 1663 que fut édictée par surcroît cette

stipulation que toute importation de marchandises européennes dans les colonies était interdite, sauf par des vaisseaux anglais appartenant à des armateurs de la métropole. Les premières clauses visaient surtout les colonies méridionales, aucun des « articles énumérés » n'étant produit dans la Nouvelle-Angleterre; mais la dernière affectait directement les intérêts des armateurs américains du nord. Il est vrai qu'elle resta longtemps non appliquée. En 1672 une autre loi de la métropole décida, pour la perception des droits de sortie des produits coloniaux, l'établissement de douanes dans les ports d'embarquement, placées sous la surveillance de commissaires anglais.

Telle fut l'origine des douanes royales en Amérique et des taxes commerciales levées dans les plantations par autorité du Parlement et au nom du roi. Trente-neuf *acts* votés pendant le siècle suivant renforcèrent successivement ce système de monopole commercial adopté par l'Angleterre après la restauration des Stuarts et qu'elle maintint obstinément jusqu'à la Révolution. Les colons en vinrent peu à peu à ne plus pouvoir vendre leurs produits qu'aux négociants anglais et à ne plus pouvoir acheter qu'à eux des marchandises européennes.

On ne prévoyait guère cependant, en 1675, dans la Nouvelle-Angleterre les conséquences que pourrait entraîner une législation aussi restrictive. Il n'y avait encore de douanes royales que dans les colonies du sud. En dépit des lois de navigation le port de Boston était rempli de bâtiments espagnols, hollandais et français; ses propres navires circulaient librement entre les colonies anglaises et l'Europe. La ville comptait déjà 7 000 habitants. Tandis que les discussions religieuses continuaient à alimenter la lutte entre l'esprit ancien et les tendances nouvelles, la richesse créée par le commerce introduisait des habitudes de luxe et d'élégance qui excitaient l'indignation des puritains de la vieille école. Les colonies du nord-est comptaient en 1675 environ 60 000 habitants[1] : Plymouth 7 000 à 8000, le Connecticut 14 000, le Massachusetts 22 000, le Maine, New-Hampshire, Rhode-Island, chacun

1. C'est le chiffre que donne Hildreth. D'autres historiens en présentent de plus élevés. Il n'existe sur le montant de la population dans les colonies avant 1790 que des données conjecturales.

de 4 000 à 5 000. Les villages étaient disséminés le long des côtes depuis Pemaquid à l'est jusqu'à New-Haven à l'ouest, et, sur les rives du bas Connecticut, depuis l'embouchure jusqu'aux riches plaines de Deerfield et de Northfield. Haverhill sur le Merrimac reliait les établissements du Massachusetts et ceux du New-Hampshire. Entre les villages du Connecticut et ceux de la baie de Massachusetts, Lancaster et Brookfield étaient deux postes avancés, le premier à 65 kilomètres à l'ouest de Boston, le second à 50 à l'est de la rivière Connecticut. Un désert les séparait.

Les Indiens du nord-est. Guerre de Philippe (1675-1676).

Le nombre des Indiens dans toute la Nouvelle-Angleterre ne dépassait plus 30 000, dont 5000 environ dans le Maine, 3 000 dans le New-Hampshire, 8 000 dans le Massachusetts et Plymouth, 14 000 dans le Connecticut et Rhode-Island. Des efforts sérieux avaient été vainement tentés pour convertir et civiliser les indigènes. Durant la période de paix qui s'était écoulée depuis la guerre des Pequods, plusieurs ministres s'étaient voués à cette tâche. Le plus célèbre est John Eliot qui, depuis son arrivée à Boston en 1631, ne cessa pendant soixante années de consacrer tous ses instants à ses chers Indiens qu'il croyait originaires des tribus perdues d'Israël. Il fonda pour eux en 1650 un établissement agricole à Natick (20 kilomètres de Boston). Un autre ministre, Thomas Mayhew, en fondait un semblable dans l'île de Martha's Vineyard. On voyait Eliot errer sans cesse au milieu des wigwams, parlant de Dieu aux indigènes, s'efforçant de les arracher à leurs vices, surtout à l'ivrognerie, apprenant à leurs enfants à lire et à écrire, fournissant aux hommes des pelles, des pioches, aux femmes des rouets, cherchant à assouplir les uns et les autres aux travaux de la ferme et du jardinage. Une société pour la propagation de l'Évangile parmi les Indiens s'était fondée en Angleterre en 1647 à l'instigation et par les efforts d'Edward Winslow, agent du Massachusetts à Londres. Elle envoyait tous les ans 3 000 dollars environ pour subvenir aux frais de la mission d'Eliot. Mais quelques difficultés que rencontrât l'œuvre de celui-ci dans le caractère même et dans les vices des indigènes, des difficultés plus

grandes encore provenaient des préjugés régnant chez les colons. Les puritains méprisaient les Peaux-Rouges comme sauvages et les haïssaient comme païens. Ils voyaient en eux les Chananéens de la Bible, désignés par Dieu aux Israélites pour une destruction complète. La mission ne recevait pour ainsi dire aucune aide des colons, et n'était soutenue que par des fonds venant de la métropole. C'est sur ces fonds que furent imprimés les œuvres d'Eliot, une grammaire indienne, un livre des psaumes, puis l'Ancien et le Nouveau Testament traduits dans la langue des Peaux-Rouges. Plusieurs Indiens apprirent à lire et à écrire. L'un d'eux fut reçu bachelier à Cambridge. Quelques villages furent fondés. Mais les indigènes y vivaient isolés, traités par les blancs comme une race distincte et inférieure, exclus, par l'opinion et par la loi, de toutes relations avec les Européens. Est-il étonnant qu'en dépit du zèle d'Eliot cette tentative de civiliser et de christianiser les Indiens ait si misérablement échoué?

Il n'y eut jamais d'Indiens convertis (*praying Indians*) que sur la côte, près du cap Cod, dans l'île Martha's Vineyard, à Nantucket, et dans sept pauvres hameaux autour de Boston. Les Narragansetts, les Wampanoags et les autres tribus voisines gardèrent leurs habitudes sauvages et leurs vieilles croyances. Les colons se vantaient de n'enlever aux Indiens aucune terre sans acquérir d'eux le titre de propriété, mais le prix en était le plus souvent dérisoire. Un vêtement ou quelques haches payaient tout un canton. Les chefs avec lesquels ces achats étaient traités avaient-ils le droit d'aliéner les terres de leur tribu et comprenaient-ils bien les conventions que l'on passait avec eux? Entourés d'ennemis détestés, perdant peu à peu leurs champs et leurs terrains de chasse, repoussés dans d'étroites péninsules le long des côtes, appelés fréquemment à Boston ou à Plymouth pour répondre à une accusation ou expliquer leurs desseins, ils songeaient en soupirant à « l'ancienne indépendance dans l'immensité des forêts ».

Après la mort de Massasoit, ce chef indigène qui avait souhaité la bienvenue aux pèlerins de Plymouth et qui plus tard offrait l'asile de son wigwam au fondateur de Providence, Philippe, son fils ou son neveu, le roi Philippe de Mount Hope, comme l'appe-

laient les contemporains, devint chef des Pokanokets ou Wampanoags. Les autorités de Plymouth le tenaient en suspicion. On l'avait forcé de livrer ses armes à feu. Accusé de violer certains engagements, il fut condamné à payer une forte amende. Trois de ses guerriers furent pendus pour avoir tué un Indien converti qui avait accusé Philippe d'ourdir un complot contre les Anglais. Pour se venger, celui-ci se jeta sur le village de Swansey (frontière occidentale de Plymouth) et les colons se trouvèrent soudainement engagés dans une guerre qui devait à la fois les conduire eux-mêmes bien près de la ruine et aboutir à l'anéantissement de plusieurs tribus indiennes. « Je ne trouve aucune trace, dit Bancroft, d'une conspiration délibérée entre toutes les tribus. Un accident détermina la guerre. Un grand nombre d'Indiens hésitèrent même longtemps à se tourner contre les Anglais. » Philippe et ses guerriers furent traqués dès le début des hostilités dans un marais, près de Mount Hope [1], par des volontaires de Boston et de Plymouth. Mais il put s'échapper et trouva un refuge chez les Nipmucks, tribu de l'intérieur du Massachusetts. Aussitôt, de tous les côtés, des Indiens se levèrent. Ceux de la rivière Connecticut attaquèrent et brûlèrent les établissements isolés, comme Brookfield et Northfield. C'était une guerre d'embuscades et de surprises. Jamais les Anglais ne rencontraient l'ennemi en rase campagne; on ne pouvait le voir, mais on entendait à chaque détour du sentier le sifflement de ses balles [2]. Presque tous les villages de la frontière furent saccagés. Pendant une année la Nouvelle-Angleterre fut tenue dans un perpétuel état de terreur. Le bourg de Hadley fut sauvé par l'intrépidité de Goffe le régicide qui, sortant de la retraite où il se tenait caché, rallia les habitants épouvantés et chassa les Indiens. Par contre, le capitaine Lathrop, envoyé de l'est au secours des villages du fleuve et escortant avec quatre-vingts hommes un convoi de blé, fut surpris près du pic Sugar Loaf et périt avec tous ses compagnons. Le petit cours d'eau qui serpente au pied du pic s'appelle depuis ce temps *the Bloody Brook* (ruisseau sanglant). Deerfield et Spring-

1. Presqu'île de Bristol, à l'est de la baie de Narragansett.
2. Les Indiens étaient maintenant pourvus d'armes à feu, ce qui les rendait de bien plus redoutables ennemis que n'avaient pu être les Pequods.

field furent livrées aux flammes. Au nord les Indiens du Merrimac attaquaient les villages voisins. Partout les colons abandonnaient leurs fermes, cherchant un refuge à Boston. La colère des blancs se tourna contre les Indiens convertis; ceux-ci, soupçonnés de se réjouir des succès de leurs frères, furent chassés de leurs établissements et parqués dans des îles étroites au milieu des ports de Boston et de Plymouth.

La superstition se donnait pleine carrière. Des habitants déclaraient avoir vu des arcs indiens dans le ciel et des chevelures scalpées dans la lune. Ils entendaient d'invisibles cavaliers passer au galop dans les airs, et les hurlements des loups présageaient des calamités sans fin. La Cour générale du Massachusetts déclara que c'était en punition de leurs péchés que le ciel envoyait de tels maux aux colons. Les magistrats eurent avec les « anciens » de longues consultations sur ces péchés. Il fut décidé que les plus graves étaient : la négligence apportée par les *churchmen* (membres de l'église) à l'éducation des enfants, les parures coquettes des femmes, l'habitude prise par les jeunes gens de porter des cheveux longs et bouclés, la tolérance envers les quakers, la tendance à abréger la durée du service religieux. Chacun de ces péchés fut l'objet d'une pénalité sévère. Heureusement les autorités coloniales prirent des mesures plus efficaces. Les Narragansetts ne s'étaient pas encore déclarés, mais on les soupçonnait de vouloir se joindre à Philippe le printemps suivant. On résolut de les prévenir. Six compagnies du Massachusetts, deux de Plymouth et cinq du Connecticut, en tout un millier d'hommes commandés par Josiah Winslow, fils de l'ancien gouverneur de Plymouth, pénétrèrent dans leur pays et après une lutte acharnée s'emparèrent de leur principale forteresse. On mit le feu à six cents wigwams et toutes les horreurs du massacre des Pequods furent renouvelées. Les pertes des colons étaient sérieuses; six capitaines et deux cent trente hommes tués où blessés, tel fut le prix de cette victoire décisive, *the swamp fight*. Le peu qui restait de la tribu alla grossir les bandes de Philippe. A trente-deux kilomètres de Boston le bourg de Medfield fut attaqué furieusement et à moitié incendié, malgré ses trois cents défenseurs. Dans Rhode-Island les villes de Warwick et de Providence furent en partie détruites par

les flammes. Dans la colonie de Plymouth, pas un village n'était intact. Mais les Indiens étaient épuisés; ils n'avaient plus ni munitions, ni provisions. Quelques colonnes volantes réussirent à dégager en juin 1676 le territoire des deux colonies; la plupart des Indiens, chassés du pays, allèrent chercher un refuge chez les Mohawks ou au Canada. Philippe, abandonné des tribus du Connecticut qui faisaient leur soumission, revint dans son pays, près de Mount Hope, comme le gibier revient au gîte pour mourir. Le capitaine Church, le héros de cette guerre, le suivit de près, surprit son camp, tua plus de cent de ses guerriers et s'empara de sa femme et de son fils, un tout jeune enfant, qui fut expédié aux îles Bermudes pour y être vendu comme esclave. Attaqué enfin dans le marais où il se tenait caché, il fut tué d'un coup de feu par un indigène allié des Anglais. La rage des colons ne put s'apaiser de quelque temps; la vengeance fut féroce. Les Indiens furent traqués partout comme des bêtes fauves; un grand nombre furent réduits en esclavage pour dix années; des chefs furent exécutés à Boston et à Plymouth [1]. Les tribus des Narragansetts et des Wampanoags, comme autrefois celle des Pequods, étaient exterminées.

1. Les colons n'avaient reçu d'autre aide du dehors qu'un don de 500 livres sterling envoyé par l'Irlande pour les victimes de la guerre.

CHAPITRE XVI

FIN DE L'INDÉPENDANCE DU MASSACHUSETTS

Annulation de la charte du Massachusetts (1684). Andros, gouverneur royal de la Nouvelle-Angleterre. — La nouvelle charte (1692). — Les exécutions pour sorcellerie (1688-1693).

Annulation de la charte du Massachusetts (1684). Andros, gouverneur royal de la Nouvelle-Angleterre.

La Nouvelle-Angleterre sortait à peine de cette lutte désespérée pour l'existence, lorsqu'elle eut à faire face à un nouvel orage qui se préparait dans la métropole contre son indépendance. Les marchands anglais ne cessaient de protester contre les violations commises par les colonies contre les *acts* de navigation; les héritiers de Gorges et de Mason voulaient rentrer en possession des territoires du Maine et du New-Hampshire; le Conseil privé entendait rendre effective l'autorité royale sur les plantations d'Amérique.

La Cour générale du Massachusetts se hâta d'acheter au prix de 6 000 dollars les droits de Gorges sur la partie du Maine comprise entre le Piscataqua et le Kennebec. Le littoral, depuis le Kennebec jusqu'au Penobscot, appartenait déjà au duc d'York, frère du roi. Du Penobscot à la rivière Saint-Croix, tout le pays était sous la domination d'un Français, le baron Saint-Castin, dont l'autorité était acceptée par les tribus indiennes du nord-est, auxquelles il fournissait des armes et des munitions. La colonie de Massachusetts dut se résigner à perdre sa juridiction sur le New-Hampshire, qui fut érigé en province royale (1679). L'Assemblée se trouva en

même temps aux prises avec un émissaire du Conseil privé, Randolph, qui ne fit pas moins de huit voyages en neuf ans de Londres à Boston. Messager de mauvaises nouvelles, il apportait chaque fois des ordres plus pressants de Charles II. Il fallait que les lois de navigation fussent rigoureusement appliquées. Les magistrats devaient prêter un serment d'allégeance. Le roi se plaignait qu'on eût donné asile à des régicides, qu'on persécutât les quakers, que les lois coloniales ne fussent pas rendues en son nom. Toutes les sectes devaient être tolérées, sauf le papisme. Le Maine devait être cédé à l'Angleterre au prix d'achat. Le droit de suffrage ne devait plus appartenir exclusivement aux membres d'une église. Il fallait envoyer des agents en Angleterre chargés d'apporter au roi toutes les concessions demandées.

Les magistrats, résolus à n'abandonner ni les libertés populaires ni le système théocratique, éludèrent la plupart des demandes, et cédèrent sur quelques points secondaires, envoyant au roi des adresses respectueuses, même des présents. Quand Randolph, à son deuxième ou troisième voyage, se présenta avec une commission royale de directeur des douanes qu'il était chargé d'établir à Boston, le mécontentement devint plus vif. L'avis de sa nomination, affiché sur la place du marché, fut arraché par l'ordre des magistrats. Randolph essaya de saisir quelques navires pour violation des règlements relatifs au commerce. Assailli aussitôt de procès en dommages-intérêts, il se hâta de quitter la place, mais il revint bientôt (1682) avec une lettre du roi sommant les magistrats de consentir à une revision de la charte.

L'heure critique avait sonné; résister plus longtemps était dangereux. De grands changements s'étaient produits en Angleterre : après une lutte longue et acharnée qui avait depuis 1666 absorbé l'attention du roi et de ses conseillers, le parti de la cour, les tories, les défenseurs de la haute Église, du droit divin et du pouvoir absolu, triomphaient. Les cités anglaises rendaient leurs chartes au roi. Londres, qui tenait encore, allait perdre la sienne par jugement. Charles II promettait, si la patente du Massachusetts était rendue de bonne grâce, qu'il n'y serait introduit que peu de modifications. Deux agents, partisans de la conciliation, Stoughton et Dudley, furent envoyés à Londres, autorisés à céder le Maine à la

couronne et à souscrire à tous les sacrifices « compatibles avec les fins pour lesquelles les pères des colons actuels étaient allés s'établir en Amérique ». Les agents débutèrent par une offre directe de deux mille guinées destinée à amadouer le roi, démarche maladroitement faite, qui prêta fort à rire à la cour, si accoutumé que l'on y fût à ces sortes de trafic. Les pouvoirs des agents du Massachusetts furent trouvés insuffisants; Randolph, l'infatigable ennemi des Bostoniens, traversa encore une fois l'Océan pour les aviser qu'un mandat de *quo warranto* était lancé contre la colonie, que la charte pouvait être considérée comme perdue si elle n'était sur l'heure spontanément rendue. On apprenait en même temps à Boston l'exécution de Russel et de Sidney et la défaite définitive du parti populaire. Le gouverneur et les assistants, convaincus de l'inutilité d'une plus longue résistance, opinèrent pour une prompte soumission. Un avis contraire prévalut dans la Chambre des délégués où régnait un attachement obstiné à l'indépendance. Il n'y avait point de conciliation possible entre la religion du peuple de la Nouvelle-Angleterre et le bon plaisir du roi. Les changements projetés étaient destructifs de la charte. Mieux valait courir les chances d'un procès et gagner au moins du temps. Le Massachusetts en 1638 ne s'était pas soumis à la menace d'un mandat de *quo warranto*. En 1664 la colonie avait refusé d'obéir aux commissaires du roi. Les saints ministres, après toute une journée de prières, déconseillaient la soumission : « Si Cotton, Hooker, Davenport vivaient encore, ils diraient : ne commettez pas le péché d'abandonner l'héritage de vos pères. » Le débat dura quinze jours; les délégués votèrent définitivement pour la résistance. Le procès suivit donc son cours en Angleterre, et en novembre 1684 un jugement, rendu par défaut, prononça l'annulation de la charte.

« Ainsi tomba cette patente que la flotte de Winthrop avait apportée aux rivages de la Nouvelle-Angleterre, qui avait été protégée avec une anxieuse sollicitude à travers tant de vicissitudes et sur laquelle reposait tout l'édifice des libertés populaires [1]. » L'indépendance du Massachusetts avait duré cinquante-cinq ans.

1. G. Bancroft.

Malgré la suppression de la charte, rien ne fut changé d'abord dans la marche du gouvernement; mais Charles II étant mort (1685), son successeur fit aussitôt acte d'autorité à l'égard du Massachusetts. Il envoya comme gouverneur, avec le titre de président, Joseph Dudley, ex-agent de la colonie à Londres, un des chefs du parti modéré, du groupe nouveau des « amis de la prérogative royale ». Jacques II comptait se servir de ses talents et de l'influence qu'il devait exercer sur ses concitoyens pour leur faire accepter la perte du privilège dont ils avaient joui jusqu'alors de choisir eux-mêmes leur gouverneur. Dudley chercha en effet à se faire pardonner sa désertion et s'efforça de tourner l'attention des colons du côté des intérêts matériels. Il ne réussit à contenter ni ses concitoyens ni la couronne. Au bout de sept mois (déc. 1686) il fut remplacé par Andros, nommé gouverneur général de la nouvelle Angleterre. Plymouth n'avait pas de charte. Le Connecticut et Rhode Island s'étaient rendus à merci, ne demandant pour toute faveur qu'à être réunis au Massachusetts plutôt qu'à la province de New York. Andros arriva avec deux compagnies de soldats, les premières troupes anglaises qui eussent jamais tenu garnison dans le pays. Andros avait plein pouvoir pour composer à son choix un [illegible] le pouvoir législatif. Il avait ordre de ne laisser [illegible] dans les colonies. Il fit célébrer (1687) [illegible] service religieux selon le rite de l'Église anglicane [illegible] la « Déclaration [illegible] pour la première fois les [illegible] dans le Massachusetts [illegible] même année, il se rendit dans le [illegible] Le [illegible] les lumières [illegible] de la [illegible]

[illegible] arbitraires [illegible] Guillaume d'Orange

en Angleterre provoqua-t-elle une insurrection à Boston. La foule s'empara du commandant de la frégate anglaise en station dans le port et du shériff qui cherchait à disperser l'attroupement. On élut Bradstreet gouverneur; les anciens magistrats furent rétablis dans leurs fonctions, Andros jeté en prison avec Dudley, Randolph et les principaux partisans de la « prérogative ». Sur l'exemple du Massachusetts, Plymouth, Rhode-Island et le Connecticut rétablirent leurs anciennes formes de gouvernement. Dans les quatre colonies, Guillaume et Marie furent proclamés rois d'Angleterre. Le Conseil privé du nouveau monarque confirma simplement les chartes du Connecticut et de Rhode-Island. Le Massachusetts dut se contenter d'en recevoir une nouvelle, bien différente de l'ancienne et qui ne rendait pas l'indépendance.

La nouvelle charte (1692).

A bien des points de vue, la révolution de 1688 ne fut point pour les colonies un bienfait sans mélange. Elle allait, dans un avenir rapproché, faire subir aux Américains les vexations de la tyrannie mercantile et parlementaire dont quelques colonies avaient eu déjà un avant-goût. L'interdiction d'imprimer, édictée par les Stuarts, fut maintenue. Des hommes d'État whigs, comme Somers, Locke et le chief justice Holt, reconnaissaient comme légitime dans les colonies une extension de la prérogative royale qu'ils n'admettaient pas dans la métropole. Chalmers constate avec étonnement que le plus respectable cabinet qu'ait eu Guillaume III, composé de Somers, Pembroke, Shrewsbury, Bridgewater, Romney, Godolphin et sir William Trumbull, refusa aux habitants de la Nouvelle-Angleterre le privilège de l'*habeas corpus* « parce qu'il n'avait jamais été conféré aux colons par aucun roi d'Angleterre ».

Sir William Phipps, qui avait commandé récemment une expédition infructueuse contre Québec [1], revint à Boston (1692) avec

1. Voir chap. XIX. Phipps était l'un des vingt-six enfants d'un colon de Pemaquid. Il avait été berger, charpentier, matelot, puis patron de navire. Il s'était associé avec quelques gentilshommes anglais dans une entreprise ayant pour

le titre de gouverneur et apporta la nouvelle charte du Massachusetts. Plymouth et le Maine étaient définitivement annexés à l'ancienne colonie de la Baie[1]. La nomination du gouverneur était réservée à la couronne. Le gouverneur avait le droit de convoquer, d'ajourner, de dissoudre la Cour générale et d'opposer son veto à tous les actes de cette assemblée. Celle-ci se composait de deux Chambres, le conseil et la Chambre des représentants. Les conseillers, nommés la première année par la couronne, seraient ensuite, au nombre de vingt-huit, élus tous les ans par un vote combiné de la Chambre et du conseil précédent, le gouverneur pouvant récuser treize des élus. Le consentement du conseil était indispensable pour toutes les nominations aux fonctions publiques. Les membres de la Chambre des représentants étaient élus chaque année par le peuple. Le pouvoir judiciaire avait été précédemment exercé par la Cour générale ou par le conseil des assistants. La charte nouvelle le transférait à une cour supérieure, des jugements de laquelle on pouvait appeler au roi en conseil. Le gouverneur nommait les juges de même que les officiers de la milice. La théocratie perdit presque tout son pouvoir légal; la tolérance fut établie pour toutes les sectes sauf pour les papistes. Le droit de suffrage, autrefois possédé exclusivement par les membres de l'Église, était assuré à tous les habitants jouissant d'un revenu annuel foncier de 9 doll. 66 ou d'une propriété personnelle de 133 doll. Le système ecclésiastique n'en conserva pas moins sur l'esprit populaire une action très forte. Si le Massachusetts perdait l'indépendance de fait, la charte de 1692 lui assurait au moins un commencement de liberté religieuse et l'extension des droits politiques à tous ses citoyens.

[illegible] jadis avec un navire espagnol [illegible] l'affaire réussit. Phipps y [illegible] que lui conféra Jacques II.

1. [illegible] avec son gouverneur [illegible]

Les exécutions pour sorcellerie (1688-1693).

En arrivant à Boston, le nouveau gouverneur [1] trouva les colons attristés de la perte de leur indépendance, harassés par de continuelles incursions des Français du Canada, et toute la population en proie à un véritable affolement causé par le développement subit d'une maladie morale, fort commune à cette époque, la peur du diable, la croyance aux sorciers. Ce fléau avait fait de nombreuses victimes dans l'Europe du moyen âge et en faisait encore en Angleterre à la fin du xvii[e] siècle. L'accès fut heureusement de courte durée en Amérique, mais resta longtemps dans le souvenir des habitants de la Nouvelle-Angleterre. Hutchinson ne lui consacre pas moins de quarante pages dans son histoire du Massachusetts. Les protestants, pleins d'un dédain superbe pour les fables papistes, étaient fort crédules eux-mêmes à l'égard des légendes scandinaves ou orientales relatives à la magie et à la sorcellerie. Ils admettaient que le diable fît un pacte avec certaines malheureuses personnes appelées sorciers ou sorcières. C'était comme une parodie du pacte ou « covenant » passé entre Dieu et ses élus. La sorcière, ordinairement une vieille femme de la classe la plus humble, vendait son âme pour le privilège de tourmenter ses voisins. Non seulement Jacques I[er] croyait fermement à l'existence des sorciers, il se vantait encore de posséder à fond l'art de les découvrir et il écrivit sur cette matière un savant traité. De 1648 à 1660 des personnes faisant profession de découvrir les sorciers parcouraient l'Angleterre de comté en comté et envoyèrent maintes victimes à la mort, la peine capitale étant édictée depuis Henri VIII contre le crime de sorcellerie. Les lois fondamentales du Massachusetts avaient fait également de la sorcellerie un crime passible de mort. En 1650 Margaret Jones fut pendue comme sor-

1. Phipps était à la dévotion d'Increase Mather (gendre de John Cotton, le célèbre ministre des premiers temps de Boston), agent de la colonie à Londres, à qui le roi avait remis le choix du gouverneur et la désignation des membres du conseil. La part prise par Mather dans l'élaboration de la charte nouvelle lui coûta en partie sa popularité dans la colonie en dépit de son attachement bien connu aux principes de l'ancienne école théocratique.

cière; miss Hibbins de Boston eut le même sort en 1655, et Ann Cole de Hartford en 1672.

Cependant l'incrédulité commençait à se répandre dans la Nouvelle-Angleterre. On doutait de la réalité de l'intervention du démon dans les affaires humaines. Increase Mather avait cru devoir publier un gros livre pour combattre le scepticisme naissant. Comme pour donner raison à Mather, le diable se mit, en 1684, à faire parler de lui plus que d'habitude. Il hanta d'abord une maison du village de Newbury. La population effrayée voulut trouver une sorcière; une pauvre femme fut dénoncée, traînée devant la Cour, condamnée par le jury, et ne fut sauvée que par la fermeté du gouverneur Bradstreet soutenu par le parti modéré.

En Angleterre des ministres zélés avaient aussi à lutter contre les progrès du doute. Richard Baxter et sir Mathew Hale, lord grand juge, se distinguèrent au premier rang des croyants. Quelques sorciers ayant été jugés, condamnés et exécutés, le compte rendu de ces procès fut reproduit à un grand nombre d'exemplaires dans le Massachusetts et ces étranges histoires enflammèrent l'imagination populaire.

En 1688 quatre enfants de cinq à treize ans appartenant à une famille pieuse de Boston parurent tout à coup possédés du démon. Ils aboyaient, miaulaient, devenaient sourds, muets, aveugles; leurs jambes se tordaient; ils criaient qu'ils étaient piqués, pincés, écorchés; ils présentaient enfin tous les signes révélateurs de l'ensorcellement, tels qu'ils étaient décrits dans les livres traitant ce grave sujet. Quatre ministres de Boston et un de Charlestown vinrent passer une journée en prières dans la maison ensorcelée et décidèrent qu'une vieille servante, qui s'en vantait d'ailleurs elle-même, était la cause de tout le mal. Elle fut jugée, déclarée coupable et exécutée. Le cas excita l'enthousiasme de Cotton Mather, fils d'Increase Mather et petit-fils du grand Cotton, déjà ministre à Boston à vingt-cinq ans, un prodige d'instruction, d'éloquence et de piété, aussi fanatique que vaniteux, produit parfait de l'école de théologie puritaine. Il publia aussitôt un traité des « *Memorable Providences* se rapportant à la sorcellerie et à la possession démoniaque » précédé d'une préface écrasante contre les saducéens,

alias les incrédules [1]. Trois années se passèrent sans nouveaux cas; mais en 1692 les filles d'un ministre de Salem, Parris, présentant les symptômes de la possession, accusèrent leur vieille servante indienne de les avoir ensorcelées. Des ministres vinrent dans la maison et passèrent une journée à prier et à jeûner. Tout le village jeûna. Un jour de jeûne fut prescrit dans toute la colonie. Aussitôt ce fut comme un accès de délire. On ne rencontrait plus dans Salem que filles et femmes ensorcelées. Un comité fut nommé pour découvrir les sorciers. Une foule de personnes furent dénoncées. Le moindre signe inspirait le soupçon de relations directes avec le diable. La terreur était partout. L'affaire prit de telles proportions que le gouverneur vint à Salem avec cinq des magistrats et composa un tribunal devant lequel parurent les accusés. La foule qui se pressait autour de ces malheureux était persuadée que le diable agissait en eux, passant d'un corps dans l'autre. En face des prétendues sorcières se tenaient leurs prétendues victimes dont les contorsions faisaient frémir d'horreur les assistants. Bientôt le cercle de la contagion s'élargit. Il y eut des accusés à Andover, dans plusieurs autres villages, à Boston même. Plus de cent personnes étaient déjà en prison. Phipps, qui arrivait d'Angleterre comme gouverneur, voulut faire montre de son autorité et ordonna de mettre les prisonniers aux fers. Une cour spéciale fut instituée sous la présidence de Stoughton, le sous-gouverneur, personnage dur, froid, élevé dans les principes d'un bigotisme étroit et implacable. Les six autres juges étaient des Bostoniens ayant un grand renom de sagesse et de piété.

Ce tribunal spécial tint successivement trois sessions du 2 juin au 23 septembre. Une femme fut pendue parce que ses voisins l'accusèrent d'avoir causé par des opérations magiques la mort de leurs volailles ou de leurs bestiaux. Les exécutions se succédèrent rapidement. Un malheureux, coupable d'avoir exprimé quelques

1. « L'assertion que Cotton Mather ne fut pas de bonne foi et engagea délibérément, par intérêt personnel, la population de Boston dans la croyance aux sorciers est absurde.... Cotton Mather joua en partie le rôle d'un démagogue; on ne saurait pourtant le classer au rang de ces hommes dépravés, si communs de nos jours, qui jouent des préjugés populaires qu'ils ne partagent pas, en vue de s'élever aux honneurs et aux pouvoirs. La situation, les convictions et le tempérament de Mather firent de lui, en cette occasion, l'organe et l'instigateur du fanatisme populaire. » (Hildreth.)

doutes sur la justice des arrêts rendus, paya de sa vie cette audace. Le ministre Burroughs subit bientôt le même sort. Il avait beaucoup d'ennemis qui furent autant d'accusateurs; il était petit mais très vigoureux : c'est le diable qui lui prêtait sa force. Burroughs eut en outre le tort de nier publiquement la possibilité de la sorcellerie : donc il était sorcier. Il fut pendu. Il n'y eut bientôt plus qu'un moyen d'échapper à la mort, c'était de faire des aveux. Persister à se déclarer innocent passait pour une preuve indéniable de possession démoniaque. Une foule de gens s'empressèrent de s'avouer plus ou moins sorciers; d'autres, pour n'être pas accusés, accusaient au hasard leurs voisins, leurs amis, leurs parents. Le 23 novembre, au moment où la cour s'ajournait pour deux mois, il y avait eu déjà vingt pendaisons. Huit autres condamnés attendaient l'exécution de leur sentence. Les prisons étaient pleines. Les accusations arrivaient chaque jour plus nombreuses au tribunal. Pour exciter le zèle des juges et soutenir le fanatisme de la foule, Cotton Mather préparait son livre des *Merveilles du monde invisible*, apologie exaltée des meurtres judiciaires qui se commettaient.

Cependant un revirement d'opinion était proche. Les accusateurs, enhardis par le succès, commençaient à s'attaquer à des personnes que leur situation semblait mettre hors d'atteinte. Le fils de l'ancien gouverneur Bradstreet dut prendre la fuite. Des insinuations furent lancées contre lady Phipps, la femme du gouverneur. On se récria et les modérés osèrent relever la tête. Quelques-uns firent observer tout haut que le tribunal spécial avait violé à plusieurs reprises les règles judiciaires, faussé la procédure, fait preuve d'une évidente partialité, employé la torture pour obtenir des aveux. Quand la Cour générale se réunit, elle fut saisie de protestations contre certaines condamnations obtenues sur le témoignage d'enfants. La cour supérieure fut dans le même temps constituée aux termes de la nouvelle charte et le tribunal spécial supprimé. Lorsque la cour tint sa première session à Salem (janv. 1693), la fièvre de la sorcellerie était tombée. Sous une pression très vive de l'opinion transformée, les juges (presque tous les mêmes qui avaient siégé dans le tribunal spécial) durent modifier leurs décisions. Il n'y eut plus d'exécutions capitales; les

acquittements furent de plus en plus nombreux. Un ordre de Phipps rendant à la liberté tous les prisonniers mit fin à ce honteux épisode de l'histoire coloniale [1]. Vingt ans s'écoulèrent toutefois avant que les héritiers des victimes et ceux qui avaient dû chercher leur salut dans la fuite, pussent obtenir une indemnité partielle pour leurs pertes pécuniaires. Cotton Mather et Stoughton n'exprimèrent jamais le moindre regret de la part qu'ils avaient prise dans cette aventure et restèrent en possession de l'estime publique. Un coup sensible n'en était pas moins porté à l'autorité du parti théocratique, à l'influence des ministres de la religion sur les affaires publiques.

1. Par suite d'une décision du roi Guillaume, la sorcellerie, l'hérésie, le blasphème cessèrent cette même année de figurer dans le *statute-book* de la Nouvelle-Angleterre comme des crimes passibles de la peine capitale.

CHAPITRE XVII

NEW-YORK (1609-1692)

L'île de Manhattan (New-York). Fort Orange (Albany). — Le Patronat. Les Manoirs. — Kieft. Stuyvesant. Les Anglais maîtres de New-Amsterdam (1664). — La province de New-York (1664-1692).

L'île de Manhattan (New-York). Fort Orange (Albany).

Le puissant État de New-York, la plus peuplée et la plus riche des quarante-quatre républiques dont se compose l'organisme fédéral des États-Unis, possède aujourd'hui six millions d'habitants. Il en comptait à peine quinze mille il y a deux siècles, et il avait fallu quatre-vingts années pour grouper ces quelques milliers de Hollandais et d'Anglais autour de la magnifique baie de New-York et sur les rives d'un des plus beaux fleuves de l'Amérique du Nord, l'Hudson. La ville de New-York avec les villes voisines de Brooklyn et de Jersey constitue une agglomération urbaine de plus de deux millions d'âmes. En 1700 elle ne contenait que six mille habitants. Encore sa prospérité s'était-elle surtout développée depuis que les Anglais avaient enlevé la province aux Hollandais (1664), et que le chétif village établi par ces derniers à la pointe sud de l'île de Manhattan avait reçu, en l'honneur du duc d'York, frère de Charles II, le nom de New-York (nouvelle ville d'York).

Nous avons vu l'esprit d'aventure, puis la défaite de la royauté en Angleterre, peupler la Virginie, la pensée de constituer un refuge pour les catholiques coloniser le Maryland, la persécution des puritains sous Charles I[er] donner naissance aux républiques de

la Nouvelle-Angleterre. La colonie de New-York a été fondée par le commerce et pour le commerce. Des Hollandais, après la découverte du fleuve Hudson par le marin anglais du même nom, engagé au service des Pays-Bas (1609), construisirent quelques huttes à la pointe extrême (où est aujourd'hui la Batterie) de l'île très allongée qu'ils trouvèrent, au fond de la baie, entre l'Hudson et la rivière de l'Est. Il ne s'agissait pour eux que d'établir un comptoir pour le trafic des pelleteries avec les indigènes du haut fleuve. Un autre comptoir fut établi pour le même objet sur l'Hudson, à deux cent trente kilomètres de l'embouchure par Christiaensen[1]. Adrian Block explora le détroit de Long-Island, et May descendit la côte vers le sud jusqu'au cap qui porte son nom. On reconnut l'embouchure du fleuve Delaware, et le fleuve fut remonté jusqu'au point où il reçoit la rivière Schuylkill. Un peu au-dessous fut élevé le fort Nassau. En 1621 les États-Généraux constituèrent la grande Compagnie hollandaise des Indes Occidentales chargée de protéger les possessions transatlantiques et le commerce maritime des Pays-Bas. La Compagnie était investie d'un monopole commercial et de pouvoirs absolus de gouvernement en Amérique et sur la côte orientale d'Afrique. Son domaine américain n'était point limité. La Compagnie était autorisée à faire des conquêtes à ses risques et périls et à les gouverner comme elle l'entendrait. Pour l'instant ses prétentions embrassaient la région de l'Hudson et du Delaware (c'est-à-dire la plus grande partie des États actuels de New-York, de New-Jersey et de Pennsylvanie) sous le nom général de Nouvelle-Hollande.

Le Patronat. Les Manoirs.

Les premiers directeurs furent May, William Verlhust et Peter Minuit. Celui-ci acheta aux Indiens toute l'île de Manhattan, construisit des magasins, commença le fort New-Amsterdam, éleva des moulins. Mais la colonisation ne faisait aucun progrès. La Compagnie crut résoudre la difficulté par la formation d'une aristocratie. La charte de 1629 établit le système du Patronat. Le

1. Fort Orange, aujourd'hui Albany.

titre de patron et un territoire de seize milles de longueur sur la mer ou sur une rivière navigable (ou huit milles de longueur sur l'une et l'autre rive), la profondeur n'étant limitée que par la condition d'occupation réelle, étaient concédés à tout « aventurier » qui entreprendrait d'établir dans la Nouvelle-Hollande une colonie d'au moins cinquante personnes âgées de plus de quinze ans. La charge d'éteindre par voie de rachat le titre indien sur les terres concédées incombait aux patrons, qui étaient investis sur leurs domaines des droits seigneuriaux les plus étendus, et notamment du pouvoir judiciaire, sous réserve toutefois d'appel au gouverneur pour toute affaire concernant une somme supérieure à cinquante florins [1]. L'île de Manhattan restait le domaine propre de la Compagnie, le centre du commerce dont elle conservait le monopole.

Des directeurs et agents de la Compagnie s'assurèrent, au moyen de traités passés avec les Indiens possesseurs du sol, certaines régions fertiles et d'un facile accès. Ainsi se formèrent de grands domaines ou « Manoirs », comme celui de Swaanendael sur les deux rives de la rivière du Sud (Delaware), constitué par De Vries, Godyn et Blommaert, celui de Pavonia (district d'Hoboken et Staten-Island) dans la baie de New-York, celui de Rennslaerswyck, fondé par Rennslaer sur l'Hudson, depuis Fort Orange jusqu'au confluent de la rivière Mohawk. Ce système attira fort peu de colons. Longtemps les meilleures terres des manoirs restèrent incultes, bien que les patrons eussent tenté d'y installer, à défaut de travailleurs blancs libres, des serviteurs engagés et même des esclaves nègres. Les patrons eurent des querelles incessantes avec leurs tenanciers d'une part, au sujet des obligations féodales auxquelles ceux-ci refusaient de se soumettre, de l'autre avec la Compagnie, sur le monopole de laquelle ils empiétaient en faisant eux-mêmes du commerce sur leurs propres terres. Peter Minuit ne tarda pas à être rappelé par la Compagnie comme trop disposé à favoriser les intérêts des patrons. Les Indiens détruisirent le village de Swaanendael ; De Vries en débarquant ne trouva que des ruines. Quand il arriva à New-Amsterdam, un nouveau

1. Le patron, par exemple, avait le privilège de moudre tout le blé de ses tenanciers et le droit exclusif de chasse et de pêche sur leurs champs et dans les rivières adjacentes.

gouverneur était installé, Wouter van Twiller, client de Rennslaer et personnage des plus médiocres, que vint remplacer en 1638 William Kieft, négociant banqueroutier. En 1638, sauf quelques Wallons catholiques et protestants dans Long-Island, un petit nombre de Hollandais à Manhattan, quelques familles à Hoboken (New-Jersey) et sur le Delaware, des *servants* et quelques colons libres à Rennslaerswyck, la Nouvelle-Hollande n'avait pas d'habitants. Le domaine de la Compagnie était un désert.



New-York.

Celle-ci se décida en 1640 à abandonner son monopole. Le commerce d'importation et d'exportation avec la colonie fut déclaré libre, pourvu toutefois qu'il se fît par bâtiments hollandais. Toute restriction au trafic avec les Indiens fut supprimée. La propriété du sol fut offerte à tous immigrants moyennant une rente perpétuelle (*quit-rent*) à fixer de gré à gré. Le système du patronat était maintenu, mais l'étendue de chaque manoir sur une rivière était limitée à quatre milles et la profondeur à huit milles. Il se forma des manoirs jusque sous la domination anglaise. Les portes étaient enfin ouvertes et le mouvement d'im-

migration commença à s'établir. Alors arrivèrent des Hollandais ayant quelque fortune, des *indented servants* de Virginie qui avaient achevé leur temps, des baptistes de la Nouvelle-Angleterre chassés par l'intolérance des puritains; De Vries amena du monde d'Angleterre; l'île de Manhattan se couvrit de belles fermes. Dans Long Island s'établirent des gens de la Nouvelle-Angleterre. Ceux-là s'organisèrent de suite politiquement, formant des assemblées communales pour le vote des taxes, élisant des commissaires pour la perception, agissant en pleine indépendance, sans s'occuper des lois générales de la colonie.

Kieft. Stuyvesant.
Les Anglais maîtres de New-Amsterdam (1664).

Malheureusement la liberté du commerce produisit ce fatal résultat que les Indiens purent s'approvisionner sans peine d'armes à feu, et les Mohawks en furent bientôt tous pourvus; les petits négociants de la frontière échangeaient ces armes contre des pelleteries. Aussi les colons eurent-ils horriblement à souffrir quand la sottise et l'entêtement de Kieft déchaînèrent sur eux le fléau de la guerre indienne. La gravité des circonstances fit sortir de leur torpeur habituelle les flegmatiques Hollandais; un meeting fut convoqué et un conseil de douze membres élu pour donner des avis au gouverneur. Les *Douze* conseillèrent la paix, mais Kieft voulut la guerre et les Mohawks ne tardèrent pas à descendre du nord, refoulant les tribus de la rivière devant eux. Les fugitifs cherchèrent asile près des colons et se groupèrent sur le domaine de Pavonia. Malgré les remontrances de De Vries, Kieft les fit impitoyablement massacrer.

A partir de ce moment, toutes les fermes, hors de New-Amsterdam, furent ravagées, plusieurs incendiées, et leurs habitants massacrés. Un comité de *Huit* s'empara du pouvoir, organisa une troupe armée et demanda à la Compagnie le rappel du gouverneur, ainsi que le droit d'élire une assemblée. On fit la paix avec les Indiens (1645). Kieft fut de plus en plus haï et méprisé, et son successeur, Pierre Stuyvesant (ex-gouverneur de Curaçao), arriva enfin en 1647. Seize cents Indiens avaient péri dans cette

guerre, toutes les fermes des blancs étaient détruites, la prospérité de la colonie venait de recevoir une atteinte dont elle eut peine à se relever. La Compagnie n'avait pas lieu d'être satisfaite des résultats obtenus jusqu'alors. Elle avait déjà dépensé un demi-million de *gilders* (un million de francs), déduction faite de toutes les recettes, et il y avait à peine deux à trois mille colons dans la Nouvelle-Hollande, alors que la Virginie, le Maryland et le Massachusetts en comptaient déjà chacun vingt mille. Les colons ne jouissaient d'aucun droit politique; ils ne faisaient point leurs propres lois, et ne votaient point leurs taxes. Stuyvesant établit un système grossier de représentation : le peuple eut le droit d'élire dix-huit conseillers, sur lesquels le gouverneur en choisit neuf. Le conseil une fois nommé devait se recruter ensuite lui-même. Les conseillers envoyèrent (1647) une pétition aux États-Généraux, exposant les souffrances et les vœux de la colonie. Ils demandaient qu'aucune loi ne fût faite à l'avenir sans le consentement du peuple, qu'aucune nomination n'eût lieu qu'avec son approbation. Un commencement de satisfaction fut donné à ces revendications.

Sous Peter Stuyvesant, la domination hollandaise sur la région de l'Hudson s'affermit peu à peu, mais les colons des Pays-Bas durent renoncer à leurs prétentions des premiers temps sur la vallée du fleuve Connecticut où ils avaient fondé à l'origine un petit établissement, Good Hope House (Hartford). Stuyvesant réussit au contraire à placer définitivement sous la juridiction de la Nouvelle-Hollande (1654) les Suédois du fleuve Delaware[1]. L'immigration commençait à devenir plus active; on vit arriver des protestants de Bohême, de France, de Suisse, d'Angleterre et du Massachusetts; la tolérance en matière religieuse était un

1. Peter Minuit, ancien gouverneur de la Nouvelle-Hollande, s'était, après son rappel, engagé au service de la Suède. Il suggéra au gouvernement de ce pays une expédition dans la baie de Delaware. Il partit avec un bâtiment de guerre et un navire de transport, emmenant quelques Suédois habitués aux travaux agricoles, et débarqua ceux-ci sur la côte occidentale de la baie. Un fort fut bâti et reçut le nom de Christiania. Le pays fut appelé Nouvelle-Suède. En 1643 la reine Christine envoya quelques émigrants avec le colonel Printz. Plusieurs points furent occupés sur la rivière Schuylkill. Des dispositions habiles assurèrent un commerce actif avec les Indiens; l'agriculture prospéra, et dès l'année suivante, la Nouvelle-Suède put envoyer à la mère patrie deux bâtiments chargés de tabac et de pelleteries. La suite répondit mal à ces heureux débuts, et la colonie ne put se développer; le nombre des habitants de la Nouvelle-Suède ne s'élevait pas à plus de sept cents, dispersés sur divers points. Quelques-uns d'entre

grand attrait que la Compagnie faisait habilement valoir. En 1664, au moment de la conquête anglaise, la population s'élevait au chiffre de 10 000; et New-Amsterdam était un gros village prospère, de 1 500 habitants. Malgré les succès militaires et l'administration sage de Stuyvesant, la domination hollandaise dans les Nouveaux-Pays-Bas était sérieusement menacée. A l'est la colonie du Connecticut revendiquait, d'après la charte de 1662, la rive gauche de l'Hudson; au sud, lord Baltimore prétendait que le territoire de la Nouvelle-Suède (embouchure du Delaware) appartenait au Maryland. Stuyvesant assistait, impuissant, à ces menaces de démembrement des possessions hollandaises, lorsque des commissaires du roi d'Angleterre (Nicholls, Carr, Cartwright et Maverick) parurent (1664) avec une flottille à l'entrée du port de New-Amsterdam. Le gouverneur voulait résister; mais les habitants étaient frappés de terreur et les soldats se mutinèrent. Nicholls offrit le respect des propriétés, la liberté religieuse et un gouvernement représentatif. Stuyvesant (9 septembre) signa une capitulation et embarqua ses troupes pour la Hollande. New-Amsterdam devint New-York, et Fort Orange sur l'Hudson reçut le nom d'Albany. Les Anglais étaient maîtres désormais de toutes les côtes de l'Atlantique depuis le nord de la Nouvelle-Angleterre jusqu'au sud de la Virginie.

La province de New-York (1664-1692).

L'établissement de la domination anglaise sur l'Hudson s'effectua sans trouble. Le gouverneur Nicholls s'entoura de conseillers anglais, mais évita de blesser les sentiments de la population. Il laissa aux Hollandais toute liberté de commercer, de quitter la province ou d'y rester, respecta leurs coutumes et ne leur imposa qu'un serment d'allégeance au duc d'York à qui le roi d'Angleterre avait concédé toute la région. Long Island fut rattaché à la province de New-York, et les questions de frontière

eux s'étant emparés d'un fort hollandais, Stuyvesant amena six cents hommes dans la baie et occupa sans résistance tous les établissements. Les colons se soumirent à un serment d'allégeance envers les États-Généraux et obtinrent toutes garanties pour leurs propriétés et leur religion.

avec le Connecticut reçurent une solution provisoire. Un code de lois, connu sous le nom de « Lois du duc », fut promulgué à New-York, confirmant les anciennes concessions de terre, dotant la ville d'une organisation municipale, établissant des tribunaux. Les offices furent équitablement répartis entre Anglais et Hollandais. Nicholls quitta la province en 1670, y laissant la réputation d'un excellent gouverneur regretté pour sa sagesse et sa justice.

Son successeur, Francis Lovelace, ne fut pas moins heureux. Sous son gouvernement la population de New-York commença à montrer les signes de l'énergie et de l'activité propres à la race anglaise, tandis que les coutumes hollandaises continuaient à prévaloir dans la province. La guerre ayant éclaté entre les Pays-Bas et l'Angleterre (1673), une flotte hollandaise se présenta devant les fortifications délabrées de New-York et un gouverneur hollandais reprit possession de la ville. Mais l'année suivante, le traité de Westminster cédait d'une manière définitive les Nouveaux-Pays-Bas à la Grande-Bretagne, et celle-ci envoya sir Edmund Andros en prendre possession.

La longue domination des Hollandais n'avait peuplé la province que de 10 000 habitants, contingent bien faible. Un courant continu d'émigration se forma des provinces voisines vers cette belle vallée de l'Hudson, dont les merveilleuses ressources allaient désormais se développer très vite. Le gouvernement d'Andros, despotique et rude, mais intelligent et honnête, ne contribua pas peu à ce progrès. Il réussit à détacher de l'alliance française la confédération Iroquoise des Cinq Nations, et, grâce à ses efforts, Albany s'assura en peu de temps le monopole du commerce avec les Indiens. Andros rêvait de réunir en un seul gouvernement toutes les possessions anglaises du nord, et il essaya de rattacher de vive force le Connecticut au New-York. Cette tentative n'eut aucun succès. Il fut repoussé à Saybrook et ne put même pas faire proclamer la patente qu'il avait reçue de son maître, le duc d'York. Des prétentions analogues sur la province de New-Jersey l'engagèrent dans de vaines querelles avec les colons de cette région. Ses ennemis à Londres le firent rappeler en 1680. Le nouveau gouverneur, colonel Dongan, apporta à New-York (1683) une charte libérale, instituant une assemblée générale de dix-neuf

membres élus par la province, assemblée qui, avec le gouverneur et le conseil, composerait le gouvernement de la colonie. La charte assurait le jugement par jury et la tolérance religieuse. New-York ne jouit pas longtemps de ce gouvernement libéral; Jacques II révoqua en effet, à son avènement au trône, les concessions qu'il avait faites deux ans auparavant comme duc d'York. Dongan continua la politique d'Andros en soutenant les Iroquois contre les Français du Canada. Mais sa qualité de catholique le rendait peu sympathique à une population à qui les attaques des Français et les intrigues des Jésuites avaient inspiré une violente horreur du papisme. Il fut peu regretté lorsqu'il partit en 1688, remplacé par Andros dont Jacques II venait de couronner l'ambition en le nommant gouverneur de New-York et de la Nouvelle-Angleterre.

Andros prit à New-York l'attitude du représentant d'un souverain absolu. Après avoir cimenté l'alliance de la colonie avec les Iroquois, il partit pour le Massachusetts, laissant la ville sous la garde d'un sous-gouverneur, Francis Nicholson. Mais de graves événements s'étaient accomplis en Angleterre. Les New-Yorkais apprirent en février 1689 que Guillaume d'Orange avait détrôné son beau-père et en avril que les Bostoniens avaient jeté Andros en prison. Ils s'insurgèrent aussitôt contre Nicholson qui personnifiait à leurs yeux le papisme et le gouvernement détesté des Stuarts. Nicholson, frappé de terreur, ne tenta aucune résistance et laissa tomber le pouvoir aux mains d'un chef populaire, Jacob Leisler, capitaine de milice, qui s'empara du fort et proclama le prince d'Orange.

Leisler, violent, maladroit, despotique, ne sut, en dépit des intentions les plus honnêtes et d'une grande énergie de caractère, ni défendre efficacement la colonie contre les incursions des Français Canadiens que gouvernait alors Frontenac, ni faire accepter à New-York même sa dictature. Il commit illégalité sur illégalité et versa le sang de ses ennemis. En 1691 il dut se rendre à Sloughter, nommé gouverneur depuis un an par le nouveau roi d'Angleterre. Jeté en prison avec ses amis, il fut accusé de trahison et de meurtre, déclaré coupable et condamné à mort. Sloughter, cédant aux suggestions des ennemis de Leisler, signa l'ordre d'exécution, sans attendre le bon plaisir du roi. La mort

de ce tribun qu'un jour de convulsion populaire avait porté au pouvoir sans que rien l'eût préparé à l'exercer en homme politique, divisa la population de New-York en deux partis dont l'incroyable et persistante animosité est un des traits les plus saillants de l'histoire ultérieure de la province.

Documents et ouvrages à consulter.

(Chapitres viii a xvii.)

Histoires générales pour la période coloniale (1607 à 1776) :

Bancroft (George), *History of the U. S. to 1783*, 10 volumes, Boston, 1834-74; 7 vol. in-12; latest revision, 6 vol., New-York, 1886. Les trois premiers traitent de la colonisation, les trois derniers de la révolution. — Holmes (Abiel), *Annals of America*, Cambridge, 1829. — Grahame (James), *The History of the U. S. from the plantation of the british colonies*, 4 vol., Philad., 1845. — Ramsay, *History of the United States to 1803*; 3 vol. — Hildreth (Richard), *History of the U. S. to the end of the 16th Congress*, 6 vol., nouv. éd., New-York, 1879. Les trois premiers, de 1497 à 1789. — Doyle (J.-A.), *American colonies previous to Independance*, London, 1869. — Neil (E.-D.), *English Colonisation of America during the XVIIth Century*, London, 1871. — Bryant (Wiliam-Cullen) and Gay (Sydney-Howard), *A popular History of the U. S.*, 4 vol., New-York, 1879. Les deux tiers de cet ouvrage sont consacrés à la période coloniale. — Lodge (Henry Cabot), *A short history of the english colonies in America*, New-York, 1881. — Winsor (Justin), *A Narrative and Critical History of North America*, 8 vol., gr. in-8, Boston, 1886-90. L'ouvrage s'arrête à la fin du xviiie siècle en ce qui concerne les États-Unis.

Histoires générales, en un volume : Doyle (John-A.), Eliot (Sam.), Goodrich, Scott, Willard, Higginson, Anderson, Gilman, Johnston, Frout de Fontpertuis, etc.

Laboulaye, *Histoire des colonies anglaises de l'Amérique*, 1 vol., Paris, 1855. — Carlier (Auguste), *la République américaine*, Paris, 4 vol., 1890. Les deux premiers volumes sont consacrés à la période coloniale et à la révolution.

Documents :

Force (Peter), *Collection of Tracts and Papers* relative to origin, settlement and progress of the colonies of North America, 4 vol. in-8, Washington, 1836.

Collections of the Massachusetts Historical Society, of the New-York H. S., of the Maine, New-Hamsphire, Rhode-Island H. S.

Hazard, *Historical collections*, 2 vol.

Chalmers, *Political Annals of the present* (1780) *United Colonies*, compiled chiefly from records. — Oldmixon, *British Empire in America*, 1re éd., 1708; enlarged, 1741.

Histoires particulières des Colonies :

Virginie : — La collection Hakluyt; les écrits du capitaine Smith, cités dans le texte. — Beverley (Robert), *History of Virginia*, 1709, new edit., Richmond, 1855 (avec une introd. de Ch. Campbell). — Stith (W.), *History of the first Discovery and Settlement of Virginia till 1624*; new edit. by Sabin, New-York, 1866. — Jones, *Present state of Virginia*, 1724. — Keith, *History of Virginia*, 1738. — Burk (John), *History of Virginia to 1781*, 4 vol., Pétersburg, 1804-1816. — Howison (Robert), *A History of Virginia*; vol. I jusqu'à 1763, Philad., 1846; vol. II jusqu'à 1847, Richmond, 1848. — Campbell (Charles),

History of the Ancient Dominion, Philad., 1860. — Cooke (John-Esten), *Virginia, a History of the people*, les vingt-quatre premiers chapitres (the Plantation) jusqu'à 1720. — Hening, *Statutes at large of Virginia* de 1619 à 1792, 13 vol.

Maryland : — Bosman (J.-L.), *History of Maryland*, 1633 à 1660; 2 vol., Baltimore, 1837. — Sharf (J.-Thomas), *History of Maryland to the present Day*, 3 vol., Baltimore, 1879. — Kilty, *Laws of Maryland to 1800*. — Dorsey, *Laws of Maryland to 1839*.

Nouvelle-Angleterre : — Winthrop (J.), *Journal or history of New-England, from 1630 to 1649*, new ed. by James Savage, 2 vol., Boston, 1853. — Prince, *Chronological History of New-England from 1602 to 1633*. — Hubbard, *History of New-England to 1680*. — Neal, *History of the Puritans to 1688*, 5 vol.; *History of New-England to 1700*. — Backus, *History of New-England, with particular reference to the Baptists*, 3 vol. *1777-92*. — Adams (Hannah), *Summary History of New-England to 1789*; ed. 1799. — Oliver (Peter), *The Puritan Commonwealth* (l'auteur est hostile aux puritains), Boston, 1856. — Palfrey (J.-Gorham), *History of New-England* (période coloniale), 5 vol., Boston, 1858-89. — Fiske (John), *The beginnings of New-England*, or *the Puritan Theocracy*; Boston, 1889. — Weeden (W.-B.) *Economic and Social history of New-England, from 1620 to 1789*, 2 vol., Boston, 1890.

Plymouth : — Bradford (William), *History of Plymouth Plantation* (manuscrit retrouvé en 1855), ed. by Ch. Deane, Boston, 1856.

Massachusetts : — Young (Alex.), *Chronicles of the first Planters of the Colony of Massachusetts Bay, from 1623 to 1636*, 1 vol., new ed., Boston, 1846. — Hutchinson (Thomas), *History of Massachusetts, from 1628 to 1749*, 3 vol., 1764-74. — Minot (G.-R.), *Continuation of Hutchinson from 1749 to 1767*, 2 vol., 1798-1803. — Barry (J.-Stetson), *History of Massachusetts*, 3 vol., Boston, 1855-57. — Thirteen Lectures delivered before the Lowell Institute (sur l'histoire primitive du Massachusetts), Boston, 1869 (Histor. Soc.). — Goodell (A.-C.), édition complète des *Province Laws*, de 1691 à 1780; 5 vol., Boston, 1884.

New-Hampshire. — Belknap (Jeremy), *History of New-Hampshire*, 3 vol., Boston, 1784-92.

Maine : — Williamson (W.-D.) *History of Maine, from 1602 to 1820*, 2 vol., Hallowell, 1839. — Sullivan, *History of Maine*.

Rhode-Island : Dexter (Henry-Martyn), *Banishment of Roger Williams*, Boston, 1876. — Benedict, *History of the Baptists*. — Arnold (Samuel-Greene), *History of Rhode-Island*, 2 vol., New-York, 1856-60.

Connecticut : — Peters, *History of Connecticut*, 1781. — Trumbull (J.-Hammond), *The true Blue Laws of Connecticut*, New-York, 1870. — Trumbull (Benjamin), *A complete history of Connecticut, civil and ecclesiastical*, to 1764, 2 vol., New-Haven, 1818.

New-York. — O'Callaghan (Dr E.-B.), *Documents relative to the colonial history of New-York, from 1603 to 1778*, 12 vol., in-4; *Documentary History of the State of New-York*, 4 vol. in-4; *New-York under the Dutch*, 2 vol., New-York, 1855. — Yates and Moulton, *History of New-York*. — Van der Donck, *Description of New Netherlands*, 1633. — Knickerbocker (Diedrick) (Washington Irving), Histoire de New-York sous la domination hollandaise, 1827. — Brodhead (J.-Romeyn), *History of the State of New-York, from 1609 to 1691*; 3 vol., New-York, 1853-71. — Smith (W.), *History of New-York, from 1664 to 1762*. — Dunlap, *History of the New Netherlands, Province and State of New-York, to 1789*, 2 vol., 1839.

CHAPITRE XVIII

LES INDIENS A L'EST DU MISSISSIPI

Les Peaux-Rouges. — Algonquins. Iroquois. Sioux. — Cherokees et Creeks.

Les Peaux-Rouges.

L'historien George Bancroft évalue à 180 000 environ le nombre des indigènes disséminés dans l'espace compris entre le Mississipi et l'océan Atlantique à l'époque de la découverte du Nouveau-Monde. Ce chiffre ne peut être évidemment qu'approximatif; d'autres calculs élèvent le total à 220 ou 250 000 [1]. Les premiers récits des relations des Européens avec les indigènes avaient démesurément grossi le nombre de ces derniers; l'étude attentive des témoignages les moins suspects a permis de faire justice de ces exagérations. La plupart des tribus qui habitaient la partie orientale des États-Unis ont aujourd'hui disparu des immenses plaines qu'elles appelaient leurs terrains de chasse, mais quelques-unes seulement ont été détruites; presque toutes, refoulées peu à peu par le flot grossissant de l'émigration européenne, ont émigré à leur tour vers l'ouest, non pas toujours volontairement, et ont passé sur la rive droite du Mississipi, où on les retrouve aujour-

1. D'après Gerland, près de 600 000 Indiens vivaient en l'an 1600 sur le territoire actuel des États-Unis. C'est là une estimation très probablement excessive. Le dernier recensement fédéral donne pour la population indienne (civilisés, Indiens des réserves, Indiens vivant encore en tribus) un total de 330 000.

d'hui fusionnées avec d'autres et portant parfois de nouveaux noms, avec une population plutôt accrue que diminuée pour quelques-unes depuis deux siècles.

Les sauvages qui apparurent aux premiers colons débarqués sur les côtes de l'Amérique du Nord, aux compagnons de Smith



Les treize colonies et les Indiens à l'est du Mississipi.

dans la baie de Chesapeake, comme aux pèlerins fondateurs de Plymouth et de Boston, à l'Anglais Hudson comme au Français Champlain, avaient tous cette physionomie et ce teint qui leur firent donner le nom général de Peaux-Rouges. Entre les aborigènes du Canada et ceux de la Floride, aucune différence sensible. La ressemblance n'était pas seulement dans le type et

dans le costume; les manières, les armes, les institutions, le genre de vie étaient partout les mêmes. Ce n'est que par l'étude et la comparaison des idiomes que les ethnologistes américains sont parvenus à diviser les innombrables tribus ou nations des Indiens en un certain nombre de grandes familles, dont les principales, à s'en rapporter exclusivement à ces affinités du langage, seraient : les Algonquins, les Hurons-Iroquois et Wyandots, les Sioux ou Dakotas, les Cherokees et les Creeks ou Muskogees.

Algonquins. Iroquois. Sioux.

La langue algonquine était parlée dans toute la partie du nord de l'Amérique comprise entre le Mississipi, la vallée de l'Ohio, la côte de l'océan Atlantique depuis le cap Fear jusqu'à l'Acadie, et dans toute la région des grands lacs. C'est la famille la plus nombreuse, car les tribus de race algonquine comptaient à peu près 90 000 têtes, c'est-à-dire la moitié de la population indienne. L'énumération de ces tribus est longue, à ne citer même que celles dont les noms apparaissent dans l'histoire de la colonisation anglaise en Amérique. Sur l'océan Atlantique, du nord au sud, séjournaient, à l'époque de l'arrivée des Européens, les tribus suivantes : les Micmacs, autour de la baie de Gaspé et dans la Nouvelle-Écosse; les Abenakis, sur les rivières Penobscot et Androscoggin (Maine); les Massachusetts, qui avaient déjà quitté la côte avant l'arrivée des puritains dans la baie de Boston; les Pokanokets, les Narragansetts, et les Pequods, qui furent exterminés par les colons du Massachusetts, de Rhode-Island et du Connecticut; les Mohegans et les Manhattans, anciens possesseurs du sol où s'est élevé New-York; les Lenni-Lenape ou Delawares, qui habitaient les vallées des rivières Delaware, Susquehannah et Schuylkill, restes dégénérés des tribus que la confédération des Cinq Nations avait réduites à une honteuse soumission; dans la Virginie, les tribus formant le petit empire de Powhatan, dont les relations avec les premiers pionniers du *Old Dominion* ont créé l'une des rares légendes que possèdent les annales des colonies anglo-américaines. Telles sont les nations indiennes (comprenant

chacune de quelques centaines à quelques milliers d'âmes) avec lesquelles les Anglais eurent à lutter jusque vers l'an 1700. Dès le début du siècle suivant elles avaient cédé la place aux nouveaux occupants et leurs débris étaient allés se fondre dans les nations plus puissantes habitant l'intérieur du continent. Celles-ci allaient entrer maintenant en contact avec les Européens à l'occasion de la grande lutte entre les colons et les Français pour la possession de la vallée de l'Ohio.

Sur l'Ohio même, dans la partie supérieure de son cours, et dans les vallées hautes du Cumberland (Ohio et Kentucky), habitaient ou plutôt campaient les Shawnees, tribu voyageuse par excellence, dont les bandes erraient jusque sur les confins de la Caroline du Sud et en Pennsylvanie. Plus à l'ouest, les Miamis entre l'Ohio, le lac Érié, le Scioto et le Wabash et jusqu'à Détroit (Ohio et Indiana); les Illinois occupaient le pays entre le Wabash et le Mississipi (Kaskaskia, Cahokia, Péoria, noms d'établissements français dans cette région, reproduisant l'appellation des principales bandes des Illinois). Au nord, les Chippewas et les Ottawas entre la baie de Saginaw sur le lac Huron et l'extrémité occidentale du lac Supérieur (Michigan et Wisconsin). Toutes ces tribus réunies comptaient à peine de 18 à 20 000 âmes. Les régions comprises entre les monts Alleghanys et le Mississipi n'étaient en fait que de vastes solitudes, et les voyageurs pouvaient quelquefois passer plusieurs jours, dans la traversée de ce désert, sans rencontrer la trace d'un seul être humain. Entre Green-Bay et le Mississipi habitaient les Sacs et Foxés, guerriers turbulents redoutés des colons français, puis les Kickapoos, rameau détaché des Shawnees.

Tandis que les Algonquins se trouvaient ainsi dispersés depuis le lac Supérieur jusqu'au sud-est de la Caroline du Nord et depuis le Kentucky jusqu'à l'extrémité du Maine, les Hurons-Iroquois qui parlaient le dialecte wyandot avaient pour domaine les deux rives du Saint-Laurent et toute la région au sud de ce fleuve et du lac Ontario, c'est-à-dire le nord et l'ouest de l'État de New-York. A la suite de longues guerres, la nation des Hurons, anéantie par les Iroquois, disparut entièrement au nord des grands lacs; quelques tribus descendirent la rive gauche du Saint-Laurent.

Les environs de Québec peuvent encore montrer aujourd'hui quelques types de cette population primitive. D'autres, principalement des Wyandots, avaient émigré dans le pays des Chippewas, et de là s'étaient étendus peu à peu sur la rive méridionale du lac Érié. Le reste était venu se fondre par adoption dans les rangs de la nation victorieuse. Les Iroquois, depuis cette époque maîtres incontestés du pays, avaient étendu leurs conquêtes ou plutôt leur influence dans toutes les directions. Organisés politiquement en confédération des *Cinq-Nations* (Mohawks, Oneidas, Onondagas, Cayugas et Senecas), auxquelles vint se joindre au commencement du XVIIe siècle une sixième nation, chassée de la Caroline du Nord, les Tuscaroras, ils étaient redoutés partout comme les plus vaillants et les plus habiles guerriers de la race indienne. Ils portaient leurs armes et leurs ravages jusque dans le New-Hampshire à l'est, jusqu'à la Virginie occidentale et au Kentucky au sud, et jusqu'à l'Illinois dans l'ouest. Ils réclamaient toute la péninsule du haut Canada, au nord des lacs, comme un terrain de chasse dont le droit de la guerre les avait institués seuls possesseurs. Pendant la lutte entre les Français et les Anglais sur le Saint-Laurent et l'Ohio, on les verra presque constamment prendre parti pour les derniers, et leur fidélité à cette alliance avec les colonies britanniques ne contribuera pas peu à l'affaiblissement et à la chute des établissements français sur le Saint-Laurent. On n'estime pas cependant à plus de 15 000 âmes le chiffre total de la population des Iroquois et à plus de 3 000 le nombre des guerriers que pouvait envoyer au combat cette célèbre confédération.

A l'ouest du Mississipi, la grande famille des Sioux ou Dakotas s'étendait des rives du Saskatchawan au nord à celles de l'Arkansas au sud, et détachait quelques rameaux à l'est du Mississipi. Leurs wigwams furent découverts dès le milieu du XVIIe siècle par des trappeurs français et visités à plusieurs reprises à partir de cette époque par des Jésuites et tout d'abord par le père Hennepin. Ce n'est que depuis un demi-siècle que les Sioux ou Indiens du Far-West ont subi le contact des Européens. L'armée régulière des États-Unis a presque exclusivement pour raison d'être la nécessité de contenir leurs tribus ainsi que celles des États ou Terri-

toires du Pacifique. Le chapitre des guerres indiennes, ouvert il y a deux cents ans, n'est pas encore complètement fermé aujourd'hui [1].

Cherokees et Creeks.

Nous avons passé en revue jusqu'ici les tribus principales appartenant aux grandes familles indiennes de la partie septentrionale du continent anglo-américain, Algonquins, Hurons-Iroquois et Sioux. Les deux grandes familles du sud sont les Cherokees et les Creeks-Muskogees. Les Cherokees habitaient la vallée supérieure de la rivière Tennessee et les hautes terres des Carolines, de la Géorgie et de l'Alabama, c'est-à-dire tout le massif montagneux qui termine du côté du sud la chaîne des monts Appalaches ou Alleghanys et dont les eaux se dirigent vers le sud-est et le sud depuis le cap Fear jusqu'au delta du Mississipi. Les Cherokees, que l'on pourrait appeler les Suisses de l'Amérique du Nord, étaient d'ailleurs peu nombreux, comptant à peine de 12 à 15 000 âmes; leurs villes (assemblage de quelques huttes grossières), au nombre d'une cinquantaine, étaient disséminées dans les vallées innombrables de cette région, une des plus pittoresques et des plus salubres à l'est du Mississipi. De toutes les tribus indiennes, les Cherokees ont été les plus accessibles à la civilisation; plutôt cultivateurs que chasseurs, ils avaient un attachement profond pour leur pays; il fallut de longs efforts pour les en déloger et les reléguer sur le Territoire Indien, dans le Far West, où on les retrouve de nos jours. Au sud-est des Cherokees, habitaient les Uchees entre le Savannah et le Chattahoochee (nord de l'État de Géorgie). Ils se vantaient d'être les plus anciens habitants du pays; c'était une famille distincte dans la confédération creek, remarquable par son langage dur et guttural. Les Natchez vivaient sur la rive orientale du Mississipi, à quelque distance de son embouchure (sud-ouest de l'État du Mississipi). Le langage les distinguait comme les Uchees de toutes

1. Le chef sioux Sitting Bull est mort en 1890, dans les Black Hills (Dakota) comme le roi Philippe de Mount Hope était mort en 1676 aux portes de Boston et de Providence, pour la défense de ses terrains de chasse contre l'invasion des blancs.

les tribus voisines, leur dialecte n'a aucune affinité étymologique avec les autres idiomes indiens. « Ce fait, dit Bancroft, a enflammé les imaginations et suggéré de nombreuses théories. On a fait venir les Natchez du Mexique et du Pérou. L'histoire ne les connaît que comme une faible tribu occupant un étroit territoire autour du tertre où l'église chrétienne et les demeures des émigrants d'Europe ou d'Afrique ont déplacé le temple grossier de leur dieu Soleil et la hutte où s'abritaient les gardiens du feu sacré. »

En dehors des Uchees et des Natchez, tout le sud-est, le sud et l'ouest du pays environnant les Cherokees, c'est-à-dire le territoire de la Géorgie, de la Floride, de l'Alabama, du Mississipi et du Tennessee, appartenait à la grande famille de nations parlant le langage mobilien (la langue muskogee-chocta de Gallatin), famille divisée en trois grandes confédérations qui existent encore et dont la population s'est même accrue : 1° les Chickasas, dans l'ouest du Kentucky et du Tennessee et au nord de l'État du Mississipi; 2° les Choctas, à l'est du fleuve Mississipi et dans la vallée du Tombigbee; 3° les Creeks ou Muskogees, occupant tout le sud-est du continent de l'Amérique du Nord, limitrophes des Choctas, des Chickasas, des Cherokees et des Anglais. Les Chickasas furent plutôt les alliés des Américains blancs, les Choctas des Français de la Louisiane, et les Creeks des Espagnols de la Floride. Aucune de ces confédérations ne comptait probablement plus de quatre mille guerriers. La plupart des tribus qui les composaient étaient adonnées à l'agriculture. Les Creeks passaient pour la nation la plus puissante. Ils accueillaient volontiers les fugitifs des tribus voisines et furent pour les Américains de redoutables ennemis. Les Séminoles, que Jackson devait dompter, étaient une nation creek de la Floride, plus sauvage que les autres, vivant de la chasse plutôt que de la culture du sol. Les Yamassees de la rivière Savannah étaient aussi des Creeks.

Documents et ouvrages à consulter.

(Chapitre xviii.)

Les Indiens : — Colden (Cadwallader), *History of the Five Nations*, New-York, 1747. — Adair, *History of the American Indians* (principalement ceux du sud), 1775. — Gallatin (A.), *Synopsis of the Indian tribes of North America* (American Antiquarian Society). — Heckewelder, *History, Manners and Customs of the Indian Nations*, new ed., New-York, 1876. — Irving (J.-T.), *Sketches of the American Indians*, Londres, 1835. — Mackenney and Hall, *History of the Indian tribes*. 3 vol., Washington, 1838-44. — Catlin, *North American Indian Portfolio*, Londres, 1844; *Die Indianer Nord Americas*, Bruxelles, 1848; nouv. éd., Londres, 1876. — Drake, *History of the Indians*, 11e éd., Boston, 1852; *Old Indian Chronicle*. — Schoolcraft (H.-R.), *History, Condition and Prospects of the Indian tribes of the United States*, 6 vol., in-4, Washington, 1851-55. — Mallery, *The former and present number of our Indians*, 1877.

CHAPITRE XIX

LES FRANÇAIS AU CANADA

Champlain. Québec. La Compagnie de 1627. — Progrès très lents de la colonisation. — L'œuvre des missionnaires. — Marquette et Joliet découvrent le Missisipi (1673). — Cavelier de La Salle (1667-1683). — Guerre contre les Iroquois (1683-1689). — Le Canada et les colonies anglaises entraînés dans les guerres européennes (1689-1713).

Champlain. Québec. La Compagnie de 1627.

La chaîne de hauteurs qui forme la ligne de partage entre les eaux se dirigeant vers l'est et le bassin des grands lacs et du Saint-Laurent, opposa aux explorations des Anglais une barrière regardée longtemps comme infranchissable. Adonnés à l'agriculture, aux pêcheries, au commerce maritime, les colons étaient faiblement stimulés à pénétrer dans l'intérieur du continent. Le peu qu'ils en savaient à la fin du xviie siècle leur venait des Indiens ou des Français. Au nord et à l'ouest de cette région maritime, grandissait cependant une puissance rivale qui devait disputer pendant plus d'un demi-siècle à la colonisation anglaise la suprématie de l'Amérique du Nord et mettre plus d'une fois en péril l'existence même de ses établissements. « Tandis que la colonisation anglaise, attachée d'abord au seul littoral, se développait de proche en proche, gardant ses éléments constitutifs étroitement serrés l'un contre l'autre, n'occupant que les espaces qu'elle était capable de peupler, les Français, emportés par une ardeur de découverte et par une indocilité de caractère, irritée

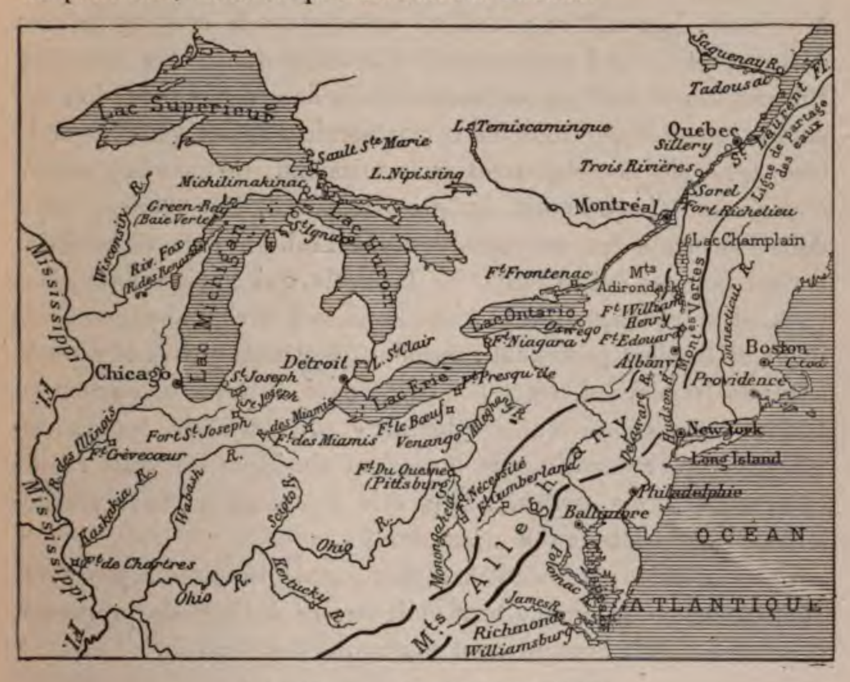
plus que contenue par la rigueur de leur administration, semblaient dévorer l'espace, se disséminaient en peu d'années dans les profondeurs des solitudes, arboraient leur drapeau sur les sites les mieux choisis des grands lacs et des rivières tributaires du Mississipi ; mais, incapables d'étreindre ce que leur ambition généreuse avait embrassé, il leur fallut, après une lutte glorieuse, céder à l'organisation mieux entendue, au génie méthodique et à la persévérance réfléchie de leurs adversaires [1]. »

Samuel Champlain avait fondé Québec en 1608. Les couleurs françaises flottaient depuis quelques années déjà à Port-Royal [2] dans l'Acadie. Sous l'influence de Marie de Médicis et de la marquise de Guercheville, les Jésuites, au commencement du règne de Louis XIII, obtinrent certains privilèges commerciaux et allèrent catéchiser les indigènes de la rivière Saint-Croix, plus à l'ouest encore ceux du Penobscot et du Kennebec appartenant à la tribu des Abénaquis. De Biencourt et Biart furent accueillis avec faveur par les Peaux-Rouges. En 1613, ils avaient déjà fondé un petit établissement nommé Saint-Sauveur, autour de la mission catholique. Un certain nombre d'Indiens avaient reçu le baptême, et vénéraient le Père Biart comme un dieu. Champlain revint d'Europe en Amérique (1615), amenant avec lui dans la Nouvelle-France, entre autres colons, des moines franciscains. Allié des Hurons, il fut blessé dans une de leurs expéditions contre les Iroquois. Vrai chevalier errant, il courait les bois et les déserts, portant partout, jusqu'au lac Nipissing, la religion, le langage et l'influence de son pays. Il reçut de Montmorency, vice-roi du Canada (1620), l'ordre de bâtir un fort à Québec. C'était un projet qu'il avait lui-même conçu depuis son premier voyage de 1604. Le château de Saint-Louis fut donc construit. Un catholique enthousiaste, Henri de Levi, nommé vice-roi, envoya des Jésuites au Canada (1625), ce qui causa d'assez vives dissensions, les Jésuites et les Franciscains étant peu disposés à s'entendre.

La colonie ne prospérait pas. Les marchands, actionnaires de la compagnie qui avait fondé Québec, n'avaient qu'un but,

1. Ad. de Circourt, *Conclusions historiques* (traduction du volume X de G. Bancroft).
2. Plus tard Annapolis.

vendre le plus cher possible des produits de qualité inférieure aux rares colons qu'ils transportèrent au Canada, et leur acheter des pelleteries au plus bas prix possible. Champlain, qui voulait fonder un empire, luttait contre cet esprit étroit; mais ses efforts étaient vains et ses protestations stériles. Peu de culture, peu de colons, quelque trafic avec les sauvages, une petite garnison dans un petit fort, voilà ce qu'était alors le Canada.



Les établissements français de 1608 à 1750.

Une compagnie nouvelle cependant fut formée en 1627. Richelieu et le maréchal d'Effiat en étaient les chefs. Parmi les associés, au nombre de cent sept, se trouvaient Champlain et le vice-amiral de Rozilly. La déclaration autorisant les statuts de la compagnie est datée du camp de La Rochelle, mai 1628. La compagnie recevait en don du roi le Canada, Québec et toute la côte américaine, depuis le cercle arctique jusqu'à la Floride, avec deux navires de guerre et quatre coulevrines, et le monopole du commerce des pelleteries et autres marchandises, pendant quinze ans, entre la métropole et la Nouvelle-France. En retour,

la compagnie s'engageait à transporter dans la colonie, la première année, trois cents personnes de tous les métiers, et quatre mille dans les quinze années suivantes. Elle devait nourrir les habitants de la Nouvelle-France pendant trois ans, et, ce temps écoulé, leur délivrer la quantité de terres défrichées nécessaire à leur subsistance. Un autre avantage réservé aux colons était que tout artisan obtenait la maîtrise après un séjour de six ans dans la colonie. Les nobles pouvaient entrer dans la compagnie sans déroger, et le roi se réservait d'anoblir douze des associés. Un article qui indique suffisamment la date de la rédaction des statuts stipulait que tous les colons seraient catholiques et que la compagnie devrait entretenir trois missionnaires, pendant quinze années, sur chaque point qu'elle occuperait. Une clause, enfin, dont l'insertion fut due sans doute à l'initiative de Champlain, portait que les descendants des Français qui habiteraient le dit pays, et les sauvages qui seraient amenés à la connaissance de la foi et en feraient profession, seraient désormais censés et réputés naturels français et, comme tels, pourraient venir séjourner en France comme bon leur semblerait « et y acquérir, tester, succéder, accepter donations et legs, tout ainsi que les vrais regnicoles et naturels français, sans être tenus de prendre aucune lettre de déclaration ni de naturalité [1] ».

Ces statuts promettaient à la compagnie un avenir prospère. Malheureusement, quand tout était encore à l'état de promesse, la colonie tomba brusquement aux mains des Anglais.

Progrès très lents de la colonisation.

Exception faite de la petite station de Saint-Sauveur, la rivière Saint-Croix marquait la limite méridionale des établissements formés par les Français sous les noms de Nouvelle-France et d'Acadie. En dépit des droits antérieurs de la France sur ces territoires, Jacques I[er] n'avait pas hésité à concéder en 1621 à un de ses favoris, sir William Alexander, gentilhomme écossais, auteur de tragédies pompeuses, tout le pays entre le Saint-Lau-

1. Isambert, t. XVI.

rent et la baie de Passamaquoddy, qui figura désormais dans les cartes anglaises sous le nom de Nova Scotia. Le poète écossais reçut en même temps le droit de créer un ordre de *baronets* en Amérique, à l'instar de celui que Jacques Ier venait de créer en Angleterre. Il tira un assez beau revenu de la vente de ses titres, mais ne vit jamais la Nouvelle-Ecosse et ne fit pas la moindre tentative pour la coloniser.

Le mariage de Charles Ier avec Henriette-Marie, fille de Henri IV, maintint pendant quelque temps la paix entre les deux puissances qui devaient se disputer le nord-est des États-Unis. Mais en 1627 la folie d'un Buckingham entraîna l'Angleterre dans un conflit, aussi futile que désastreux, avec la France. Peu heureux devant La Rochelle et à l'île de Ré, les Anglais eurent plus de succès au delà de l'Océan. Port-Royal en Acadie tomba sans peine entre leurs mains; il n'y avait là, il est vrai, qu'une station de pêche. Dans le même temps, un calviniste français, au service de l'Angleterre, David Kirk de Dieppe, remonta le Saint-Laurent avec dix-huit navires et somma la garnison de Québec de se rendre. La garnison, qui comptait à peine cent hommes, n'avait ni vivres, ni munitions. Richelieu ne sut pas envoyer des renforts en temps opportun [1] et Kirk, cent trente ans avant l'expédition de Wolfe, prit possession de Québec, c'est-à-dire d'un rocher nu et de quelques huttes misérables. L'occupation anglaise dura près de trois années; la paix avait été conclue deux mois avant la chute de Québec; mais ce fut en 1632 seulement, par le traité de Saint-Germain-en-Laye, que la place de Québec et le Canada, l'île du Cap-Breton et l'Acadie furent rendus à la France.

Champlain fut nommé gouverneur de la Nouvelle-France

1. « Les habitants se trouvèrent réduits à une ration de sept onces de pain par jour et il n'y avait que cinquante livres de poudre dans les magasins; l'hiver fut long et rude; les colons eurent beaucoup à souffrir. Champlain restait inébranlable. Dès que la neige commença à fondre, les pauvres gens s'en allèrent dans les bois cueillir des racines pour apaiser leur faim. On attendait des navires de France, et chaque jour les regards se tournaient vers le golfe. Soudain un cri de joie retentit dans la ville : une voile! une voile! Mais quel ne fut pas le désespoir de ces infortunés, quand ils s'aperçurent que ces navires n'étaient autres que ceux de Kirk. Toute résistance était impossible. Il fallut se rendre (1629), après quoi tout le Canada tomba au pouvoir de l'Angleterre. » (Caillet, *Administration de Richelieu.*)

(1633). Il revint à Québec avec une escadre et de nouveaux colons parmi lesquels plusieurs prêtres. Les fondations religieuses se multiplièrent. Un Jésuite, fils du marquis de Gamache, construisit un collège sur les pentes du cap Diamant. La duchesse d'Aiguillon fonda un hôpital et Mme de la Peltrie le couvent des Ursulines. En 1637 fut créé l'établissement de Silleri sur la rive gauche du Saint-Laurent; en 1642 s'élevèrent les premières maisons de Montréal [1]. Le fort Richelieu fut construit au confluent du Saint-Laurent et de la rivière Sorel. Champlain, le « père de la Nouvelle-France », était mort en 1635, laissant un nom que vénèrent les Canadiens et qui est resté cher aux Français. Après lui, la colonie se développa peu à peu, bien lentement, ne suivant que de très loin l'exemple que donnaient dans le même temps les colonies anglaises. Le Canada resta soumis, en effet, à un déplorable système économique et commercial. Les directeurs, préoccupés de réaliser des bénéfices immédiats, négligeaient l'agriculture pour s'adonner exclusivement au commerce des fourrures. Ce trafic était loin d'être toujours rémunérateur; les compagnies se ruinaient assez vite et se succédaient à de fréquents intervalles. De là, absence de toute politique suivie et prévoyante. Le résultat le plus net du monopole fut de favoriser, dans une large mesure, le commerce de contrebande avec les marchands anglais, qui achetaient plus cher les fourrures et vendaient à meilleur marché les liqueurs fortes dont les Indiens étaient effroyablement avides. Une autre cause principale de lenteur dans les progrès de la colonie fut la prépondérance de l'esprit religieux dans la direction des affaires générales. Des

1. La ville Marie de Montréal eut pour fondateur en 1642 Paul de Chomedey, chevalier de Maisonneuve. Francis Parkman raconte, d'après les archives canadiennes, comment les choses se passèrent. C'est le 18 mai que débarqua Maisonneuve. Il se jeta aussitôt à genoux avec ses compagnons et ses serviteurs pour remercier Dieu. Pendant que l'on débarquait les armes, les tentes, les provisions, Mlle Mance et Mme de la Peltrie, aidées d'une servante, Charlotte Barré, élevèrent un autel et l'ornèrent de fleurs. La compagnie fut réunie et le prêtre Vimont officia. Le bon curé déclara à ses fidèles qu'ils étaient comme un grain de sénevé, que ce grain s'élèverait et croîtrait jusqu'à ce que la terre fût couverte de ses branches, et que l'expédition avait été envoyée en Amérique pour fonder « le royaume de Dieu ». Aujourd'hui encore les corporations religieuses possèdent une grande partie de la ville de Montréal, qui compte 205 000 habitants. L'humoriste américain Mark Twain dit qu'à Montréal il est impossible de lancer une pierre dans les rues sans briser un vitrail d'église.

grands seigneurs et des grandes dames de France ayant consacré des sommes considérables à la construction d'églises et à la fondation de couvents de divers ordres à Québec et à Montréal, l'influence du clergé devint exclusive; l'esprit d'initiative fut étouffé par les habitudes de dévotion soumise, implantées et développées par l'enseignement catholique. Cette prépondérance de l'Église provoqua d'incessantes querelles entre les gouverneurs de la Nouvelle-France, les ordres religieux et les conseils des compagnies en France.

L'œuvre des missionnaires.

Si l'œuvre proprement dite de la colonisation ne fit longtemps que d'insensibles progrès, il en fut tout autrement de l'œuvre de propagation de l'influence française dans l'ouest encore inconnu de l'Amérique du Nord, par les explorations, les découvertes et les créations des missionnaires. Avant la conquête de Kirk les franciscains avaient déjà poussé assez loin leurs courses dans la région du bassin supérieur du Saint-Laurent. Arrêtés dans la direction du fleuve Hudson par l'hostilité implacable des Mohawks, ils s'étaient tournés vers l'ouest et avaient atteint les rivières qui se jettent dans le lac Huron. Tandis que la baie de Massachusetts commençait à peine à recevoir des colons (1632), le Canada était rendu aux Français, et les Jésuites, ayant obtenu le monopole des missions de la Nouvelle-France, se mirent à l'œuvre avec une infatigable énergie. Brébeuf et Daniel remontèrent (1634) la rivière Ottawa, atteignirent le « Lake Iroquoise », aujourd'hui « Georgian Bay », et y établirent six missions au milieu des Hurons qui habitaient les rives de cette baie et celles du lac Simcoe. Raimbault et Jogues suivirent dans des canots d'écorce la rive nord du lac Huron (1641), et parvinrent au pays des Chippewas près de la chute de Ste-Marie. Les Iroquois empêchaient les missionnaires d'étendre leurs excursions du côté des lacs Ontario et Érié. Les Mohawks venaient les inquiéter jusque sur le cours du Saint-Laurent. Une de leurs bandes s'empara de Jogues revenant du pays des Chippewas. Il eut à subir

d'affreuses tortures, et ne dut son salut qu'à l'intervention du commandant hollandais de Rensselaerswyk. Dreuillettes réorganisa la mission établie sur le Penobscot (1645), et dont la fondation était plus ancienne que les établissements du Massachussetts et même que Plymouth. Les Jésuites, dont l'ascétisme dépassait la rigidité puritaine des ministres de la Nouvelle-Angleterre leurs contemporains, étaient plus doux, plus conciliants dans leurs relations avec les Indiens. Ils exigeaient moins des nouveaux convertis, et savaient leur inspirer l'amour de la religion, qu'ils leur enseignaient en la leur montrant clémente et non revêche. Aussi réussirent-ils admirablement là où les puritains échouèrent. Il y avait dans la Nouvelle-France quelques douzaines d'apôtres aussi zélés et plus entreprenants qu'un Eliot [1].

Les ennemis les plus redoutables des Français Canadiens étaient les Iroquois, cette confédération si redoutée sous le nom des Cinq-Nations : Senecas, Cayugas, Onondagas, Onéidas et Mohawks. Ils habitaient, ou plutôt leurs femmes, leurs enfants et leurs vieillards habitaient des villages fortifiés sur les bords des lacs et des rivières qui arrosent le nord et l'ouest de l'Etat de New-York et dont les noms sont tout ce qui reste de leurs anciens possesseurs. Quant aux guerriers, qui surpassaient en vaillance, en énergie, en férocité toutes les tribus de race algonquine dont ils étaient entourés à l'ouest, au sud et à l'est, ils étaient constamment engagés dans de sanglantes expéditions contre les Hurons et les Wyandots, habitant les rives du Saint-Laurent et le pays au nord du lac Ontario, et parlant un dialecte de la langue des Iroquois. Les Français avaient trouvé dans les Hurons et dans les Wyandots de fidèles alliés, et encoururent par suite la haine implacable des Iroquois. De 1646 à 1654, les Mohawks, pourvus d'armes à feu par les Hollandais, firent une guerre acharnée aux Indiens alliés de la Nouvelle-France. Plusieurs missionnaires périrent, les Pères Jogues, Buteux, Brébeuf, Lallemand, Garnier. Les Hurons, chassés de leurs lacs, cherchèrent un refuge à l'ouest des lacs Érié et Huron, et les Iroquois, maîtres du haut cours du Saint-Laurent, firent trembler les colons dans Québec. De 1654

[1] Voir notre [illegible] chap. [illegible]

à 1659, à la faveur d'une sorte de trêve, de nouveaux missionnaires vinrent braver tous les périls au milieu même des Iroquois, qui comptaient, il est vrai, parmi eux, un grand nombre de Hurons faits prisonniers et incorporés, selon la coutume indienne, dans les tribus victorieuses. Les Pères Le Moyne, Chaumonot, Dablon, Mesnard réussirent à établir quelques missions. Mais, les anciennes haines s'étant rallumées (1659), les missionnaires et leurs convertis durent fuir au plus vite, et la guerre recommença. La détresse des colons était si grande qu'en 1662 on songea sérieusement à abandonner le Canada. La compagnie de la Nouvelle-France, réduite à vingt-cinq associés, appauvrie, découragée, se résigna à céder à la couronne de France tous ses droits.

Marquette et Joliet découvrent le Missisipi (1673).

Colbert commençait à réaliser les grandes idées qu'il avait conçues touchant l'importance politique du commerce. Il créa (1664) la compagnie des Indes Occidentales, dont l'objet était la colonisation et la culture des îles de la mer des Caraïbes, déjà occupées partiellement depuis trente ans par des aventuriers français. Le roi transféra à cette compagnie la province de Canada. Courcelles fut nommé gouverneur général, Jean Talon intendant, Tracy vice-roi et commandant des forces militaires. Celles-ci se composaient de quelques compagnies du régiment de Carignan que Tracy amena en 1665. Les Iroquois étaient fiers de leur puissance, à laquelle aucune tribu ne pouvait plus résister. Ils venaient d'écraser les Ériés et menaçaient maintenant plus à l'ouest les Miamis et les Illinois qui déjà avaient invoqué l'aide des Français. Tracy battit les Iroquois dans deux expéditions et construisit pour les tenir en échec les forts Sorel et Chambly sur la rivière qui sort du lac Champlain. Les missionnaires purent recommencer leurs courses à travers le désert. Le Père Allouez explora les côtes du lac Supérieur (1666), et entendit parler des fameuses mines de cuivre de cette région, ainsi que d'un grand cours d'eau dans l'ouest. Après deux ans d'absence, il rentra à Québec pour repartir aussitôt, chargé, avec les Pères Dablon et Marquette, d'établir une

mission au saut Sainte-Marie, débouché du lac Supérieur dans le lac Huron. Toute la presqu'île entre le lac Supérieur et Green Bay fut explorée (1672). Les Pères suivirent la côte du Michigan et visitèrent les régions où s'élèvent aujourd'hui Milwaukee et Chicago. Tous les Indiens leur parlaient de la grande rivière de l'ouest et des terribles Sioux qui en habitaient les rives. Le Père Marquette fut chargé formellement (1673), par l'intendant Talon, de découvrir cette grande rivière et d'ajouter de nouvelles terres à la domination de la France, et en même temps de nouvelles missions à l'empire des Jésuites. Marquette quitta Saint-Ignace, poste établi au nord du détroit de Mackinaw (entre les lacs Michigan et Huron). Il avait avec lui un marchand de Québec, Louis Joliet, cinq autres Français et quelques guides indiens. La petite troupe traversa le lac Michigan et la baie Verte (Green Bay), remonta la rivière Fox, et passa du bassin de cette rivière dans celui du Wisconsin. Les Indiens refusèrent d'aller plus loin, redoutant les Sioux. Sept jours de navigation portèrent Marquette et Joliet à l'embouchure du Wisconsin. La grande rivière était atteinte, les barques d'écorce des Jésuites descendaient le Mississipi (1673). Les voyageurs passèrent successivement devant les embouchures de la rivière Des Moines, de l'Illinois, du Missouri et de l'Ohio, et ne s'arrêtèrent qu'au confluent de l'Arkansas, dans le pays des Chickasas. La douceur du climat les charmait; dans quelques villages ils trouvèrent les habitants en possession d'instruments, d'armes et d'ornements d'origine européenne, provenant, pensèrent-ils, du Mexique. Il était inutile d'aller plus loin. On était sûr maintenant que la grande rivière ne se jetait ni dans la baie de Chesapeake, ni dans le golfe de Californie, mais dans le golfe du Mexique. On pouvait tomber entre les mains des Espagnols, très jaloux de leur domination exclusive sur toute la côte de cette mer, et perdre ainsi tous les fruits de la découverte. L'expédition remonta le Mississipi, puis l'Illinois et revint à Saint-Ignace par le lac Michigan. Joliet alla porter à Québec l'heureuse nouvelle, et reçut en récompense la concession de l'île d'Anticosti. Un récit du voyage fut publié à Paris en 1681. Le pays arrosé par le Mississipi n'avait pour ainsi dire pas d'habitants. Du Wisconsin à l'Arkansas, Marquette avait aperçu à peine trois ou quatre villages. Les Indiens trouvaient dans cette région peu

de ressources. Les rives du lac Supérieur et toute la contrée voisine au nord, abondantes en poissons et en gibier, avaient une population bien plus dense.

Cavelier de La Salle (1667-1683).

Quelques années avant l'expédition de Marquette, un aventurier, Robert Cavelier, sieur de La Salle [1], âgé de vingt-trois ans, s'était élancé (1669) dans le désert de l'ouest à la recherche d'un grand fleuve qui devait se jeter dans une mer lointaine et arroser probablement les terres fertiles en or et en argent de la Nouvelle-Espagne. La Salle était parti du Canada avec deux prêtres sulpiciens qui l'abandonnèrent en route. Il arriva jusqu'à l'Ohio et le descendit assez loin. D'après ce qu'il raconte dans un mémoire écrit la même année, il dépassa les chutes de Louisville, mais n'atteignit pas le Mississipi. Il pressentit toutefois que les eaux du grand fleuve se jetaient dans le golfe du Mexique et non dans le Pacifique [2]. En 1673 La Salle, sur l'ordre de Frontenac, successeur de Courcelles, fait construire, près du point où le lac Ontario se déverse dans le Saint-Laurent (aujourd'hui Kingston), un fort auquel fut donné le nom du nouveau gouverneur. L'année suivante, il se rendit en France avec des lettres de recommandation de Courcelles, du marquis de Frontenac et de Talon, et fut accueilli avec faveur par Colbert. Lorsque, par la dissolution de la compagnie des Indes Occidentales (1675), la Nouvelle-France eut fait retour au gouvernement du roi, La Salle reçut, avec des lettres de noblesse, le commandement du fort Frontenac. Il devait défendre ce poste contre les Iroquois; le roi, pour l'encourager à développer cet établissement, lui fit don en outre d'une grande étendue de terres autour du fort. C'est à Frontenac que La Salle apprit les détails du voyage du Père Marquette et de la découverte du Mississipi; son imagination s'enflamma. Laissant là son fort, ses

1. Né le 22 novembre 1643 à Rouen, rue de la Grosse-Horloge.
2. Consulter sur cette expédition et les suivantes de Cavelier de La Salle les *Mémoires et Documents* pour servir à l'histoire des origines françaises des pays d'outre-mer, publiés par P. Margry, les *Historical collections of Louisiana* (New-York, 1846), le Mémoire de Tonti, la Relation de Hennepin, le Journal historique de Joutel, enfin les ouvrages de Fr. Parkman.

champs, son gibier, son trafic de pelleteries et sa clientèle indienne, il alla chercher en France une commission royale pour l'achèvement de l'exploration du Mississipi et le monopole du commerce des peaux de buffles. De retour à Frontenac (1678), et secondé par son lieutenant, le chevalier Tonti, il prépara aussitôt l'expédition. L'hiver fut consacré à la construction d'une barque de soixante tonnes, le *Griffon*, sur la rive du lac Érié, non loin de l'emplacement actuel de Buffalo. Le *Griffon* mit à la voile (août 1679), portant le Français La Salle, l'Italien Tonti, le Flamand Hennepin, plusieurs frères de l'ordre des Récollets, et une trentaine de matelots, chasseurs, et soldats. Le *Griffon* franchit les deux détroits et le lac Saint-Clair qui font communiquer les lacs Érié et Huron, remonta ce dernier, franchit le détroit de Mackinaw, traversa le lac Michigan et jeta l'ancre au fond de Green Bay, traçant, en vingt jours, un parcours devenu depuis une des grandes voies commerciales des États-Unis.

On renvoya le *Griffon* avec un chargement de fourrures ; le bateau devait rapporter des provisions et on l'attendrait au fond du lac Michigan. Pendant l'hiver de 1679 à 1680, La Salle construisit le fort Miami à l'embouchure de la rivière Saint-Joseph. Puis il passa de cette rivière dans un des affluents de l'Illinois, dont il descendit le cours jusqu'au-dessous de Peoria. Là un second fort fut élevé et reçut le nom de Crèvecœur, de l'inquiétude que causait à la compagnie l'absence de toute nouvelle du *Griffon*. En mars La Salle n'y tint plus. Laissant Tonti à Crèvecœur, il partit à pied avec une escorte de trois hommes pour le fort Frontenac, s'attacha à suivre le plateau ondulé formant la ligne de partage entre les affluents de l'Ohio et les tributaires des grands lacs, et traversa ainsi les futurs États de l'Illinois, de l'Indiana, de l'Ohio, de Pennsylvanie et de New-York. A Frontenac il trouva ses affaires fort en désordre. Le *Griffon* avait fait naufrage ; on avait répandu le bruit de la mort de La Salle, et des créanciers avaient saisi ses propriétés. Grâce au gouverneur général, La Salle put rétablir sa situation et préparer l'achèvement de son entreprise. Au mois de novembre de la même année, il était de nouveau au sud du lac Michigan avec des recrues et des provisions, mais les forts Miami et Crèvecœur étaient

abandonnés. Hennepin avait descendu l'Illinois, remonté le Missisipi jusqu'aux chutes de Saint-Anthony, puis il était rentré à Québec par le Wisconsin, la rivière Fox et la baie Verte. De là il passa en France et publia en 1683 un récit de ses aventures. Tonti avait été attaqué par des Iroquois et s'était enfui vers la baie Verte.

Ces accidents ne purent décourager La Salle. Il bâtit un nouveau fort sur l'Illinois (fort Saint-Louis), retourna à Frontenac chercher des hommes, des armes et des vivres. En novembre 1681, nous le retrouvons sur l'Illinois avec Tonti qui avait rejoint son chef. Ils passèrent l'hiver à construire une barque et partirent en février; ils descendirent l'Illinois, entrèrent dans le Mississipi et suivirent son cours jusqu'au golfe. La Salle prit solennellement possession de l'embouchure (9 avril 1682) au nom du roi de France. Le pays reçut le nom de Louisiane, du nom de Louis XIV, alors à l'apogée de ses triomphes et de sa gloire. La Salle reprit le chemin du nord, laissa Tonti au fort Saint-Louis, et se rendit en France où la nouvelle de sa découverte l'avait précédé. Il obtint du roi par Seignelay, fils de Colbert, une frégate et trois autres bâtiments, portant cinq prêtres, douze gentilshommes, une centaine de soldats, des artisans et des laboureurs, en tout deux cent quatre-vingts personnes, un plein chargement de provisions et d'instruments de travail. On allait coloniser la Louisiane (1684).

Par malheur La Salle, dépassant l'embouchure du Mississipi, alla débarquer vers l'ouest (1685) sur un point de la côte du Texas, baie de Matagorda. Les colons tombèrent vite dans le découragement. On explora en vain tout le pays : le Mississipi restait introuvable. Aucun secours ne vint de France. Le climat, le désespoir, les maladies réduisirent à trente-six le nombre des malheureux colons. La Salle prit avec lui (1687) seize d'entre eux pour regagner le Canada par terre. Après trois mois de courses sans fin, deux de ses compagnons mutinés le tuèrent et furent massacrés à leur tour; la troupe se dispersa. Quelques-uns se joignirent à des Indiens; six purent regagner un poste laissé par Tonti à l'embouchure de l'Arkansas. Tonti en effet était descendu du fort Saint-Louis pour rencontrer son chef à l'embouchure du Mississipi. Après l'avoir longtemps attendu, il laissa pour lui une

lettre à quelques Indiens du voisinage qui la remirent quatorze ans plus tard aux premiers hommes blancs qu'ils virent arriver. Les vingt colons laissés sur le rivage du golfe périrent obscurément; trois ou quatre avaient pu gagner le Mexique. On ne sait même pas où le fort était situé. Telle fut l'occupation temporaire sur laquelle la France établit ses droits à la possession de la Louisiane et qui permit cent cinquante ans plus tard aux États-Unis de revendiquer le Texas comme faisant partie de cette même Louisiane acquise par achat.

Guerre contre les Iroquois (1683-1689).

Pendant le voyage de La Salle dans l'ouest, le désordre croissait dans l'administration de la Nouvelle-France. Frontenac (gouverneur général depuis 1672) ne pouvait s'entendre avec les Jésuites et l'évêque; il jeta en prison un abbé de Salignac-Fénelon du séminaire de Saint-Sulpice qui avait prêché contre lui. Il se querellait avec l'intendant et favorisait, malgré la vive opposition des missionnaires, le trafic funeste des négociants du désert qui vendaient des spiritueux aux Indiens. L'évêque de Québec se rendit en France en 1678 et en rapporta une ordonnance interdisant sous des peines sévères la vente des liqueurs fortes aux Peaux-Rouges. Le gouverneur général et l'intendant furent rappelés (1682) et remplacés par de La Barre et de Meules qui, à leur arrivée, trouvèrent la colonie sérieusement menacée par les Iroquois.

La confédération des Cinq-Nations était à ce moment à l'apogée de sa puissance. Ses bandes guerrières n'avaient cessé depuis quelques années de harceler toutes les tribus voisines au sud et à l'ouest, et leurs conquêtes s'étaient étendues dans toutes les directions, jusqu'au sud de la grande vallée de l'Ohio et aux terrains de chasse d'une autre nation puissante, les Cherokees. Les Anglais s'efforcèrent dans la suite d'amplifier encore les prétentions des Iroquois sur les régions situées à l'ouest de la chaîne des Alleghanys. Alléguant que les Iroquois avaient reconnu et accepté la souveraineté de l'Angleterre sur le territoire de la confédération, le gouvernement britannique prétendait avoir sur la vallée de l'Ohio jusqu'au Mississipi des droits supérieurs à ceux que les

Français tiraient de la simple découverte du fleuve. L'expédition de La Salle avait provoqué des inquiétudes chez les Iroquois. On les a vus attaquer un de ses postes sur l'Illinois. En dépit des efforts de Lamberville, missionnaire à Onondaga, les Cinq-Nations ouvrirent de nouveau les hostilités contre le Canada en 1683. A Québec on s'attendait à cette attaque. Le gouverneur avait convoqué une assemblée de notables pour prendre l'état de la province en considération. Il avait été décidé de demander des renforts en France et on avait reçu de la mère patrie trois compagnies de troupes de marine, dont l'une commandée par le baron La Hontan, qui a laissé d'intéressants mémoires sur ses aventures et observations dans la Nouvelle-France. La Barre fut remplacé (1684) par le marquis de Denonville, qui arriva à Québec avec 500 ou 600 hommes de troupes régulières de France. L'intendant de Meules fut remplacé par de Champigny. Enfin le chevalier de Vaudreuil amena encore quelques autres compagnies de troupes de marine. Denonville ayant attiré quelques chefs au fort Frontenac (1687) les garda prisonniers et les embarqua pour la France. Puis il envoya une petite armée de 800 réguliers, 1000 Canadiens et 300 Indiens ravager le pays des Senecas. L'année suivante, effrayé d'un mouvement offensif des Iroquois, il leur paya tribut pour arrêter une invasion. Les hostilités recommencèrent en 1689. Les Iroquois pénétrèrent cette fois jusqu'en plein Canada, attaquèrent par surprise l'île de Montréal, y tuèrent deux cents colons, emmenèrent autant de prisonniers et jetèrent la terreur dans Québec.

L'établissement des Français au Canada semblait sur le point de périr. Alors que les Iroquois se montraient si formidables à nos compatriotes campés sur les rives du Saint-Laurent, un nouvel ennemi surgit contre le Canada. Il lui fallut tenir tête non seulement aux sauvages, mais aussi aux colons anglais de la côte de l'Atlantique entraînés par l'Angleterre dans la lutte que celle-ci venait d'engager en Europe contre la domination de Louis XIV.

Le Canada et les colonies anglaises entraînés dans les guerres européennes (1689-1713).

Le grand Roi occupait, à la fin du XVIIe siècle, la position qu'avait tenue Philippe II au siècle précédent. Tous ses voisins, les Hollandais, les Allemands, les Espagnols, maintenant aussi les Anglais, redoutaient son ambition démesurée que venaient de trahir, après la paix de Nimègue, l'établissement des « Chambres de réunion », les annexions de territoires en pleine paix, le bombardement de Gênes, les humiliations infligées à la papauté, l'occupation de l'archevêché de Cologne, les prétentions à l'héritage d'une partie du Palatinat. Quand toutes les craintes de l'Europe étaient déjà éveillées par ces actes d'arrogance et de mépris du droit des gens, Louis XIV commit (1685) la plus grande faute de son règne en révoquant l'édit de Nantes, ce qui fit sortir du royaume près de 300 000 protestants et porta les procédés des arts français et les secrets de nos manufactures, en même temps que de précieuses recrues militaires, en Allemagne, en Hollande, en Angleterre et jusque dans l'Amérique anglaise. L'Empire, l'Autriche, l'Espagne, les Pays-Bas, la Suède signèrent en 1688 la ligue d'Augsbourg; la Savoie et la papauté y adhérèrent bientôt et aussi l'Angleterre, après que la révolution de 1688 eut renversé du trône le catholique Jacques II pour y faire monter le calviniste Guillaume d'Orange sous le nom de Guillaume III. Celui-ci fut l'âme de la ligue. Tout poussait l'Angleterre à se jeter avec acharnement dans cette lutte contre la France : l'horreur du catholicisme, une haine nationale héréditaire et la jalousie commerciale. En Amérique, les colons de la Nouvelle-Angleterre épousèrent allègrement la querelle de la métropole. Il leur parut que la conquête du Canada ne serait qu'un jeu, puisque les Peaux-Rouges leur avaient déjà frayé la voie jusqu'à Montréal.

La lutte semblait en effet bien inégale. Les colonies anglaises d'Amérique comptaient en 1689 environ 200 000 habitants. Mais la moitié au moins occupaient les établissements fondés au sud du Delaware et ne prirent aucune part à la lutte. Au centre, New-Jersey et la Pennsylvanie commençaient à peine à être colonisés. Le Canada,

d'autre part, était peu peuplé; la sévérité du climat et du sol avait découragé l'immigration. Il y avait à peine dix mille colons répartis dans les immenses solitudes arrosées par le Saint-Laurent. L'énergie et l'initiative individuelles étaient étouffées sous l'action abêtissante du despotisme militaire et religieux et ne se retrouvaient que chez les missionnaires et les chasseurs de fourrures. Dans l'Acadie, du Penobscot aux humbles villages de Beau-Bassin et du Bassin de Minas (baie de Fundy), on eût à peine compté trois mille blancs. Cependant les Français avaient couvert de missions les rives des lacs Huron, Supérieur et Michigan; ils avaient exploré le Mississipi des chutes de Saint-Anthony au golfe du Mexique et les rivières Wisconsin, Illinois, Ohio, de leur source à leur embouchure, alors que les habitants des colonies anglaises en étaient encore à connaître la partie supérieure de leurs principaux cours d'eau, Connecticut, Delaware, Susquehannah, Potomac, James River, et ne s'étaient jamais aventurés jusqu'aux montagnes qui bornaient à l'ouest leurs étroits établissements.

Les colonies de la Nouvelle-Angleterre et celle de New-York, qui soutinrent tout le poids de la lutte, devaient payer cher leurs illusions de facile conquête du Canada. La dévastation des villages sur les frontières, d'immenses souffrances individuelles, l'appauvrissement des gouvernements coloniaux, tels devaient être les résultats des deux « guerres inter-coloniales », la première de 1689 à 1697 qui fut arrêtée par la conclusion de la paix de Ryswick, et la seconde qui coïncide avec la guerre de la succession d'Espagne en Europe (1701-1713).

Lorsque la nouvelle de la déclaration de guerre fut parvenue en Amérique, le baron Castin excita les tribus indiennes de l'est (Acadie, Nouveau-Brunswick et Maine) à se jeter sur les établissements anglais du New-Hampshire. Les autorités provinciales du Massachusetts envoyèrent en toute hâte des commissaires à Albany pour négocier une entente avec les guerriers des Cinq-Nations, qui promirent de continuer la guerre contre les Français. Cependant les Iroquois avaient été forcés d'abandonner Montréal. En même temps le Canada recevait de France un secours précieux. Frontenac revenait en qualité de gouverneur, avec des troupes, des munitions et de vastes projets. Il voulait chasser les Anglais de la

baie d'Hudson, concédée à une compagnie en 1669 par Charles II, en finir avec la confédération iroquoise et conquérir la province de New-York. Malheureusement le fort Frontenac, n'étant point ravitaillé à temps, venait d'être abandonné. Il fallut renoncer à tenter une attaque par terre contre la ville de New-York, menacée du côté de la mer par une escadre. Frontenac se contenta de lancer trois colonnes volantes chargées de mettre à sac les établissements disséminés sur la limite occidentale des colonies britanniques. Une de ces bandes se composait d'Indiens Mohawks convertis et de quelques-uns des soldats amenés par le gouverneur, en tout deux cents hommes. On exploita sans scrupule l'influence acquise sur les Peaux-Rouges par les missionnaires. A ces néophytes enthousiastes et naïfs on dénonça les Anglais, non seulement comme des ennemis à vaincre, mais comme des hérétiques à exterminer au nom de la religion. La troupe partit de Montréal en janvier 1690. La neige couvrait l'immensité de la forêt. Les rivières gelées servirent de sentiers. Vingt jours de marche rapide en file indienne firent atteindre Shenectady, le poste le plus avancé au nord de la province, une quarantaine de huttes protégées par une palissade. A minuit les Indiens poussent le cri de guerre et s'élancent: les cabanes sont en flammes: soixante habitants sont tués, vingt-sept pris vivants: les autres à demi nus s'enfuient vers Albany au milieu d'une tempête de neige. Les assaillants reprennent le chemin du Canada avec leur maigre butin et les prisonniers. Les autres bandes font de même, brûlant, pillant, massacrant. Une extrême pénurie de ressources réduisait Frontenac à ces tristes expéditions qui ne pouvaient avoir aucun résultat militaire sérieux, et ne faisaient que répandre dans toutes les colonies l'horreur du nom français.

Une expédition du Massachusetts contre l'Acadie et une autre combinée entre la Nouvelle-Angleterre et le New-York contre le Canada furent des opérations de guerre d'un caractère plus régulier. La première, commandée par Phipps, n'aboutit qu'au pillage du chétif établissement de Port-Royal. Pour la seconde, les colonies coalisées réunirent huit cents hommes que Winthrop du Connecticut fut chargé de diriger sur Montréal. L'avant-garde, composée de Mohawks, fut repoussée par Frontenac, et le gros de

la troupe arrêté en route par la variole et le manque de vivres. Phipps, avec une trentaine de bateaux et deux mille hommes, arrivait par le Saint-Laurent devant Québec. Mais il avait mis plus de deux mois à trouver l'embouchure. Frontenac, prévenu par un coureur indien, était prêt et les fortifications bien garnies. L'hiver approchait; Phipps dut se retirer, laissant quelques canons sur la rive. A la cour de France on célébra la délivrance de Québec; le roi fit frapper une médaille avec la légende : *Francia in novo orbe victrix.*

Cette double tentative manquée avait imposé de lourds sacrifices aux colonies. Quand Phipps revint à Boston, l'argent manquait pour payer les matelots. Devant une menace de sédition, la Cour générale se résigna à émettre des billets de crédit, le premier papier-monnaie mis en circulation dans les colonies anglaises. Au Canada le même expédient avait dû être adopté cinq années auparavant. L'année suivante les villages du Maine furent affreusement ravagés. Les Indiens tuaient les hommes et enlevaient les femmes pour les vendre comme servantes. Une de ces malheureuses victimes s'illustra par un acte héroïque de vengeance. Une bande était venue mettre à sac Haverhill, à vingt-cinq milles à peine de Boston, et emmenait, entre autres prisonniers, Hannah Dustin, mère depuis huit jours. Les cris de l'enfant importunèrent un des sauvages, qui le saisit et l'écrasa contre un arbre. On était déjà à cent milles de Boston, lorsqu'une nuit Hannah Dustin éveilla la nourrice qui l'accompagnait et un enfant européen, prisonnier comme elle. Elle tua à coups de hache trois ou quatre Indiens composant la famille à laquelle elle était assignée, et s'enfuit avec ses deux compagnons. Tous trois, en plein hiver, deux femmes et un enfant, purent rentrer saufs à Haverhill.

Le gouverneur du Canada, ayant réoccupé le fort Frontenac et rétabli les relations régulières avec les postes des lacs supérieurs, dirigea en 1696 un effort décisif contre les Oneidas et les Onondagas, deux des Cinq-Nations, et qui habitaient les bords de la rivière Oswego. Quand ils virent leurs villages brûlés et leurs champs de maïs dévastés, ils implorèrent la paix. Débarrassé de ces redoutables ennemis, le gouverneur du Canada préparait activement une invasion générale des colonies britanniques, lorsque

la paix de Ryswick délivra celles-ci du péril et mit fin à cette misérable guerre. Après huit ans il n'y avait rien de changé dans la force relative des parties belligérantes; aucune des causes de conflit n'avait disparu. Il ne restait qu'une haine plus violente, semence de guerres futures.

Les horreurs commises par les Indiens convertis, alliés des Français, confirmèrent les préjugés des colons anglais sur l'esprit sanguinaire et implacable de la foi catholique. Le papisme fut plus abhorré que jamais. C'est à cette époque que les catholiques du Maryland, réduits à une faible minorité, perdirent leurs franchises politiques, bien que leurs pères eussent été les fondateurs de la colonie. C'est à la même date environ que l'on peut rapporter un acte de Rhode-Island déniant aux catholiques la jouissance des privilèges de *freemen*.

La guerre ayant éclaté de nouveau entre la France et l'Angleterre à propos de la succession d'Espagne, les hostilités recommencèrent également entre les colonies et le Canada. De nouveau des bandes d'Indiens, conduites par des Français, se précipitèrent sur les petits villages situés à la lisière des établissements du Maine, du New-Hampshire, du Massachusetts et de la vallée du Connecticut. Les sauvages disparaissaient après avoir accompli sur un point leur œuvre de ruine, de meurtre et d'incendie, et les colons anglais cherchaient en vain à rencontrer corps à corps ces ennemis insaisissables. A la fin Dudley leva un millier d'hommes pour une expédition contre Port-Royal (1707). L'Acadie fut ravagée, mais la citadelle tint bon et la petite armée coloniale fut décimée par les maladies. Le Massachusetts réclama alors l'aide de la couronne par l'entremise de Schuyler et de Nicholson. Le terrain de la lutte s'était élargi; les provinces de New-York, de New-Jersey envoyèrent des troupes au sud du lac Champlain pour une marche directe sur Montréal, tandis que les contingents du Massachusetts et des autres provinces de la Nouvelle-Angleterre devaient attaquer Québec par le Saint-Laurent avec l'aide des troupes attendues d'Angleterre. Le seul succès obtenu par les colons fut la prise de Port-Royal par l'armée de Boston (1710). Une flotte arriva l'année suivante de la métropole (1711), avec quelques régiments de Marlborough. Après avoir embarqué à Boston les troupes de

la Nouvelle-Angleterre, les commandants anglais Mill et Walker entrèrent dans le Saint-Laurent. Mais, dix transports ayant coulé avec un millier d'hommes, l'amiral anglais renonça à l'entreprise, renvoya les Américains chez eux sur quelques bâtiments et reprit directement le chemin de l'Europe, poursuivi par les malédictions de toutes les colonies. Les troupes de New-York et de New-Jersey n'avaient pas quitté les bords du lac Champlain. La paix d'Utrecht termina ces campagnes aussi sanglantes et coûteuses que stériles. Pendant près de trente années Français et Anglais d'Amérique allaient vivre en paix.

Documents et ouvrages à consulter.

(CHAPITRE XIX.)

Canada et Louisiane : — CHARLEVOIX, *la Nouvelle-France*. — Relations des Jésuites, ouvrage déjà cité, vol. I de 1611 à 1641, vol. II de 1642 à 1655, vol. III de 1656 à 1672. — BRESSANI, *Breve relatione* de missions des Pères Jésuites, jusqu'à 1653. — DE LA CROIX, *Historia Canadensis*, jusqu'à 1656. — MARQUETTE (J.), *Voyages et découvertes*, New-York, 1855. — HENNEPIN (Louis), *Description de la Louisiane* (vallée supérieure du Mississipi), 1683; Amsterdam, 1704; new ed., New-York, 1880. — TONTI (le chevalier), *Dernières découvertes dans l'Amérique de M. Cavelier de La Salle*, Paris, 1697. — JOUTEL, *Journal historique du voyage de La Salle*, Paris, 1713. — LA HONTAN (baron de), *Nouveaux voyages en Amérique*, La Haye, 1709; Amsterdam, 1728-41. — IBERVILLE, *Journal de voyage*, nouv. éd., Montréal, 1871. — LE CLERCQ (Le P. Chrestien), *Nouvelle relation de la Gaspésie*, Paris, 1691. — SMITH (William), *History of Canada to 1791*, 2 vol. — MARGRY (P.), *Mémoires et documents* pour servir à l'histoire des origines françaises des pays d'outre-mer. Découvertes des Français dans l'ouest et dans le sud de l'Amérique Septentrionale (1694-1703), Paris, 1881.

PARKMAN (Francis), *Pioneers of France in the New World*; *Jesuits in America in the 17th Century*, Boston; *The Discovery of the Great West*; *the Old Regime in Canada* (1874).

Histoires du Canada : — MILES (Henry-H.), *le Canada sous le régime français*. — FERLAND, *Cours d'histoire du Canada*, Québec, 1865. — GARNEAU, *Histoire du Canada*, Québec, 1845-48; — Laverdière, *Canada*, 1873. — BOUDAUCOURT (Jacques de), *Histoire populaire du Canada*, Paris, 1886.

LIVRE III

LES TREIZE COLONIES PENDANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XVIIIe SIÈCLE

CHAPITRE XX

LES PROVINCES DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE

Les gouverneurs royaux du Massachusetts. Révolution religieuse. Décadence du système congrégationaliste. — Progrès de l'autorité métropolitaine. — La question du salaire des fonctionnaires. — Shirley. Le Massachusetts belliqueux. — Le New-Hampshire; fixation de ses limites. Wentworth. — Rhode-Island et le Connecticut pratiquement indépendants.

Les gouverneurs royaux du Massachusetts. Révolution religieuse. Décadence du système congrégationaliste.

Pendant les deux guerres contre le Canada (1689-1713), le Massachusetts fut gouverné par Phipps, Stoughton, le comte de Bellamont et Dudley. Cette période vit s'affaiblir de plus en plus les prétentions du clergé puritain à la direction et au contrôle du pouvoir exécutif et de la législature. L'émancipation de la société civile ne s'effectua pas sans une lutte acharnée. Lors d'une revision des lois du Massachusetts (1692), le parti théocratique réussit encore à assurer au système congrégationaliste les prérogatives d'une Église établie. Chaque commune était obligée de subvenir à l'entretien d'un ministre orthodoxe; tous les habitants, les dissidents comme les autres, devaient payer la taxe nécessaire pour le paiement du salaire fixé par l'autorité municipale.

A très peu d'exceptions près, tous les ministres de ces églises avaient été formés au collège Harvard à Cambridge, près de Boston [1]. Les chefs du parti théocratique étaient Elisha Cooke, et les deux Mather, Increase et Cotton, le père et le fils, pasteurs et membres du conseil. Stoughton sous-gouverneur, successeur de Phipps, ménagea ces représentants de l'ancien puritanisme. Ils n'eurent pas non plus à se plaindre du comte de Bellamont qui, chargé de gouverner à la fois New-York et le Massachusetts, arriva à Boston en 1699. Très affable, il ne cessa de témoigner une grande déférence aux ministres et aux favoris de la foule. Il suivait les offices de l'église épiscopale, mais assistait ensuite aux sermons dans le temple congrégationaliste voisin. La Cour générale, qui jadis donnait à peine 400 dollars de traitement annuel à ses gouverneurs, se montra prodigue pour Bellamont et lui vota en quinze mois 9 000 dollars. Il fut le premier gouverneur qui ouvrit les sessions de la Cour générale par un discours solennel. Sa mort (1701) permit à Dudley d'atteindre l'objet constant de son ambition, qui était de redevenir gouverneur du Massachusetts. Il était fort impopulaire et sa nomination fut mal accueillie, surtout par le parti religieux, qui devinait en lui un dangereux ennemi. Dudley, en effet, entra presque immédiatement en lutte avec Cooke et les Mathers, ne cessa de se quereller avec l'Assemblée, où ses adversaires étaient en majorité, et ne put parvenir à se faire attribuer, ainsi qu'aux juges, un traitement permanent, comme le portaient les instructions qu'il avait reçues du gouvernement anglais.

Il se vengea en favorisant le développement, dans le Massachusetts, des doctrines et de l'influence du « Latitudinarianism », école nouvelle qui s'était formée vers la fin du XVIIe siècle, dans le monde [illegible] pour réconcilier la raison avec la révélation et [illegible] de la tradition (sur laquelle s'appuyaient les catholiques et les protestants épiscopaliens), mais aussi [illegible] que les puritains appelaient la loi.

Les adeptes de cette nouvelle secte faisaient reposer la vérité

1. [illegible] églises dans le Massachusetts et 120 dans le New-Hampshire [illegible] ministres.

du christianisme sur le témoignage de la prophétie et des miracles, cherchant à appliquer les règles ordinaires de l'évidence à l'explication des faits miraculeux, à l'histoire de la Bible, à l'authenticité et à l'inspiration du livre sacré. Depuis quelques années les partisans de ces idées nouvelles s'étaient multipliés dans la colonie. Ils venaient de fonder à Boston une quatrième église, et tout en n'acceptant pas le nom même de latitudinaires, et en déclarant adhérer à la confession de Westminster, ils battirent vigoureusement en brèche ce qui restait encore debout du vieux système congrégationaliste. Ils ne tardèrent pas à s'emparer, à la grande mortification des Mather, de la direction du collège de Cambridge, qui jusqu'alors était resté sous le contrôle des théocrates, et ce fait eut une sérieuse et durable influence sur le développement intellectuel de la Nouvelle-Angleterre. Les congrégationalistes perdaient là leur dernière et plus sûre forteresse.

Leur défaite était désormais certaine et leur pouvoir devait aller toujours en déclinant. Peu à peu, les influences et les préoccupations religieuses qui avaient façonné l'histoire du développement colonial du nord-est pendant le XVIIe siècle font place à des influences et à des préoccupations d'ordre politique. Les habitants de la Nouvelle-Angleterre sont moins exclusivement des puritains et plus nettement des républicains, en attendant qu'ils deviennent les Yankees du XIXe siècle. Ils laissent la tolérance et la discussion entrer dans leurs églises, mais s'attachent à consolider et à préserver leurs libertés civiles et politiques. Appuyés sur l'universalité du droit de suffrage, sur l'autonomie municipale, sur le principe de l'élection populaire, source unique du pouvoir législatif, ils sont armés pour la longue lutte qui va s'engager contre la prérogative royale. Le pouvoir souverain est encore représenté, au moins dans la principale des colonies de la Nouvelle-Angleterre, par le gouverneur que nomme le roi; longtemps les deux autorités se tiendront en échec et la lutte restera cantonnée sur le terrain de la légalité. Puis viendra le jour où le gouvernement de la métropole voudra employer la force matérielle pour empêcher les colons de pousser jusqu'à ses dernières limites leur prétention de jouir de tous les privilèges de sujets anglais,

notamment du droit de n'être jugés que par leurs pairs et de ne payer que des taxes votées par leurs représentants et de leur propre consentement [1].

Progrès de l'autorité métropolitaine.

Les marchands anglais continuaient à se plaindre des infractions commises dans les colonies contre les lois relatives au commerce et à la navigation, infractions que l'état de guerre avec les Français du Canada encourageait et facilitait singulièrement. Au moment de la signature de la paix de Ryswick fut constitué à Londres, sous le nom de *Bureau du Commerce et des Plantations* (Board of Trade), un comité permanent auquel furent délégués tous les pouvoirs relatifs aux colonies exercés jusqu'alors par le Conseil privé. Le Bureau du Commerce, composé d'un président et de sept membres appelés *the Lords of Trade*, ne cessa, jusqu'à l'époque de la révolution américaine, de soutenir résolument les droits du parlement et de la couronne sur les colonies, et de défendre les intérêts de la classe commerciale anglaise. On augmenta le nombre des fonctionnaires chargés de percevoir les revenus de la douane royale, et l'on plaça à leur tête ce Randolph qui, à l'époque de la lutte pour la charte, avait été l'ennemi juré du Massachusetts. On établit en même temps des cours de vice-amirauté pour juger les procès fiscaux sans jury. Les colonies, surtout celles qui avaient une charte, opposèrent une vive résistance à l'établissement de ces tribunaux, mais le gouvernement royal ne céda pas. Il fit maintenir en outre avec fermeté le droit d'appel des tribunaux des colonies au roi en conseil, et, par ce double moyen, la métropole finit par obtenir un contrôle judiciaire, avec le pouvoir, dont hérita plus tard la constitution fédérale, de faire sentir son autorité, non seulement sur les colonies en tant que corporations politiques, mais, ce qui était plus essentiel, sur les colons individuellement.

1. L'organisation judiciaire du Massachusetts fut complétée en 1698 : une cour supérieure composée de cinq juges, des cours de comtés pour les affaires civiles et des cours de sessions pour les affaires criminelles. Un attorney général fut chargé des fonctions du ministère public.

Le retour des whigs au pouvoir en Angleterre et l'avènement de George Ier mirent fin au gouvernement de Dudley dans le Massachusetts (1714). Il laissait la colonie aux prises avec les embarras de la dette qu'elle avait contractée et du papier-monnaie émis pendant la guerre contre le Canada. Le colonel Shute, frère de lord Barrington, n'arriva à Boston pour succéder à Dudley que deux ans plus tard et gouverna la province jusqu'en 1726.

Deux partis s'étaient formés sur la question du remède à apporter au désordre des finances. L'un voulait la reprise des paiements en espèces, l'autre une banque privée et une circulation de papier illimitée. Le gouverneur institua une banque publique, avec limitation et réglementation sévère de l'émission des billets de crédit; ces précautions ne purent empêcher des émissions continuelles et une dépréciation considérable des billets.

De 1721 à 1723 éclatèrent des hostilités avec les Indiens de l'est, excités par les Français et les Jésuites. La législature voulut se mêler de diriger les troupes et de nommer les officiers. Le gouverneur, épuisé par une lutte continuelle contre les politiciens de l'Assemblée, partit subitement en 1723 pour l'Angleterre. Dummer, sous-gouverneur, continua la guerre indienne et la termina heureusement (1726).

La question du salaire des fonctionnaires.

L'Assemblée avait constamment refusé de voter un traitement permanent pour le gouverneur Shute; elle lui allouait tous les six mois une somme de 400 ou 500 livres sterling, pour le tenir constamment à sa discrétion, et refusait toute allocation nouvelle si le gouverneur s'avisait d'opposer son veto à quelque loi votée par elle. Cette querelle pour le traitement des gouverneurs et autres fonctionnaires du roi fut la grande affaire intérieure des colonies pendant toute la première moitié du XVIIIe siècle. On la retrouve en Virginie et dans les Carolines, comme dans le New-York et le Massachusetts, dans toutes les provinces dites *royales*

pour les distinguer de celles qui possédaient encore des *chartes*. comme le Connecticut et Rhode-Island, ou qui appartenaient à des *propriétaires*, comme le Maryland et la Pennsylvanie. La métropole aurait pu faire disparaître cette cause perpétuelle de conflits, en payant elle-même les fonctionnaires qu'elle envoyait au delà de l'océan Atlantique. Elle n'y songea pas, ou du moins les ministres anglais ne voulurent jamais s'arrêter à cette solution. Les tentatives, constamment renouvelées, pour contraindre les colonies à constituer une liste civile permanente aux fonctionnaires royaux, furent une des raisons déterminantes du mouvement révolutionnaire de 1765.

William Burnet fut transféré, en 1727, du gouvernement de New-York à celui du Massachusetts et du New-Hampshire. On lui fit un accueil chaleureux à Boston, mais il trouva l'Assemblée aussi déterminée que du temps de Shute, à ne voter les appointements du gouverneur que pour une année. Afin de bien montrer que cette prétention ne prenait pas sa source dans un sentiment de mauvais vouloir à l'égard de la personne même de Burnet, la Chambre lui vota, pour la première année, un traitement de 1700 livres sterling. Il refusa, réclamant une allocation permanente. L'Assemblée fut prorogée, dissoute, convoquée à Cambridge ou à Salem, ce qui était une marque de mécontentement grave; rien n'y fit. « La grande charte, dit l'Assemblée, assure à tous les Anglais le droit de lever librement des fonds pour le service public et d'en contrôler l'emploi. » Burnet répondit qu'en Angleterre la liste civile était concédée au roi pour la vie. L'Assemblée répliqua qu'aucune comparaison ne pouvait être établie entre le roi, qui avait un intérêt permanent au bien-être de ses sujets, et un gouverneur, qui n'était nommé que pour une durée temporaire. Burnet dut accepter un traitement annuel. Il vécut, pour tout le reste, en bonne intelligence avec les pouvoirs représentatifs de la colonie, et lorsqu'il mourut (1730), on lui fit de magnifiques funérailles, aux frais de la province. Un agent du Massachusetts à Londres, Jonathan Belcher, obtint la succession de Burnet. Le gouvernement anglais de cette époque, ami de la paix et peu soucieux de s'aliéner les colonies sur une question qu'il jugeait d'ordre secondaire, donna pour instructions à Bel-

cher (1735) d'accepter le vote de son traitement, même par semestre. L'obstination de l'Assemblée avait enfin gain de cause.

Il est vrai que Belcher obtint, par compensation, que le gouverneur et le conseil conserveraient le contrôle des dépenses coloniales, que l'Assemblée aurait aussi voulu se réserver, mais que la population par lassitude la força d'abandonner. Ce compromis ne mit point un terme aux démêlés du gouverneur avec les représentants. Les lois autorisant la circulation du papier-monnaie existant expiraient en 1741. Belcher, fidèle à ses instructions, refusa d'autoriser toute nouvelle émission. Il se forma alors deux compagnies de banque par actions, *the Silver Scheme* et *the Manufactory Scheme*, ou *Land Bank*, dont les billets, malgré l'opposition du gouverneur, entrèrent dans la circulation. Cette dernière compagnie comptait huit cents associés et avait un contrôle absolu sur la Chambre des représentants. Les adversaires de Belcher le calomnièrent sans scrupule à Londres et finirent par obtenir son rappel.

Ce fut pour les partisans du papier-monnaie une victoire inutile. Car un *act* du Parlement étendit aux colonies l'effet d'une loi votée sous le règne précédent à l'occasion des scandales de l'entreprise des mers du sud et d'autres du même genre, interdisant les *joint-stook companies* avec plus de six associés. Le Massachusetts dénonça cette loi comme un empiétement sur la charte provinciale et nous verrons la Caroline du Sud s'unir à cette protestation contre ce qu'elle appelait une violation des droits des colonies. Les compagnies du Massachusetts n'en furent pas moins mises forcément en liquidation. La responsabilité des associés individuels étant illimitée, il y eut des pertes cruelles; l'un de ces spéculateurs malheureux fut le père de Samuel Adams qui venait d'être *graduate* à Cambridge. Un avocat de Boston, Shirley, remplaça Belcher. Il connaissait bien le tempérament de la population et sut se rendre rapidement populaire. Il fut tacitement entendu que tant qu'il resterait gouverneur la Chambre lui voterait un traitement annuel de mille livres sterling.

Shirley. Le Massachusetts belliqueux.

La guerre avec l'Espagne et la contribution du Massachusetts en hommes et en argent à l'expédition de Vernon servirent au gouverneur de prétexte plausible pour autoriser, malgré l'opposition du Board of Trade, une nouvelle émission de papier-monnaie; ce qui rétablit pour un temps l'harmonie entre les diverses branches du gouvernement. Esprit généreux et brillant, imagination vive et enthousiaste, Shirley entra avec ardeur dans les projets de conquête du Canada que suggéra de nouveau dans les colonies anglaises de l'Amérique du Nord l'ouverture des hostilités entre la France et l'Angleterre à propos de la succession d'Autriche (1743). La carrière de Shirley comme commandant en chef des troupes de la Nouvelle-Angleterre et la participation de celle-ci à la lutte contre le Canada appartiennent d'ailleurs à l'histoire générale de la lutte suprême entre les colonies anglaises et la Nouvelle-France, racontée plus loin [1].

L'expédition organisée par le Massachusetts (1745) contre Louisbourg aboutit à la prise de cette place. L'année suivante, de grands préparatifs d'attaque contre le Canada ne produisirent aucun résultat sérieux, et la déception fut grande dans les colonies du nord-est. En 1747 le commodore anglais, Knowles, étant entré dans le port de Boston et manquant d'hommes, envoya un matin dans la ville un *press-gang* (troupe de gens armés pour exercer la presse) qui saisit et emmena quelques habitants. Le bruit de cet acte de violence s'étant répandu, une foule furieuse s'assembla et, rencontrant plusieurs officiers de l'escadre à terre, les saisit comme otages. On entoure la maison de ville où siégeait la Cour générale et l'on réclame justice. Shirley essaie en vain d'apaiser le tumulte et convoque la milice, peu disposée à obéir. Il se retire dans la citadelle, d'où il écrit à Knowles pour lui représenter le trouble qu'il avait causé et demander la mise en liberté des hommes enlevés. Knowles répond en menaçant de bombarder la ville si ses officiers ne sont pas relâchés. Quelques citoyens

1. Voir livre IV.

influents, voyant la gravité de la tournure que prenait l'affaire, interviennent. La Chambre des représentants décide d'appuyer le gouverneur, et le conseil ordonne la mise en liberté des officiers. Le gouverneur rentre en ville escorté par la milice. Knowles renvoie la plupart des hommes qu'il avait fait enlever et se retire avec l'escadre [1].

Le Massachusetts, comme consolation de la restitution de Louisbourg à la France, à la paix d'Aix-la-Chapelle (1748), obtint de l'Angleterre par l'entremise de Hutchinson, le futur historien de la colonie, le remboursement des dépenses faites pour l'expédition qui avait abouti à la prise de cette place, près de 800 000 dollars. La province, par suite d'émissions successives pendant la guerre, était encombrée de billets de crédit pour une somme nominale de 2 millions de livres sterling, qui n'avaient plus qu'une valeur effective sept ou huit fois moindre. Cette situation souleva un mouvement vigoureux d'opinion contre le système du papier-monnaie. Il fut proposé de faire venir en monnaie d'argent le montant de l'indemnité de Louisbourg et de racheter d'un seul coup avec cette somme tout le papier à sa valeur courante. Le projet rencontra une violente opposition. On disait au peuple : « Prenez garde! lorsqu'il n'y aura plus que de la monnaie d'argent, elle sera accaparée par les riches, et les pauvres gens n'en pourront rien avoir [2]! » Shirley appuya la proposition, qui finit par être votée dans la Cour générale (1750). L'accès de la colonie fut interdit au papier-monnaie des provinces voisines, et pendant les vingt-cinq années suivantes, le Massachusetts eut l'avantage de posséder un système de circulation métallique [3]. Le Massachusetts

1. Shirley, adressant au Board of Trade un rapport sur cette « insurrection », en attribua la cause au caractère des institutions de cette ville de vingt mille habitants dont toutes les affaires sont administrées par le populaire assemblé dans ses réunions communales (*town-meetings*). Boston avait atteint en effet dès le milieu du XVIII[e] siècle le chiffre de vingt mille habitants, qui devait rester à peu près stationnaire pendant les cinquante années suivantes.

2. Argument qui ne semble pas avoir vieilli. On oppose encore volontiers, aux États-Unis, la monnaie du pauvre à celle du riche. Actuellement l'une est l'argent, l'autre est l'or.

3. Un des plus zélés partisans de la mesure avec Shirley avait été Thomas Hutchinson, depuis neuf ans député de Boston et récemment élu président de la Chambre des représentants. Son père, arrière-petit-fils de la fameuse Mrs Hutchinson, lui avait laissé une grande fortune, acquise dans le commerce. *Graduate* à Harvard, Thomas Hutchinson, après avoir essayé du commerce sans y réussir,

ne se contenta pas d'interdire la circulation, sur son territoire, des billets des autres colonies de la Nouvelle-Angleterre; il sollicita et obtint du Parlement en 1751 (où étaient alors ses scrupules constitutionnels?) un *act* défendant aux Assemblées du Connecticut, du Rhode-Island et du New-Hampshire d'émettre du papier-monnaie, sauf en cas de guerre ou d'invasion, et, en tout cas, de donner au papier le caractère de monnaie légale. Le Connecticut retira ses billets; Rhode-Island se montra plus réfractaire. Shirley, en froid avec l'Assemblée par suite d'une diminution de son traitement, laissa le sous-gouverneur à la tête des affaires et se rendit en Angleterre où il fut nommé membre de la commission des frontières instituée en vertu du dernier traité avec la France. Il revint en 1754 et reprit le poste de gouverneur et de commandant des troupes coloniales contre le Canada. Trois ans plus tard (1757) il fut remplacé par Thomas Pownall (frère du secrétaire du *Board of Trade* à Londres), qui s'était joint aux ennemis de Shirley et avait contribué par des intrigues en Angleterre à déterminer son rappel. A cette époque la gravité de la lutte engagée contre les Français du Canada enleva tout intérêt aux petits incidents de la vie intérieure de la colonie.

Le New-Hampshire; fixation de ses limites. Wentworth.

Le New-Hampshire fut séparé du Massachusetts en 1679 et devint province royale. Le gouvernement se composa d'un président et d'un conseil nommés par la couronne, et d'une assemblée élue par le peuple. John Cutts, un habitant de Portsmouth, fut nommé président en 1680. Le premier acte de la province fut l'envoi d'une lettre de gratitude et de regret à la Cour générale de Boston, puis l'Assemblée vota un code de lois, d'après le *statute-book* du Massachusetts, mais qui fut rejeté en Angleterre « comme fanatique et absurde ». Mason vint prendre place au conseil (1681), nommé par le roi. Peu satisfait de Cutts, il le fit remplacer par

se tourna du côté de la politique, inclinant vers le parti conservateur et gouvernemental. Il allait jouer un rôle considérable dans les incidents qui précédèrent et préparèrent l'insurrection victorieuse des colonies.

Cranfield, dont la province eut à supporter de 1682 à 1685 les caprices tyranniques et la rapacité. Cranfield se querella avec l'Assemblée, révoqua des membres du conseil, força les habitants à contracter des baux avec Mason dont il soutenait les prétentions à la propriété des terres (il avait comme traitement le cinquième du produit des baux), traduisit les récalcitrants devant des tribunaux formés des créatures de Mason et mit en vente, après jugement, des terres que personne ne voulut acheter. Il y eut des résistances et des émeutes qu'il réprima cruellement.

Les habitants exaspérés se cotisèrent pour envoyer un agent en Angleterre porter plainte au roi. Cranfield continua ses exploits, jeta en prison un ministre presbytérien qui refusait de lui donner la communion selon la liturgie et avec les formes de l'Église anglicane, suspendit des juges, leva des taxes sans le consentement de l'Assemblée. Mais ses percepteurs furent assaillis et battus. Lui-même, abandonné en Angleterre, finit par quitter la province et chercha un refuge dans les Indes Occidentales, où il obtint une place de percepteur dans les Barbades.

Son successeur, Barefoote (sous-gouverneur), ne valait guère mieux, bien qu'il habitât depuis vingt-cinq ans la province. Puis la colonie fut réunie de nouveau pendant quelques années au Massachusetts sous le gouvernement de Dudley. Elle redevint province royale en 1692 et fut gouvernée pendant sept ans par Usher. Elle eut ensuite de 1697 à 1741 les mêmes gouverneurs que le Massachusetts. Les deux questions pour les colons étaient : la lutte constante pour la vie contre les Indiens, et une autre lutte pour la possession du sol contre les prétentions d'Allen, acquéreur des anciens droits de Mason à la propriété des terres.

Nulle partie de la Nouvelle-Angleterre ne souffrit autant que le New-Hampshire des ravages des Indiens. Quant à la longue revendication des terres contre les colons, elle s'évanouit d'elle-même par la mort d'Allen, suivie bientôt de celle de son fils, qui ne laissait que des mineurs. Les habitants du New-Hampshire furent enfin maîtres de leurs *homes* en 1715.

Usher gouvernait en sous-ordre comme lieutenant de Dudley. De même Vaughan (1716) fut lieutenant de Shute et John Wentworth, lieutenant du gouverneur, quel qu'il fût, du Massachusetts

à partir de 1718. John Wentworth était le petit-fils d'un des premiers colons établis dans la province; il avait toujours habité le New-Hampshire et s'y était enrichi par le commerce. Pendant treize années, il donna à ce pays un gouvernement paisible, régulier. Aussi, la paix aidant, la prospérité commença-t-elle à se produire, la population s'accrut, le commerce se développa. Une colonie de presbytériens irlandais vint fonder Londonderry, près du Merrimac, en apportant la culture du lin et de la pomme de terre. Dix ans après la paix d'Utrecht, qui avait mis fin à la guerre contre le Canada, le New-Hampshire eut à repousser de nouvelles attaques des Indiens du nord-est. Le jésuite Sébastien Rasles, nommé missionnaire résident chez les Norridgewocks (vallée supérieure du Kennebec), tint pendant vingt-cinq ans cette tribu fidèlement attachée aux Français. D'autres missionnaires jésuites s'étaient établis chez les Indiens de la vallée du Penobscot. Toutes ces tribus de l'est pouvaient réunir à peu près cinq cents guerriers. En 1712 Schute prépara une expédition secrète pour s'emparer de Rasles. Elle ne réussit pas. On ne put que piller l'église et la maison du missionnaire et saisir ses papiers. Les Indiens pour se venger brûlèrent Brunswick sur l'Androscoggin. Dummer, successeur de Shute, continua les hostilités et fonda en 1724 le fort Dummer, sur le fleuve Connecticut, aujourd'hui Brattleboro, le plus ancien établissement anglais dans le Vermont. La même année une seconde expédition surprit le village des Norridgewocks; le Père Rasles fut tué avec une trentaine d'Indiens, la chapelle pillée, profanée et brûlée, le village détruit. La paix fut rétablie avec les Penobscots et les Norridgewocks; les établissements du Maine et du New-Hampshire purent se développer librement.

Le Massachusetts réclamait la juridiction sur toute la rive droite du Merrimac. En 1727 il créa une série de townships entre le Merrimac et le Connecticut, l'un d'eux sur le Merrimac, Penacook (auj. Concord, capitale du New-Hampshire). Cette province protesta et la querelle ne fut terminée qu'en 1740 par une décision du roi en conseil, fixant les frontières entre le New-Hampshire et le Massachusetts, telles qu'elles sont actuellement établies, c'est-à-dire restituant à la première colonie le territoire contesté. Ainsi la

« pauvre, petite, mais loyale province » obtint gain de cause contre la colonie « vaste, opulente, développée outre mesure », dont la conduite, sous les gouvernements de Burnet et de Belcher, avait mécontenté fortement le ministère anglais.

John Wentworth était mort (1731), mais son fils Benning Wentworth et un Irlandais, David Dunbar, arpenteur des forêts, qui sut se former un parti dans l'Assemblée du New-Hampshire et lutta



New-Hampshire.

constamment contre les gouverneurs du Massachusetts (il réussit à faire révoquer Belcher en 1741), furent les principaux agents de ce succès de la province la plus faible sur sa puissante voisine. En 1740 également fut fixée par une commission coloniale (dont les décisions reçurent l'approbation de la couronne) la frontière orientale du New-Hampshire séparant cette province des possessions du Massachusetts situées à l'extrémité nord-est des États-Unis et formant l'État actuel du Maine.

Benning Wentworth arriva d'Angleterre (1741) avec le titre de gouverneur royal, qu'il conserva vingt ans. Il fut reçu à Ports-

mouth avec enthousiasme. Le New-Hampshire contenait une trentaine de townships avec un millier d'habitants environ pour chacun d'eux. Les progrès furent dès lors rapides, et la province put prendre une part active à la guerre contre les Français du Canada; elle envoya 300 hommes au siège de Louisbourg (1745). De 1755 à 1762 elle donna, sans compter, de l'argent et surtout des hommes, de hardis *rangers*, familiers avec les ruses de la guerre indienne.

Après la paix de 1763, l'immigration accrut rapidement le nombre des habitants de la colonie, et celle-ci eut à soutenir de longs démêlés avec la province de New-York pour la juridiction du territoire situé entre la rivière Connecticut et le lac Champlain. D'après la commission donnée par le gouvernement anglais à Wentworth, le New-Hampshire s'étendait à l'ouest jusqu'aux frontières des autres « provinces de Sa Majesté ». Or la province de New-York, en vertu de la charte de Charles II, réclamait comme frontière orientale la rivière Connecticut. Elle avait abandonné cette revendication à l'égard de la province de Connecticut et ne la soutenait pas sérieusement à l'égard du Massachusetts. Wentworth, convaincu que sa province devait s'étendre aussi loin à l'ouest que les deux plus méridionales, n'hésita pas à constituer quinze cantons à l'occident de la rivière Connecticut, près des établissements récents du Massachusetts. L'un d'eux fut appelé Bennington (du nom de Benning Wentworth).

Ces concessions furent occupées promptement par des émigrants du Massachusetts et du Connecticut et formèrent plus tard l'État de Vermont.

Rhode-Island et le Connecticut pratiquement indépendants.

La révolution de 1688 laissa aux deux colonies du Connecticut et du Rhode-Island la libre jouissance de leurs chartes et la nomination de leurs propres gouverneurs. Fletcher qui gouvernait à New-York fit cependant, sur des ordres transmis de Londres, une tentative pour annexer le Connecticut à la province royale (1693). Il avait reçu une commission pour commander la milice des deux

colonies voisines. Il vint à Hartford et fit donner lecture du document à la population rassemblée sur la place. Mais Wadsworth, capitaine d'une compagnie de miliciens, fit battre le tambour pour couvrir la voix du lecteur public. Fletcher se contenta de prendre nominalement possession de son commandement et se retira, laissant les fermiers du Connecticut libres de s'administrer à leur gré comme ils l'avaient fait jusqu'alors. Robert Treat était leur gouverneur depuis 1689. Il eut pour successeurs Fitz-John Winthrop (1697 à 1707), fils de Winthrop qui avait été un des principaux fondateurs de la colonie, Gurdon Saltonstall (1707-1724), ministre de New-London, petit-fils de sir Richard Saltonstall de la Compagnie de la baie de Massachusetts, Joseph Talcot (1724-1741) et Jonathan Law (1741-1751).

Dans Rhode-Island, l'ancien gouvernement de la charte fut rétabli en 1690 après la chute d'Andros, gouverneur général de la Nouvelle-Angleterre. Andros fut d'ailleurs regretté dans cette petite colonie. Clarke, Williams, Coddington et tous les autres chefs des premiers temps étant morts, les querelles religieuses et politiques s'étaient assoupies; la nouvelle génération était plus amie de l'ordre et du repos que la précédente. Andros n'avait rencontré aucune résistance à Newport ou à Providence, et la soumission de la colonie fut complète. Jamais, depuis que les blancs s'étaient établis dans ce petit pays, on n'y avait joui d'autant de calme. Pendant quelques années, de 1690 à 1697, le Rhode-Island eut quelque peine à trouver un gouverneur. Enfin en 1697 Samuel Cranston fut élu et ses administrés le réélurent chaque année pendant les trente années suivantes. Le Rhode-Island gardait cependant une détestable réputation. La baie de Narragansett était un vrai nid de pirates, et les commerçants de Newport violaient ouvertement les lois de navigation. Lord Bellamont, gouverneur du Massachusetts, fut chargé de faire une enquête. Il vint à Providence, examina la situation, et envoya en Angleterre un rapport où il dit que les colons de cette plantation étaient « ignorants, corrompus, complices des pirates, et contrebandiers endurcis ». Dudley chargé d'une enquête analogue, quelques années plus tard, écrivit que Rhode-Island était un réceptacle de malfaiteurs et de pirates. Sous la pression de l'opi-

nion dans les autres colonies, Rhode-Island se décida à donner quelques centaines d'hommes pour la défense commune de la Nouvelle-Angleterre dans la guerre contre le Canada. Ce dévouement l'entraîna dans un système d'émissions continues de papier-monnaie et plongea la colonie dans une détresse financière qui fut un fléau pour les colonies voisines, même après la révolution et la guerre pour l'indépendance.

CHAPITRE XXI

NEW-YORK (1688-1770)

Fletcher. Bellamont. Cornbury. La province prospère et satisfaite sous le gouvernement de Hunter (1710-1720). — Burnet. Cosby. Le complot nègre (1741). — Clinton et l'opposition (1743-1753). — État de la province. Population. L'aristocratie.

Fletcher. Bellamont. Cornbury. La province prospère et satisfaite sous le gouvernement de Hunter (1710-1720).

Après la révolution de 1688 qui mit Guillaume d'Orange sur le trône des Stuarts, la colonie de New-York reçut les institutions définitives qui devaient la régir comme province royale jusqu'à la révolution. Elles furent apportées par le nouveau gouverneur Benjamin Fletcher et se résument ainsi : une Assemblée élue par la population, le gouverneur et les membres du conseil nommés par le roi, le traitement du gouverneur et des autres fonctionnaires prélevé sur les revenus de la colonie, les lois votées par l'Assemblée et sanctionnées par le gouverneur, soumises ensuite à l'approbation de la couronne ; l'usage du livre des prières communes (Book of Common Prayers) déclaré obligatoire.

Intelligent mais dépravé, Fletcher peut être considéré comme le type le plus achevé du genre de hauts fonctionnaires que la métropole n'envoya que trop souvent pour gouverner ses colonies au xviiie siècle. Préoccupé avant tout de s'enrichir, il s'entendait avec les pirates qui infestaient les côtes, leur vendant des licences et partageant leur butin. La contrebande était fort

active à New-York et ceux qui la pratiquaient savaient à quel prix ils pouvaient acheter la connivence du gouverneur. La métropole, édifiée sur ses exactions, le remplaça (1698) par le comte de Bellamont, nommé en même temps gouverneur du Massachusetts et du New-Hampshire. Le nouveau représentant de la couronne était un honnête homme. Il réussit, partiellement au moins, à réprimer la contrebande, à remettre un peu d'ordre dans la perception du revenu et à supprimer la piraterie. Il s'efforça d'apaiser les querelles acharnées des Leisleriens et des anti-Leisleriens, fit réhabiliter Leisler et honorer sa mémoire par des funérailles publiques. Le parti populaire acclama l'habile gouverneur, mais celui-ci mourut subitement (1701). Les anciens adversaires de Leisler sous la direction de Bayard et de Livingston voulurent profiter de cet événement pour ressaisir le pouvoir. Ils échouèrent; l'Assemblée chassa Livingston du conseil et confisqua ses biens; Bayard fut traduit devant une commission spéciale sous prévention de trahison. Déclaré coupable, il allait être exécuté lorsqu'arriva (1702) le successeur de Bellamont. Edward Hyde, lord Cornbury, fils aîné du comte de Clarendon et cousin de la reine, était criblé de dettes. Pour le sauver de ses créanciers on lui donna le gouvernement d'une colonie. Ses instincts aristocratiques le jetèrent dans les bras des anti-Leisleriens; Bayard fut délivré et le juge qui l'avait condamné dut prendre la fuite. Lord Cornbury avait amené avec lui un avocat anglais, légiste capable et gentleman honnête et de bonnes manières, mais qui avait aussi à réparer les brèches faites à sa fortune. On fit de lui le chief-justice du New-Jersey, du New-York et de Pennsylvanie et le juge d'amirauté de New-York. Cornbury avait de pressants besoins d'argent; un de ses premiers actes fut de détourner 1500 liv. st. que l'Assemblée avait votées pour des fortifications. L'Assemblée, étonnée, se hâta de nommer un trésorier pour contrôler les dépenses et prévenir de nouveaux abus. Déçu de ce côté, le gouverneur vendit à vil prix d'énormes concessions de terres inoccupées et contribua ainsi à constituer dans la province une aristocratie foncière au grand détriment de l'agriculture et de l'immigration, les colons se souciant peu de servir comme valets ou tenanciers. Entre autres instructions le gouverneur

avait apporté celle de ne laisser imprimer aucun livre ni écrit sans une autorisation spéciale. Il devait aussi travailler au développement de l'Église anglicane dans la colonie. Il s'acquitta de cette mission avec le zèle le plus intempérant, attaquant toutes les sectes dissidentes, enlevant aux presbytériens leurs temples et leurs terres pour les donner aux épiscopaliens, refusant aux ministres et aux maîtres d'école le droit d'exercer leurs fonctions sans la permission d'un évêque [1]. Il finit par s'aliéner tout le monde. Ses vices grossiers, ses débauches vulgaires, sa rapacité, ses extorsions excitèrent un dégoût universel et la reine fut forcée de révoquer son cousin (1709). Les créanciers de Cornbury en profitèrent aussitôt pour le faire arrêter et jeter en prison. Mais la mort de son père le fit comte de Clarendon et la pairie le délivra du cachot.

Son successeur, de 1710 à 1720, fut un officier de fortune écossais, Hunter, à qui ses goûts et ses aptitudes littéraires avaient valu l'amitié de Swift et d'Addison, ses manières élégantes la main d'une pairesse, et ce mariage le gouvernement de New-York. L'Assemblée, convoquée dès son arrivée, refusa de voter le budget des dépenses coloniales pour plus d'une année. Elle se souvenait de Fletcher et de Cornbury et ne se souciait pas de laisser le nouveau fonctionnaire mettre la main sur ses finances. En vain Hunter menaça les délégués du courroux de la reine, fit intervenir le *Board of Trade* et parla de solliciter un bill du Parlement pour l'imposition de taxes dans la colonie. L'Assemblée resta inébranlable. Renonçant alors aux procédés comminatoires, Hunter cajola le parti leislerien, travailla très habilement les élections en 1715 et sut se composer dans la nouvelle Chambre une majorité qui vota un revenu pour cinq années. La paix était faite et Hunter put se flatter de gouverner enfin cette « ingouvernable province ».

Pendant que la guerre de la succession d'Espagne ameutait

1. La reine Anne fit don à la nouvelle église anglicane de New-York d'une ferme située au milieu de l'île de Manhattan. Ce domaine, après avoir appartenu à la compagnie hollandaise des Indes Occidentales, s'était appelé la ferme du duc, puis du roi, puis de la reine. Elle rapportait trente livres, au temps de Cornbury. Les terrains, aujourd'hui couverts d'immeubles au centre de la ville de New-York, ont constitué des revenus considérables à l'ancienne église devenue Trinity Church.

toutes les puissances européennes coalisées contre le roi de France et son petit-fils Philippe V, la province de New-York n'eut pas trop à souffrir. On accusait même les Hollandais d'Albany de connivence avec l'ennemi. Ils achetaient, disait-on, aux Indiens le produit de leurs pillages, leur vendant des armes et de la poudre, et livraient passage sur leur territoire aux partis de guerre venant du Canada. Le major Schuyler cependant, chargé de la défense de la frontière, ne méritait pas ces reproches. Il donna au contraire souvent d'utiles avertissements aux gens du Massachusetts. Il y eut un congrès de gouverneurs, et 4 000 hommes furent levés pour marcher sous le commandement de Nicholson contre Montréal, tandis que les forces navales anglaises sous l'amiral Walker et le général Hill remonteraient le Saint-Laurent. Cette grande expédition échoua piteusement, la flotte dut se retirer et les troupes de Nicholson battirent vivement en retraite. En Angleterre, un des ministres déclara que toute l'entreprise n'avait été machinée par deux de ses collègues que pour mettre vingt mille livres sterling dans leurs poches. A New-York le désappointement fut extrême, la population prit peur; le bruit se répandit que les nègres complotaient d'incendier la ville; dix-neuf de ces malheureux furent mis à mort.

La ville de New-York comptait alors 5 800 habitants; il y avait dans toute la province de 30 à 31 000 habitants, dont 4 000 noirs. L'effort fait dans la dernière guerre avait été considérable pour une si faible population. Il fallait payer les frais de l'entreprise. Une première fois l'Assemblée avait créé pour 10 000 livres sterling de papier-monnaie; le premier pas franchi, les délégués cédèrent aux tentations faciles de la planche aux assignats; on créa 28 000 livres de billets pour régler d'anciens engagements de la province. Une troisième émission eut pour objet des présents à faire aux Indiens et des fortifications à construire. Hunter qui avait obtenu de l'Assemblée le vote du revenu pour cinq ans se garda bien de la contrarier dans ses débauches financières; il n'hésita pas un instant à autoriser une quatrième émission, scandaleuse celle-là, car il s'agissait de payer à des membres du conseil et de l'Assemblée, à leurs amis et à leurs partisans, des indemnités pour de prétendus services qu'auraient

rendus leurs pères trente années auparavant, au temps de Leisler. Le grand jury de New-York déclara frauduleuse cette émission. Mais l'Assemblée fit mettre les jurés en prison, et quand arriva le veto royal obtenu par les négociants de Londres dont la dépréciation constante du papier de New-York lésait les intérêts, les billets étaient déjà en circulation.

Hunter s'était ingénieusement tiré de ces difficultés et conserva jusqu'au bout des relations amicales avec l'Assemblée, malgré sa création d'une cour de chancellerie, mesure qui provoqua une opposition persistante jusqu'au jour où la révolution vint résoudre toutes les difficultés entre les colonies et la mère patrie. Il s'était d'ailleurs entendu à merveille avec l'Assemblée de la province de New-Jersey dont il était aussi gouverneur. Nommé au gouvernement de la Jamaïque dont le climat convenait mieux à sa santé, il quitta New-York (1720) laissant la province prospère et satisfaite.

Burnet. Cosby. Le complot nègre (1741).

William Burnet, fils du célèbre évêque de Salisbury, Gilbert Burnet, sollicita la succession de Hunter. Il s'agissait pour lui de refaire sa fortune très atteinte par le krach de l'entreprise des mers du sud (*South Sea bubble*). Une fois nommé, il tint à honneur de remplir dignement sa mission. Très supérieur au point de vue moral à la plupart des gouverneurs royaux, il n'agit ni en aventurier indifférent au sort des intérêts qui lui sont confiés, ni en proconsul rapace qui ne songe qu'à remplir ses poches. Le Board of Trade lui avait donné pour instructions d'étendre, avec précaution mais aussi loin que possible, les établissements anglais du côté de l'ouest, les commissaires chargés de fixer, conformément au traité d'Utrecht, les frontières françaises et anglaises en Amérique étant à cette époque réunis à Paris. Burnet établit un comptoir à l'embouchure de la rivière Genesee sur le lac Ontario; il obtint des Cinq-Nations la cession d'une bande de territoire de soixante milles en largeur sur les rives des lacs Ontario et Érié jusqu'à Cayuga (Cleveland, État d'Ohio); il construisit, en partie

à ses frais, un petit fort à Oswego. C'était la première fois que les couleurs anglaises flottaient sur les grands lacs occidentaux.

Burnet était hautain et emporté. Avec la volonté de bien faire, il ne sut se créer que des ennemis. Ses entreprises dans l'ouest mécontentèrent les négociants d'Albany, gênés dans leurs habitudes et menacés dans leur monopole commercial. Il ne gagna pas le peuple, qu'irritait le maintien de la cour de chancellerie. Il ne sut pas ménager la vanité des Schuyler, des Philipps, des De Lancey, chefs des grandes familles aristocratiques de la province. Bien que soutenu par deux immigrants écossais de grand talent, Alexander et Colden, l'un avocat, l'autre médecin, tous deux membres du conseil, Burnet perdit le contrôle de l'Assemblée qui siégeait depuis onze ans. Il en prononça la dissolution en 1727, mais la nouvelle Chambre ne lui fut pas moins hostile. Sa position était devenue très difficile, lorsqu'il fut transféré dans le Massachusetts où l'attendaient des luttes plus vives encore. La colonie de New-York avait fait dans ces quinze années de grands progrès. La population de la ville avait passé de 5 800 à 8 600, et celle de la province de 30 000 à 50 000, dont environ 7 200 noirs.

New-York eut ensuite pour gouverneur un gentilhomme de la chambre de George II, John Montgomery, de 1727 à 1732, puis un colonel en demi-solde, William Cosby, sous lequel un procès de presse retentissant marqua la poussée, au premier rang des forces sociales, de deux professions jusque-là peu cultivées dans les colonies et appelées à jouer bientôt un rôle prépondérant dans les destinées de l'Amérique. C'est vers le milieu du XVIII[e] siècle que les écrivains politiques et les avocats commencent à diriger le mouvement d'opposition libérale contre les prétentions de la mère patrie.

A peine arrivé dans son gouvernement, Cosby écrivait au Board of Trade : « L'exemple des gens de Boston a infecté New-York au point que les délégués sont beaucoup plus difficiles à manier que je ne l'aurais imaginé. » Cependant, avec l'appui de De Lancey et de Clarke, dont le premier était né dans la province, le second venu d'Angleterre à New-York trente années auparavant, il obtint de l'ancienne Assemblée un vote fixant de nouveau le revenu pour cinq années. Mais il ne tarda pas à se

brouiller avec plusieurs membres du conseil jusqu'alors partisans de l'autorité royale, Van Dam, le président, Morris, le « chief-justice », Alexander, secrétaire de la province, Smith, légiste distingué, arrivé dans la colonie avec Alexander et Colden. Il révoqua Morris de ses fonctions de grand-juge et le remplaça par De Lancey; Van Dam et plusieurs autres conseillers furent suspendus (1732) : « Il était nécessaire, écrit-il au Board of Trade, d'insister sur la prérogative du roi dans un temps où à Boston on résiste ouvertement à son autorité. J'ai cru devoir faire quelques exemples afin de détourner les autres conseillers de se faire les avocats des principes bostoniens. » La *New-York Gazette*, fondée en 1725, défendit l'autorité. Le *Weekly Journal*, récemment créé par John Peter Zenger, publia des articles des conseillers révoqués critiquant la conduite du gouverneur, sa présence aux délibérations du conseil consacrées à l'imposition des taxes, et le vote du revenu pour cinq ans par l'Assemblée. Cosby fit brûler le journal par le shériff, jeta en prison l'éditeur et le poursuivit pour diffamation, et fit rayer du barreau Smith et Alexander, défenseurs de Zenger.

Celui-ci trouva cependant un nouveau défenseur, Andrew Hamilton, quaker, président de l'Assemblée de Pennsylvanie, avocat très renommé pour son expérience et son érudition légales; les applaudissements du public éclatèrent lorsque le jury prononça un verdict d'acquittement. La corporation de New-York conféra le droit de cité à l'heureux avocat.

Cosby étant mort subitement (1735), Clarke, le plus ancien conseiller en exercice, eut le pouvoir. Mais Van Dam réclama ce poste, alléguant que son expulsion du conseil n'avait pas été ratifiée en Angleterre. Les deux compétiteurs assumèrent en même temps l'autorité, et bientôt les partis furent si animés l'un contre l'autre qu'ils en seraient venus aux coups sans l'intervention des deux compagnies de troupes anglaises qui tenaient garnison à New-York. Des ordres de la cour confirmèrent les prétentions de Clarke. Smith et Alexander furent réintégrés au barreau. Une nouvelle Assemblée fut convoquée, qui refusa de voter des subsides pour plus d'une année et commença une longue série de querelles avec le représentant du gouvernement anglais.

En 1741, quelques incendies s'étant produits coup sur coup à New-York, la population (10 000 habitants environ, dont 1500 nègres) fut saisie d'une terreur subite, et crut, sur la dénonciation d'une *indented servant* (qui y gagna sa libération et 100 liv. st.), à l'existence d'un complot nègre pour la destruction de la ville et le massacre des blancs. Les plus vils témoignages furent acceptés, entraînant de nombreuses arrestations de noirs libres ou esclaves. Les huit avocats qui composaient alors le barreau de New-York chargèrent à l'envi ces malheureux, et le chief-justice De Lancey rivalisa de zèle avec les avocats. Tous les prévenus furent condamnés, d'autant que plusieurs, pour sauver leur vie, avaient avoué le prétendu complot et s'étaient faits dénonciateurs. Treize des condamnés furent brûlés vifs, dix-huit furent pendus, soixante et onze déportés.

Cette folie passée, l'attention revint aux démêlés traditionnels entre le gouverneur et l'Assemblée. Clarke adressa un long mémoire aux délégués pour leur démontrer, par raisons péremptoires, combien s'étaient développés leurs empiétements sur son autorité : comment ils avaient commencé par demander un trésorier à eux, d'abord pour la gestion des crédits extraordinaires, puis pour celle du revenu ordinaire ; comment ils avaient refusé de voter des crédits en bloc, prétendant ne voter que des sommes affectées à des objets particuliers; comment ils avaient assumé la prétention de fixer les traitements des fonctionnaires royaux de façon à les rendre dépendants de l'Assemblée; comment enfin ils en étaient venus à ne plus vouloir voter de taxes que pour une année. Il leur demandait en terminant de voter un revenu permanent, seul moyen, leur dit-il, de dissiper les soupçons qui commençaient à surgir en Angleterre, que « les colonies pourraient bien avoir le dessein de rejeter toute dépendance ».

L'Assemblée répondit par un mémoire également long, que c'était la mauvaise gestion des deniers publics et les procédés arbitraires des fonctionnaires qui l'avaient amenée à prendre son attitude actuelle et que d'ailleurs personne dans la province ne songeait à l'indépendance. Clarke, voulant continuer la lutte, fit appel en Angleterre à Newcastle, alors secrétaire d'État pour le département du Sud, et dans les attributions duquel rentraient

les relations avec les colonies. Mais Newcastle aimait le calme; il laissa Clarke se débattre avec les délégués, et le gouverneur se résigna au vote, par l'Assemblée, de crédits conditionnels et temporaires. Il partit bientôt toutefois, usé par cette lutte continuelle (1743), et céda la place à George Clinton.

Clinton et l'opposition (1743-1753).

George Clinton, second fils de l'amiral anglais comte de Lincoln et père du général Clinton de la guerre de la révolution, fut gouverneur de 1743 à 1753, et la rumeur publique prétendit qu'il rentra en Angleterre avec une très grosse fortune, fruit de dix années de gouvernement. De Lancey, chief-justice et leader du parti libéral, exerça d'abord un certain ascendant sur Clinton, auquel il persuada de confirmer toutes les concessions faites à l'Assemblée par Clarke son prédécesseur. Lorsque en outre l'Assemblée lui envoya un bill de dépenses où les traitements étaient alloués non plus aux fonctions, mais aux personnes qui les occupaient, Clinton accepta cette procédure, par ignorance. Bientôt il se brouilla avec De Lancey, que remplaça Colden comme confident et familier du gouverneur. De Lancey se jeta aussitôt dans l'opposition populaire. Clinton écrivit alors au gouvernement anglais qu'une faction insolente, malicieuse, criminelle, ne cessait d'empiéter sur la prérogative royale. Le Board of Trade et le secrétaire d'État, par insouciance des choses d'Amérique, ne donnèrent aucune attention à ces plaintes souvent répétées. Clinton, après deux années d'efforts inutiles, se soumit, ne pouvant se passer de fonds pour lui-même et pour les autres fonctionnaires.

Quand éclata la guerre avec les Français (1744), Clinton ne put obtenir de l'Assemblée les sommes nécessaires pour la défense de la colonie. L'Assemblée avait peur que les dépenses ne profitassent plus aux autres provinces qu'au New-York. De plus, bien des colons étaient d'avis de conserver la neutralité. Les négociants d'Albany trouvaient que leur commerce de fourrures et de rhum était bien autrement important que le service du roi ou même la sécurité générale des colonies.

Pour l'expédition contre Louisbourg (1745), l'Assemblée, en réponse à l'appel fait par Shirley du Massachusetts, ne voulut accorder aucun contingent d'hommes, mais seulement, et encore à grand'peine, un subside de trois mille livres. La chambre fut dissoute; celle qui lui succéda ne vota que cinq mille livres de plus. L'année suivante une expédition fut décidée contre le Canada, le rendez-vous des contingents coloniaux fixé à Albany, et Clinton nommé commandant en chef. On ne fit rien. Les Indiens alliés se dispersèrent. Les troupes coloniales restèrent oisives, l'automne et l'hiver, à Albany, sans solde, mal nourries. L'Assemblée refusait tout crédit, et le conseil soutenait l'Assemblée. Les troupes se mutinèrent. Plus que jamais Clinton se plaignit, dans ses lettres au Board of Trade, des sentiments factieux et républicains de la milice et de la population de New-York. Il ajoutait, non sans raison, que ces sentiments étaient encouragés par l'indifférence extraordinaire que montrait le gouvernement anglais à l'égard d'une telle situation et par le peu d'appui qu'il donnait à ses représentants en Amérique.

État de la province. Population. L'aristocratie.

De 1731 à 1749 la population de la province s'était élevée du chiffre de 50 000 à celui de 63 000, dont 10 à 11 000 noirs. Cette population était très mélangée. Les habitants d'origine hollandaise y étaient encore cependant en majorité, surtout à Albany et dans les établissements des rives de l'Hudson. Cependant vers la fin du XVII[e] siècle étaient arrivés des presbytériens d'Irlande et des protestants de France, puis de 1700 à 1750 des contingents de plus en plus forts de Highlanders d'Écosse, d'émigrés de la Nouvelle-Angleterre, enfin d'Allemands des bords du Rhin. Trois mille protestants, qui avaient fui en Angleterre lors de l'invasion du Palatinat par Louis XIV, passèrent en Amérique (1710) et s'établirent sur le cours supérieur de la rivière Mohawk (Schoharie Creek). La même région donna asile, de 1734 à 1740, à plusieurs centaines de familles hollandaises, puis à une compagnie nombreuse d'Écossais-Irlandais conduite par John Lin-

desay [1]. Cependant, les progrès restèrent assez lents jusqu'au milieu du XVIIIe siècle.

Les anciennes concessions de terres d'une si vaste étendue, faites sous les gouverneurs hollandais, d'autres sur le même principe accordées par les gouverneurs royaux à leurs amis et partisans dans le conseil et dans l'Assemblée, opposaient de sérieux obstacles au peuplement rapide de la province. Ces terres étaient tenues à des prix que de nouveaux colons ne voulaient pas payer, ou étaient grevées de *quit-rents* et autres charges féodales toujours impopulaires en Amérique. La colonisation ne s'étendait pas au delà de Manhattan, de Staten-Island et du voisinage immédiat du fleuve Hudson. Presque toute la région à l'ouest de la rivière, inexplorée, très peu connue, servait encore de terrain de chasse aux Cinq-Nations.

Jusqu'ici, on s'était fort peu occupé d'instruction publique à New-York. De Lancey parmi les juges, et Smith parmi les avocats étaient seuls représentants d'une culture intellectuelle sérieuse. Aucun autre membre du conseil ou de l'Assemblée n'avait fait son éducation dans un établissement d'instruction supérieure. En 1749 fut fondé le King's College (appelé plus tard Columbia) avec le produit d'une loterie autorisée à cet effet.

Les épiscopaliens s'emparèrent d'abord de l'administration du collège malgré les efforts des presbytériens, soutenus par les luthériens et les calvinistes. De là une nouvelle organisation de partis qui dura jusqu'à la révolution. Les épiscopaliens ou anglicans avaient pour chef De Lancey, chief-justice et membre du conseil. La tendance générale de ce parti le portait à soutenir le gouvernement. Les chefs des presbytériens étaient Smith, John Morin Scott et les Livingston, Philip et William, petits-fils de Livingston qui avait fondé le manoir auquel il donna son nom.

1. Parmi l'un des premiers arrivés dans la vallée, se trouvait William Johnson, neveu de l'amiral Warren qui, par son mariage avec une De Lancey de New-York, avait acquis un vaste domaine sur la rivière Mohawk à l'ouest d'Albany. William Johnson administrait ce domaine pour son oncle; il avait cultivé l'amitié des Mohawks ses voisins et faisait avec eux un commerce lucratif. Il prit pour femme ou maîtresse la sœur d'un chef devenu fameux depuis, Joseph Brant, et reconnut plusieurs de ses enfants, de demi-sang indien. Doué d'une grande force physique, longtemps familiarisé avec les usages des Indiens, il acquit sur les indigènes une influence considérable.

L'un était négociant, l'autre avocat; tous deux devaient se distinguer bientôt comme leaders du parti révolutionnaire dans la colonie.

Après le départ de Clinton, De Lancey nommé sous-gouverneur eut à son tour quelque peine à s'entendre avec l'Assemblée. En 1755 la population s'élevait à 96 000 habitants. En six années, elle venait de s'accroître de 34 000, soit de plus de 50 pour 100.

CHAPITRE XXII

NEW-JERSEY

Carteret et Berkeley. Une colonie de « propriétaires ». — Division en deux provinces (1675). Les Quakers. Plaidoyer *pro libertate*. — Le quaker Barclay gouverneur du New-Jersey oriental. — Abandon de la charte (1702). New-Jersey province royale.

Carteret et Berkeley. Une colonie de « propriétaires ».

Le territoire de l'État actuel de New-Jersey est compris entre l'embouchure de l'Hudson et celle du Delaware. Il fait partie de la région occupée jusqu'en 1664 par les Hollandais, et qu'ils avaient nommée les Nouveaux Pays-Bas. Charles II prétendait posséder sur ce territoire un droit antérieur que l'occupation des Hollandais ne pouvait ni suspendre ni éteindre. Il n'avait pas hésité à en faire don à son frère Jacques, duc d'York, avant même qu'il ne fût conquis par les armes. La charte de cette cession était moins libérale que celle du Maryland, et que celles que venaient d'obtenir tout récemment les propriétaires de la province Carolina. Elle leur ressemblait cependant en ce qu'elle conférait au propriétaire et à ses « ayants droit », en même temps qu'une possession territoriale, des pouvoirs souverains de gouvernement. Dans le dernier cas, comme dans les précédents, il ne s'agissait pas d'un fidéicommis, mais d'une propriété absolue, à laquelle pouvaient s'appliquer des actes comme l'hypothèque et l'aliénation. De là vint qu'à plusieurs reprises de grandes provinces de l'empire britannique en Amérique furent cédées par les propriétaires à leurs

créanciers, ou vendues sur le marché au plus offrant. Ce n'est qu'après la révolution de 1688 que la légalité de ces transactions fut contestée. Les ministres de Guillaume III soutinrent que la loi anglaise reconnaissait aux propriétaires de ces provinces le droit de transmission héréditaire, mais non celui de transmission commerciale. D'ailleurs la succession et la multiplication des propriétaires provoquèrent tant d'inconvénients pour ceux-ci mêmes, que tôt ou tard ils s'estimèrent heureux de faire marché avec la couronne pour l'abandon de leurs fonctions politiques.

Le duc d'York avait hâte de faire argent de sa propriété. Sans attendre que le colonel Nichols, chargé de conquérir la province et nommé gouverneur par avance, se fût heureusement acquitté de sa mission, le duc vendit à deux des huit propriétaires de la Caroline, lord Berkeley et sir George Carteret (juin 1664), le pays limité par l'Hudson, l'océan Atlantique, le Delaware et le 41° de latitude [1]. Ce pays reçut le nom de New-Jersey en l'honneur de sir Carteret qui avait, dans la guerre civile, défendu contre le Long Parlement l'île de Jersey. Avec le territoire, le duc d'York cédait tous les droits, privilèges et pouvoirs de gouvernement que lui avait conférés la charte du 20 mars 1664.

L'attraction la plus forte, pour déterminer un courant d'émigration (l'exemple des provinces déjà colonisées le prouvait) était un ensemble de mesures libérales destinées à assurer aux futurs habitants la jouissance de droits civils et religieux. Les propriétaires de la province de Carolina se servaient de ce procédé. Les deux acquéreurs du New-Jersey résolurent également d'en faire application. Spectacle curieux que celui de ces propriétaires de pays déserts, érigés en souverains et en législateurs, produisant à l'envi les uns des autres des modèles d'institutions libérales pour des populations qui n'existaient pas encore, et offrant à leurs sujets futurs l'appât de garanties contre un exercice arbitraire de leurs propres pouvoirs!

Voici les conditions politiques et civiles qu'offraient lord Berkeley et sir George Carteret. Le gouvernement de la province se compose d'un gouverneur, d'un conseil de douze membres nom-

1. Le tracé de la frontière au nord était un peu différent de celui d'aujourd'hui.

més par le gouverneur, et d'une Assemblée de douze membres nommés par le peuple. Les propriétaires s'engagent à n'imposer et à ne laisser imposer aucune taxe de quelque nature qu'elle soit, sans l'assentiment de l'Assemblée générale constituée par le conseil et la Chambre des représentants. Aucune personne ne sera molestée ou punie pour différence d'opinion ou de pratique en matière religieuse. Pleine liberté de conscience et de culte est assurée aux colons, sous cette réserve que nul ne pourra troubler matériellement la paix civile de la province ou entraver la liberté d'autrui. Toute loi ou coutume d'Angleterre contraire à cette stipulation sera non avenue [1]. Les propriétaires se réservent l'exercice du pouvoir exécutif et la nomination des officiers judiciaires, avec le privilège de confirmer ou de rejeter les lois votées par l'Assemblée générale. Il est concédé à chaque immigrant une étendue de terre proportionnée au nombre de ses serviteurs engagés et de ses esclaves [2]. Les colons s'engageaient de leur côté à payer un demi-penny par acre pour ces terres, à partir de l'année 1670. Cette redevance, appelée *quit-rent*, devait être considérée comme le revenu particulier des propriétaires; il était donc entendu que toutes les dépenses politiques seraient couvertes par des contributions générales. Toutes les terres seront achetées aux Indiens par le gouverneur et le conseil, et le prix en sera remboursé par les planteurs. Telles étaient les *Laws of the concessions* que les colons du New-Jersey regardèrent comme leur grande charte.

La région était déjà occupée sur quelques points. Des Hollandais s'étaient établis à Bergen, quelques familles de quakers au sud de la baie de Raritan. Des puritains de Long-Island avaient élu domicile sur les bords de cette rivière. Lorsque Nichols eut pris possession (1664) de New-Amsterdam qui comptait alors quinze cents habitants, il fut frappé des avantages du territoire situé à l'ouest de la rivière Hudson, de son climat salubre, de l'aspect gracieux de ses collines boisées, de la fertilité du sol et du long

1. Ces stipulations ne provoquèrent aucune censure, aucun démenti. Les colons qui s'embarquaient pour New-Jersey étaient donc parfaitement autorisés à se croire placés hors de la juridiction du Parlement anglais, aussi bien pour l'imposition des taxes que pour le règlement des affaires ecclésiastiques.

2. On avait droit à soixante-quinze acres pour chaque esclave importé. Le duc d'York, président de la compagnie africaine et patron du commerce des esclaves, avait tout intérêt à favoriser l'importation du bétail humain.

développement de côtes qu'il présentait sur le fleuve et sur les baies de Newark et de Raritan. Il encouragea l'immigration vers cette région favorisée, et y accorda ou confirma de nombreuses concessions de terres sur les rives du Hackensack, sur la baie de Newark, entre l'embouchure du Raritan et Sandy-Hook. Tout ce pays avait reçu de lui le nom d'Albania. Ce fut pour ce gouverneur zélé une grande déception lorsqu'il dut remettre en août 1665 un bien dont il appréciait si hautement la valeur, à Philippe Carteret, neveu de sir George Carteret, chargé par son oncle et l'associé de celui-ci, lord Berkeley, de prendre possession de leur province et de la gouverner en leur nom. Philippe Carteret arrivait avec une trentaine d'émigrants; il s'établit en un point qu'il appela Elisabethtown, du nom de sa femme, et commença à régner paisiblement sur ce désert où surgissaient à peine quelques embryons de villages destinés à devenir un jour des villes prospères et riches. Le hameau baptisé Elisabethtown contenait quatre maisons lorsqu'il fut élevé à la dignité de capitale de la province. Des puritains de New-Haven vinrent en 1666 s'établir sur les rives du Passaic. D'Angleterre, les propriétaires envoyaient de temps en temps des colons et quelques provisions. En 1668 fut convoquée à Elisabethtown une première Assemblée de la province, et les actes législatifs de ce parlement villageois furent marqués fortement de l'empreinte de l'esprit puritain. La nouvelle communauté était essentiellement agricole; la culture des céréales et l'élève des bestiaux donnèrent immédiatement de bons résultats. Il n'y avait rien à craindre des Indiens du voisinage, épuisés par de longues luttes contre les Hollandais, ou maintenus dans une attitude pacifique par l'alliance conclue entre New-York et les Cinq-Nations. Tout alla bien jusqu'en 1670, année où devait commencer le paiement de la redevance d'un demi-penny par acre. Les colons refusèrent résolument de payer cette redevance. Les puritains originaires de la Nouvelle-Angleterre, surtout ceux qui étaient venus s'installer avec des concessions de Nichols, prétendirent que le droit des Indiens, descendants directs de Noé, au même titre que les Européens, débarqués sur le sol de New-Jersey primait celui des propriétaires, et en ayant payé leurs concessions aux premiers, ils ne devaient rien aux seconds. La querelle s'envenima. Les

colons, plus jaloux de leur indépendance que reconnaissants, s'insurgèrent ouvertement (1672) et organisèrent une assemblée révolutionnaire qui déposa Carteret et le renvoya en Angleterre.

Les Hollandais ayant repris passagèrement possession de New-Amsterdam (1673), les établissements de New-Jersey se



New-Jersey.

trouvèrent sans gouvernement et ne s'en portèrent pas plus mal. Cette seconde occupation du pays de l'Hudson par les Hollandais dura quinze mois. A la paix de 1674, les Hollandais évacuèrent l'île de Manhattan [1]. Après leur départ Charles II confirma par

1. « Ils disparaissent dès lors de l'histoire des États-Unis pour n'y figurer de nouveau qu'un siècle plus tard, lorsque la Hollande, se souvenant qu'elle était la mère de quatre des treize colonies devenues les États-Unis, prendra en faveur de la nouvelle République fédérale la défense du principe de l'affranchissement des mers et de la liberté commerciale, principe déjà posé dans l'admirable ouvrage de Grotius. » (G. Bancroft.)

une nouvelle charte à son frère le duc d'York tous les droits et privilèges que lui avait déjà conférés la première sur cette région deux fois conquise. Le duc d'York à son tour renouvela, non sans quelque regret, la cession de New-Jersey aux deux propriétaires qui l'avaient, dès 1764, payée à beaux deniers comptants. Il ne le fit point cependant sans se réserver certains droits de souveraineté, qu'Andros, le nouveau gouverneur du New-York, fut chargé d'appliquer en toute occasion qui pourrait s'offrir. Philippe Carteret revint comme gouverneur à Elisabeth (1675), et fut fort bien accueilli, car il rapportait d'Angleterre non seulement la confirmation des « lois de concessions », mais encore l'ajournement à quelques années du paiement des *quit-rents*.

Division en deux provinces (1675). Les Quakers. Plaidoyer « pro libertate ».

A cette époque, la colonie de New-Jersey fut divisée en deux provinces ayant chacune un gouvernement distinct. Lord Berkeley, découragé, avait trouvé à vendre sa part de propriété pour mille livres sterling à deux quakers, John Fenwick et Edward Billings. Nous parlerons plus loin de la secte des quakers avec quelque détail. Disons seulement ici qu'aux étrangetés, aux bizarreries qui avaient signalé les premiers temps d'existence et de développement de la religion des *Amis*, avait succédé une allure plus calme. Un grand nombre de négociants, de gens ayant leur fortune faite, désireux de l'employer à des actes de philanthropie, étaient entrés dans cette société si violemment persécutée en Amérique et en Europe, et lui donnaient une respectabilité qui lui avait fait jusqu'alors défaut. George Fox, apôtre et fondateur de la secte, revenait en 1674 d'une tournée de missionnaire en Amérique. C'est probablement sur ses conseils que Fenwick et Billings traitèrent avec Berkeley, voulant assurer une place de refuge à leurs frères si maltraités par les pouvoirs publics. Les acquéreurs de la part de Berkeley ne s'entendirent pas avec Carteret, et d'un commun accord on prit pour arbitre William Penn qui

commençait déjà à être considéré comme une sorte de *leader* civil de la secte. Penn obtint de Carteret que la province fût séparée du nord au sud en deux parties, dont l'une, le New-Jersey oriental (East New-Jersey), appartiendrait à Carteret, l'autre, le New-Jersey occidental (West New-Jersey), serait attribuée aux ayants droit de Berkeley. Bientôt Billings dut abandonner ses droits de propriété à des créanciers; des *trustees* furent nommés (Penn était l'un d'eux) et la propriété du New-Jersey occidental fut divisée en cent parts, dont dix furent attribuées à Fenwick, et quatre-vingt-dix vendues (1676) au profit des créanciers de Billings.

Fenwick quitta l'Europe avec une compagnie de quakers qu'il établit sur les bords du fleuve Delaware, à Salem (1675). D'autres suivirent (1677) et fondèrent la ville de Burlington. Cette petite colonie du fleuve Delaware prit rapidement un aspect de prospérité. Penn et ses associés rédigèrent à l'usage des habitants qu'ils attiraient dans cet « asile de liberté » une constitution politique dont voici un aperçu : L'Assemblée générale est élue par le peuple au scrutin; le député élu reçoit de ses électeurs des instructions détaillées auxquelles il jure de se conformer. Il tient directement d'eux un salaire d'un shilling par jour, qui marque bien qu'il est le serviteur du peuple. Le pouvoir exécutif est exercé par dix commissaires nommés par l'Assemblée. Le peuple élit les juges de paix et les constables. Les juges sont nommés par l'Assemblée pour deux ans; ils ne font qu'assister le jury en qui seul réside le droit de juger. Le texte de la constitution fut répandu à profusion parmi les quakers d'Angleterre, en même temps qu'une circulaire contenant une *Description of west of New-Jersey* où se trouvaient refutées quelques exagérations ridicules qui avaient été propagées sur la richesse du sol et l'excellence du climat de la colonie. La même circulaire avertissait prudemment les quakers qu'ils ne devaient point émigrer « par simple humeur vagabonde et impatiente, ou pour tout autre motif inférieur », et qu'une fois rendus en Amérique ils ne devaient point compter pour la défense des principes du « quakerism » sur l'emploi de la force contre « le bras d'un oppresseur ».

Les quakers de Burlington s'entendirent fort bien avec les

Indiens du voisinage[1]. Ils eurent moins à se louer des procédés d'Andros, gouverneur du New-York, qui les somma de reconnaître la suprématie du duc d'York. Les avertissements de la circulaire n'étaient donc pas inutiles. Andros ayant la force de son côté, les quakers durent se soumettre; mais lorsqu'un agent du gouverneur vint s'établir à Newcastle sur le Delaware et commença à percevoir une taxe sur les navires qui remontaient le fleuve, les habitants de Burlington protestèrent, et comme ils harcelaient le duc d'York de leurs plaintes, celui-ci consentit en 1680 à régler la querelle par voie d'arbitrage. Les quakers présentèrent à la commission un argument horriblement prolixe, comme toutes leurs productions littéraires ou juridiques, mais dont certaines parties sont intéressantes au point de vue des questions qui devaient plus tard mettre aux prises toutes les colonies d'Amérique avec la métropole[2]. Quelques passages donneront la physionomie générale de ce plaidoyer des quakers *pro libertate suâ* : « Lord Berkeley nous a transmis par un acte formel ses pouvoirs de gouvernement; cela seul pouvait nous exciter à acheter sa part de propriétaire.... Si nous ne pouvions assurer à notre peuple un gouvernement aisé, libre et sûr, par quoi un désert pouvait-il nous attirer? C'eût été une folie d'aventurer plusieurs millions de livres pour donner à une personne étrangère *le droit de nous taxer* à son gré.... La constitution et le gouvernement d'Angleterre sont le fondement même de la constitution de New-Jersey. Or le roi d'Angleterre ne peut prendre une partie de leurs biens à ses sujets sans leur consentement. C'est là un droit primordial et national des Anglais confirmé par de nombreux statuts.... Nous avons acheté le droit de coloniser ce pays en paix, avec tous nos privilèges d'Anglais, sans aucune diminution et plutôt avec quelque augmentation de ces libertés dont nous jouissions dans notre pays. Quant au sol, il n'appartenait ni au duc ni au roi, mais aux

1. « Nous sommes vos frères, leur dirent les chefs indiens, et nous vivrons comme des frères avec vous. Nous aurons un large sentier où nous pourrons marcher ensemble. Si un Anglais tombe endormi dans ce sentier, et qu'un Indien passe près de lui, l'Indien dira : C'est un Anglais, il est endormi, laissons-le. Le sentier sera uni; on n'y rencontrera pas de tronçon d'arbre où le pied se heurte. »

2. Ce document, que l'on croit l'œuvre commune de trois ou quatre quakers, dont l'un était William Penn, a été reproduit *in extenso* dans l'histoire de New-Jersey, de Samuel Sm[illegible].

indigènes, en vertu du droit des gens, et c'est d'eux que nous l'avons acquis. La taxe qu'on veut nous imposer est donc une surprise. C'est nous faire payer deux fois pour le même achat. » Les puritains établis de 1664 à 1668 sur la côte nord-est du New-Jersey avaient fondé sur le même argument leur refus de payer le *quit-rent* aux propriétaires. Les quakers concluaient ainsi : « Si nous laissons s'établir un tel précédent, il n'y a plus de limite au pouvoir de nous taxer. Nous ne pouvons plus rien considérer comme nous appartenant en propre. Nous sommes des fermiers qu'on peut arbitrairement évincer, *tenants at will*, non seulement pour le sol, mais pour nos biens personnels. Un tel régime a quelquefois détruit des gouvernements, mais n'en a jamais élevé un à la véritable puissance. » La commission arbitrale donna raison aux quakers et le duc d'York se soumit d'assez bonne grâce, abandonnant toute prétention sur le territoire et le gouvernement de New-Jersey.

En 1681 Jennings, représentant les propriétaires de West New-Jersey, réunit la première Assemblée législative de cette petite république de quakers pour laquelle s'ouvrait une longue période de développement calme et pacifique. « Que raconterai-je, dit Bancroft, d'une société ainsi organisée? Que ces hommes multiplièrent et furent heureux? » Disons cependant que cette Assemblée de 1681 s'assura le droit de nommer et de révoquer tous les fonctionnaires, sauf le gouverneur, nommé par les propriétaires. Mais le gouverneur ou son délégué dans la province ne put ni faire la guerre, ni contracter aucun engagement sans l'assentiment de la législature. Il n'eut aucun droit de veto sur les décisions de l'Assemblée. Le gouvernement du New-Jersey occidental était une démocratie pure.

Le quaker Barclay gouverneur du New-Jersey oriental.

Sir George Carteret, propriétaire du New-Jersey oriental, mourut (1682), léguant ses droits à ses héritiers et à ses créanciers qui, ne pouvant s'entendre avec les habitants de la province, puritains querelleurs et entêtés, se décidèrent à mettre les droits du défunt en vente et traitèrent avec un groupe de douze qua-

kers, parmi lesquels se trouvait encore William Penn. Il y avait dans East New-Jersey environ sept cents familles, soit trois mille cinq cents personnes disséminées en de nombreux établissements sur la côte, sans compter un ou deux milliers, dispersées dans l'intérieur. Les quakers de ce côté étaient en minorité. Aussi les douze acheteurs, pour fortifier leur position, s'associèrent-ils douze partners étrangers à la secte, dont quelques-uns de hauts et très influents personnages, le comte de Perth, chancelier d'Écosse, et lord Drummond de Gilston, secrétaire d'État d'Écosse. Les associés obtinrent une troisième charte du duc d'York et se présentèrent aux habitants avec une lettre de Charles II recommandant à toute personne de la colonie d'obéir à leur autorité et aux lois.

L'un des associés était le savant Robert Barclay, quaker écossais, auteur de nombreux ouvrages pour la défense des principes de sa religion et qui fut le littérateur de la secte, comme Penn en fut longtemps l'agent politique à la cour des Stuarts. Ceux-ci goûtaient surtout dans Barclay l'avocat du principe de l'obéissance passive aux autorités établies. Il fut, lui aussi, un des familiers favoris du roi Charles II et de son frère. Il est difficile de ne point trouver étrange, quelques heureux effets qui en aient pu résulter, cette association d'hommes comme Barclay et Penn, apôtres de la tolérance et de la philanthropie universelles, travaillant à l'organisation et au bonheur d'une société naissante, avec des personnages comme lord Perth et d'autres ennemis fanatiques des malheureux presbytériens d'Écosse.

Barclay fut nommé gouverneur à vie du New-Jersey oriental; mais il ne visita jamais sa province et se contenta de donner une certaine impulsion au courant d'émigration qui, à partir de 1683, emporta un grand nombre d'Écossais vers l'Amérique. Un pamphlet fut publié sur les avantages que présentait la colonie [1]. Barclay en était probablement l'auteur; il ne voulut point que la brochure parût sous son nom, son amitié avec lord Perth devant gêner son jugement sur les persécutions qui devaient être pré-

1. *The Model of the government of the province of East New-Jersey in America*, par George Scot of Pitlochie.

sentées comme une cause principale d'émigration. Traqués avec fureur en Écosse, les *Covenanters* suivirent les conseils qui leur étaient donnés et passèrent en nombre dans East New-Jersey. Plusieurs nobles et riches Écossais se transportèrent eux-mêmes de 1683 à 1687 en Amérique, accompagnés de leurs serviteurs et emmenant à leurs frais de nombreuses familles de paysans.

Abandon de la charte (1702). New-Jersey province royale.

Jacques II, monté sur le trône, avait formé le dessein d'annuler les chartes et constitutions des colonies d'Amérique. Malgré son amitié pour Barclay et l'influence de lord Perth, il engagea une action publique contre les deux provinces de Jersey, sous la prévention sérieuse ou fictive d'actes de contrebande et de violation des lois de navigation. Les propriétaires firent des remontrances, proposèrent des concessions, des compromis. Mais voyant Jacques II résolu, ils se résignèrent à lui abandonner tous les droits de gouvernement qu'ils tenaient des anciennes patentes, à la condition qu'il daignât leur laisser les droits de propriété sur le sol de la province. L'exécution complète des desseins de Jacques II fut interrompue par la révolution de 1688, et l'East New-Jersey resta pendant trois ou quatre années sous le gouvernement purement nominal de Barclay. La prospérité du pays se développait toute seule, sans l'appui officiel, par la force de la sobriété et de l'activité de ses habitants. Presque tous les propriétaires avaient vendu leurs intérêts à de nouveaux acheteurs; les parts et fractions de parts s'étaient multipliées à l'infini. Il résulta de cette division, des procès, des intrigues, des changements de fonctionnaires sans nombre. Le gouvernement de New-York voulut profiter de ce désordre pour étendre aux Jerseys (1697) une taxe que venait de voter l'Assemblée. Les habitants protestèrent et le cas fut soumis à deux jurisconsultes de la couronne qui décidèrent qu'aucune taxe ne pouvait être imposée au peuple des Jerseys autrement que *par un acte du Parlement anglais* ou des Assemblées locales des deux provinces. Au commencement du règne de la reine Anne (1702) fut rendu définitif

l'abandon de tous pouvoirs de gouvernement par les propriétaires des Jerseys à la couronne d'Angleterre [1].

Les deux parties du New-Jersey furent dès lors réunies en une seule province, dont le gouvernement fut confié, en même temps que celui de New-York, à lord Cornbury. Le gouvernement provincial se composa d'un gouverneur, d'un conseil de douze membres nommés par la couronne et d'une Assemblée de vingt-quatre membres élus par le peuple. Il fallait pour être électeur posséder cent acres de terre ou cinquante livres sterling de biens personnels, et dix fois plus pour être éligible. Le gouverneur avait sur les actes de l'Assemblée un droit de veto, soumis en outre à l'approbation de la couronne. Le gouverneur nommait les juges et les fonctionnaires et disposait de la force publique. L'Assemblée était tenue de voter des taxes pour les traitements du gouverneur, des autres fonctionnaires et des membres du conseil, et pour toutes les dépenses de la province [2]. Les détenteurs des parts de propriété de New-Jersey étaient confirmés dans leurs droits aux *quit-rents* dont ils jouissaient précédemment. Personne en dehors de leurs agents ne pouvait acheter de terre aux Indiens. La liberté de conscience était assurée à toutes les sectes, sauf au catholicisme. Les quakers étaient éligibles à toutes les fonctions et dispensés de prêter serment.

L'accroissement de la population, qui avait été très rapide de 1683 à 1688, se ralentit ensuite. D'un côté la persécution contre les dissidents en Angleterre et en Écosse cessa à cette dernière date, de l'autre le courant d'émigration des quakers s'était détourné vers la Pennsylvanie. A la fin du XVII[e] siècle, il y avait dans les deux Jerseys de 12 à 15 000 habitants [3]. Les quakers à l'ouest et les presbytériens à l'est composaient la grande majorité de la population. Chez les uns comme chez les autres continuèrent à régner

1. L'acte d'abandon porte que la reine Anne, tout en déclarant sa gracieuse acceptation des pouvoirs résignés en ses mains par les propriétaires, refuse expressément de reconnaître que ces pouvoirs leur aient jamais légalement appartenu.

2. Les bills financiers devaient être libellés ainsi : « Les sommes votées sont concédées à la couronne avec l'humble désir de l'Assemblée qu'elles soient appliquées au bénéfice de la province. »

3. Graham dit 20 000 dont 12 000 dans East New-Jersey, mais Warden ne donne que 16 000 et Holmes 15 000 pour l'année 1713.

les mêmes habitudes de frugalité et d'activité industrieuse. La principale, pour ne pas dire l'unique occupation, était l'agriculture; les manières, les habitudes, les goûts des colons de New-Jersey rappelaient ceux des fermiers de la Nouvelle-Angleterre. Là se formait et croissait une race vigoureuse d'hommes adonnés à la culture du sol défriché et librement possédé, profondément attachés aux principes généraux qui avaient présidé à l'organisation de leurs communautés. Malgré l'appui donné par la royauté anglaise au développement de l'esclavage dans les colonies, cette institution ne poussa point de profondes racines dans le New-Jersey. Les quakers y devinrent eux-mêmes, comme dans la province voisine de Pennsylvanie, propriétaires d'esclaves; mais ils traitaient leurs nègres avec une grande douceur, et c'est du milieu de la société quakeresse que s'élèveront, avant même la fin du XVIIIe siècle, les premières tentatives pour l'abolition de l'esclavage ou, du moins, pour l'interdiction d'importer des nègres esclaves en Amérique.

La ville la plus florissante en 1700 était Burlington sur le Delaware. La province exportait des produits agricoles, des pelleteries, un peu de tabac, de l'huile, etc.; les échanges se faisaient avec les Indes occidentales, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal et les îles Canaries. Un *act* du parlement anglais (1699) interdit l'exportation, des colonies américaines, de tous objets manufacturés de lin ou de laine sous peine d'une amende de cinq cents livres et de la confiscation du navire. Pendant la première moitié du XVIIIe siècle l'histoire du New-Jersey se confond avec celle du New-York; les deux provinces eurent les mêmes gouverneurs jusqu'en 1738.

CHAPITRE XXIII

PENNSYLVANIE ET DELAWARE

Les Quakers. — William Penn. Sa vie. Son caractère. — Concession de la Pennsylvania (1681) et des comtés du bas Delaware. La « Constitution idéale ». Gouvernement de propriétaire. — Philadelphie (1683). Départ de Penn. Ses agents et l'Assemblée. — Dernières années de Penn. La « Charte des privilèges ». — Benjamin Franklin, citoyen adoptif de la Pennsylvanie (1726). — Les Quakers en minorité dans l'Assemblée.

Les Quakers.

La Pennsylvanie, un des plus riches, des plus prospères, des plus populeux et des plus puissants États de l'Union, a été colonisée par des quakers sous la direction de William Penn que l'on a vu déjà intéressé dans la colonisation des deux parties de la province de New-Jersey, de 1675 à 1682. Grâce à ses efforts et à ceux de Barclay, les quakers persécutés en Europe avaient déjà trouvé un asile, une patrie nouvelle, sur la rive gauche du fleuve Delaware. Ils allaient maintenant fonder sur la rive droite du même fleuve une communauté politique bien plus importante que celle de New-Jersey.

La secte des quakers se fit d'abord connaître en Angleterre par l'extravagance et la bizarrerie des actes que commettaient un certain nombre de ses adeptes. Les premiers quakers ne se contentaient pas de garder en toute occurrence le chapeau sur la tête et de refuser le serment. Ils ne furent pas emprisonnés seulement pour leurs doctrines ou pour leurs réunions religieuses, mais aussi parce qu'ils se livraient à des manifestations de nature à

troubler la paix et la décence publiques. Persécutés sous le Protectorat, ils trouvèrent d'abord un peu de tolérance auprès de Monk et de Charles II, mais on les confondit bientôt avec les fanatiques appelés *millénaires* ou *hommes de la cinquième monarchie* qui, comme les quakers, ne voulaient entendre parler ni du serment, ni de la hiérarchie temporelle. Les millénaires voulaient réaliser par la force le règne du Messie sur la terre. George Fox, apôtre des quakers, enseignait au contraire à ses disciples qu'ils ne devaient employer que les armes spirituelles pour le triomphe de leur foi. Les millénaires s'insurgèrent pendant la première année de la Restauration. Ils remplirent aussitôt les prisons, où l'on jeta avec eux, pêle-mêle, un grand nombre de quakers. Une proclamation royale interdit à ces derniers toute réunion, et le roi écrivit une lettre aux autorités du Massachusetts pour les engager à se montrer très sévères contre les quakers qui paraîtraient dans les colonies. Bientôt après il s'établit entre Charles II et plusieurs personnages importants de la secte des relations suivies qui le mirent en état de se mieux renseigner sur l'esprit qui animait ces fanatiques d'une espèce particulière, mais il en résulta peu de soulagement pour les quakers persécutés.

Ces malheureux se distinguaient par l'ardeur avec laquelle ils saisissaient toute occasion d'accomplir ouvertement les pratiques qui leur étaient défendues, et de signaler ainsi leur don particulier de patience inaltérable contre les souffrances et la persécution. Aussi les amendes, l'emprisonnement, la déportation aux Barbades ou en Amérique, tel fut assez longtemps leur sort habituel. Une fois hors d'Angleterre, ils se faisaient aimer à cause de leur douceur, de leur simplicité de mœurs, de leurs aptitudes industrieuses, de leurs vertus calmes et tranquilles.

Cependant en Angleterre la secte se développait, des écrivains entreprenaient sa défense et fixaient ses doctrines jusqu'alors un peu indécises et flottantes. Barclay écrivit son *Apology for the Quakers*. Certains considéraient leur religion comme une renaissance de la chrétienté primitive; ils se croyaient destinés à répéter le sort des premiers chrétiens, à triompher d'un monde charnel en déployant de nouveau le courage des martyrs. Ceux-là voulaient rester en Angleterre pour affronter la persécution. D'autres, plus modérés et

ne voulant rien de plus que la liberté de se livrer sans contrainte à leurs exercices religieux, fuyaient au contraire avec joie et s'embarquaient pour le Nouveau-Monde. Ils y apportaient une fermeté inébranlable de convictions sous l'apparence de l'aménité la plus bienveillante, un esprit de tolérance et de charité universelles qui ne connaît point la haine et souffre des persécutions infligées aux autres sans s'irriter de celles qu'il subit, une profonde répulsion pour toute fausseté provenant de la perversité morale ou reposant sur les conventions mondaines, une franchise absolue aboutissant à la suppression de toutes les formules banales de politesse et au tutoiement universel, un sens moral très élevé, plus passif cependant qu'actif, et capable de s'allier avec une grande prudence pratique, l'esprit égalitaire, l'éloignement de tout ce qui constitue les distinctions sociales, l'esprit de résignation passive aux coups du sort, aux insultes des méchants, au despotisme des autorités établies, même aux attaques à main armée, un grand bon sens pratique, une aptitude remarquable aux affaires. Un grand nombre de quakers sont devenus riches par l'agriculture et le commerce, leurs principes leur interdisant presque toute autre carrière. Leur nombre relativement restreint leur permit d'organiser entre eux un système excellent de secours mutuels. C'est de là que sont sorties ces institutions charitables de la Pennsylvanie qui ont fait et font encore l'admiration de tous les philanthropes.

William Penn. Sa vie, son caractère.

William Penn naquit en 1644. Sa mère était Hollandaise; son père était l'amiral Penn, sous les ordres duquel une flotte anglaise prit la Jamaïque sous le Protectorat. L'amiral perdit la faveur de Cromwell et fut jeté par ses ordres en prison. Il reprit du service à la Restauration, jouit d'un grand crédit à la cour de Charles II et devint le confident et le familier du duc d'York. Il rêvait un grand avenir d'homme en place et de courtisan pour son fils William; mais celui-ci à Oxford avait adopté dès l'âge de seize ans les principes du quakerisme. Il était étudiant à Christ Church lorsqu'un ordre royal imposa aux élèves le port du surplis. William Penn s'entendit avec le jeune lord Spencer, plus tard Robert comte

de Sunderland, et quelques autres jeunes nobles, et lorsque des étudiants parurent portant le surplis, ils se précipitèrent sur eux et le leur arrachèrent. Pour cet exploit Penn fut expulsé d'Oxford. Voulant le guérir du quakerisme, son père l'envoya avec quelques autres jeunes gens de qualité à la cour de France, alors la plus brillante de l'Europe. Le moyen réussit en partie. Penn revint de France avec les manières d'un élégant gentleman, d'un homme de cour et de plaisir, et son père en fut fort réjoui. Mais au fond William était resté quaker. Quelques années plus tard il fit une profession publique des principes et des pratiques de sa foi. Son père lutta encore, lui demandant de faibles concessions aux usages de la cour. Il ne les obtint pas. William prêcha les doctrines des quakers, écrivit des pamphlets pour les défendre et les propager, ce qui lui valut des poursuites et la prison. Il voyagea ensuite quelques années en Europe. Peu à peu, l'âge aidant, ses idées se modérèrent. Sans rien perdre d'une sincérité absolue de conviction, ses principes ne furent plus exclusifs de compromis avec les convenances sociales. Il sut mettre à profit ses hautes relations, sa grande fortune, ses talents remarquables, ses qualités aimables de caractère, pour se faire de puissants amis autour du roi et de son frère le duc d'York. Le quaker farouche des premiers temps fut plus tard un parfait courtisan. Le caractère de William Penn arrivé à la maturité de la vie présente un mélange de douceur et de résolution, de patience et d'énergie, d'activité et d'ingéniosité, de piété élevée et de sagacité profonde. Il fut après Barclay le plus savant et après Fox le plus infatigable propagateur du quakerisme. Il est le premier de ses apologistes pour la piété et aussi pour la prolixité de ses écrits, trait commun à tous les écrivains ecclésiastiques de cette époque. Il avait de puissantes facultés d'organisateur, et c'est à lui que la secte dut l'établissement de cette discipline réglée qui fit sa force et prépara le succès de la Pennsylvanie. La faveur presque incroyable dont il jouit auprès de Charles II et surtout du duc d'York, il la mit tout entière au service de ses frères.

Au début de sa carrière de prédicateur ambulant, Penn se faisait remarquer par quelques-uns des travers qui avaient rendu les quakers de la première époque si insupportables à leurs contem-

porains. Il avait pour ses adversaires un dédain arrogant, les accablait de quolibets grossiers ou d'apostrophes insultantes. Il sut se corriger de ces défauts et n'en garda dans le reste de sa vie qu'un goût prononcé pour la plaisanterie. Penn réconcilié avec son père vint à la cour, assuré de la protection du duc d'York. A cette époque les prisons étaient remplies de quakers et il commença à s'intéresser à la colonisation de West et East New-Jersey. A la mort de son père, il hérita de sa grande fortune et sa faveur s'accrut encore auprès du duc d'York devenu roi en 1685; il obtenait de Jacques II de longues audiences pendant que les pairs attendaient dans l'antichambre; on lui prêtait un crédit tout-puissant. Il fut bientôt entouré de flatteurs et de courtisans. Sa maison de Kensington, à l'heure du lever, était remplie parfois de plus de deux cents solliciteurs. Quelques quakers commençaient à le regarder froidement et à le soupçonner. Des calomnies couraient sur son compte; on l'accusait d'être vendu aux Jésuites, de s'être même fait papiste [1].

1. Penn est un personnage plus mythique qu'historique. L'Angleterre est fière de son nom. L'Amerique le revere comme les Athéniens faisaient Thésée et les Romains Quirinus. Les quakers l'honorent comme un apôtre. Les hommes pieux de toute secte le regardent comme un brillant modèle de vertu chrétienne. Sur un ou deux points de haute importance, Penn a eu des notions plus correctes que n'en avaient à cette époque les esprits les plus larges. Propriétaire et législateur d'une province qui, vide d'habitants d'abord, lui procurait un champ libre pour des expériences morales, il a eu la rare bonne fortune de pouvoir appliquer ses théories sans faire de compromis et sans cependant porter un coup aux institutions existantes. On louera toujours en lui sa douceur à l'égard des Indiens; on celébrera le législateur qui, dans un âge de persécution, a fait de la liberté religieuse la pierre angulaire d'une politique. Il a placé souvent sa confiance en des personnes moins vertueuses que lui. A la cour, il ne sut pas toujours rester insensible aux sourires du roi, aux attentions délicates des femmes, aux flatteries des vieux diplomates et des courtisans. A ce moment-là, ses lèvres ne se refusèrent plus à laisser échapper des énonciations de titres, ni sa plume à les écrire. Quelques transactions auxquelles il a été mêlé sont fâcheuses. Penn plus tard déclara que ses mains étaient pures de tout gain, bien que dans le temps que dura sa faveur à la cour, il eût pu tirer de ses services à diverses personnes vingt mille livres pour lui-même et cent mille pour sa province. Mais on peut offrir des pots-de-vin à la vanité comme à la cupidité. Penn n'a pas toujours su résister aux premiers comme il l'a fait aux seconds. Il usa souvent de la faveur royale pour ses propres intérêts et fit décider ainsi à son profit sa querelle territoriale avec lord Baltimore. Il resta l'ami des Stuarts à une époque où déjà leurs mains étaient couvertes du sang d'hommes dont il avait cultivé l'amitié et qu'il vénérait comme les caractères les plus elevés et les plus illustres de l'Angleterre. Tant que la lutte entre la prerogative royale et les chefs populaires ne fut pas terminée au profit de la prerogative, Penn parut partager les sentiments des amis de la liberte. Il presenta à la Chambre des communes une adresse pour le rappel des lois pénales contre les dissidents. En 1679 il soutint la candidature d'Algernon

Les quakers ne s'étaient jamais rendus coupables d'une offense envers les Stuarts. Jamais l'un d'eux n'avait écrit un pamphlet ou pris part à un complot contre leur gouvernement. Ils avaient solennellement condamné le « Rye House plot » comme une œuvre du diable. Dans leurs meetings, leurs docteurs les engageaient à ne point s'entretenir des affaires de l'État. Ils leur apprenaient qu'aucun excès de tyrannie de la part d'un prince ne peut justifier une résistance active de la part d'un sujet. On comprend que Charles II et Jacques après lui fissent une distinction entre cette race innocente et les fières et turbulentes sectes qui considéraient la résistance à la tyrannie comme un devoir chrétien.

Comment des relations amicales purent se continuer entre les Stuarts et des hommes comme Penn et Barclay, au milieu de tous les actes de tyrannie et de persécution dont les règnes de ces princes sont remplis, les contemporains n'ont pu l'expliquer qu'en accusant les deux quakers de s'être faits les complices de ces actes. Les historiens modernes plus équitables sont plutôt portés à voir en eux des dupes de la courtoisie et de la dissimulation royales. Ils espéraient se faire du roi un instrument. C'est le roi qui se servit d'eux pour l'accomplissement de ses propres desseins [1].

Sidney contre un candidat de la cour dans le bourg de Guildford. Mais lorsque la cause de la prérogative eut triomphé, il se rapprocha encore plus de la cour. Il vit mourir Sidney sur l'échafaud sans que ses relations avec Charles II et le duc d'York en subissent la moindre atteinte. Il conseilla aux autorités académiques du collège Magdalen à Oxford d'apaiser Jacques II par une apologie de leur conduite passée que du reste il reconnaissait lui-même irréprochable. En 1687 il contribua avec les autres propriétaires à livrer les libertés de la colonie d'East New-Jersey. (D'après Macaulay.)

1. A la fin de la dédicace de son *Apology for the Quakers* à Charles II, Barclay dit : « Il n'y a pas de roi dans le monde qui ait éprouvé à un aussi haut degré que toi la providence et la bonté de Dieu. Il n'en est pas un qui gouverne un peuple aussi libre et tant de véritables chrétiens.... Tu as goûté de la prospérité et de l'adversité; tu sais ce que c'est qu'être banni de son pays et aussi ce que c'est qu'être assis sur le trône. Ayant été opprimé, tu as des raisons de savoir combien l'oppresseur mérite d'être haï et de Dieu et des hommes. Si après tous ces avertissements tu ne te tournes pas vers le Seigneur de tout ton cœur, et si tu oublies celui qui s'est souvenu de toi dans ta détresse, si tu t'abandonnes au plaisir et à la vanité, sûrement, grande sera ta condamnation. » Charles II s'abandonna, comme on sait, au plaisir et à la vanité, sans appréhender et sans éprouver la moindre diminution dans l'estime de ses amis quakers.

Concession de la Pennsylvania (1681) et des comtés du bas Delaware. La « constitution idéale ». Gouvernement de propriétaire.

Penn avait trouvé dans l'héritage de son père une créance de seize mille livres sterling contre le gouvernement. N'espérant point recouvrer cette somme en espèces, il en demanda le règlement par une concession en Amérique. Le duc d'York appuya cette demande. En 1681, Penn fut fait, par une charte royale, souverain de la grande province américaine appelée Pennsylvania. Il aurait voulu, par modestie, supprimer la première syllabe de ce nom; le roi en exigea le maintien. La charte le créait « seigneur absolu » de la Pennsylvania, avec la propriété du sol et d'amples pouvoirs de gouvernement. Il ne pouvait cependant édicter des lois qu'avec l'avis et le consentement des *freemen* de la province. A la couronne était réservé un droit de veto sur les lois de la colonie, *et au Parlement le droit de soumettre celle-ci à des taxes.* La Pennsylvanie était de plus formellement astreinte à l'observation des *acts* de navigation. Le propriétaire était tenu d'avoir constamment un agent à la cour pour répondre aux plaintes qui pourraient être formulées contre son gouvernement. Il avait le droit de créer des tribunaux.

La plupart des restrictions en faveur de l'autorité royale et de celle du Parlement, contenues dans cette charte de 1681, ne figuraient point dans les chartes antérieures. Elles avaient été suggérées aux rédacteurs des statuts de la concession de Penn par les difficultés qui mettaient, à la même époque, aux prises le gouvernement du roi et la colonie de Massachusetts.

Le territoire concédé à Penn était déjà occupé par des Européens. Des Hollandais et des Suédois étaient établis au confluent du Schuylkill et du Delaware. Ils furent avisés par une proclamation du nouveau propriétaire, apportée par son parent Markham, qu'ils vivraient libres sous des lois faites par eux-mêmes. En Angleterre, des terres de la Pennsylvanie furent mises en vente à raison de dix dollars par cent acres, chaque lot de cent acres étant redevable d'une rente perpétuelle d'un shilling, ou *quit-rent*, et

donnant droit à un lot dans la cité à construire. Trois navires mirent bientôt à la voile chargés d'émigrants. L'année suivante (1682), Penn publia une constitution « *a Frame of government* » qu'il déclara lui-même « extraordinaire, tant elle assurait de privilèges et de liberté, puisqu'elle ne laissait au propriétaire et à ses successeurs aucune possibilité de faire du mal ». Cette constitution donnait le pouvoir législatif à un conseil de soixante-douze membres élus par les *freemen* pour trois années et renouvelables par tiers tous les ans, conseil présidé par le propriétaire



La Pennsylvanie.

ou son représentant, avec triple vote. Les lois votées par le conseil étaient soumises à l'approbation d'une Assemblée de délégués très nombreuse (de deux cents à cinq cents membres). En 1682 encore, la ville de Newcastle et tout le pays à l'ouest de la baie du Delaware jusqu'au cap Henlopen au sud furent cédés par le duc d'York à Penn [1], le cédant se réservant la moitié des rentes et des bénéfices.

Toutes choses étant ainsi réglées, Penn mit à la voile avec une centaine d'émigrants. D'autres le suivirent de près; vingt-trois

1. Le nom de « Territoires » fut donné à cette concession qui embrassait la région dont a été formé depuis le petit État de Delaware.

bâtiments transportèrent des quakers en Pennsylvania en 1682, et tous arrivèrent sans accident à destination. Seul Penn eut une traversée des plus pénibles. Il débarqua à Newcastle, localité principale des Territoires, et remonta le fleuve jusqu'à Upland (Chester), premier établissement européen dans la province ou Pennsylvania proprement dite. Tant dans les comtés du bas Delaware que dans la province même, sur la rive droite du fleuve, étaient déjà installés en cinq ou six villages et en plantations isolées, de deux à trois mille habitants, « race simple, forte, industrieuse, formant six sociétés religieuses, dont trois de luthériens suédois et trois de quakers, avec une terre fertile, un air clair et doux, des sources abondantes, des provisions faciles à obtenir, du poisson et du gibier à profusion, un pays dont Abraham, Isaac et Jacob se seraient déclarés satisfaits ». Un peu plus haut sur le fleuve, en face de la petite ville de Burlington, qui s'élevait à l'est, en territoire new-jersien, Markham, agent de Penn, faisait construire une grande demeure sur le domaine de Pennsbury (Pennsbury Manor) pour le *propriétaire.*

Penn visita le New-Jersey, où il conservait d'importants intérêts, New-York et Long-Island. Il revint en décembre 1682 à Chester, et y réunit la première Assemblée de la Pennsylvanie. La région du haut fleuve fut divisée en trois comtés, comme l'était déjà celle du bas fleuve ou des Territoires. Chacun des comtés ayant envoyé douze délégués, on forma un conseil de dix-huit membres et une Assemblée de cinquante-quatre délégués (plus tard trente-six). La clause réservant un triple vote au gouverneur fut supprimée; le conseil et le gouverneur furent investis conjointement du droit d'initiative pour la présentation des projets de loi. Penn s'était déjà convaincu qu'avec l'application de sa constitution originelle, son autorité aurait été en peu de temps complètement annulée. On lui reprocha vivement ces modifications vingt ans plus tard, comme un acte de despotisme. Penn prétend qu'elles résultèrent d'une offre spontanée des délégués qui alléguaient leur ignorance et la crainte de faire des lois interdites par la charte. Dans une session de trois jours, l'Assemblée vota un acte d'union naturalisant les Hollandais et les Suédois de la province, et quelques mesures législatives formant un code appelé la grande Loi,

« Great Law ». Tout homme libre payant les taxes et croyant en Jésus-Christ est *freeman*, c'est-à-dire vote et est éligible. Personne ne pourra être molesté pour ses croyances religieuses, ni obligé de contribuer à l'entretien d'aucun culte, temple ou ministre. La loi interdit sous des peines sévères l'usage des jeux, des cartes, des dés, des masques, la danse, le théâtre. Le droit d'aînesse est partiellement aboli : le fils aîné, comme dans la Nouvelle-Angleterre, n'a plus qu'une double part dans les biens laissés par le père.

La session close, Penn se rendit à Newcastle (fin 1682), où il rencontra lord Baltimore. L'entrevue des deux propriétaires avait pour objet la délimitation de la frontière entre le Maryland et la Pennsylvanie. La charte du Maryland indiquait comme limite septentrionale le 40e degré « où finit la Nouvelle-Angleterre ». Au moment où ce document avait été rédigé, on croyait que le 40e degré passait à l'embouchure de la rivière Susquehannah. Mais il fut découvert, après vérification, qu'il se trouvait plus au nord et que, s'il était pris pour limite méridionale de la Pennsylvanie, tout le cours inférieur des deux rivières Delaware et Susquehannah (y compris l'emplacement où s'est élevée Philadelphie) serait resté hors de la juridiction de cette province. Penn tenait surtout aux embouchures des deux rivières, au libre accès vers la mer. Lord Baltimore ne voulut rien céder de ses droits. Les négociations n'aboutirent pas, et les deux propriétaires se retirèrent assez peu satisfaits l'un de l'autre [1].

On a célébré sur tous les tons l'accord conclu par Penn avec les Indiens de la Pennsylvanie, le fameux traité signé sous le grand orme de Shakamakon. Les tribus indiennes que les quakers eurent la bonne fortune de rencontrer dans la partie basse des vallées du Delaware et du Susquehannah faisaient partie de la confédération des Leni-Lenape ou Delawares, que les Iroquois méprisaient pour leur faiblesse et leur couardise et qu'ils avaient contraints de se déclarer eux-mêmes des femmes, tant ils étaient d'un caractère bas et misérable. On acheta leurs terres à ces craintifs indigènes, et on les paya le prix qu'on voulut. A l'inté-

1. La frontière du Maryland et de la Pennsylvanie a été fixée définitivement au 39°43'.

rieur seulement, sur le haut cours des deux fleuves, se trouvaient quelques tribus plus vaillantes, alliées ou tributaires des Cinq-Nations.

Philadelphie (1683). Départ de Penn. Ses agents et l'Assemblée.

La langue de terre comprise entre le Schuylkill et le Delaware, au confluent de ces deux cours d'eau, fut choisie pour l'emplacement de la future capitale de la province, Philadelphia, nommée ainsi de « l'amour fraternel » dont faisait profession la secte des quakers. Les rues furent tracées et des constructions commencées. Les colons arrivaient : la ville comptait quatre-vingts maisons à la fin de 1683.

Penn s'embarqua pour l'Europe en août 1684, laissant le gouvernement de la colonie au conseil, dont Thomas Lloyd était président et Markham secrétaire. Il y avait déjà en Pennsylvanie sept mille habitants, répartis en vingt communes, en très grande majorité des quakers d'Angleterre et du pays de Galles. Il arrivait aussi des quakers de Hollande et d'Allemagne, convertis quelques années auparavant par Penn et Barclay durant une tournée sur le continent. Le bourg de Germantown, compris aujourd'hui dans la ville même de Philadelphie, fut fondé par une troupe de ces Allemands. Penn conserva auprès de Jacques II la faveur dont il avait joui auprès du duc d'York. La charte de Pennsylvanie fut la seule qui ne fut point l'objet d'un jugement de déchéance. De plus, le Conseil privé, en 1685, assigna au propriétaire de la Pennsylvanie la moitié orientale du territoire situé au nord du cap Henlopen, entre la baie de Delaware et celle de Chesapeake. Dans la colonie, l'Assemblée ne tarda pas à devenir mécontente de sa position subalterne à côté du conseil. Elle assuma peu à peu l'initiative en matière de proposition des lois. Moore, le grand juge, ayant voulu s'opposer à ces prétentions contraires au texte constitutionnel, fut expulsé de l'Assemblée et mis en jugement, *impeached*; le secrétaire du tribunal, refusant de livrer les archives, fut jeté en prison. Penn, irrité de ces abus de pouvoir, se plaignait en outre de l'ingratitude des colons qui ne lui remboursaient aucune des dépenses qu'il avait faites pour eux;

les colons répliquaient qu'il avait gagné vingt mille livres sterling à la vente des terres. Peu de temps après ces violents débats, les habitants des trois comtés du Delaware résolurent de se soustraire à la domination des quakers. Leurs délégués se séparèrent du conseil et de l'Assemblée (1690), et se donnèrent un gouvernement distinct, avec Markham pour chef. Penn dut accepter cet arrangement. Il nomma Markham lieutenant-gouverneur pour les Territoires et Lloyd lieutenant-gouverneur pour la Pennsylvanie.

Avec la chute de Jacques II finit la carrière de courtisan de Penn. L'amitié du monarque déposé le rendit suspect. Accusé de correspondre secrètement avec le roi fugitif, il fut acquitté faute de preuves, mais un ordre du Conseil privé (1692) le dépouilla de l'administration des deux provinces [1].

Fletcher, gouverneur de New-York, fut chargé de gouverner en outre la Pennsylvanie et le Delaware. Il vint à Philadelphie en 1693 et convoqua une Assemblée. La constitution de Penn fut mise de côté et le gouvernement organisé comme dans la province de New-York. Fletcher demanda un traitement pour lui-même et une contribution pour les frais de la guerre que soutenaient les colonies du nord contre le Canada. Les quakers résistèrent, déclarant que leurs principes ne pouvaient leur permettre de participer à des opérations guerrières. Ils ne consentirent à voter une petite somme, que lorsque Fletcher eut confirmé expressément les lois et libertés de la province.

1. Un schisme provoqué par George Keith, quaker écossais, et quelques tracasseries dont les membres de l'Église établie avaient été victimes dans la colonie, servirent de prétexte à cet acte de spoliation. Keith était directeur d'une école quaker de Philadelphie, et publiait des pamphlets contre Cotton Mather et les ministres de Boston. Au cours de sa polémique, il en vint à soutenir que les doctrines des quakers étaient incompatibles avec l'exercice de l'autorité politique. Les magistrats quakers lui firent bien voir, en le condamnant à une forte amende, qu'il avait tort. Bradford, le seul imprimeur de la colonie, poursuivi pour avoir imprimé un manifeste « séditieux » de Keith, fut acquitté, mais jugea prudent de se retirer avec ses presses dans la province de New-York. Les épiscopaliens jetèrent de hauts cris contre l'intolérance des quakers. Keith lui-même rentra dans l'Église anglicane. On profita à Londres de ce petit désordre intérieur pour enlever à Penn un droit de gouvernement dont il savait si mal user.

Dernières années de Penn. La « Charte des privilèges ».

L'interruption des pouvoirs de Penn ne dura que deux ans. Le gouvernement de sa province lui fut rendu en 1694. Il se décida en 1699, après quinze ans d'absence, à retourner dans la colonie, emmenant avec lui sa famille, et résolu à s'y établir pour le reste de sa vie. Il fut agréablement surpris de l'état de prospérité où il trouva la Pennsylvanie; mais les colons s'étaient habitués à l'indépendance et Penn eut quelque peine à se mettre à l'unisson des idées qui régnaient à Philadelphie. S'il obtint de l'Assemblée des lois pour la répression de la contrebande et de la violation des lois commerciales, il proposa vainement des mesures pour prévenir les abus du trafic avec les Indiens ou pour assurer aux esclaves nègres les droits du mariage légal. Il se heurta à plus de difficultés encore dans sa situation de landlord ou propriétaire foncier. Ses tenanciers prétendaient se décharger de la rente perpétuelle stipulée à l'origine et réclamaient toutes sortes d'avantages ou de privilèges que Penn était peu disposé à céder, mais qu'on lui arrachait de force. Une nouvelle constitution appelée la *Charte des Privilèges* (Charter of Privileges) devint et resta la loi fondamentale de la Pennsylvanie, jusqu'à la révolution. Le pouvoir législatif appartenait à un gouverneur et à une Assemblée unique, élue tous les ans [1], fixant elle-même la durée de sa session, et possédant tous les droits exercés par les Assemblées dans les autres colonies du roi en Amérique. La liberté de conscience était complètement assurée. La ville de Philadelphie fut incorporée en *city* sur le modèle des villes anglaises et dotée d'un corps municipal dont Penn nomma les premiers membres.

Le fondateur de la Pennsylvanie quitta sa colonie en 1701, rappelé en Angleterre par la présentation au Parlement d'un bill pour l'abrogation de toutes les chartes coloniales. Il laissait à James Logan, depuis longtemps déjà le représentant et le défenseur de ses droits de landlord, l'administration de ses pro-

1. Pour être électeur il fallait posséder 50 acres de terre ou 166 dollars de biens personnels.

priétés particulières et la direction des relations avec les Indiens. Andrew Hamilton, ex-gouverneur de New-Jersey, fut nommé sous-gouverneur de la Pennsylvanie. Les comtés du Delaware se séparèrent entièrement de la colonie (1702), et s'administrèrent désormais seuls.

L'Assemblée de la Pennsylvanie devint de plus en plus hostile au propriétaire. Elle lança (1704) un mémoire dans lequel Penn était accusé d'avoir repris par ruse le droit de veto auquel il avait jadis renoncé, de s'être montré impitoyable pour ses tenanciers, d'avoir conservé le droit d'établir des tribunaux et de rendre lui-même la justice. Penn fut indigné à la réception de ce factum. Grâce à l'activité de Logan, il parvint à faire reculer ses adversaires et le parti du propriétaire eut la majorité dans l'Assemblée de 1706. Les querelles se renouvelèrent bientôt. Evans, sous-gouverneur, était un jeune gentleman fort ami des plaisirs, et qui n'avait rien du quaker. L'Assemblée de 1707 dénonça bruyamment les débauches de cet agent, qui causaient d'autant plus de scandale que le compagnon assidu d'Evans était William Penn *junior*, fils aîné du propriétaire. Penn junior finit bientôt par renoncer au quakerisme, alléguant l'ingratitude des colons pour son père. Evans fut rappelé. L'Assemblée élue en 1711 se montra plus conciliante. Néanmoins Penn, fatigué de tant de luttes et toujours plongé dans des embarras pécuniaires, était sur le point de vendre à la reine la souveraineté de la province pour 12 000 livres sterling, ne se réservant que les *quit-rents* et la propriété du sol, lorsqu'une attaque de paralysie (1712) l'empêcha de conclure définitivement ce contrat et le rendit incapable de s'occuper d'affaires quelconques [1]. La Pennsylvanie avait à cette époque environ 45 000 habitants.

Toute l'histoire de la Pennsylvanie pendant la vie de Penn et,

1. William Penn mourut en 1718 après six années d'une agonie intellectuelle et physique. Par son testament, il léguait tous ses biens d'Angleterre et d'Irlande à son fils William. Il chargeait des fidéicommissaires de liquider tous ses biens d'Amérique (la propriété de la Pennsylvanie) et d'en verser le produit aux enfants de sa seconde femme. A celle-ci il légua ses biens personnels, la nommant en même temps seule exécutrice de ses dernières volontés. William attaqua le testament, l'affaire fut portée devant la cour de chancellerie : la décision fut que les enfants de la seconde femme de Penn, John, Thomas et Richard, ainsi que leur mère, resteraient en possession des biens d'Amérique, et même du droit de gouvernement de la colonie.

après lui, sous ses successeurs, jusqu'à ce que la province fût devenue un État indépendant, est remplie des démêlés de l'Assemblée avec les gouverneurs représentant les intérêts des propriétaires. A travers et malgré ces querelles, la colonie ne cessa de se développer, de se peupler, de s'enrichir. Cette histoire jusqu'à l'époque de la guerre contre le Canada peut se résumer en quelques lignes. En 1709, Charles Gookin avait succédé à Evans. La reine Anne fit demander un contingent d'hommes contre les Français ou un équivalent en argent. L'Assemblée répondit par un refus. « La colonie est toute dévouée à la couronne, mais les scrupules religieux de la plus grande partie de la population s'opposent à ce qu'ils contribuent directement à soutenir une guerre. » Ils consentaient toutefois à faire un présent à Sa Majesté. Nouvelle dispute sur la question du serment. Les quakers étant d'implacables procéduriers, paperassiers, compilateurs d'arguments, de précédents, d'ordres du conseil, de confirmations, d'incompatibilités, Gookin se retira en 1717, n'en pouvant plus, devant une dernière adresse de l'Assemblée sur la question. Sous William Keith, successeur de Gookin, un acte du Parlement (1725) consacra définitivement la prétention des quakers à remplacer le serment (pour l'accès aux emplois civils) par une simple affirmation.

Le gouvernement de Patrick Gordon (1725-1736) marque pour la Pennsylvanie une période de grande prospérité. Proud, historien de la colonie, présente sous les traits suivants la situation en 1731 : « La Pennsylvanie, la plus jeune des colonies, fondée seulement en 1680, a plus d'habitants blancs que la Virginie, le Maryland et les deux Carolines ensemble; elle a la plus belle cité capitale (la seconde pour la grandeur dans toutes les colonies). Elle envoie des blés en Espagne et en Portugal et y vend souvent les navires avec la cargaison. Elle construit huit mille tonnes de bateaux par an. Avec le produit de ces ventes, elle achète beaucoup de marchandises en Angleterre. Elle fait du commerce avec Curaçao, Surinam, les îles sucrières françaises, etc. » En 1732, Thomas Penn vint visiter la colonie, puis en 1734 John Penn, plus populaire que son frère cadet. Après Gordon, Logan fut gouverneur de 1736 à 1739, et George Thomas de 1739 à 1748.

Benjamin Franklin, citoyen adoptif de la Pennsylvanie (1726).

Benjamin Franklin, né à Boston, vint s'établir en 1726 à Philadelphie où il avait fait un premier séjour trois années auparavant. Il créa la *Pennsylvania Gazette*, obtint l'impression du papier-monnaie, fonda une librairie pour la fabrication de livres à bon marché, et en 1732 publia la première édition de son almanach du Bonhomme Richard (*Poor Richard's Almanac*). Il fut en 1735 secrétaire de l'Assemblée, puis directeur des postes de la province (1744), institua la Société philosophique américaine et commença (1746) ses fameuses expériences d'électricité; enfin en 1750 il fut élu membre de l'Assemblée.

De grands changements s'étaient faits dans la composition de la population pennsylvanienne depuis le commencement du XVIIIe siècle, par suite d'une immigration continuelle d'Allemands [1] et d'Écossais-Irlandais. Les quakers en 1740 ne composaient plus qu'à peine le tiers du nombre total des habitants. Mais, riches et très unis, ils dominaient dans l'Assemblée; ils avaient l'appui des Allemands, ennemis des taxes et peu disposés à servir dans la milice. Invitée à voter des fonds et des hommes pour la guerre contre l'Espagne, l'Assemblée consentit à promettre 4 000 livres sterling pour l'usage du roi, laissant la responsabilité de l'emploi au gouverneur Thomas. Celui-ci trouva des recrues dans les rangs des *indented servants* charmés de se dégager du service de leurs maîtres en entrant au service du roi. L'Assemblée protesta et retira les 4000 livres sterling; la somme servit à indemniser les maîtres des *servants* enrôlés et Thomas fut obligé de payer les frais de ses enrôlements en traites sur l'Angleterre. Le gouverneur, dans sa querelle contre les quakers, fut vigoureusement soutenu par les épiscopaliens, les presbytériens, les marchands de Philadelphie, les propriétaires de la province qui avaient renoncé au quakerisme, et enfin par le Board of Trade.

La ville de Philadelphie avait alors 12 000 habitants; les qua-

1. Henri-Melchior Muhlenburg, de Hanover (Allemagne), arrivé en 1742 à Philadelphie peu après la seconde visite de Whitefield dans cette ville, y établit une congrégation allemande dont il resta le ministre pendant quarante-cinq ans (1742-1787).

kers y étant en minorité, une pétition, couverte de signatures de Philadelphiens et appuyée par le maire, fut présentée à la Chambre demandant que des mesures militaires sérieuses fussent adoptées pour la protection de la cité. L'Assemblée déclara que cette adresse était « présomptueuse, indécente et insolente ». Les quakers soutinrent que les propriétaires étaient tenus en vertu de la charte de pourvoir eux-mêmes à la défense de la province et que c'était pour cela que les *quit-rents* et autres revenus du propriétaire avaient été concédés. Le Board of Trade repoussa ce système (1742) et l'Assemblée vota à grand'peine 3 000 livres sterling. La controverse se continua, toujours aussi vive, jusqu'à la Révolution. De 1745 à 1747, la Pennsylvanie vota encore de petites sommes pour l'attaque contre Louisbourg et le Canada. Le bruit se répandit en cette dernière année à Philadelphie que des corsaires de la Martinique, ayant la conviction que les quakers ne voudraient pas se battre, préparaient une expédition contre Philadelphie ; l'alarme s'empara de la ville. On réclama des fortifications et une organisation militaire. Sur le refus de l'Assemblée de voter aucune mesure, une milice volontaire de dix mille hommes se forma et s'équipa. Une loterie fournit les fonds pour la construction de batteries sur le Delaware ; la famille Penn fournit douze canons.

Franklin fut un des plus ardents à provoquer ce mouvement. Il publia dans ce but son pamphlet : *Simple Vérité* (*Plain Truth*). Depuis 1728 imprimeur et éditeur de journaux, il avait acquis une assez belle aisance. A quarante ans, il commençait à prendre une part active aux affaires publiques de sa patrie adoptive et il était membre de l'Assemblée. Mais il ne s'occupait pas seulement de politique. Voyant que l'éducation avait été jusqu'alors très négligée en Pennsylvanie, comme elle l'avait été également dans New-York, il forma le projet d'une Académie et d'une école libre qui devint ensuite un collège et finalement l'Université de Pennsylvanie. Il fut aussi le promoteur de la fondation de la *Bibliothèque* et de l'hôpital de Philadelphie. Un des premiers parmi les Américains nés en Amérique, il mania la langue anglaise avec le goût et l'élégance d'un écrivain originaire du côté oriental de l'océan Atlantique. A côté de lui, Philadelphie pouvait citer avec orgueil d'autres citoyens qui faisaient également honneur à

leur pays : Godfrey, inventeur du quadrant de Halley, et Bartram, le premier botaniste américain, tous deux amis et voisins de Franklin, et avec lui de vaillants pionniers de la science américaine.

Vers 1750 la Pennsylvanie se développait rapidement du côté de l'ouest par l'avance incessante des colons qui, sans trop se soucier des droits des propriétaires ou des Indiens, pénétraient dans la région montagneuse à l'ouest du Blue Ridge et s'établissaient sur les rives de la Juniata. Quatre nouveaux comtés venaient d'être érigés, Bucks et Northampton à l'ouest, York et Cumberland à l'est du Susquehannah. La Pennsylvanie tenait maintenant le troisième rang dans l'Amérique anglaise (après la Virginie et le Massachusetts) pour le chiffre de la population.

Les quakers mis en minorité dans l'Assemblée.

Les querelles entre l'Assemblée et le gouverneur recommencèrent, lorsque James Hamilton succéda à Thomas en 1748. L'Assemblée voulait que les manoirs et les quit-rents des propriétaires fussent taxés comme la propriété privée des autres habitants pour les dépenses générales de la province. Hamilton dans ce long débat trouva un sérieux adversaire dans Franklin et les choses n'allèrent pas mieux pour les propriétaires lorsque Hamilton eut été remplacé en 1755 par Robert H. Morris, chief-justice de New-Jersey. A la fin, l'Assemblée se décida à voter 15 000 livres sterling, dont un tiers pour l'expédition de Braddock et deux tiers pour celle de Crown Point, les colonies et l'Angleterre s'engageant dans une lutte décisive contre le Canada.

Cependant la campagne de 1755 tourna mal; Braddock battu et tué près du fort Du Quesne, l'armée s'enfuit précipitamment jusqu'à Cumberland, et toute la frontière pennsylvanienne était ouverte aux incursions des Indiens. Les quakers de l'Assemblée ne purent résister plus longtemps à la pression de l'opinion publique réclamant des mesures énergiques de défense. Les propriétaires offrirent 5 000 livres, l'Assemblée vota 55 000 livres à percevoir au moyen d'une taxe foncière dont les terres des propriétaires continueraient à être exemptées (c'était ce point que

l'Assemblée jusque-là ne voulait pas concéder). Quelques quakers ne purent se résigner à se voir engagés malgré eux dans une participation ouverte à des faits de guerre; ils se retirèrent de l'Assemblée. D'autres ne se représentèrent pas aux élections suivantes. Ce fut la fin du gouvernement des quakers.

Franklin, qui avait eu une grande part au revirement opéré dans l'Assemblée, fit encore adopter un acte autorisant la levée d'une milice volontaire et d'un corps de *rangers* (tirailleurs, coureurs de bois). Colonel d'un régiment de milice, il organisa lui-même, dans les premiers mois de 1756, la défense dans les montagnes qui couvrent à l'ouest la vallée de la Juniata. Cependant les quakers, fidèles à leurs principes pacifiques, s'entremirent avec zèle pour le rétablissement de la paix avec les Delawares. Ils réussirent à la fin et un traité fut signé (1757) à Lancaster entre la Pennsylvanie et les Indiens. La paix fut ainsi rétablie dans l'ouest de la province.

Bien que les quakers eussent perdu la majorité dans l'Assemblée, le désaccord resta toujours aussi aigu entre celle-ci et le gouverneur, sur les droits respectifs des *freemen* et des propriétaires de la province. Les représentants résolurent en 1757 d'envoyer Franklin en Angleterre comme agent de la Pennsylvanie, chargé de faire valoir auprès du roi les droits de l'Assemblée. William Denny, qui avait remplacé R. Morris en 1756, finit (1758) par céder sur le point tant disputé et donna son assentiment à un acte de l'Assemblée imposant une taxe sur toutes les terres, y compris celles des propriétaires.

CHAPITRE XXIV

MARYLAND ET VIRGINIE

Triomphe de l'Église anglicane dans le Maryland (1692). Annapolis (1699). Baltimore (1729). — Les gouverneurs royaux en Virginie : Culpepper, Effingham, Nicholson, Andros, Spotswood (1710-1722). — Gooch (1727-1749). La vallée de Shenandoah. — Gouvernement. Impôts. — La société virginienne au milieu du XVIIIe siècle.

Triomphe de l'Église anglicane dans le Maryland (1692). Annapolis (1699). Baltimore (1729).

Lorsque Edmund Andros vint prendre possession, au nom du roi Guillaume III, de la province de Maryland, après la déchéance de la charte des Baltimore (1692), la colonie était gouvernée de fait par Coode, l'auteur de l'insurrection victorieuse de 1689 contre le propriétaire. Coode ne tarda pas à porter ombrage au premier gouverneur royal et à son successeur, le colonel Nicholson. La dynastie nouvelle qu'une révolution venait de placer sur le trône d'Angleterre profitait des soulèvements qui, dans la plupart des colonies d'Amérique, avaient éclaté à la même époque contre les propriétaires souverains ou contre les gouverneurs de Charles II et de Jacques II. Bacon en Virginie, Leisler à New-York, Culpepper dans la Caroline du Nord, Coode dans le Maryland, travaillaient à leur insu pour la royauté anglaise qui, sous Guillaume III et la reine Anne, reprit les projets du dernier Stuart, visant à supprimer partout en Amérique les anciennes chartes et à transformer chaque colonie en une province royale. Dès que Coode parut gênant, il ne fut pas malaisé de le con-

vaincre d'intrigues contre l'autorité supérieure. Accusé de trahison (1695), il prit la fuite.

Le triomphe de Guillaume III sur les Stuarts avait été en même temps le triomphe de l'Église épiscopale d'Angleterre sur les sectes dissidentes et sur les menaces plus ou moins voilées du papisme. Les gouverneurs envoyés aux colonies après la révolution de 1688 eurent ordre de travailler partout à l'établissement de l'Église anglicane comme culte officiel, seul reconnu par les pouvoirs légaux et soutenu par les deniers publics. Dans le Maryland, l'Assemblée donna satisfaction dès 1692 à ce désir de la royauté britannique par un acte formel enlevant aux cultes dissidents toute existence légale dans la colonie. Les catholiques, qui avaient fondé et peuplé d'abord le Maryland et pour lesquels ce pays devait être un asile, furent privés de l'exercice public (même pendant quelque temps de l'exercice particulier) de leur religion. La force des choses amena bientôt cependant un relâchement sensible dans la rigueur de cette législation. Il est juste de reconnaître que c'est à cette même date que remontent les premiers efforts faits dans le Maryland pour constituer l'instruction populaire par la création d'écoles et de bibliothèques publiques[1].

A la fin du XVII[e] siècle le Maryland comptait 30 000 habitants; il en avait déjà 12 000 en 1660 et 16 000 en 1665. Depuis cette dernière date l'accroissement avait donc été très lent, ce qui s'explique par les longues querelles qui divisèrent les catholiques et les protestants et aussi par la formation de courants réguliers d'émigration d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande, de Hollande et d'Allemagne vers certaines colonies favorisées comme le New-York, la Pennsylvanie et la Virginie. Mais la prospérité du Maryland, son climat modéré, la situation si favorable de cette province entre les colonies du nord et celles du sud, attirèrent un grand nombre d'émigrants pendant la première moitié du XVIII[e] siècle; en 1756, la population atteindra 150 000 à 180 000 habitants, et vingt ans plus tard, en 1775, 250 000, dont 100 000 nègres esclaves.

1. Le premier collège du Maryland ne fut toutefois fondé qu'après la guerre de l'Indépendance.

On était loin de ces chiffres en 1700, et sur les plantations travaillaient encore en majorité des serviteurs blancs. Cependant, soit à cause de l'excellence du sol ou de la supériorité de la culture, le Maryland exportait à cette époque plus de tabac que la province de Virginie, plus ancienne et plus peuplée. Depuis une année (1699) Annapolis, la petite cité protestante, remplaçait Saint Mary, le village catholique, comme capitale de la province. Mais les villes ne se développèrent qu'avec une extrême lenteur dans le Maryland pour les mêmes raisons qu'en Virginie. Les marchands étaient en fort petit nombre; l'immense majorité des habitants se composait d'agriculteurs, maîtres ou serviteurs, vivant sur de petites fermes ou sur les grandes plantations. Le propriétaire de la province, outre le vaste domaine qu'il faisait cultiver directement pour son compte par des *indented servants*, recevait une redevance de deux shillings, élevée plus tard à quatre dans quelques districts, par cent acres de terre en culture. Le conseil se composait de douze membres nommés par le propriétaire et, durant l'interruption de ses pouvoirs politiques (1692-1716), par le gouverneur royal. Chacun des conseillers pendant la session recevait 160 livres de tabac par jour. Quatre membres pour chaque comté et deux pour la capitale composaient la Chambre des représentants. L'indemnité allouée à ces derniers était, comme pour les conseillers, de 160 livres de tabac par journée de session. Le pays était couvert de forêts, et les routes faisaient totalement défaut. Les rivières servaient encore à peu près seules de voies de communication. Les chemins entre les plantations étaient des sentiers à peine tracés. Vers 1700 cependant fut organisé un système de poste publique; huit fois par an, les lettres étaient transportées des rives du Potomac à Philadelphie.

La famille Baltimore recouvra en 1716, nominalement au moins, ses anciens pouvoirs de gouvernement, et nomma les gouverneurs du Maryland; Frédéric, sixième et dernier lord Baltimore, hérita en 1751 du titre et des droits de propriétaire. C'est en cette même année que les catholiques du Maryland, se voyant maintenus dans un humiliant état d'infériorité sociale sur le sol de cette province dont la colonisation avait été l'œuvre de leur foi, firent demander à la cour de France une concession de terres en Louisiane. Cette

négociation n'aboutit pas. Elle avait été conduite par un des plus riches planteurs de la province, Charles Carroll, agent foncier héréditaire de la famille Baltimore. Des deux fils de Charles Carroll, l'un devait figurer parmi les signataires de la Déclaration d'indépendance, l'autre sera le premier archevêque catholique des États-Unis. La ville de Baltimore fut fondée en 1729 et incorporée en *city* en 1745; mais elle n'était encore à cette dernière date qu'un chétif village et ne se développa guère pendant les vingt années suivantes. En 1745 fut publié le premier journal de la province, la *Gazette du Maryland*.

Les gouverneurs royaux en Virginie : Culpepper, Effingham, Nicholson, Andros, Spotswood (1710-1722).

Après le long gouvernement de la Virginie par Berkeley, le colonel Herbert Jeffreys, puis sir Henry Chicheley, ne firent que passer dans la colonie. Leur successeur, lord Culpepper, arriva en 1680. C'était ce favori à qui en 1675 Charles II avait déjà concédé le titre de gouverneur à vie de la Virginie. Culpepper ne venait en Amérique que pour remplir ses poches. Il harassa la colonie d'exactions et se brouilla avec l'Assemblée, surtout avec son clerc, Robert Beverley, l'historien. La baisse de prix du tabac ayant provoqué d'assez sérieux désordres, Culpepper, suivant l'exemple donné par Berkeley, pendit quelques-uns des émeutiers. Lorsque, après plusieurs absences prolongées, il quitta définitivement la Virginie, les colons se crurent délivrés, mais lord Howard Effingham fit presque regretter Culpepper. Pendant son gouvernement de deux années (1686-87), il fit peser sur la Virginie une réduction de la tyrannie qu'infligeait son patron Jacques II à l'Angleterre. L'émigration libre s'arrêta; il n'arriva plus que des convicts (entre autres, il est vrai, les prisonniers faits par Jacques II à Monmouth). Le gouverneur s'empara de la nomination même des plus petits fonctionnaires, et jeta en prison les gens qui se mêlaient de censurer ses actes. Il partit beaucoup plus riche qu'il n'était venu, laissant la Virginie appauvrie. Jamais cette colonie n'avait été si honteusement gouvernée qu'elle le fut par Culpepper et Effingham.

Sir Francis Nicholson, qu'un soulèvement populaire venait de chasser de New-York, arriva en 1690 comme sous-gouverneur. Le seul incident intéressant de son administration fut la concession, en 1692, de la charte du collège William and Mary à l'Écossais James Blair. Après Nicholson, la Virginie eut Edmund Andros, qui lui aussi arrivait de la Nouvelle-Angleterre, après avoir vainement essayé de la gouverner. Il avait eu dans le nord la main trop lourde et dure. Il s'assouplit en Virginie et fut un assez bon administrateur. Nicholson reprit sa place (1698), avec le titre de la fonction, fit de très méchants discours, se querella avec une quantité de personnes sur une foule de sujets, notamment avec Blair qui finit par avoir le dessus et l'obligea à quitter l'Amérique. Sous le gouvernement de Nicholson, l'Assemblée réussit à obtenir le contrôle sur les finances par la nomination d'un trésorier. C'était un succès d'une haute importance pour l'avenir de la lutte engagée contre l'autorité métropolitaine.

Pendant les dix premières années du XVIII[e] siècle les Virginiens vécurent paisibles, ignorés, ne fournissant aucun incident à l'histoire : à peine quelques silhouettes fugitives de sous-gouverneurs, puis des intervalles où des planteurs, membres du conseil, occupent, à tour de rôle et par intérim, l'office du pouvoir exécutif. Dans cette période silencieuse se combinaient les élements divers dont allait se former le corps social de la Virginie, avec sa hiérarchie de classes ; les planteurs devenaient de plus en plus fiers de leurs prérogatives, étendaient sans cesse l'aire de la culture du tabac, couvraient d'esclaves noirs leurs domaines, et prenaient un ascendant de plus en plus grand dans l'assemblée des Burgesses.

Un nouveau gouverneur, Alexander Spotswood, officier écossais, arriva en 1710, apportant, en don de joyeux avènement, le writ d'*habeas corpus*. Il fut charmé de l'accueil que lui fit cette société aimable et distinguée; il écrivit à Londres : « Ce gouvernement est la parfaite paix et tranquillité, sous une convenable obéissance à l'autorité royale et une loyale conformité à l'Eglise d'Angleterre ». Spotswood croyait trop les Virginiens plongés dans une sorte de léthargie politique. Dès l'année suivante, il était en conflit avec l'Assemblée. Administrateur intelligent, honnête et

énergique, il savait mieux commander que gagner des adversaires à ses idées. Il s'irritait des obstacles que les Burgesses, factieux et opiniâtres, soulevaient contre la réalisation de ses desseins. Ses efforts pour améliorer la condition de l'Église et relever le niveau intellectuel et moral du clergé, le mirent en querelle avec Blair, qui cumulait avec les fonctions de président du collège celles de commissaire général des affaires ecclésiastiques, et avec les *vestries*, conseils des paroisses, où dominait l'influence des planteurs. Grâce à la nomination du trésorier et au contrôle acquis sur les dépenses, l'Assemblée tenait étroitement serrés les cordons de la bourse, et la question des taxes fut une cause de débats sans cesse renaissants. Spotswood rendit cependant d'importants services à la colonie. Il battit les Indiens et leur imposa la paix, réprima une insurrection dans la Caroline du Nord, établit des relations régulières entre la Virginie et les établissements voisins du sud, fonda, aux confins de la zone des plantations vers l'ouest, des écoles pour l'instruction religieuse des Indiens (l'une de ces écoles, à Christanna, compta à un certain moment plus de soixante-dix élèves à peau cuivrée), et recula par la pacification générale les limites des défrichements. Il conduisit lui-même une petite expédition d'exploration au delà des montagnes Bleues, s'efforça d'organiser la milice, etc. On finit par s'apercevoir en Angleterre que Spotswood était un gouverneur doué de qualités que l'on ne demandait pas d'ordinaire aux agents de cette catégorie et on se hâta de le rappeler (1722).

Gooch (1727-1749). La vallée de Shenandoah.

Hugh Drysdale, personnage très doux, inoffensif, le remplaça et vécut en complète harmonie avec l'Assemblée durant ses quatre années de gouvernement. A sa mort, l'administration anglaise envoya en Virginie William Gooch, autre officier écossais, qui resta vingt-deux ans dans la colonie (1727-49) et fut encore un bon gouverneur. Il se passa pendant cette période peu d'événements. [illegible] la Virginie [illegible] l'heureuse administration de Spotswood et [illegible] un développement régulier et rapide de [illegible]

Gooch, avec un corps de Virginiens, prit part à l'expédition de Carthagène [1]. L'Assemblée de Virginie, pour subvenir aux frais de la formation du régiment qu'emmenait Gooch, éleva à 10 p. 100 le taux de la taxe sur les esclaves importés. Tous les vagabonds valides furent enrôlés d'office dans chaque comté.

Rien de plus paisible, à part cet incident, que l'administration de Gooch, pendant laquelle la population de la province s'accrut avec une grande rapidité. Le phénomène le plus remarquable à cet égard fut la colonisation, en l'espace d'une vingtaine d'années, de la vallée de Virginie (Shenandoah Valley), région située au nord-ouest de la province, sur le versant oriental des monts Alleghanys, entre la chaîne principale et le chaînon parallèle appelé Blue Ridge [2]. Des Écossais-Irlandais arrivèrent de Pennsylvanie (1732), attirés par des récits merveilleux de la fertilité des terres arrosées par la rivière Shenandoah. Ils s'établirent au sud du Potomac, sur l'Opequon. Des églises s'élevèrent, dont deux existent encore, « the Tuscarora meeting-house » et « the Opequon church ». Puis arrivèrent des Allemands, luthériens, calvinistes ou memnonistes, de mœurs simples, et des quakers au maintien grave. Winchester, d'abord un village de « log-houses », était déjà en 1750 une petite ville [3]. Un certain John Lewis, d'une famille huguenote qui s'était réfugiée en Irlande, tua un jour un landlord et vint se réfugier en Virginie. Il se fit concéder une large étendue de terre dans la haute vallée de Shenandoah et y attira une centaine de familles irlandaises-écossaises de l'Ulster,

1. Voir chap. XXVIII. Lawrence Washington, frère aîné de George Washington, fut un des officiers du détachement. Il se lia d'une étroite amitié avec l'amiral Vernon, commandant de l'expédition. A son retour, il donna le nom, devenu depuis si célèbre, de Mount Vernon à sa propriété de la rive droite du Potomac.

2. Kercheval, *History of the Valley of Virginia*. — Cooke, historien de la Virginie, dit de Kercheval qu'il a été le Froissart de la Shenandoah Valley.

3. Une grande rivalité existait entre les Irlandais et les Allemands de la vallée. Le jour de Saint-Patrick, les Allemands formaient une procession avec les images du saint et de sa femme Scheeley, portant des colliers de pommes de terre. Le jour de Saint-Michel, patron des Allemands, les Irlandais promenaient une image du saint orné d'un collier de choucroute. On se battait, et il y avait nombre de nez, de bras et de jambes cassés. Les plaintes étaient portées de part et d'autre devant les juges de Frédérick, petit bourg dont le tribunal était installé dans une cabane faite de troncs d'arbres grossièrement équarris. Une tradition fait naître Andrew Jackson sur les bords du bas Opequon. Son père et sa mère, des Irlandais, habitèrent pendant quelques années chez un aubergiste allemand, puis émigrèrent à Waxhaw (North Carolina).

chassées par la persécution anglaise, calvinistes graves, rudes travailleurs, pieux, d'une honnêteté rigide. L'église d'Augusta, près de Staunton, fut une des premières érigées dans la vallée. De ce coin de la Virginie sont sortis quelques-uns de ses hommes les plus éminents, Archibald Alexander, James Mc Dowell, Andrew Lewis, et l'un des derniers de cette race de bons soldats, Stonewall Jackson. Deux comtés furent constitués dans la vallée, Frédérick dans la partie basse et Augusta dans la partie haute. John Caldwell, grand-père de John Caldwell Calhoun, de la Caroline du Sud, établit en 1740 quelques familles presbytériennes dans les futurs comtés de Prince-Édouard, Charlotte et Campbell [1]. Plusieurs familles furent installées par lord Fairfax autour de son domaine, Greenway Court, dans le Northern Neck [2]. En 1749 fut formée la Compagnie de l'Ohio, association de marchands de Londres et de spéculateurs fonciers de la Virginie, pour la colonisation de la rive orientale et méridionale de l'Ohio, au delà des monts Alleghanys.

Robert Dinwiddie, le successeur de Gooch (1752 à 1758), eut de sérieux démêlés avec l'Assemblée. Avant d'être gouverneur, il s'était déjà rendu impopulaire comme percepteur des douanes. Il voulut substituer au mode existant d'acquisition des terres par simple *warrant of survey*, un procédé beaucoup plus lent et coûteux, celui de la patente formelle avec sceau officiel. Cette réforme impliquait une question de taxes. La chambre des Burgesses décida d'envoyer en Angleterre Peyton Randolph, pour protester contre l'action du gouverneur. Mais la guerre, qui commença bientôt après avec les Français du Canada, tourna l'attention des esprits dans une autre direction; l'Assemblée vota en 1754, sans restrictions, 20 000 livres sterling pour la défense de la colonie, et des sommes bien plus considérables les années suivantes.

1. Sur le versant oriental du Blue Ridge, entre les rivières James et Staunton.
2. Région du nord de la Virginie, entre le Potomac et le Rappahannock.

Gouvernement et impôts.

La future capitale de la Virginie, Richmond, était encore un village. Le colonel William Byrd [1] avait signalé dès 1733 le site favorable où elle devait s'élever et y avait lui-même construit quelques bâtiments et tracé le plan des rues. On parlait déjà en 1737 de la beauté de la ville de Richmond située au-dessous des chutes du James, de ses rues larges de soixante-cinq pieds, de sa situation agréable et salubre formant un heureux contraste avec les marécages et les fièvres de Williamsburg. La bourgade fut érigée en *city* en 1745, et la *Virginia Gazette* invitait les gens à s'y établir. C'était le premier journal publié dans la colonie, fondé en 1736, petite feuille contenant des annonces des boutiquiers de Williamsburg ou de localités voisines, les arrivées et départs de navires, des faits divers, des effusions poétiques où étaient célébrés les charmes de Myrtilla, de Florella et d'autres belles, réelles ou hypothétiques, du temps; d'ailleurs pas un mot de politique.

La Virginie avait déjà deux historiens, Robert Beverley, fils du major Beverley, compagnon de Berkeley, qui publia en 1705 une histoire de la colonie, sommaire et souvent inexacte, contenant cependant un exposé complet du gouvernement et des conditions sociales; et William Stith, ministre anglican et professeur au collège William and Mary. Stith a suivi pour les premiers temps l'« Histoire générale » de Smith. L'usage qu'il sut faire des archives de la compagnie de Londres lui valut une grande réputation d'exactitude (*the accurate Stith*).

1. The honorable William Byrd, Esquire, de Westover, une des grandes fortunes du pays, l'un des membres les plus brillants de la société aristocratique de Williamsburg pendant la première moitié du XVIII[e] siècle, Virginien de la Virginie, instruit, spirituel et jovial, d'une culture raffinée, de manières élégantes, gai compagnon, grand seigneur et maître des grâces, humoriste et écrivain à ses heures et pour son plaisir. Il était allé de bonne heure en Angleterre pour y faire son instruction, et s'y était lié avec le savant Charles Boyle, comte d'Orrery. Il était membre du Barreau de Middle Temple à Londres et Fellow de la Société Royale. De retour dans la Virginie, il fut à trente-sept ans membre, puis président du conseil de la province. Son œuvre littéraire se compose de trois pamphlets : *History of the dividing line*, journal humoristique d'un voyage entrepris pour la fixation de la frontière entre la Virginie et la Caroline du Nord; *Journey to the land of Eden* et *Progress of the mines* (œuvres de fantaisie pure). On peut voir encore à Brandon (sur le James River) le volume manuscrit « the Westover MSS. », contenant les trois ouvrages.

Les taxes, longtemps légères, *quit-rents* du roi, droits d'exportation, droits de port, taxes des paroisses réparties par les *vestries* ou conseils de paroisse, taxes des comtés réparties par les juges de paix, portaient sur la terre et sur les esclaves. Elles devinrent lourdes à l'époque de la guerre contre la France. La colonie contracta alors une dette de 400 000 livres; le peu d'or et d'argent que possédaient les colons disparut et fut remplacé par un papier-monnaie rapidement déprécié. Le taux du change fut souvent fixé par voie législative. Les dépenses publiques étaient très restreintes. La rébellion de Bacon et les grandes luttes avec les Peaux-Rouges n'étaient plus que des traditions; la seule force armée était une milice très imparfaitement organisée. Il est curieux d'observer que les Virginiens n'eurent jamais de goût pour la marine et ne faisaient même aucun commerce côtier, malgré leur magnifique baie de Chesapeake, où tant de fleuves viennent jeter leurs eaux.

Le gouvernement se composait du gouverneur, nommé par la couronne et dont le traitement était de 1 700 livres, chiffre considérable pour l'époque, et des membres du conseil nommés par le gouverneur. Celui-ci était un très puissant personnage. Chef du pouvoir exécutif, commandant de la milice, lord chancelier, grand juge, chef ecclésiastique de la province, il avait le droit de veto sur les actes des Burgesses, pouvait convoquer, proroger, dissoudre l'Assemblée. Il disposait de tous les emplois, sauf de celui de trésorier dont la chambre des Burgesses avait réussi à lui enlever la nomination. Or les emplois étaient fort recherchés en Virginie parce qu'ils donnaient un revenu en espèces [1]. Il désignait lui-même les membres du conseil, qui partageaient avec le gouvernement les bénéfices de toute sorte du patronage officiel. Les conseillers, au nombre de douze, étaient en outre juges et fermiers du revenu royal.

La chambre des Burgesses avait acquis dès 1653 le droit d'élire elle-même son président, et au commencement du XVIII[e] siècle

1. Le planteur virginien, même lorsqu'il pouvait passer pour très riche, n'avait qu'un faible revenu monétaire; le prix de sa récolte de tabac lui était payé en marchandises anglaises ou en esclaves. La plantation lui fournissait en abondance toutes les choses nécessaires à la vie.

la fixation des taxes et la nomination du trésorier. Ils avaient donc le contrôle financier complet, ce qui explique l'acharnement avec lequel ils défendront ces privilèges contre les prétentions du Parlement britannique. Ce contrôle était, on l'a vu, une cause de conflits incessants entre l'Assemblée et le gouverneur. Les membres de la Chambre étaient élus par les *freeholders*, propriétaires fonciers, seuls possesseurs du droit de suffrage; les noirs libres et un grand nombre de petits blancs étaient exclus de la franchise électorale.

La justice avait été rendue d'abord par le gouverneur et le conseil. On établit plus tard des *quarter-sessions* (cours de comtés) et d'autres tribunaux inférieurs. Ceux-ci siégeaient une fois par mois au chef-lieu du comté, qui le plus souvent se composait de quelques huttes à la rencontre de deux sentiers dans la forêt [1]. Les juges, nommés par le gouverneur, étaient pris dans la classe des planteurs. Si l'instruction légale faisait défaut, le bon sens et l'esprit d'équité naturelle en tenaient lieu, et les décisions de ces cours furent toujours très respectées. Elles jugeaient les affaires civiles et criminelles, sauf les causes capitales, et leur juridiction était définitive pour toutes les affaires civiles impliquant moins de vingt livres. Le gouverneur et cinq membres du conseil constituaient le tribunal supérieur et la cour d'appel, siégeant deux fois par an. Il y avait appel de ce tribunal au roi en conseil, pour les cas impliquant plus de cinq cents livres. On n'y avait jamais recours, la procédure étant trop coûteuse.

Le droit au jugement par jury avait été établi dès les premiers jours de la colonie. Le jury se composait de six membres désignés arbitrairement par le shériff, sans liste. Jusqu'en 1729 on ne plaidait pour ainsi dire pas. Les gens de loi ne commencèrent à devenir une classe importante qu'un peu avant la Révolution [2]. Jusque-là il n'y avait que des gens d'affaires, petits *attorneys*, aventuriers venus d'Angleterre, fléau de leur voisinage.

1. Un grand nombre de localités en Virginie portaient un nom auquel était adjointe la qualification de court-house (maison du tribunal), Hanover-court-house, etc. Dans les plus importantes se trouvaient le tribunal (maison en bois), la prison, les instruments de supplice, pilori, billot, gangue, poteau pour le fouet, une ou deux auberges, et quelquefois un temple.

2. C'est alors que des hommes comme Patrick Henry, Jefferson, George Mason et Wythe étudièrent le droit et se firent admettre au barreau.

La société virginienne au milieu du dix-huitième siècle.

Voici quels étaient les principaux éléments de la société virginienne vers le milieu du XVIIIe siècle.

Sur les côtes de la baie de Chesapeake, aux embouchures des fleuves, une population de pêcheurs et de marins faisant le petit cabotage ; dans les petites villes les marchands ou « facteurs », commissionnaires, entrepositaires, presque tous Anglais ou Écossais ; dans la campagne, des propriétaires de fermes petites ou moyennes (comparables aux *yeomen* anglais), et les maîtres des grandes plantations établies sur les deux rives des rivières James et York. Le petit peuple avait donné le surnom indien de Tuckhoes aux habitants pour la plupart riches, indolents, habitués aux raffinements de la vie civilisée, de cette partie de la Virginie qui confine à la mer, tandis que les pionniers du Blue Ridge ou des Alleghanys, travailleurs occupés au défrichement du sol, étaient appelés les Cohees. On a signalé plus haut la grande colonisation écossaise-irlandaise de la vallée de Shenandoah. Les luthériens allemands dominaient dans les groupes d'avant-garde qui déjà élevaient des maisons dans la montagne et au delà, sur les pentes qui regardent l'Ohio, groupes composés surtout de chasseurs, de trafiquants en pelleteries, d'agents de la compagnie de l'Ohio et de colons transportés aux frais de celle-ci sur divers points de la concession.

Dans la Virginie proprement dite, à l'est du Blue Ridge, la démarcation entre la classe des planteurs et celle des petits blancs n'était pas encore tranchée comme elle le fut beaucoup plus tard. Petits fermiers et propriétaires de grands domaines vivaient en bonne intelligence. Les uns et les autres allaient embrasser bientôt avec la même ardeur la cause de la révolution. C'était une société à la fois démocratique par les institutions, aristocratique par les mœurs patriarcales et quasi féodales. Le planteur y était tout-puissant, ou mieux il y était tout. Il faisait vivre sur ses terres un grand nombre d'artisans de tout genre, sans compter son troupeau de nègres.

Les seuls commerçants en Virginie étaient des détaillants dans les villes et des colporteurs à travers les plantations. Le tabac étant la seule monnaie, les échanges étaient incommodes, compliqués de formalités sans fin. Les colporteurs faisaient souvent crédit aux planteurs et aux ministres, exigeant d'énormes intérêts. La plupart des objets manufacturés étaient importés directement d'Angleterre. Excepté dans le voisinage immédiat de Norfolk, il n'y avait pour ainsi dire pas d'artisans. Les arts grossiers les plus indispensables étaient pratiqués sur chaque plantation par les esclaves; chaque famille avait ainsi sur ses terres des ouvriers de tous métiers, jardiniers, charpentiers, charrons, boulangers, bouchers, brasseurs. Il y avait aussi quelques industriels nomades pour les rares travaux où les esclaves étaient incompétents.

L'Église était une des « appartenances » de l'aristocratie. Les conseils des paroisses (*vestries*) nommaient et surveillaient les ministres et ces conseils étaient formés de planteurs. Le temple qui servait aux besoins religieux de tout un district était le plus souvent sur les terres de l'un de ces gentilshommes et avait été construit de ses deniers. Le *revival*, dont les dissidents furent naturellement les plus ardents soutiens, était de la sorte un assaut contre la propriété et les droits acquis. L'Église établie ne se soutenait plus que comme une des parties de l'édifice social. Après la guerre de l'indépendance un choc enlèvera à l'Église établie ses privilèges et l'appui de l'État.

Les *vestries* ou conseils de paroisses (au nombre d'environ soixante-dix en Virginie vers le milieu du siècle) étaient des corps importants et actifs. En dehors de leurs attributions ecclésiastiques ils représentaient tout le gouvernement local et municipal, tenaient les registres des naissances, des mariages et des décès, s'occupaient des *workhouses*, des élections, des routes et des bacs. Ils correspondaient aux *vestries* anglaises et aux *town-meetings* de la Nouvelle-Angleterre. Ils tenaient absolument le clergé sous leur contrôle. La *vestry* se composait de douze membres de la paroisse choisis parmi les chefs des grandes familles. Washington, les Randolph, les Lee, étaient des membres désignés de ces conseils locaux. La direction générale des affaires ecclésiastiques dans la colonie était confiée à un commissaire nommé par l'évêque de

Londres et payé sur les *quit-rents* royales. Ce commissaire fut presque toujours en même temps le président du collège.

Toute la population était occupée à la production du tabac, qui fut pendant plus de cinquante ans le seul moyen d'échange en Virginie. La surproduction amena la chute des prix, l'épuisement rapide du sol, des essais de relèvement artificiel de la valeur vénale, même des émeutes où la foule coupait les plants de tabac, pour contraindre les planteurs à réduire la culture. Le système de la production à outrance, antirationnel et antiscientifique, prévalut toujours. De plus l'Angleterre exigeait des droits exorbitants, et les colons se plaignaient de fraudes, de corruptions, de favoritisme à la douane. La culture du tabac exigeait un travail intense pendant une courte période de l'année et permettait beaucoup d'oisiveté le reste du temps. Elle encourageait l'imprévoyance, la prodigalité et l'esprit de spéculation, défauts reprochés généralement aux planteurs du Sud. Malgré tant d'obstacles, l'exportation, contrôlée par de nombreuses lois de l'Assemblée, s'éleva, entre 1760 et 1775, de 60 000 à 100 000 hogsheads pour une valeur annuelle de 1 million de livres sterling.

Il y avait sur les plantations du bétail, des chevaux et aussi un peu de blé. Mais tous les essais de culture en dehors du tabac avaient successivement échoué et les exportations de porcs, de cidre, de fer, d'indigo et de bois de charpente (de Norfolk) pour les Indes occidentales, étaient très faibles. Les pêcheries étaient négligées, les vignes et la soie abandonnées. On tissait sur les plantations une étoffe de coton grossière, connue sous le nom de *Virginia cloth*. En 1730, l'Assemblée vota des primes pour la culture du lin, mais sans succès. Même les moulins manquaient et les Virginiens étaient obligés de faire moudre leur maïs dans les colonies voisines. Quelques forges furent établies par Spotswood, la plupart au delà des montagnes; elles étaient exploitées par des Allemands et des Irlandais.

Les plaisirs dans cette société primitive étaient appropriés aux conditions sociales. Dans les auberges des *county towns*, où se réunissaient les petits blancs, le jeu faisait fureur. La bonne société se réunissait pour les courses de chevaux et pour les combats de coqs. Les familles des planteurs se visitaient entre

elles, transportées dans de lourds carrosses attelés d'excellents chevaux. Les équipages et les attelages étaient le principal luxe. Les rares voyageurs que le hasard amenait en Virginie ne descendaient point dans les auberges, mais recevaient l'hospitalité des planteurs, devenue proverbiale. Les grandes et confortables habitations à longues galeries extérieures, qui avaient remplacé les premières demeures beaucoup plus modestes, se remplissaient d'hôtes joyeux qui presque tous avaient fait leur éducation en Angleterre et avaient rapporté les goûts, les manières et les élégances de la mère patrie. En général le Virginien ne se plaisait que sur sa plantation, et détestait le séjour à la ville, sauf dans la *season*, en hiver, à l'époque de la session de l'Assemblée. Alors Williamsburg, la petite capitale, d'ordinaire déserte et triste, s'animait; les planteurs y venaient tous ensemble passer quelques semaines. La grande rue (on pourrait dire l'unique rue) était pleine des chevaux et des carrosses de gens se rendant visite. C'était le temps des grandes réunions à la taverne de Raleigh, des comédies et des bals. On cherchait en tout à imiter la bonne société de Londres, et on y réussissait parfois. Mais le fléau, en haut comme en bas, était l'ivresse et le jeu.

CHAPITRE XXV

CAROLINE DU NORD

La province Carolina concédée à huit propriétaires (1663). — Shaftesbury et Locke. Les « Constitutions fondamentales » (1670). — La Caroline du Nord (1715). Abandon de la charte (1730).

La province Carolina concédée à huit propriétaires (1663).

Huit gentilshommes qui avaient partagé l'exil de Charles II et contribué à sa restauration, obtinrent de lui (1663), en récompense de leur dévouement, la concession du pays situé entre le 36e degré de latitude au nord et la rivière San Mateo au sud. Cette donation reposait sur des données géographiques encore très vagues et les limites territoriales en furent remaniées peu de temps après. Elle fut appelée colonie ou province *Carolina*, du nom du roi Charles II [1].

Le pays n'était pas absolument vide d'habitants blancs. Trente ans auparavant Charles Ier avait déjà concédé une partie de cette région, sous le nom de Carolana, à sir Robert Heath, mais celui-ci n'avait fait aucun usage de sa patente. Vers 1660, une troupe d'aventuriers, venus de la Nouvelle-Angleterre, s'était établie près de l'embouchure de la rivière Cape Fear, à Oldtown Creek. L'établissement ne prospéra point; cependant les colons ne se décou-

1. Les concessionnaires étaient : lord Clarendon; Monck, duc d'Albemarle; lord Craven; lord John Berkeley, et son frère sir William Berkeley, gouverneur de la Virginie; Ashley Cooper, comte de Salisbury; sir George Carteret; sir George Colleton.

ragèrent pas; ils reçurent des secours de leurs compatriotes du Nord et la vigoureuse ténacité de ces premiers occupants se refléta plus tard dans le caractère énergique et l'esprit indomptable des Caroliniens.

Un Virginien avait exploré dès 1622 le pays au sud de la Virginie jusqu'à la rivière Chowan et vanté à son retour la fertilité du sol et la douceur des indigènes. Peu à peu les courses des Virginiens dans la même direction se multiplièrent; quelques familles s'établirent sur les rivages d'Albemarle Sound à Nansemund. Après la restauration des Stuarts, ce premier groupe d'habitants fut grossi par un afflux de non-conformistes qui redoutaient l'esprit nouveau dont le gouvernement de la Virginie allait être animé, et se hâtaient de quitter la province.

Les nouveaux propriétaires de la Carolina chargèrent l'un d'eux, sir William Berkeley, qui gouvernait la Virginie, de prendre possession en leur nom de l'établissement de Nansemund. En même temps une proclamation avertit les colons de la rivière Cape Fear qu'ils étaient autorisés à conserver les terres dont ils avaient pris possession, sous la condition d'un serment d'allégeance au roi et aux propriétaires. Une Assemblée composée du gouverneur, d'un conseil et des délégués des hommes libres serait convoquée aussitôt que l'état de la colonie le permettrait. La liberté religieuse était assurée aux colons; d'ailleurs il n'y eut pas un seul ministre d'un culte quelconque dans la colonie pendant les vingt premières années. Berkeley d'autre part, dans sa visite à Nansemund, confirma les droits existants et fit de nouvelles concessions de terres. Des colons des îles Barbades s'établirent (1665) sous la conduite d'un baronnet besogneux, John Yeamans, sur la partie de la côte comprise entre le Cap Fear et la rivière Charles. La même année les propriétaires, connaissant mieux la géographie du pays à la suite d'explorations qu'ils avaient ordonnées, se firent délivrer une nouvelle charte qui leur concédait tout le pays entre le *Currituck Inlet* au nord et le 29e degré de latitude au sud, c'est-à-dire le territoire actuel des deux Carolines et de la Géorgie, une partie de la Floride, et tout le continent à l'ouest entre ces deux limites nord et sud. Cette propriété était constituée comme une dépendance féodale du manoir East Greenwich, sou-

mise au payement d'une rente de vingt marcs et du quart de tout l'or et l'argent qu'on y pourrait trouver. La charte prodiguait les libertés et privilèges aux colons; elle leur donnait, outre la garantie de tous les droits civils et politiques de citoyens anglais et une complète liberté religieuse, l'exemption de toute taxe d'importation en Angleterre et dans les pays anglais pendant sept années. Clarendon était alors détenteur du grand sceau, ce qui explique le caractère libéral de la charte carolinienne de 1665 comme aussi des chartes du Connecticut et de Rhode-Island concédées vers la même époque.

Les colons établis entre le cap Fear et la rivière Charles étaient en 1666 au nombre d'environ huit cents; ils vivaient en bonne intelligence avec les Indiens et faisaient un grand commerce de bois avec les Barbades, leur pays d'origine. Ils échangeaient aussi du tabac et du blé contre divers produits de la Nouvelle-Angleterre. Le petit établissement de Nansemund (Albemarle Sound) ne se développait, au contraire, que lentement. Stevens remplaça Drummond comme gouverneur (1667). Avec le consentement des propriétaires qui recherchaient tous les moyens d'attirer des habitants dans la colonie, il concéda à la réunion des délégués des hommes libres le droit d'élire la moitié du conseil ou chambre haute, lui-même gardant la nomination de l'autre moitié. C'était le système appliqué dans la Nouvelle-Angleterre, où la branche populaire de l'Assemblée était admise à une part dans la composition de la branche aristocratique (à la fois conseil du gouverneur et cour d'appel). La première Assemblée de la colonie de Nansemund se réunit en 1669. Les actes de cette législature sont caractéristiques de l'espèce d'aventuriers qui étaient établis en Caroline. Les colons étaient garantis pendant cinq années contre toutes poursuites relatives à des faits antérieurs à leur arrivée; un véritable asile était ainsi ouvert aux débiteurs et aux criminels. Les nouveaux immigrants étaient exemptés de toute taxe pendant une année. Ils recevaient gratuitement des terres, mais le titre de propriété ne devenait définitif qu'après deux ans de résidence. Les lois votées par cette Assemblée régirent la Caroline du Nord jusque vers le milieu du XVIII[e] siècle.

Shaftesbury et Locke.
Les « Constitutions fondamentales » (1670).

Ce n'était cependant pas pour fonder des institutions populaires et laisser les colons se gouverner eux-mêmes en votant des lois appropriées à leur état social et aux circonstances du moment, que les huit gentilshommes de la cour de Charles II avaient acquis la propriété de Carolina. La patente de 1665 leur avait conféré, entre autres droits de souveraineté, celui de créer des titres de noblesse. Les huit associés, l'imagination aidant, se voyaient déjà les maîtres d'un grand empire, et prétendaient le doter d'une constitution digne de sa vaste étendue et de sa future puissance. Ils en confièrent la composition à Shaftesbury, l'un d'entre eux [1], et celui-ci s'adressa à son tour à son ami le philosophe Locke, qui rédigea sous son inspiration les *Constitutions fondamentales de la Caroline* (1670). Locke pensait en politique comme son patron Shaftesbury et voyait dans l'aristocratie la pierre angulaire de l'édifice des libertés anglaises. Le *Grand Modèle* pour la Caroline ne pouvait donc être qu'une constitution aristocratique.

Les propriétaires sont souverains. Ils sont huit, chiffre invariable. Leur dignité est héréditaire. Si l'un d'eux meurt sans héritier, les propriétaires survivants élisent un successeur au défunt. Le plus âgé est *palatin* de la province à vie. Les autres se partagent les fonctions et titres suivants : *amiral*, *chambellan*, *chancelier*, *constable*, *grand juge*, *grand économe*, *trésorier*. Chacun des propriétaires peut exercer sa fonction par un délégué.

1. Shaftesbury, très instruit, fort riche, d'une famille de haute noblesse, né dans la politique et membre du Parlement à dix-neuf ans, adversaire de la monarchie absolue et des principes démocratiques, unissait dans une même affection les privilèges et les intérêts du commerce, du protestantisme officiel et de l'aristocratie. Il combattit dans le Long Parlement le pouvoir royal, sous Cromwell la dictature et sous Charles II les ultra-royalistes. Il remplit admirablement ses fonctions de lord chancelier; on vantait la rectitude et l'impartialité de ses jugements, son dédain des précédents surannés et du pédantisme légal. « Il avait plus d'esprit encore que de bon sens, dit toutefois Bancroft de ce personnage remarquable, et il lui manquait quelques-unes des qualités essentielles pour la direction d'un parti, notamment ce jugement sain qui vient de la sympathie pour les autres hommes. Il méprisait trop l'humanité pour bien discerner les obstacles moraux qui pouvaient entraver ses combinaisons. Il était à la fois sceptique et superstitieux et croyait plus aux étoiles qu'à Dieu; il raillait le christianisme, mais il avait du respect pour l'astrologie. »

La province est divisée en *comtés*, chaque comté comprenant 480 000 acres. Les comtés sont divisés en *seigneuries*, *baronnies*, *précincts* et *colonies*. Il est institué un ordre de noblesse héréditaire, dont les membres sont appelés *landgraves* et *caciques* (un *landgrave* et deux *caciques* par comté); les biens des nobles sont inaliénables et indivisibles. Un Parlement se réunit tous les deux ans; il ne peut délibérer et statuer que sur toute proposition approuvée d'abord par le *grand conseil de la province* (délégués des propriétaires et de la noblesse). Le Parlement est composé des délégués des quatre états : *propriétaires*, *landgraves*, *caciques* et *communes*, au total cinquante membres, dont quatorze représentant les communes et élus par les hommes libres. Il faut posséder cinquante acres pour être électeur et cinq cents pour être éligible au Parlement. Les tenanciers, c'est-à-dire les hommes qui cultivent dix acres au plus, sont privés de tous droits politiques, eux et leurs descendants, et réduits à peu près à l'état de serfs. Une cour de justice est instituée dans chaque comté; des tribunaux supérieurs au nombre de sept sont présidés chacun par un propriétaire ou par son délégué. Des quarante-deux conseillers qui les composent, vingt-huit sont nommés par les propriétaires et la noblesse. Le tribunal suprême est la cour du Palatin (composée du Palatin et de trois propriétaires au moins ou de leurs délégués). Cette cour représente le roi; c'est elle qui ratifie ou rejette les actes du Parlement [1].

Le simple énoncé de ces dispositions constitutionnelles indique avec quel soin Locke et Shaftesbury avaient travaillé à barrer les voies contre tout envahissement éventuel des aspirations popu-

1. Quelques autres articles méritent d'être relevés. Tout homme libre paiera aux propriétaires une rente d'un penny par acre de terre. Les colons auront une autorité absolue sur leurs esclaves nègres (il n'y avait encore de nègres en 1670 dans la Caroline que ceux que Yeamans avait amenés, fort peu nombreux, des îles Barbades). La liberté religieuse est assurée à toutes les sectes, mais tout colon devra faire partie d'une secte ou Église reconnue et pour cela professer la croyance en l'existence d'un Dieu et reconnaître la nécessité d'un acte public d'hommage rendu par tous les hommes à cet Être suprême. Toutes les Églises ou sectes satisfaisant à ces conditions seront reconnues par la loi, pourront s'établir et posséder dans la colonie. Un article fut introduit à l'insu de Locke dans les *Constitutions fondamentales* : il stipulait que lorsque le pays serait suffisamment peuplé, le Parlement de la province devrait adopter des mesures pour la construction d'églises et le paiement de ministres selon le rite de l'Église épiscopale d'Angleterre, « la seule vraie orthodoxe ».

laires et à placer les trois pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire, hors de l'atteinte du peuple. Les admirateurs contemporains de Locke le comparèrent à Lycurgue et à Solon; il crut lui-même fermement jusqu'à ses derniers jours que ses « Constitutions fondamentales » contribueraient à sa gloire, et qu'il avait fait une œuvre durable. Le document, signé en mars 1670, fut déclaré « sacré et inaltérable » et destiné à régir la Carolina *for ever*.

Les propriétaires étaient si satisfaits de leur constitution qu'ils résolurent de l'appliquer sans retard. Le duc d'Albemarle fut installé dans l'office de palatin et on dépensa douze mille livres sterling pour envoyer une flotte chargée de colons avec le colonel William Sayle, nommé gouverneur du pays borné au nord par le détroit de Currituck, et s'étendant au sud aussi loin que les Espagnols de la Floride le permettraient. Le grand conseil fut nommé et des élections eurent lieu pour la formation du Parlement. Mais on manquait de vivres. Un navire en apporta heureusement bientôt, avec des instructions pour la construction d'une ville magnifique qui s'appellerait Charlestown (la ville de Charles).

Shaftesbury fut le vrai patron de la Caroline du Sud. Ses noms furent donnés aux deux rivières qui enserrent sa capitale (Ashley et Cooper). A l'extrémité du promontoire, entre les deux rivières, fut fondé le village d'Oyster Point, qui devint la ville de Charleston en 1683. La Caroline du Sud fut dès son berceau un pays de planteurs et d'esclaves. Dans le Maryland et la Virginie, on se servit longtemps encore de serviteurs engagés et la classe des travailleurs blancs resta toujours nombreuse. Le climat ne permettait que le travail des noirs dans la Caroline du Sud.

La Caroline du Nord (1715). Abandon de la charte (1730).

Au nord de la province les établissements commencèrent à se peupler, surtout de gens ruinés, cavaliers ou puritains, cherchant à recommencer leur vie manquée. Des landgraves étaient déjà nommés, mais les « Constitutions fondamentales » furent promptement reconnues impraticables, et pendant quelque temps l'anar-

chie régna dans le pays d'Albemarle Sound, le nouveau système ayant invalidé l'ancien état de choses sans pouvoir le remplacer. Stevens, Cartwright et Eastchurch furent successivement gouverneurs. Un certain Miller, secrétaire de la colonie et percepteur des droits de douane, appliqua avec un zèle si intempérant les règles des diverses lois de navigation [1] qu'une insurrection finit par éclater (1677). Culpepper, chef des insurgés, déposa Miller et tous les membres du conseil et se rendit à Londres pour traiter avec les propriétaires. Il fut traduit devant les tribunaux par les commissaires des douanes pour perception illégale des taxes et par les propriétaires pour crime de sédition. Soutenu par Shaftesbury, il fut acquitté. Cherchant à sauver au moins leurs intérêts matériels dans ce naufrage de leur autorité et de leur dignité, les propriétaires nommèrent un nouveau gouverneur, Wilkinson, auquel ils recommandèrent la plus grande douceur.

Peu de temps après (1683), Wilkinson fut remplacé par Set Sothel, qui avait acheté la part de propriété de Clarendon. Son gouvernement réunit tous les vices, rapacité, cruauté et perfidie. Il avait pour mission de faire appliquer la Constitution et les lois de navigation. Il aurait fallu, pour le premier cas, pouvoir changer une hutte de bois en un manoir féodal et un esclave nègre en un troupeau de serfs tenanciers, et, pour le second, avoir à sa disposition des soldats et un ou deux bâtiments de guerre. Sothel se borna à emplir sa caisse en volant à la fois les propriétaires et les colons. Les habitants, dégoûtés de cette grossière tyrannie, prirent les armes et déposèrent Sothel (1688). Celui-ci aima mieux être jugé par les gens qu'il avait pillés que par ceux qu'il avait trahis. Les colons se montrèrent indulgents en le condamnant seulement à une année de bannissement et à l'exclusion de toute fonction publique [2].

1. La colonie comptait alors de 1500 à 2000 habitants; le sol produisait du blé et huit cents hogsheads de tabac que les marchands de la Nouvelle-Angleterre venaient chercher, remontant avec leurs bateaux les cours d'eau d'Albemarle Sound et apportant leurs marchandises sur les rives des plantations. Miller voulut lever sur tout le tabac ainsi exporté pour la Nouvelle-Angleterre une taxe d'un penny par livre, et la perception s'éleva jusqu'à douze mille dollars pour une année.

2. Chalmers est la plus ancienne autorité pour les premiers temps de l'histoire de la Caroline du Nord. Bancroft estime que cet historien ne doit être consulté qu'avec précaution et qu'il a souvent coloré et perverti les faits dans un sens défavorable aux Caroliniens. Chalmers condamne naturellement Culpepper, comme il

Il n'y avait encore dans cette partie de la province aucune trace de vie religieuse, pas une église n'avait été élevée. En 1702 seulement un vote de l'Assemblée, à l'instigation de Robert Daniel, délégué de Nathaniel Johnson, gouverneur des Carolines, établit une taxe annuelle de trente livres par precinct pour l'entretien d'un ministre anglican. Les deux premiers temples furent construits en 1705 et 1706. Les dissidents ne cessèrent désormais de faire opposition aux propriétaires. Le pays portait encore le nom de *comté d'Albemarle dans la Caroline*. Il avait le plus souvent le même gouverneur que la Caroline du Sud, mais son Assemblée spéciale. C'est en 1715 qu'il reçut le nom de Caroline du Nord; quinze ans plus tard, après la vente faite par les propriétaires à la couronne de leur charte de 1665, il forma une province royale avec une juridiction séparée et un gouvernement distinct de celui de la Caroline du Sud.

De 1710 à 1715 la colonie attaquée par les Indiens fut secourue par la Caroline du Sud et par la Virginie. Les forces levées par les trois provinces finirent par avoir raison de la tribu des Tuscaroras et la forcer d'émigrer vers le nord. Les guerres indiennes, les luttes intestines, des insurrections fréquentes contre des sous-gouverneurs corrompus ou incapables, une dette publique croissante et un papier-monnaie déprécié, sont autant d'explications suffisantes du peu de progrès que fit longtemps la colonisation de la Caroline du Nord. Le nombre des habitants payant des taxes était de 1 400 en 1676; après quarante ans d'immigration (1716), il ne s'élevait encore qu'à 2 000.

Lorsque la Caroline du Nord fut devenue province royale (1730), le premier gouverneur nommé par le roi passa les quatre années que durèrent ses fonctions à se quereller avec l'Assemblée. De 1734 à 1752 le pays eut enfin un gouverneur sérieux, Gabriel Johnston. Il eut d'abord quelque peine à s'entendre avec la législature; cependant il réussit à obtenir une revision des lois; des règlements de police furent établis; on s'occupa un peu de l'instruction, de la religion, de la vente et de la tenure des terres. La

condamne Bacon de la Virginie et plus tard Hancock et John Adams. Grahame, ajoute Bancroft, a copié les assertions de Chalmers, Martin les a obscurcies, et Williamson les a exagérées.

frontière entre les deux Carolines fut délimitée. En 1746, ne pouvant vaincre les résistances de l'Assemblée, Johnston résolut de changer la répartition des sièges entre les divers comtés. Les six comtés du nord nommaient cinq députés chacun; les comtés du sud récemment constitués n'en nommaient que deux, étant moins peuplés; mais leurs délégués étaient plus maniables que ceux des districts du nord. Johnston profita d'une absence fortuite d'un grand nombre de ces derniers pour présenter à l'Assemblée et faire voter un acte plaçant tous les comtés sur le même pied pour la nomination des délégués et transférant le siège du gouvernement à Wilmington, petite ville fondée depuis l'arrivée de Johnston, à l'embouchure de la rivière Cape Fear. Les comtés du nord contestèrent d'abord toute autorité légale à cette Assemblée et refusèrent de payer les taxes qu'elle avait votées. Ils finirent cependant par accepter les faits accomplis et Johnston put enfin en 1748 faire dresser par un acte législatif les listes nécessaires pour la perception des redevances foncières ou *quit-rents*.

La population s'augmenta assez rapidement pendant le gouvernement de Johnston. Un corps important de Highlanders d'Écosse, transportés en Amérique en punition de leur participation au soulèvement de 1745, furent établis sous la direction de Neal Mc Neal sur la rivière Cape Fear, à Cross Creek (Fayetteville). D'autres Écossais vinrent rejoindre les premiers arrivés. La province donna en outre asile à un assez grand nombre de réfugiés du nord de l'Irlande. Par suite de quelques mesures d'encouragement votées par le Parlement anglais, le goudron, la poix, la résine, produits d'immenses forêts de pins, devinrent à cette époque les principaux articles d'échange de la Caroline du Nord.

La colonie prit part à la guerre contre l'Espagne en 1740 et envoya son contingent à l'expédition de Vernon aux Indes occidentales. Elle aida aussi le fondateur de la Géorgie, Oglethorpe, dans ses campagnes contre la Floride. Plus tard elle eut sa quote-part des sacrifices que s'imposèrent les colonies d'Amérique dans la guerre contre les Indiens du nord-ouest et les Français du Canada (1755-63).

En 1760, l'Assemblée se trouvait en plein conflit avec le gou-

verneur, Arthur Dobbs (un Irlandais lettré, ami de Swift), administrateur incapable, qui accumulait les mesures les plus maladroites en vue de restreindre le nombre des représentants à l'Assemblée, et de peser sur les élections. Il y eut des violences, des émeutes, le cours de la justice fut interrompu pendant plusieurs mois; les taxes ne rentraient plus. Dobbs opposait son veto à toutes les lois que votait la législature. Celle-ci envoya des pétitions au roi pour solliciter le rappel du gouverneur et nomma un agent chargé de la défense des intérêts de la colonie en Angleterre. Les sujets principaux de querelle étaient le papier-



Caroline du Nord.

monnaie dont l'expansion était réclamée par l'Assemblée et combattue par le gouverneur, le choix de la capitale, la situation financière de la colonie, la réforme des tribunaux, l'exagération des frais de justice.

Dobbs mourut en 1765. William Tryon, qui lui succéda, le fit presque regretter. L'Angleterre a certainement précipité le mouvement d'insurrection de ses colonies par le choix des hommes qu'elle chargeait de les administrer. Tryon arrivait, il est vrai, au milieu des conjonctures les plus difficiles, quelques mois avant la date fixée pour l'application du nouvel *act* du timbre. Il prit des mesures énergiques, prorogea l'Assemblée, et empêcha que des délégués ne fussent élus pour représenter la Caroline du Nord au congrès de New-York (fin 1765). L'opinion publique dut se con-

tenter de manifester son indignation contre le Parlement anglais par des meetings, des brochures, des adresses. Tryon, en 1766, réunit une Assemblée nouvelle où les partisans du roi, grâce à une habile manipulation des élections, se trouvèrent en majorité. Cette Assemblée ayant voté cinq mille livres sterling destinées à la construction d'un hôtel pour le gouverneur, il n'en fallut pas plus pour faire éclater, dans les comtés de l'intérieur, une insurrection parmi les colons pauvres de cette région, écrasés par les exactions des petits fonctionnaires locaux, percepteurs, gens de justice, membres des bureaux de vente des terres publiques. On cria contre les prodigalités de l'Assemblée, et Tryon ne fit rien pour donner satisfaction aux griefs des mécontents. Ceux-ci se constituèrent en association armée sous le nom de *Regulators*. Les tribunaux furent fermés, et le paiement des taxes arrêté. Les rebelles s'exaltèrent de leurs premiers succès et l'anarchie régna dans tout le haut pays. Les moyens légaux de répression étant insuffisants, Tryon leva une troupe de milice dans les bas comtés (1771), marcha à la rencontre des Regulators et en battit un corps assez nombreux à Alamance River. Les rebelles se dispersèrent, puis se soumirent, et devinrent même plus tard, grâce aux ménagements de Josiah Martin, successeur de Tryon en 1771, de zélés défenseurs de l'autorité royale. Ce même nom de « regulators », qui désigna ainsi finalement des tories ou loyalistes dans la Caroline du Nord, reçut une signification contraire, comme on le verra plus loin, dans la Caroline du Sud où il fut adopté par les whigs ou Américains patriotes.

CHAPITRE XXVI

CAROLINE DU SUD

Charleston (1680). — La société carolinienne en 1715. — Révolution contre les propriétaires. — Guerres contre les Cherokees.

Charleston (1680).

Dans la partie méridionale de la province Carolina, la population s'accrut, principalement sur les bords des rivières Ashley et Cooper et sur la langue de terre qui sépare leurs embouchures, où s'élevait, depuis 1680, la ville de Charleston, si célèbre un siècle plus tard par l'élégance de ses rues, l'étendue de son commerce et la politesse de sa société. Le séjour était à l'origine très malsain; des travaux de drainage et le desséchement des marais voisins le rendirent peu à peu moins insalubre.

Une guerre ayant éclaté avec les Indiens, le gouverneur Joseph West promit une prime à tout colon qui amènerait un indigène à Charleston. Les Indiens pris furent vendus comme esclaves. Des marchands les emportaient aux Indes occidentales et en rapportaient du rhum, ce qui eut de déplorables effets sur l'état moral de la colonie. Une Assemblée fut convoquée, en 1682, à Charleston, pour constituer une milice, percer des routes à travers les forêts, réprimer l'ivresse, pourvoir à l'instruction du peuple complètement négligée jusqu'alors. De nouveaux colons arrivaient constamment, des Irlandais avec Ferguson, des Écossais avec lord Cardross, des dissidents du Somersetshire avec Humphrey Blake. Ces gens fuyaient la tyrannie du duc de Lauderdale

en Écosse, et la persécution religieuse en Angleterre. Ils augmentèrent la force du parti puritain dans la Caroline du Sud. Mais ce courant d'immigration vers les régions situées au sud de la Virginie, fut en grande partie détourné, dans les dernières années du XVII[e] siècle, par la fondation de la colonie de Pennsylvanie qui attira désormais la plupart des Européens cherchant un asile au delà de l'Atlantique.

Les pirates qui infestaient les Indes occidentales trouvaient toujours un accueil bienveillant à Charleston. Ils y venaient vendre leur butin, et dépenser leur part de prise. Ce commerce d'amitié



Caroline du Sud.

avec des pillards de profession ne contribua pas peu à dépraver les goûts et les habitudes de la majeure partie de la population de la ville. Les flibustiers avaient été longtemps favorisés par le gouvernement royal en Angleterre, qui voyait en eux d'utiles instruments contre l'Espagne, et avait même fait chevalier l'un d'eux, Henry Morgan. Plus tard, cette protection leur fut retirée; le Parlement vota une loi contre les pirates de la Caroline et, pour en assurer l'application, le cabinet envoya une escadre commandée par sir Robert Holmes. D'autre part, les Espagnols de Saint-Augustine qui avaient eu le plus à souffrir des audacieuses déprédations des pirates, et voyaient avec indignation les Caroliniens accueillir en amis ces écumeurs de mer, vinrent ravager l'établissement de Port-Royal (1685). Les colons n'avaient pas encore des forces suffisantes pour se venger de cette agression.

A mesure que la population s'accrut, la colonie fit un commerce plus actif avec les Indes occidentales (échange de bois contre du rhum et du sucre) et avec la Nouvelle-Angleterre qui fournissait des vêtements, des armes, des munitions, des ustensiles de toute espèce. Jacques II décida d'envoyer à Charleston un percepteur des douanes. Les colons réclamèrent, protestant que les termes de la charte les exemptaient de l'application des actes de navigation. Malgré la soumission des propriétaires aux ordres royaux et l'empressement qu'ils montrèrent à aider, de leur faible pouvoir, la perception du revenu douanier, Jacques II répondit aux réclamations des colons par un mandat de *quo warranto* lancé contre la charte. Mais il fut détrôné bientôt après, et la procédure fut abandonnée.

Moreton avait remplacé West comme gouverneur. C'était un homme de mœurs simples, un puritain, qui s'épuisa en efforts infructueux, pour lutter contre les tendances licencieuses et désordonnées de bon nombre des habitants de Charleston. Il se retira en 1686, et eut pour successeur James Colleton, frère de l'un des propriétaires. Une opposition des plus vives se forma dans l'Assemblée contre lui. Les chefs populaires, maîtres de la majorité, contestaient toute autorité aux « Constitutions fondamentales ». Colleton commit l'imprudence, voulant rétablir l'autorité des propriétaires, de proclamer la loi martiale. Set Sothel, qui s'était fait chasser de la Caroline du Nord à cause de ses rapines, réussit à se poser à Charleston en champion de la cause populaire. Il renversa Colleton, et fit élire une Assemblée à sa dévotion, qui bannit l'ex-gouverneur de la province sous prévention de trahison. Set Sothel prit le pouvoir et le garda deux ans (1690-1692). On ne peut comprendre que les colons aient eu la patience de subir si longtemps un despote de si triste caractère. Comme dans l'autre province, Sothel ne songea qu'à remplir ses coffres de monnaies d'or et d'argent, arrêtant comme pirates d'honnêtes commerçants, et leur imposant d'énormes rançons, se faisant payer par les criminels pour les aider à échapper à la justice, multipliant les confiscations arbitraires. Les propriétaires, à la fin, le révoquèrent.

Après lui, la colonie fut gouvernée par Philip Ludwell, homme intelligent et honnête, qui ne réussit cependant ni à plaire aux

Caroliniens, ni à satisfaire ses maîtres. Comme il ne put obtenir des colons le paiement de l'arriéré des rentes dues aux propriétaires, ceux-ci le remplacèrent par Thomas Smith, riche planteur jouissant d'une grande popularité. Ils se décidèrent en même temps à faire aux répugnances obstinées des colons, le sacrifice des fameuses « Constitutions fondamentales », dont une expérience de vingt-trois années avait suffisamment démontré le caractère chimérique et impraticable. Ils publièrent à cet effet (1693) une déclaration officielle que les Caroliniens accueillirent avec une indifférence parfaite; le retour à la charte primitive était depuis longtemps un fait accompli [1]. Cette concession venait trop tard pour calmer les habitants de la Caroline. Thomas Smith, malgré le zèle éclairé qu'il déploya pour rétablir l'ordre, dut y renoncer bientôt (1694). Il conseilla aux propriétaires d'envoyer dans la colonie un d'entre eux muni de pouvoirs absolus [2]. Les propriétaires suivirent ce conseil et choisirent le quaker Archdale, un des huit, le faisant gouverneur des deux Carolines.

Armé d'une autorité discrétionnaire (1695), Archdale se montra digne de sa mission. Très énergique, en même temps calme et modéré, il réussit, par quelques mesures conciliantes, à apaiser les esprits et convoqua une Assemblée qui, fait sans précédent depuis les origines de la colonie, vota des remerciements aux propriétaires. Le succès d'Archdale prouva qu'il avait manqué surtout à Moreton, Ludwell et Smith, pour réussir, un peu plus d'indépendance dans l'exécution du mandat que leur conféraient les propriétaires. Archdale établit des relations amicales avec les Espagnols de Saint-Augustine et avec les Indiens. Sa tâche accomplie, il retourna en Angleterre (1696) et y publia, quelques années plus tard, une *Statistical and Historical Description of Carolina.*

1. « L'application et le sort du système de Locke confirment d'une façon frappante cette observation qu'un homme peut défendre avec beaucoup d'intelligence et un grand succès les principes de liberté et les droits de l'humanité, et cependant, le jour où il est invité à proposer un plan de législation, étonner le monde par la production d'une majestueuse absurdité. » (John Adams, *Défense des Constitutions américaines.*)

2. C'est sous l'administration de Smith que le capitaine d'un navire, allant de Madagascar en Angleterre et faisant relâche à Charleston, donna au gouverneur, en retour de son hospitalité, un sac de riz. On fit l'expérience de cette culture et les résultats dépassèrent toutes les espérances. Le riz devint en peu de temps le produit le plus important de la colonie, et la source principale de richesse pour la classe des planteurs.

Joseph Blake, beau-frère de Moreton, continua assez heureusement l'œuvre d'Archdale de 1696 à 1700. Après lui, commença pour la Caroline du Sud une nouvelle période de troubles. James Moore, successeur de Blake, aventurier besogneux, tenta une expédition malheureuse contre la Floride, lorsque la guerre, dans les premières années du XVIII[e] siècle, éclata entre l'Angleterre et l'Espagne. Il réussit mieux dans une campagne contre les Indiens (1703); il leur tua ou prit huit cents hommes, ravagea leurs villages entre le Savannah et l'Altamaha et réduisit plusieurs tribus à vivre sous la dépendance de la colonie.

La société carolinienne en 1715.

Jusqu'en 1700, la Caroline du Sud avait eu l'heureux privilège de n'être agitée par aucune querelle religieuse. Il n'y avait été encore élevé que trois temples, l'un quaker, le second presbytérien, le troisième épiscopalien, tous trois à Charleston. Le reste de la colonie n'avait ni une église, ni une école. Les propriétaires eurent, à cette époque, la malencontreuse idée de s'occuper des affaires religieuses de la colonie, et cela avec un zèle étroit et intolérant qui fit regretter leur ancienne indifférence. Lord Granville était alors palatin, ou président du conseil des propriétaires. Il détestait les non-conformistes et il enjoignit à James Moore de faire prévaloir par tous les moyens, à Charleston, les principes et l'influence de l'Église anglicane. Il trouva dans Moore et dans Johnson, son successeur, des instruments dociles, prêts à engager une persécution en règle contre les dissidents. L'Assemblée, composée en grande partie de ces derniers, était dirigée par un chef populaire, intelligent, mais léger de scrupules, Nicholas Trott. Moore le gagna par l'offre du poste d'attorney général; il intervint ensuite avec violence dans les élections et remplit l'Assemblée de ses partisans où ne purent entrer les représentants des presbytériens. Avec l'aide de Trott, Nathaniel Johnson, successeur et continuateur de Moore, fit voter par l'Assemblée (1704), une loi privant les dissidents de tous droits politiques, et une autre instituant une cour de haute commission pour juger les causes ecclésiastiques, et établir l'unité religieuse ou plus exactement l'Église

anglicane, dans la Caroline, alors que les deux tiers des habitants, et notamment les plus riches et les plus respectables, étaient non-conformistes.

Ceux-ci firent appel de cette législation barbare à la Chambre des lords en Angleterre, qui blâma la conduite des propriétaires et de leurs agents et pria la reine par une adresse de rappeler les deux lois et de punir leurs auteurs. L'affaire fut portée devant les commissaires du commerce (1706), qui décidèrent que les lois dénoncées constituaient un abus de pouvoir et devaient entraîner la déchéance de la charte. Le mandat de forfaiture ne fut cependant pas lancé. On laissa le gouvernement des propriétaires succomber peu à peu sous le poids de son incapacité.

Les lois persécutrices furent rappelées, mais les dissidents jouirent à l'avenir d'une simple tolérance. Un acte de 1707 régla l'établissement dans la Caroline du Sud, du culte religieux selon les formes de l'Église d'Angleterre. Dix églises furent construites, et la Société anglaise de propagation de l'évangile à l'étranger envoya deux mille bibles et brochures avec des ministres chargés d'en faire la distribution gratuite.

Lord Craven, esprit modéré, avait succédé comme palatin à lord Granville. Sous le gouvernement sage et conciliant du colonel Edward Tynte, puis de Charles Craven, frère du palatin, la colonie rentra dans le calme jusque vers 1715. Elle comptait alors 5 500 habitants blancs et probablement autant de noirs. 3 000 personnes de l'une et de l'autre couleur habitaient la ville de Charleston. Ravagée successivement par l'incendie, l'inondation et la peste, la capitale de la province se releva avec vigueur de ces désastres et, quelque temps après, les rares voyageurs qui la venaient visiter y admiraient quelques beaux édifices et une bibliothèque publique. La terre était fertile [1], la nourriture peu chère, le climat généralement sain. L'introduction de la culture du riz, nécessitant des inondations périodiques du sol, a rendu certaines parties du pays insalubres. Malgré les épidémies fréquentes qui en résultèrent, les familles de dix à douze enfants étaient nom-

1. Les propriétaires vendirent des terres successivement aux prix suivants pour chaque centaine d'acres : au début, 20 shillings et une rente de 6 pence; en 1694, 30 shillings et une rente de 6 pence; en 1711, 40 shillings et une rente de 1 shilling.

breuses dans la colonie. Lawson visitant la Caroline du Sud en 1700 vante la courtoisie et l'hospitalité des planteurs, aussi dédaigneux du travail manuel qu'amateurs passionnés de tous les sports. Il note comme un trait caractéristique de la population, une indulgence extrême pour les débiteurs insolvables, indulgence dont la législation offrait maints témoignages, et qui a développé pendant bien des générations successives la propension à l'imprévoyance et à l'emprunt. Les trois fléaux des deux Carolines étaient déjà l'abus des spiritueux, la négligence presque absolue de l'instruction populaire et l'esclavage. Les enfants des planteurs riches jouissaient seuls des bienfaits de l'instruction. On les envoyait dans les collèges de l'ancien monde ou des provinces du nord de l'Amérique. La masse du peuple restait profondément ignorante; et comme l'esclavage des noirs avait discrédité le travail manuel, l'inaction, le jeu et l'ivresse contribuaient à l'envi à dégrader la classe des petits blancs. Dans la classe aristocratique des planteurs, ces influences étaient, partiellement au moins, neutralisées par l'éducation, une certaine culture intellectuelle, le goût de l'élégance et l'habitude d'une grande politesse dans les relations sociales. Quant aux noirs, plus nombreux dans la Caroline du Sud que dans toutes les autres colonies à cause de la nature du sol, du climat et des genres de culture adoptés, ils étaient traités avec une rigueur d'autant plus grande par les planteurs. Rien dans cette région ne rappelait l'esclavage quasi paternel de la Virginie et du Maryland.

La colonie se trouva engagée tout à coup (1716) dans une double guerre indienne, d'abord contre les Tuscaroras, qui menaçaient surtout la Caroline du Nord, puis contre les Yamassees, tribu qui habitait les lagunes entre Charleston et la rivière Savannah. Charleston fut un moment en péril et les Yamassees tuèrent quatre cents hommes aux Caroliniens. Craven finit par les battre et les refoula vers la Floride. Quant aux Tuscaroras, ils quittèrent le pays et furent admis par les Iroquois dans leur confédération comme sixième nation.

Robert Johnson, fils de l'ancien gouverneur Nathaniel Johnson, succéda en 1717 à Craven. Il était personnellement estimé dans la colonie, mais il représentait une cause vouée fatalement aux rancunes populaires. Il recevait des propriétaires des instructions

telles que, pour les exécuter, il eût fallu enlever tout pouvoir à l'Assemblée. Plusieurs lois importantes votées par celle-ci furent abrogées [1]. Les colons accusèrent aussitôt les propriétaires de ne songer qu'à pressurer la province et de la laisser sans défense contre les Indiens et les Espagnols. Ils demandèrent protection et justice au souverain. Trott, l'ancien leader populaire devenu chief-justice et président du conseil, mettait au service du gouvernement de plus en plus détesté des propriétaires tout le pouvoir judiciaire. La situation était fort tendue. Sur ces entrefaites Johnson revint d'une expédition contre des pirates qui ruinaient le commerce de Charleston. Il y avait montré une bravoure et une énergie qui lui gagnèrent une grande popularité. Apprenant que les Espagnols méditaient une attaque, il demanda à l'Assemblée les fonds nécessaires pour mettre les frontières en état de défense. L'Assemblée rappela qu'elle avait voté des droits d'importation et, sur l'observation du gouverneur que ce vote avait été cassé, elle déclara qu'elle était résolue à en poursuivre l'application. Trott de son côté promit l'appui des tribunaux à tous ceux qui refuseraient de payer.

Révolution contre les propriétaires.

Ce fut le signal de la révolution. Les dernières élections avaient été peu favorables au parti des propriétaires. L'Assemblée, composée en majorité de libéraux, se transforma elle-même en une convention déléguée par le peuple, invita la population à former des associations pour la défense des droits et privilèges des colons, décida que la province ne voulait plus avoir de relations avec les propriétaires, proposa à Johnson de tenir son office de gouverneur

1. L'Assemblée avait établi, pour créer les ressources nécessaires au paiement de la dette publique, diverses taxes d'importation, entre autres un droit de dix livres sur chaque nègre introduit dans la Caroline. Le veto royal fut opposé à cette décision qui pouvait nuire aux intérêts du grand commerce d'esclaves que faisait alors le gouvernement de George Ier. — L'Assemblée avait décidé que les élections auraient lieu désormais dans chaque paroisse et non plus, comme jusqu'alors, à Charleston seulement. L'accroissement de la population rendait cette réforme nécessaire; mais les propriétaires la repoussaient parce qu'elle devait favoriser le développement du parti populaire et les empêcher de peser à leur gré sur les élections. — Enfin l'Assemblée avait déclaré ouvertes aux immigrants les terres que les colons, par leurs propres efforts, avaient enlevées aux Indiens. Les propriétaires revendiquèrent ces terres comme leur bien propre et se les partagèrent entre eux-mêmes en baronnies et seigneuries.

au nom du roi, et, sur son refus, choisit elle-même un nouveau gouverneur, James Moore, devenu populaire par ses exploits contre les Indiens. La milice de Charleston obéit aux ordres de la convention, et tous les efforts de Johnson pour arrêter l'insurrection furent infructueux; il dut se contenter d'une protestation stérile. Ainsi finit dans la Caroline du Sud le régime des palatins, des landgraves et des caciques, régime si artificiel qu'il n'y avait fonctionné en réalité que théoriquement.

Le succès de cette insurrection populaire ne causa aucun déplaisir au gouvernement de la métropole. Les colons s'étaient réclamés de l'autorité royale en un temps où la politique du cabinet, à l'égard des colonies, tendait à convertir les provinces régies par des chartes ou appartenant à des propriétaires, en gouvernements royaux. L'occasion était favorable et fut saisie avec empressement. Le ministère fit reprendre l'ancienne enquête ordonnée sous la reine Anne. On était résolu d'avance à trouver détestable le gouvernement des propriétaires et à découvrir des motifs suffisants pour justifier la suppression de la charte. L'enquête n'était pas encore terminée en 1729, lorsque les propriétaires fatigués d'une lutte dont ils prévoyaient trop clairement l'issue se décidèrent à vendre à la couronne tous leurs droits sur les deux Carolines pour la somme de 22 500 livres sterling.

Dans l'intervalle, les ministres anglais avaient envoyé dans la Caroline du Sud, comme gouverneur provisoire, sir Francis Nicholson (1721) et après lui Arthur Middleton (1725). Sous Nicholson, administrateur expérimenté, la colonie prospéra, les relations avec les Indiens restèrent pacifiques et quelques efforts furent tentés pour l'organisation de l'instruction publique. En 1730, après que le gouvernement royal eut été établi officiellement dans la Caroline du Sud, le cabinet envoya un agent, sir Alexander Cumming, chargé de conclure un traité définitif de paix et d'alliance avec les Indiens des frontières.

Cumming convoqua dans la vallée du Tennessee une assemblée générale des chefs des Cherokees. Ceux-ci offrirent en signe d'hommage au roi quatre scalps d'ennemis et cinq queues d'aigles et acceptèrent d'envoyer en Angleterre sept délégués auxquels le cabinet fit signer un traité d'alliance offensive et défensive, stipu-

lant que, seuls parmi tous les hommes blancs, les Anglais auraient le droit de bâtir des huttes et de cultiver du blé sur les terres des Cherokees. Les délégués furent présentés au roi George et n'osèrent rien répliquer lorsque celui-ci leur déclara que leur territoire avec tout le pays environnant était sa propriété. Le traité portait que l'affection entre les deux peuples coulerait pour toujours comme les rivières et que la paix durerait autant que les montagnes. Elle dura du moins près d'un quart de siècle.

Sir Robert Johnson fut le premier gouverneur royal de la Caroline du Sud (1731). Il était resté populaire, malgré sa fidélité au parti des propriétaires, et fut reçu à son retour avec enthousiasme. Cette première révolution fut pratiquement un bienfait pour la Caroline du Sud. Le sentiment de la stabilité et de la sécurité se répandit partout. Le commerce s'accrut rapidement, et les immigrants arrivèrent en grand nombre d'Ecosse, d'Irlande et de Suisse. La valeur des terres s'éleva et les planteurs commencèrent à édifier de grandes fortunes. La Caroline du Sud semblait n'avoir plus rien à craindre des Espagnols et des Indiens du sud et du sud-ouest depuis l'établissement de la colonie de Géorgie sur sa frontière méridionale.

Lorsque Johnson mourut en 1735, les colons élevèrent un monument à sa mémoire. Cependant les querelles avaient déjà recommencé entre le pouvoir exécutif et l'Assemblée, celle-ci refusant de voter le salaire du gouverneur pour plus d'une année. Sous les gouverneurs suivants jusqu'en 1740 les relations avec la Géorgie se refroidirent à la suite de l'insuccès d'une expédition combinée contre la Floride. Pendant trois ans la Caroline fut dans une inquiétude perpétuelle, redoutant une attaque des Espagnols par mer. Pour assurer la défense de Charleston, la couronne envoya et entretint dans cette ville trois compagnies indépendantes, qui, avec les quatre de New-York, constituaient à cette époque l'armée permanente de la Grande-Bretagne en Amérique.

A la même époque un commencement d'insurrection des nègres dut être noyé dans le sang. Un grand incendie détruisit une partie de la capitale, causant des dommages pour un million de dollars[1].

1. Le gouvernement envoya un secours de cent mille dollars.

En dépit de ces accidents et d'un accroissement constant de la dette publique, l'aisance faisait de grands progrès à cause de la culture du riz et de la production de l'indigo récemment introduite. Les planteurs gagnaient beaucoup et dépensaient de même. Il se formait une aristocratie fière de ses richesses, de sa puissance politique, de l'étendue de ses domaines, du nombre de ses esclaves noirs. A Charleston, les familles riches rivalisaient de luxe avec la classe des planteurs sucriers des Indes occidentales, auxquels les reliaient bien plus d'affinités qu'on n'en pouvait trouver entre eux et les colons du nord. Une nouvelle génération s'élevait, féconde en talents distingués, en intelligences cultivées, ardentes et ambitieuses. Le développement de cette prospérité s'accéléra encore sous le gouverneur James Glen, planteur riche et considéré, qui, à part quelques querelles vite apaisées, sut se maintenir en bons termes avec la législature.

Guerres contre les Cherokees.

En 1755, quand éclata la lutte entre les colonies et les Français à l'occasion des progrès de ces derniers dans la vallée de l'Ohio, Glen, pour empêcher les Cherokees de s'unir aux Français, renouvela les anciens traités d'alliance conclus avec la nation et fit construire, sur un territoire que ces Indiens lui cédèrent, les forts Prince George, près des sources du Savannah, et Loudoun [1], sur une branche de la rivière Tennessee. Les traités furent fidèlement observés; des guerriers cherokees accompagnèrent même Forbes dans son expédition au fort Du Quesne. Mais au retour ils se querellèrent avec des coureurs des bois de la Virginie et des Carolines, auxquels ils volèrent des chevaux. Quelques hommes furent tués de part et d'autre. Des chefs cherokees vinrent se plaindre à Charleston. Lyttelton, gouverneur depuis 1756, se montra trop sévère et prétendit (1759) leur imposer des conditions humiliantes pour la remise en vigueur des anciennes conventions. Exaspérés par l'exécution de quelques otages et excités, dit-on, par des émissaires

1. Du nom du commandant en chef des forces anglaises et coloniales en Amérique.

lant que, seuls parmi tous les hommes blancs, les Anglais auraient le droit de bâtir des huttes et de cultiver du blé sur les terres des Cherokees. Les délégués furent présentés au roi George et n'osèrent rien répliquer lorsque celui-ci leur déclara que leur territoire avec tout le pays environnant était sa propriété. Le traité portait que l'affection entre les deux peuples coulerait pour toujours comme les rivières et que la paix durerait autant que les montagnes. Elle dura du moins près d'un quart de siècle.

Sir Robert Johnson fut le premier gouverneur royal de la Caroline du Sud (1731). Il était resté populaire, malgré sa fidélité au parti des propriétaires, et fut reçu à son retour avec enthousiasme. Cette première révolution fut pratiquement un bienfait pour la Caroline du Sud. Le sentiment de la stabilité et de la sécurité se répandit partout. Le commerce s'accrut rapidement, et les immigrants arrivèrent en grand nombre d'Écosse, d'Irlande et de Suisse. La valeur des terres s'éleva et les planteurs commencèrent à édifier de grandes fortunes. La Caroline du Sud semblait n'avoir plus rien à craindre des Espagnols et des Indiens du sud et du sud-ouest depuis l'établissement de la colonie de Géorgie sur sa frontière méridionale.

Lorsque Johnson mourut en 1735, les colons élevèrent un monument à sa mémoire. Cependant les querelles avaient déjà recommencé entre le pouvoir exécutif et l'Assemblée, celle-ci refusant de voter le salaire du gouverneur pour plus d'une année. Sous les gouverneurs suivants jusqu'en 1740 les relations avec la Géorgie se refroidirent à la suite de l'insuccès d'une expédition combinée contre la Floride. Pendant trois ans la Caroline fut dans une inquiétude perpétuelle, redoutant une attaque des Espagnols par mer. Pour assurer la défense de Charleston, la couronne envoya et entretint dans cette ville trois compagnies indépendantes, qui, avec les quatre de New-York, constituaient à cette époque l'armée permanente de la Grande-Bretagne en Amérique.

A la même époque un commencement d'insurrection des nègres dut être noyé dans le sang. Un grand incendie détruisit une partie de la capitale, causant des dommages pour un million de dollars[1].

1. Le gouvernement envoya un secours de cent mille dollars.

En dépit de ces accidents et d'un accroissement constant de la dette publique, l'aisance faisait de grands progrès à cause de la culture du riz et de la production de l'indigo récemment introduite. Les planteurs gagnaient beaucoup et dépensaient de même. Il se formait une aristocratie fière de ses richesses, de sa puissance politique, de l'étendue de ses domaines, du nombre de ses esclaves noirs. A Charleston, les familles riches rivalisaient de luxe avec la classe des planteurs sucriers des Indes occidentales, auxquels les reliaient bien plus d'affinités qu'on n'en pouvait trouver entre eux et les colons du nord. Une nouvelle génération s'élevait, féconde en talents distingués, en intelligences cultivées, ardentes et ambitieuses. Le développement de cette prospérité s'accéléra encore sous le gouverneur James Glen, planteur riche et considéré, qui, à part quelques querelles vite apaisées, sut se maintenir en bons termes avec la législature.

Guerres contre les Cherokees.

En 1755, quand éclata la lutte entre les colonies et les Français à l'occasion des progrès de ces derniers dans la vallée de l'Ohio, Glen, pour empêcher les Cherokees de s'unir aux Français, renouvela les anciens traités d'alliance conclus avec la nation et fit construire, sur un territoire que ces Indiens lui cédèrent, les forts Prince George, près des sources du Savannah, et Loudoun [1], sur une branche de la rivière Tennessee. Les traités furent fidèlement observés; des guerriers cherokees accompagnèrent même Forbes dans son expédition au fort Du Quesne. Mais au retour ils se querellèrent avec des coureurs des bois de la Virginie et des Carolines, auxquels ils volèrent des chevaux. Quelques hommes furent tués de part et d'autre. Des chefs cherokees vinrent se plaindre à Charleston. Lyttelton, gouverneur depuis 1756, se montra trop sévère et prétendit (1759) leur imposer des conditions humiliantes pour la remise en vigueur des anciennes conventions. Exaspérés par l'exécution de quelques otages et excités, dit-on, par des émissaires

1. Du nom du commandant en chef des forces anglaises et coloniales en Amérique.

français, les Cherokees prirent les armes, ravagèrent la frontière et jetèrent la terreur dans toute la province [1]. La milice provinciale aidée de quelques troupes royales, sous le colonel Grant, dévasta à son tour le pays des Cherokees et contraignit ceux-ci à traiter. La paix fut rétablie, mais non l'amitié, et les Cherokees n'attendirent qu'une occasion pour prendre leur revanche [2].

Lyttelton avait été nommé gouverneur de la Jamaïque. William Bull, sous-gouverneur, prit la direction des affaires et la conserva jusqu'à la révolution, sous l'autorité de titulaires successifs, Thomas Boone, lord Charles Montague et lord William Campbell. Les établissements se multiplièrent dans l'ouest, du côté des montagnes, mais cette population ne comprenait pas ce qu'il y avait de meilleur parmi les immigrants. Les planteurs et les fermiers eurent beaucoups à souffrir de ce voisinage, et comme, pour défendre légalement ses droits, il fallait aller à Charleston, les habitants des

1. Lyttelton envahit le pays des Cherokees à la tête de 1 500 hommes en réclamant les meurtriers des Anglais. Peu s'en fallut qu'il n'eût à se repentir de s'être avancé si loin. Ses forces peu disciplinées furent décimées par la variole; harcelé par des attaques continuelles, il n'eut que le temps de rentrer dans la Caroline (janvier 1760), emmenant comme otages vingt Indiens qu'il fit enfermer au fort Prince George. Le chef de ce poste, craignant une tentative d'évasion, donna ordre de mettre ces Indiens aux fers. Ceux-ci essayèrent de résister et un soldat fut blessé. Ses camarades furieux se jetèrent sur les prisonniers et les massacrèrent jusqu'au dernier. Lorsque les Cherokees apprirent cet acte de cruauté, ils vinrent assiéger le fort et envoyèrent des bandes de guerriers répandre dans la Caroline le pillage et l'incendie. Grand émoi à Charleston. L'Assemblée ordonna une levée de 1 000 hommes et offrit une prime de 25 livres par chevelure indienne scalpée. La Caroline du Nord offrit une prime égale et permit de plus de garder comme esclaves les Indiens qui seraient faits prisonniers.

2. A la nouvelle du danger que courait le fort Prince George, le général Amherst avait envoyé un secours de 1 200 hommes, sous Montgomery. Celui-ci ralliant les forces de la province, entra sur le territoire cherokee, fit lever le blocus du fort, marcha sur Etchoe, principal village de l'ennemi, et heurta un corps considérable d'Indiens établis dans un défilé. Le combat fut indécis. Montgomery, rappelé dans les colonies du nord, alla s'embarquer à Charleston, laissant son œuvre inachevée. Après son depart, les Indiens mirent le siège devant le fort Loudoun, dont la garnison, après avoir mangé ses chevaux, se rendit en août 1760 sous la promesse que sa retraite serait protégée jusqu'aux établissements des blancs. La promesse fut violée; une partie de la garnison fut tuée, le reste fut gardé prisonnier; les Indiens se jetèrent sur la frontière. La colonie invoqua de nouveau le secours d'Amherst qui, au commencement de 1761, envoya un régiment écossais, commandé par Grant. Celui-ci appuyé de quelques levées de la province que dirigeaient des officiers appelés Middleton, Moultrie, Gadsden, Marion, tous noms qui allaient bientôt devenir célèbres dans la guerre révolutionnaire, entra avec 2 600 hommes dans la vallée du haut Tennessee, battit les Indiens au lieu même où avait été livré le combat de l'année précédente, pilla et brûla Etchoe et d'autres villages, détruisit les récoltes, poursuivit les Cherokees dans la montagne et les força d'implorer la paix.

hauts comtés se formèrent en associations armées sous le nom de Regulators, en langage moderne Lynchlawmen (gens de la loi de Lynch), associations dont la raison d'être était que le plus sûr et le plus court, en certaines conjonctures, est de se faire justice de ses propres mains. Le gouverneur envoya un agent nommé Scovile qui traita les Regulators en émeutiers. Les désordres s'aggravèrent, dégénérant presque en guerre civile. En 1767, l'établissement de tribunaux de district ou de circuit mit fin à ces troubles. Quand vint la révolution, les Regulators épousèrent la cause patriotique et les tories de la Caroline du Sud furent flétris sous le nom de Scovilites.

La fin de la guerre entre les Français et les colonies (1763) provoqua une recrudescence d'immigration européenne, surtout dans les provinces du centre et du midi. Le gouvernement de la Caroline du Sud pour opposer une barrière solide aux incursions des Cherokees, voisins, on l'a vu, peu commodes, encouragea par des primes l'établissement de travailleurs blancs, surtout d'Irlandais et d'Allemands, dans les districts les plus éloignés de la côte, au pied des montagnes. Pendant ce temps, les plantations de riz ne cessaient de se développer et la Caroline du Sud passait en 1765 pour la plus riche des colonies. Elle comptait à cette époque quarante-cinq mille blancs et presque le double de noirs [1]. La ville de Charleston avait cinq mille habitants blancs et six mille nègres. Elle exportait annuellement pour deux et demi millions de dollars de produits, dont les trois quarts à destination de l'Angleterre.

La colonie, par le caractère spécial de son commerce, était plus étroitement reliée que toutes les autres à la mère patrie. Les sentiments de loyalisme envers la couronne et d'attachement à la constitution anglaise étaient par conséquent ceux de la grande majorité de la population. Cependant les Sud-Caroliniens étaient très jaloux de toute immixtion dans leurs affaires intérieures, ennemis jurés de tout ce qui pouvait ressembler à une menace d'oppression extérieure. Ils avaient en outre, comme griefs analogues à

1. En 1769, du 1er janvier au 31 décembre, plus de cinq mille nègres adultes furent importés dans la Caroline du Sud et vendus en moyenne quarante livres chacun, en tout plus d'un million de dollars.

ceux des autres colonies, les lois commerciales de la métropole et les restrictions imposées à l'industrie locale. L'*act* du timbre excita chez eux une grande indignation. Ils envoyèrent comme delégués au congrès de 1765 à New-York, Cristopher Gadsden et John Rutledge. Cette prompte action de l'Assemblée fut une des mesures décisives pour la réunion du congrès continental et pour la formation ultérieure de l'Union.

CHAPITRE XXVII

GÉORGIE

Oglethorpe. Philanthropie et colonisation (1731). Gouvernement de *trustees* (1732-1752). — Immigration allemande. — Le rhum et les esclaves.

Oglethorpe. Philanthropie et colonisation (1731). Gouvernement de « trustees » (1732-1752).

La Géorgie, la dernière née des treize colonies, est située au sud-ouest de la Caroline méridionale dont la sépare la rivière Savannah; elle s'étend au sud jusqu'à la Floride. Considérée d'abord comme une dépendance des Carolines, cette région en fut détachée en 1732 et concédée à James Edward Oglethorpe, gentleman de bonne famille et d'une honnête fortune, officier de l'armée anglaise, membre de la Chambre des communes, et philanthrope. Il avait entrepris une campagne pour la réforme générale du système disciplinaire dans les prisons, et il conçut l'idée de constituer en Amérique un lieu de refuge où les prisonniers libérés et autres pauvres gens, deshérités de la fortune, pourraient recommencer une existence industrieuse et honnête.

Après s'être entendu avec lord Percival et sept autres gentilshommes, Oglethorpe demanda au roi George II la concession d'une charte organisant en province séparée, sous le régime des colonies appartenant à des propriétaires, la partie la plus méridionale de la Caroline du Sud. Aux marchands, Oglethorpe promit comme produits du nouvel établissement, le vin et la soie. Aux

hommes d'État il représenta que cette province servirait de barrière militaire contre les Espagnols à la riche mais faible Caroline du Sud. Aux protestants il offrait un asile pour leurs frères du continent encore exposés aux persécutions religieuses. Il captiva les âmes pieuses en faisant valoir l'intérêt de la conversion des Indiens au christianisme. Sur un rapport favorable du Board of Trade, la charte fut concédée. Elle donnait tout le territoire entre les rivières Savannah et Altamaha, puis entre les sources de ces rivières vers l'ouest jusqu'au Pacifique, à vingt et un *trustees*, pour y « établir la colonie de Georgia en Amérique ». Les concessionnaires avaient tout pouvoir de légiférer dans la province pendant vingt et un ans. Les lois qu'ils voteraient devraient être approuvées par le roi en conseil, et ne rien contenir qui fût en contradiction avec les lois de l'Angleterre. La liberté religieuse était garantie à tous les colons, sauf aux papistes; les colons jouiraient en outre de tous les droits, franchises et libertés des sujets de la Grande-Bretagne. Le pouvoir exécutif serait exercé par un conseil général, qui pourrait faire des concessions de terre sans que chaque concession pût dépasser cinq cents acres par personne.

Les trustees se mirent à l'œuvre avec enthousiasme. Plus de cent *clergymen* et vingt-quatre gentilshommes acceptèrent la mission de recueillir des fonds pour l'entreprise. La Société pour la propagation de l'évangile promit son concours. La Banque d'Angleterre fit un don important. Il s'agissait d'une grande œuvre de charité; on allait vider les *workhouses* et les prisons. Les détenus et les indigents transportés gratuitement sur une terre de liberté et d'abondance, pourvus de tous les instruments nécessaires pour occuper et exploiter leurs terres, oublieraient les misères de leur existence antérieure en s'enrichissant eux-mêmes tandis qu'ils accroîtraient d'une nouvelle province l'empire britannique. Cet esprit de charité conduisit malheureusement les trustees à choisir pour premiers colons des gens que le commerce avait ruinés, des banqueroutiers, des débiteurs insolvables, des spéculateurs déçus dans leurs espérances. Ils exclurent au contraire les travailleurs de la campagne, justement l'espèce d'hommes qui pouvait le mieux convenir pour l'établissement d'une colonie.

Oglethorpe emmena (1732) un premier convoi de trente-cinq familles, environ cent trente-cinq personnes avec un clergyman, des bibles, des *prayer-books* en quantité, et des magistrats désignés par les trustees. A Charleston, où arriva l'expédition en janvier 1733, l'Assemblée de la Caroline du Sud vota pour les nouveaux colons un don de bestiaux, de riz et de barques. La petite troupe s'établit sur la rive droite de la rivière Savannah, à vingt



Géorgie.

milles environ de l'embouchure. Oglethorpe acheta l'emplacement à une tribu d'Indiens Creeks par l'intermédiaire d'une Indienne élevée à Charleston et qui avait épousé un marchand anglais. Là s'élevèrent les premières maisons de la ville de Savannah. Les chefs indiens convoqués en conseil par Oglethorpe consentirent à lui abandonner le pays côtier entre la Savannah et l'Altamaha. La ville fut divisée en quatre quartiers et partagée en lots de cinq acres, à chacun desquels était attachée la concession d'une ferme de quarante-cinq acres dans la campagne. Un jardin de dix acres dut servir à faire des expériences sur la culture de la vigne, du mûrier et des plantes médicinales.

Immigration allemande.

Les trustees envoyèrent bientôt après cent cinquante nouveaux émigrants, puis quarante Juifs, puis des Salzbourgeois. Ceux-ci, des luthériens, habitaient une vallée des Alpes orientales sur les domaines de l'archevêché de Salzburg. Le souverain spirituel et temporel de ces vallées s'étant mis à persécuter ses sujets, une émigration commença dont les amis d'Oglethorpe en Angleterre payèrent eux-mêmes les dépenses. On vit donc quatre-vingts de ces montagnards quitter leur pays, traverser le continent depuis Augsburg en chantant des psaumes, descendre le Rhin, s'embarquer à Rotterdam, toucher à Douvres où les trustees vinrent leur rendre visite, et partir pour la Géorgie. Oglethorpe les installa (1734) dans un village qu'ils nommèrent Ebenezer en amont de Savannah, et cette petite « communauté évangélique », sous la direction de ses ministres Baltzius et Gronau, grossie successivement de nouvelles recrues de Salzburg, ne tarda pas à prospérer. Oglethorpe retourna cette même année en Angleterre, accompagné de quelques chefs creeks et rapportant huit livres de soie de Géorgie, dont une robe fut tissée pour la reine.

Le comte Zinzendorf, chef des Moraves ou *Frères-Unis*, était entré en correspondance avec les trustees qui lui promirent une concession de terre. Il envoya donc dix de ses coreligionnaires, qui arrivèrent en Géorgie en janvier 1735 avec mission spéciale de convertir les Indiens. Cinquante acres étaient concédées à tout émigrant transporté gratuitement et de cinquante à cinq cents acres (selon le nombre des gens et domestiques) à toute famille se transportant à ses frais. Aucune aliénation de terre ne pouvait avoir lieu sans la permission spéciale des trustees. L'usage du rhum fut prohibé, et tout commerce avec les Indes occidentales interdit (pour éviter la démoralisation qu'engendrait le trafic des spiritueux). L'esclavage fut également interdit à la fois comme injuste et cruel et comme fatal aux intérêts des colons blancs pauvres. Les finances des trustees commençant à s'épuiser, le Parlement donna 26 000 livres sterling. Une compagnie de

Highlanders écossais fut alors transportée en Géorgie et fonda New-Inverness sur l'Altamaha (1736).

Bientôt après Oglethorpe s'embarqua de nouveau avec deux cent vingt personnes équipées par les trustees qui s'étaient engagés à leur fournir l'entretien d'une année, y compris les services d'un « indented servant » pour chaque famille. Il fonda une ville nouvelle, Frédérica (à l'embouchure de l'Altamaha), dans l'île de Saint-Simon, avec un gouvernement municipal comme celui de Savannah. Il établit un poste appelé Augusta sur la rivière Savannah à la limite de la navigation. Un sentier à travers bois, parallèle à la rivière, relia ce poste aux établissements de la côte, et Augusta devint le siège d'un commerce actif avec les Indiens.

Deux classes de colons, les Allemands de Salzburg à Ebenezer, les Highlanders à Darien, industrieux et travailleurs, étaient contents de leur sort. Les colons anglais au contraire (marchands en faillite, ex-détenus pour dettes, spéculateurs malheureux), se plaignaient d'avoir été trompés par de fausses descriptions de la Géorgie; les terres n'étaient que sable ou marécages; le climat interdisait tout travail aux Européens. Il aurait fallu du rhum et des esclaves; mais les Allemands et les Écossais ne voulaient pas qu'on importât des noirs et les trustees refusaient de céder aux demandes des colons anglais. « La plupart des colons, dit Stevens, historien de la Géorgie, étaient absolument indignes de l'assistance qu'on leur donnait; désappointés, mécontents, ils ne voulaient point travailler. » Bon nombre d'entre eux quittèrent Savannah et se réfugièrent à Charleston, se répandant en calomnies contre Oglethorpe.

La Géorgie devait servir d'avant-poste aux colonies anglaises d'Amérique contre les Espagnols établis dans l'Amérique centrale, dans les Antilles et en Floride. Oglethorpe revint en 1738 d'Angleterre avec un régiment de troupes régulières et le titre de commandant militaire de la Géorgie. Il joignit à son régiment une troupe de volontaires caroliniens et un contingent de guerriers indiens et alla mettre le siège devant Saint-Augustine, mais il fut repoussé. Les Espagnols préparèrent à leur tour une attaque contre la Géorgie et la Caroline (1742). Mais ils ne furent pas plus heureux. Leur commandant Monteano perdit un temps précieux à

chercher sur la côte la ville de Charleston qu'il ne put découvrir. Il tenta une surprise contre Frédérica, mais ne réussit pas et retourna à la Havane. Oglethorpe, que ses ennemis dans la colonie ne cessaient de représenter à Londres comme incapable, traître et voleur, s'embarqua de nouveau pour l'Angleterre (1743) et n'eut point de peine à se justifier des accusations portées contre lui. Il se maria, reçut l'ordre de rejoindre l'armée que l'on réunissait pour repousser le débarquement prévu du Prétendant, et ne retourna plus en Amérique.

Le rhum et les esclaves.

Le gouvernement de la Géorgie fut confié à un président assisté de quatre conseillers. Les colons de Savannah, dont une pétition contre Oglethorpe avait été déclarée par la Chambre des communes « fausse, scandaleuse et malicieuse », obtinrent cependant des trustees une des deux concessions qui leur tenaient le plus à cœur, la liberté d'importation du rhum; mais l'importation des esclaves resta interdite. Comme la colonie faisait peu de progrès, en grande partie par suite de l'inexpérience et de la paresse des colons, ceux-ci rejetaient toute la responsabilité de l'insuccès sur les déplorables conditions faites au travail et à l'agriculture par l'absence des noirs. Les colons réussirent à intéresser à leur cause Whitefield et Habersham, deux des apôtres du *revival* religieux qui se produisit dans toutes les colonies d'Amérique au milieu du XVIIIe siècle [1]. Ces deux ministres réformateurs écrivaient eux-mêmes aux trustees qu'en autorisant l'esclavage, ils favoriseraient le développement de la religion chrétienne. Aux scrupules des honnêtes Salzbourgeois, on objectait : « si vous prenez des esclaves avec l'intention sincère de les conduire au Christ, l'action ne sera pas un péché; elle sera au contraire une bénédiction ». Les pieux Allemands, rassurés, consentirent à prendre des nègres en esclavage et à les conduire au Christ, en les faisant passer par les champs de riz.

Tandis que les membres du conseil de la province hésitaient à fermer les yeux sur des violations formelles de la loi fondamentale de la province, l'esclavage était déjà entré par une voie détournée.

1. Habersham renonça promptement à la carrière de missionnaire et établit à Savannah une maison de commerce, longtemps la seule de cette ville.

Les colons avaient fait venir un nombre relativement considérable de nègres de la Caroline du Sud, non pas en les achetant, mais en les prenant à loyer, de leurs propriétaires, comme serviteurs, soit à vie, soit pour cent ans. A Savannah tous les repas de fête se terminaient par un toast à « la chose nécessaire », c'est-à-dire à l'autorisation d'importer des esclaves noirs. Sous cette pression constante, les trustees finirent par céder. L'esclavage fut désormais autorisé, mais à la condition que les maîtres, sous peine d'une amende de cinq livres sterling par infraction, feraient instruire leurs nègres dans la religion chrétienne et les obligeraient d'assister régulièrement, le jour du Seigneur, aux offices du culte. A la même époque furent entièrement supprimées toutes les restrictions qui embarrassaient la possession et le transfert des terres.

Depuis 1743 Stevens, Henry Parker et Patrick Graham avaient été successivement présidents de la Géorgie. Parker avait réuni une première Assemblée coloniale, non pour légiférer (les trustees en ayant seuls le droit) mais à titre consultatif. Les trustees se décidèrent en 1752 à rendre à la couronne les droits qu'ils tenaient de la charte de 1732. Après vingt années d'efforts et l'épuisement de crédits concédés par le Parlement jusqu'à concurrence de 600 000 livres sterling, la Géorgie ne contenait que trois villages et quelques plantations isolées, en tout 1 700 habitants blancs et 400 nègres. Reynolds, capitaine de la marine, arrivant en 1754 avec une commission royale de gouverneur, était étonné de la pauvreté de la colonie qu'il venait administrer : « Savannah, écrit-il au *Board of Trade*, n'a que cent cinquante maisons en bois, très petites, misérables. Frédérica n'est déjà plus qu'une ruine. »

Cependant l'année même de la reddition de la charte, la Géorgie reçut une importante augmentation de population. Les gens de Dorchester (Caroline du Sud), anciens immigrants puritains de la Nouvelle-Angleterre qui avaient conservé leur organisation ecclésiastique primitive, se transportèrent en corps entre la Savannah et l'Altamaha. En 1755 fut réunie une Assemblée générale composée de dix-neuf délégués[1]. Ce Parlement en miniature entreprit de faire des lois. Dès sa première session il pourvut à l'organisation de la

1. Pour être électeur il fallait posséder cinquante acres de terre ou un lot urbain, et pour être éligible à l'Assemblée, cinq cents acres.

milice, à la construction de routes, à l'établissement d'un marché à Savannah et d'un phare à l'île Tybee. Il fit des règlements concernant les esclaves, le taux de l'intérêt, la répartition des taxes, l'émission d'un papier-monnaie. H. Ellis, successeur de Reynolds en 1757, divisa la Géorgie en huit paroisses. L'Église épiscopale d'Angleterre fut établie comme Église officielle, et le ministre de chaque paroisse reçut un traitement annuel de vingt-cinq livres sterling.

La Géorgie avait à ce moment 6 000 habitants et la population commença d'augmenter rapidement. En 1763, fut publié le premier journal de la colonie, la *Georgia Gazette*. La même année la proclamation du gouvernement royal britannique qui organisait la Floride, récemment conquise, en deux provinces, cédait à la Géorgie la région entre la rivière Altamaha et la rivière Saint-Mary. Bientôt après, la Géorgie, en répondant à l'appel de la Virginie et du Massachusetts en faveur de l'union dans la résistance à l'Angleterre, fit son entrée dans l'histoire générale des colonies.

Documents et ouvrages à consulter.

(Chapitres xx a xxvii.)

New-Jersey : Whitehead, *History of East New-Jersey*. — Smith (S.), *History of New-Jersey to 1721*. — Gordon, *History and Gazetteer of New-Jersey to 1789*; 1834. — Mulford (Isaac S.), *Civil and political history of New-Jersey to 1789*; Philadelphie, 1851.

Pennsylvanie : Proud (Robert), *History of Pennsylvania to 1742*, 2 vol. Philadelphia, 1797. — Gordon, *History of Pennsylvania to 1776*. — Watson, *Annals of Philadelphia and Pennsylvania*, 2 vol. — Penn (William), Œuvres complètes, un vol. in-f°, 1726; 4 vol. 1782. — Marsillac, *Vie de Guillaume Penn*, 2 vol. Paris, 1791. — Clarkson (Th.), *Vie publique et privée de W. Penn*, 2 vol. Londres, 1813. — Dixon (W. Hepworth), *Biographie historique de W. Penn*, Londres, 3e éd. 1856. — Jeanney (Samuel), *Vie de Guillaume Penn*, Boston, 1852.

Colonies de la Nouvelle-Angleterre, New-York, Virginie et Maryland : documents et ouvrages indiqués à la suite du chapitre xvii.

Caroline du Nord : Williamson (H.), *History of North Carolina*, 2 vol. Philadelphie, 1812. — Brickett, *Natural history of North Carolina*.

Caroline du Sud : Lawson, *New Voyage to Carolina*, 1708. — Purry, *Description of South Carolina*, 1732. — Ramsay (David), *History of South Carolina*, from 1670 to 1808, 2 vol. — Simms (W. G.), *History of South Carolina to the present time*, New-York, 1860.

Géorgie : Moore, *Voyage to Georgia*, 1744. — Mc Call, *History of Georgia*, 2 vol. — Stevens (W. B.), *History of Georgia to 1798*; vol. 1 to 1760; 2 vol. New-York, 1847. — Jones (Ch.), *History of Georgia to the present time*, 2 vol. Boston, 1883.

Histoires générales : Grahame, Bancroft, Hildreth, Winsor, ouvrages cités.

LIVRE IV

LE CANADA ENLEVÉ AUX FRANÇAIS
PREMIÈRES ÉTAPES DU CONFLIT
ENTRE LE GOUVERNEMENT ANGLAIS ET LES COLONIES D'AMÉRIQUE

CHAPITRE XXVIII

EXPÉDITION DU MASSACHUSETTS CONTRE LOUISBOURG (1745)

L'Assiento; guerre entre l'Angleterre et l'Espagne (1740). — Le Canada et les colonies anglaises engagées de nouveau dans les guerres européennes. Shirley et l'expédition contre Louisbourg (1745).

L' « Assiento »; guerre entre l'Angleterre et l'Espagne (1740).

La politique coloniale des trois puissances qui avaient fondé des établissements en Amérique du XVIe au XVIIIe siècle, avait pour objectif unique de faire servir ces établissements à l'intérêt de la métropole. De là vient que, pendant la première moitié du XVIIIe siècle, l'immense étendue des colonies hispano-américaines constituait encore une sorte de monde inconnu, par suite des précautions jalouses avec lesquelles le gouvernement de Madrid en écartait tous les étrangers. Le commerce entre ces colonies et l'Espagne se faisait par le seul port de Cadix, avec tout un système de restrictions qui tenait à un niveau élevé les prix des marchandises échangées, et incitait à la contrebande. L'insuffisance de sa marine marchande avait cependant amené l'Espagne à se départir, sur un point, de cette politique exclusive. Au traité d'Utrecht (1713), elle avait concédé à la Compagnie anglaise des mers du Sud l'*Assiento*, c'est-à-dire le privilège de transporter annuellement dans les colonies espagnoles un certain nombre

d'esclaves [1]. L'Assiento servit aux Anglais à couvrir un vaste commerce de contrebande, qui, par le mélange qu'il offrit d'aventures dangereuses et de perspectives de grands bénéfices, attira bientôt les derniers survivants des boucaniers, flibustiers et pirates de toutes catégories, qui avaient si longtemps infesté les mers américaines [2]. Le gouvernement anglais favorisa ce trafic irrégulier sans songer au coup qu'il portait aux principes mêmes sur lesquels il faisait reposer sa propre politique coloniale.

Le gouvernement espagnol fit cependant quelques efforts pour réprimer ces infractions systématiques à la lettre du traité. Il entretenait dans ce but une flottille de petits bâtiments de guerre dans les Antilles, et parfois quelques contrebandiers découverts et pris étaient sévèrement traités. Chaque fois qu'un fait de ce genre se produisait, le récit en était colporté, grossi de mille exagérations dans toutes les parties de l'empire britannique et y ravivait la haine contre les Espagnols, qui ne s'était jamais complètement éteinte depuis les temps de Philippe II.

1. Lorsque la compagnie des mers du Sud se constitua pour l'exploitation du monopole de l'*Assiento*, le roi d'Espagne fournit le quart du capital, la reine Anne un second quart, des sujets anglais l'autre moitié. Les souverains de Madrid et de Londres devinrent ainsi les plus grands marchands d'esclaves du monde entier. La compagnie s'engageait en effet à introduire dans les Indes occidentales appartenant à l'Espagne 4 800 nègres par an pendant trente ans, soit en tout 144 000 nègres, et à payer pour 4 000 d'entre eux un droit d'importation de 33 1/3 dollars par tête. Elle pouvait en introduire un plus grand nombre, à un taux de 16 2/3 dollars par tête pour toute quantité excédant le chiffre indiqué ci-dessus.

« Le système mercantile dont cette politique coloniale était la branche essentielle, eut son point culminant dans le commerce des esclaves et dans les mesures adoptées à l'égard du principal produit du travail des esclaves (le sucre). Les hommes d'Etat qui favorisèrent le système du monopole commercial montrèrent également une grande faveur pour les colonies à sucre. L'Angleterre, non contente de monopoliser le commerce des nègres, chercha aussi à monopoliser la production du sucre dans le monde entier. » (Bancroft.)

2. Le traité d'Utrecht dit : « Il y aura commerce entre l'Angleterre et l'Espagne et entre leurs plantations et provinces respectives là où des relations commerciales se sont déjà établies ». Ce qui donnait en quelque manière la sanction du droit aux résultats fructueux obtenus déjà avant cette époque par les entreprises de la contrebande anglaise. Il était stipulé que les *Assientists* ou agents de l'Assiento, nommés par le gouvernement anglais, auraient le droit d'entrer dans les ports de l'Amérique espagnole et d'y installer des magasins, et que la compagnie enverrait tous les ans dans les Antilles un navire de cinq cents tonnes, chargé de marchandises qui entreraient à Porto-Bello, libres de tous droits, pour y être vendues à la foire annuelle, les produits de la vente, en lingots d'or ou d'argent ou denrées du pays, devant être transportés directement d'Amérique en Europe par navires anglais. Les *Assientists* étaient en outre autorisés à se faire apporter des provisions pour leur service particulier par quelques petits bâtiments d'Europe ou de l'Amérique du Nord. C'était la voie ouverte à la contrebande.

D'autres motifs de querelle entre l'Angleterre et l'Espagne se préparaient sur les confins des possessions des deux puissances dans l'Amérique du Nord. On a vu qu'un des objets principaux de la colonisation de la Géorgie, avait été d'élever, au sud des Carolines, une barrière contre les attaques directes ou détournées des Espagnols de la Floride. Les esclaves fugitifs de la Caroline du Sud trouvaient un abri à Saint-Augustine, où les Espagnols les armaient et les organisaient en compagnies légères. En 1738, le gouvernement de la Caroline du Sud réclama la reddition de ces fugitifs; les Espagnols répondirent par un refus catégorique. Cependant, on ne désirait la guerre ni à Londres, ni à Madrid, et une commission mixte fut chargée de régler toutes les difficultés pendantes entre la Floride et la Caroline. Mais, si le gouvernement anglais était résolument pacifique, il n'en était pas de même de la population, à qui la faiblesse militaire de l'Espagne inspirait autant de mépris que les richesses de cet empire colonial excitaient sa convoitise. Les clameurs belliqueuses des marchands et de la foule en Angleterre rendirent inévitable la rupture des négociations et forcèrent Walpole à déclarer, contre son gré, la guerre à l'Espagne.

Oglethorpe dans la Géorgie reçut l'ordre d'attaquer la Floride (1739). A la tête d'une petite armée composée de réguliers anglais, de volontaires sud-caroliniens et virginiens, il occupa un fort espagnol à l'embouchure de la rivière Saint-John et mit le siège devant Saint-Augustine. Il fut repoussé dans un assaut; abandonné par les Peaux-Rouges, il dut se retirer (1740). Cependant, Walpole était résolu à pousser vivement cette guerre qu'il n'avait engagée que malgré lui. Il envoya Anson ravager la côte du Pacifique (comme avait fait Drake), et donna de nouvelles forces à l'amiral Vernon, déjà maître de Porto-Bello et de Chagres, les deux dépôts sur l'Atlantique de toutes les marchandises à destination du Pacifique, sur l'isthme de Panama. La flotte de renfort portait une armée commandée par Cathcart, la plus considérable qu'on eût encore vue dans les Indes occidentales. Il s'y trouvait un régiment de trois mille six cents hommes, à la formation duquel avaient contribué toutes les colonies de l'Amérique du Nord, moins la Géorgie, et qui était commandé par le Virginien Spotswood.

La flotte, avec douze mille soldats, alla bloquer Carthagène (1740), mais la fièvre jaune éclata. Cathcart et Spotswood succombèrent; les rangs de l'armée étaient décimés. Wentworth, le nouveau commandant des forces de terre, ne put s'entendre avec Vernon. Plusieurs attaques contre la ville échouèrent, les assiégeants perdant chaque fois beaucoup de monde. Il fallut renoncer à l'entreprise. Vernon fit voile contre Cuba et ne réussit pas mieux. Les colonies ne virent pas rentrer la dixième partie des forces qu'elles avaient envoyées. Dans le Pacifique, l'escadre d'Anson fut dispersée par les tempêtes, et le commerce britannique devint la proie des corsaires. Cette guerre, où s'était précipitée tête baissée la cupidité britannique, devenait une très sérieuse affaire.

Le Canada et les colonies anglaises engagés de nouveau dans les guerres européennes. Shirley et l'expédition contre Louisbourg (1745).

En Europe, la convoitise non moins scandaleuse d'un souverain déchaînait une guerre continentale. Frédéric II se jetait sur la Silésie pour l'enlever à Marie-Thérèse, en proie aux embarras d'une succession contestée par plusieurs puissances. La France encourageait la Prusse et favorisait les prétentions de l'électeur de Bavière à la succession d'Autriche; de plus, elle inclinait à aider l'Espagne. L'Angleterre devait donc soutenir la reine de Hongrie contre ses ennemis coalisés. C'était la guerre entre la France et la Grande-Bretagne. Elle s'engagea immédiatement en Amérique. En mai 1744, le gouverneur de l'île française du Cap-Breton s'établit à Canseau, pointe nord-est de la Nouvelle-Écosse. Il envoya de là une troupe d'Indiens et de Canadiens assiéger Annapolis (anciennement Port-Royal), capitale de l'Acadie. Des corsaires sortant de Louisbourg[1] menacèrent le commerce de la Nouvelle-Angleterre, et les Indiens du nord-est recommencèrent à dévaster les frontières du Maine et du New-Hampshire. Des prisonniers internés à Louisbourg, puis relâchés, vinrent révéler

1. L'île du Cap-Breton a cinquante lieues de longueur sur trente de largeur. Les côtes à l'est et au midi sont très accessibles et offrent de bons mouillages. L'un des plus vastes et des plus sûrs est celui de Louisbourg. La position de cette place lui donnait une grande valeur, car elle commandait l'Acadie, l'embouchure du Saint-Laurent et Terre-Neuve.

à Shirley, gouverneur du Massachusetts, que la garnison de la place était faible et les fortifications mal entretenues. Shirley, saisi d'un enthousiasme guerrier à la pensée d'une conquête si brillante et relativement aisée, proposa à la Cour générale du Massachusetts le projet hardi d'une expédition exclusivement coloniale contre la forteresse française [1]. Une majorité assez faible se prononça pour le projet. Shirley envoya aussitôt à tous les gouvernements coloniaux, y compris celui de Pennsylvanie, une lettre demandant aide et concours pour l'expédition projetée. Thomas, gouverneur de la Pennsylvanie, et Morris, gouverneur de New-Jersey, soumirent la demande de Shirley à leurs Assemblées respectives qui se contentèrent de voter, l'une 4 000 livres sterling, l'autre 2 000. L'Assemblée de New-York ne vota elle-même que 3 000 livres, et en papier-monnaie. Clinton, le gouverneur, trouvant ce subside bien chétif, y joignit des provisions achetées avec le produit d'une souscription et dix canons tirés des magasins du roi. Le Connecticut envoya cinq cents hommes sous la conduite de Roger Wolcott (plus tard gouverneur), à la condition que celui-ci commanderait en second. Le Rhode-Island et le New-Hampshire donnèrent chacun trois cents hommes. Le Massachusetts déploya une grande activité, enrôla deux mille deux cents hommes en sept semaines, nolisa des transports et émit des billets de crédit pour payer la dépense. Le commandement en chef fut donné à William Pepperell, riche négociant à qui son père avait légué une belle fortune acquise dans les pêcheries, personnage très populaire, entreprenant, mais peu familiarisé avec les affaires militaires, bien qu'officier de milice. Le ministre *revivalist*, Whitefield, qui faisait à cette époque sa troisième tournée à travers les colonies, prêcha en faveur de l'expédition et fit inscrire sur l'étendard du New-Hampshire cette devise : *Nil desperandum Christo duce*. L'entreprise prenait le caractère d'une croisade anticatholique. Un disciple de Whitefield suivit l'armée, portant une hache « qui devait abattre les images dans les églises ». On s'embarqua fin mars à Boston. Le 4 avril, l'armement se concentra à Canseau, attendant la débâcle des glaces qui entouraient

1. Il n'y avait pas à compter sur l'appui de l'Angleterre, où l'attention était toute concentrée sur l'invasion imminente du Prétendant.

l'île du Cap-Breton. On avait donné avis en Angleterre et aux Indes occidentales de l'expédition projetée. Le 23 avril, arriva le capitaine Warren avec quatre vaisseaux de guerre; il croisa devant Cap-Breton et s'empara de plusieurs navires chargés de provisions. Avant son arrivée, les croiseurs de la Nouvelle-Angleterre avaient déjà empêché l'entrée d'une frégate française de trente canons. Le 30 avril, le siège fut mis devant Louisbourg. On manquait de troupes du génie. Une batterie à l'entrée du port résista à cinq attaques. Le temps froid et brumeux fit souffrir cruellement les assiégeants mal vêtus et mal abrités; les maladies mirent hors de service un tiers de l'effectif.

Mais la garnison était faible et, le 17 juin, les provisions furent épuisées; le commandant français tira les assiégeants d'embarras, en offrant de capituler. Il fut entendu que les 650 soldats et les habitants de la ville, au nombre de 1 300, seraient transportés en France [1]. Pepperel fut fait *baronet* et reçut, ainsi que Shirley, une commission de colonel dans l'armée anglaise. La prise de la puissante forteresse fut célébrée comme un grand triomphe pour les colonies qui avaient mené seules cette affaire glorieuse. Elle attira en même temps l'attention des Européens sur les forces naissantes et sur l'esprit d'entreprise du peuple de la Nouvelle-Angleterre.

Shirley, tout gonflé du facile succès de Louisbourg, se mit à rêver la conquête du Canada. Il soumit au duc de Newcastle (depuis 1824 secrétaire d'État pour le département du Sud) un projet de formation d'une armée coloniale pour l'accomplissement de ce grand dessein. Le duc de Bedford, alors à la tête de la marine anglaise, fit rejeter cette proposition, à cause des « idées d'indépendance que son exécution ne manquerait pas de développer dans les provinces d'Amérique ». On en revint à Londres à l'ancien plan : une escadre et une armée venant d'Angleterre pour prendre Québec et ralliant, en passant à Louisbourg, les contingents de la Nouvelle-Angleterre, tandis que les forces des autres colonies opéreraient en arrière contre Montréal. Ordre fut donc

1. Le siège avait coûté cent cinquante hommes à l'armée américaine; la maladie en enleva près de quinze cents à la garnison chargée de garder la forteresse conquise. Parmi les soldats enrôlés dans les régiments coloniaux pour l'expédition de Vernon et pour la campagne contre Louisbourg figuraient, en nombre assez important, des Indiens de la Nouvelle-Angleterre.

envoyé aux colonies (avril 1746), de lever des troupes, dont le roi paierait la solde et l'entretien. Le Massachusetts donna 3 500 hommes, le Connecticut 1 000, le New-Hampshire 500, le Rhode-Island 300, le New-York 1 600, le New-Jersey 500, le Maryland 300, la Pennsylvanie 400, la Virginie 100, au total 8 200 hommes qui furent envoyés, partie à Albany, partie à Louisbourg. Clinton, gouverneur de New-York, prit en août le commandement en chef à Albany. On attendit vainement les troupes d'Angleterre. Le ministre avait changé d'avis. La nouvelle arriva qu'une flotte française de quarante bâtiments avec trois mille hommes de vieilles troupes avait fait voile pour la côte américaine. Les colonies du nord-est commencèrent à réfléchir. A Albany, il ne fut plus question de marcher sur Montréal; à Boston on appela dix mille hommes de milice et on fortifia *Castle-Island* à l'entrée du port. La flotte française fut dispersée par les tempêtes et décimée par la maladie. L'amiral mourut, le vice-amiral se tua. Le commandement revint à La Jonquière, nommé gouverneur général de la Nouvelle-France comme successeur de Beauharnais qui tenait ce poste depuis vingt ans. Une nouvelle tempête acheva la destruction de la flotte, dont les débris rentrèrent isolément en France. La Jonquière fut pris (1747) dans une seconde tentative pour atteindre le Canada. La Galissonnière fut nommé gouverneur général. L'Angleterre remboursa aux colonies les dépenses de leurs inutiles préparatifs contre le Canada, plus d'un million de dollars.

Cette guerre si inconsidérément engagée prit fin par le traité d'Aix-la-Chapelle (oct. 1748). Elle ajoutait trente millions de livres sterling à la dette nationale de l'Angleterre. Le traité ne fit même pas allusion à la prétention de pouvoir naviguer librement dans les mers hispano-américaines, qui avait été la cause originaire du conflit. La rivière Saint-Mary fut désignée comme frontière de la Floride. L'île du Cap-Breton et sa forteresse, Louisbourg, furent, au grand désappointement de la Nouvelle-Angleterre, restituées à la France, qui obtint en outre Saint-Pierre et Miquelon, au sud de Terre-Neuve, comme station pour ses pêcheurs. Une commission devait fixer les frontières françaises et anglaises en Amérique, question restée en suspens depuis le traité de Ryswick.

CHAPITRE XXIX

LA GUERRE POUR LA POSSESSION DE LA VALLÉE DE L'OHIO (1752-1758)

Disproportion des forces entre le Canada et les colonies anglaises. Etablissements français dans l'ouest. La vallée de l'Ohio. — Premières hostilités. George Washington. L'incident Jumonville (1754). Plan d'union des colonies. — Campagne de 1755. Dispersion des Acadiens. Braddock. Dieskau. — La guerre déclarée en Europe. Campagnes infructueuses de 1756 et 1757. Montcalm tient tête aux colonies et à l'Angleterre.

Disproportion des forces entre le Canada et les colonies anglaises. Établissements français dans l'ouest. La vallée de l'Ohio.

A l'époque de la conclusion de la paix d'Utrecht (1713), au lendemain de la première lutte contre les établissements français du Canada, la population totale des colonies anglaises s'élevait à 434 000 habitants, dont 386 000 blancs et 48 000 noirs. La disproportion des forces était déjà considérable entre les deux puissances destinées à se disputer un jour la possession exclusive du continent dont elles avaient entrepris simultanément la colonisation. Le Canada ne faisait aucun progrès, ou du moins son développement était à peine sensible. Il n'y avait pas plus de 20 000 à 30 000 Français établis dans toute la vallée du Saint-Laurent, sur les côtes découpées du nord-est du Canada, sur les rives des grands lacs de l'ouest, et dans les stations et missions disséminées à travers l'immense bassin du Mississipi jusqu'à l'établissement naissant de la Louisiane. Les Anglo-Américains étaient quinze à vingt fois plus nombreux. Il est vrai que seules

les provinces du nord avaient pris part à ces premières luttes, mais ce groupe comptait déjà 160 000 habitants, dont 3 000 nègres à peine. Le Canada n'était donc pas en état de lutter sérieusement, même contre la Nouvelle-Angleterre isolée.

Ce qui était déjà manifeste en 1715 [1] le devint encore bien plus au milieu du XVIIIe siècle, alors que les colonies anglaises, après une longue enfance de près d'un siècle, commencèrent à faire de rapides progrès en richesse et en population. De 1715 à 1740, c'est-à-dire dans l'espace d'une génération, le total de la population s'était élevé d'environ 450 000 habitants à 1 million; il avait ainsi plus que doublé, tandis que la colonie du Canada, dans le même temps, n'avait peut-être pas reçu un accroissement de plus de 15 000 à 20 000 habitants. Aucun étranger n'arrivait sur les rives du Saint-Laurent, tandis que les immigrants de pays non soumis à la couronne d'Angleterre affluaient déjà dans les provinces anglaises [2]. La prise de Louisbourg par les colons de la Nouvelle-Angleterre avertit les Canadiens du péril où les exposait leur petit nombre, et fit en même temps comprendre à tous les Français de la métropole qui s'intéressaient à cette possession lointaine tenue par une poignée de défenseurs, que le moment était proche où la lutte pour la possession de l'Amérique du Nord allait éclater sérieuse, sans merci, définitive, entre la France et l'Angleterre. Nous venons de voir que les Anglo-Américains étaient 1 million en 1740. Quinze ans plus tard, en 1755, à l'ouverture des dernières hostilités, ils atteindront le chiffre de 1 million et demi (1 485 000, dont 292 000 noirs). Il aurait fallu, pour sauver le Canada, un effort

1. Voici la répartition de la population en 1715 entre les différentes colonies :

Nouvelle-Angleterre : Massachusetts 96 000 habitants, Connecticut 47 000, Rhode-Island 9 000, New-Hampshire 9 600. — Ensemble, 161 600, dont 3 150 noirs.

Provinces du centre : New-York 31 000, New-Jersey 22 500, Pennsylvanie et Delaware 45 800. — Ensemble 93 300, dont 8 000 noirs.

Provinces du sud : Virginie 95 000, Maryland 50 200, Caroline du Nord 11 200, Caroline du Sud 16 700. — Ensemble 173 100, dont 36 200 noirs.

Total : 434 000 habitants, dont 48 000 noirs.

Le plus grand nombre des blancs habitant les colonies anglo-américaines vers 1715 étaient nés dans les colonies mêmes, l'immigration ayant été très faible pendant les vingt-cinq années précédentes.

2. Un acte du Parlement anglais (1740) venait d'établir les conditions suivantes de naturalisation pour ces immigrants étrangers : sept ans de résidence, un serment d'allégeance à la couronne, une profession de foi chrétienne protestante.

énergique et suivi de la royauté française ; le Canada ne fut défendu que par le dévouement infatigable, mais finalement impuissant, d'un héros.

Aussitôt après la paix d'Aix-la-Chapelle, où il était stipulé que chacune des deux nations recouvrait sa situation territoriale telle qu'elle était avant la guerre, Français et Anglais se hâtèrent d'élever des prétentions rivales sur les terres de l'ouest. Les premiers réclamaient le bassin du Mississipi et de ses affluents de gauche (Illinois et Ohio) comme leur appartenant par droit de découverte et d'occupation réelle. Ils alléguaient le voyage de Marquette en 1673, la prise de possession du fleuve et de la vallée au nom du roi de France, les explorations de Cavelier de La Salle, la découverte des bouches du Mississipi, la fondation de la colonie de la Louisiane et la création de missions et de postes militaires établis sur une multitude de points le long des grands lacs et des eaux du Mississipi[1]. Les missions des premiers temps avaient bien décliné, mais les postes de chasse, de trafic ou de garnison avaient été se multipliant. Ce n'est pas d'ailleurs qu'ils fussent devenus des centres de population. Les seuls habitants possibles de ces stations étaient des soldats qui, envoyés au Canada, et de là dans les garnisons éloignées, se décidaient, leur temps de service terminé, à rester en Amérique. Le gouvernement leur donnait des terres, un peu de bétail, quelques ustensiles, un fusil et des munitions, des semailles et des rations pour trois ans. Bon nombre de ces anciens soldats se mariaient avec des femmes indiennes, et de ces unions est sortie la race des métis franco-canadiens. En décembre, chaque année, des bateaux descendaient l'Illinois et le Mississipi, portant à la Nouvelle-Orléans du blé, du maïs, du porc, des peaux de buffle, du suif. Quelques-uns remontaient le fleuve en février ou mars, rapportant des marchandises européennes

1. En 1670 les Jésuites établissent des missions au nord du lac Michigan : Sault Sainte-Marie, la baie de Mackinaw, deviennent des centres de trafic avec les Indiens, des rendez-vous de *coureurs des bois*, et sont occupés bientôt par de petites garnisons françaises. Plus tard, Frontenac, Niagara, Détroit gardèrent les passages entre les grands lacs, du sud au nord, et devinrent aussi des centres d'établissements. Furent ensuite successivement fondés : les forts Saint-Joseph (source de l'Illinois), Green Bay (sur le Wisconsin), Miami (sur le Miami du lac Erié), Ouatanon (sur le Wabash), Sandusky (sur le lac Erié) ; du côté du Mississipi, Vincennes, Kaskaskia, Cahokia, etc.

pour la consommation ou pour les échanges avec les Indiens. Les diverses tribus du bassin mississipien et des grands lacs, Hurons, Wyandots, Miamis, Illinois, anciennes victimes des Iroquois, reconnaissaient toutes l'autorité de la France.

Les prétentions des Français étaient donc justifiées, en ce qui concerne la longue chaîne d'établissements reliant le Canada et la Louisiane, et par la découverte et par l'occupation effective. Avant 1740 pas un colon, pas un pionnier de race anglaise n'avait encore franchi la chaîne des monts Alleghanys. Mais les Anglais alléguaient les droits plus anciens résultant de la découverte du continent septentrional par Cabot, puis les termes des chartes successivement concédées par la couronne anglaise à ses diverses colonies, étendant indéfiniment vers l'ouest le territoire de plusieurs de ces établissements jusqu'à la rencontre d'un nouvel Océan. Le gouvernement anglais arguait, en outre, d'un prétendu protectorat de l'Angleterre, organisé par les traités d'Utrecht et d'Aix-la-Chapelle, sur les Iroquois, dont l'empire s'était étendu par la conquête dans toute la vallée de l'Ohio et sur le bassin des lacs Érié et Ontario [1].

Quelle que fût la valeur des arguments émis de part et d'autre, il était bien évident que le territoire contesté appartiendrait au premier occupant. Or, si les Français étaient établis en quelques points sur les rives des grands lacs et du haut Mississipi, il y avait entre cette longue ligne de postes et les établissements anglais une région jusqu'alors négligée et dont les autorités de la Nouvelle-France décidèrent, après la paix, de prendre possession le plus rapidement possible, la revendiquant comme une partie intégrante de leur domaine. Pour que le Canada pût vivre et eût le temps de se développer, il fallait que les Anglais ne pussent pas franchir les monts Alleghanys. La région qu'il s'agissait d'occuper s'étend immédiatement au sud du lac Érié, aujourd'hui Pennsylvanie occidentale et État d'Ohio. C'était un pays couvert d'épaisses forêts, presque entièrement désert, borné au sud-est par les pentes abruptes des Alleghanys et arrosé du nord-est au sud-ouest par l'Ohio.

1. C'est la thèse qu'avait soutenue le New-Yorkais Alexander Colden dans une Histoire des Cinq-Nations, publiée vers 1730 et rééditée à l'époque du traité d'Aix-la-Chapelle.

Premières hostilités. George Washington. L'incident Jumonville (1754). Plan d'union des colonies.

En 1749, le marquis de la Galissonnière, commandant en chef, gouverneur de la Nouvelle-France, envoya de Détroit un détachement de trois cents hommes traverser tout le pays au sud du lac Érié jusqu'aux montagnes à l'est, enterrer aux points importants, des plaques de plomb gravées aux armes de France avec inscription latine, prendre solennellement possession du territoire, et avertir les marchands anglais, qui commençaient à se hasarder de ce côté, d'avoir à quitter immédiatement la région, et à ne plus s'approcher de la Belle Rivière (Ohio). En même temps La Galissonnière fit construire un fort à Oswegatchie (Ogdensburg) et réparer celui de Niagara. La même année une grande entreprise était formée du côté des Anglais pour prendre définitivement pied dans cette vallée de l'Ohio que la colonie de Virginie, d'après les termes de sa charte, pouvait considérer comme placée sous sa juridiction. Le gouvernement britannique autorisait la création d'une compagnie commerciale, constituée principalement par des Virginiens et des Marylandais [1] et par des capitalistes de Londres, pour l'exploitation d'une étendue de cinq cent mille acres de terre situées sur la rive gauche de l'Ohio, entre les rivières Monongahela et Kanawha (Virginie occidentale). La même année encore, le gouvernement anglais, pour assurer la défense de la Nouvelle-Écosse et protéger le commerce de la Nouvelle-Angleterre, fonda sur la côte orientale de la presqu'île d'Acadie, dans la baie de Chebucto, un établissement fortifié, qui fut bientôt la principale station militaire et navale de la Grande-Bretagne dans l'Amérique du Nord. Deux mille colons y furent conduits par le colonel Cornwallis, oncle du lord Cornwallis qui, trente-deux ans plus tard, devait rendre son épée à Washington et à Rochambeau sous les murs de Yorktown. Le nom de Halifax fut donné à cet établissement, en l'honneur du nouveau président du Board of Trade [2], lord Halifax, qui avait

1. Augustin et Lawrence Washington, frères de George Washington, étaient au nombre des principaux promoteurs.

2. Le duc de Newcastle, secrétaire d'État pour le département du Sud depuis 1724, passa après la paix d'Aix-la-Chapelle au département du Nord et fut remplacé

le dessein de donner aux fonctions auxquelles il venait d'être appelé plus d'importance qu'elles n'en avaient eu jusqu'alors.

La Galissonnière fut rappelé en France pour faire partie de la commission chargée, en vertu du traité d'Aix-la-Chapelle, de fixer ce que le traité d'Utrecht avait voulu désigner par les « anciennes limites » de l'Acadie, et de déterminer la frontière entre les établissements français et anglais du nord-est [1]. Il eut pour successeur au Canada l'amiral La Jonquière, qui fut lui-même remplacé en 1752 par le marquis Du Quesne. Celui-ci fut avisé que la compagnie de l'Ohio avait envoyé l'année précédente un pionnier de la frontière, Christopher Gist, faire un voyage d'exploration sur la rive droite de l'Ohio et que Gist, accompagné de Croghan, agent de la province de Pennsylvannie, avait pénétré jusque chez les Miamis et conclu des traités avec plusieurs tribus. Du Quesne fit aussitôt enjoindre aux Indiens d'une de ces tribus de rompre les relations qu'ils venaient de nouer avec les Anglais, et de livrer les trafiquants de cette nation qui se trouvaient sur leur territoire; sur le refus des Indiens leur village fut brûlé, leur chef tué, les colporteurs anglais arrêtés et les marchandises confisquées (1752). L'année suivante, Du Quesne fit construire un fort à Presque Isle (Érié). Des détachements s'avancèrent de ce point vers le sud et établirent des postes à Le Bœuf et à Venango (Franklin, sur la rivière Alleghany, une des deux branches dont la réunion, à Pittsburg, forme l'Ohio).

Le Board of Trade appela l'attention du gouvernement anglais sur « cette expédition entreprise en temps de paix, alors que la

par le duc de Bedford. C'est à la même époque que lord Halifax fut nommé premier lord commissaire du Board of Trade (*Board of commissioners for Plantations and Trade*). Ce bureau était un comité consultatif chargé de centraliser toutes les informations relatives aux colonies, de recevoir les correspondances et rapports des gouverneurs royaux, de proposer des mesures et de rédiger des instructions. Les commissaires n'avaient accès ni dans le cabinet ni auprès du roi. Le secrétaire d'État avait seul le pouvoir d'ordonner l'exécution des mesures proposées, comme il avait seul la responsabilité des conséquences qui en pouvaient sortir. En 1749, le Board of Trade se fortifia par l'adjonction de Charles Townshend, un des plus éloquents *debaters* de la Chambre des Communes.

1. Les Anglais réclamaient sous le nom d'Acadie les deux rivages de la baie de Fundy,; les Français ne leur voulaient concéder que le rivage oriental. Afin de bien établir les droits existants, les autorités militaires du Canada envoyèrent des troupes dans l'isthme qui sépare la Nouvelle-Ecosse du continent et y firent construire les deux forts de Beauséjour et de Gaspereau, autour desquels vinrent s'établir d'anciens colons français de l'Acadie.

France ne peut avoir le moindre droit sur le territoire de l'Ohio, rivière importante qui prend sa source en *Pennsylvanie* et coule à travers la *Virginie*. Les Français veulent donc mettre à exécution leur projet depuis longtemps caressé de joindre leurs établissements du Saint-Laurent à ceux du Mississipi? » Lord Holderness avait succédé au duc de Bedford comme secrétaire d'État. Il envoya aux gouverneurs de la Pennsylvanie et de la Virginie l'ordre de repousser la force par la force « *partout où les Français seront trouvés dans les limites non douteuses des deux provinces* ».

Robert Dinwiddie, gouverneur en Virginie, et l'un des plus ardents promoteurs de la compagnie de l'Ohio, encouragé par les ordres du ministère, acheta des Indiens sur le Monongahela le droit de construire un fort à la jonction de cette rivière avec l'Alleghany. Puis il décida d'envoyer un message au poste français le plus rapproché, et de demander des explications, la mise en liberté des commerçants anglais et une indemnité pour leur détention. Il choisit comme porteur de cette réclamation George Washington, d'une famille de planteurs établie depuis trois générations en Virginie et résidant sur les bords du Potomac (comté de Westmoreland). Comme l'héritage paternel avait passé à son frère aîné par droit de primogéniture, George Washington, major dans la milice, exerçait la profession de *surveyor* (arpenteur) dans le *Northern Neck* ou Virginie du nord. Né en 1732, il avait alors vingt et un ans. Il partit en octobre 1753, guidé par Christopher Gist, avec quatre ou cinq hommes d'escorte. Après un voyage très pénible à travers des forêts désertes et glacées, il atteignit le poste français de Le Bœuf, où le commandant, chevalier de Saint-Pierre, le reçut avec la plus grande politesse et lui promit de transmettre à ses supérieurs au Canada le message virginien; il lui laissa entendre cependant que le gouvernement français avait bien l'intention d'occuper d'une manière permanente tout le pays en litige.

L'Angleterre était dès cette époque résolue à poursuivre un effort nécessaire pour chasser les Français, non seulement de la vallée de l'Ohio, mais aussi du bassin des grands lacs et du Saint-Laurent, et en finir, par la conquête du Canada, avec une menace permanente pour ses établissements. Elle n'entendait pas toutefois lutter

seule pour assurer la sécurité à ses colonies, mais comptait obliger celles-ci à assumer une large part des dépenses et à fournir, au prorata de leurs ressources, un contingent sérieux aux forces britanniques. Les gouverneurs reçurent des instructions dans ce sens et mirent aussitôt les Assemblées en demeure de voter des fonds et d'ordonner les levées d'hommes requises.

Les Assemblées ne montrèrent qu'un médiocre empressement à suivre la métropole dans la voie belliqueuse où celle-ci paraissait vouloir s'engager. Dans le New-York et même dans la Virginie on émit des doutes touchant la validité des prétentions de la couronne sur le territoire dont on dénonçait l'envahissement par les Français. La Chambre des Burgesses à Williamsburg refusa nettement au gouverneur Dinwiddie les crédits sollicités. Mais Dinwiddie passa outre, enrôla une compagnie et l'envoya commencer la construction du fort à la jonction de l'Alleghany et du Monongahela. L'Assemblée, il est vrai, se montra plus accommodante lorsque Washington, de retour de sa mission au fort Le Bœuf (janvier 1754), eut fait connaître les intentions clairement annoncées des Français. Une somme de dix mille livres sterling fut votée pour la défense des frontières. Mais une commission fut nommée en même temps pour contrôler la dépense, précaution à laquelle Dinwiddie ne se soumit qu'en se plaignant de ce nouvel « empiétement sur la prérogative ». La chambre autorisa la levée d'un régiment. En Pennsylvanie on voulut bien voter des fonds, mais en papier-monnaie. L'Assemblée de New-York, préoccupée avant tout, comme celles de Pennsylvanie et de Virginie, de questions locales et de ses démêlés avec le pouvoir exécutif de la province, donnait peu d'attention aux nuages qui se formaient dans l'ouest. Le Maryland ne se montra pas moins tiède. Seule la Caroline du Nord fit preuve de zèle et enrôla un régiment de 450 hommes. Malheureusement cette troupe était à peine arrivée à Winchester (Virginie) qu'elle se dispersa, les hommes se plaignant de n'être point payés.

Le régiment levé en Virginie comptait 600 hommes avec Joshua Fry pour colonel et Washington pour lieutenant-colonel. Le gouvernement anglais donna l'ordre de détacher deux compagnies indépendantes de New-York et une de la Caroline du Sud pour

assister les troupes virginiennes dans les opérations que Dinwiddie allait engager. La petite armée se mit en marche, lentement, les moyens de transport faisant défaut pour les bagages et les munitions. Arrivés à Will's Creek sur le Potomac, les Anglo-Américains apprirent que les Français, s'étant avancés de Venango en force sous les ordres de Contrecœur (avril 1754), avaient chassé les soldats de Dinwiddie du confluent des deux branches de l'Ohio, qu'ils occupaient eux-mêmes cette importante position, et y élevaient une forteresse à laquelle était donnée le nom de leur gouverneur général Du Quesne. Un détachement partit aussitôt à la rencontre des Français, sous le commandement de Washington, guidé par quelques Indiens amis. Aux Great Meadows (pied de la chaîne de Laurel), ce détachement heurta une troupe de Français sous les ordres de Jumonville. Celui-ci venait, fut-il assuré plus tard, en parlementaire. Les Américains ne pouvaient guère s'en douter. Des coups de feu furent tirés de part et d'autre; Jumonville tomba avec dix de ses compagnons.

Fry mourut, et le commandement en chef revint à Washington. Rejoint par le gros des troupes, il s'établit derrière quelques retranchements construits à la hâte et décorés du nom de Fort Nécessité. L'approche de forces supérieures sous les ordres de M. de Villiers, frère de Jumonville, était signalée. Washington ne pouvait rien attendre de ses hommes, fatigués, découragés, à court de provisions. Il résista tout un jour aux attaques de l'ennemi, et dut se résoudre à capituler (4 juillet 1754), obtenant la faculté de se retirer avec armes et bagages. Il ne connaissait pas la langue française et signa les articles de la capitulation sur la foi d'une traduction infidèle d'un interprète hollandais, sans se douter qu'il s'y trouvait un aveu formel de l'*assassinat* de Jumonville. Cet incident fut le sujet de longues controverses sur le rôle de Washington dans les circonstances qui causèrent la mort de l'officier français. Il n'y a rien de sérieux dans les imputations dirigées à cette occasion contre l'honneur du jeune Virginien. De retour à Will's Creek sur le Potomac, Washington y fit construire le Fort Cumberland, qui fut le poste le plus avancé de la province vers l'ouest.

Pendant que Washington opérait sur le Monongahela, plusieurs Assemblées coloniales avaient délégué des comités à une conven-

tion convoquée à Albany par ordre de lord Holderness. Les gouverneurs du Massachusetts, du New-York et de la Virginie avaient écrit au Board of Trade que les Assemblées « par ignorance, obstination ou esprit d'indépendance, se montraient intraitables, et qu'il serait nécessaire de les contraindre par un acte du Parlement à contribuer à la défense commune ». L'objet officiel de la convention était le renouvellement du traité avec les Six Nations [1], dont il importait, dans les circonstances qui se préparaient, de conserver l'amitié; mais il s'agissait surtout pour le ministère anglais d'amener les colonies à s'entendre sur la nécessité et sur la répartition des sacrifices en vue de la suppression d'un ennemi commun.

Les quatre colonies de la Nouvelle-Angleterre et celles du New-York, de la Pennsylvanie et du Maryland furent représentées par vingt-cinq délégués; les autres provinces s'abstinrent de répondre à la convocation. Dès que la convention se fut organisée sous la présidence de De Lancey et que l'affaire du traité avec les Indiens eut été engagée, un comité composé de sept membres, un par colonie, fut chargé de présenter un plan d'union entre les établissements anglo-américains. Ce plan, élaboré par Franklin, délégué de la Pennsylvanie, ne faisait que reproduire une proposition déjà émise par Coxe, du New-Jersey, en 1722, et même un système de confédération suggéré par Penn dès 1697. Il comprenait un grand conseil de quarante-huit membres avec une représentation proportionnelle pour chaque colonie (sept membres au plus, deux au moins [2]). Ce conseil aurait la charge de pourvoir à la défense des colonies, de répartir les levées d'hommes et les contributions en argent, d'émettre des ordonnances d'intérêt commun. Il avait à sa tête un président général, nommé par la couronne et armé d'un droit de veto sur tous les actes du conseil. Le projet fut adopté par la convention et soumis aux colonies et au gouvernement métropolitain. C'était une première esquisse de ce qui allait devenir trente-trois ans plus tard la constitution fédérale. Le plan

1. Six et non plus cinq, depuis l'adjonction de la tribu des Tuscaroras, chassée du territoire des deux Carolines.

2. Composition du grand conseil projeté : Massachusetts, 7 délégués; New-Hampshire, 2; Connecticut, 5; Rhode-Island, 2; New-York, 4; New-Jersey, 3; Pennsylvanie, 6; Maryland, 4; Virginia, 7; North Carolina, 4; South Carolina, 4. — Total, 48. Le Delaware était rattaché à la Pennsylvanie, le Maine au Massachusetts. La Géorgie était encore dans l'enfance.

adopté n'eut pas de succès auprès des Assemblées coloniales, qui toutes le rejetèrent comme donnant trop de pouvoir au représentant de la couronne. Il n'en eut pas davantage auprès du Board of Trade, qui le trouva trop entaché d'autonomie. Les bureaux officiels à Londres auraient préféré une simple assemblée de gouverneurs coloniaux, investie du pouvoir d'émettre des traites sur le trésor anglais, dont le remboursement aurait lieu au moyen de taxes imposées par « acte du Parlement » aux colonies.

Ainsi l'administration britannique songeait déjà à recourir au système de la taxation parlementaire pour tirer des Plantations d'Amérique un revenu fixe, indépendant du caprice des Assemblées. Les nécessités de la guerre firent ajourner ces visées. Nous verrons le Board of Trade reprendre après la paix ces prétentions, et les faire endosser au ministère et à la couronne. Il en surgira d'abord la longue lutte légale des colonies contre la politique ministérielle, puis la guerre pour l'indépendance.

Campagne de 1755. Dispersion des Acadiens. Braddock. Dieskau.

En Angleterre, le nouveau secrétaire d'Etat, sir Thomas Robinson, s'occupait activement avec le commandant de l'armée, duc de Cumberland, de préparer une guerre qui paraissait désormais inévitable. De nouvelles clauses furent introduites dans le *Mutiny Act*, obligeant les Assemblées coloniales à fournir aux troupes régulières, dans leurs juridictions, le logement et certaines provisions spécifiées.

Au commencement de 1755, le général Braddock fut envoyé en Amérique avec le titre de commandant en chef et deux régiments anglais. Le cabinet fit lever dans la Nouvelle-Angleterre deux régiments de mille hommes chacun, à la solde de la couronne, commandés par Pepperell et Shirley. Chaque province dut en outre fournir un contingent déterminé de troupes coloniales.

Braddock arriva en février à Hampton-Roads[1] et établit en avril son quartier général à Alexandria. Il convint avec les gouverneurs

1. Pointe extrême de la péninsule entre les rivières James et York en Virginie.

des provinces voisines du plan de campagne à adopter. Tandis qu'il se porterait en personne contre le fort Du Quesne pour chasser les Français de la vallée de l'Ohio, Shirley marcherait contre le fort Niagara, et Johnson, surintendant général des affaires indiennes, serait chargé de la prise de Crown-Point. Une quatrième expédition, concertée déjà par Shirley avec les autorités anglaises de la Nouvelle-Écosse, avait pour objectif la prise des postes français sur la baie de Fundy.

Depuis la convention d'Albany on commençait, dans les provinces du nord, à voir plus loin que la simple résistance aux agressions des Français ; on rêvait de nouveau la conquête du Canada, entrevue un moment en 1745 après la prise de Louisbourg. Le Massachusetts ordonna une levée de 3 200 hommes et un emprunt de 50 000 livres. New-Hampshire fournit 350 hommes, Rhode-Island et Connecticut 3 000 hommes avec Lyman pour major général, New-York 800 hommes et 45 000 livres sterling et de plus des baraquements et des provisions pour les troupes anglaises, conformément aux prescriptions du *Mutiny Act*, le tout avec une promptitude dont le Board of Trade se déclara hautement satisfait. New-Jersey vota 500 hommes et 70 000 livres sterling. Le zèle des six provinces du nord ne gagna pas les colonies du centre et du sud. La Pennsylvanie donna seulement 15 000 livres, le Maryland 10 000 et encore à des conditions que le gouverneur ne put accepter, la Virginie 20 000 livres en bons du Trésor de la province, la Caroline du Nord 8 000 livres. La Caroline du Sud était absorbée dans une querelle avec son gouverneur Glen, et la Géorgie trop faible ou trop éloignée pour fournir aucun concours.

On savait à Londres qu'une escadre française se préparait, à Brest, à embarquer pour le Canada quatre mille hommes, commandés par Dieskau. Boscawen, avec une flotte, alla croiser sur les bancs de Terre-Neuve afin d'intercepter cette escadre. Celle-ci évita le piège en entrant dans le golfe de Saint-Laurent par le détroit de Belle-Isle. Quelques vaisseaux, à la faveur du brouillard, débarquèrent mille hommes à Louisburg. Le reste du convoi arriva à Québec. Boscawen put cependant s'emparer de deux transports avec huit compagnies à bord (six cents hommes). A la nouvelle de cette agression le gouvernement français rappela son

ambassadeur de Londres. Le cabinet anglais répliqua par l'octroi de lettres de marque et de représailles, et en peu de temps un grand nombre de navires marchands avec sept mille marins français tombèrent entre les mains des Anglais (juillet 1755). Lorsque la France se plaignit de ces violences ainsi que de l'attaque de Washington contre le détachement de Jumonville, les Anglais répliquèrent en accusant les Français d'avoir envahi la Virginie et la Nouvelle-Écosse.

Pendant la croisière de Boscawen à Terre-Neuve, deux mille hommes commandés par John Winslow[1] s'embarquèrent à Boston pour la baie de Fundy (mai 1755). Rejoint à Annapolis par trois cents réguliers anglais, Winslow remit le commandement au colonel Monckton. Les forts de Gaspereau, de Beauséjour, de Saint-John furent enlevés par surprise. Restait à décider du sort des quelques centaines de familles françaises qui s'étaient établies, sous la protection de ces forts, au village de Grand-Pré, autour du « beau bassin de Minas »[2], sur les rives fertiles de la rivière Gaspereau. Bien que la Nouvelle-Écosse fût une province anglaise depuis quarante ans, ces colons avaient conservé leur langage, leurs coutumes, leur religion, leurs prêtres. Ils avaient été dispensés de porter les armes contre la France, et étaient connus sous le nom de « Français neutres ». Quelques-uns de leurs jeunes gens avaient été pris cependant en armes lors de la reddition de Beauséjour. De plus, les délégués des Français de la rivière Gaspereau, de Pisiquid, de Minas et de la rivière Canard refusèrent de prêter un serment d'allégeance qui les eût obligés à porter les armes contre leurs concitoyens. On se servit de ce double prétexte pour justifier les cruelles mesures adoptées contre cette malheureuse population dans un conseil tenu entre Lawrence, sous-gouverneur de la Nouvelle-Écosse, Boscawen et Mostyn, commandants de la flotte anglaise, et Belcher, chief-justice de la province (fils de l'ancien gouverneur du Massachusetts). Bien que la capitulation de Beauséjour eût garanti que les habi-

1. Arrière-petit-fils d'Edward Winslow, un des patriarches de la colonie de Plymouth, et petit-fils du commandant des forces de la Nouvelle-Angleterre dans la guerre contre Philippe.

2. Longfellow, dans son poème d'*Evangelina*, a chanté les misères des Acadiens et la cruauté de l'Angleterre.

tants voisins ne seraient pas troublés, on résolut de déporter les colons français en masse, de les arracher à ces fermes que leurs pères avaient créées et où ils menaient une vie simple et heureuse [1]. Le 5 septembre ils furent convoqués à l'église de Grand-Pré. Les malheureux, quatre cent dix-huit hommes venus là sans armes, se virent tout à coup entourés par les troupes coloniales et anglaises, entraînés sur le rivage, séparés de leurs familles et embarqués de force. Les femmes furent, à leur tour, transportées sur d'autres bâtiments, et la dispersion commença (21 octobre), tandis que derrière eux les Anglais livraient aux flammes les fermes, les récoltes, le bétail, tout ce qui ne pouvait s'emporter [2]. La majeure partie des Acadiens furent déposés sur le territoire du Massachusetts. On leur donna du pain, mais, par horreur du papisme, on ne leur permit même pas de se consoler de l'exil par la célébration de la messe. Le reste de cette population infortunée fut jeté çà et là dans les diverses colonies; beaucoup moururent; quelques-uns réussirent à s'évader vers la France, le Canada, Saint-Domingue, la Louisiane. Les fugitifs qui purent gagner la Nouvelle-Orléans furent établis un peu au-dessus de la ville, au point qui reçut plus tard le nom de Côte acadienne (paroisses d'Attakapas et Opelousas.)

Pendant que les Anglais remportaient cette lugubre victoire sur une population désarmée, ils subissaient dans l'ouest un sanglant échec.

Braddock, dont le quartier général était à Alexandria, petite ville récemment établie au point où le Potomac devient navigable, eut beaucoup de peine à obtenir des provisions et des moyens de transport. Les troupes atteignirent péniblement Cumberland; là on se trouva tout à fait arrêté. Plus de voitures d'aucune sorte pour les bagages. Braddock, hautain, violent, se répandait en plaintes, en expressions de mépris pour l'indifférence et l'incapacité des colons. Franklin était venu au camp régler des questions relatives au service des postes dont il était directeur

1. Voir une lettre de Lawrence au colonel Monckton pour lui enjoindre d'user de stratagème et de s'emparer d'abord des chefs de famille (Bryant et Gay, *Histoire populaire des États-Unis*, 3e volume).

2. Le nombre des déportés est évalué à environ deux mille. Quelques-uns revinrent plus tard en Acadie.

général; témoin de l'embarras où se trouvait le commandant en chef, il loua chez les fermiers de la Pennsylvanie des charrettes et des chevaux en engageant sa propre responsabilité; l'armée put enfin, grâce à lui, se porter en avant.

Les compagnies virginiennes avaient rejoint les troupes anglaises, ce qui portait l'effectif à un millier de réguliers et douze cents provinciaux. Braddock attacha Washington à sa maison militaire comme aide de camp [1]. Il fallait, pour arriver au fort Du Quesne, franchir cent trente milles par-dessus les rudes escarpements des monts Alleghanys, en frayant une route pour les fourgons et l'artillerie. Braddock, impatient de tant de retards, laissa Dunbar en arrière et tous les bagages, et prit l'avance avec la moitié la plus agile de sa petite armée. On l'avisa des périls particuliers de cette guerre indienne et du caractère de l'ennemi qu'on allait combattre; on lui conseilla de mettre les provinciaux en tête, de faire fouiller les bois par des éclaireurs. Mais Braddock était trop infatué de sa supériorité d'officier européen et des mérites de la tactique traditionnelle pour attacher quelque importance à de tels avis [2]. Déjà il n'était plus qu'à huit milles du fort Du Quesne et touchait ainsi au but de l'expédition, lorsque son avant-garde, commandée par le lieutenant-colonel Gage, fut attaquée par un ennemi invisible (9 juillet). Les Indiens et les Français, au nombre de huit cents, étaient cachés sous bois, dans les plis de terrain, derrière les arbres ou sous les hautes herbes [3]. Le feu de ces habiles tireurs était si précis et si meurtrier que les Anglais furent saisis d'une panique soudaine. Braddock fit des prodiges de valeur pour retenir ses hommes et raffermir les rangs. Il eut cinq chevaux tués sous lui, et bientôt tomba lui-même percé d'une balle. Il mourut quatre jours après.

Les tireurs ennemis visaient spécialement les officiers, dont

1. Avec Washington se trouvaient Gates, Morgan, Mercer, noms célèbres vingt-cinq ans plus tard.

2. Il répondit en souriant aux avertissements de Franklin : « Ces sauvages peuvent être un ennemi formidable pour votre grossière milice américaine, mais ils ne sauraient, monsieur, faire aucune impression sur les troupes régulières et disciplinées du roi. »

3. Contrecœur, qui commandait à Du Quesne, voulait se rendre, mais le capitaine de Beaujeu entraîna les Indiens et organisa l'embuscade. Il fut tué dès le début de l'action.

soixante furent tués ou mutilés ; parmi les blessés se trouva Horatio Gates, capitaine d'une des compagnies indépendantes, futur général de l'armée révolutionnaire. Les provinciaux, qui connaissaient mieux les méthodes indiennes de combat, opposèrent seuls une certaine résistance, avec Washington à leur tête. Ils quittèrent les derniers le champ de bataille et couvrirent la fuite des réguliers mis en déroute. On put enlever les blessés, mais il fallut aban-



La guerre autour du lac Champlain (1757-1758).

donner à l'ennemi les bagages et l'artillerie. Les Anglais perdirent en tués et blessés sept cents hommes, plus de la moitié des forces engagées ; les Français et les Indiens, environ soixante. Les troupes fugitives rejoignirent Dunbar ; un certain ordre put alors s'établir. On brûla tout ce qui n'était pas indispensable en provisions, et l'armée, commandée par Washington, atteignit enfin Cumberland, puis Philadelphie, à la fin d'août.

La mort de Braddock conférait le commandement en chef à Shirley qui, avec Pepperel et les deux régiments levés dans le Massachusetts, devait attaquer le fort Niagara et était arrivé le 18 août à Oswego, sur les bords du lac Ontario. La marche à travers le

désert avait été très longue et pénible. Les soldats de la Nouvelle-Angleterre, unis aux Indiens du New-York, étaient retenus à Oswego par la maladie. Un grand découragement s'empara de cette armée à la nouvelle de la défaite de Braddock. Shirley cependant fit construire deux forts à l'embouchure de la rivière et hâta la réunion de la flottille qui devait porter ses troupes sous les murs du fort Niagara.

La principale expédition avait pour objectif Crown-Point. De ce côté s'avançait (juillet) Lyman, du Connecticut, avec six mille hommes environ de la Nouvelle-Angleterre, de New-Jersey et de New-York. Au point où commence la navigation sur l'Hudson on construisit le fort Lyman, plus tard fort Edward. William Johnson rejoignit cette armée avec les provisions et l'artillerie, prit le commandement et s'avança vers le lac George (auparavant lac du Saint-Sacrement). Dans le même temps le baron Dieskau, parti de Montréal avec deux mille hommes, remontait le lac Champlain et arriva à Crown-Point (fort Saint-Frédérick). De là il débarqua à South Bay (Whitehall), extrémité de la branche sud-est du lac, et s'avançait contre le fort Lyman. Apprenant que le fort était gardé, il se tourna contre le camp et heurta (8 septembre) un détachement américain commandé par l'Indien Hendrich et par un colonel de provinciaux, Williams. Il le repoussa sans peine, mais ne put enlever le camp de Johnson. Les assaillants perdirent beaucoup de monde, et Dieskau, blessé mortellement, fut fait prisonnier. Les Anglais eurent deux à trois cents hommes tués, les Français cinq cents. Les débris de l'armée de Dieskau se réfugièrent à Crown-Point. Cette action fut célébrée dans les colonies et en Angleterre comme une grande victoire et valut à Johnson le titre de *baronet* et un don de 5 000 livres du Parlement [1].

La victoire du lac George ne produisit aucun résultat. On construisit un nouveau fort, William Henry, à la pointe du lac, mais Johnson ne fit aucune tentative sur Crown-Point. Il laissa également les Français s'établir et se fortifier à Ticonderoga, position jusque-là inoccupée. Il allégua, pour expliquer son inaction, le défaut de provisions et de moyens de transport. Shirley en octobre

1. Il avait été blessé dès le début du combat et les troupes du Connecticut revendiquèrent l'honneur du succès pour le général Lyman.

était toujours à Oswego; les difficultés s'étaient accumulées pour le passage des troupes par le lac jusqu'à Niagara. La saison était trop avancée; il fallait renoncer à l'entreprise. Laissant sept cents hommes avec le colonel Mercer pour tenir garnison à Oswego, Shirley ramena tout son monde vers la côte, et les deux armées coloniales furent licenciées.

La campagne de 1755 était finie. Elle laissait Anglais et Français à peu près dans les mêmes positions qu'au début des hostilités, les derniers occupant Crown-Point et Ticonderoga sur le lac Champlain, Oswegatchie sur le Saint-Laurent, les forts Niagara entre le lac Erié et le lac Ontario, Presque-Ile sur le lac Erié, Le Bœuf, Venango, et Du Quesne sur l'Ohio. Les Anglais s'étaient établis au fort William Henry (sud du lac George), à Oswego (lac Ontario) et tenaient Cumberland (Virginie).

La guerre déclarée en Europe. Campagnes infructueuses de 1756 et 1757. Montcalm tient tête aux colonies et à l'Angleterre.

La retraite précipitée de Dunbar, lieutenant de Braddock, avait découvert les frontières de la Virginie, du Maryland et de la Pennsylvanie. Les Indiens étaient aussitôt entrés en campagne et venaient exercer leurs ravages jusqu'à Winchester (vallée du Potomac) et sur les bords de la rivière Juniata. L'Assemblée de Virginie confia la défense de l'ouest à Washington, nommé colonel. Dans la Pennsylvanie ce fut Franklin qui, commandant avec le même titre un régiment de volontaires, contint les Delawares et les Shawnees et établit le long de la chaîne Kittaning, depuis les rives du Delaware jusqu'à la frontière du Maryland, une ligne de fortins pour défendre les passes principales et protéger les nouveaux établissements.

A la fin de 1755 Shirley et d'autres gouverneurs provinciaux se réunirent à New-York pour arrêter le plan de la prochaine campagne. Il fut convenu que, comme dans l'année qui finissait, on organiserait en 1756 trois expéditions, contre le fort Du Quesne à l'ouest, le fort Niagara au nord-ouest et Crown-Point au nord. Mais Shirley trouva peu de zèle dans les colonies de la Nouvelle-

Angleterre, épuisées par leurs efforts de l'année 1755 qui avaient produit si peu de résultats. Au Canada, Du Quesne était remplacé comme gouverneur par le marquis de Vaudreuil de Cavagnal. Dumas commandait au fort Du Quesne et de Céloron à Détroit, excitant les Indiens contre les colons. Le marquis de Montcalm de Saint-Véron remplaçait Dieskau.

En Europe quelques essais infructueux de négociations avaient été tentés. La France réclamait avant tout débat la restitution des bâtiments de commerce enlevés en pleine paix par un acte de véritable piraterie. Sur le refus de l'Angleterre, la cour de France délivra des lettres de marque et prépara dans le port de Brest un armement destiné à l'invasion de l'Angleterre. Le cabinet de Londres fit venir un corps de troupes de la Hesse et du Hanovre, puis, toute chance de réconciliation ayant disparu, déclara formellement, en mai 1756, la guerre à la France.

Pour bien disposer les colons, le cabinet anglais fit voter par le Parlement le remboursement de 115 000 livres aux provinces dont les troupes avaient battu Dieskau. En juin se réunirent à Albany sept mille hommes sous le commandement de Shirley et de Winslow, puis les débris des régiments de Braddock et deux nouveaux régiments arrivés d'Europe avec le général Abercombrie. On attendait lord Loudoun, nommé commandant en chef et en même temps gouverneur de la Virginie. Il n'arriva qu'en juillet, et décida de se porter avec le gros de ses troupes sur Crown-Point et Ticonderoga, détachant un régiment avec Webb pour renforcer Oswego. Ce détachement ne partit qu'en août, trop tard, car la place tombait ce même mois au pouvoir de Montcalm qui était venu l'assiéger avec cinq mille hommes (réguliers, milice canadienne et Indiens). La capitulation livrait à l'ennemi les deux forts, 120 canons, 1 600 hommes dont 80 officiers et la flottille de bateaux construite l'année précédente pour l'attaque de Niagara. Les forts furent détruits et les Six-Nations promirent aux Français la neutralité.

La nouvelle de la chute d'Oswego produisit le même effet de terreur qu'en 1755 celle de la défaite de Braddock. W
précipitamment à Albany. L'attaque de l'armée pr
Crown-Point et Ticonderoga fut abandonnée et tout

campagne limité au ravitaillement des forts Edward (Hudson) et William Henry (lac George). A l'automne les troupes provinciales se dispersèrent. La variole en avait cruellement décimé les rangs. Les réguliers prirent leurs quartiers d'hiver à Albany et à New-York, où Loudoun eut beaucoup de peine à obtenir des habitants le logement gratuit pour ses officiers.

Bien que Loudoun eût à sa disposition plus de forces de terre et de mer que l'année précédente, le plan de la campagne de 1757, arrêté dans un conseil militaire à Boston, fut restreint à la défense des frontières et à une expédition contre Louisbourg.

Des troupes de la Nouvelle-Angleterre et du New-York furent envoyés en garnison aux forts Edward et William Henry. Loudoun en juillet s'embarqua à New-York avec six mille réguliers et quelques contingents provinciaux. Il fut rejoint à Halifax par l'amiral Holborne avec onze vaisseaux de ligne et cinq mille soldats. On disposait donc d'un sérieux armement, mais il fut reconnu que Louisbourg avait une très forte garnison, que dix-sept vaisseaux français étaient à l'ancre dans le port et que l'on attendait une autre escadre récemment sortie de Brest. Loudoun, après avoir perdu beaucoup de temps en hésitations, rembarqua ses troupes et revint à New-York en août [1]. De mauvaises nouvelles l'y attendaient. Montcalm, qui avait gagné les Iroquois à l'alliance française, avait remonté avec 8 000 hommes le lac Champlain et le lac George et mis le siège devant le fort William Henry que tenait le colonel Monroe avec une garnison de deux mille à trois mille hommes [2]. Webb qui était au fort Edward avec quatre mille

1. Il est peu probable que Louisbourg eût tant de forces. En Angleterre Pitt exprima l'indignation générale contre la prudence excessive de Loudoun et de l'amiral.

2. Le 24 juillet 1757 Montcalm [illegible] Carillon (Ticonderoga) au marquis de Crenay, comte de [illegible] mp depuis 1748. Il le remercie des politesses dont il [illegible] fils du marquis, le chevalier de Crenay, capitaine [illegible] ur lequel Montcalm s'était embarqué pour la N[illegible] dres, dit-il [illegible] fait échouer les projets des ennemi[illegible] t la situat[illegible] de la colonie pendant le [illegible] des bâtimen[illegible] nemi. « Il [illegible] besogne, [illegible] *part que* [illegible] ma santé. [illegible] chercher. » [illegible]

hommes ne fit aucun mouvement et empêcha même Johnson de se porter au secours de Monroe; celui-ci, après six jours, ses munitions étant épuisées, capitula (9 août). Il avait été convenu que la garnison sortirait avec les honneurs de la guerre et serait protégée avec tous ses bagages jusqu'au fort Edward. Mais les Indiens alliés de Montcalm attaquèrent les troupes en retraite et les dispersèrent dans les bois : Monroe avec la plus grande partie de ses hommes revint au camp français réclamer la protection promise. Le reste périt sous les coups des tomahawks indiens ou parvint en désordre et dans le dénuement le plus complet au fort Edward. Les colonies du nord, frappées de terreur, firent un vigoureux effort et réunirent vingt mille hommes. Mais Montcalm était déjà rentré au Canada.

Ainsi, après trois campagnes et un déploiement de forces considérables de l'Angleterre et des colonies, les Français étaient encore en possession de tout le territoire contesté. Ils avaient été chassés, il est vrai, de la baie de Fundy, mais eux-mêmes avaient chassé les Anglais du lac George et d'Oswego. Une ligne tirée de l'embouchure du Kennebec (par le Merrimac, le Connecticut, fort Edward, de là à travers le Delaware et le Susquehannah) aux forts Frédéric sur le Potomac et Loudoun à Winchester marquait la limite extérieure des établissements anglais. La Nouvelle-France apparaissait triomphante et forte, mais elle approchait de l'épuisement de ses ressources. Elle fut mal secondée par la métropole, tandis que Pitt en Angleterre prenait la direction des affaires.

ment (à Harbor Island); autre petit succès sur terre (300 Anglais tués ou pris). Le chevalier de Levis partira le 30 avec 3 000 hommes, lui-même partira le 1er août avec l'artillerie, les vivres, 4 500 hommes, y compris les sauvages. Le 2, aura lieu le contact de l'ennemi. (Le siège commença en effet le 3 août.)

CHAPITRE XXX

CONQUÊTE DU CANADA SUR LES FRANÇAIS

Pitt au pouvoir en Angleterre. Préparatifs pour un effort décisif. Capitulation de Louisbourg et prise du fort Du Quesne (1758). — Campagne de 1759. Mort de Wolfe et de Montcalm (13 septembre). Capitulation de Québec (18 septembre). — Les Anglais battus à Sillery (avril 1760). Capitulation de Montréal (8 septembre 1760). Cession de tous les postes de l'ouest. Traité de Paris (10 février 1763). — Soulèvement des Indiens de l'ouest. Pontiac (1763).

Pitt au pouvoir en Angleterre. Préparatifs pour un effort décisif. Capitulation de Louisbourg et prise du fort Du Quesne (1758).

William Pitt arrivait enfin, par son énergie, par son éloquence et par la force d'impulsion du sentiment populaire, à la possession de ce pouvoir qui n'avait été jusqu'alors accessible qu'à la faveur de la cour ou à l'influence des relations de famille ou de parti.

Laissant l'administration intérieure à Newcastle, chef nominal du cabinet, il se chargea comme secrétaire d'État, avec Holderness pour collègue, des affaires étrangères et coloniales et de la guerre. Son intervention précipita, pour la possession définitive du Canada, une solution qui, avec le temps, eût toujours été inévitable. Projetant une vigoureuse campagne pour 1758 en Amérique, il demanda aux colonies de lever vingt mille hommes. L'Angleterre enverrait des armes, des munitions, des tentes et des provisions; les colonies équiperaient et paieraient leurs troupes; le Parlement rembourserait les dépenses. Il fut décidé en outre que le gou-

vernement anglais se réservait la nomination des généraux, laissant aux colonies elles-mêmes celle des officiers de leurs troupes jusqu'au grade de colonel. Ces officiers, contrairement à la règle observée jusqu'alors, seraient placés au même rang que les officiers anglais du même grade. C'était une habile et très importante concession faite à l'amour-propre colonial.

Le Massachusetts leva 7 000 hommes et consentit jusqu'à un million de dollars d'avances pendant la guerre; la taxe foncière atteignit jusqu'aux deux tiers du revenu. Le Connecticut donna 5 000 hommes, le New-Hampshire 500, le Rhode-Island 500, le New-York 2 500, le New-Jersey 1 000, la Pennsylvanie 2 500, la Virginie 2 000; total pour les huit colonies, 21 000 hommes.

Pitt, confiant la défense de la métropole à la milice, envoya de nombreux renforts en Amérique, notamment 2 000 Highlanders. Abercombrie, nommé commandant en chef, put disposer de 45 000 hommes dont 22 000 réguliers, le régiment royal-américain (levé en Amérique, mais à la solde du roi et comptant 4 000 hommes), le reste en troupes coloniales.

Le Canada était irrémédiablement perdu. Le nombre des hommes en état de porter les armes n'atteignait pas vingt mille; il avait fallu dans les dernières campagnes arracher toute la population mâle aux travaux agricoles, en sorte que le pays était en proie à une véritable famine. L'effectif des troupes régulières ne dépassait pas 4 000 à 5 000 hommes. Toutes les provisions devaient venir de France. Du côté des Américains, on reprit le plan de Shirley et il fut décidé que Louisbourg, Ticonderoga, et le fort Du Quesne seraient l'objectif de trois expéditions distinctes et simultanées,

Holborne et Loudoun avaient été rappelés, Boscawen et Amherst les remplaçaient. Louisbourg avait une garnison de 3 000 hommes et 11 vaisseaux dans son port. Le 8 juin Boscawen parut devant la place avec 38 bâtiments portant 14 000 hommes (réguliers et gens de la Nouvelle-Angleterre) embarqués à Halifax et commandés par Amherst. Les Anglais commencèrent immédiatement un siège en règle; six semaines plus tard (25 juillet), le commandant de Louisbourg signait une capitulation par laquelle étaient cédées à l'Angleterre, avec Louisbourg, les îles du Cap-Breton et de Saint-John (aujourd'hui île du Prince Edward) et leurs dépendances. La

garnison était prisonnière de guerre et fut envoyée en Europe; les habitants (pour la plupart des réfugiés d'Acadie), furent transportés en France. Les Anglais étaient maîtres du golfe de Saint-Laurent.

Abercombrie, pendant le siège de Louisbourg, s'embarquait au fort William Henry avec 15 000 hommes sur une flottille qui le porta à l'extrémité nord du lac George (6 juillet). La garnison de Ticonderoga s'élevait à 3 000 hommes commandés par Montcalm. Abercombrie, craignant l'arrivée prochaine de renforts, ordonna un assaut immédiat (8 juillet). Les défenses de la place étaient plus fortes que ne le pensait le général anglais; le parapet haut de neuf pieds était hérissé de troncs d'arbres dont les branches taillées en pointe déchiraient les assaillants. Après une lutte acharnée de cinq heures, il fallut renoncer à l'attaque. Cet assaut coûtait 2 000 hommes au général anglais [1]. Celui-ci se retira précipitamment au fort William Henry. Abercombrie fut remplacé dans le commandement en chef par le général Amherst, le vainqueur de Louisbourg. Au mois d'août, trois mille hommes détachés de l'armée d'Abercombrie furent embarqués à Oswego et s'emparèrent par surprise du fort Frontenac (aujourd'hui Kingston). Neuf vaisseaux armés furent capturés et le fort détruit. Au retour ce détachement construisit le fort Stanwix (*Rome*), à mi-chemin entre Oswego et Albany.

L'expédition contre le fort Du Quesne fut confiée au général Forbes qui disposait de sept mille hommes, Écossais, Pennsylvaniens, Virginiens, le régiment royal-américain et une force auxiliaire d'Indiens Cherokees. Washington conseillait de suivre la route déjà frayée par Braddock. Forbes préféra franchir les monts Alleghanys plus au nord. La marche fut extrêmement difficile et dura de septembre à novembre. L'hiver approchait et on était encore loin du fort. Le chef de l'armée, sur l'avis d'un conseil de guerre, était sur le point d'ordonner la retraite, lorsque, le hasard ayant fait

1. Lord Howe, l'âme de l'armée, jeune héros qui donnait les plus brillantes espérances, était tombé dans un premier engagement victorieux en avant des retranchements, le 6 juillet. Parmi les blessés du 8 se trouvait Charles Lee, capitaine au service de l'Angleterre, plus tard le premier major général de l'armée révolutionnaire américaine. — Lire dans *Satanstoe*, roman de Fenimore Cooper, le récit de la défaite des Anglais à Ticonderoga.

tomber trois prisonniers aux mains des Anglo-Américains, ceux-ci apprirent à quel faible effectif était réduite la garnison du fort Du Quesne (moins de cinq cents hommes). La prise de Frontenac par les Anglais en août avait empêché les autorités de Québec d'envoyer des renforts aux garnisons de la vallée de l'Ohio.

La marche fut donc reprise, le gros des troupes laissant en arrière les bagages et l'artillerie. Quand on arriva devant la place, 25 novembre, elle était vide[1]. Les Français l'avaient abandonnée la veille en mettant le feu aux ouvrages. Ainsi tombait sans combat aux mains des Américains ce poste pour la possession duquel avait commencé la guerre. Le fort Du Quesne devint désormais le fort Pitt (plus tard Pittsburg). Hugh Mercer y fut laissé avec un détachement de la Virginie, et l'armée reprit en hâte le chemin de la côte. La conquête du fort Du Quesne eut pour résultat immédiat la cessation des hostilités de la part des Indiens et le rétablissement momentané de la paix sur la frontière occidentale de la Pennsylvanie et de la Virginie.

Pour tenir en échec les Indiens de l'est (Maine et New-Brunswick), on construisit le fort Pownall sur le Penobscot, premier établissement anglais permanent dans cette région.

La campagne de 1758 avait donné aux Anglais Louisbourg et le fort Du Quesne. Pitt, bien soutenu par le Parlement, résolut de tenter en 1759 la conquête définitive du Canada, et communiqua cette intention, sous le sceau du secret, aux Assemblées coloniales. En même temps il leur faisait rembourser sans retard les dépenses de l'année précédente, environ un million de dollars. Aussi les Assemblées firent-elles preuve de zèle; toutes agirent avec promptitude et énergie.

Campagne de 1759. Mort de Wolfe et de Montcalm (13 sept.). Capitulation de Québec (18 sept.)

Dès les premiers mois de 1759, les Anglais et les Américains eurent plus de cinquante mille hommes sous les armes. A l'extrême

1. En approchant du fort, les Anglais trouvèrent, en un point qui reçut le nom de Grant's Hill, les ossements des soldats d'un détachement d'avant-garde de 700 à 800 hommes, commandé par le major Grant, qui avait été entièrement anéanti par les Français. Forbes avec plus de hâte dans sa campagne aurait évité ce désastre.

gauche, Stanwix devait soumettre le pays de l'ouest entre Pittsburg et le lac Erié. A l'extrême droite, Wolfe avait le commandement de toutes les forces du Saint-Laurent, et la flotte qui devait le seconder était sous les ordres de Saunders. Au centre, Amherst, qui avait remplacé Abercombrie comme commandant en chef, se dirigerait par le lac Champlain sur le Canada. Prideaux attaquerait le fort Niagara et rejoindrait les deux armées précédentes devant Montréal.

Le Canada n'avait reçu que des renforts insignifiants. La population, qui comptait à peine soixante mille habitants, n'en avait plus que sept mille en état de porter les armes. Montcalm disposait de huit bataillons de troupes de la métropole, s'élevant en tout à 3 200 hommes. La famine était toujours menaçante, les champs à peine cultivés. Les animaux domestiques manquaient; les soldats ne recevaient pas leur paye. « A moins d'une bonne fortune inattendue, ou de fautes graves de l'ennemi, écrivait Montcalm au ministre Belle-Isle, le Canada sera certainement perdu dans cette campagne-ci ou dans la suivante. »

Prideaux engagea le premier l'action, mais, à peine arrivé devant le fort d'Oswego, 6 juillet, il fut tué par l'explosion d'une grenade. Son successeur, sir William Johnson, défit le 24 une petite armée de secours que d'Aubry avait formée avec les garnisons de Détroit, Erié et Venango. Le lendemain de ce combat la garnison du fort Niagara (six cents hommes) capitula. Tous les postes français entre Pittsburg et le lac Érié tombèrent aux mains des Anglais. Dans le même temps Amherst, avec 11 000 réguliers et provinciaux et une forte artillerie, descendait le lac George et débarquait à quelques milles de Ticonderoga. Les Français, se sentant trop faibles, abandonnèrent aussitôt cette place ainsi que Crown-Point et se fortifièrent à Isle aux Noix, position dominant la sortie du lac Champlain. La levée en masse venait d'être proclamée au Canada; il n'y avait plus d'hommes pour faire la moisson autour de Montréal; les habitants étaient rationnés. Montcalm, malgré ces mesures désespérées, n'avait pu réunir autour de lui le quart de l'effectif de l'ennemi. Il se crut dès ce moment perdu. Mais Amherst passa trois mois à réparer Ticonderoga et Crown-Point[1], puis s'en alla

1. Il éleva des fortifications massives et coûteuses dont les ruines aujourd'hui charment les yeux des touristes.

prendre ses quartiers d'hiver. Amherst était un général intelligent, sévère, méthodique, un bon et fidèle officier; mais si Wolfe lui avait ressemblé, Québec n'aurait pas été pris, au moins cette année-là.

Wolfe était un jeune « brigadier général » qui s'était distingué très brillamment, l'année précédente, à l'assaut de Louisbourg. De santé faible il était allé à la fin de la campagne se reposer en Angleterre. Il revint en Amérique pour la campagne de 1759 et parut en juin à l'entrée du golfe avec une flotte puissante, commandée par Saunders et Holmes et une armée de huit mille réguliers (divisée en trois brigades, Monckton, Townsend et Murray).

Les défenseurs de Québec, disposant de peu de monde, durent rappeler les garnisons de Crown-Point et de Ticonderoga, et c'est pourquoi ces deux places tombèrent si aisément au pouvoir d'Amherst. Celui-ci aurait dû dès lors descendre le lac Champlain pour rejoindre Wolfe devant Québec et faire une diversion en attaquant Montréal. Le manque de bateaux et l'excès de prudence empêchèrent l'exécution de cette partie du plan général[1]. Johnson, après la prise du fort Niagara, aurait dû de son côté descendre le lac Ontario pour rejoindre, selon le plan convenu, Amherst et Wolfe sur le Saint-Laurent. Les provisions firent défaut et les embarras causés à Johnson par la garde des nombreux prisonniers qu'il venait de faire le tinrent éloigné du théâtre principal de la lutte. Wolfe fut donc seul présent au rendez-vous.

La ville de Québec est située sur la rive septentrionale du Saint-Laurent, à l'extrémité d'un promontoire formé par la jonction du fleuve avec un affluent de la rive gauche, la rivière Saint-Charles. Du côté du Saint-Laurent ce promontoire présente une muraille presque perpendiculaire de rochers, couronnée d'un plateau appelé les collines d'Abraham, qui descend en pente plus douce vers le nord jusqu'à la rivière Saint-Charles. Sur le plateau rocheux du promontoire s'élevait la ville haute. Au pied des roches et à la réunion des deux rivières, sur une bande étroite de terrain d'alluvion, était construite la ville basse, entourée comme l'autre de

1. En septembre, un corps de *rangers* du New-Hampshire commandé par Rodgers fut détaché de Crown-Point contre le village catholique indien de Saint-Francis, dont les habitants avaient été longtemps la terreur de la frontière de la Nouvelle-Angleterre. Le village fut enlevé par surprise, pillé et brûlé. La plupart des guerriers de la tribu furent massacrés.

fortifications régulières. Les rochers d'Abraham sur le Saint-Laurent étaient considérés comme défendant la ville contre toute attaque par le fleuve. L'entrée de la rivière Saint-Charles était commandée par des batteries flottantes et par des vaisseaux de guerre à l'ancre. Sur la rive nord du Saint-Laurent, mais en aval de Québec, entre l'embouchure de la rivière Saint-Charles et un autre cours d'eau, le Montmorency, qui se jette également dans le Saint-Laurent, était établi le camp français, dans le lieu appelé la plaine de Beauport. Là se trouvaient le marquis de Vaudreuil, gouverneur du Canada, et le marquis de Montcalm,



Wolfe et Montcalm devant Québec.

commandant en chef de l'armée, avec sept ou huit mille hommes, dont un tiers de réguliers et le reste composé de miliciens, de Canadiens et d'Indiens. Les provisions faisaient défaut à Québec et dans le camp français.

Wolfe débarqua le 27 juin dans l'île d'Orléans, qui sépare le Saint-Laurent en deux branches un peu au-dessous et en face de Québec. Sa supériorité navale lui assurait le contrôle du fleuve. Il prit possession le mois suivant de la pointe Levy ou cap Lanson, partie de la rive méridionale s'avançant en angle entre la ville basse et l'île d'Orléans. Là furent promptement établies des batteries dont le feu détruisit nombre de maisons et plusieurs édifices, notamment la cathédrale, sans toutefois endommager sérieuse-

ment les fortifications. Wolfe se transporta ensuite sur la rive gauche ou septentrionale devant la rivière Montmorency, dont il voulut forcer le passage pour entraîner Montcalm à une action décisive. Les soldats de Wolfe s'élancèrent avec impétuosité sur les retranchements du camp de Beauport, mais l'attaque fut repoussée et Wolfe y perdit cinq cents hommes (31 juillet).

Le général anglais essaya, par plusieurs tentatives en amont de la ville, de faire sortir la garnison de ses remparts. Il ne réussit qu'à brûler quelques magasins et à piller les campagnes voisines, mais la garnison resta immobile. Montcalm, toutefois, pour éviter toute surprise, détacha Bougainville avec quinze cents hommes et lui assigna pour poste le village de Sillery sur le Saint-Laurent, à trois lieues en amont de Québec.

La situation devenait grave pour les assiégeants. Wolfe attendait vainement des nouvelles des autres corps d'armée qui devaient arriver sur Montréal par le lac Champlain et par le lac Ontario. C'est par l'ennemi qu'il apprit la retraite d'Amherst. Malade, alité, il songeait avec anxiété aux difficultés croissantes de sa tâche. On lui suggéra l'idée de tenter l'escalade directe des collines d'Abraham et d'aborder ainsi la ville par le point où elle était le plus faiblement défendue. L'approche du plateau était en effet à peine gardée de ce côté, la falaise étant considérée comme à peu près inaccessible. C'était un plan plus que hardi. Wolfe le saisit avec empressement, voulant à tout prix sortir de l'impasse où il se croyait engagé.

Le 12 septembre, l'armée fut embarquée et la flotte remonta jusqu'à plusieurs milles au delà du point où l'on se proposait de descendre. Pour dérouter l'ennemi, on fit le simulacre d'essais de débarquement sur différents points. La nuit venue, on redescendit avec la marée, et les troupes réussirent à prendre terre sur la rive nord, non loin de Sillery, sans attirer l'attention des sentinelles françaises [1]. L'avant-garde, s'aidant des saillies de la roche et des broussailles, atteignit le sommet, dispersa un poste français et couvrit l'ascension du gros des troupes. Le lendemain 13, à l'aube, toute l'armée anglaise était en ligne sur le plateau d'Abraham.

1. Les troupes légères étaient commandées par le colonel Howe, plus tard sir William Howe, commandant en chef des armées anglaises en Amérique.

Montcalm, surpris, leva en toute hâte le camp de Beauport et vint se ranger en bataille entre l'ennemi et la ville. Espérant trouver les Anglais encore mal préparés, en voie de concentration, il se résolut à brusquer l'attaque et lança en avant quelques lignes de tirailleurs canadiens et indiens, suivant lui-même à la tête du corps principal. Wolfe fit mettre en batterie huit ou dix canons que l'on venait de hisser sur la falaise et auxquels on n'eut, du côté des Français, à opposer que deux petites pièces de campagne. Le combat s'engagea avec une extrême violence entre les deux ailes rapprochées du Saint-Laurent, commandées en personne par Wolfe et par Montcalm. Wolfe, déjà blessé, donnait encore des ordres lorsqu'une nouvelle balle l'étendit sur le sol. Il eut toutefois, avant de fermer les yeux, la joie d'être assuré du triomphe. Ses grenadiers avançaient. Devant les baïonnettes anglaises et les larges épées des régiments écossais, la ligne française commençait à plier. Montcalm tomba à son tour, blessé mortellement lui aussi, emportant dans la mort la tristesse de la défaite. Le général disparu, l'armée se débanda, fuyant en désordre dans la ville ou vers le pont de bateaux qui par le Saint-Charles conduisait au camp. Les Anglais avaient perdu six cents tués ou blessés. La perte des Français s'élevait à cinq cents tués et mille prisonniers.

La bataille était à peine terminée que Bougainville apparut, venant du haut de la rivière avec ses quinze cents hommes. Son arrivée, deux heures plus tôt, eût peut-être changé la face des choses. Il recueillit quelques débris de l'armée de Montcalm et se retira en amont du Saint-Laurent, du côté de Trois-Rivières et de Montréal.

Townsend, commandant en chef après la mort de Wolfe, se préparait à assiéger la ville. Les provisions manquant, celle-ci capitula le 18 septembre, cinq jours après la bataille du plateau d'Abraham. La garnison obtenait les honneurs de la guerre, les réguliers durent être embarqués pour la France. La capitulation garantissait aux habitants de Québec leurs propriétés et le libre exercice de leur culte. Le général Murray fut laissé avec cinq mille hommes à Québec. La flotte, emportant les malades et les prisonniers français, se hâta de quitter le Saint-Laurent avant que le fleuve fût gelé, et s'en alla hiverner à Halifax.

Les Anglais battus à Sillery (avril 1760). Capitulation de Montréal (8 sept. 1760). Cession de tous les postes de l'ouest. Traité de Paris (10 février 1763).

Après la chute de Québec, Vaudreuil, le gouverneur général du Canada, concentra toutes ses forces à Montréal et fit pendant l'hiver des préparatifs pour reprendre la capitale avant le temps où la garnison pourrait être ravitaillée. De Levis s'avança en mars avec quelques milliers d'hommes. La garnison de Murray avait beaucoup souffert du manque de provisions fraiches et du scorbut qui en avait été la conséquence. Il restait à peine trois mille soldats à mettre en ligne. Murray sortit cependant de Québec et se porta à la rencontre de Levis, qu'il heurta à Sillery (avril 1760). Quelque bien disciplinées que fussent ses troupes, il fut battu, perdit toute son artillerie avec mille hommes et se vit rejeté dans Québec. Il y fut assiégé aussitôt. Mais l'apparition, en mai, dans le Saint-Laurent, de quelques bâtiments chargés de provisions fit supposer à Levis que toute la flotte anglaise était proche. Il leva le siège (10 mai), jeta son artillerie dans le fleuve et rentra précipitamment à Montréal. Avec un peu de persévérance il eût reconquis aux couleurs françaises, pour quelque temps au moins, la malheureuse ville de Québec.

Les colonies étaient décidées à achever la destruction de la domination française au Canada. Elles renouvelèrent donc leurs efforts des deux années précédentes, et trois armées furent mises en mouvement.

Amherst, avec 10 000 hommes et 1 000 Indiens des Six-Nations conduits par Johnson, s'embarqua à Oswego, descendit le lac, et arriva par le Saint-Laurent devant Montréal, où il se joignit à Murray venu de Québec avec 4 000 hommes (septembre 1760). Le colonel Haviland arriva avec une troisième armée, 3 500 hommes, par le lac Champlain. Devant cette réunion de forces il n'y avait à songer à aucune résistance. Le marquis de Vaudreuil signa une capitulation (8 septembre 1760) qui livrait Montréal, Erié, Détroit, Mackinaw et tous les autres postes occidentaux du Canada. Les troupes régulières, 4 000 hommes, seraient embarquées pour la France. Cette capitulation, comme celle de Québec, garan-

tissait aux Canadiens leurs propriétés et la liberté religieuse. Une escadre française arriva quelque temps après dans le golfe du Saint-Laurent, trop tard! Elle se heurta à une escadre anglaise et fut complètement détruite. Le nom de la Nouvelle-France était effacé sans appel de la carte de l'Amérique.

George III monta sur le trône en octobre 1760. Quelques membres nouveaux furent introduits dans le cabinet, mais rien ne fut changé immédiatement dans la politique générale du royaume. Le Canada conquis, les forces anglaises furent dirigées contre les îles françaises dans la mer des Antilles. La Guadeloupe était déjà prise. Le général Monckton partit (novembre 1761) de New-York avec deux vaisseaux de ligne, cent transports et 12 000 hommes. réguliers et troupes provinciales [1].

On prit la Martinique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, à peu près toutes les îles françaises (février 1762). Un commerce lucratif s'établit avec les îles conquises et aussi avec la riche colonie de Saint-Domingue, au moyen de sauf-conduits et de pavillons parlementaires. Les marchands de New-York et de la Nouvelle-Angleterre s'enrichissaient par ce trafic et par les fournitures continuelles aux armées et aux flottes anglaises. Pitt depuis quelques mois n'était plus ministre. Charles III, roi d'Espagne, ayant signé avec la France le traité connu sous le nom de « Pacte de famille », l'homme d'État anglais, avisé secrètement, était d'avis de déclarer immédiatement la guerre à la cour de Madrid. George III, qui rêvait de prendre une part plus active que ses deux prédécesseurs à la direction des affaires, ne fit aucun effort pour retenir son trop puissant ministre, lorsque celui-ci offrit sa démission, ayant vu sa proposition d'attaquer l'Espagne diviser le ministère en deux fractions. Cette démission (octobre 1761) fut acceptée et le roi remplaça le *Great Commoner*, le grand *leader* des Communes, par le marquis de Bute, son précepteur, devenu son conseiller intime.

Pitt s'était à peine retiré que l'Espagne commençait les hostilités. Le nouveau cabinet anglais mena vigoureusement la guerre.

Les croiseurs britanniques ruinèrent le commerce espagnol.

1. Gates était aide de camp de Monckton, Montgomery servit comme capitaine, Lyman commandait les contingents coloniaux.

En août 1762 la Havane, clef du golfe du Mexique, tomba au pouvoir de la Grande-Bretagne. Dans l'extrême Orient, la lutte engagée depuis vingt ans entre les deux compagnies anglaise et française des Indes Orientales se terminait par le triomphe complet de la première, qui, en conquérant le Carnatic et le Bengale, jetait les fondements du grand empire anglo-indien.

La France, entièrement ruinée, battue partout, n'ayant plus ni flotte, ni finances, dut cesser enfin la lutte, renonçant à toute prétention sur le continent de l'Amérique du Nord. Par le traité de Paris (10 février 1763), toute l'immense région à l'est du Mississipi fut cédée aux Anglais, ainsi que le Canada, la Nouvelle-Écosse et l'île du Cap-Breton. Le traité stipulait la liberté de navigation sur le Mississipi, de la source à l'embouchure. L'Espagne donna la Floride à l'Angleterre en échange de la Havane. La France recouvrait la Martinique, la Guadeloupe et Sainte-Lucie (quelques politiciens anglais auraient préféré que la Grande-Bretagne gardât ces îles et rendît le Canada). L'Angleterre conserva Saint-Vincent, la Dominique, Tabago. La France aurait pu garder sur le continent de l'Amérique du Nord la petite ville de la Nouvelle-Orléans et son territoire sur la rive droite du Mississipi, région qui s'appelait et s'appelle encore, de son nom français, la Louisiane. Elle la céda à l'Espagne pour la dédommager de la perte de la Floride.

Une proclamation du roi d'Angleterre (octobre 1763) érigea Saint-Vincent, la Dominique et Tabago en gouvernement de la *Grenade*, et constitua sur le continent trois nouvelles provinces, Floride orientale, Floride occidentale et Québec, la première bornée au nord par la rivière St.-Mary (la région entre cette rivière et l'Altamaha ayant été cédée à la Georgie), et à l'ouest par l'Appalachicola; la seconde, à l'est par l'Appalachicola, au sud par le golfe, à l'ouest par les lacs Pontchartrain et Maurepas, au nord par le 31e degré. La province de Québec était limitée au sud par une ligne partant du lac Nipissing, traversant le Saint-Laurent au 45e degré, et suivant ce parallèle jusqu'aux sources du Connecticut et de là au nord-est la ligne de partage des eaux du Saint-Laurent et de l'Atlantique.

La même proclamation accorda des terres aux officiers et aux

soldats anglais ayant servi dans la dernière guerre et qui désiraient rester en Amérique, savoir : cinq mille acres aux officiers supérieurs, trois mille aux capitaines, deux mille aux officiers inférieurs commissionnés, deux cents aux non-commissionnés, cinquante aux soldats. Elle abolit en même temps le système qui laissait les particuliers acquérir directement le sol des Indiens, et qui avait produit d'incessantes querelles et des inconvénients de toute sorte. De tels achats furent désormais interdits dans toutes les colonies britanniques. Les terres ne pourraient plus être achetées que par des traités publics et pour l'usage de la couronne. De plus il était interdit de s'établir sans autorisation au delà de la ligne formée par les sources des rivières se jetant dans l'Atlantique. Autrement dit, la couronne se réservait absolument toutes les terres de la vallée du Mississipi. Ces dispositions avaient pour objet de restreindre les empiétements des coureurs des bois dans l'ouest et de prévenir des hostilités avec les Peaux-Rouges.

Soulèvement des Indiens de l'ouest. Pontiac (1763).

La proclamation n'était pas encore publiée que déjà une nouvelle guerre indienne avait éclaté.

Les indigènes de la vallée de l'Ohio voyaient avec épouvante grossir, depuis la prise du fort Du Quesne, le nombre des pionniers qui, de la Pennsylvanie, du Maryland et de la Virginie, se dirigeaient sur les territoires entrevus au delà des montagnes. Déjà les Delawares et les Shawnees avaient dû émigrer de la Pennsylvanie et s'étaient établis sur les rivières Muskingum, Scioto et Miami, affluents de droite de l'Ohio (aujourd'hui États d'Ohio et d'Indiana). L'apparition des blancs dans cette région inspira une telle colère à ces malheureux, qu'ils réussirent à se grouper en une confédération avec d'autres tribus indiennes, Algonquins et Wyandots, naguère alliées des Français, et même avec les Sénécas, le clan le plus occidental des Six Nations. Sir William Johnson ne parvint qu'avec peine à maintenir dans la neutralité les cinq autres tribus. L'âme de la ligue était un chef ottawa, Pontiac, ancien allié des Français.

Pontiac, dit-on, se laissa persuader par les Canadiens que le roi

de France était vieux et s'était endormi, que c'était pendant son sommeil que les Anglais avaient conquis le Canada, mais que maintenant il s'était réveillé et qu'il envoyait une grande flotte et une grande armée reprendre la colonie et secourir ses enfants à la face cuivrée ! Pontiac prépara longtemps son plan d'extermination : Holmes, qui commandait au fort Miami (aujourd'hui Fort Wayne), découvrit et dénonça la conspiration, mais on ne tint pas compte de son avertissement. L'attaque eut lieu subitement (mai 1763) sur toute l'étendue de la frontière de la Pennsylvanie et de la Virginie. Les commerçants anglais dispersés dans la région transalléghanienne furent surpris, pillés et tués ; les postes isolés furent détruits, sauf Niagara, Détroit, les forts Pitt et Ligonier (Pennsylvanie occidentale). Ces trois derniers furent étroitement bloqués jusqu'à l'arrivée des secours envoyés par Amherst.

Les colonies levèrent aussitôt des troupes, la Virginie sept cents hommes, la Pennsylvanie deux mille. Deux colonnes pénétrèrent dans la région indienne, l'une sous le commandement du colonel Bouquet par Pittsburg, l'autre sous Bradstreet, le long des lacs. Pittsburg ne fut atteint, en août 1763, qu'après un sanglant combat où Bouquet faillit périr avec sa petite troupe. Les Indiens, après quelques combats, demandèrent à traiter (1764), rendant tous leurs prisonniers et abandonnant toute prétention sur les terres situées autour des postes jusqu'à une portée de fusil, les Anglais ayant le droit de construire des forts partout où ils le jugeraient bon. Ceux des Peaux-Rouges qui s'étaient rendus coupables de meurtre sur des blancs, seraient livrés ; un jury mixte d'Indiens et de colons déciderait de leur sort.

En 1766 eut lieu une réunion des chefs, Pontiac entre autres, à Oswego devant sir William Johnson ; un traité y fut signé. Cette guerre avait coûté la vie à deux mille blancs et chassé autant de familles de leurs demeures. En 1769 Pontiac fut assassiné près de Saint-Louis par un Indien de Cahokia.

Une fois la guerre indienne terminée, les immigrants continuèrent, en dépit de la proclamation royale, à se porter de la Pennsylvanie, du Maryland et de la Virginie, par les défilés des montagnes, dans la vallée de la rivière Monongahela, sur laquelle les Six Nations prétendaient avoir des droits. De cette époque (1764) date

le commencement de la colonisation des territoires du nord-ouest, qui devait marcher si rapidement dans la dernière partie du XVIII[e] siècle et prendre au XIX[e] le développement que chacun sait. Les pionniers avancèrent pas à pas, descendant le long des rivières qui vont se jeter dans le Mississipi, Tennessee, Cumberland, Ohio, et tous les affluents de ce dernier, Kanawha, Kentucky, Muskingum, Scioto, Miami, Wabash.

Des gens de la Caroline du Nord allèrent s'établir à Bâton-Rouge, sur le Mississipi. Des Canadiens se transportèrent dans la Louisiane. Un Français, La Glède, qui avait un monopole du commerce de fourrures sur le haut Mississipi et le haut Missouri, établit au-dessous de la jonction de ces deux cours d'eau un dépôt de marchandises qui, en cent vingt ans, est devenu la ville de Saint-Louis. Un peu plus au sud, sur la rive droite encore du Mississipi, les Français avaient fondé en 1755 Sainte-Geneviève, la plus ancienne ville du Missouri. Ces modestes établissements portaient jusqu'au 38° au nord, sur la rive occidentale du Mississipi, les limites de la Louisiane française, cédée en 1763 à l'Espagne.

Documents et ouvrages à consulter.

(CHAPITRES XXVIII A XXX.)

Vallée du Mississipi. — COXE, *Description of the English province, Corolana, by the Spaniards called Florida and by the French la Louisiane; also of the Great river, the Meschacebe or Mississipi, the five vast navigable lakes*, 1722. — FLINT (Timothy) *Geography and history of Mississipi Valley*, 2 vol. Cincinnati, 1828-1832. — MONETTE (John W.) *History of the Discovery and settlement of the Mississipi Valley*; 2 vol. New-York, 1846.

Louisiane : DUMONT, *Mémoire historique de la Louisiane*, 2 vol. 1753. — DU PRATZ, *Histoire de la Louisiane*, 3 vol. 1758. — MARTIN, *History of Louisiana*, 2 vol. — GAYARRE (Ch.), *Louisiana, its colonial history and romance*, series of Lectures, NEW-YORK, 1851-1854.

Memoirs of the war in North America from 1744 to the Peace of Aix-la-Chapelle. — DOUGLAS, *Summary historical and political of the first planting... and present state of the British settlement in North America*, 2 vol. 1750.

MANTE, *History of the late war in North America*, 1757-1763. — ROGERS, *Journal of the French war*, 1765. — BARNABY, *Travels through the middle settlements of North America*, 1759-1760. — GRANT, *Memoirs of an American lady* (Mrs Schuyler), with sketches of manners before the Revolution.

PARKMAN (Fr.), *The Old Regime in Canada*, BOSTON, 1874; *Le comte Frontenac et la Nouvelle-France*; *Montcalm et Wolfe*; *History of the Conspiracy of Pontiac.*

CHAPITRE XXXI

ÉTAT SOCIAL ET INTELLECTUEL

Démocratie et aristocratie. L'esclavage. Le code noir. La traite. La taxe d'importation. — Crise religieuse, *Revival*. Le Méthodisme. Whitefield. — Enseignement, collèges : Harvard, William and Mary. — Yale. Académie de Philadelphie. Princeton. King's. Dartmouth. Bibliothèques.

Démocratie et aristocratie. L'esclavage. Le code noir. La traite. La taxe d'importation.

Les années qui s'écoulèrent entre la conquête du Canada et la guerre de l'indépendance furent, pour les colonies du centre et du sud, une période de développement rapide et de grande prospérité. Baltimore, la capitale du Maryland, et Norfolk (7 000 hab. en 1750), sur la rive méridionale de la baie de Chesapeake, commençaient à prendre l'aspect de villes importantes. Philadelphie et New-York s'accroissaient également. Le chiffre de la population de Boston restait au contraire stationnaire, l'immigration n'ayant plus, depuis trente années, un caractère religieux, mais affectant plutôt, comme en Géorgie, un objet philanthropique.

Les provinces du nord étaient peuplées de pêcheurs, d'artisans et de fermiers. Une aristocratie s'était constituée, intellectuelle dans le Massachusetts, foncière dans le New-York; mais le fond des idées et des sentiments, depuis les rivages du Maine, au nord, jusqu'à l'embouchure du Susquehannah dans la baie de Chesapeake, au sud, était démocratique. Au delà de cette limite et jusqu'aux solitudes qui séparaient les établissements naissants de la

Géorgie de l'ancienne colonie espagnole de la Floride, la structure sociale était aristocratique, et fondée sur l'esclavage.

L'esclavage existait, de fait, dans toutes les colonies anglo-américaines au milieu du XVIIIe siècle. Ce genre de servitude ne ressemblait d'ailleurs en rien à ce qu'avait été l'esclavage dans l'antiquité. Il ne s'agissait ici ni de débiteurs insolvables, ni de prisonniers de guerre. C'était l'exploitation industrielle d'une race humaine, considérée comme inférieure et pour laquelle la pitié même ne pouvait se manifester que mêlée de mépris. La chevelure laineuse, les grosses lèvres, le teint d'ébène, étaient des marques d'abjection. Même libéré, et parce que ces marques subsistaient en lui, le noir risquait encore d'être arrêté comme esclave fugitif. L'Indien fut préservé de cette condition dégradante par son courage et sa férocité.

Le préjugé de couleur n'était guère alors plus fort au sud qu'au nord. Si les esclaves étaient plus nombreux dans les colonies du sud, c'était pure affaire de climat et de mode de culture. On comptait en 1756, dans toute l'Amérique du Nord, environ 300 000 nègres esclaves, dont 220 000 en Virginie. Les noirs dans la Nouvelle-Angleterre étaient exclusivement employés comme serviteurs domestiques. Même dans ce pays de puritanisme aigu, le nombre des esclaves, malgré quelques scrupules de conscience formulés au commencement du XVIIIe siècle, s'accrut avec la richesse et le luxe. D'après un recensement officiel de 1754, le Massachusetts possédait deux mille cinq cents esclaves adultes, dont mille environ à Boston, proportion plus grande à l'égard du nombre des habitants libres que ce ne fut le cas cent ans plus tard à Baltimore. La proportion était plus forte encore dans le Connecticut que dans le Massachusetts, et dans le Rhode-Island que dans le Connecticut. La législation de la Nouvelle-Angleterre protégeait cependant les esclaves contre les maîtres, au moins dans une certaine mesure.

Dans le New-York et le New-Jersey, les nègres étaient employés comme serviteurs domestiques ou comme ouvriers des champs. Ils constituaient le sixième de la population de la première de ces provinces, et le code noir y était à peine moins dur qu'en Virginie. La Pennsylvanie n'avait que peu d'esclaves, les quakers préférant

les *indented servants*. Cependant en 1699, lorsque Penn avait proposé quelques lois prescrivant aux maîtres un traitement humain des nègres, la législature quaker n'avait fait aucune réponse. Elle alla, en 1722, jusqu'à rejeter une proposition d'émancipation. Mais elle établit un droit très élevé, pratiquement prohibitif, sur l'importation des esclaves, *act* qui fut annulé par la couronne. Quelques voix indigènes s'élevèrent dès lors contre l'institution honteuse [1]. Franklin fut de bonne heure un avocat de l'émancipation. Presque tous les esclaves de la Pennsylvanie se trouvaient réunis à Philadelphie. Les noirs composaient le quart de la population de cette ville, mais un grand nombre étaient libres.

Les esclaves constituaient le tiers au moins de la population dans le Maryland, la Virginie et la Caroline du Nord, colonies productrices de tabac, plus de la moitié dans la Caroline du Sud, où le riz était le produit principal. Le code noir de cette province, revisé, puis maintenu à peu près intégralement en vigueur jusqu'en 1760, avait perdu dans son texte nouveau un peu de l'extrême dureté de la première rédaction. Pour le fond, il était resté tout aussi impitoyable : la loi déclare que « tous les noirs qui existent ou existeront dans la province (à l'exception de ceux qui sont déjà libres) avec toute leur descendance née ou à naître, sont déclarés et resteront pour toujours esclaves, et seront réclamés, tenus, pris, réputés et adjugés en justice comme biens meubles par nature ». Ainsi, le maître n'a plus le droit d'émanciper ses esclaves. Lorsqu'un blanc soutiendra en justice qu'un noir réputé esclave est réellement libre, il sera tenu de faire la preuve qu'il est libre, tandis que s'il s'agit d'un Indien ami du gouvernement de la province et réclamé comme esclave, c'est le défendeur qui devra faire la preuve que cet Indien n'est pas libre. L'esclave ne louera pas son temps, ni ne pourra prendre à bail une plantation, posséder un bateau, élever des chevaux, du bétail, des porcs, ni faire un commerce quelconque pour son propre compte. On n'apprendra pas à l'esclave à écrire. Il ne portera que des vêtements grossiers, sauf le cas de livrée pour le service domestique.

1. Sandiford, Lay, Woolman, Benezet.

On trouve, il est vrai, dans ce recueil de lois, quelques stipulations protectrices de l'esclave contre le maître. Celui qui fera travailler ses noirs le dimanche, ou plus de quinze heures par jour en été, et de quatorze heures en hiver, paiera une amende de cinq livres. « La cruauté, dit la loi, est indigne des chrétiens, odieuse aux yeux de tous les hommes qui ont quelque sentiment de vertu et d'humanité. » Aussi le meurtre volontaire d'un esclave entraîne-t-il une pénalité sévère, soit une amende de sept cents livres sterling, avec incapacité pour toute fonction civile et militaire, ou sept années de travail forcé dans une garnison de la frontière ou dans le *workhouse* de Charleston, prescription qui était bien plus une précaution contre les petits blancs que contre les maîtres des plantations. L'amende est réduite de moitié si l'esclave a été tué dans un mouvement de colère, ou s'il a été simplement l'objet d'un traitement trop rigoureux. Encore est-il bien entendu que faire fouetter un esclave, le frapper avec une cravache ou un nerf de bœuf, le mettre aux fers et en prison ne constituait pas un traitement cruel.

La Géorgie avait adopté presque intégralement la législation noire de la Caroline du Sud, et la Caroline du Nord celle de la Virginie. Dans cette dernière province, un maître ne peut libérer un esclave que pour services exceptionnels, avec l'autorisation du gouverneur et du conseil. Si un esclave meurt des suites d'une punition trop sévère ou au cours même de cette punition, la mort ne sera réputée meurtre que s'il est prouvé, par l'attestation d'au moins un témoin légal et croyable, que l'esclave a été tué *volontairement* et *malicieusement*. Or où pouvait se trouver un tel témoin sur ces immenses plantations où les seuls blancs étaient presque toujours le maître et le gérant?

L'esclave libéré sans l'autorisation du gouverneur et du conseil est vendu aux enchères. Les cours de comté peuvent ordonner la mutilation de tous esclaves réputés coureurs de nuit et de conduite désordonnée. Il faut croire que les tribunaux locaux abusaient de cette autorisation, car une loi postérieure de vingt années apportera quelques restrictions à ce droit de mutilation, en déclarant que cette punition a été souvent peu proportionnée à l'offense et est contraire aux principes de l'humanité.

En réalité, par suite de l'étroite solidarité d'intérêts qui liait tous les maîtres, de la dispersion et de l'étendue des plantations, de la complaisance et de la connivence des tribunaux, les maîtres pouvaient tout contre leurs esclaves, et l'esclave n'avait aucun droit, aucun recours contre le maître. Le code noir des quatre provinces du sud aurait pu se borner à cette simple déclaration.

Dans la pratique, il est vrai, cette législation atroce souffrait bien des tempéraments. Les maîtres de la Virginie avaient notamment la réputation de traiter leurs noirs avec une certaine douceur. Ils les considéraient volontiers comme des travailleurs engagés pour la culture de leurs terres moyennant l'octroi assuré des nécessités de la vie. La possession de nombreux esclaves était, au surplus, un luxe fort coûteux, et la propriété nègre une denrée précieuse que l'intérêt bien entendu invitait à ménager.

Les nègres importés d'Afrique étaient de races très diverses, de toutes teintes, depuis le noir de jais ou l'acajou jusqu'au jaune basané. Certains avaient des traits presque réguliers, le plus grand nombre étaient du type classique : nez écrasé, mâchoires proéminentes. Ceux-là avaient été enlevés aux régions basses et marécageuses du delta du Niger. Ils étaient réputés les meilleurs esclaves, à cause de leur force physique et de la somme de travail qu'ils pouvaient supporter. Ils étaient païens et avaient vécu dans un état de barbarie complète. Parfois, mais très rarement, étaient importés quelques nègres musulmans, ayant un peu d'instruction, sachant parler l'arabe et pouvant lire le Coran. Presque tous apportaient avec eux des superstitions qui disparurent aussi vite que leurs dialectes. Ces différences d'origine, de langage, de complexion, même de teinte, furent des obstacles à toute entente entre les nègres dans les premiers temps de leur introduction en Amérique. Plus tard, les mariages entre gens de couleur de toute provenance, et une infusion assez large de sang européen, ont fait disparaître ces distinctions originelles, ou les ont rendues moins sensibles.

Contrairement à ce qui était arrivé dans les Indes Occidentales, l'accroissement naturel de la population esclave fut très rapide dans les colonies de l'Amérique du Nord. En général, on n'employait pas les femmes aux ouvrages les plus durs, et les maîtres

trouvaient plus d'avantage à élever des nègres sur leurs plantations qu'à acheter des adultes. On ne peut nier que les nègres nés en Amérique n'aient été supérieurs physiquement et intellectuellement aux Africains importés.

Depuis la Restauration jusqu'à la fin du XVII[e] siècle, le commerce avec l'Afrique avait été un monopole exploité par la Compagnie royale africaine. Vers 1698, l'Afrique fut ouverte au commerce privé, moyennant paiement à la compagnie d'un certain droit pour l'entretien des ports et des factoreries sur la côte africaine. Alors, le commerce des esclaves (traite des nègres), ouvert à la libre compétition, prit un grand développement, favorisé par l'introduction de la culture du café dans les Indes Occidentales et par l'accroissement de la consommation des produits coloniaux en Europe. Le gouvernement royal fit tous ses efforts pour développer ce commerce de chair humaine, en vue de l'échange du riz, du tabac et de l'indigo contre les marchandises manufacturées de la métropole. Les navires de la Nouvelle-Angleterre et de New-York prirent part à ce trafic, échangeant le *rhum* fabriqué à Newport (Rhode-Island) contre des noirs de la côte d'Afrique, qu'ils allaient vendre dans les colonies du sud. Cependant, la traite était encore, pour la plus grande partie, entre les mains des marchands anglais de Bristol et de Liverpool.

Plusieurs colonies, pour se créer un revenu, avaient frappé d'un impôt l'importation des noirs. Les gouverneurs royaux eurent pour instruction de s'opposer, dans la mesure du possible, à l'imposition de ce droit, comme à celle de toute taxe sur les autres marchandises anglaises. Plusieurs fois le veto royal dut intervenir. C'est donc, pour une part au moins, à la couronne d'Angleterre que revient la responsabilité de l'extension de l'esclavage dans les colonies de l'Amérique du Nord.

On continuait à importer aussi vers 1750 des *indented servants*, serviteurs blancs que l'on appelait *redemptioners* pour les distinguer des noirs *esclaves*, et contre lesquels les législations coloniales contenaient des prescriptions fort dures. Leur temps de servitude était limité à sept années au maximum. Au terme de cette période, les *redemptioners* devaient recevoir de leurs maîtres des vêtements, et de la colonie une concession gratuite de cinquante acres

de terre. Ils rentraient alors dans la masse des habitants blancs, et plusieurs d'entre eux surent, par la suite, se créer pour eux-mêmes ou pour leurs enfants une place distinguée dans la hiérarchie sociale. Parmi les signataires de la Déclaration de l'indépendance figurera un ancien *redemptioner* de la Pennsylvanie. La plupart cependant, par défaut d'éducation, restaient dans une condition inférieure et formèrent peu à peu, dans les colonies du centre et du sud, cette classe des *petits blancs pauvres*, tenue à si grande distance par l'aristocratie des planteurs, bien que celle-ci trouvât souvent en eux d'utiles instruments politiques. Quant aux noirs qui, par l'émancipation, parvenaient à conquérir la liberté, aussi méprisés des petits blancs que de leurs anciens maîtres, objets d'une législation soupçonneuse qui leur enlevait de fait à peu près tous les droits de citoyens libres, ils occupaient dans la société américaine du XVIIIe siècle une situation analogue à celle qui avait été si longtemps faite aux Juifs, en Europe, pendant le moyen âge.

« Tout interdisait les mariages entre blancs et noirs, la religion comme un péché, l'opinion publique comme une honte et un scandale, la loi comme un crime. Mais ni la loi, ni l'Évangile, ni l'opinion publique ne pouvaient empêcher certains cas de fusion, inévitables entre deux races rapprochées par ce contact étroit et permanent qu'impliquait l'esclavage domestique. Mais ici éclatait, sous son aspect le plus odieux, l'hypocrisie, le *cant* britannique. Les colons hollandais, français, espagnols et portugais, moins imbus de l'orgueil de race, moins entichés d'une fausse austérité religieuse, de cette moralité dont les Anglais font un si vaniteux étalage, n'hésitaient pas à reconnaître leurs enfants de couleur, à s'occuper d'eux et de leur avenir. Dans les colonies anglaises, les enfants de sang mêlé étaient fort nombreux, mais une abominable loi exigeait qu'ils « suivissent la condition de la mère », et le décorum, le préjugé, plus fortement encore que la loi, empêchaient les pères de jamais reconnaître ces enfants impitoyablement maintenus esclaves » [1].

1. Hildreth, II, 429.

Crise religieuse, « Revival ». Le Méthodisme. Whitefield.

Au moment où commençait, vers 1740, la guerre contre l'Espagne, se produisit en Amérique un remarquable mouvement religieux, connu dans les annales ecclésiastiques des populations anglo-saxonnes (métropole et colonies) sous le nom de *Great Revival*.

En Angleterre, les non-conformistes presbytériens avaient constitué longtemps dans l'organisme religieux un corps nombreux de dissidents. Puis leurs congrégations avaient peu à peu disparu ou s'étaient fondues dane l'*Unitarianism*. La place qu'ils laissaient à peu près vide fut tout à coup remplie par les congrégations de *baptists* et d'indépendants, jusqu'alors faibles et impuissantes, mais qui reçurent une nouvelle vie par la violente agitation que déterminèrent les prédications de John Wesley et de Whitefield [1].

Tout jeunes encore, à Oxford même, ils avaient formé une association religieuse que leurs camarades appelèrent *méthodiste* par raillerie. Ils conservèrent le nom et fondèrent cette forme nouvelle du puritanisme qui, sous les appellations de méthodisme et, plus tard, de religion évangélique, a exercé une si grande influence depuis cent cinquante ans sur la race anglaise dispersée dans le monde entier. Le mouvement fut général. Il arrêta le parti de la basse Église (*low Church*) dans son évolution vers le *Latitudinarianism* et le ramena sur le terrain *évangélique*.

Le mouvement, commencé en Angleterre, se propagea bien vite dans les colonies, où il eut pour promoteur Jonathan Edwards,

1. « Vers le commencement du règne de George II, une dizaine de jeunes étudiants d'Oxford s'étaient réunis pour pratiquer en commun la dévotion et pour s'isoler de la bruyante dissipation de la ville universitaire. Ils jeûnaient deux fois la semaine et recevaient la communion tous les dimanches. On les appelait par dérision les *méthodistes*. Les principaux d'entre eux, John et Charles Wesley, étaient les fils d'un savant et très pauvre ministre. Ils admettaient dans leur familiarité un jeune homme nommé Whitefield, qui avait occupé l'humble situation de garçon d'auberge, et qui payait le prix de son éducation universitaire en servant comme domestique les étudiants riches. Ils ne tardèrent pas à entrer dans les ordres, car ils ne visaient pas à se séparer de l'Église établie. « Voulez-vous être utiles, leur avait dit l'archevêque de Canterbury, n'usez point votre temps et vos forces à disputer sur des points douteux, mais portez témoignage contre le vice qui se montre à découvert, et gagnez les âmes à la véritable sainteté. » Filon, *Histoire de la littérature anglaise*, p. 402.

qui, après avoir été *latitudinarian*, rejeta la doctrine du *halfway-covenant*, et commença à prêcher le retour aux anciens dogmes du droit exclusif des *sanctifiés* à être membres de l'Église et du salut par la seule foi. Les *revivalists* exprimaient les émotions qu'excitait en eux cette prédication par toutes sortes d'extravagances, des cris, des contorsions, que le populaire considérait comme le témoignage visible des effets de la grâce divine.

Les ministres congrégationalistes s'alarmèrent de cette invasion de leurs droits acquis, par des prédicateurs volontaires et ambulants. Un schisme violent éclata au sein du *Congregational establishment* de la Nouvelle-Angleterre. Les *revivalists* se donnèrent le nom de *New Lights*, et les conservateurs du dogme établi devinrent les *Old Lights*, auxquels se joignirent les latitudinaires, dont le chef était à cette époque le ministre Chauncy, successeur de Wilson, de Cotton, de Norton et de Davenport dans la première église de Boston. Chauncy publia en 1743 ses *Seasonable Thoughts on the State of Religion in New England*, peinture peu flattée de tous les désordres résultant du zèle des *New Lights*. D'autre part, cinquante-neuf ministres du Massachusetts, tout en avouant qu'il s'était commis quelques extravagances, témoignèrent d'un « heureux et remarquable réveil de l'esprit religieux en beaucoup de points du pays ». Edwards avait développé la même opinion dans ses *Thoughts on the Revival of the Religion* [1].

Dans le Connecticut, Jonathan Law, gouverneur de 1741 à 1751, engagea une lutte très vive contre les revivalists et fit voter par l'Assemblée une loi déclarant que les prédicateurs ambulants venant d'autres colonies seraient arrêtés et expulsés du territoire du Connecticut comme « vagabonds ». Après dix années d'une controverse furieuse (1750), les lois passées contre les *New Lights* tombèrent peu à peu dans l'oubli, sans être formellement rappelées.

1. « Dans le Nouveau Monde, l'état de la société et des manières n'a pas été jusqu'ici aussi favorable à la science abstraite qu'aux recherches ayant directement pour objet les affaires pratiques de la vie humaine. Il y a cependant *un* métaphysicien dont l'Amérique a le droit d'être fière, qui, par la finesse et la subtilité logique, ne le cède à aucun dialecticien nourri dans les Universités d'Europe. Je n'ai pas besoin de dire que c'est de Jonathan Edwards que je parle. » (Dugald Stewart, *Dissertation sur le progrès de la philosophie*, 1820.) Edwards avait été poussé aux études métaphysiques moins par l'impulsion d'une curiosité spéculative que par le désir anxieux de défendre le système théologique dans lequel il avait été élevé et qui lui inspirait un ardent attachement.

Cette crise religieuse donna un développement subit à la secte des « baptists » de la Nouvelle-Angleterre. Très peu nombreux jusqu'alors, les baptists virent se joindre à eux un grand nombre des congrégations séparatistes new-lights.

La religion était devenue vers le milieu du XVIII[e] siècle, pour la grande majorité des Américains, aussi bien chez les anglicans de la Virginie que chez les calvinistes de la Nouvelle-Angleterre, une affaire de cérémonie extérieure, d'observation des pratiques du culte. L'assiduité à l'église, le respect pour la Bible et le « livre de prières », étaient tenus pour l'essence même de la vie religieuse. On se disait prêt à combattre, à donner sa vie pour sa foi. Mais vivre conformément à ses préceptes était autre chose. Pour tout dire, l'indifférence avait fait de grands progrès, et la religion était plus une question d'accoutumance que de ferveur. La piété avait pris un caractère conventionnel. Dans la Virginie, la conduite de la plupart des ministres laissait fort à désirer. Les cartes, la chasse au renard, la boisson, avaient pris une grande place dans leur vie. Les vertus des premiers ministres, Robert Hunt et Whitaker, n'étaient plus qu'un souvenir et non un modèle suivi. Le recrutement ne pouvait se faire aux meilleures sources, la tenure étant précaire et les administrateurs laïques des églises peu commodes.

L'arrivée de Whitefield, le grand réformateur anglais, vint dissiper cette torpeur et propager dans toutes les colonies l'agitation cantonnée jusqu'alors dans les possessions du nord. Whitefield avait commencé à prêcher en Angleterre à vingt-deux ans, vers 1736. Il se rendit peu de temps après en Géorgie, où John Wesley avait séjourné lui-même quelque temps comme ministre de la paroisse de Savannah, attiré par Oglethorpe pour la conversion des Indiens [1].

1. Wesley avait d'abord réussi, et ses paroissiens renonçaient aux danses pour entendre ses sermons. Mais il vint à s'éprendre d'une jeune femme qui affectait une grande piété. Le scandale fut assez vif pour que le ministre dût rompre la liaison. Quelque temps après, la demoiselle se maria, et devint moins assidue dans l'accomplissement de ses devoirs de piété; aussi Wesley lui refusa-t-il un jour la communion. De là un procès en dommages et intérêts intenté par le mari au ministre pour atteinte portée au caractère religieux de sa femme. Wesley, après de longs débats, se décida un soir, la prière dite, à « secouer la poussière de ses pieds » et à quitter la Géorgie. Il alla s'embarquer à Charleston (1737) et ne revint plus en Amérique.

Whitefield commença une tournée dans les États du centre et du sud, pour recueillir des fonds destinés à la création d'un orphelinat à Savannah. Éloquence pathétique, ton inspiré, imagination ardente, il avait tous les dons nécessaires pour agir sur les foules[1]. Il évitait les temples et prêchait en plein air des doctrines peu éloignées en réalité de celles de l'Église officielle, mais il s'attachait surtout à réveiller la foi, à animer d'une vie nouvelle ce qui n'était plus que le squelette de l'ancien système.

En Virginie sa parole excita presque une révolution en enflammant le zèle des presbytériens écossais-irlandais contre l'Église épiscopale. Vainement le gouverneur et le conseil de la province puisèrent-ils dans l'arsenal des vieilles lois persécutrices pour repousser ce nouvel assaut des dissidents. On poursuivit les New Lights comme faisant profession d'être ministres sous la prétendue « influence d'une nouvelle lumière, d'une impulsion extraordinaire et d'une soi-disant connaissance inspirée », et conduisant ainsi les gens innocents et ignorants à toutes sortes de faussetés. Sous l'action vigoureuse de Whitefield, le mouvement se développa, le peuple acclamait les dissidents persécutés et s'assemblait pour les entendre prêcher sous les fenêtres des prisons où on les jetait. Patrick Henry déclarait qu'il n'avait jamais entendu un plus grand orateur que Samuel Davies, chef de toutes les sectes pres-

1. Franklin, dans son autobiographie, conte l'anecdote suivante : « J'étais loin de désapprouver le projet de M. Whitefield concernant les orphelins; mais comme la Géorgie manquait de matériaux et d'ouvriers, je pensais qu'au lieu d'en envoyer, à grands frais, de Philadelphie, il serait préférable de construire le refuge dans cette ville, et d'y faire venir les enfants. Je lui avais donné cet avis, mais, obstiné dans sa première idée, il le rejeta, et, de mon côté, je refusai ma contribution. Peu de temps après, assistant à l'un de ses sermons, dans le cours duquel j'avais pu comprendre qu'il allait terminer par une collecte, je m'étais bien décidé à ne lui rien donner. J'avais dans ma poche une poignée de monnaie de cuivre, en argent trois ou quatre dollars, et en or quatre ou cinq pistoles. Comme il continuait de parler, je commençai à fléchir et je me laissai résoudre à donner le cuivre. Un autre passage de son sermon, m'ayant impressionné, me rendit honteux de ma résolution, et je me promis de donner l'argent que j'avais sur moi; enfin, il termina d'une manière si admirable, que je versai tout ce que contenait ma poche. » Franklin dit encore de Whitefield : « Une foule immense de toutes les sectes allait à ses sermons, et je me plus à observer l'empire de sa parole sur ses auditeurs, qui tous le respectaient et l'admiraient malgré le sans-façon avec lequel il leur disait qu'ils étaient naturellement *moitié bêtes* et *moitié diables*. L'effet qu'il produisait était remarquable : d'indifférents qu'ils étaient en matière religieuse, tous nos concitoyens parurent ne plus s'occuper que de religion; ainsi, le soir, on ne pouvait passer dans les rues sans entendre partout chanter les psaumes. »

bytériennes en Virginie [1]. L'esprit antiépiscopalien ne cessa de faire des progrès; un *act* de l'Assemblée (1748) dut concéder officiellement aux bureaux des paroisses ce qu'ils possédaient de fait depuis longtemps, le choix de leurs propres ministres.

Whitefield visita plusieurs fois les colonies et prêcha dans nombre de villes, aussi bien dans la Nouvelle-Angleterre que dans les provinces du centre et du sud, où il avait concentré ses premiers efforts. C'est de cette période que date le système, singulièrement développé dans des temps plus récents, des *revivals* ou crises religieuses, qui ont marqué d'une empreinte si vive le caractère moral et intellectuel de la nation. Mais tous ces efforts et les incontestables succès des *revivalists*, tout en ranimant périodiquement la foi chancelante, n'empêchèrent point la religion de perdre de plus en plus en Amérique son importance politique, son action directe sur les affaires publiques des colonies et plus tard des États. La tendance du méthodisme était d'ailleurs beaucoup plus vers les préoccupations du « salut individuel », qui fait abstraction de la politique, que du côté des anciennes vues théocratiques du « salut de la société ».

Enseignement, collèges : Harvard, William and Mary.

Sauf dans la Nouvelle-Angleterre, où existait déjà une organisation assez avancée d'écoles publiques, soumises au contrôle de l'Église, les colonies n'avaient encore à peu près rien fait pour l'enseignement populaire. Cependant la bigoterie des anciens temps faisait place à des idées plus larges; le goût de la lecture, des sciences, des raffinements sociaux, commençait à se propager. Ce résultat était dû non seulement à l'instruction que les fils des planteurs allaient chercher en Angleterre, mais encore à l'heureuse action qu'exerçait déjà l'enseignement donné dans les six collèges que possédaient les colonies avant 1760. Deux de ces établissements furent fondés dès le XVII[e] siècle, le collège Harvard dans le Massachusetts en 1636, et le collège William and

1. C'est Samuel Davies qui, après la défaite de Braddock, signala « cet héroïque jeune homme, le colonel Washington, que la Providence a conservé d'une manière si marquée pour quelque grand service à rendre à son pays. » Davies fut le successeur de Jonathan Edwards comme président du collège de Princeton.

Mary dans la Virginie en 1692. En 1701 fut institué le collège de Yale dans le Connecticut. Les trois autres datent du milieu du XVIII[e] siècle, le collège du New-Jersey, 1747, l'académie de Philadelphie, 1751, et le collège du Roi à New-York, 1754. Trois autres encore furent fondés dans les années qui précédèrent immédiatement la révolution, le collège de Rhode-Island en 1764, le collège Rutgers dans le New-Jersey, et le collège Dartmouth dans le New-Hampshire, en 1770.

Tous ces établissements, sauf l'académie de Philadelphie, qui, sous la pensée inspiratrice de Franklin, présenta dès l'origine un caractère nettement scientifique et séculier, avaient été constitués dans le but exclusif de former dans les colonies des ministres instruits et compétents. Deux furent créés par une charte royale, les collèges William and Mary et du Roi, et étaient placés sous le contrôle de l'Église anglicane. Deux autres, Princeton du New-Jersey et l'académie de Philadelphie, tinrent leur charte du gouverneur royal de la province, et il en fut de même pour Dartmouth du New-Hampshire. Les établissements de Harvard et de Yale, fortement empreints de l'esprit puritain et congrégationaliste, durent leur origine à des décisions de l'Assemblée générale, ainsi que le collège baptiste de Providence (Rhode-Island).

Le 28 octobre 1636, huit ans après le premier débarquement des colons dans la baie de Massachusetts sous John Endicott, la Cour générale de Boston vota 400 livres sterling pour la fondation d'une école destinée à former des ministres. L'école fut établie à proximité de Boston, dans le bourg de Newtown, dont le nom fut changé en celui de Cambridge, en l'honneur de la vieille université anglaise. En 1637 arrivait dans la colonie John Harvard, ministre fort instruit qui, à sa mort, survenue l'année suivante, légua à l'école de Newtown une somme de 400 à 500 livres sterling et une bibliothèque de trois cents volumes, où se trouvaient de gros ouvrages de théologie en vogue à cette époque et quelques livres de littérature classique. D'autres contributions affluèrent, dons et legs de toute sorte, depuis des pièces d'argenterie jusqu'à des moutons. Ainsi fut fondé le collège *Harvard*.

De 1638 à 1640 il consista en la modeste école de Nathaniel Eaton. En 1640 fut institué premier président le révérend Henry

Dunster qui arrivait d'Angleterre. Il garda ses fonctions jusqu'en 1654, époque où, ayant embrassé des doctrines suspectes relatives au baptême, il dut se retirer.

En 1639 une presse à imprimer fut installée à Harvard, et les deux premiers livres qui en sortirent furent un almanach (*the Freeman's Oath*) et un *Livre des Psaumes* (*the Bay Psalm Book*). Dunster eut pour successeur, de 1654 à 1672, Charles Chauncy, qui avait été professeur d'hébreu et de grec à Cambridge (Trinity College). Il se préparait à retourner en Angleterre vers ses amis les puritains arrivés au pouvoir, lorsque sa nomination à Harvard le retint. Ses pétitions au gouverneur prouvent que, malgré les dons du début, l'institution était fort mal pourvue. Il laissa six fils qui furent élevés à Harvard et devinrent ministres [1]. Le collège eut ensuite pour présidents, de 1672 à 1685, Léonard Hoar, Urian Oakes, Theophilus Gale, et John Rogers. De 1685 à 1701, Harvard fut placé sous la direction du célèbre Increase Mather, qui conservait en même temps le contrôle de son église à Boston. Sous sa présidence, le collège commença à devenir florissant, grâce à des dons plus abondants. A côté de la maison très modeste qui avait abrité les études des premiers élèves, fut élevé un édifice, construit aux frais du sous-gouverneur du Massachusetts, William Stoughton, et qui dura jusqu'en 1780. Les diverses chartes concédées au collège étaient muettes sur la question religieuse. Cependant, sous l'influence de la famille des Mather, l'enseignement prit un caractère résolument *sectarian*. Débouté de ses prétentions politiques, le parti congrégationaliste chercha à conserver le contrôle de l'enseignement et il s'ensuivit une longue lutte entre des intérêts théologiques rivaux.

Un grand bienfaiteur du collège fut un négociant de Londres, Thomas Hollis, qui mourut en 1731. Il fit de nombreux dons, et fonda des chaires de théologie, de mathématiques et de philosophie naturelle ; ses largesses en espèces s'élevèrent à 4 900 livres sterling. Il donna encore des livres et jusqu'à des caractères hébreux et grecs pour l'imprimerie. Hollis était un baptiste, d'esprit libéral, qui choisit Harvard pour objet de sa munificence, parce qu'il le

1. Un de ses descendants fut le docteur Chauncy de Boston, contemporain de la révolution.

tenait pour le collège le plus indépendant de son temps. Des frères et des neveux de Thomas Hollis comptèrent également plus tard parmi les bienfaiteurs du collège. Dans les trente années qui précédèrent la révolution, de 1739 à 1769, Edward Holyoke fut président de Harvard. Un incendie en 1764 détruisit un des bâtiments avec la bibliothèque, qui contenait déjà 6 000 volumes [1].

Dès 1660, l'Assemblée de Virginie déplorait le manque de ministres capables et pieux, et réclamait la création d'un collège qui pût en former. Mais ce vœu resta plus de trente ans encore à l'état platonique. En 1692 seulement, une charte fut obtenue du gouvernement anglais par les efforts de James Blair (1655-1743) que soutenait Nicholson, lieutenant-gouverneur de la colonie [2]. L'établissement fut appelé *William and Mary College* et doté de fonds, de terres et d'un important revenu en tabac. Les constructions s'élevèrent à Williamsburg, et James Blair fut nommé président. Le feu détruisit le bâtiment primitif en 1705. Une subvention de la reine Anne, et les efforts réunis de la Chambre des bourgeois et du gouverneur Spotswood aidèrent à le reconstruire. Un legs du philosophe Robert Boyle servit à fonder près du collège une école indienne (1723) où de jeunes Peaux-Rouges reçurent l'instruction jusqu'en 1774, mais le succès de cette tentative fut à peu près nul [3].

Le Collège était administré par un comité de *visitors*. L'enseignement était réparti en cinq branches : théologie, grec et latin, mathématiques, philosophie morale, instruction indienne. L'hommage ou *quit-rent* pour le terrain concédé par la couronne consistait en deux pièces de vers latins, présentées chaque année au gouverneur royal en grande cérémonie. James Blair resta président jusqu'à sa mort, 1743. Il était d'origine écossaise, prit les ordres dans l'Église épiscopale et émigra en Virginie en 1685. A sa situation de chef du collège et de recteur d'une paroisse à Williamsburg, il joignit la double fonction de commissaire de

1. Quincy, *History of Harvard University*, 2 gros volumes. — Peirce, *id.*, plus succinct. — Samuel A. Eliot, *Sketch of the history of the College*. — Abiel Holmes, *History of the town of Cambridge*.
2. Beverley, *Histoire de la Virginie*.
3. Voir ce qu'en dit Hugh Jones, chapelain de l'Assemblée et professeur de mathématiques au Collège, dans son livre intitulé *The present state of Virginia*, Londres, 1774.

l'évêque de Londres dans les colonies de Virginie et de Maryland, et de membre du conseil. Caractère très pur, esprit ouvert et éclairé, le docteur Blair, érudit égaré au milieu d'une société généralement très ignorante, eut des luttes obstinées à soutenir contre les gouverneurs et le conseil, et surtout contre le clergé virginien sur lequel il avait la haute main et qui était le rebut de l'Église d'Angleterre.

L'établissement de William and Mary, assez prospère pendant la longue présidence de Blair, déclina après sa mort. Vers 1760, c'était une chétive maison d'éducation, comptant six professeurs pauvrement payés, possédant toutefois une bibliothèque de trois mille volumes. Les élèves étaient peu nombreux et la discipline faisait étrangement défaut.

Yale. Académie de Philadelphie. Princeton. King's. Dartmouth. Bibliothèques.

Le collège de *Yale* fut fondé en 1700 dans la colonie du Connecticut. Une douzaine de ministres se réunirent à New-Haven pour la réalisation du projet et formèrent l'association. Chacun d'eux apporta des livres avec cette déclaration : « Je donne ces livres pour la fondation d'un collège dans cette colonie ». Quarante gros volumes à peu près furent déposés. La Cour générale accorda une charte en 1701. L'objet des fondateurs et de la charte était « l'instruction de la jeunesse dans les arts et les sciences qui peuvent être utiles pour les emplois publics dans l'Église et dans l'État civil ». Pendant longtemps toutefois, l'instruction religieuse prédomina. Les doctrines puritaines connues sous le nom de *Saybrook Platform* furent adoptées en 1708 par les *trustees* ou comité d'administration du collège. Le premier recteur fut Abraham Pierson, qui, pendant la construction des bâtiments, instruisit ses élèves dans sa maison de Killingworth. Après sa mort, 1707, l'école fut installée provisoirement à Saybrook. Il y avait débat, pour le siège définitif, entre Hartford et New-Haven. Cette dernière ville l'emporta en 1716.

Elihu Yale, originaire de New-Haven, avait fait une grande fortune dans les Indes Occidentales. De Londres, où il résidait,

il envoya des livres et des fonds au collège de sa ville natale. Les *trustees* donnèrent aussitôt son nom à l'institution[1]. Jeremiah Dumner de Boston, agent du Massachusetts en Angleterre en 1714, fit don à Yale College de près de huit cents volumes, tant en son nom qu'en celui de Newton, Richard Steele, Burnet, Halley, Bentley. Le doyen George Berkeley, plus tard évêque de Cloyne, était venu passer deux années de repos à Newport. Lorsqu'il partit pour Londres (1732), il transmit au collège la propriété d'une ferme qu'il possédait dans Rhode-Island, avec charge d'en distribuer chaque année le revenu aux trois meilleurs étudiants en langues anciennes[2]. Berkeley donnait en outre un millier de volumes (Pères de l'Église, classiques grecs et latins, œuvres de Ben Johnson, de Dryden, de Pope, de Butler). De 1740 à 1766, un savant ministre, Thomas Clap, fut recteur du collège. Une loterie fournit des fonds pour l'agrandissement des bâtiments. Lors de l'agitation religieuse causée par les prédications de Whitefield, une nouvelle chaire de théologie fut fondée à Yale par Philip Livingston de New-York[3].

La ville de Philadelphie commençait à devenir, à l'instar de Boston, un centre de lumières et d'instruction libérale. Les quakers avaient fondé dès 1689 une école publique où étaient enseignés le latin et les mathématiques et dont George Keith fut le premier maître. Vers 1730 il existait déjà deux imprimeries dans la ville, celle de Bradford et celle de Keimer, lorsque Franklin en établit une nouvelle. Il y avait aussi un journal édité par Bradford, « mal administré et dénué d'intérêt[4] ». Franklin fonda la

1. Quand il mourut, 1721, les élèves composèrent une inscription en vers latins qui fut placée au pied du portrait du bienfaiteur. Le sentiment était touchant, si les vers manquent d'élégance :

> Æquor arans tumidum, gazas adduxit ab Indis
> Quas Ille sparsit munificante manu.
> Inscitiæ tenebras, ut noctis luce corusca
> Phœbus, ab occiduis pellit et Ille plagis.
> Dum mens grata manet, nomen laudesque Yalenses
> Cantabunt soboles, unanimique patres.

2. Parmi les étudiants qui obtinrent ce prix figurent le D[r] Wheelock, premier président du collège Dartmouth, Aaron Burr, président du collège de New-Jersey, Jared Ingersoll, Dwight.

3. Baldwin, *History of Yale*. — Thomas Clap, *id.* — Kingley's *Sketch of Yale College*. — Stiles's *Literary Diary*.

4. *Autobiographie de Franklin.*

Gazette de Pennsylvanie en 1729, et l'imprima avec des caractères qu'il avait rapportés de Londres. Il réussit à enlever en 1730 à Bradford le titre d'imprimeur de l'Assemblée. L'année suivante, il fonda par souscription la première bibliothèque publique des colonies situées au sud de Boston [1]. La compagnie fondatrice obtint, onze ans plus tard, une charte des propriétaires de la Pennsylvanie, et la bibliothèque devint avec le temps une des plus considérables de l'Amérique. En 1732, Franklin commença la publication de l'Almanach Richard Saunders, plus tard si célèbre sous le nom d'*Almanach du bonhomme Richard*, publication qu'il continua pendant vingt-cinq ans. Encouragé par le succès de sa bibliothèque, Franklin publia en 1749 ses *Observations relatives à l'éducation de la jeunesse*, avec l'intention d'organiser une souscription pour l'établissement et l'entretien d'une académie. Il réunit en peu de temps 5 000 livres sterling. Les souscripteurs choisirent parmi eux vingt-quatre administrateurs et chargèrent l'attorney général Francis et Franklin de rédiger les statuts de l'établissement. Un local fut loué, des professeurs nommés et les cours ouverts dès la même année. Quelque temps après, les administrateurs furent constitués en corporation par une charte du gouverneur. Les fonds s'accrurent par des contributions obtenues en Angleterre, par des dons de terrains que firent les propriétaires et par des libéralités de l'Assemblée. Un bâtiment fut acquis, et l'Académie fut ainsi le berceau de l'Université de Pennsylvanie, dont Franklin resta administrateur pendant quarante ans. Parmi les premiers *trustees* se trouvaient, avec Franklin, quelques-uns des citoyens les plus éminents de Philadelphie, James Logan, Thomas Hopkinson, Richard Peters, Jacob Duché, Charles Willing, Philip Syng.

En 1751 s'ouvrirent les premiers cours, latin, anglais et mathématiques. La charte y ajouta ceux de logique, rhétorique, philosophie naturelle et morale. Une autre charte, de 1755, conféra le pouvoir de décerner des grades à une faculté ainsi désignée : « le

1. « Quand je m'établis en Pennsylvanie, il ne se trouvait pas une bonne librairie dans aucune des colonies au sud de Boston. A New-York et à Philadelphie, les imprimeurs ne vendaient que du papier, des almanachs, des ballades et des livres élémentaires. Les amateurs de lecture étaient obligés de s'adresser en Angleterre pour se procurer des livres. » Franklin.

prévôt, le vice-prévôt et les professeurs du collège et de l'académie de Philadelphie, dans la province de Pennsylvanie ». Le révérend William Smith fut choisi pour le premier prévôt. C'était un Écossais, *graduate* de l'Université d'Aberdeen, un lettré, comme le prouvent ses essais publiés de 1757 à 1758 dans l'*American Magazine*, sous le nom de The Hermit. En 1759, à la suite d'un conflit avec l'Assemblée de Pennsylvanie, il fit un voyage en Angleterre d'où il rapporta en 1762, avec le grade de docteur en théologie reçu à Oxford, 6 000 livres sterling pour son collège. Le nombre des élèves s'accrut si vite qu'en cette même année 1762 il fallut, avec des fonds recueillis par une loterie, élever un bâtiment spécial pour les jeunes gens qui venaient des autres provinces ou des Indes Occidentales. En 1765 commença au collège de Pennsylvanie l'enseignement médical avec les docteurs Morgan (physique), William Shippen (anatomie et chirurgie), Kuhn (botanique) et Benjamin Rush (chimie). L'école de médecine fut régulièrement organisée en 1767 [1].

Le révérend William Tennent avait établi à Neshaminy, dans une maison fort modeste (d'où vint le surnom de Log College), une école qui eut de très humbles destinées et disparut après son fondateur. Mais cette école conduisit à la création d'un Collège de New-Jersey, établi d'abord en 1746 à Elisabethtown, reconstitué avec une charte concédée par le gouverneur Belcher à Newark jusqu'en 1757, et placé sous la direction du pieux ministre le révérend Aaron Burr [2]. Celui-ci, né dans le Connecticut en 1716, était le gendre de Jonathan Edwards et l'ami du réformateur religieux Whitefield. Les prédications des *revivalists* avaient eu pour conséquence une division de l'Église presbytérienne, et la province de New-Jersey était rattachée au synode de New-York, distinct du synode de Pennsylvanie. Burr était un linguiste distingué; il composa une grammaire latine qui fut imprimée à New-York et mise en usage au collège sous le nom de grammaire de Newark. Lorsque Burr mourut (1757), le collège fut transféré à Princeton et eut pour président Jonathan Edwards qui arrivait de Stockbridge et mourut quelques mois plus tard (1758). Un Pennsyl-

1. George-B. Wood, *History of the University of Pennsylvania*.
2. Père du célèbre Aaron Burr, vice-président des États-Unis de 1801 à 1805.

vanien, Samuel Davies, avait été en Angleterre quêter des fonds pour le collège, et c'est grâce aux dons qu'il avait ainsi obtenus que fut construit en 1756 le bâtiment de Princeton, le plus beau et le plus vaste qui existât jusqu'alors dans la colonie. L'édifice reçut le nom de Nassau-Hall, le gouverneur ayant décliné l'honneur du nom de Belcher Hall. Davies, qui avait trente-trois ans, fut désigné en 1759 comme successeur de Jonathan Edwards, mais il mourut en 1761. Après lui Princeton eut pour directeurs Samuel Finley jusqu'en 1766 et le docteur écossais Witherspoon qui devait jouer un rôle politique assez actif pendant la révolution et resta président du collège jusqu'en 1794 [1].

Une charte royale du 31 octobre 1744 institua le Collège du Roi, *King's College* [2], dans la ville de New-York. Des fonds avaient été réunis depuis quelque temps, au moyen d'une loterie, pour cette fondation, et remis aux mains de *trustees*, appartenant, pour la plupart, à l'Église d'Angleterre et au conseil de la paroisse de Trinity Church. L'emploi en fut retardé par l'opposition du parti de William Livingston qui, pour enlever l'administration des capitaux aux *trustees* représentant l'influence de l'Église établie, voulait que le collège fût fondé par un *act* de l'Assemblée. L'octroi de la charte royale mit fin au conflit. Trinity Church donna aussitôt des terres, à la condition que le président du collège serait toujours un membre de l'Église anglicane. Des sommes importantes ayant été recueillies dans la métropole, le docteur Samuel Johnson, élève de Yale, fut choisi comme premier président. Il était allé en Angleterre chercher l'ordination épiscopale, et en revenait avec le grade de docteur en théologie conféré par l'université d'Oxford. Franklin avait voulu lui confier la direction de l'Académie de Philadelphie, récemment fondée. La première pierre du bâtiment du collège fut posée en 1755 et le collège inauguré en 1758. L'esprit dans lequel était fondé ce nouvel établissement d'instruction apparaissait suffisamment par le patronage du gouvernement royal et de l'Église d'Angleterre. Il différait complètement de celui qui avait présidé à la création de Harvard et de Yale, produits

1. Archibald Alexander, *History of the Log College*. — Ashbel Green, *Historical Sketch of the Origin of the College of New Jersey*.
2. Après la révolution, Columbia College.

de l'initiative privée et foyers de propagande congrégationaliste.

Le collège de Rhode-Island[1] fut fondé à Providence par les efforts personnels du révérend James Manning, ministre baptiste, élève du collège de Princeton. La charte, concédée en 1764 par l'Assemblée générale, stipulait que l'enseignement serait fondé sur le principe de la liberté absolue de conscience, avec exclusion rigoureuse de toute préoccupation de secte. L'établissement resta dirigé par Manning jusqu'en 1792.

Un second établissement fut fondé avant la révolution dans le New-Jersey, Rutgers College (1770), à New-Brunswick, sous le patronage de l'Église réformée hollandaise. Signalons encore, la même année, l'établissement dans le New-Hampshire du Collège Dartmouth. Un ministre de Lebanon (Connecticut), disciple zélé de Whitefield, le D[r] Eleazer Wheelock, avait institué chez lui un enseignement pour de jeunes Indiens qu'il destinait à porter l'Évangile chez les tribus indigènes. Après un don de Joshua Moor, l'humble établissement prit le nom de Moor's Indian Charity School. Un des élèves indiens, Samson Occom, de la tribu des Mohegans, alla recueillir en Angleterre des fonds qui furent remis à un comité de *trustees*, sous la présidence de lord Dartmouth, un des souscripteurs. Pour rapprocher son école des tribus indiennes, le D[r] Wheelock la transporta dans l'ouest du New-Hampshire, et obtint du gouverneur de cette province, Wentworth, en 1770, une charte qui transforma l'institution en un collège. La petite ville de Hanover, sur le Connecticut, fut choisie pour site de l'établissement qui reçut le nom de Collège Dartmouth.

A la création des collèges coloniaux se rattache la formation de sociétés ayant pour objet l'achat et la réunion de livres destinés à un usage commun. La Société de la Bibliothèque de Charleston et la Bibliothèque de la Société de New-York sont, avec la compagnie de Philadelphie, dont il a été parlé ci-dessus, les plus anciens établissements publics de ce genre aux États-Unis. La première fut fondée en 1748 par une association de dix-sept jeunes gens qui formèrent entre eux un fonds destiné à l'achat de nouveaux écrits et magazines en Angleterre. Les premières cotisations s'élevèrent

1. Brown University depuis 1804, du nom du plus éminent des bienfaiteurs du collège.

à dix livres sterling. Deux ans plus tard l'Association comptait cent soixante membres. Elle obtint une charte en 1755.

La bibliothèque de New-York eut pour origine le don fait en 1700 par le révérend J. Sharp, chapelain du comte de Bellamont, gouverneur de la province, de quelques gros volumes de théologie, déposés dans une pièce spéciale pour l'usage du public. Ce premier stock s'accrut vers 1730 par l'adjonction des livres d'un recteur anglais. En 1754 se forma une association dans le but de grossir par de nouveaux achats de livres la collection déjà possédée par la cité. Mais ce n'est qu'en 1772 que l'association reçut son nom et une charte.

Il faut encore citer la bibliothèque Redwood à Newport (Rhode-Island). Quelques notables habitants de la ville avaient formé en 1729, sous l'impulsion donnée par la présence du doyen George Berkeley à un certain goût pour les choses intellectuelles, une association, sorte de club analogue à la Junte de Franklin, et qui se proposait « le développement de la science et de la vertu ». Le chef de ce groupe d'amis des lettres était Daniel Updike, l'attorney général de la colonie, qui s'était lié de grande amitié avec Berkeley. Le club fut pendant quelque temps une société de discussion, puis s'occupa plus spécialement d'achat de livres, objet pour lequel un riche habitant de Newport, Abraham Redwood, donna cinq cents liv. st. La société, voulant construire un édifice où fussent logés les livres achetés, obtint de la colonie une charte d'incorporation (1747) sous le nom de Compagnie de la Bibliothèque Redwood. Une souscription fut ouverte et produisit 5 000 liv. st. Le monument fut achevé en 1750.

Benjamin Franklin, fondateur de la première bibliothèque publique de la Pennsylvanie et de l'académie de Philadelphie, fut encore l'initiateur des sociétés savantes, si nombreuses aujourd'hui aux États-Unis. Le 14 mai 1743 il lança une circulaire imprimée, ayant pour titre : *Une proposition pour le développement des connaissances utiles parmi les plantations anglaises en Amérique*. Une association fut rapidement constituée sous le nom de *American Philosophical Society*, avec Thomas Hopkinson pour président. Franklin, écrivant le 5 avril 1744 à Cadwallader Colden, de New-York, dit que « la Société est formée et a tenu

déjà plusieurs séances d'une façon satisfaisante. » Il organisa en 1750 une autre compagnie, formée principalement des membres de l'ancienne Junte, groupe d'amis qu'il avait constitué peu de temps après son établissement à Philadelphie. En 1769 les deux associations réunies formeront la « Société philosophique américaine », dont Franklin sera élu le premier président, et qui aura pour chefs après lui, jusqu'en 1818, David Rittenhouse, Thomas Jefferson et le Dr Wistar.

CHAPITRE XXXII

DÉBATS SUR LE DROIT DE TAXATION DU PARLEMENT

Patrick Henry en Virginie; James Otis dans le Massachusetts (1761-1763). Idées nouvelles et nouveaux sentiments dans les colonies. — Les successeurs de Pitt en Angleterre : petits hommes et petites vues. — Plaintes des gouverneurs sur l'insubordination des Assemblées. — La taxe du timbre. Le droit de taxation. — Taxes « extérieures ». Douanes et contrebande. Taxes « intérieures ».

Patrick Henry en Virginie; James Otis dans le Massachusetts (1761-1763). Idées nouvelles et nouveaux sentiments dans les colonies.

Le tabac servait encore en 1758 de monnaie courante en Virginie. Cette année-là, par suite d'une diminution de la production, la précieuse feuille valut six pence la livre. La détresse était générale, et l'Assemblée, pour venir en aide aux débiteurs, dut décréter que toutes les dettes stipulées payables en cette monnaie spéciale pourraient l'être en espèces, à raison de deux pence pour chaque livre de la plante. Ce fut un grand soulagement pour la masse de la population, mais certaines classes se trouvèrent moins satisfaites. Le clergé, dont les émoluments étaient payés en tabac, cria à la spoliation. Les ministres de soixante-cinq paroisses adressèrent une protestation au roi d'Angleterre, le priant d'intervenir par son veto. La requête fut admise à Londres et la décision de l'Assemblée virginienne déclarée nulle.

Forts du veto royal, les ministres du culte réclamaient devant les cours de comté le paiement de ce qui leur restait dû. Autant de ministres, autant de procès. Les choses traînèrent en longueur,

la justice marchant d'un pas boiteux en Amérique autant et plus qu'ailleurs. Un de ces tribunaux (quelques années s'étaient déjà écoulées) ayant décidé le point de droit en faveur du plaignant, celui-ci fut renvoyé devant le jury pour la fixation de l'indemnité. La question paraissait définitivement tranchée. Les receveurs du comté, abandonnés par leur conseil, eurent recours à un petit avocat complètement inconnu. Fils de parents honorablement posés dans la province, ce jeune homme, après avoir perdu plusieurs années à essayer infructueusement de plusieurs métiers, s'était jeté par dépit dans l'étude du droit ; il venait d'être admis au barreau après six mois de préparation. C'était Patrick Henry, le grand orateur des débuts de la révolution américaine, le Mirabeau de la Virginie.

Une cause obscure et infime allait jeter les premiers fondements de cette grande réputation, et exciter dans l'âme des Virginiens les premières révoltes contre le joug maladroit et tracassier de la mère patrie. Henry parut, devant les jurés, assez gauche et embarrassé d'abord; mais sa parole nette, vibrante, son accent passionné, ses yeux qui lançaient des éclairs, eurent bientôt fait oublier les dehors de l'homme et la mesquinerie de la cause. Il ne toucha même pas au côté légal de l'affaire et s'en prit tout droit au veto royal. Un souverain qui annule des lois justes, déchire le pacte qui l'unit au peuple; ce roi n'est plus qu'un tyran. Le jury soutiendra l'autorité des représentants du peuple, s'il ne veut river lui-même les chaînes de la servitude. Du discours prononcé sur ce lieu commun d'école, qui se trouvait exactement en situation, il ne reste rien que le témoignage de l'impression très vive produite sur les auditeurs et plus tard, par action réflexe, sur toute l'Amérique. Henry fut porté hors du tribunal sur les épaules des assistants enthousiasmés et acclamé comme le chef nécessaire et naturel du parti populaire. Deux ans plus tard (1765) il fut élu membre de l'Assemblée de Virginie.

En 1761, à l'autre extrémité des établissements coloniaux, James Otis, un ex-avocat de la couronne celui-là, avait déjà débité devant un tribunal du Massachusetts une harangue non moins passionnée contre l'autorité royale, et cette éloquence indigène avait eu dans la province et dans toute la Nouvelle-Angleterre

un retentissement extraordinaire. Otis et Henry proclamaient ainsi les premiers bien haut ce que beaucoup d'Américains commençaient à penser tout bas ou plutôt à sentir confusément, et c'était que l'autorité de la métropole se faisait insensiblement trop lourde. En 1761 et 1763 ce ne fut qu'un brusque éclair. L'histoire grossit l'importance de certains incidents à cause des grands événements dont ils sont le prélude, alors qu'à l'époque où ils se produisirent, ils passèrent inaperçus. En 1764 nul ne songeait encore, nous ne disons pas à une rupture avec l'Angleterre, mais seulement à un conflit grave et surtout à une levée générale d'indignation contre le principe même de la suprématie de la mère patrie. Mais depuis le commencement du XVIII[e] siècle, les colonies s'exerçaient par leurs Assemblées, émanation directe du peuple, à résister aux perpétuelles tentatives des gouverneurs, représentants de la prérogative royale, pour ressaisir ou resserrer les liens d'une domination qui s'échappait sans cesse. Maintenant, après le grand effort victorieux fait contre les Français du Canada, la population établie sur le sol américain était assez nombreuse, assez forte, assez habituée à vivre de sa vie propre et à compter sur ses propres ressources, morales ou matérielles, pour que l'idée commençât à germer en elle qu'elle était mûre pour la liberté, en état de tenter sérieusement, sans entrave extérieure d'aucune sorte, l'expérience du *self-government*.

Les successeurs de Pitt en Angleterre : petits hommes et petites vues.

Tant que Pitt fut au pouvoir, les Américains ne se sentirent point menacés dans leurs aspirations nouvelles. Homme d'État à vues larges et hautes, il parlait aux colons le langage qui pouvait le mieux leur convenir, évitant toutes tracasseries inutiles, tous débats pointilleux. On l'a vu réussir, par la chaleur communicative de son patriotisme, à secouer l'indifférence apathique dont les colons ne s'étaient pas départis durant les premiers temps de la lutte finale contre la France canadienne. Après lui, le gouvernement anglais tomba entre les mains d'hommes politiques, réputés intelligents chez eux, mais d'esprit étroit et mesquin, auxquels

l'examen des choses d'Amérique, au lendemain des triomphes obtenus en commun contre un ennemi incommode et longtemps redouté, ne suggéra qu'une idée, bien ingénieuse il est vrai, c'est que l'Amérique n'était pas suffisamment gouvernée, que le moment était venu de la soumettre, d'une manière plus étroite, à l'autorité du parlement.

Erreur ne fait pas compte. Les ministres du roi George auraient pu reconnaître, à l'horreur singulière que les Américains professèrent pour leur politique de taxation, la gravité de la sottise qu'ils commettaient. Loin de venir à résipiscence, ils préfèrent s'obstiner dans leurs malheureuses innovations, mais en tâtonnant, avec de continuelles hésitations, en politiques qui ne se sentaient assurés ni de leur droit ni de leur force, sans oser poursuivre l'application de leurs théories coloniales avec la rigueur et l'énergie qui peut-être, après tout, auraient pu pour un temps en assurer le succès.

Cet entêtement aveugle exaspérera le mécontentement des colonies. Celles-ci passeront peu à peu de leur ancienne attitude de résistance légale à une attitude de résistance séditieuse; puis l'union des treize provinces transformera la révolte en révolution et conduira, par la guerre à la déclaration d'indépendance, par la victoire à la fondation de la grande république américaine.

Il parut tout d'abord qu'il ne serait question entre l'Amérique et l'Angleterre que d'un règlement financier. Une dette formidable et par conséquent des charges accablantes pour la population, voilà ce qu'avait légué la guerre de Sept Ans à l'Angleterre, tels étaient le prix des triomphes de Pitt, la rançon de la conquête du Canada. Tous les bénéfices, disait-on à Londres, étaient pour les colonies d'Amérique. La chute de Québec les avait délivrées d'un danger permanent. Elles n'avaient plus à craindre, les Français une fois expulsés du continent, de se voir confinées à tout jamais entre les monts Alleghanys et l'océan Atlantique. Elles pouvaient se développer librement dans les vallées de l'Ohio et du Mississipi, arrachées à la domination de la France. Ayant eu une si belle part dans les profits, ne devaient-elles pas participer dans une mesure équitable à la liquidation des frais? Sur cette question de compensation pour les sacrifices faits par l'Angleterre en faveur de l'Amé-

rique, on se serait entendu. Il eût suffi d'un peu de tact et de l'absence de toute arrière-pensée chez les ministres anglais. Mais justement les arrière-pensées abondaient, et les projets du cabinet de George III allaient bien au delà d'une mesure fiscale.

Plaintes des gouverneurs sur l'insubordination des Assemblées.

Les épreuves de la longue lutte contre les Français avaient jeté une grande partie de la population américaine hors de ses occupations et de ses pensées traditionnelles. Les intelligences étaient plus ouvertes, la sphère des idées élargie. La communauté des périls et des souffrances, le mélange des troupes des diverses colonies dans les camps, dans les marches et sur les champs de bataille, avaient développé la notion des intérêts généraux, le sentiment de la force que donne l'association. D'un autre côté, en même temps qu'ils prenaient, comme soldats, conscience de leur valeur par la fréquentation des troupes anglaises réputées les meilleures de l'ancien monde, les colons étaient devenus, comme citoyens, plus éclairés sur leurs droits et plus jaloux de les défendre.

Les gouverneurs royaux s'en plaignaient amèrement. Leurs démêlés avec les Assemblées, à peine suspendus par la guerre, avaient repris plus vifs que jamais depuis la paix. Chaque courrier d'outre-mer apportait au cabinet de nouvelles doléances sur le déplorable esprit d'insubordination qui se propageait dans toutes les Plantations.

Après avoir signalé le mal, les gouverneurs indiquaient le remède : 1° l'envoi et le maintien en Amérique, à titre permanent, de quelques régiments anglais; 2° l'établissement dans les colonies d'un revenu fixe, régulier, suffisant pour l'entretien des troupes et pour le paiement des fonctionnaires royaux. Ces deux points leur semblaient essentiels. Ils comptaient sur la présence des baïonnettes britanniques pour mater l'arrogance des parlements provinciaux; il était indispensable au rétablissement de l'autorité de la couronne, fort affaiblie pendant la guerre, que les représentants du roi ne fussent plus soumis, pour leurs traitements, au caprice des Assemblées.

Ces suggestions flattaient les propres penchants du roi George III, esprit médiocre et absolu, entiché de sa prérogative et qui rêvait le rétablissement du pouvoir personnel. Ministres et courtisans, tous ceux qui l'approchaient durent, pour lui plaire, entrer dans ces vues. Il fut de mode à la cour de se livrer à une active recherche des moyens les plus propres à relever dans les Plantations d'Amérique le pouvoir du roi et l'autorité du Parlement. Depuis longtemps des projets visant un rattachement plus étroit des colonies à la métropole étaient à l'étude dans les bureaux du Board of Trade. L'occasion parut propice aux ministres pour tirer de leur ombre ces projets et y fondre le dessein spécial de taxation en Amérique, destiné à rémunérer l'Angleterre d'une partie de ses sacrifices. Lord Bute, favori de George III, successeur de Pitt et premier lord de la trésorerie, élabora une combinaison, et la légua (1763) à son successeur George Grenville, lorsqu'il dut se retirer sous le poids de l'impopularité que lui valurent à Londres même sa qualité d'Écossais et un malencontreux projet d'impôt sur le cidre.

La taxe du timbre. Le droit de taxation.

Grenville accepta le legs de Bute et présenta ses projets tels quels au Parlement (mars 1764). Ils comportaient, conformément aux demandes des gouverneurs, l'entretien d'une garnison anglaise permanente dans les colonies, l'établissement d'un revenu régulier fixé par le Parlement et que chaque colonie devait payer au Trésor métropolitain, enfin des mesures visant une application plus stricte des « lois de navigation ». Les ministres proposaient, comme moyen de revenu, une *taxe du timbre*, analogue à celle qui existait en Angleterre, et qui devait, pensaient-ils, ne soulever aucune objection. D'ailleurs on ne voulait point prendre les colonies par surprise; le Parlement n'aurait à voter sur la taxe du timbre que l'année suivante; il suffisait pour l'instant que l'on fût d'accord sur le principe. En effet, le Parlement, après un débat fort court, au milieu de l'indifférence la plus complète (9 mars 1764), vota une résolution portant que « le Parlement avait le droit de taxer les colonies ».

Une telle procédure eût été singulièrement maladroite si l'intention avait été, en toute sincérité et simplicité, l'obtention d'un revenu des colonies. On ajournait l'établissement de l'impôt et l'on risquait de froisser l'Amérique par une pure énonciation de principe. C'est que le principe était précisément ce que le roi et son ministre avaient tenu à faire tout d'abord consacrer, se souciant peu du contingent que l'argent américain pourrait apporter au Trésor, mais voulant qu'un acte positif consacrât la subordination des colonies à l'autorité royale, à l'omnipotence du Parlement.

Les colonies, celles du nord tout au moins, étaient tenues, par leurs agents à Londres, au courant des dispositions qui régnaient à la cour et dans les régions ministérielles. On ne se méprit point à Boston sur la portée réelle du principe que venait de voter le Parlement. On savait quelles menaces se cachaient sous l'apparente modération du ministère. Aussi ne s'occupait-on pas de discuter les mérites ou les inconvénients d'une taxe quelconque, celle du timbre ou une autre. On suivit l'exemple de Patrick Henry, on alla droit à la prérogative. La décision que le Parlement *avait le droit de taxer les colonies* fut tout de suite le point central du long débat, à la fois juridique et politique, qui s'engageait entre l'Amérique et l'Angleterre.

On ne protesta même pas contre une loi votée le 5 avril par le Parlement et connue sous le nom de *sugar act*. Cette loi réduisait de moitié les droits imposés par les anciens règlements, *molasses act*, sur l'entrée des sucres étrangers et des mélasses dans les colonies; des droits étaient établis sur le café, les marchandises de France et des Indes orientales, les vins de Madère et des Açores; le fer et le bois étaient ajoutés à la liste des produits coloniaux, *enumerated articles*, qui ne pouvaient être exportés qu'en Angleterre. Les cours d'amirauté coloniales étaient investies d'une juridiction plus étendue et la loi contenait diverses clauses destinées à rendre plus efficace la perception des droits anciens et nouveaux.

Taxes « extérieures ». Douanes et contrebande. Taxes « intérieures ».

Depuis le milieu du XVIIe siècle, la législature de la métropole avait affirmé sur bien des points sa suprématie et son droit d'in-

tervention dans les affaires commerciales. C'est d'elle que relevait le système des postes américaines. Elle avait fixé des restrictions à l'émission du papier-monnaie, établi une loi uniforme de naturalisation, interdit l'exploitation de certaines branches d'industrie. Les protestations, si violentes d'abord, contre les fameuses « lois de navigation », s'étaient affaiblies avec le temps. Ces lois étaient la sanction du droit, que le gouvernement anglais avait de tout temps revendiqué, de régler le commerce des colonies, comme une compensation aux dépenses faites pour les protéger. Le système colonial à cette époque était essentiellement restrictif. Le commerce des Plantations devait donc servir exclusivement les intérêts de la mère patrie et se borner à l'échange des produits naturels du sol américain dont l'Angleterre s'assurait le monopole, contre les objets manufacturés que les colons n'avaient point le droit de fabriquer eux-mêmes et ne devaient se procurer qu'en Angleterre. Un tel système impliquait l'interdiction de toutes relations entre les colonies et le monde extérieur. Le principe dut fléchir et comporter des exceptions. La prohibition absolue fut remplacée par l'imposition de droits plus ou moins élevés, dont le gouvernement conservait avec une sollicitude jalouse la fixation et la perception.

Il y avait donc dans la plupart des provinces du nord tout un mécanisme déjà établi pour la perception des droits sur les produits et marchandises d'Amérique à destination des pays étrangers ou arrivant du dehors dans les colonies. Les agents des douanes étaient constamment en éveil pour la répression d'un trafic de contrebande d'autant plus actif qu'il était assuré de la complicité de presque toute la population. Les douanes produisaient à peine de quoi couvrir les frais, mais elles maintenaient le principe de la réglementation du commerce colonial, et les marchands anglais ne cessaient d'en réclamer l'application rigoureuse. Des navires de guerre anglais surveillaient la sortie et l'entrée des bâtiments de commerce dans les ports, et exerçaient très strictement le droit de visite; des saisies étaient pratiquées; les infractions étaient déférées aux cours royales d'amirauté. Les colonies avaient accepté l'exercice de ce droit de la métropole, sans jamais, il est vrai, en admettre explicitement la légitimité. Il s'agissait,

comme on disait alors, de *taxes extérieures*, ayant pour objet, non l'établissement d'un revenu, mais une réglementation commerciale.

Le seul droit que le Parlement n'eût jusqu'à cette époque ni exercé ni revendiqué, était celui d'imposer aux colonies des taxes directes ou *intérieures*. Les Assemblées, élues par les habitants, avaient toujours voté leurs propres impôts, comme elles votaient leurs lois, édictaient leurs règlements administratifs, sous la seule réserve du veto royal, qui ne devait d'ailleurs s'exercer que dans le cas où les lois adoptées étaient contraires aux privilèges et à la législation de la métropole. Le Parlement avait-il le droit de la taxation directe? Il n'en doutait point, non plus que le roi ni ses ministres. Les Anglais n'étaient-ils pas excusables de penser que l'établissement dans les colonies d'un impôt aussi peu vexatoire que celui du timbre, portant sur des contrats plus ou moins profitables, sur des actes le plus souvent volontaires, était aussi légitime et serait aussi aisément accepté que l'impôt qui résultait de l'assujettissement du commerce aux restrictions édictées par le Parlement?

CHAPITRE XXXIII

L' « ACT » DU TIMBRE (1765)

Vote de l'*act* du timbre (22 mars 1765). Résolutions de la Virginie et du Massachusetts. — Premières émeutes. Le congrès de 1765. Associations patriotiques. Rappel de l'*act* du timbre (18 mars 1766).

Vote de l' « act » du timbre (22 mars 1765). Résolutions de la Virginie et du Massachusetts.

A Boston on n'avait point de doutes, mais dans un autre sens; on rejetait avec indignation la pensée que la métropole eût le droit de taxation. A l'instigation d'un *leader* populaire déjà fort écouté, Samuel Adams, l'Assemblée du Massachusetts adopta en 1764 la résolution suivante : « L'imposition de taxes par le Parlement de la Grande-Bretagne à une population non représentée dans la Chambre des Communes est absolument inconciliable avec les droits de cette population ». Elle nomma en outre un comité de correspondance et adressa aux Assemblées des autres colonies une circulaire pour les engager à la résistance. De nombreuses pétitions furent signées et expédiées en Angleterre. James Otis, le brillant avocat du procès des *writs of assistance* (1761), publia un pamphlet intitulé : « Les droits des colonies anglaises revendiqués et prouvés », modèle de milliers de brochures qui allaient voir le jour sur le même sujet et plaider la même cause.

Le ministère anglais n'entendit même pas l'écho de ces protestations. Il ne prêta aucune attention aux remontrances que vinrent lui présenter à Londres les agents des colonies. Parmi ces derniers

se trouvait Franklin, envoyé en octobre par l'Assemblée de Pennsylvanie. Benjamin Franklin avait cinquante-huit ans. Chef du parti populaire pennsylvanien engagé depuis longtemps dans une lutte violente contre le gouvernement des propriétaires, il était désigné à l'avance comme un des plus solides adversaires du droit de taxation. Il avait reçu de plusieurs autres provinces un mandat exprès pour présenter en leur nom la même opposition. Il débarqua sur le sol anglais comme le représentant en quelque sorte national de l'empire colonial britannique en Amérique. Sa grande expérience légale, son habileté naturelle, son intelligence éprouvée des choses de la politique, sa profonde connaissance du caractère et des instincts du peuple américain, justifiaient le choix de ses concitoyens et la confiance qu'ils mettaient en lui. Il ne parlerait pas seulement pour une province, il ferait entendre à Londres la voix commune de toutes les Plantations.

Grenville eut des égards pour Franklin et lui rendit visite dès son arrivée (février 1765). Il reçut de lui de sages conseils qu'il s'empressa de ne pas suivre. Le roi avait son siège fait. Le 10 janvier précédent, à l'ouverture de la session, le discours du trône avait déclaré que la question américaine était « une question d'obéissance à la loi et de respect à l'Assemblée législative du royaume ». Il recommandait au Parlement l'adoption du plan de Grenville et s'engageait à ne rien négliger pour assurer l'obéissance des colonies. Le 17 février, Grenville présenta le célèbre bill du timbre, composé de cinquante-cinq résolutions [1].

Townshend, le plus brillant orateur des Communes en l'absence de Pitt, défendit les propositions ministérielles et s'attira une vigoureuse réplique du colonel Barré, qui avait fait avec Wolfe la campagne contre Québec. Un long séjour dans les colonies l'ayant éclairé sur l'histoire de leur développement, il ne put supporter les sottises ampoulées que débitait l'orateur du gouvernement sur les bienfaits dont l'Angleterre avait doté ses possessions. Il bondit

1. Tout parchemin ou papier devant servir à des factures, lettres de change, titres de propriété, contrats de louage, polices d'assurances, licences de mariage, et autres documents de toute espèce, devait être frappé d'un timbre pour avoir une valeur légale. Le papier timbré serait vendu par des agents publics désignés à cet effet. Toute contravention aux prescriptions de l'*act* serait jugée par les cours d'amirauté. Cette dernière clause était grave. Elle menaçait d'enlever les Américains à leurs juges naturels. On pouvait compter qu'ils ne l'accepteraient pas.

de son siège et exalta les vertus et l'énergie des Américains, ces « fils de la Liberté ! » Sa harangue improvisée passa rapidement l'Atlantique. Les patriotes de l'Amérique du Nord se parèrent avec orgueil du nom qu'un Anglais venait de créer pour glorifier leur cause, « fils de la Liberté ! » Les auditeurs de Barré ne comprirent à peu près rien à son discours : ils connaissaient si peu l'Amérique ! Ce langage enflammé les étonna sans les convaincre. Il n'y eut pas de débat; le bill fut voté le 27 février par 250 voix contre 50. La loi passa ensuite sans aucune difficulté à la Chambre des lords et fut sanctionnée par le roi le 22 mars [1].

En décembre 1764, la Chambre des bourgeois de Virginie, inquiète des projets du cabinet anglais, avait chargé une commission composée de Peyton Randolph, attorney général, Richard Henry Lee, dont le père avait été président du conseil de la province, George Wythe et Edmond Pendleton, avocat de renom, de rédiger une pétition au roi, un mémoire à la Chambre des lords, une remontrance aux Communes. Ces documents réclamaient, en termes très modérés, le droit pour la colonie de se taxer elle-même et insistaient en outre vivement sur les embarras financiers que lui avait légués la guerre. Lorsque la nouvelle du vote de l'*act* du timbre parvint à Williamsburg (mai 1765), l'Assemblée était encore réunie. Les représentants de l'aristocratie virginienne, et parmi eux Washington, inclinaient à temporiser, trouvant que l'on avait assez fait. Mais Patrick Henry, récemment entré à la Chambre et que la fraction démocratique avait immédiatement pris pour chef, proposa une série de résolutions dont la substance était que « l'Assemblée générale de la colonie avait toujours eu seule et entendait garder seule le droit d'imposer des taxes à ses habitants ». Un discours célèbre enleva le vote de ces résolutions, bien qu'à une assez faible majorité. On raconte que le messager qui portait le texte de ce vote à Boston rencontra sur sa route celui qui portait aux colonies du sud l'annonce d'une démarche plus sérieuse encore de l'Assemblée du Massachusetts. Celle-ci, sur la proposition de James Otis, venait d'adresser aux Assemblées de toutes les autres colonies l'invitation d'envoyer des

1. Quelques jours plus tard George III était frappé de la première attaque de la maladie mentale qui devait finir par le rendre incapable de gouverner.

délégués à un congrès continental qui se réunirait à New-York au mois d'octobre suivant, « afin que les représentants de toutes les provinces pussent délibérer en commun sur les moyens d'obtenir du parlement anglais qu'il renonçât à sa politique de taxation ».

Quelques colonies hésitèrent, mais l'adhésion de la Caroline du Sud, décidée en juillet sur le rapport d'un patriote résolu de cette province, la plus méridionale (car la Géorgie ne comptait pas encore), entraîna toutes les autres, et la réunion du congrès fut assurée. Christopher Gadsden venait de rendre ainsi à la cause de la révolution un service qui plaça son nom, dans le souvenir de ses concitoyens, à côté de ceux d'Otis et de Henry.

Premières émeutes. Le congrès de 1765. Associations patriotiques. Rappel de l' « act » du timbre (18 mars 1766).

L'agitation s'accrut bientôt dans des proportions que n'avaient prévues ni les gouverneurs royaux, ni les promoteurs de la résistance légale. La population commençait à prendre fait et cause, à sa façon, pour les droits des colonies. On avait déjà, un peu partout, planté des arbres de la liberté; on y pendit en effigie des citoyens suspects. A Boston, trois hommes étaient particulièrement exécrés, Bernard le gouverneur, Hutchinson le sous-gouverneur, et le beau-frère de celui-ci, Oliver, qui venait d'être nommé distributeur du papier timbré pour le Massachusetts. Pour le contraindre à résigner cette nomination, on saccagea ses bureaux. Un membre très populaire du clergé congrégationaliste, Mayhew, excitait la foule à ces exécutions sommaires. La demeure d'un greffier de la cour d'amirauté fut assaillie. Les émeutiers se portèrent ensuite sur la maison du receveur des douanes, qu'ils pillèrent de fond en comble, et de là sur l'hôtel de Hutchinson, une des constructions les plus élégantes de Boston à cette époque. On fit un feu de joie du riche mobilier qu'elle contenait, tandis que le sous-gouverneur s'évadait non sans peine avec sa famille. Là fut brûlée une précieuse collection de documents sur l'histoire de la province, que Hutchinson avait mis trente ans à réunir.

La loi sur le timbre devait entrer en vigueur le 1er novembre. Des ballots de papier timbré avaient été envoyés d'Angleterre;

mais, dans la plupart des villes, les consignataires désignés refusèrent de recevoir ces colis compromettants. Tous les receveurs désignés de la nouvelle taxe s'étaient successivement récusés. La loi ne put être appliquée et le papier resta en magasin, personne ne voulant se charger de le mettre en vente, et d'ailleurs qui aurait osé l'acheter? A New-York la foule, fort excitée et prenant goût au désordre de la rue, exigea et obtint du gouverneur Colden qu'il ne laissât pas même ouvrir les ballots de papier. On mit au pillage la maison d'un officier, le major James, qui avait déclaré, disait la rumeur publique, qu'il forcerait bien les fils de la Liberté à avaler le papier timbré « en le leur enfonçant dans la gorge avec la pointe de son épée », et que, s'ils essayaient de résister, « il se faisait fort, avec vingt-quatre hommes, de chasser de la ville toute cette bande de rascals ».

Les délégués de neuf colonies se trouvèrent réunis le 7 octobre (Old City Hall, dans Wall street) à New-York, conformément à l'invitation du Massachusetts. Ce premier congrès était formé de vingt-huit membres, choisis en général parmi les hommes les plus distingués dans chaque province. La session dura trois semaines et aboutit à la rédaction d'une pétition au roi et au Parlement et d'une exposition, juridiquement et politiquement motivée, des droits et des griefs des colonies.

Cette « Déclaration des droits » débutait par une chaleureuse protestation de dévouement à la personne du roi et à la dynastie. Elle continuait ainsi : « Nous considérons comme notre devoir de faire la déclaration suivante de notre humble opinion concernant les droits et les libertés les plus essentiels des colonies, et des griefs dont elles souffrent par suite de diverses lois récemment votées par le Parlement ». Les colons revendiquent en premier lieu tous les droits et libertés dont jouissent les sujets du roi de la Grande-Bretagne. — Le droit incontestable des Anglais, la condition inséparable de la liberté d'un peuple, est qu'aucune taxe ne soit imposée à celui-ci sans son propre consentement, donné personnellement ou par ses représentants. — Le peuple des colonies n'est pas représenté, et les circonstances ne permettent pas qu'il le soit, dans la Chambre des Communes de la Grande-Bretagne. — Un autre droit inhérent et inappréciable de

tout sujet dans les colonies est le jugement par jury. — Deux actes récents du Parlement (la loi sur le timbre, et la loi sur l'extension de juridiction des cours d'amirauté) ont donc une tendance directe à la subversion des droits et libertés des colonies. — Les restrictions imposées par différents actes du Parlement au commerce des colonies rendront celles-ci incapables d'acheter les produits manufacturés de la Grande-Bretagne.

La déclaration invoquait subsidiairement la dureté des temps, la rareté des espèces métalliques. Elle se terminait par une adjuration au roi et au Parlement, au nom du droit de pétition qui appartient à tout sujet anglais, d'abroger les lois dont l'énumération venait d'être faite.

Ainsi le premier « Congrès continental », dans ses revendications officielles, n'allait pas au delà d'une protestation respectueuse contre le droit que le Parlement s'était arrogé : 1° de taxer directement les colonies; 2° de leur enlever en certains cas le privilège du jugement par jury; 3° d'imposer des restrictions excessives à leur commerce. Que le Parlement abrogeât quelques lois dont l'inopportunité ou l'injustice étaient démontrées, et tout sujet de mécontentement dans les colonies disparaissait.

Tandis que le Congrès adressait ainsi au souverain de la mère patrie la protestation officielle des colonies, unies dans un même sentiment de résistance respectueuse, la population imaginait d'autres formes de protestation destinées à agir sur les dispositions de la classe commerciale en Angleterre. Dès la fin de 1765, des associations étaient formées dans la plupart des villes, en vue de suspendre toute importation de marchandises anglaises jusqu'à l'abrogation de l'acte du timbre. On ne porterait plus que des étoffes tissées dans le pays même (*home spun*), si grossières fussent-elles. Une Exposition fut organisée à New-York pour l'encouragement des manufactures domestiques. On s'engageait à ne plus se nourrir de mouton, afin d'assurer une plus large production de la laine. Ces associations réunirent en peu de temps un nombre considérable d'adhésions, moitié par enthousiasme patriotique, moitié aussi par intimidation. Des comités de propagande et de surveillance se constituèrent spontanément pour recueillir les signatures à domicile et contrôler la fidélité aux engagements

pris. Même les tièdes étaient forcés de donner leur agrément, toute hésitation étant suspecte; l'épithète de *tory*, appliquée aux partisans trop avérés des droits du Parlement, commençait à porter avec elle un caractère de flétrissure. Les gouverneurs, dans leurs lettres aux ministres, raillaient ces engagements de non-importation. L'effet cependant ne tarda pas à s'en faire sentir dans les grandes villes manufacturières de l'Angleterre. Les fabricants de Manchester envoyèrent une pétition au Parlement, déclarant que les neuf dixièmes de leurs ouvriers ne pouvaient plus être employés.

Des incidents d'ordre intérieur avaient, entre temps, provoqué un changement de ministère à Londres. Le nouveau cabinet (Rockingham) avait des tendances libérales, mais manquait de décision et ne s'occupa d'abord que fort peu des affaires américaines. En janvier 1766 cependant, son attention dut se porter de ce côté. Pendant le débat sur l'adresse, Pitt, qui n'avait pas paru au Parlement depuis une année, prononça une grande harangue, au cours de laquelle il revendiqua pour les colonies le droit de n'être taxées que par leurs Assemblées : « Les Américains sont des sujets du roi, qui possèdent, au même titre que nous tous, les droits naturels de l'humanité et les privilèges particuliers des Anglais. Ils sont fils, et non bâtards, de l'Angleterre. » C'était la thèse même de l'exposition des droits du congrès de New-York. Les ministres se déclarèrent prêts à abandonner l'*act* du timbre. George Grenville, maintenant dans l'opposition, voulut défendre son œuvre et déclara que les désordres en Amérique confinaient à une rébellion ouverte. Pitt se leva indigné : « Vous nous parlez de l'obstination de l'Amérique! Monsieur, je me réjouis de la résistance de l'Amérique! Si trois millions d'êtres humains avaient été assez morts aux sentiments de liberté pour accepter volontairement d'être esclaves, ils eussent été un excellent instrument pour assurer la servitude de tous les autres [1]. » Franklin fut mandé à la barre de la Chambre, qu'il sut gagner par la clarté, la justesse, le sens politique de ses

1. « C'est ce passage plus qu'aucun autre du même discours qui a rendu Pitt si cher aux Américains. On trouverait difficilement des paroles qui aient été plus souvent répétées, jusque par les enfants de nos écoles dans leurs leçons et exercices de style, depuis plus de cent années. » (Bryant and Gay, *Popular History of the United States.*)

observations. Il confirma que la loi du 22 mars 1765 ne pourrait jamais être appliquée; Burke, qui venait d'entrer aux Communes, parla dans le même sens. Le ministère n'avait point de parti pris. Il proposa le rappel de l'*act* du timbre, non parce qu'il reconnaissait comme fondées les plaintes des colons, mais parce que l'application de l'impôt semblait se heurter à trop de difficultés pour promettre un rendement satisfaisant. Malgré les efforts des partisans de l'ancien cabinet, le rappel fut voté (18 mars 1766) par 275 voix contre 167. Malheureusement la Chambre vota en même temps une résolution affirmant « le droit absolu qui appartient à la législature britannique de taxer les colonies ». Cette fatale réserve enlevait toute valeur à la concession que l'on faisait aux Américains.

CHAPITRE XXXIV

LA TAXE SUR LE THÉ

Détente momentanée. Vote de diverses taxes à l'importation dans les colonies (juin 1767). — Le thé proscrit. Dissolution de l'Assemblée du Massachusetts (juillet 1768). — Dissolution de l'Assemblée de Virginie (mai 1769). — Toutes les taxes sont abrogées, sauf celle sur le thé (1770).

Détente momentanée. Vote de diverses taxes à l'importation dans les colonies (juin 1767).

L'abrogation de l'*act* détesté fut saluée en Amérique par d'assez vives démonstrations de gratitude et de loyalisme. On vota des statues au roi et à Pitt; le jour de la fête de George III, les femmes portèrent des étoffes de fabrication anglaise. Mais la détente ne fut que momentanée. Le sentiment de la désaffection pour la métropole avait jeté de profondes racines, et de nouvelles tracasseries fiscales, élaborées à Londres à l'adresse des colonies, n'allaient pas tarder à raviver la querelle un moment assoupie. Un nouveau cabinet arriva aux affaires au milieu de 1766. Pitt y figurait, mais de nom seulement. Il se retira dans la Chambre haute avec le titre de lord Chatham, et bientôt la maladie le confina, loin du Parlement, dans son château de Bath. Le ministère comptait encore plusieurs autres amis des colonies, Shelburne, Cambden, Conway; mais l'âme de la combinaison était le brillant et actif Charles Townshend, l'ancien chef du *Board of Trade*, l'instigateur, depuis 1762, de toutes les propositions de taxe contre les colonies. L'absence de Pitt laissait le champ libre à cet élégant

rhéteur qui savait se faire écouter des Communes. Townshend n'ignorait pas que le roi n'avait sanctionné qu'à regret le rappel de l'acte du timbre, et que le plus sûr moyen de lui plaire était d'imaginer un expédient pour faire sentir aux colonies que l'autorité du Parlement ne resterait pas à leur égard une vaine formule. Un refus d'obéissance de l'Assemblée de New-York aux clauses du *Mutiny act* fournit l'occasion désirée. D'après ces clauses, les troupes envoyées par la métropole en Amérique devaient être logées, chauffées, éclairées aux frais des provinces où elles seraient établies et auraient droit en outre à quelques fournitures spécifiées. La ville de New-York fut, en vertu de cet *act*, dotée d'une garnison. L'Assemblée de la province accorda le logement, le feu et la lumière, mais non le sel, le vinaigre, le cidre ou la bière, comme il était exigé par la loi. En décembre elle refusa de nouveau de concéder davantage. Le 13 mai 1767 Townshend dénonça au Parlement cette nouvelle rébellion et fit voter une ordonnance aux termes de laquelle le gouverneur de l'État de New-York devrait opposer son veto à tout acte législatif de l'Assemblée jusqu'à soumission complète de celle-ci aux prescriptions du *Mutiny act*. Rien de bien sérieux d'ailleurs dans ce conflit. L'histoire antérieure des colonies offre l'exemple répété d'incidents du même genre toujours heureusement et promptement aplanis.

Beaucoup plus importantes étaient les deux autres propositions que Townshend avait jointes à celle qui concernait spécialement New-York, et que le Parlement vota avec la même facilité et la même indifférence (juin 1767). L'une envoyait en Amérique une haute commission chargée de surveiller en général l'exécution des lois de navigation et la répression de la contrebande, et spécialement la perception de quelques nouveaux droits de douane. La seconde concernait précisément ces nouveaux droits qui frappaient diverses marchandises à l'entrée dans les ports d'Amérique : le vin, l'huile, les fruits importés d'Espagne et du Portugal, le plomb, le verre, le papier, les couleurs, enfin le thé. Les droits étaient peu élevés, mais la loi spécifiait que le produit en serait mis à la disposition absolue de la couronne et servirait à payer les traitements des gouverneurs, juges et fonctionnaires de tout ordre représen-

tant l'autorité royale, afin que désormais le gouvernement civil dans les provinces fût entièrement soustrait, pour son entretien, à la dépendance des Assemblées.

Townshend avait usé d'un habile détour. Puisque les colonies, dit-il au Parlement, préféraient les taxes dites « commerciales » ou « extérieures » aux taxes « directes » ou « intérieures », il n'était pas à craindre qu'ils eussent rien à objecter aux nouvelles dispositions. Peut-être était-il sincère, et croyait-il réellement que les Américains seraient dupes de la distinction qu'ils avaient établie eux-mêmes et qui avait servi d'argument principal à leurs protestations contre l'*act* du timbre. Il aurait dû cependant se rappeler l'avertissement significatif qu'avait donné Franklin lorsqu'on l'avait mandé à la barre des Communes en 1766. On lui avait posé la question suivante : « Ne peut-il pas arriver que les colons, à force de subtiliser sur leurs droits, s'avisent de soulever, contre le pouvoir qui appartient au Parlement de leur imposer des taxes extérieures pour le règlement du commerce, les mêmes difficultés qu'ils élèvent en ce moment contre les taxes intérieures? — Peut-être, répondit-il; il est vrai qu'ils ne l'ont pas fait jusqu'ici. Mais en Angleterre on travaille à leur démontrer que la distinction entre les deux sortes de taxes est parfaitement vaine. Il est possible qu'avec le temps cet argument les frappe à leur tour et qu'ils en viennent à conclure que, si vous n'avez pas le droit de les taxer intérieurement, vous ne l'avez pas en effet davantage de les taxer extérieurement, ou même *de les lier par une loi quelconque.* »

Franklin connaissait bien ses compatriotes. Lorsque le vote parlementaire de juin 1767 sur les nouveaux droits à l'importation fut parvenu en Amérique, la légitimité de l'ancienne théorie de la réglementation du commerce devint un sujet inépuisable de discussions, un thème à déclamations sans fin sur les intentions systématiquement oppressives de la métropole. Il fut bientôt admis comme un principe irréfutable que, si les taxes d'importation ou d'exportation n'avaient plus seulement pour objet de protéger le commerce métropolitain, mais visaient l'établissement d'un revenu, elles constituaient, au même titre que les taxes directes, une violation des droits des colonies. Otis dans son pamphlet avait déjà soutenu cette thèse. Elle fut reprise et développée avec éclat, dans

une série de « Lettres d'un cultivateur de la Pennsylvanie aux habitants des colonies anglaises », par un avocat de Philadelphie, John Dickinson[1]. Franklin se hâta de publier une édition de ces « Lettres » en Angleterre. Jamais révolution ne fut aussi paperassière que celle des Plantations de l'Amérique du Nord. Tout colon quelque peu lettré, ou ayant une teinture de la science légale (le nombre des avocats était déjà considérable, la profession étant fort lucrative), se crut obligé de prendre la plume pour défendre la bonne cause. Ce fut un déluge de traités, d'essais, de lettres, de pamphlets, de mémoires, de pétitions au roi, d'adresses au Parlement. La *common law*, les statuts anciens ou nouveaux, les décisions judiciaires, les chartes primitives ou modifiées, l'histoire, le droit naturel, tout fut invoqué, commenté. On put espérer quelque temps que la grande querelle finirait par être noyée dans des flots d'encre.

Le thé proscrit. Dissolution de l'Assemblée du Massachusetts (juillet 1768).

Mais les choses devaient promptement se gâter. Les associations se reformèrent pour la non-importation des marchandises anglaises; le thé fut frappé d'une proscription rigoureuse. Il ne fut plus possible de faire usage de cette boisson favorite qu'en se cachant avec soin des regards inquisiteurs des comités patriotes. Les

1. John Dickinson était originaire du Maryland, où il naquit en 1732. Ses parents s'établirent ensuite dans le Delaware. Il étudia le droit à Philadelphie, puis à Londres, et revint pratiquer dans la capitale de la Pennsylvanie. Élu membre de l'Assemblée de la province en 1764, il prononça plusieurs discours pour la défense des droits coloniaux contre les innovations méditées par le gouvernement anglais. Il publia en 1766 une « adresse » de remontrance au comité de correspondance des îles Barbades qui avait critiqué l'opposition des colonies du nord à l'*act* du timbre. L'année suivante il fit paraître à Philadelphie ses « Lettres d'un cultivateur ». Elles furent imprimées à Londres en 1768 avec une préface de Franklin, et une édition en français fut publiée à Paris en 1769. Les « Lettres » sont au nombre de douze; elles ont pour signataire un cultivateur établi sur les rives du Delaware, homme de la campagne, qui a reçu une éducation libérale, qui vit au milieu de livres plutôt qu'aux champs, et s'entretient avec ses amis des sujets politiques du temps. Le style est sobre, honnête, animé d'une conviction sincère; le sujet principal est l'opportunité d'une résistance pacifique, mais effective, à l'oppression du Parlement. Le sentiment qui anime cet écrit est encore tout loyaliste : « La nation à laquelle nous avons à nous adresser est généreuse, intelligente, humaine. Conduisons-nous comme des enfants respectueux, qui ont reçu de parents aimés des coups immérités. Faisons entendre nos plaintes à nos parents; mais que nos plaintes parlent tout à la fois le langage de l'affliction et celui de la vénération. »

colères de la foule, qui naguère s'étaient portées sur les receveurs présumés de la taxe du timbre, poursuivaient maintenant les agents douaniers. De temps à autre des bureaux étaient brusquement envahis, tous les meubles brisés, tous les papiers brûlés, forme habituelle de la protestation populaire. En février 1768 l'Assemblée du Massachusetts envoya une circulaire aux Assemblées des autres provinces pour recommander l'union dans la résistance. Le ministère enjoignit au gouverneur Bernard d'exiger le retrait des résolutions qui avaient donné lieu à cet écrit séditieux. L'Assemblée refusa par 95 voix contre 17 et fut aussitôt dissoute (juillet 1768). Le gouverneur avait demandé l'envoi de troupes à Boston [1]. Des délégués de plusieurs comtés de la province se réunirent en convention à Faneuil Hall en septembre et rédigèrent des adresses de protestation contre le projet d'imposer une garnison à leur capitale. Les troupes que Bernard attendait avec tant d'impatience arrivèrent cependant d'Halifax le 28 septembre. Sept vaisseaux de guerre entrèrent dans le port et débarquèrent un millier d'hommes avec de l'artillerie. Les soldats défilèrent à travers les rues étroites (1er octobre 1768) et occupèrent Faneuil Hall et d'autres monuments publics, les magistrats de la ville refusant de fournir des logements. Trois mille hommes arrivèrent encore peu de temps après (10 novembre) et Bernard put supposer que le temps des épreuves était passé.

Townshend était mort subitement à la fin de 1767, mais les principes qui avaient inspiré sa politique coloniale lui survécurent. Hillsborough, son successeur, les adopta et ne parla plus que de dompter la rébellion américaine. Il se sentait soutenu par l'opinion publique. Personne à Londres n'osait prendre la défense des colons; leur conduite semblait extravagante et leurs prétentions ridicules : « Il n'est pas un Anglais, écrivait Franklin, qui ne croie posséder sa petite part de souveraineté sur l'Amérique, qui ne se hisse sur le trône à côté du roi et ne blâme fort *nos sujets* des colonies. » L'attitude des habitants du Massachusetts était principalement jugée scandaleuse. Aussi, lorsque le Parlement se réunit en décembre 1768, Hillsborough et lord North n'eurent-ils aucune

1. « Il y a bien ici un gouvernement, écrit-il à Londres, mais il est entre les mains du peuple de la ville! »

peine à faire adopter dans les deux Chambres des résolutions énergiques : l'envoi de troupes à Boston était approuvé; on déclarait condamnables et sans excuse les actes de l'Assemblée, du conseil et du peuple du Massachusetts, et il était ordonné que les principaux fauteurs et instigateurs des désordres récents fussent transportés en Angleterre pour y être jugés sous l'inculpation de trahison par une commission spéciale, conformément aux termes d'un statut de la trente-cinquième année du règne de Henri VIII. Cet ordre menaçant visait surtout le groupe des meneurs bostoniens, Samuel Adams, Hancock, Otis. On espérait terrifier la ville en annonçant l'intention de traduire ses principaux citoyens en justice dans Westminster Hall pour les faire pendre ensuite à Tyburn.

Dissolution de l'Assemblée de Virginie (mai 1769).

Chaque vote nouveau du Parlement déterminait dans les colonies une recrudescence d'indignation et poussait l'une d'elles à quelque démarche qui l'engageait encore plus avant dans la voie séditieuse. Ce fut cette fois la Virginie qui répondit à l'essai d'intimidation des Chambres anglaises. La session de l'Assemblée s'ouvrait à Williamsburg (mai 1769). Au nombre des députés se trouvaient Patrick Henry et Washington et, pour la première fois, Thomas Jefferson. Le gouverneur Botetourt, porté dans une voiture de gala à six chevaux, vint inaugurer les travaux de l'Assemblée et, pendant deux soirées, reçut et traita presque tous ses membres. L'harmonie semblait parfaite. Mais le 16 furent proposées des résolutions refusant une fois de plus au Parlement le droit d'imposer des taxes aux colonies, recommandant l'union entre les colons, et protestant contre l'application à l'Amérique d'un statut suranné de Henri VIII. L'Assemblée vota sans débat; le texte des résolutions fut transmis aux Assemblées des autres colonies. Le gouverneur, fidèle à ses instructions, dut dissoudre la Chambre des Burgesses. La plupart des députés se réunirent aussitôt à la taverne de Raleigh et signèrent un plan que Washington avait préparé avec Mason pour l'organisation bien définie et pratique d'une association générale des planteurs du Sud, ayant pour objet l'interdiction d'importer ou d'acheter des marchandises

anglaises [1]. Ainsi la Virginie, que l'on aurait pu, en Angleterre, croire désintéressée dans la question, ne montrait pas moins de résolution que le Massachusetts dans la résistance. L'exemple des deux plus grandes colonies était suivi par les autres. Partout les Assemblées s'obstinaient à refuser d'obéir à la loi relative au logement des troupes, votaient des résolutions analogues à celles de la Virginie et encourageaient les associations de non-importation. Les gouverneurs n'avaient que l'arme de la dissolution. Ils en usaient et abusaient sans rien modifier à la situation.

Cette ténacité américaine commençait à lasser le cabinet anglais et aussi l'opinion publique dans la métropole. Les ministres se sentaient mal armés pour prolonger cette lutte sur le terrain du droit. Sans cesse des difficultés légales entravaient leur action; ils n'osaient point s'engager aveuglément dans l'arbitraire, même à l'égard de rebelles aussi obscurs et aussi méprisables qu'étaient encore les colons pour l'immense majorité de la population du royaume. Les négociants de Londres se plaignaient de la diminution considérable de leurs exportations en Amérique. Aux Communes Conway disait : « La taxe sur le thé, avec une grande armée pour la percevoir, a produit trois cents livres sterling au sud et rien au nord ». « Pour un misérable revenu, dit lord Beauchamp, nous perdons l'affection de deux millions d'hommes. »

Il faut ajouter que le gouvernement trouvait à sa porte, à Londres même, de bien plus graves sujets de souci que ceux que lui pouvait donner l'Amérique, si lointaine, si mal connue. Des émeutes éclataient dans la capitale contre les familiers du roi. Wilkes, qui avait insulté dans le *North Briton* tous les pouvoirs constitués, se faisait expulser du Parlement et devenait l'idole du peuple. Le mystérieux Junius publiait ses lettres. Qui, en dehors de quelques fonctionnaires spéciaux ou de quelques membres des Communes bien informés sur la question, avait, au milieu de ces agitations domestiques, le loisir de songer aux compatriotes du nouveau continent? Pownall ne fut même pas honni par les « Amis

1. Washington à Mason, 5 avril 1769 : « On n'a rien obtenu par les adresses au trône et les remontrances au Parlement. Il y a les armes; il faudra peut-être en user. Il nous reste à essayer jusqu'à quel point nous pourrions forcer leur attention sur nos droits et privilèges en affamant leur commerce et leurs manufactures. »

du roi », lorsque vers la fin de la session (avril 1769) il proposa le rappel des dernières lois coloniales. Les ministres avaient déjà songé à ce rappel. Un succès décisif que la cause de l'autorité venait d'obtenir dans l'État de New-York les encouragea dans les idées de conciliation. Deux fois l'Assemblée de cette province avait dû être dissoute pour refus de voter les fonds nécessaires à l'application du *Mutiny act*. Enfin en janvier 1769 le parti du gouvernement manœuvra avec une grande habileté pour les élections nouvelles. Il flatta tous les intérêts, gagna les négociants en fermant intelligemment les yeux sur la contrebande, les gens d'affaires en se déclarant favorable à une extension du papier-monnaie, le populaire en l'ameutant contre les gens de loi. Le résultat fut que, dans ces élections, les dernières à New-York sous l'autorité de la couronne, les modérés l'emportèrent sur les Fils de la liberté.

Toutes les taxes sont abrogées, sauf celle sur le thé (1770).

En Angleterre, le vent tournait de plus en plus à l'apaisement. Les ministres libéraux insistaient dans le conseil pour qu'on fît quelque tentative en vue de regagner les colonies. Lord North, seul, résistait. Des ordres confidentiels furent néanmoins envoyés au général Gage, commandant des troupes en Amérique, l'autorisant, s'il le jugeait convenable, à retirer ses régiments de Boston. On songeait à rappeler Bernard, le gouverneur du Massachusetts, trop visiblement porté aux mesures violentes de répression, et à le remplacer par le sous-gouverneur Hutchinson que les Bostoniens accepteraient sans doute plus volontiers, puisqu'il était un enfant de leur ville. On offrait à la Virginie l'appât de larges satisfactions à ses visées sur les terres de l'ouest, dont elle réclamait la juridiction.

La question du rappel des taxes fut agitée officiellement en conseil, la veille de la prorogation du Parlement (1er mai 1769). Il y eut unanimité pour l'abrogation de toutes les taxes autres que celle sur le thé. Cinq membres (Grafton, Camden, Granby, Conway, Hawke) furent d'avis qu'il fallait aller jusqu'au bout dans le changement de politique et renoncer au droit sur le thé comme aux autres. Les ministres amis de Shelburne avaient commis la faute

de le laisser écarter du cabinet. Sa présence eût assuré l'adoption de la mesure complète et prévenu peut-être de grands événements et de grands malheurs. Quatre autres membres (Rochford, Gower, Hillsborough et Weymouth) opinèrent pour le maintien de la taxe. Restait lord North qui ne tenait guère à l'impôt sur le thé, l'estimant à sa juste valeur, mais dont toute la politique se ramenait à l'unique souci d'être agréable au roi. Il fut d'avis que la taxe du thé fût maintenue, non pour le revenu qui était nul, mais pour le principe.

Lorsqu'une nouvelle crise ministérielle, renversant la faible administration de lord Chatham, eut rendu le pouvoir aux « Amis du roi », et que lord North, comte de Guilford, grand favori de George III, fut devenu le chef du cabinet, on ne crut pouvoir se dispenser de tenir la promesse faite aux agents des colonies par le ministère précédent. Lord North ne manquait ni de finesse d'esprit, ni de connaissances variées. De solides et sérieuses qualités de *debater* lui permirent de tenir tête longtemps à une opposition qui comptait dans ses rangs Burke, Fox, lord Chatham, lord Camden, et le second Pitt. Il ne manquait même pas de clairvoyance politique, car il s'aperçut presque toujours, au moment où il s'engageait dans une des mesures irréparables qui conduisirent à la perte de l'Amérique, qu'il commettait une faute. Mais tout en voyant juste, il ne voulait que ce que voulait le roi. Il n'était point de taille à prendre l'ascendant sur cet esprit malade, détraqué. Ne pouvant diriger son souverain, il se laissa tristement conduire par lui, tout en comprenant qu'ils marchaient tous deux aux abîmes. Esprit délié, sans hautes visées politiques, homme d'État d'ordre très inférieur, tel était le ministre qui, pendant douze années, allait tenir le gouvernail, et devenir après son maître l'artisan le plus directement responsable de la scission des colonies.

Au commencement de 1770, le bill d'abrogation des taxes fut présenté et débattu. Le thé seul était excepté. Des mesures étaient prises pour que le sacrifice, imposée aux Américains, fût à peine sensible; mais il fallait que la suprématie de la couronne et du Parlement fût établie par un fait tangible. Grenville, le rival de lord North, accabla de sarcasmes les inconséquences des proposi-

tions ministérielles, et conseilla que l'on prît garde, par cette invention ridicule d'une taxe pour le principe, d'exaspérer en Amérique des susceptibilités déjà si vivement excitées. On n'écouta point ces sages paroles et les deux Chambres votèrent les propositions de lord North. Les clauses du *Mutiny act*, objet de tant de querelles, n'avaient été votées que pour une période limitée dont le terme arrivait. On les laissa tomber tacitement.

Il ne restait plus, pour rappeler aux Américains les tentatives malheureuses de taxation du Parlement, que l'ancien droit d'entrée sur le sucre et le nouveau sur le thé. Il n'y avait en vérité point là matière à révolution, même avec la réserve si malencontreuse du principe. Mais le gouvernement anglais n'était pas au terme de ses maladresses.

LIVRE V

LES COLONIES UNIES PRÉPARENT ET AFFIRMENT LEUR INDÉPENDANCE

(1770-1776)

—

CHAPITRE XXXV

LA RÉVOLTE DU MASSACHUSETTS (1769-1774)

Les troupes anglaises à Boston. Conflit entre le gouverneur et l'Assemblée. Départ de Bernard (juillet 1769). — Hutchinson. Le « massacre de Boston » (5 mars 1770). Retrait des troupes (11 mars). — Trois années d'apaisement (1770-1773). Rétablissement des relations commerciales avec la métropole. — Hutchinson et Samuel Adams. Le schooner *Gaspee*. — Organisation révolutionnaire du Massachusetts. Les Comités de correspondance. — Les lettres d'Hutchinson. Le thé jeté à la mer à Boston (décembre 1773). — Effet de la nouvelle à Londres (janvier 1774). Lord North et les bills de répression (mars-avril 1774).

Les troupes anglaises à Boston. Conflit entre le gouverneur et l'Assemblée. Départ de Bernard (juillet 1769).

La ville de New-York avait fini par s'accommoder à peu près de la présence des troupes britanniques. L'Assemblée de 1769, plus malléable que les précédentes, consentait à accéder aux prescriptions du *Mutiny act*. Une notable partie de la population de l'ancienne ville hollandaise, devenue le centre commercial le plus actif des colonies, n'était pas éloignée de considérer comme un avantage l'établissement permanent et régulier, à New-York, de ces régiments, dont les officiers se mêlaient au mouvement social

et contribuaient aux agréments de la vie mondaine et élégante. New-York d'ailleurs comptait encore un très grand nombre de partisans de la conciliation, du maintien des relations cordiales avec la métropole, même au prix de quelques témoignages de soumission, pourvu que de Londres on n'exigeât aucune humiliation réelle.

Tout autre était la situation à Boston. C'était une faute grave de la part des ministres anglais que d'avoir envoyé une garnison dans cette petite ville bigote, sombre, chez ces puritains, qui depuis un siècle étaient virtuellement en état d'indépendance. Boston n'avait jamais aperçu de troupes anglaises qu'en temps de guerre, en passage vers la frontière du Canada. L'idée de voir s'établir des soldats dans ses rues, près de sa maison de ville, autour de ses églises, lui faisait horreur. Un ennemi de George III, voulant lui suggérer un moyen de s'aliéner sûrement ses sujets de la Nouvelle-Angleterre, n'aurait pu rien imaginer de plus ingénieux que cette installation permanente de régiments britanniques chez des gens imprégnés du préjugé contre les armées professionnelles. Les Bostoniens virent dans cette occupation de leur *home* par la soldatesque une insulte à la bonne renommée de leur ville. Il faut songer à quel point les habitudes apportées par ces soldats recrutés dans les plus basses classes de la société en Angleterre, et aussi, à un autre point de vue, celles des officiers qui les commandaient, devaient choquer, exaspérer les sentiments, les pensées, les goûts de ce petit peuple, à qui ses chefs religieux et politiques, pendant plusieurs générations, avaient façonné une rigueur de morale publique, une austérité de formes sociales extérieures, touchant presque à l'ascétisme.

La population savait que l'envoi des troupes avait été réclamé par Bernard, par Hutchinson et par Oliver, ce trio d'ennemis du Massachusetts. Elle les en exécrait un peu plus qu'avant, surtout Bernard, le gouverneur, dont la duplicité ne pouvait plus faire illusion aux plus indulgents des patriotes de Boston.

Il n'y avait plus d'assemblée à Boston à l'époque où les troupes étaient arrivées. Mais comme il n'était pas encore question d'enlever toutes ses libertés à la province, il fallait bien que de nouvelles élections eussent lieu. Elles tournèrent à la complète con-

fusion du gouverneur. Tous les députés de l'ancienne Chambre qui avaient refusé d'accéder au retrait de la circulaire incriminée furent réélus, sauf un. Sur les dix-sept qui avaient accepté, douze échouèrent et furent remplacés par des « Fils de la liberté ». Parmi les patriotes connus, Otis, Samuel Adams, Hancock, furent nommés à l'unanimité. Le mandat général donné aux représentants de la province était de réclamer le départ immédiat des troupes, et de n'accorder aucun subside pour leur entretien.

A la fin de mai, l'Assemblée se réunit, mais uniquement pour déclarer qu'elle refusait de donner son attention à aucune affaire aussi longtemps qu'une armée et une flotte occuperaient le pays. Bernard, qui réclamait le vote de son traitement pour une année, ajourna l'Assemblée à Cambridge où n'était logé aucun soldat anglais. Les délégués se réunirent donc à Cambridge. Mais leur premier acte fut de faire savoir à Bernard que l'Assemblée adressait des pétitions à Londres pour demander son renvoi. Bernard venait précisément d'être avisé que le roi le mandait en Angleterre pour qu'il vînt personnellement rendre compte au gouvernement de l'état des colonies. Il ne se trompait pas en voyant dans cet appel une disgrâce. Au même moment, le général Gage l'informait de New-York que, sur les instructions reçues du ministère, il jugeait bon de diminuer de moitié la garnison de Boston en renvoyant deux régiments à Halifax. Bernard, irrité de ces échecs successifs, inquiet des symptômes d'hésitation qu'il percevait dans l'allure du gouvernement anglais, mit une dernière fois l'Assemblée en demeure de voter des fonds pour les troupes et, sur son refus, lui ordonna de se séparer jusqu'à l'année suivante. Le 31 juillet, il quitta la colonie, accompagné de toutes les malédictions des habitants de Boston. Pour fêter son départ, on sonna les cloches, on tira le canon, les arbres de la liberté furent couverts de drapeaux, on alluma de grands feux de joie.

Hutchinson. Le « massacre de Boston » (5 mars 1770). Retrait des troupes (11 mars).

Thomas Hutchinson, sous-gouverneur, prit les fonctions de Bernard et fut, quelque temps après, nommé gouverneur en titre. Il

descendait du mari d'Anne Hutchinson. Son père lui avait laissé une grande fortune acquise dans le commerce. Depuis plus de vingt-cinq ans il avait pris part aux affaires publiques, comme représentant à l'Assemblée d'abord, puis comme membre du conseil. Il était sous-gouverneur depuis 1758 et chief-justice depuis 1760. C'était un personnage considérable, un Bostonien, attaché très sincèrement, quoique tory, à sa ville natale, mais attaché aussi à l'Angleterre et convaincu que le premier devoir des colonies était l'obéissance et la fidélité à la métropole. Très érudit, passionné pour l'étude du passé du Massachusetts, il avait recueilli des matériaux considérables sur les annales de la province; une grande partie de ces richesses périt lors du pillage de sa maison pendant les émeutes de 1765. Mais il avait eu le temps déjà d'en tirer une fort précieuse *Histoire de la colonie depuis les premières origines jusqu'aux guerres contre les Français*. Son caractère n'était pas à la hauteur de son talent et de son savoir : il était trop préoccupé à la fois d'accroître ses richesses et de conserver une haute position sociale. Les historiens des États-Unis, Bancroft surtout, l'ont accusé d'hypocrisie, de bassesse, ne voyant en lui qu'un traître, un ennemi acharné et vil de l'Amérique. En réalité, il ne partageait point l'enthousiasme de ses compatriotes pour les libertés provinciales, et, tout en aimant la patrie locale dont il s'était fait l'historien, il aimait encore plus la grande. Il se sentait plus Anglais qu'Américain. Il rêva d'être l'apôtre et l'agent de la réconciliation entre le Massachusetts et la métropole; il ne réussit qu'à hériter de la haine que s'était attirée Bernard. On doit reconnaître que dans plusieurs circonstances il manqua de courage civil. L'émeute de 1765 avait accru une sorte de timidité nerveuse qui lui était naturelle; il était peu fait pour soutenir et dompter les colères populaires. A lui aussi on eut bientôt le droit de reprocher, comme on l'avait fait à Bernard, qu'il n'y avait pas assez d'accord entre son langage devant les représentants de la colonie et celui de sa correspondance avec les ministres.

La prorogation de l'Assemblée ne mit pas fin aux manifestations hostiles contre les troupes de la garnison et contre la politique américaine du cabinet anglais. Les engagements de non-

importation étaient surveillés avec une vigilance impitoyable par un comité de négociants et de patriotes[1].

De nombreux meetings eurent lieu pendant l'automne et l'hiver, demandant le rappel de toutes les taxes (la nouvelle était arrivée qu'on voulait en tous cas maintenir le droit sur le thé) et l'éloignement des troupes.

Dans le Rhode-Island, à Newport, la foule arracha un jour aux agents des douanes une cargaison de marchandises prohibées qu'ils venaient de saisir et brûla leur bateau. Dans toute la Nouvelle-Angleterre, les rixes avec les douaniers étaient fréquentes. Dans l'une d'elles, où il se trouva mêlé à Boston, Otis reçut à la tête un coup qui ébranla ses facultés intellectuelles et priva la cause des libertés américaines d'un de ses premiers et plus ardents apôtres.

C'était pis encore entre les soldats et les gens du peuple, artisans ou pêcheurs, habitués à une existence rude, au labeur continu, sous un climat et sur une terre qui se laissaient arracher la subsistance plus qu'ils ne la donnaient. Ils se demandaient pourquoi ces gens en uniforme étaient là, chez eux, encombrant leurs tavernes, leurs places publiques, les insultant de leur morgue, pourquoi le roi les payait et les entretenait à ne rien faire. En réalité, la présence de ces troupes était inutile à tous les points de vue : moralement, elle ne faisait qu'accentuer l'antipathie des Bostoniens pour le gouvernement royal; matériellement, elle ne pouvait rien pour ramener la colonie à l'obéissance et au respect des lois. Enlacés dans les mille liens de la légalité, les ministres avaient envoyé des troupes, mais sans autoriser leur commandant à s'en servir en aucun cas. On avait bien exhumé le fameux statut de Henri VIII, mais on n'osait l'appliquer, car il n'aurait pu agir qu'avec le commentaire de l'état de siège et de la loi martiale. Samuel Adams et Hancock craignaient peu une arme aussi débile; et, d'autre part, les habitants de Boston savaient fort bien que, d'après la loi anglaise, même en cas d'émeute, les soldats n'avaient pas le droit de faire usage de leurs armes sans l'autorisation donnée par un magistrat civil.

1. On apprit que les fils de Hutchinson avaient en dépôt des caisses de thé et cherchaient à en vendre en secret; le gouverneur fut sommé de désavouer ses fils et de promettre en leur nom la restitution du prix du thé vendu. Une telle aventure n'était point pour relever une popularité déjà si compromise.

Peu à peu, dans l'hiver de 1769 à 1770, les querelles entre les habitants et les soldats devinrent si fréquentes qu'on pensait bien que quelque éclat en sortirait. La population, chaque jour plus exaspérée, accumulait provocations et insultes; des bandes de jeunes gens armés de bâtons se répandaient par les rues, assaillant les soldats qui circulaient isolés ou par groupes. Les magistrats et les officiers étaient impuissants à prévenir ces désordres. Dans la soirée du 5 mars, une de ces bandes se heurta à quelques hommes du 29e régiment et les attaqua dans une ruelle; deux ou trois autres soldats et un capitaine vinrent se joindre aux premiers et le petit détachement soutint d'abord avec patience, en se protégeant avec les baïonnettes, l'assaut de la populace qui l'entourait. Les gros mots et les quolibets habituels accompagnaient les boules de neige chargées de pierres : « rascals, dos rouges, vilains homards, tirez donc! ils n'oseront pas! » Un coup de bâton atteignit un des soldats au bras. Il se recula, abaissa son fusil et fit feu. Ses camarades tirèrent à leur tour. Les assaillants se dispersèrent, laissant sur la place trois morts et quelques blessés. L'appel aux armes retentit partout; les cloches sonnèrent dans les églises, la foule remplit les rues. L'ordre fut heureusement donné à temps aux troupes de se tenir enfermées dans leurs quartiers. Hutchinson, du balcon de la maison de ville, promit aux habitants que justice serait faite, et en effet le capitaine Preston et les hommes qu'il commandait furent immédiatement arrêtés.

Le lendemain, 6 mars, Samuel Adams vint au nom du Comité des notables de la ville réclamer l'éloignement immédiat des troupes. Hutchinson ne savait que décider; l'Assemblée qui devait se réunir en janvier avait été ajournée au 15 mars. Le colonel Dalrymple, commandant des troupes qui se trouvaient encore à Boston, fut consulté et proposa de retirer un des deux régiments dans la citadelle (Castle-William, fort bâti sur une petite île dans la rade de Boston). Adams pressa le gouverneur : « Trois mille habitants de la ville sont réunis à *Old South House* et il vient à tout instant des hommes de la campagne; tous veulent le départ des troupes, et le pays est en proie à une émotion profonde. La nuit approche; nous attendons une réponse immédiate. » Hutchinson décida le colonel Dalrymple à retirer de la ville les deux régiments et à les

cantonner à Castle-William. Dès le 21, l'évacuation était complète. Boston était libre. Hutchinson, dans ces circonstances délicates, venait de rendre un réel service à ses compatriotes. On peut presque affirmer qu'il a reculé de cinq ans l'explosion de la guerre.

L'incident du 5 mars 1770 que les historiens américains ont rendu célèbre sous le nom, un peu gros, de « massacre de Boston », eut donc ce résultat singulier de faire entrer pendant quelque temps le Massachusetts dans la voie générale d'apaisement et de conciliation où les autres colonies étaient déjà engagées par suite des dispositions moins oppressives du gouvernement de la métropole. C'est en effet dans les premiers jours de mars 1770, c'est-à-dire au moment même du « massacre », que le Parlement, sur la proposition de lord North, comme il a été exposé dans un chapitre précédent, votait le rappel de tous les droits de douane imposés en 1767, à l'exception du droit sur le thé.

Trois années d'apaisement (1770-1773). Rétablissement des relations commerciales avec la métropole.

Le calme se rétablit dans le Massachusetts après le succès populaire que venait d'obtenir Samuel Adams. La vue odieuse des habits rouges et des baïonnettes britanniques était désormais épargnée aux yeux des Bostoniens; la petite ville provinciale, dont les allures séditieuses avaient excité de si violentes colères dans la métropole, reprit son aspect paisible des anciens jours; ses habitants se livrèrent plus activement que jamais au commerce semi-régulier, semi-interlope, où de nombreuses familles avaient trouvé la richesse et toutes les autres le gagne-pain quotidien. Au loin dans la baie, l'étendard britannique flottait sur Castle-William; mais la foule en prenait peu à peu son parti; seul le petit groupe des patriotes, serré autour de Samuel Adams, continua de murmurer contre la présense de cet emblème d'oppression. Les tracasseries entre la Cour générale et le gouverneur recommencèrent comme autrefois, ainsi que les interminables querelles religieuses entre les *latitudinaires*, les *congrégationalistes* et les *New-Lights*.

Dans les autres colonies, le zèle des patriotes se refroidissait

également. Les engagements de non-importation des marchandises anglaises n'avaient jamais pu être observés avec une rigueur absolue; l'intérêt privé était plus fort que la surveillance des comités. C'est encore à New-York, sous la pression du Comité populaire dirigé par Isaac Sears et Mac Dougall [1], que les associations avaient le plus sévèrement exécuté les engagements pris.

Là, depuis deux années, les importations avaient diminué des cinq sixièmes, tandis qu'à Boston même la diminution n'avait été que de moitié. Lord North, dans son exposé de motifs du bill pour le retrait des taxes (mars 1770), put déclarer qu'en dépit de la ferveur populaire contre les droits imposés par le Parlement, les négociants dans cette ville avaient éludé fréquemment la surveillance jalouse du parti de la résistance; ce qui prouvait, conclut-il, qu'une audacieuse minorité seule poussait les colonies à la rébellion [2]. Dans la Pennsylvanie, les importations n'avaient également diminué que de

1. A New-York aussi les rixes avaient été très fréquentes entre habitants et soldats. Depuis trois ans, les « patriotes » avaient l'habitude de tenir des meetings et de parader au pied d'un arbre de la liberté élevé dans le jardin public. Des soldats s'avisèrent un jour d'abattre cet arbre. Les patriotes, conduits par un ancien matelot, Isaac Sears, en dressèrent un autre sur une des places de la ville et l'entourèrent d'une solide barrière, annonçant l'intention de le défendre par la force contre toute atteinte. Un autre patriote, Mac Dougall, incarcéré pour avoir dans un pamphlet fait appel au peuple de New-York des concessions de la nouvelle Assemblée, reçut tant de visites dans sa prison, qu'il fut obligé de fixer des heures de réception.

2. Extrait du discours de lord North : « Les Américains n'ont pas mérité d'indulgence. Le préambule de l'acte et le droit sur le thé doivent être conservés comme une marque de suprématie du Parlement et une déclaration efficace de son droit à gouverner les colonies. J'étais incliné à céder au désir que beaucoup exprimaient de voir abroger aussi la taxe sur le thé, mais le thé est une des marchandises les plus aisément imposables.... Si nous courons après l'Amérique en quête d'une réconciliation, je ne vois pas quel acte du Parlement les concernant pourrait subsister. Devons-nous faire des concessions à ces gens parce qu'ils ont l'audace de nous défier?... Devrai-je abandonner mon droit? Non, pas d'une ligne. Je fortifierai la surveillance, je ferai tout avant de payer rançon à un commerce de contrebande. New-York a observé strictement ses engagements de non-importation; mais les infractions fréquentes qu'y font les gens de Boston prouvent que ces coalitions sont destinées à se dissoudre bientôt. Les nécessités des colonies et *leur manque d'union* ouvriront le commerce. Il est impossible que leurs manufactures leur fournissent une part quelque peu considérable de leurs besoins. S'ils faisaient une tentative en ce sens et qu'elle parût avoir des chances de succès, nous pouvons faire des lois et *empêcher tout le développement de l'industrie* en Amérique pendant une longue série d'années. C'est la méthode que j'essayerai avant d'abandonner mon droit. On parle de mesures rigoureuses prises par ce pays à l'égard de l'Amérique. Il n'y a pas de session qui n'ait au contraire produit quelque marque de faveur à son adresse, primes sur primes, importation du lin, permission d'exporter le riz.... » Rien n'est plus propre que cette série d'assertions, si brutalement démenties par l'histoire, à éclairer la question des relations entre l'Angleterre et les colonies dans les dix années qui précédèrent la rébellion armée.

moitié. Elles s'étaient accrues au contraire dans les Carolines, dans la Géorgie, même dans le Maryland et la Virginie. Franklin, dans une de ses lettres, dit que lord North fut encouragé à conserver la taxe sur le thé, au lieu de la comprendre dans la mesure générale de suppression, par les rapports envoyés d'Amérique, qui tous signalaient un relâchement notable dans l'activité et le zèle des associations de non-importation. Les faits semblèrent donc d'abord donner raison à la politique de lord North, et justifier sa confiance dans la possibilité de faire triompher avec le temps, et à l'aide de ménagements, le principe de la subordination législative des colonies. Lorsque la nouvelle du vote d'annulation des droits fut arrivée à New-York, tous les efforts des patriotes, soutenus par des avertissements de Franklin, ne purent empêcher les principaux négociants de la ville de s'entendre sur l'adoption de résolutions nouvelles (juillet 1770), en vertu desquelles toutes les marchandises purent désormais être importées librement d'Angleterre en Amérique, sauf le thé. C'était la réponse des colonies au rappel partiel des taxes.

Hutchinson et Samuel Adams. Le schooner « Gaspee ».

Quelques mois après le « massacre » de Boston, le capitaine et les soldats incriminés passèrent en jugement. Sur les instances mêmes de Samuel Adams, leur défense fut confiée à deux patriotes, deux jeunes avocats, à qui cette cause servait de début pour une longue et brillante carrière, John Adams et Josiah Quincy. Le jury prononça l'acquittement, sauf pour deux des soldats, qui furent frappés d'une peine légère. La population ne marqua aucune irritation. Elle commençait à être fatiguée d'une lutte si longue contre l'autorité de la mère patrie et ne suivait plus avec le même intérêt les efforts de ses chefs pour la défense des libertés coloniales. A plusieurs reprises, Hutchinson, le gouverneur, convoqua l'Assemblée à Cambridge et non à Boston, comme l'exigeaient la lettre et l'esprit de la charte. Hutchinson était en correspondance assidue avec Bernard, l'ancien gouverneur, et avec Hillsborough, le secrétaire d'État des colonies. Il ne faisait rien pour modifier à Londres le parti pris existant dans l'opinion publique, à la cour, et

dans le monde officiel, contre la population du Massachusetts. Il ne cessait dans ses lettres de recommander les mesures de rigueur comme seules propres à dompter l'esprit de révolte. D'autre part, il tremblait quand lui arrivait l'ordre d'exécuter quelqu'une des mesures adoptées à Londres sur ses propres suggestions. Il en fut ainsi lorsqu'il dut remettre officiellement au commandant en chef des troupes tenant garnison en Amérique la garde de la forteresse de Castle-William où avaient été installés les régiments retirés de Boston. Les portes de la citadelle étaient restées jusque-là confiées à la milice. Bancroft raconte que, lors de la remise du fort à l'autorité militaire britannique, Hutchinson alla s'enfermer dans sa maison de campagne, puis, craignant pour sa vie, passa toutes les nuits dans le fort pendant plus d'une semaine.

A la fin de 1770, la Cour générale du Massachusetts choisit pour agent de la colonie en Angleterre, Franklin, qui était né à Boston, bien que la Pennsylvanie fût devenue ensuite sa patrie adoptive. Le choix était heureux, car Franklin était estimé et vénéré en Europe comme le plus digne représentant que les Américains pussent envoyer dans l'Ancien-Monde [1]. Dévoué à la défense des libertés coloniales, il était cependant attaché par des liens étroits à la métropole, où il comptait dans le monde politique, comme dans celui des lettres et des sciences, de nombreux amis. Il dirigeait, au moins de nom, pour le compte du gouvernement britannique, l'administration des postes en Amérique; un de ses fils était gouverneur royal de New-Jersey. Tous ses efforts tendirent à rapprocher l'Angleterre de ses colonies en lui faisant comprendre le caractère sérieux des droits et immunités que celles-ci réclamaient et en rappelant sans cesse la communauté d'origine et d'intérêt qui devait les unir.

L'état des esprits dans le Massachusetts aurait dû faciliter la tâche de Franklin, et il est impossible de ne pas admettre qu'un gouverneur qui aurait eu du tact, de l'esprit de décision, et de l'attachement aux libertés coloniales, toutes les qualités en un mot qui manquaient à Hutchinson, eût réussi à faire revivre dans la population de Boston les sentiments de respect et d'affection pour

1. Il était déjà agent de la Pennsylvanie, du New-Jersey et de la Géorgie.

la Grande-Bretagne. Hutchinson était l'homme le moins fait pour lutter sur ce terrain contre l'entêtement du tribun bostonien, de Samuel Adams, qui, resté seul sur la brèche, abandonné de presque tous ceux qui l'avaient soutenu au début, continuait de travailler avec acharnement au maintien des droits du Massachusetts à une indépendance à peu près complète. La population aimait son courageux défenseur, que n'avaient effrayé ni les menaces du gouverneur, ni le statut de Henri VIII, et qui avait délivré la ville du contact des troupes royales. En mai 1772, il fut, malgré la pression officielle, réélu représentant de Boston, et il reprit, avec plus d'activité que jamais, la lutte contre le gouvernement.

Sous prétexte de surveiller la contrebande, le commandant d'un schooner anglais, le *Gaspee*, qui croisait sur les côtes de Rhode-Island, exaspérait depuis quelque temps la population commerçante et maritime de cette petite province par d'incessantes vexations, saisies de bateaux et confiscations de marchandises. On prétendait que toute sa surveillance se bornait au pillage des îles et des villages du littoral. Comme il donnait un jour (juin 1772) la chasse à un bateau de Providence, il s'échoua sur un bas-fond. La nuit venue, quelques hommes du voisinage attaquèrent l'équipage, blessèrent le lieutenant et plusieurs matelots, et mirent le feu au navire. Naturellement les coupables restèrent inconnus. Un ordre arriva d'Angleterre quelques mois plus tard, enjoignant aux autorités politiques de Rhode-Island d'arrêter les auteurs de l'incendie du *Gaspee* et de les remettre à l'amiral Montagu, commandant de l'escadre à l'ancre dans le port de Boston, afin qu'ils pussent être transportés et jugés en Angleterre. Une loi, dont l'action était étendue aux colonies, avait été en effet récemment votée par le Parlement, pour la sécurité des arsenaux, magasins et vaisseaux du roi. Les incendiaires devaient être jugés dans un comté quelconque d'Angleterre et étaient passibles de la peine capitale. Le chief-justice de Rhode-Island répondit par un refus formel de faire arrêter une personne dans les colonies pour l'envoyer juger au dehors. Le cabinet anglais avait prévu la résistance qu'opposeraient, le cas échéant, à l'application de cette loi les juges du Massachusetts, nommés par le gouverneur, mais payés par la colonie et dépendant ainsi de l'Assemblée. Il décida

en juillet, avant même que l'incident du *Gaspee* fût connu, que désormais le gouverneur et les juges recevraient leurs émoluments, non sur la taxe du thé, puisque cette taxe ne produisait rien, mais sur un fonds spécial voté par le Parlement [1].

Organisation révolutionnaire du Massachusetts. Les Comités de correspondance.

Samuel Adams trouvait, dans la décision relative au payement des juges, une occasion longtemps attendue de réveiller le zèle patriotique de ses concitoyens. Il ne la laissa pas échapper et procéda immédiatement à la mise à exécution d'un plan longuement médité pour l'organisation révolutionnaire de la colonie. Ses collègues de la délégation de Boston et ses propres amis, même Hancock, trouvaient ce plan trop hardi et n'osaient s'y associer. Samuel Adams passa outre. Il convoqua le 12 octobre 1772 un grand meeting à la maison de ville et y présenta la motion suivante : « Un comité de correspondance sera formé, comprenant vingt et une personnes. Il aura pour mission de dresser un exposé des droits des colonies d'Amérique en général et de celles du Massachusetts en particulier, droits appartenant aux habitants comme hommes, comme chrétiens et comme sujets anglais, en même temps que la liste de toutes les violations dont ces droits ont été l'objet. Cet exposé sera publié et communiqué aux diverses communes de la province, et chaque commune sera invitée à faire connaître ses sentiments sur le sujet. »

La motion fut adoptée. On eut quelque peine à composer le comité; beaucoup se récusaient; Hancock allégua ses affaires privées; Otis n'était plus que l'ombre de lui-même. Le Comité, corps sans origine légale et complètement irresponsable, allait peu à peu usurper toutes les attributions législatives et exécutives dans la province par l'énergique pression qu'il devait exercer sur les

1. Ce fut un des derniers actes du secrétaire d'État pour les colonies, lord Hillsborough, qui sortit du ministère en août 1772. Il s'était montré l'adversaire constant des prétentions coloniales et surtout de celles du Massachusetts, et, s'il n'eût tenu qu'à lui, depuis longtemps la Charte de cette province eût été entièrement annulée. Il eut pour successeur lord Dartmouth, animé de dispositions plus équitables à l'égard de l'Amérique, et porté à la conciliation.

autorités officielles, Assemblée, Conseil, pouvoir judiciaire, gouverneur. Samuel Adams et Joseph Warren en furent l'âme. Le Comité se constitua le 3 novembre 1772. Ses membres s'engagèrent à garder un secret absolu sur leurs délibérations. Quinze jours plus tard, il présentait un rapport au *town meeting* de Faneuil-Hall. Les griefs relevés par Joseph Warren contre l'Angleterre formaient une longue liste : 1° la prétention du Parlement de taxer la colonie sans son consentement; 2° l'attribution aux fonctionnaires de pouvoirs non reconnus par la charte; 3° la présence dans la colonie d'une flotte et d'une armée en temps de paix; 4° l'établissement d'une liste civile même pour le corps judiciaire; 5° l'extension des pouvoirs des cours d'amirauté; 6° les restrictions imposées aux manufactures coloniales; 7° la prétention du gouvernement de transporter des colons en Angleterre pour les y traduire en justice; 8° le projet d'installation d'un évêque et de cours épiscopales dans la colonie sans son consentement.

Le rapport du Comité était accompagné de résolutions du *town meeting* annonçant la volonté de la population que le redressement de ces griefs (on voit qu'il ne s'agissait plus seulement d'une question de taxe) fût poursuivi auprès du gouvernement anglais par tous les moyens de droit possibles; il fut communiqué à toutes les communes de la province [1]. Celles-ci tinrent des réunions où les papiers transmis par les patriotes de Boston furent étudiés avec la gravité qu'apportait cette race puritaine à tous ses actes. A la fin de 1772, le mouvement était lancé; dans tout le Massachusetts, de petites conventions locales adoptaient des résolutions analogues à celles de la capitale. Un grand nombre firent plus et créèrent des comités de correspondance pour l'échange des nouvelles et des documents et pour le maintien d'une communication constante entre toutes les communes et celle de Boston représentée par le Comité central.

L'idée de Samuel Adams passa rapidement la frontière de la province. Des comités de correspondance existaient depuis quelques années déjà; mais l'organisation régulière n'en commença

1. Voir, pour le Comité de Boston et le rôle de Samuel Adams, le chapitre XLVIII de *The American Revolution* de G. Bancroft.

réellement qu'en 1773 sur l'exemple du Massachusetts. Au commencement de cette année, la Cour générale de la province (Chambre et Conseil), en dépit des résistances de Hutchinson, adopta les principes du rapport du comité Warren et Adams et expédia ce document à l'Assemblée de Virginie [1]. Ce fut dès lors, entre ces organisations extralégales dans toutes les colonies, un mouvement incessant d'informations, de recherches, d'études, de pamphlets, de rapports officiels, sur les droits des colonies et les actes d'oppression du gouvernement anglais. Un grand pas vers l'Union était fait; l'organisation des Comités supprimait ou atténuait le principal obstacle qu'opposaient à une action commune la dissémination des colonies sur une immense étendue de territoire, le peu de densité de la population et le caractère encore tout primitif des modes de locomotion et de transport.

Les lettres d'Hutchinson. Le thé jeté à la mer à Boston (décembre 1773).

Pendant que l'Amérique se préparait à résister à un retour offensif des prétentions oppressives de la métropole, celle-ci était fort occupée d'autres soins et négligeait la querelle déjà ancienne avec les rebelles d'outre-mer. Lord North avait obtenu un vif succès, et même acquis un prestige réel, par l'habileté dont il avait fait preuve dans l'affaire des îles Falkland, en réussissant à maintenir la paix avec l'Espagne. Ce fut le moment le plus heureux de sa carrière. La majorité du Parlement lui était dévouée. Pour la population de Londres, la grande affaire était la lutte du gouvernement contre Wilkes, les poursuites contre les imprimeurs; on se passionnait sur le mystère des lettres de Junius. La curiosité publique suivait les progrès de l'établissement de l'empire anglais dans l'Inde par une compagnie commerciale. On s'intéressait aux mariages des frères du roi, au sort de la reine du Danemark. L'Amérique était oubliée. Lorsque venait devant le Parlement quelque affaire concernant ce pays, on votait avec indifférence, avec inconscience.

1. Celle-ci en mars approuva aussitôt la teneur du rapport et le système de comités intercoloniaux qu'il recommandait. Le premier comité de correspondance de la Virginie se composa de Lee, Patrick Henry, Carr et Jefferson.

Tel fut l'état des choses de 1770 à 1773. Deux incidents, au cours de cette dernière année, rouvrirent brusquement la crise, et rapprochèrent le dénouement : les lettres de Hutchinson et la réception faite au thé anglais dans les ports américains.

Franklin, esprit éclairé, ferme et conciliant tout à la fois, jouissait à Londres, en dépit des préventions populaires contre la cause dont il était le représentant, d'un grand crédit auprès des classes cultivées et dirigeantes. Il était l'ami intime, le familier de bon nombre de personnages politiques fort en vue. La retraite de lord Hillsborough, secrétaire d'État pour les colonies, et son remplacement par lord Dartmouth, avaient été pour lui presque un succès personnel. Bien des fois on lui avait affirmé que toutes les mesures de rigueur prises ou projetées contre les colons d'Amérique avaient été d'abord instamment recommandées, réclamées par des Américains occupant de hautes situations dans leur pays, et qu'on en possédait d'irréfutables preuves. Il n'en voulait rien croire. Pour lui enlever toute illusion à cet égard, on lui communiqua un jour un paquet de lettres adressées par Hutchinson, Oliver et Paxton à des amis d'Angleterre. Le témoignage était accablant. Des Américains avaient eux-mêmes appelé, sollicité l'envoi des troupes, l'imposition des taxes, la suppression de toutes garanties judiciaires, et ces Américains étaient les premiers magistrats de la colonie du Massachusetts. On ne sait comment et par qui ces lettres furent données à Franklin. Elles avaient été envoyées à Whately, secrétaire de Grenville. Ce dernier, en ayant eu communication, les remit à lord Temple. On en perd alors la trace et on ne les retrouve plus qu'entre les mains de Franklin, qui se hâta de les envoyer en Amérique après avoir demandé et obtenu des personnes qui lui avaient confié le dépôt l'autorisation de faire passer les pièces sous les yeux de la Cour générale. Lorsque les lettres arrivèrent à Boston, elles furent livrées à Samuel Adams qui en donna lecture en séance publique à l'Assemblée. Celle-ci, indignée contre le gouverneur Hutchinson et contre son beau-frère Oliver, sous-gouverneur, rédigea une pétition au roi, dans laquelle était réclamée en termes pressants la révocation de ces deux fonctionnaires, convaincus d'une véritable trahison envers leurs compatriotes.

Hutchinson se défendit comme il put, c'est-à-dire fort mal, ne sachant qu'alléguer pour sa justification, et les esprits étaient encore tout échauffés à Boston de cette alerte, quand survint l'incident du thé.

Le roi était irrité de voir les Américains rester si obstinément fidèles à l'engagement qu'ils avaient pris entre eux de renoncer à l'usage du thé comme de toute autre marchandise ou denrée provenant d'Angleterre. Le rendement de la taxe était nul, ce dont on se serait aisément consolé à la Cour; le pis était que, l'unique impôt du thé n'ayant été conservé que pour maintenir expressément le principe de l'autorité de la métropole, l'entêtement colonial déjouait ce dessein. Il eût été sage de laisser la résistance s'user d'elle-même, de s'en rapporter à l'intérêt commercial en même temps qu'à la vigilance des fonctionnaires des douanes. On chercha au contraire le moyen d'imposer de force, en quelque sorte, aux colons la consommation de la denrée proscrite. D'innombrables caisses de thé étaient amoncelées dans les magasins de la Compagnie des Indes qui ne recevait d'Amérique aucun ordre d'expédition. On ne payait plus de dividende; les actions avaient baissé de 50 pour 100. Les directeurs suppliaient qu'on supprimât le droit d'entrée dans les colonies. Cette requête ne pouvait être écoutée, puisque avant tout il fallait sauver le principe. On offrit à la Compagnie, si elle se hasardait à expédier du thé, même sans ordre, un drawback équivalent à la totalité de la taxe. S'il ne s'agissait que d'une question d'argent, les colons n'auraient pas à payer leur thé plus cher qu'en absence de tout droit (loi du 10 mai 1773). Plusieurs navires furent aussitôt chargés et expédiés en Amérique. Des consignataires furent désignés à Boston, New-York, Philadelphie et Charleston, pour recevoir les cargaisons.

Les Américains étaient prévenus et les comités de correspondance des principales villes échangèrent d'actives communications. Un point était arrêté : on ne devait pas même laisser débarquer le thé officiel; on ne délibérait que sur les moyens à employer. A Philadelphie, un meeting populaire dénonça comme « ennemi du pays » quiconque aiderait à décharger, à recevoir ou à vendre le thé. On agit par intimidation sur les consignataires qui, la

plupart, résignèrent leur mandat. Ceux de Boston furent invités par un avis anonyme à se rendre au pied de l'arbre de la liberté pour annoncer au peuple leur désistement. Après que cet avertissement leur eut été renouvelé en termes plus menaçants, ils prièrent le gouverneur et le Conseil de les relever de leur mandat. Le 28 novembre, parut dans le port un premier navire; deux autres arrivèrent les jours suivants. Le peuple se réunit à Faneuil-Hall et le Comité des patriotes siégea en permanence. Un corps de volontaires monta la garde autour des navires, avec mission de s'opposer à toute tentative de déchargement. Le gouverneur ne pouvait rien, la milice étant aux mains des patriotes. Les troupes, casernées dans la citadelle ou sur les vaisseaux de guerre, ne devaient être appelées qu'en cas d'émeute. Les commandants des navires consentaient à remporter leur cargaison, ne pouvant la mettre à terre. Mais le gouverneur refusa obstinément de concéder l'autorisation de départ. Le 16 décembre enfin, sur un dernier refus de Hutchinson, Samuel Adams et Josiah Quincy demandèrent au peuple, assemblé dans une église, s'il s'en tenait à sa résolution de ne pas laisser débarquer le thé [1]. La réponse fut un cri de guerre. Du fond de la salle s'élança une troupe de quarante ou cinquante hommes, déguisés en Indiens, qui se rendirent sur le port, prirent sans résistance possession des trois navires et, en deux ou trois heures, vidèrent dans la mer trois à quatre cents caisses de thé. L'opération fut effectuée avec un ordre parfait, dans le plus grand silence, en présence d'une foule nombreuse, calme, recueillie. Le lendemain, tout le Massachusetts apprenait et approuvait ce que venaient de faire les Bostoniens. Dans les autres ports, on obligea de même les consignataires à se démettre de leurs fonctions. A Philadelphie, les vaisseaux chargés de thé durent remettre à la voile avec leur cargaison. A Charleston, le thé fut débarqué, mais on le laissa pourrir dans les magasins. Un « comité de vigilance » à

1. « ... Ce que nous allons faire aujourd'hui va déchainer des événements qui rendront nécessaire, pour nous sauver, un tout autre esprit que celui qui nous anime en ce moment.... Nous ne finirons pas cette querelle sans la lutte la plus vive et la plus rude. Ce ne sont ni des résolutions, ni des harangues populaires, ni des acclamations, qui décideront de cette affaire. Songez au but. Pesez et considérez toutes choses avant de prendre des mesures qui amèneront sur ce pays le plus terrible conflit qu'il aura jamais vu. » Discours de Quincy.

New-York guettait l'arrivée des navires à thé à l'entrée de la rade. Il les arrêta à Sandy Hook et les obligea de rebrousser chemin.

Effet de la nouvelle à Londres (janvier 1774). Lord North et les bills de répression (mars-avril 1774).

C'est le 27 janvier 1774 que le gouvernement de George III fut informé officiellement du sort qu'avaient eu ses expéditions de thé dans le Nouveau-Monde. L'Angleterre fut sérieusement indignée; traîtres, rebelles, misérables, furent les épithètes les plus douces, prodiguées dès lors, un peu partout, aux Américains. Franklin eut à subir le choc de toutes ces colères ameutées contre les colonies. Déjà la popularité qu'il s'était acquise à Londres s'évanouissait. Depuis qu'il avait livré à l'Assemblée du Massachusetts les fameuses lettres de Hutchinson et d'Oliver, dont on lui avait communiqué le dossier, la cour, les ministres, le Parlement, toutes les influences sociales s'étaient tournées contre lui. On l'accusait d'abus de confiance et on ne parlait de rien moins que de l'arrêter et de le jeter à Newgate. Le 29 janvier, deux jours après l'arrivée des nouvelles de Boston, qui causaient un si grand émoi, il comparut devant le Conseil privé (où siégeaient trente-cinq lords, chargé de statuer sur la pétition des Bostoniens remise par Franklin à lord Dartmouth et qui demandait la révocation de Hutchinson et d'Oliver. Dunning, qui assistait Franklin, demanda pourquoi son client avait été mandé comme s'il dût passer en jugement. La pétition était un appel à la sagesse du roi et non un document judiciaire. Il s'agissait seulement de savoir si le gouvernement anglais entendait conserver son appui à des personnages qui avaient entièrement perdu la confiance de leurs administrés. Wedderburn, solicitor général, répondit par de si violentes invectives, que Franklin dit en sortant à Priestley : « Si je n'avais considéré l'acte pour lequel j'ai reçu de telles insultes comme un des plus beaux de ma vie, je n'aurais pu supporter un pareil affront ». La pétition des habitants du Massachusetts fut rejetée comme mal fondée, mensongère et insolente (7 février). On enleva à Franklin sa position de directeur royal des postes

dans les colonies d'Amérique. A la Chambre des lords, quelqu'un s'écria : « M. Franklin est ici, non comme agent d'une province, mais comme ambassadeur des États de l'Amérique ». L'auteur de cette exclamation ironique ne se croyait pas si bon prophète.

L'opinion publique suivait la cour, et entraînait le Parlement, le ministère, l'armée, dans ce courant d'animosité contre les colonies, dont la résistance obstinée paraissait maintenant une injure pour la métropole. Le général Gage dit en février : « Qu'on me renvoie en Amérique ! Ces gens-là se prétendent des lions; soyons résolus, et ils se montreront ce qu'ils sont, des moutons. Quatre régiments suffiront pour rétablir l'ordre partout. » Le roi ajoutait foi à ces fanfaronnades. Devant sa volonté arrêtée de punir les colonies, lord North et lord Dartmouth firent taire leurs scrupules. Il fut décidé en Conseil qu'on était en présence d'une rébellion qui devait être réprimée, non par la persuasion, mais par la force.

Le ministre de George III put croire très sincèrement qu'il répondait aux vœux unanimes du Parlement et du peuple anglais, lorsqu'il présenta, en mars 1774, à la Chambre des communes, une série de propositions pour le châtiment de la révolte coloniale. Le premier bill déclarait le port de Boston fermé à tout commerce jusqu'à ce que le roi en décidât autrement. Il n'était plus question d'obtenir le payement d'une indemnité pour le thé officiel jeté à la mer ou détruit de toute autre manière, indemnité que Franklin avait spontanément offerte au ministère, mais de contraindre la ville de Boston à faire acte de soumission et d'obéissance. « *Delenda est Carthago*, dit Van dans le débat ouvert le 23 sur ce bill; vous n'obtiendrez jamais l'obéissance des colons aux lois de ce pays, tant que vous n'aurez pas détruit Boston, ce nid de sauterelles. » Le bill fut voté pour ainsi dire à l'unanimité. Dans la surprise du premier moment, Barré et Conway, ces amis des colonies, votèrent pour la répression; leurs portraits furent, en punition, enlevés de Faneuil-Hall par les patriotes bostoniens. Il y eut pourtant à ce moment une tentative de conciliation. Rose Fuller proposa à la Chambre des communes le rappel de la taxe sur le thé. Burke, que la colonie de New-York avait pris pour agent en Angleterre, trouva dans le débat de la motion Fuller l'occasion d'un beau discours : « Revenez à vos *anciens prin-*

cipes et laissez l'Amérique se taxer elle-même, en vous contentant de la lier par des lois commerciales. Vous aviez toujours agi ainsi; que ce soit pour vous une raison suffisante de ne pas agir autrement. Organisez le gouvernement colonial sur les faits et l'expérience du passé et laissez la question de droit aux écoles. L'Amérique, depuis dix ans, ne vous demande rien de plus. » C'était là le langage d'un conservateur intelligent. La proposition fut rejetée à une grande majorité. Burke n'entraîna que quarante-neuf voix, le chiffre même de la minorité qui s'était opposée à l'acte du timbre.

Le 28 avril 1774 le cabinet présenta le second bill pénal, intitulé « bill pour le gouvernement du Massachusetts » : nomination des membres du Conseil enlevée à l'Assemblée et rendue au roi, qui nomme aussi les juges de la Cour suprême; le gouverneur disposant à son gré de tous les autres emplois, civils, militaires et judiciaires; les sheriffs nommés et révoqués par le gouverneur et composant arbitrairement le jury; toute réunion publique interdite sauf pour les élections des fonctionnaires municipaux. Le bill aurait pu dire d'un seul mot : abrogation de la Charte du Massachusetts. Il fut voté à une grande majorité.

Une autre loi porta que tout fonctionnaire, magistrat ou soldat anglais, ou toute personne qui se serait rendue coupable d'un meurtre dans le Massachusetts en défendant le gouvernement britannique, ne passerait pas en jugement dans la province, mais dans la Nouvelle-Écosse ou en Angleterre. Pour compléter ces mesures, le cabinet renvoya le général Gage en Amérique avec quatre régiments, qui devaient tenir garnison à Boston. Il joignait au titre de commandant en chef des troupes anglaises de l'Amérique du Nord celui de gouverneur civil du Massachusetts, et il avait l'ordre de s'emparer de la personne des principaux meneurs, surtout de Samuel Adams[1].

1. A la même époque fut votée, sous le nom de *Quebec act*, une loi dont l'objet était d'empêcher la rébellion des colonies de gagner le Canada. Elle rétablit sur les rives du Saint-Laurent, en matière civile, le vieux droit français (coutume de Paris) et garantit au clergé de l'Église catholique la jouissance de ses droits et privilèges, la possession de ses biens (comprenant environ un quart des anciennes concessions françaises) et la pleine liberté de l'exercice du culte. La réunion d'une Assemblée fut indéfiniment ajournée, l'autorité législative déférée à un Conseil nommé par la couronne, le pouvoir exécutif confié à un gouverneur. Les fron-

Le grand patriote de Boston était triomphant. Les ministres anglais, pensait-il, avaient choisi les mesures les plus propres à unir les colonies. En décembre 1773, il écrit dans la *Gazette de Boston* : « Le cœur du roi s'est endurci contre les colons comme celui d'un Pharaon. Il n'y a plus qu'à s'unir pour la résistance, et l'union doit s'étendre de la Floride aux plaines glacées du Canada. Il n'y a plus de temps à perdre pour la réunion d'un Congrès des États américains. » Cependant il voyait bien qu'il était en avance sur ses concitoyens; chargé par l'Assemblée de rédiger les dernières instructions à Franklin, agent de la colonie à Londres, il lui écrit en mars 1774 : « Dès maintenant, toutes les communes du Massachusetts sont animées d'un même esprit de dévouement à la cause de la liberté, et les colonies commencent à correspondre régulièrement entre elles; avant peu, elles seront toutes unies dans la résistance aux mesures anticonstitutionnelles. L'ancienne affection pour la mère patrie n'est cependant pas entièrement effacée; elle se ranimera sans peine si l'Angleterre revient à la modération et aux bons sentiments. Les colonies ne désirent rien de plus qu'une union permanente avec elle sur le pied d'une égale liberté. Voilà pourquoi elles luttent : rien autre ne les satisfera. »

tières du gouvernement de la province de Québec étaient portées jusqu'à l'Ohio et au Mississipi, et comprenaient par conséquent, outre le Canada, le territoire de cinq États actuels, Ohio, Indiana, Illinois, Michigan et Wisconsin.

Les catholiques tenaient peu à une Assemblée représentative. Ils accueillirent favorablement au contraire une loi qui leur ouvrait l'accès aux emplois de la couronne. Les propriétaires fonciers furent également satisfaits de la restauration des lois françaises; enfin on espéra gagner la noblesse de la Nouvelle-France en lui offrant des grades dans une armée canadienne que l'on se proposait de former. Lorsque Carleton, qui avait conseillé ces mesures, arriva à Québec en qualité de gouverneur du Canada, il fut reçu par l'évêque entouré de tout son clergé, et les protestations les plus vives de dévouement lui furent adressées. Cependant les Canadiens ne se montrèrent pas plus enclins à prendre fait et cause pour l'Angleterre qu'à se joindre aux colonies révoltées. Le *Quebec act* valut au moins à la Grande-Bretagne la neutralité et l'immobilité des populations françaises du Canada.

CHAPITRE XXXVI

LE CONGRÈS DE 1774

Massachusetts. Boston en interdit. L'Assemblée à Salem. Le général Gage gouverneur. — La résistance légale (mai-septembre 1774). — Virginie. Lord Botetourt. Lord Dunmore. — Les patriotes. La Virginie décidée à soutenir le Massachusetts. — New-York. La province reste en partie fidèle à l'autorité royale. — Pennsylvanie. Divisions locales. — Réunion du Congrès à Philadelphie (5 septembre-26-octobre 1774).

Massachusetts. Boston en interdit. L'Assemblée à Salem. Le général Gage gouverneur.

Le 13 mai, Gage entra dans le port de Boston. Après être resté quatre jours à Castle-William et y avoir installé ses régiments, il débarqua le 17 au grand quai, où l'attendait le Conseil pour le saluer. Une compagnie de miliciens sous le commandement de Hancock l'escorta jusqu'à la maison de ville. Le soir, un banquet lui fut offert à Faneuil-Hall. Bien des Bostoniens espéraient encore la conciliation par son entremise. Mais, avec le gouverneur, arrivait aussi la nouvelle des bills votés par le Parlement. Hutchinson, dont les patriotes avaient si ardemment sollicité le rappel, s'embarqua quelques jours plus tard, quittant pour toujours le Massachusetts, non sans y laisser des regrets dans les classes élevées de la population [1]. Le 28 mai, l'Assemblée fut prorogée; elle devait se réunir le 7 juin à Salem, la capitale de la

1. A son arrivée à Londres, l'ex-gouverneur fut présenté par lord Dartmouth à George III, qui l'interrogea pendant deux heures sur les choses d'Amérique, et, en le congédiant, lui fit don d'une large pension et du titre de baronnet.

province étant frappée d'interdit. Le 1[er] juin, le port fut déclaré fermé. Pour la grande majorité des habitants, armateurs, marchands, pêcheurs, marins, ouvriers des quais, c'était le chômage permanent, la ruine. Tout trafic était arrêté; aucun bateau ne pouvait circuler dans le port ni sur les rivières qui s'y jettent. Samuel Adams, au nom des habitants de Boston, avait adressé à toutes les colonies des messages réclamant leur sympathie et leur aide. Lorsque l'Assemblée se réunit à Salem, elle reçut de tous côtés des encouragements et des adhésions attestant que l'appel n'avait pas été vain. Les députés tinrent pendant plusieurs jours des conférences secrètes. Sûr de la majorité, Samuel Adams fit, le 17 juin, fermer les portes de la salle et formula une proposition dont les autres colonies avaient tenu à laisser l'initiative au Massachusetts. Toutes les provinces anglaises de l'Amérique étaient invitées à nommer des délégués à un Congrès général qui se réunirait le 1[er] septembre suivant à Philadelphie. Samuel Adams, John Adams, Cushing, Robert Treat Paine furent immédiatement nommés délégués du Massachusetts. Lorsque Gage fut informé de ce qui se passait à Salem, il envoya son secrétaire avec un message déclarant l'Assemblée dissoute. Mais le secrétaire trouva porte close et dut se contenter de lire sur l'escalier la proclamation du gouverneur. Ainsi se termina, le 17 juin 1774, la dernière session de la dernière assemblée *provinciale* du Massachusetts.

En frappant uniquement Boston, le cabinet anglais comptait sur l'apathie et l'indifférence des autres villes commerciales; il spéculait sur la division des intérêts et sur l'égoïsme local. Les rapports du général Gage, observateur superficiel, l'encourageaient dans cet espoir. Quelque temps après la fermeture du port de Boston et la dissolution de l'Assemblée, Gage écrit : « La Pennsylvanie ne veut pas suspendre le commerce; les quakers ne veulent pas entendre parler de la guerre; New-York ne nommera pas de délégués au Congrès. L'exaspération d'un grand nombre de colons, par suite des pertes qu'ils subissent et dont ils font remonter la cause aux comités de correspondance, le respect instinctif pour l'ordre, le sentiment habituel de loyalisme, l'affection invétérée pour l'Angleterre, la terreur qu'inspirent les régiments, l'artillerie,

les vaisseaux de guerre, les séductions de la faveur officielle, la confiance que l'autorité du roi prévaudra, sont autant de motifs qui disposent une grande partie de la population à des concessions. Les actes du Parlement, tôt ou tard, seront pleinement appliqués. On pourra bien réunir une façon de congrès; mais, après tout, Boston n'obtiendra que de belles paroles. »

Ainsi Gage comptait plus sur le temps que sur la force; c'est ce qui explique la longanimité dont il fit preuve, à plusieurs reprises, en face des provocations de plus en plus directes des Bostoniens. Il était très vrai au surplus qu'un grand nombre de colons n'étaient empêchés de manifester leurs dispositions à se soumettre que par la terreur qu'inspiraient les comités « de sûreté, de vigilance, d'inspection », qui surgissaient sur tous les points du territoire, et ne se constituaient que pour épier les démarches de leurs concitoyens.

Déjà on pouvait constater, à Boston même, quelques symptômes de réaction contre la dictature de Samuel Adams. Un meeting tenu à Faneuil-Hall faillit suivre l'exemple que venait de donner New-York, et remplacer le comité trop radical par un plus modéré. Cependant la motion de censure fut repoussée à une grande majorité, et le meeting exprima le vœu que l'œuvre patriotique fût poursuivie.

La résistance légale (mai-septembre 1774).

A la nouvelle de ce vote, le gouverneur ordonna aux magistrats des comtés d'arrêter toutes personnes qui publieraient, signeraient, ou inviteraient à signer un engagement relatif à la non-importation de marchandises anglaises. Au mois d'août, Gage reçut le texte de l'*Act* du Parlement « pour la meilleure administration de la province du Massachusetts ». Cette « meilleure administration » consistait en la suppression de tous les droits et libertés dont le peuple de cette colonie avait joui de tout temps, sauf dans les tristes jours du règne de Jacques II. Une des clauses principales de la loi portait que le gouverneur nommerait désormais tous les juges, magistrats et fonctionnaires de l'ordre judiciaire. Quant aux membres du Conseil, jusqu'alors élus par le peuple,

ils devaient désormais être nommés également par le gouverneur. Les personnes que Gage désigna pour cette fonction, acceptèrent d'abord, ne croyant pas que la résistance pût se prolonger. Mais les patriotes dénoncèrent à l'indignation publique les *mandamus councillors* (conseillers par ordre du roi). Des menaces leur furent adressées; en peu de jours vingt sur trente-six résignèrent leurs fonctions, les autres cherchèrent un refuge dans les rangs de l'armée anglaise à Boston. Dans toute la province la population rurale commençait à se soulever, passant déjà de la résistance passive à l'émeute. Des bandes armées envahissaient les tribunaux et dispersaient les juges. Un meeting de comté, tenu à Worcester, déclara que la violation des libertés du Massachusetts équivalait à une rupture de l'union avec l'Angleterre. Des comités locaux faisaient le dénombrement des hommes en état de porter les armes; sur toutes les places on voyait des miliciens faire l'exercice. A Boston un *town meeting*, auquel prirent part des délégués des communes voisines, déclara que le Parlement n'avait aucun droit de modifier les constitutions coloniales et plaça les patriotes menacés d'arrestation (Samuel Adams, Hancock, Warren et cinq ou six autres) sous la protection de tous les habitants du comté de Suffolk, dont Boston était la capitale. Gage, alarmé de ces démonstrations hostiles, écrivit en Angleterre pour demander des renforts. Le 1er septembre, comme Samuel Adams venait de quitter la province, se rendant à Philadelphie pour l'ouverture du Congrès, le gouverneur fit enlever du dépôt de Charlestown (faubourg de Boston) deux cent cinquante barils de poudre qui appartenaient à la colonie.

Aussitôt il se produisit une sorte de levée en masse de tous les habitants des communes voisines et la ville fut entourée d'une foule compacte d'hommes armés. Le bruit se répandit bientôt dans le Rhode-Island et le Connecticut que les régiments et les navires anglais avaient ouvert le feu contre le peuple de Boston. Un patriote du Connecticut, le fermier Putnam, appela ses concitoyens aux armes, réunit plusieurs compagnies de milice et marcha à leur tête pour prendre part à la lutte. L'heure n'avait pas encore sonné. Un messager l'arrêta en route; le général Gage avait hésité à lancer ses troupes contre les miliciens massés

autour de la ville. Pour justifier son inaction, il écrivit au ministère : « Cette foule était nombreuse, exaspérée; ce n'était pas la populace de Boston; mais tous les fermiers du comté avaient pris les armes. Un échec eût été fatal, car le premier coup aura une importance extrême. Il faut que nous soyons forts et que nous prenions un solide point d'appui avant de tenter rien de décisif. » Il concluait en demandant de nouveaux régiments, bien qu'il en eût déjà cinq à Boston et un à Castle-William et qu'il en attendît un autre de Québec. Il écrivait en même temps à Carleton, récemment arrivé au Canada, pour l'inviter à négocier avec les Indiens et à tirer d'eux des troupes auxiliaires.

Le 6 septembre, les délégués des communes du comté de Suffolk se réunirent en congrès. Warren, que Samuel Anams avait chargé de diriger en son absence la résistance légale, présenta le 9 un rapport contenant les résolutions suivantes : — les derniers actes du Parlement sont nuls et non avenus, comme contraires à la Constitution du Massachusetts; — les fonctionnaires nommés en vertu de ces actes devront résigner leur mandat; — les percepteurs des taxes ne remettront aucune somme aux agents financiers de la métropole; les communes nommeront elles-mêmes désormais les officiers de la milice; — un congrès provincial aura charge des affaires de la province; — la population du Massachusetts se soumettra aux décisions du Congrès continental; — en présence des intentions hostiles de la Grande-Bretagne, les habitants du Massachusetts resteront sur la défensive aussi longtemps que le permettront la raison et l'instinct de la conservation personnelle; — si le gouverneur fait arrêter des citoyens pour motifs politiques, on prendra comme otages des fonctionnaires de la couronne; — pour le cas où il deviendrait nécessaire de réclamer d'urgence le secours de la province, des courriers seront tenus tout prêts pour en porter l'avis aux comités de correspondance. Ces résolutions furent adoptées à l'unanimité et envoyées au Congrès continental, alors en session.

Warren, après avoir pris aussi résolument position, avait tout à craindre de Gage. Il alla cependant lui porter une protestation du comté de Suffolk contre les fortifications que le gouverneur élevait sur l'isthme de la presqu'île de Boston, et Gage n'osa l'arrêter

en dépit des instructions formelles qu'il avait apportées d'Angleterre.

Le congrès provincial fut constitué peu de temps après et se réunit à Concord avec Hancock pour président et Benjamin Lincoln pour secrétaire. Son premier acte fut de déléguer ses pouvoirs à un « comité de salut public » investi du droit de convoquer la milice. Des dépôts de vivres et de munitions furent préparés, un trésorier provincial nommé pour la perception des taxes, un corps de volontaires recruté parmi les miliciens, sous le nom de *minute men*, hommes prêts à marcher à toute minute.

Virginie. Lord Botetourt. Lord Dunmore.

Le Massachusetts, dans sa résistance à l'autorité royale, pouvait-il compter sur l'appui des autres provinces? Était-il assuré surtout du concours de la plus puissante des colonies américaines, la Virginie, où les mœurs, la société, les idées politiques et religieuses étaient si différentes de celles que présentait la Nouvelle-Angleterre? La réponse avait été faite dès 1765, lorsque la Chambre des Burgesses, malgré l'opposition d'une minorité de riches planteurs et d'aristocrates conservateurs, de Peyton Randolph, du jurisconsulte Wythe, de Pendleton (plus tard président du comité de salut public), de Richard Bland, et probablement aussi de Washington, avait voté les résolutions de Patrick Henry. Les témoignages contemporains attestent l'importance attachée par les autres colonies à l'action de la Virginie. Un écrivain du nord dit : « C'est la Virginie qui a sonné la cloche d'alarme ». Les Virginiens n'avaient pas envoyé de délégués au Congrès de New-York en 1765. Mais l'Assemblée avait approuvé tout ce qui s'était fait dans ce premier essai de conseil général des colonies. Le gouverneur, George Fauquier, gentilhomme aimable et de manières polies, avait dû dissoudre l'Assemblée coupable d'insubordination, mais il l'avait fait sans colère, par acquit de conscience, tout en conservant d'excellentes relations avec les plus hautes notabilités virginiennes, qui venaient volontiers lui rendre visite à Williamsburg et dont il goûtait fort l'hospitalité lorsqu'il leur rendait leurs visites dans les plantations de l'intérieur.

« Fauquier était un homme de cour, libertin de mœurs et de principes, qui avait mis à la mode dans le petit cercle des habitués de son palais (dont était Thomas Jefferson, alors âgé de vingt-trois ans), l'impiété railleuse, la morale relâchée, les goûts littéraires et les belles façons de Shaftesbury et de Bolingbroke; aimable seigneur que, dans son gouvernement, les gens du monde regardaient comme un modèle de politesse et d'élégance[1]. » Il mourut en 1768 et John Blair, président du Conseil, le remplaça quelque temps. A la fin de l'année arriva Norborne Berkeley, lord Botetourt, le plus populaire de tous les gouverneurs royaux de la Virginie. La petite capitale, Williamsburg, fut plus animée que jamais à l'époque de la session (mai 1759). La rue Gloucester qui était toute la ville, avec le vieux Capitole à une extrémité et le collège William and Mary à l'autre, déserte en temps ordinaire, s'emplit tout à coup de coches à quatre chevaux portant les grands planteurs, les *nababs*, avec leurs familles, tandis que les délégués des comtés-frontières, en attirail plus rustique, arrivaient à cheval et que les étudiants du collège, avec leur costume académique, se mêlaient à la foule. Le gouverneur ouvrit pompeusement la session, puis la série des fêtes commença, repas somptueux et réceptions chez le gouverneur royal où se réunit l'élite de la société, bals dans la salle d'Apollon à la taverne de Raleigh, où Jefferson dansait avec Belinda[2].

Les plaisirs mondains ne faisaient pas oublier les affaires sérieuses. Lord Botetourt dut dissoudre lui aussi l'Assemblée, lorsque celle-ci eut voté les résolutions qualifiant d'acte tyrannique la prétention du gouvernement anglais de transporter des Américains en Europe pour les traduire devant les tribunaux de la métropole[3]. Après la dissolution, les Burgesses se réunirent dans la salle d'Apollon, le Faneuil Hall de la Virginie, pour confirmer les résolutions qui venaient d'être votées, et y ajouter, sur la proposition de Washington, un engagement de non-importation de marchandises anglaises; l'engagement fut colporté dans la province et couvert de signatures. C'étaient là de graves décisions,

1. Cornélis de Witt, *Thomas Jefferson*.
2. Parton, *Thomas Jefferson*.
3. Voir chap. XXXIV.

mais qui n'altérèrent point la bonne entente entre les Burgesses et le gouverneur. Lord Botetourt était de cœur avec les Virginiens et aurait souhaité que le ministère donnât pleine satisfaction à leurs revendications. Il mourut en 1770. Les Virginiens lui élevèrent une statue et ont donné son nom à un comté.

Les patriotes. La Virginie décidée à soutenir le Massachusetts.

William Nelson, président du Conseil, exerça les fonctions de gouverneur jusqu'en 1772. En cette même année arriva de Londres John Murray, comte de Dunmore, le dernier des gouverneurs royaux en Virginie, impérieux, dur, déterminé à écraser la rébellion. Pendant quelque temps encore le gouverneur vécut en bon accord avec les planteurs. Mais, en 1773, Lee, Jefferson, Henry, d'autres encore, zélés partisans des droits des colonies et habitués des réunions politiques de la taverne de Raleigh, résolurent de constituer un comité d'information et de correspondance qui aurait pour mission de se tenir au courant de tout ce qui se ferait en Angleterre et dans les autres colonies et d'établir avec celles-ci une communication constante. Le comité fut composé de Nicholas, R. Bland, Lee, Harrisson, Edm. Pendleton, Patrick Henry, Digges, Carr, Archibald Cary et Thomas Jefferson. Naturellement la Chambre fut dissoute par Dunmore. Mais la révolution était organisée. Les comités de correspondance étaient la préparation au Congrès continental, le premier degré vers l'union, vers l'action combinée. William Lee écrivait de Londres que la création de cet instrument de consultation mutuelle, de délibération et de coopération intercoloniale, avait causé plus d'émoi chez les ministres que tout ce qui s'était passé depuis les jours de l'Acte du timbre. Au milieu de ces figures si nombreuses de patriotes sincères, entreprenants, actifs, intelligents, mais en même temps attachés encore aux traditions anciennes[1], se détache

1. Richard Bland, beau vieillard, presque aveugle, l'antiquaire de la Virginie, auteur d'une « Enquête sur les droits des colonies américaines »; — Nelson, gentleman distingué, plus tard signataire de la Déclaration d'indépendance, officier pendant la guerre, puis gouverneur de la Virginie; — John Page, l'ami et le confident de jeunesse de Jefferson, un futur gouverneur de la Virginie lui aussi, et un pieux

déjà la figure vigoureuse et fine, remuante et rayonnante, de Thomas Jefferson qui, membre de la Chambre des Burgesses à vingt-six-ans, en 1769, ne parle guère, mais conseille, agit et s'agite avec le tempérament d'un révolutionnaire; un véritable iconoclaste, ennemi acharné des préjugés, le Voltaire américain. Très résolu sous ses apparences douces et calmes, ce jeune homme élégant et poli, toujours gai, assidu à toutes les fêtes, très goûté dans la société féminine, grand amateur de musique, joueur passionné de violon, rêve de bouleverser l'état de choses existant en Virginie, l'état de choses politique et aussi l'état de choses social. Il tient la foi pour une absurdité; issu des Randolph, il raille leurs prétentions à la noblesse; membre de la grande famille des planteurs, il traite ceux-ci de simples « chiffres d'aristocratie », et les dénonce comme des obstructionnistes. En 1774, il publie une *Vue sommaire des droits de l'Amérique anglaise*, qui contenait en germe la Déclaration des droits. Déjà, la révolution avait commencé à l'intérieur de la province par une attaque combinée de toutes les sectes de dissidents contre l'Église officielle. On a vu ce qu'était le clergé anglican en Virginie, comment se recrutaient les ministres, combien souvent ceux-ci manquaient de tenue et de dignité. Le gouvernement, ému de ces attaques soudaines, voulut porter secours à l'Église et recourut à la persécution. Le clergé lui-même dénonça certains dissidents au gouverneur comme des fauteurs de sédition, des anabaptistes allemands, et prédit le renouvellement des horreurs de Munster, si la main de l'État restait inerte. Trois prédicateurs ambulants furent arrêtés en 1768 par le shériff à Spotsylvania. On leur proposa la liberté pourvu qu'ils renonçassent à prêcher. Ils refusèrent, se glorifiant du martyre; ils furent jetés en prison; mais des fenêtres ils haranguaient la foule. Le délit dont on les accusait était de prêcher l'Évangile contrairement à la loi. Henry fit un jour cinquante milles pour assister au procès. Il se leva en plein tribunal

churchman; — Archibald Cary, démocrate fanatique, qui menacera un jour Henry de le tuer s'il s'avisait d'accepter la dictature; — Peyton Randolph, qui sera le président du premier Congrès continental; — Edmund Randolph, gouverneur de l'État et premier attorney général des États-Unis sous le régime de la Constitution; — George Wythe, un savant légiste; — Nicholas, un financier; — puis Henry, Lee, Mason et Washington.

et demanda « si vraiment on allait juger pour *misdemeanour* des hommes qui prêchaient l'Évangile du fils de Dieu ». Des arrestations nombreuses eurent lieu dans divers comtés. La secte des baptistes ou méthodistes n'en devint que plus forte; elle n'avait qu'une église en 1760 en Virginie, elle en eut cinquante-quatre en 1774.

C'était là une lutte tout intime, toute locale, et de nouveau un rapprochement s'était fait entre Dunmore et les patriotes. La grande affaire du moment (fin 1773) était l'extension de la province du côté du Nord-Ouest. Le gouverneur royal, transgressant ses instructions formelles, s'intéressait fort aux projets d'exploration et de conquête au delà des monts Alleghanys. Il spéculait avec plusieurs Virginiens sur des terrains dans ces régions neuves. L'arrivée de lady Dunmore était annoncée: on prépara en son honneur à Williamsburg un grand bal.

Ainsi allaient les choses en Virginie, quand arriva dans la petite capitale l'avis que le gouvernement anglais avait décidé d'humilier et de punir la rébellion des habitants de Boston en fermant leur port à partir du 1er juin 1774. L'Assemblée décida aussitôt que le 1er juin serait un jour de jeûne et de prière pour les patriotes de la Virginie, et cette résolution fut transmise aussitôt par exprès à chacun des comtés. Ce fut le dernier acte de l'Assemblée coloniale sous le *Old Dominion*. Dunmore prononça la dissolution. Le bal offert à lady Dunmore eut lieu cependant et les rapports se maintinrent encore courtois entre le gouverneur et les chefs de la province. Mais, à la taverne de Raleigh, on décidait hautement que la cause de Boston était la cause de toutes les colonies, et que toutes les provinces devaient envoyer des délégués à un congrès continental. Le comité de correspondance devint une sorte de comité de salut public avec Peyton Randolph pour président. Le 29 mai, les esprits commençant à s'échauffer pour la liberté américaine, le comité prit une résolution qui devait hâter la rupture. Après avoir consulté Washington et quelques autres députés encore présents à Williamsburg, il invita les comités de la Virginie à nommer des délégués qui se réuniraient en convention le 1er août suivant. La convention se réunit en effet et elle élut, pour délégués de la Virginie au Congrès conti-

nental, Peyton Randolph, Richard Henry Lee, George Washington, Patrick Henry, Richard Bland, Benjamin Harrison, Edmund Pendleton[1].

New-York. La province reste en partie fidèle à l'autorité royale.

La province de New-York avait été administrée, depuis le commencement de la guerre contre les Français, par De Lancey, chef d'une des familles les plus considérables du pays. Il était mort subitement en 1760 et le gouvernement avait passé aux mains de Cadwallader Colden, sous lequel éclata, à New-York, à propos de l'arrivée du papier timbré en 1765, le mouvement populaire dirigé par l'ancien corsaire Isaac Sears. Celui-ci organisa un comité de correspondance et fit couvrir d'un grand nombre de signatures un engagement de non-importation des marchandises anglaises, analogue à celui qui avait été adopté dans le Massachusetts, la Virginie et d'autres provinces. Bientôt la résistance à l'autorité de la métropole gagna l'Assemblée[2] qui, en 1768, refusa de voter des fonds pour l'entretien des troupes anglaises en garnison à New-York. Un acte du Parlement interdit à l'Assemblée de légiférer jusqu'à ce qu'elle vînt à résipiscence; mais, comme elle s'obstinait, le gouverneur la déclara dissoute (1768). De nouvelles élections envoyèrent à New-York des députés encore moins dociles. Sur leur refus de satisfaire aux réquisitions du *quartering act*, une nouvelle dissolution fut prononcée. Le gouvernement anglais avait raison toutefois de compter sur les profondes différences d'origine, de religion, d'intérêts, qui existaient dans la population très peu homogène de la province. Cette population s'était considérablement accrue depuis 1755. En seize années, elle s'était élevée du chiffre de 96 000 habitants à celui de 168 000 (dont 20 000 noirs). Le mouvement d'immigration

1. La convention décida encore, sur une proposition écrite de Jefferson, qu'à partir du 1er novembre suivant, les Virginiens n'importeraient plus aucun esclave, et ne devraient acheter aucun esclave importé. On verra plus loin que ce beau mouvement, hostile à l'esclavage, tourna court quelque temps après.

2. Composée à cette époque de 27 membres, 4 pour la ville et le comté de New-York, 2 pour Albany, 16 pour les huit autres comtés, 1 pour le bourg de Westchester, 1 pour le canton de Shenectady, 3 pour les manoirs de Rensslaerswyk, Livingston et Courtland.

avait été constant, d'Angleterre, d'Irlande et d'Allemagne, et aussi des provinces américaines voisines. De nouveaux comtés étaient érigés, les colons envahissaient déjà la vallée de la rivière Mohawk et fondaient, non loin de la rive orientale du lac Champlain, les premiers établissements du futur État de Vermont, sur lequel les deux provinces de New-Hampshire et de New-York se disputaient la juridiction. La plupart des nouveaux citoyens se souciaient fort peu de la querelle des colonies et de la métropole. D'autre part l'Église hollandaise réformée et les épiscopaliens étaient jaloux des congrégationalistes et des presbytériens. Les grands propriétaires fonciers redoutaient l'esprit démocratique et niveleur de la Nouvelle-Angleterre. Le monde du commerce et des affaires désirait le maintien des relations anciennes avec la Grande-Bretagne. Tous ces éléments réunis constituaient pour le gouvernement une clientèle puissante dans la province. En 1769, une coalition des conservateurs, alarmés de la tournure que prenaient les choses, obtint aux élections une demi-victoire. Philip Livingston, un des plus ardents défenseurs des droits coloniaux, ne fut pas réélu. George Clinton, avocat d'origine irlandaise, et Philip Schuyler, d'une ancienne famille hollandaise d'Albany, tous deux également partisans de la résistance aux prétentions de la couronne, firent de nouveau partie de l'Assemblée; mais celle-ci fut composée en majorité de membres modérés. Elle approuva et adopta les résolutions que venait de prendre la Virginie, tout en cédant sur le point où les deux Assemblées précédentes s'étaient montrées intraitables; elle vota les fonds demandés pour les troupes. Aussitôt Mac Dougall, un des chefs du parti populaire, publia une « adresse aux habitants trahis de la ville et de la colonie de New-York », et convoqua un meeting des citoyens pour délibérer sur la conduite de l'Assemblée. L' « adresse » fut déclarée par l'Assemblée un pamphlet séditieux et infâme.

Lord Dunmore, nommé gouverneur en 1770, ne fit que passer à New-York pour aller occuper le même poste en Virginie, et Tryon lui succéda. Le conflit avec la mère patrie parut se calmer peu à peu, mais allait se réveiller plus vif à propos de l'affaire du thé. Le comité populaire, dirigé par Isaac Sears, Mac Dougall et

Lamb, proposa un « congrès général » et adressa un message en ce sens à la Nouvelle-Angleterre. L'idée fut immédiatement accueillie à Boston et il a été raconté précédemment que c'est de cette ville que partit l'invitation formelle à une réunion des délégués de toutes les colonies à Philadelphie en septembre 1774. Mais le comité populaire perdait lui-même du terrain, ou du moins il se transformait par l'adjonction de membres beaucoup plus modérés, parmi lesquels se trouvaient même des loyalistes avérés. L'homme le plus éminent du parti qui prenait l'ascendant à New-York et qui avait pour mot d'ordre la conciliation, était un avocat, John Jay, issu d'une famille de réfugiés huguenots et récemment lié par un mariage à la famille Livingston. Laborieux, intègre, hautain, très sensible aux injures, de manières peu avenantes, il semblait fait plutôt pour l'étude et la retraite que pour la vie publique, s'il n'eût été aussi très ambitieux. John Jay fut élu pour représenter la province au Congrès qui allait se réunir. Ses collègues de la délégation étaient Philip Livingston, Alsop, Law et Duane.

Pennsylvanie. Divisions locales.

La province de Pennsylvanie ne prit jusqu'à l'époque de la réunion du Congrès que très peu de part aux démêlés des colonies avec la métropole. La plus grande partie de la population désirait le maintien de l'accord. Les presbytériens en général étaient patriotes ; les quakers s'abstenaient volontiers de prendre parti, de même les classes commerçantes et riches de Philadelphie. Des questions d'ordre tout intérieur occupaient les esprits plus que la difficulté générale. La principale division politique reposait sur la préférence pour le gouvernement des propriétaires ou pour le gouvernement royal. En 1764 John Penn, fils et héritier de Richard Penn, l'un des propriétaires, était gouverneur. Les quakers, constamment hostiles aux propriétaires, avaient conservé la majorité dans les élections de cette année pour l'Assemblée; c'est par eux que Franklin[1] fut envoyé comme

1. Benjamin Franklin venait de rendre un grand service à son pays. La guerre de Pontiac (chap. xxx) ayant déchaîné de nouveau sur les frontières de la Pennsylvanie toutes les horreurs de la lutte contre les Peaux-Rouges, les pionniers de la

agent de la colonie en Angleterre avec mission de solliciter la substitution du gouvernement royal direct à celui des propriétaires. Le régime existant avait au contraire les préférences des Presbytériens Irlandais-Ecossais qui craignaient que l'établissement d'un gouvernement royal n'eût pour corollaire l'établissement légal de l'Église d'Angleterre dans la Pennsylvanie. Le chef de ce parti était encore un avocat, John Dickinson, qui venait de publier ses *Lettres d'un fermier*. Patriote modéré, sa haute situation sociale, une grande fortune, un talent assez distingué d'orateur et d'écrivain, une réputation d'intégrité, lui donnaient une réelle influence sur ses concitoyens. Très doux, un peu faible de caractère, il embrassa sans trop hésiter la cause générale des colonies, mais s'entendit avec d'autres membres importants de l'Assemblée, Charles Thomson, Thomas Mifflin et Joseph Reed, pour faire prévaloir la temporisation. L'action de Dickinson resta prépondérante à Philadelphie, aussi longtemps que dura l'éloignement de Franklin en Angleterre. Lorsque arrivèrent en Pennsylvanie les lettres de convocation du comité de Boston et des Fils de la Liberté de New-York, Dickinson, nommé président d'une commission de correspondance intercoloniale, écrivit aux patriotes bostoniens qu'il était favorable à l'idée d'un congrès général uniquement chargé d'adresser au Roi une pétition ferme et respectueuse, contenant la revendication des droits des Américains. Dickinson et Galloway furent désignés pour représenter la Pennsylvanie au Congrès.

région située entre les monts Alleghanys et le fort Du Quesne, presque tous d'origine écossaise ou irlandaise, presbytériens qui n'avaient rien de la douceur de caractère des quakers, s'écrièrent, citant l'Ancien Testament, qu'il fallait exterminer ces Indiens sanguinaires et païens, comme les Israélites avaient exterminé les Chananéens. Dans un accès furieux de vengeance, des colons de Paxton tombèrent sur une tribu très paisible qui vivait dans la vallée du fleuve Susquehannah sous la direction de missionnaires moraves. Ils massacrèrent indistinctement hommes, femmes et enfants. Une partie de la tribu ayant pu s'échapper jusqu'à Lancaster, les massacreurs poursuivirent ces malheureux et enfoncèrent les portes du workhouse où on leur avait donné asile. Quelques Indiens purent fuir encore du côté de Philadelphie; on vit alors une foule en armes se diriger sur cette ville pour achever l'égorgement. La province ne possédait aucune milice organisée. Franklin enrôla lui-même un corps de volontaires; comme les insurgés approchaient, il alla à leur rencontre et les décida, après de longs pourparlers, à faire présenter leurs griefs à l'Assemblée par des délégués et à se disperser.

Réunion du Congrès à Philadelphie (5 septembre — 26 octobre 1774).

Toutes les colonies, sauf la Géorgie encore faible et trop éloignée, furent représentées au Congrès convoqué par le Massachusetts : les délégués, au nombre de cinquante-cinq, se trouvèrent réunis, le 5 septembre 1774, à la taverne de Smith, à Philadelphie [1]. Le premier Congrès américain ne sut d'abord où se loger et fut fort aise de l'hospitalité que lui offrit la société des Charpentiers (Carpenters'Hall).

Peyton Randolph de la Virginie fut élu à l'unanimité président. Il y eut à résoudre une première question : comment voterait-on? Patrick Henry ne croyait pas juste qu'une petite colonie eût autant de poids qu'une grande dans les conseils de l'Amérique. John Adams répondit que si l'on ne voulait pas maintenir le vote égal par colonie, on ouvrait la porte à mille difficultés, puisqu'on n'avait aucune donnée précise sur le chiffre de la population ou sur la valeur du commerce de chaque colonie [2]. C'est au cours de cette discussion que Henry s'écria, répondant à l'objection qu'une représentation par le nombre donnerait la prépondérance aux États les plus populeux : « L'oppression anglaise a effacé les frontières coloniales. Il n'y a plus de distinction entre les Virginiens, les Pennsylvaniens, les gens du New-York et ceux de la Nouvelle-Angleterre. Je ne suis plus Virginien, je suis Américain. » Ward, du Rhode-Island, voulait bien être Américain, mais sans cesser d'être Rhode-Islandais, convaincu que Henry ne cesserait en aucun cas d'être Virginien. Il réclama le vote égal pour Rhode-Island. Autant en fit Gadsden pour la Caroline du Sud. Les représentants des petites provinces eurent gain de cause; il fut résolu que chaque colonie aurait une voix. On décida en même temps que le Congrès délibérerait portes closes et les délégués

1. Les principaux d'entre eux étaient : Sherman et Deane, du Connecticut : Samuel Adams et John Adams, du Massachusetts : Philip Livingston et John Jay, du New-York ; George Washington, Patrick Henry, Peyton Randolph et Richard Henry Lee, de la Virginie ; Christopher Gadsden et John Rutledge, de la Caroline du Sud.

2. D'après les évaluations apportées par les délégués, la population se serait élevée à plus de 3 millions d'âmes. Bancroft estime qu'en 1774 le nombre total des habitants de l'Amérique anglaise ne dépassait pas 2 600 000 dont 500 000 noirs.

s'engagèrent par serment à garder le secret sur les débats jusqu'à ce que la majorité en décidât autrement.

Pourquoi ce Congrès? L'idée proposée par le Massachusetts réussit parce qu'elle rallia à la fois les indécis et les résolus, ceux qui avaient vu du premier coup où l'on allait fatalement et ceux qui hésitaient à chaque pas à s'aventurer plus loin et rêvaient encore une réconciliation avec l'Angleterre. Les deux Adams du Massachusetts ne voyaient dans la réunion d'un Congrès que le moyen d'arriver au but qu'ils visaient, l'indépendance. Cette assemblée n'avait d'ailleurs aucun mandat précis pour agir ou légiférer. C'était une grande Chambre consultative, chargée de proposer aux colonies les procédés les plus sûrs pour résister aux prétentions de l'Angleterre. Composée en grande partie d'avocats, elle avait pour mission essentielle de plaider la cause des colonies devant l'Europe et le monde civilisé.

Elle siégea du 5 septembre au 26 octobre 1774. Son œuvre se résume en : 1° une Déclaration de droits; 2° une convention de *non-intercourse* avec l'Angleterre; 3° des adresses au roi, au peuple de la Grande-Bretagne, aux habitants du Canada, aux Américains.

La Déclaration était une énumération détaillée des droits dont les colons se considéraient comme investis, dérivant tant de la nature propre de l'homme que des principes de la constitution anglaise et des différentes chartes octroyées aux colonies. En fondant les revendications coloniales, non seulement sur des considérations de droit naturel, mais sur une base historique, on voulait éviter toute apparence révolutionnaire.

La déclaration des droits contenait aussi la nomenclature des griefs des colonies contre la métropole. La discussion fut longue sur ce point. La Caroline du Sud proposa de viser toutes les lois par lesquelles la Grande-Bretagne, depuis l'origine des colonies, avait cherché à restreindre leur commerce et à paralyser leur industrie. La Virginie proposa au contraire de s'en tenir aux innovations du règne de George III. Les lois de navigation ne figureraient point dans la liste des griefs. John Adams proposa, à titre de compromis, la rédaction suivante : « Nous admettons volontiers l'application des actes du Parlement qui n'ont pour objet, *bona fide*, que la régle-

mentation du commerce extérieur, en vue d'assurer les avantages commerciaux de tout l'empire à la mère patrie, mais en excluant toute idée de taxation intérieure ou extérieure en vue de lever un revenu sur les sujets américains de la couronne sans leur consentement. » La plupart des délégués estimaient que c'était trop concéder. Cependant la proposition fut acceptée parce qu'elle émanait d'un représentant du Massachusetts et attestait par là même de quel esprit de conciliation le Congrès était animé.

John Dickinson, élu représentant en Pennsylvanie, vint renforcer la délégation de cette province au Congrès et prit son siège le 1er octobre, à temps pour rédiger le projet d'adresse au roi. Des lettres de Boston arrivèrent quelques jours plus tard, avisant que le général Gage continuait à saisir les approvisionnements militaires du Massachusetts et à fortifier la ville. Le Congrès provincial demandait conseil au Congrès continental. Cette dernière assemblée, n'osant faire une réponse directe, vota (8 octobre) la résolution suivante : « Le Congrès approuve l'opposition des habitants du Massachusetts aux actes récents du Parlement et déclare que, s'il était fait une tentative d'exécuter ces actes par la force, le devoir de toute l'Amérique serait de s'associer à la résistance ». Galloway (de la Pennsylvanie) et Duane (du New-York) protestèrent contre cette résolution, déclarant qu'elle équivalait à un acte de trahison.

La déclaration des droits des colonies revint du comité, rédigée selon la formule de John Adams, et réclamant, « pour que l'harmonie se rétablisse entre les colonies et la Grande-Bretagne », l'abrogation de onze *acts* du Parlement, minutieusement énumérés. Elle fut votée ainsi que la résolution suivante qui en était en quelque sorte la sanction : « A partir du 1er décembre prochain, les Américains s'engagent à ne plus importer aucune marchandise d'Angleterre ou d'Irlande. Si, le 10 septembre 1775 [1], satisfaction n'a pas été obtenue de la métropole, les Américains s'engagent en outre à n'exporter à l'avenir aucun produit pour la Grande-Bretagne, l'Irlande et les Indes-Occidentales, *le riz*

1. L'Amérique étant en général débitrice des négociants anglais, il était certainement habile de n'arrêter l'exportation que neuf mois après la cessation de toute importation.

excepté. » Le souci des intérêts particularistes n'était pas entièrement étouffé dans cet élan général vers la concentration des efforts. L'exception du riz avait été réclamée par la Caroline du Sud qui ne trouvait pas la partie égale pour tous : « Le Nord, dit-elle, n'exporte que du poisson, qu'il continuera d'expédier en Portugal et en Espagne, tandis que nous exportons pour un demi-million de dollars de riz en Angleterre ».

Le Congrès dénonça comme des « ennemis de la liberté américaine », avec lesquels toutes relations sociales devaient être rompues, les colons qui n'observeraient pas les engagements pris solennellement au nom de toutes les colonies par leurs délégués réunis en Congrès.

Plusieurs adresses furent encore rédigées, au roi, puis au peuple d'Amérique, au peuple du Canada [1] et au peuple de la Grande-Bretagne. Avant de se séparer, l'Assemblée décida la réunion en mai 1775 d'un second Congrès, auquel étaient invitées à participer toutes les colonies de l'Amérique du Nord, y compris la Nouvelle-Écosse et le Canada.

1. Dickinson fut le rédacteur de cette adresse, où il était dit que les anciennes jalousies religieuses devaient être condamnées comme une infirmité d'esprits non éclairés, et que les cantons suisses offraient au contraire un exemple remarquable d'une Confédération composée d'États catholiques et protestants. Quel progrès depuis les temps du bigotisme puritain! Les habitants du Canada ne répondirent ni à cette adresse, ni à l'invitation de prendre part au congrès de 1775.

CHAPITRE XXXVII

L'INSURRECTION ÉCLATE. — LEXINGTON ET TICONDEROGA (AVRIL-MAI 1775)

Le Parlement anglais précipite la rupture (novembre 1774 à mai 1775). Lord North. Franklin quitte l'Angleterre (mars 1775). — Lexington (19 avril). Blocus de Boston. L'armée de la Nouvelle-Angleterre. — Impression produite en Europe. — La Virginie chasse le gouverneur royal. Importance de la ligne de l'Hudson et des lacs. Ethan Allen prend Ticonderoga (10 mai).

Le Parlement anglais précipite la rupture (novembre 1774 à mai 1775). Lord North. Franklin quitte l'Angleterre (mars 1775).

Un nouveau Parlement se réunit en Angleterre à la fin de 1774. Le ministère y disposait d'une majorité plus forte encore que celle qui l'avait jusqu'alors soutenu. Les élections s'étaient faites sous le coup de l'irritation contre les Américains et les partisans de la prérogative avaient largement exploité le sentiment de l'honneur national. A la cour on eût dû plutôt réagir contre les entraînements irréfléchis de l'opinion. Le ministère venait de recevoir de Boston des lettres où le général Gage, mieux édifié sur l'état des choses et revenant sur ses premières impressions, conseillait confidentiellement le retrait de la loi relative au gouvernement du Massachusetts, déclarant qu'elle ne pourrait être appliquée que si on envoyait en Amérique une véritable armée pour tenir en respect toutes les autres colonies. Mais le roi ne voulut rien entendre : dans son discours d'ouverture au Parlement (30 novembre), il affirma sa résolution de maintenir l'autorité suprême de la

métropole sur les établissements d'outre-mer. L'adresse fut votée par la Chambre des lords à l'unanimité moins 13 voix, et la minorité dans la Chambre des communes ne réunit que 73 voix (contre 268). Pendant les vacances de Noël, il fut décidé dans un conseil de cabinet que les actes et résolutions du Congrès de Philadelphie n'offraient aucune base honorable de conciliation, qu'il fallait interdire aux Américains tout commerce, protéger les loyalistes dans les diverses provinces, et déclarer traîtres et rebelles tous les prétendus défenseurs des droits coloniaux [1].

Le 20 janvier 1775, à la reprise de la session, Chatham présenta à la Chambre des lords une motion pour le rappel des troupes d'Amérique. Il acceptait, disait-il, le maintien des lois relatives au commerce, mais non de celles qui avaient pour objet d'imposer des taxes. Il décrivit la triste situation des régiments de Gage, condamnés au mépris des colons et à l'impuissance, et fit un grand éloge du Congrès de Philadelphie. Les prétendus rebelles en Amérique étaient, dit-il, des whigs de l'Angleterre. La motion, bien qu'appuyée par le duc de Richmond, le marquis de Rockingham, les lords Shelburne et Camden, fut rejetée par 68 voix contre 18. Le 1er février la motion de Chatham reparut sous la forme d'un bill « pour apaiser les troubles d'Amérique et assurer la suprématie législative et l'autorité de l'Angleterre sur les colonies », plan de « vraie réconciliation et accord national », fondé en substance sur les déclarations du Congrès américain. Le Parlement abrogerait les lois dont les colonies se plaignaient et renoncerait au droit de taxation. L'Amérique, de son côté, admettrait le droit de l'Angleterre de régler le commerce pour l'empire tout entier. Le Congrès qui allait se réunir à Philadelphie devrait

1. Lord North et Dartmouth étaient à peu près seuls dans le ministère à ne suivre qu'avec regret cette politique de répression à outrance. L'amiral lord Howe, frère du héros mort en 1757 lorsqu'il combattait avec les colons contre les Français sous les fortifications de Ticonderoga, allait être chargé du commandement des forces navales en Amérique, en même temps que son frère, le troisième Howe, sir William, devait être investi du commandement en chef des troupes. Lord Howe eut, le jour de Noël, une entrevue avec Franklin qui lui déclara que, dans sa pensée, le seul moyen de rétablir l'harmonie était le retrait de toutes les lois du Parlement, y compris celle du gouvernement du Massachusetts. Howe rapporta cet entretien à lord North, ce qui ne changea rien au cours des événements. Chatham, qui était partisan du rappel immédiat des troupes de Boston, essaya de s'entendre avec Rockingham et Burke, mais n'y réussit pas; l'opposition resta divisée et impuissante.

reconnaître la suprême autorité législative du Parlement et faire un don volontaire au roi, en fixant un certain revenu perpétuel dont le gouvernement anglais aurait la disposition.

Dartmouth eut quelques hésitations; la proposition lui paraissait à peu près acceptable. Mais ses collègues se prononcèrent avec énergie contre le bill Chatham, qui fut rejeté par 61 voix contre 32. Franklin demanda vainement à présenter des observations à la Chambre des communes au sujet de la pétition du Congrès au roi. 268 voix contre 68 décidèrent qu'il n'y avait pas lieu d'entendre l'agent américain.

Lord North fit cependant encore une fois interroger Franklin: Que feraient les colons si on rappelait la taxe du thé et la loi sur le port de Boston, en ne conservant que le *Massachusetts Act*? Tout accord sur cette base est impossible, répondit Franklin. Le ministère en revint alors aux résolutions violentes. Il fit présenter une adresse où la province du Massachusetts était déclarée *en révolte* et le roi supplié de prendre des mesures efficaces pour assurer l'obéissance aux lois. Elle fut votée par les deux Chambres et soumise à George III le 9 février. C'était, dit Rockingham, l'équivalent d'une déclaration de guerre à l'Amérique. Quant aux mesures efficaces à adopter, elles se ramenaient à ces trois points: interdire aux Américains la pêche sur les côtes du Canada et de Terre-Neuve, pour affamer la Nouvelle-Angleterre; conclure des traités avec les Indiens qui se jetteraient sur les frontières occidentales des colonies; provoquer une insurrection servile dans les provinces du sud où l'organisation sociale était fondée sur l'esclavage. Le bill portant interdiction de la pêche fut voté par 73 voix contre 21.

Les choses paraissaient donc poussées décidément à l'extrême, lorsque le Parlement fut surpris le 20 février par des propositions de lord North tendant à la conciliation. Ce ministre, aussi clairvoyant que faible, ne se faisait point illusion sur les périls où l'on jetait la Grande-Bretagne. Il ne suivait que malgré lui l'entraînement général; de plus il était assailli de pétitions des commerçants anglais, effrayés de la perspective d'une guerre civile, dont l'unique objet était de faire prévaloir le droit du Parlement à établir une taxe impossible à percevoir, et de supprimer la charte

d'une colonie dont se souciait médiocrement la masse de la population anglaise. Dans un dernier effort de volonté intelligente, lord North obtint de son souverain l'autorisation de faire une tentative suprême d'arrangement pacifique : « Je veux bien, lui écrivit George III, présenter la branche d'olivier, mais je reste convaincu que les colonies ne se soumettront que le jour où elles nous verront résolus sans retour à adopter des mesures vigoureuses ». Le plan de lord North reposait, quoiqu'il s'en défendît chaleureusement devant la Chambre des communes, sur la maxime : *Divide ut imperes.* Il se résumait en cette unique proposition : aussitôt qu'une colonie d'Amérique votera une provision pour la défense commune et un fonds suffisant pour l'entretien du gouvernement civil, le gouvernement anglais s'abstiendra d'imposer une taxe à cette colonie. Le ministre comptait, par cette offre, briser l'union coloniale, rompre le faisceau si étroitement serré par la réunion du dernier Congrès. Il suffirait pour cela de détacher le New-York. Malgré l'activité du comité des patriotes dirigé par Sears et Mac Dougall et stimulé par des pamphlets que publiait le jeune Alexander Hamilton pour la défense des droits des colonies, le gouvernement anglais avait déjà raffermi son autorité dans cette province, grâce à l'habileté du gouverneur Tryon qui affectait un zèle extrême pour le retrait des lois odieuses à la population. Tryon distribuait avec profusion des places, des commissions, des terres. Il excitait le clergé épiscopalien contre les ministres dissidents, les émigrés allemands et les anciens colons hollandais contre les habitants d'origine anglaise. Même dans les rangs du parti colonial les personnages les plus en vue ne voulaient point la rupture avec l'Angleterre; John Jay repoussait toute imputation de désirer l'indépendance.

Le calcul de North n'était donc pas fondé sur de pures illusions; rien ne prouvait encore qu'en tenant New-York et Philadelphie, il ne pût finir par avoir raison des deux groupes isolés de la Nouvelle-Angleterre et des colonies du sud. Sa proposition souleva pourtant au Parlement une véritable tempête. Il fut appelé traître et couard; une forte majorité semblait devoir se prononcer contre lui. L'intervention opportune d'un ami personnel du roi, sir Gilbert Elliot, rallia les troupes ministérielles et sauva le cabinet.

Ses propositions furent enfin votées. Elles différaient d'ailleurs profondément du système de conciliation de Chatham. Celui-ci niait le droit du Parlement d'imposer des taxes aux colonies, lord North l'affirmait. Chatham supposait des dons libres, spontanés, émanant d'assemblées qui statuaient dans le plein exercice de leurs droits; North invitait chaque colonie à faire isolément une offre, à présenter sa rançon pour se libérer du vasselage commun. Chatham demandait le rappel des lois concernant le Massachusetts; North était muet sur ce point.

Lord Howe, le nouveau commandant en chef des forces navales d'Angleterre en Amérique, devait porter aux colons les propositions du cabinet. En même temps, son frère, sir William Howe, conduirait de nouveaux régiments à Boston et remplacerait Gage dans la direction des opérations militaires éventuelles contre les colons. Deux majors généraux, Sir Henry Clinton et John Burgoyne, furent placés sous les ordres de Sir William Howe.

Franklin n'était plus en Angleterre. Pendant le débat du bill sur l'interdiction de la pêche aux colonies de la Nouvelle-Angleterre, un des ministres, Sandwich, répondant à un discours très remarquable et très sensé de Camden dans la Chambre des lords, déversa de si grossières insultes contre les colonies, que l'agent américain crut n'avoir plus rien à attendre d'un pays où les détenteurs du pouvoir étaient animés de tels sentiments envers ses compatriotes. Il passa une dernière journée avec Burke qui se préparait à prononcer encore un discours, aussi inutile que magnifique, en faveur des colonies, puis partit en poste pour Portsmouth et s'était déjà embarqué pour Philadelphie quand son départ était encore ignoré à Londres. Avec lui disparaissait la dernière chance d'un compromis entre l'Amérique et la métropole; cependant le 26 mai, lorsque le Parlement fut prorogé, le roi attendait avec confiance l'effet des dernières mesures. Croyant la province de New-York détachée de la rébellion, il était convaincu que les autres colonies allaient offrir de se soumettre; dans ses entretiens, il ne parlait plus des Américains que sur un ton très modéré, ne se doutant pas que, depuis quelques jours, le sang avait coulé et que la guerre était irrémédiablement engagée.

Lexington (19 avril). Blocus de Boston. L'armée de la Nouvelle-Angleterre.

Le 2 avril 1775 arrivèrent à Boston deux navires portant la nouvelle que les membres du Parlement anglais avaient engagé au roi leur vie et leur fortune pour la soumission de l'Amérique, que les pêcheries étaient interdites à la Nouvelle-Angleterre, et que l'armée de Gage allait être renforcée. Le Congrès de la province siégait encore. Il rappela ceux de ses membres qui étaient absents, expédia des agents aux Indiens pour les maintenir dans la neutralité, obtint des *Green Mountain Boys* (pionniers du Vermont) la promesse qu'au premier signal ils se jetteraient sur la forteresse de Ticonderoga pour tenir la route du Canada, fit des ordonnances pour la future armée du Massachusetts, autorisa le comité de salut public à former six compagnies d'artillerie, mais donna l'ordre à la milice et aux *minute men* de rester strictement sur la défensive. Après avoir ainsi paré aux éventualités, le Congrès s'ajourna le 15 avril. La province ne disposait que de bien faibles ressources pour commencer une guerre contre la toute-puissante Grande-Bretagne : un gouvernement en pleine désorganisation, la capitale aux mains de l'ennemi, pas de trésor, une douzaine de canons, une milice peu exercée, des munitions à peine pour un jour de parade. Et qui pouvait assurer que, l'affaire une fois entamée, les autres provinces n'abandonneraient pas le Massachusetts à son sort?

Gage n'ignorait pas la faiblesse des préparatifs de la colonie. Comme on lui avait souvent reproché son inaction, il résolut, aussitôt après la séparation du Congrès provincial, de frapper un coup sans attendre l'arrivée des nouvelles troupes qu'amenait sir William Howe. Il s'agissait d'aller détruire les magasins de vivres et de munitions que le Congrès avait commencé à installer pour les milices, à Concord, petite ville située à trente kilomètres au nord-ouest de Boston. Bien que Gage eût préparé son expédition en grand secret, les patriotes furent cependant avisés. Warren put avertir Samuel Adams et Hancock, prêts à partir pour la réunion du Congrès continental à Philadelphie. Le comité de salut public eut le temps de faire enlever de Concord les canons et une partie

des approvisionnements. Des signaux avaient été préparés pour dénoncer le premier mouvement des troupes. Dans la nuit du 18 au 19 avril, 800 hommes d'infanterie furent transportés en barques de Boston à Cambridge et se mirent en marche sur Concord. Les cloches des villages voisins sonnèrent aussitôt à toute volée [1], annonçant le grand événement; de tous côtés les *minute men* se rendirent en armes aux lieux de rendez-vous qui leur étaient assignés. La colonne anglaise, arrivant un peu avant l'aube à Lexington, petite paroisse de sept cents habitants sur le chemin de Concord, se heurta à une centaine de ces *minute men* rangés devant la Maison de ville, sur la place du village, et que Samuel Adams, Hancock, le ministre Emerson, encourageaient à défendre leur pays menacé. L'officier qui commandait la colonne anglaise et chevauchait en avant des siens, s'écria, en apercevant dans l'ombre cette troupe d'hommes armés : « Arrière, vilains, rebelles, allez-vous-en, jetez vos armes! M'entendez-vous, jetez vos armes! » Les Américains restant immobiles, Pitcairn donna le commandement de feu. Quelques coups de fusil furent échangés, puis les miliciens se dispersèrent, laissant sur le terrain sept tués et neuf blessés. Du côté des Anglais un seul homme fut atteint très légèrement. Les vainqueurs poussèrent trois hurrahs et continuèrent à marcher sur Concord, où ils firent leur entrée à sept heures, et procédèrent aussitôt à la destruction des magasins.

Deux cents miliciens étaient groupés de l'autre côté de la rivière qui arrose Concord. Il en arriva d'autres bientôt des communes voisines. Vers dix heures du matin, quatre cents hommes étaient réunis sur la hauteur derrière le pont, contemplant la fumée de la petite ville que les Anglais incendiaient méthodiquement après avoir encloué deux canons, défoncé soixante barils de farine et noyé quelques centaines de livres de poudre et de balles. Les Américains étaient hésitants. Leurs officiers tinrent conseil, osant à peine assumer la responsabilité si grave d'une décision qui pouvait entraîner d'incalculables conséquences. Enfin leur parti fut pris et le colonel Barrett donna l'ordre d'avancer. Isaac Davis, qui commandait la colonne de droite, la plus rapprochée du pont, tira

1. William Dawes et Paul Revere réussirent à quitter Boston au milieu de la nuit en même temps que les troupes anglaises, et donnèrent l'alarme dans le pays.

son épée, se plaça à la tête de ses hommes et descendit la colline. Les Anglais commençaient à enlever les planches du pont. Voyant arriver les Américains, ils firent feu. Dès la première décharge Isaac Davis tomba; d'autres tombèrent près de lui. Le combat s'engagea. Le détachement anglais s'enfuit en désordre vers le centre du village et le pont resta au pouvoir des colons. Ceux-ci s'arrêtèrent, étonnés de l'acte qu'ils venaient d'accomplir.

A midi, les Anglais abandonnèrent le bourg. Le chemin de Boston serpentait à travers des broussailles sur le flanc de hauteurs boisées; les Américains se dispersèrent pour se porter par de grands détours vers les taillis et les haies par où allait passer l'ennemi. Alors commença la chasse à l'habit rouge. Derrière chaque buisson, chaque arbre, chaque pan de mur, chaque tas de pierres, des miliciens, le fusil à l'épaule, épiaient le passage des Anglais. Smith, chef du détachement, fit flanquer le corps principal, à droite et à gauche, de partis d'éclaireurs pour tenir les Américains à distance. Mais le feu incessant et bien dirigé de ces derniers mit le désordre dans les rangs. Les soldats, épuisés de fatigue, à court de munitions, se mirent à courir dans la direction de Boston, n'écoutant plus la voix de leurs officiers. « Les Américains les chassaient devant eux comme du bétail. » On atteignit ainsi Lexington. Heureusement Gage avait envoyé du renfort. Lord Percy arrivait de Boston avec douze cents hommes et deux canons. Il forma ses troupes en carré et recueillit les fugitifs. Les deux tiers de l'armée anglaise d'Amérique se trouvaient réunis là, et pourtant Percy ne pouvait songer qu'à hâter la retraite. Le nombre des *minute men* allait sans cesse croissant. Après une demi-heure de repos, l'ordre de marche fut donné et la retraite recommença. Sur tout le parcours les Anglais furieux brûlèrent les habitations. A West Cambridge, Joseph Warren et William Heath commandaient une troupe nombreuse de patriotes; les Anglais eurent à soutenir pendant quelques instants un combat très rude. Un peu après le coucher du soleil, ils rentraient enfin en ville par l'isthme de Charlestown. Les Américains avaient 49 tués et 34 blessés. La perte des Anglais en tués, blessés ou disparus était de 273.

Le jour précédent il n'y avait peut-être pas dans le Massachu-

des approvisionnements. Des signaux [illegible] que le sort des dénoncer le premier mouvement [illegible] ole. Vingt-quatre 18 au 19 avril, 800 hommes d'[illegible] et l'armée du roi barques de Boston à Cambridge [illegible] les gens des comtés Concord. Les cloches des villages [illegible], sans artillerie, sans toute volée, annoncent [illegible] village que l'armée de [illegible] se rendirent en [illegible] mes de miliciens. Le sur- leur étaient assignées. Le [illegible] arrivèrent les gens du New- [illegible] à Lexington, petite [illegible] ngt lieues. Leur chef [illegible] chemin de Concord, se [illegible] nord de la ville. Le même [illegible] rangés devant la Maison de [illegible] ral de Ward, commandant [illegible] Samuel Adams, Hancock, [illegible] fermier Israel Putnam [illegible] leur pays [illegible] Benedict Arnold, de New-Haven [illegible] était fait le capitaine.

[illegible] armée, cette masse [illegible] allez-vous [illegible] premier [illegible]

[illegible] Massachusetts [illegible]

[illegible] New-Hampshire [illegible]

nd, lorsqu'il eut levé 1 500 hommes, en expédia aus-
Nathaniel Greene, plus tard l'un des meilleurs
ton. Les autorités provinciales nommaient
, les troupes choisirent elles-mêmes, au
miers temps, leurs officiers subalternes. Qui-
une compagnie de cinquante hommes recevait le
tone.

ais restaient enfermés dans Boston, découragés et
du manque de vivres. Le général Gage offrit aux habitants
laisser sortir de la ville, à la condition que les armes fus-
ent déposées à Faneuil Hall. La proposition fut acceptée et le
triste exode commença. Pendant plusieurs jours s'allongea, sur la route de Roxbury, le défilé des voitures emportant les familles et les meubles. Bientôt Gage se ravisa et garda comme otage ce qui restait de la population. Il fut heureux pour les Américains que le général ennemi eût si peu de résolution et ses soldats si peu d'entrain. Un officier hardi eût vite dispersé les assiégeants. Ceux-ci avaient six canons, mais pas de minutions; il fallut fouiller toute la province pour réunir quelques douzaines de barils de poudre. Les autres colonies n'étaient pas mieux fournies. Les chefs improvisés des troupes coloniales ne disposaient d'aucune ressource en magasins ou approvisionnements, et l'argent faisait défaut pour en organiser. Le Congrès provincial dut recourir de suite au papier-monnaie.

Impression produite en Europe.

On apprit à Londres à la fin de mai l'affaire de Lexington et de Concord. Il y eut une impression de tristesse et de désappointement. Il avait toujours paru qu'on finirait par s'entendre; maintenant la réalité c'était la guerre civile. Ces Américains qu'on allait avoir à combattre versaient leur sang pour la défense de leurs droits de sujets anglais. Le fils aîné de lord Chatham donna sa démission d'aide de camp de Carleton, gouverneur du Canada.

c'est là que le trouva la nouvelle du combat de Lexington; il ne prit même pas le temps de changer de vêtements, sauta à cheval et courut convoquer la milice qu'il dirigea sur Boston. Il avait alors soixante ans.

L'amiral Keppel se déclara prêt à combattre les ennemis anciens de l'Angleterre, mais demanda à ne pas être envoyé en Amérique. Lord Effingham, apprenant que son régiment était désigné pour partir, quitta le service. La cour lui fit mauvais visage, mais les corporations de Londres et de Dublin le félicitèrent. Lord North, qui désirait avec sincérité le rétablissement de l'harmonie, fut atterré. Il voulait abandonner le pouvoir; sa faiblesse de caractère le retint auprès du roi qui restait inflexible. La masse de la population était apathique, presque indifférente, partagée entre l'orgueil froissé et une certaine sympathie pour les rebelles décidés à se battre. Aucun entrain pour le service en Amérique. Le recrutement devint difficile; « le roi pouvait bien pour tuer des Américains, employer des nègres émancipés, des Indiens, des Canadiens, des Russes, des Allemands; il ne trouverait pas assez d'Anglais pour cette besogne ».

Le conseil des ministres tenu le 14 juin fut morose. La seule solution sage eût été de céder la place à Chatham qui aurait peut-être opéré la réconciliation. L'administration continua de vivre au jour le jour, sans plan arrêté, dans l'attente des événements.

Cependant le roi inspira quelques idées à ses ministres. Il ne doutait pas que Gage n'eût déjà, par quelque coup d'éclat, pris la revanche de sa malheureuse aventure. Il fallait envoyer des armes à Dunmore pour aider au soulèvement prévu des esclaves de la Virginie. On pouvait compter sur les Highlanders de la Caroline du Nord. Guy Johnson, l'agent indien, se chargerait de soulever les Six Nations et de les jeter par derrière sur la Nouvelle-Angleterre. Pour le reste, on achèterait des bataillons au landgrave de Hesse; on demanderait à l'impératrice Catherine qu'elle voulût bien prêter à l'Angleterre en lutte avec ses sujets une partie de cette belle armée russe qui venait de vaincre l'empire ottoman. A Paris, les beaux esprits, les philosophes, les politiciens de café, la noblesse comme la bourgeoisie, tout le monde prenait feu pour les Américains. Pourquoi voulait-on que ces braves gens se soumissent aux lois anglaises, puisqu'ils n'avaient pas de représentants dans le Parlement[1]? Peu de noms américains

1. M. de Vergennes jugeait les événements nouveaux en homme d'État prudent et sagace : « L'esprit de révolte, dit-il, en quelque lieu qu'il éclate, est un

avaient jusqu'alors acquis une grande notoriété de ce côté de l'océan Atlantique. Celui de Franklin était le plus populaire; on le regardait comme l'homme destiné à prendre la direction des affaires dans le nouveau monde et à fonder l'indépendance de son pays.

La Virginie chasse le gouverneur royal. Importance de la ligne de l'Hudson et des lacs. Ethan Allen prend Ticonderoga (10 mai).

Tandis que les hostilités éclataient dans le Massachusetts, plusieurs autres colonies entraient dans un état franchement révolutionnaire. La Virginie n'était nullement préparée pour une guerre. Elle n'avait ni argent, ni armes, ni munitions. Le gouverneur fit enlever le peu de poudre que contenait le magasin de la colonie près de Williamsburg. Par la baie de Chesapeake et les eaux profondes du James, du Potomac et des autres rivières, elle était ouverte à toute attaque du côté de la mer. Elle n'en fut pas moins une des provinces les plus fermement résolues à repousser par la force les prétentions de l'Angleterre. L'Assemblée avait été prorogée le 2 février. Après une nouvelle prorogation pour le mois de mai, Peyton Randolph invita les comtés à élire des délégués pour une seconde Convention qui se réunit le 20 mars à Richmond, approuva les actes du Congrès de New-York et élut des délégués pour celui qui allait se réunir en mai à Philadelphie.

Patrick Henry proposa de mettre la colonie en état de défense. La motion, soutenue par Henry Lee, fut adoptée. Un comité d'exécution composé de Patrick Henry, Henry Lee, Washington et Jefferson, eut mission d'organiser dans chaque comté des compagnies de volontaires et une troupe de cavalerie. La Convention

fâcheux exemple. Les maladies morales, comme celles du système physique, peuvent devenir contagieuses. Prenons garde que l'indépendance, qui produit une explosion si terrible dans l'Amérique du Nord, ne se communique à d'autres points qui nous intéressent dans les deux hémisphères. » Il ne s'en préparait pas moins très activement à profiter de l'insurrection des colonies anglaises d'Amérique pour engager contre la Grande-Bretagne, le cas échéant, une lutte dont l'issue vengeât la France des hontes du traité de 1763.

recommandait en même temps la création de manufactures pour travailler la laine, le coton, le lin, le fer, l'acier, pour préparer du sel et fabriquer de la poudre.

La nouvelle du combat de Lexington arriva le 2 mai. Henry réunit aussitôt une compagnie de volontaires du comté de Hanover et marcha à sa tête sur Williamsburg, recrutant en route de nouvelles compagnies. Le gouverneur Dunmore déclara Henry coupable de trahison et menaça de mettre la ville en cendres. Le 29 avril, à Fredericksburg, 600 hommes étaient prêts à partir. Un message de Washington et de Peyton Randolph les arrêta. Dunmore, voyant tout le pays se soulever pour soutenir les patriotes, comprit l'inutilité de la résistance, envoya sa famille à bord d'un navire de guerre en rade à l'entrée du fleuve et adressa à Henry une somme de trois cent trente livres sterling, représentant le prix de la poudre qu'il avait fait enlever [1]. Les provinces méridionales suivirent l'exemple que donnait la Virginie. Des délégués des comtés de la Caroline du Sud se réunirent en congrès, et décidèrent la formation de deux régiments d'infanterie et d'un régiment de chasseurs. La Géorgie, si insignifiante encore, et qui ne comptait que 17 000 blancs avec un nombre à peu près égal d'esclaves noirs, commença à organiser une milice.

Franklin débarqua le 5 mai à Philadelphie, revenant d'Angleterre. Il fut immédiatement nommé délégué au Congrès général. Les patriotes réussirent en outre à faire adjoindre à la délégation de la province James Wilson, en remplacement de Galloway qui désapprouvait le mouvement révolutionnaire et entendait rester un sujet loyal de George III.

Dans la province de New-York, les opinions étaient toujours divisées. Cependant des délégués de la ville et des cantons ruraux se réunirent en Convention le 20 avril sous la présidence de Philip Livingston et réélurent pour le prochain Congrès la même délégation qui avait été envoyée au premier, diminuée d'Isaac Low, mais accrue de Philip Schuyler, George Clinton et Robert

1. Henry reçut, à l'occasion de ce premier succès, une adresse de félicitation de quelques jeunes patriotes du comté d'Orange. L'un des signataires était James Madison, le futur président des États-Unis, qui venait d'achever ses études au collège de Princeton.

Livingston. La délégation avait charge, non de hâter une révolution, mais seulement de concerter avec les représentants des autres colonies « des mesures propres à assurer le maintien des droits de l'Amérique et le rétablissement de l'entente avec la Grande-Bretagne ».

De New-York à Montréal, le fleuve Hudson, les lacs George et Champlain et la rivière Sorel forment une ligne droite du sud au nord. Occuper la ville de New-York et son port, commander tout le cours de l'Hudson, tenir par les forteresses de Ticonderoga et de Crown Point (autour desquels s'étaient déjà livrés tant de sanglants combats) la navigation des deux lacs et les communications avec le Canada, isoler ainsi complètement la Nouvelle-Angleterre des autres colonies, et la réduire par cet isolement, tel était le plan du ministère anglais.

Un heureux coup de main des *Green Mountain Boys*[1] le déconcerta tout d'abord. Le 8 mai Ethan Allen, à la tête d'une centaine d'hommes du pays et de cinquante réguliers du Massachusetts, avec Bénédict Arnold et Seth Warner pour lieutenants, se mit en marche sur Ticonderoga. On arrive de nuit au pied de la vieille forteresse. A l'aube, Ethan Allen dit à ses hommes : « Il faut que nous renoncions à nous dire des hommes de cœur, ou bien nous devons ce matin même nous emparer du fort. C'est une tentative désespérée, je ne vous l'impose pas. Que ceux qui veulent l'entreprendre lèvent leurs fusils! » Tous les fusils se lèvent. On se précipite vers la porte du fort. La sentinelle tire, mais le guichet étant ouvert, les Américains font irruption dans la cour et se jettent sur quelques soldats isolés. L'un d'eux, pour avoir la vie sauve, conduit le chef à l'appartement du commandant. Celui-ci, éveillé en sursaut, sort de sa chambre en chemise. « Rendez le fort à l'instant! dit Allen. — Au nom de quelle autorité? demande l'Anglais. — Au nom du grand Jehovah et du Congrès continental! » Le pauvre commandant, ahuri, se hâta de capituler.

1. Hommes des Montagnes Vertes. On donnait alors le nom de *Green Mountain* à cette partie occidentale du New-Hampshire qui, deux ans plus tard, devait s'ériger en État indépendant sous le nom de *New-Connecticut*, changé ensuite en celui de Vermont. Les *Green Mountain Boys* étaient, pour la plupart, des émigrés du Connecticut établis dans la région voisine des lacs George et Champlain, sur la ligne de partage des eaux de l'Hudson et du Kennebec et du bassin du Saint-Laurent.

Une bande de paysans venait d'enlever par surprise, en dix minutes, à la Grande-Bretagne, ce fort dont la capture lui avait coûté, dans la dernière guerre, plusieurs campagnes, des centaines de vies humaines et huit millions de livres sterling. La garnison était si faible que les Américains eurent à peine cinquante prisonniers; mais, ce que la disette actuelle de munitions rendait d'un prix inestimable, on trouva dans la place plus de cent pièces de canon et de la poudre. Le fort de Crown Point, situé plus au nord, n'était occupé que par douze hommes, et se rendit, dès la première sommation, à un détachement conduit par Seth Warner. Arnold s'étant emparé d'un schooner à Skenesborough (aujourd'hui Whitehall) à l'extrémité du lac, s'embarqua avec un détachement sur sa prise, descendit le lac George, puis le lac Champlain, entra dans la rivière Sorel, surprit le fort Saint-John, mais dut se retirer devant des forces supérieures qui s'avançaient de Montréal.

C'est le 10 mai qu'Allen prit Ticonderoga. Le même jour à Philadelphie se réunit le Congrès continental, auquel allait incomber la lourde et glorieuse mission de fonder l'indépendance des colonies unies de l'Amérique du Nord.

CHAPITRE XXXVIII

BUNKER HILL. — LA RÉVOLUTION GÉNÉRALISÉE

Le Congrès continental (10 mai 1775). Attitude hésitante de cette Assemblée. **La révolution en Virginie.** — **George** Washington commandant en chef (15 juin). -- **Combat de Bunker Hill** (17 juin). — Fin de la première session du Congrès (juin-août). — **Progrès** de la révolution dans toutes les provinces (fin 1775). **Bombardement de Norfolk** (1er janvier 1776). — Washington devant Boston (juin-septembre 1775).

Le Congrès continental (10 mai 1775). Attitude hésitante de cette Assemblée. La révolution en Virginie.

Le 10 mai 1775 se réunit à Philadelphie le second Congrès continental. Les délégués les plus en vue étaient : Franklin, Samuel Adams, Washington, Richard Henry Lee, Patrick Henry, George Clinton, Jay, Robert Livingston. Onze colonies étaient représentées. Les délégués du Rhode-Island arrivèrent le 15 mai; la Géorgie ne désigna les siens qu'en juillet, et ils ne parurent à Philadelphie qu'en septembre. Le Congrès s'ajourna du 1er août jusqu'au 5 septembre. A cette date plusieurs délégations se trouvaient renouvelées; d'autres le furent de temps en temps, au gré de chaque colonie. Ces modifications ne se produisant pas à date fixe, il en résulta une sorte de permanence de l'assemblée.

Le Congrès n'était qu'une réunion de comités désignés par les colonies. Les membres qui le composaient, élus avant le combat de Lexington, avaient pour instruction de délibérer sur des

mesures de conciliation [1]. Élus par des assemblées qui n'avaient pas d'existence légale, ils ne formaient pas une confédération, ne constituaient ni un gouvernement exécutif, ni un corps législatif. Il n'y avait pas dans toute l'Amérique un mille carré de terrain où ils eussent le droit de faire exécuter leurs décisions. Pas un soldat n'était encore enrôlé, pas un officier commissionné en leur nom. Ils n'étaient autorisés ni à lever une taxe ni à contracter un emprunt. Leur réunion fut appelée Congrès continental et non congrès national, parce que l'idée de former une nation n'avait encore pris possession que de quelques esprits en avance sur la masse des Américains. Mais les événements avaient marché depuis la désignation des délégués. Au moment où ils se réunissaient, le Parlement avait déclaré sa résolution de faire prévaloir son autorité et la guerre éclatait. Quoi que fît ou résolût de faire le Congrès, dans des conjonctures aussi graves, il devait le faire sans droit, par usurpation de pouvoir. De là l'extrême timidité de ses premières résolutions.

Les délégués, sauf quelques meneurs ardents comme Samuel Adams et Henry, étaient des hommes modérés, agissant plus par raison que par passion, amis de l'ordre et de la légalité, prêts à sacrifier leurs biens et leur vie pour la cause des libertés américaines, mais éprouvant une vive répugnance pour les procédés révolutionnaires. Cependant, après Lexington et Concord, les Anglais assiégés dans Boston, toute la Nouvelle-Angleterre se levant en armes, les habitants des autres provinces se préparant à porter secours à leurs frères du nord, il ne restait logiquement qu'à former un grand État et à en déclarer immédiatement l'indépendance. Cette déclaration, que Samuel Adams appelait depuis longtemps de ses vœux, à laquelle se résignaient John Adams et Franklin parce qu'ils la jugeaient ultérieurement inévitable, quelques délégués à peine l'eussent votée sur l'heure. Presque tous, malgré le sang versé, repoussaient la pensée d'une séparation complète des colonies et de la métropole. Ils croyaient devoir tenir compte des dispositions hésitantes d'une partie de la population, ici des quakers ennemis de la guerre, là des marchands tremblant

1. Quelques délégations toutefois avaient été investies de pouvoirs illimités pour agréer toute mesure visant la revendication effective des droits américains.

pour leur commerce, ailleurs des Allemands, des Suédois, des Hollandais que la querelle laissait indifférents. Le premier moment d'enthousiasme passé et les revers arrivant, ces hésitations allaient s'accentuer un peu partout.

Des régiments anglais étaient en mer, se dirigeant sur New-York. Les patriotes devaient-ils s'opposer au débarquement? Le Congrès conseilla aux New-Yorkais de laisser les habits rouges occuper leur ville, et aux autres habitants de la province de se maintenir sur la stricte défensive, pendant que l'on épuiserait les dernières tentatives pour le rétablissement de la paix. Saisie d'un rapport détaillé sur les événements qui venaient de se passer dans le Massachusetts et d'une proposition du Congrès provincial déférant au grand Congrès continental la direction des forces réunies devant Boston, l'Assemblée renvoya à un comité l'examen de la grave question relative à l'adoption, par les Colonies-Unies, de l'armée de la Nouvelle-Angleterre.

Ethan Allen faisait réparer les fortifications de Ticonderoga et de Crown-Point. Le Congrès, irrésolu, circonspect, voulait abandonner ces deux forts, craignant de compromettre le travail de pacification qu'il allait engager. Pendant ce temps, Sir William Howe et les généraux Clinton et Burgoyne débarquaient à Boston (25 mai). Carleton, au Canada, réunissait des troupes, offrait des grades à l'ancienne noblesse franco-canadienne, excitait le zèle de Guy Johnson qui négociait avec les Six Nations, et envoyait La Corne Saint-Luc chercher des auxiliaires jusque chez les sauvages des chutes de Sainte-Marie et de Michilimackinac.

Le 31 mai 1775 les habitants du comté de Mecklembourg, dans la Caroline du Nord, apprenant que les Anglais avaient tué des Américains à Lexington, résolurent de rompre toute relation avec la Grande-Bretagne. Plusieurs compagnies de milice se réunirent et adoptèrent une déclaration formelle d'indépendance. Un gouvernement provisoire fut organisé pour le comté. Des copies de la déclaration furent répandues dans tout le sud et envoyées à Philadelphie. C'était un mouvement prématuré, le Congrès étant encore sous la direction des modérés. L'homme de la situation était John Dickinson, à qui il ne manquait pour être un homme d'État que la fermeté du caractère. Il représentait la Pennsylvanie,

la troisième des provinces pour le chiffre de la population, et Philadelphie, la ville la plus peuplée de l'Amérique du Nord. Le propriétaire de la province, un descendant de Penn, offrait de mettre ses relations puissantes au service d'une tentative de réconciliation avec la Grande-Bretagne. Les deux collègues de Dickinson, Mifflin et Franklin, ne partageaient pas ses illusions. Celui-ci aurait volontiers poussé à l'action : « Faites-vous moutons, disait-il, les loups vous mangeront. Dieu aide qui s'aide! » Mais il voulait que la majorité du Congrès arrivât d'elle-même, par sa propre expérience, à reconnaître la nécessité des mesures vigoureuses. Dickinson appuya une motion de Jay tendante à l'envoi d'une « pétition respectueuse à Sa Majesté ». Le vote fut unanime et Dickinson reçut commission de rédiger le document. Une motion de Duane demandant l'ouverture de négociations pour le règlement du conflit entre la métropole et les colonies ne fut adoptée qu'à la majorité. Encore cette majorité ne pouvait-elle consentir au sacrifice de la charte du Massachusetts, et ce sacrifice était la base même des propositions de lord North. On savait en outre que le roi avait déclaré à plusieurs reprises qu'il aimerait mieux concéder l'indépendance aux colonies victorieuses que renoncer de plein gré aux mesures adoptées par son gouvernement pour la soumission d'une colonie rebelle.

L'attitude hésitante du Congrès eut pour résultat de refroidir l'enthousiasme des patriotes en donnant crédit à l'opinion qu'un accommodement était encore possible. Elle laissait de plus au ministère anglais le temps de rassembler des forces. L'occasion se trouva ainsi perdue de débarrasser, dès le début de la lutte, le territoire américain des quelques régiments anglais qui s'y trouvaient cantonnés au moment de l'explosion.

Les fonctionnaires royaux reprirent courage et réussirent, en usant de quelque modération, à maintenir un certain temps leur autorité. A la fin de mai, le Congrès n'avait pas encore répondu à l'Assemblée provinciale du Massachusetts lui demandant si cette province devait se constituer en gouvernement indépendant. Afin de donner toutefois une marque de sympathie aux compatriotes du nord dont la capitale était aux mains des Anglais, le Congrès élut, pour son président, Hancock, un des deux tribuns

du Massachusetts que le roi d'Angleterre et ses ministres avaient frappés de proscription.

La cause américaine fut tout à coup tirée de cet engourdissement par un acte d'énergie des patriotes virginiens. Le gouverneur Dunmore, pour tâcher de gagner la province aux propositions de lord North, avait convoqué une dernière fois la chambre des Bourgeois à Williamsburg. Peyton Randolph quitta le Congrès pour venir présider la législature. Il arriva escorté de quelques compagnies de volontaires à cheval. Plusieurs des membres de l'Assemblée se présentèrent avec le nouveau costume d'officier des troupes virginiennes indépendantes, blouse de chasse en toile grossière et la hache du pionnier à la ceinture. Le 5 juin l'Assemblée commença de délibérer sur les propositions ministérielles. Au cours du débat, Dunmore, apprenant que Gage venait de mettre hors la loi Samuel Adams et Hancock, craignit d'être arrêté comme otage par les Virginiens, et se réfugia pendant la nuit à bord du vaisseau *Fowey*, à l'ancre devant Yorktown. Sans s'inquiéter de cette fugue, la chambre des Burgesses à Williamsburg acheva son examen des offres de lord North et chargea Jefferson de rédiger, à l'adresse du gouverneur fugitif, un rapport concluant au rejet formel de l'accommodement proposé. « Laissant la décision finale de la question au Congrès général, dit en terminant Jefferson, nous renonçons à fatiguer plus longtemps le roi de nos pétitions et la nation anglaise de nos adresses. » La Chambre se sépara [1] et Jefferson partit pour Philadelphie, où les dispositions étaient déjà notablement modifiées.

George Washington commandant en chef (15 juin).

Le Congrès était, en effet, à la veille de prendre une importante décision, commandée par la situation critique des forces coloniales devant Boston. Tandis que Howe, Clinton et Burgoyne amenaient d'importants renforts aux vaincus de Concord, l'armée des

1. Bientôt après, une nouvelle Convention se réunit à Richmond, mobilisa la milice, leva deux régiments réguliers, dont l'un fut commandé par Henry, forma des compagnies indépendantes pour la défense des frontières de l'ouest, organisa un pouvoir exécutif et émit des billets de crédit.

patriotes, mal commandée, plus mal administrée, fondait chaque jour et menaçait de s'évanouir bientôt. Le général, l'honnête et vieux Ward, était dépourvu de toutes qualités militaires et n'avait rien fait pour l'organisation des forces incohérentes, informes, que l'on décorait du nom d'armée de la Nouvelle-Angleterre; mais il était fort populaire, et il pouvait être dangereux de lui enlever son poste pour le donner à quelque autre officier du Massachusetts.

Le seul moyen de parer au grand péril de cette désagrégation de l'armée de Boston était que le Congrès l'adoptât comme armée continentale, la grossît des contingents des autres colonies et lui donnât lui-même un commandant en chef; l'amour-propre des compatriotes de Ward serait ainsi ménagé. Depuis quelque temps un homme était désigné par tous pour ce commandement. George Washington avait la réputation d'être l'Américain le plus entendu dans les choses de la guerre. On le savait bon patriote, dévoué à la cause libérale; de plus il était Virginien; par lui le Massachusetts était assuré du concours et de l'aide de la plus puissante des colonies, de celle que sa population, ses richesses, son ancienneté plaçaient, sans conteste, au premier rang. On créait un lien étroit entre la Nouvelle-Angleterre déjà aux prises avec l'ennemi et les colonies que leur éloignement semblait protéger contre tout péril immédiat. Sûr de la Virginie, le Congrès pouvait compter sur les deux Carolines, le Delaware et le Maryland. Washington était donc bien l'homme indiqué, sinon nécessaire. John Adams, Samuel Adams, Gerry, tous les délégués du Massachusetts le désignèrent au choix du Congrès. Le 15 juin il fut nommé à l'unanimité [1]. La

1. En remerciant le président de l'honneur qui lui était fait, Washington refusa la solde de 500 dollars par mois qui lui avait été attribuée : « Je prie le Congrès de croire qu'aucune considération pécuniaire ne m'aurait fait accepter cet emploi difficile, au prix de mon bien-être et de mon bonheur domestique. Je ne veux donc point tirer un revenu de mon commandement. Je tiendrai un compte exact de mes dépenses. Je ne doute pas que le Congrès ne les acquitte; c'est tout ce que je désire. »

Washington avait alors quarante-trois ans. Il était en plein épanouissement de vigueur corporelle et de santé intellectuelle et morale. Grand amateur de sport, chasseur passionné, avec sa haute taille de six pieds, sa belle figure aux traits nobles et enjoués, il avait encore l'aspect de la jeunesse. Tel le montre un portrait datant de 1772, où n'apparaît pas cet air de sévérité et de lassitude, que les épreuves du commandement devaient imprimer à son visage et qui caractérise ses bustes et portraits d'une date postérieure. Il avait fait la guerre pendant cinq ans (1753-1758) à la tête des troupes de Virginie. Marié peu de temps après à Mrs Martha

résolution portait que « les délégués de toutes les colonies s'obligeaient à sacrifier leur fortune et leur existence pour soutenir et assister George Washington, *esquire*, dans la mission qu'il allait entreprendre ».

L'aspect des choses changea immédiatement; la confiance des patriotes, naguère ébranlée, se releva plus vive. John Adams déclara qu'en choisissant ce modeste, vertueux, aimable, généreux et brave Washington, on venait de cimenter l'union des colonies. « Le général, dit-il, est un des plus nobles caractères du monde; sur lui reposent désormais les libertés de l'Amérique. »

Le Congrès était engagé dans la voie des mesures décisives. N'ayant pas un penny à sa disposition, il commença par le vote d'un emprunt de six mille livres sterling « pour l'usage de l'Amérique ». Ce crédit était affecté à l'achat de poudre pour ce qui fut appelé alors la première fois « l'armée continentale ». D'autres résolutions eurent pour objet des enrôlements de soldats à la charge du Congrès, tenus à servir jusqu'à la fin de décembre.

Combat de Bunker Hill (17 juin).

L'armée de Boston n'avait pas attendu, pour se battre vaillamment, que le Congrès lui eût envoyé un chef. Washington était nommé le 15 juin. Le 17 eut lieu le combat de Bunker Hill. Depuis près de deux mois les Américains et les Anglais étaient en présence, et de part et d'autre on n'avait osé prendre l'initiative de l'attaque. Gage attendait des renforts, les provinciaux manquaient de poudre. La plus grande confusion régnait au quartier général américain, où toutes les mesures militaires

Custis, il s'était confiné dans sa propriété de Mount-Vernon pour y mener la vie paisible, gaie, plantureuse, du gentilhomme campagnard, partageant son temps entre la surveillance de ses esclaves, la direction de travaux d'exploitation agricole, la chasse au renard, les réceptions à Mount-Vernon et dans les plantations voisines. Washington ne s'était cependant point soustrait aux devoirs de la vie politique. Il était juge de paix de son comté et assista fort assidûment, pendant les quinze années de 1758 à 1774, aux séances de l'Assemblée des Bourgeois de Virginie. Il y parlait peu, n'ayant aucun des dons de l'orateur, mais ses collègues faisaient grand cas de la solidité de son jugement. Il ne fut pas un des promoteurs du mouvement révolutionnaire. Conservateur par situation, par goût, par tempérament, il avait fait pendant longtemps des vœux pour une heureuse et pacifique conclusion du différend entre les colonies et la métropole. Mais lorsqu'il fallut prendre un parti, il n'hésita pas à se ranger du côté de la résistance.

devaient être prises en commun par le comité de salut public et par le conseil de guerre, avant d'arriver, pour l'exécution, jusqu'au faible général Ward.

La ville de Boston, dont l'enceinte ne dépassait pas encore les limites de la péninsule qui forme aujourd'hui le centre de la cité, était dominée au sud par les hauteurs de Dorchester, au nord par celles de la presqu'île de Charlestown, reliée à Cambridge par un isthme étroit qui sépare les deux rivières Charles et Mystic. Faute d'une artillerie suffisante, les Américains n'avaient pu occuper ces deux positions.

Le général Gage, dont les capacités militaires ne dépassaient guère celles de son adversaire américain, retarda l'ouverture des opérations contre l'armée de blocus jusqu'à l'arrivée des troupes qu'amenaient les généraux Howe, Clinton et Burgoyne. Sachant qu'il allait disposer bientôt de vingt régiments de réguliers (environ dix mille hommes), il établit par proclamation la loi martiale, offrit aux insurgés repentants une amnistie dont Hancock et Samuel Adams étaient seuls exceptés, et prépara une sortie. Le comité de salut public, dont Joseph Warren était l'âme, comprit que l'heure était venue de mettre à l'épreuve la résolution et la fermeté des troupes coloniales. On décida de prévenir l'attaque présumée des Anglais. Le colonel Prescott reçut l'ordre de construire une redoute sur Bunker Hill, éminence qui ferme l'entrée de la péninsule de Charlestown et commande la grande route de Boston vers le nord et l'ouest.

Prescott quitta le camp, dans la nuit du 16 juin, avec 1 200 hommes et deux pièces de canons. Par suite d'une confusion de noms ou d'un ordre mal transmis, il dépassa Bunker Hill qui est à l'entrée de la péninsule, et occupa Breed's Hill [1], colline plus basse que la première et plus rapprochée de la ville, en face des batteries anglaises établies sur les quais de Boston. L'attention de l'ennemi ne fut pas éveillée, et les hommes travaillèrent toute la nuit avec un tel zèle, que le matin Breed's Hill portait à son sommet un ouvrage, grossier sans doute, mais suffisant pour abriter du monde.

1. Point qui depuis a reçu effectivement et garde encore le nom de Bunker Hill. C'est là que fut érigée en 1825 la colonne commémorative du combat.

Aux premières lueurs du jour, les Américains furent aperçus; les batteries de Boston et l'artillerie des vaisseaux de guerre couvrirent de boulets la redoute improvisée. Mais ce bombardement eut peu d'effet et les provinciaux continuèrent à travailler. Prescott, debout sur le talus des fortifications à peine ébauchées, encourageait ses hommes. Les généraux anglais pouvaient envoyer un détachement occuper l'isthme qui joint la presqu'île de Charlestown au continent, pour empêcher l'arrivée de tout renfort, puis faire prendre à revers le millier d'hommes qui s'était aventuré sur Breed's Hill; cette troupe serait tombée tout entière entre leurs mains. Ils trouvèrent plus chevaleresque, plus digne de la bravoure anglaise, de lancer cinq régiments et vingt compagnies légères, en tout deux mille cinq cents hommes, l'élite de l'armée, en droite ligne contre le front de défense des Américains. A trois heures de l'après-midi les colonnes anglaises débarquèrent à Charlestown, au pied de la colline. Déjà les premiers rangs étaient à quelques mètres de la redoute quand les provinciaux, qui n'avaient pas encore tiré, voulant ménager leurs munitions, ouvrirent un feu terrible sur les assaillants. Ceux-ci reculèrent en désordre. Leurs officiers les ramenèrent à la charge, tandis que Gage ordonnait d'incendier le village de Charlestown. Les toits de Boston étaient couverts de spectateurs suivant avec une anxieuse curiosité les péripéties de la lutte. Une seconde fois le feu précis et terrible des Américains fit de tels ravages dans les rangs ennemis que la colonne anglaise se replia jusqu'au rivage. Le troisième assaut fut plus heureux. Les Américains n'avaient plus de poudre; une batterie enfilait de côté la redoute et la rendait intenable. La position fut enlevée à la baïonnette. Le quartier général américain n'avait envoyé ni vivres ni renforts, craignant un débarquement des Anglais à Cambridge. Quelques détachements isolés, des groupes de volontaires avaient cependant franchi l'isthme, mais la redoute de Breed's Hill ne compta pas à un seul moment plus de quinze cents défenseurs. Lorsque les premiers rangs des ennemis franchirent enfin le parapet, les provinciaux luttèrent encore quelque temps à coups de crosse, puis lentement, en bon ordre, sans laisser un prisonnier à l'ennemi, ils se retirèrent de Breed's Hill à Bunker Hill et de Bunker Hill à Prospect Hill, près de Cam-

bridge, où ils se fortifièrent, attendant les Anglais qui ne songeaient point à les poursuivre. La perte des Américains s'élevait à 145 tués ou disparus et 304 blessés[1]. Du côté des vainqueurs, il y eut 1050 tués ou blessés, plus du tiers de l'effectif qui avait pris part au combat; les officiers, qui avaient dû constamment se tenir au premier rang pour exciter leurs soldats et arrêter par deux fois la déroute, comptaient 13 morts et 70 blessés, soit un officier pour dix hommes. De telles pertes affaiblirent l'armée anglaise au point que ses chefs, jusqu'à la fin du siège, n'osèrent plus tenter aucun mouvement offensif.

Fin de la première session du Congrès (juin-août).

Même après avoir adopté, comme armée des colonies unies, ces troupes de la Nouvelle-Angleterre qui venaient de tuer ou blesser un millier d'hommes aux généraux anglais, après avoir autorisé Philip Schuyler à préparer une invasion du Canada, et voté, pour subvenir aux frais de la guerre, une émission de billets de crédit continentaux pour une somme de deux millions de dollars, le Congrès ne renonçait pas à l'espoir d'amener l'Angleterre à un arrangement, et protestait encore contre toute idée de séparation et d'indépendance. Richard Penn, loyaliste déterminé, partit le 12 juillet pour présenter au roi la pétition du Congrès rédigée par Dickinson[2]. Les représentants des colonies purent alors s'occuper de l'armée. Washington réclamait des tentes, des vêtements, des recrues, des armes, de l'argent, surtout de la poudre. Schuyler faisait un tableau lamentable de l'indiscipline des troupes établies à Ticonderoga. Mais le Congrès, persuadé que la guerre ne se prolongerait pas au delà d'une campagne et

1. Parmi les morts se trouvait Joseph Warren, l'ardent patriote, le compagnon de Samuel Adams dans la défense légale du Massachussets contre le Parlement et le ministère anglais. Il avait trente-cinq ans.

2. L'adresse au roi offrait la soumission des colonies à tous les *Acts* du Parlement antérieurs à 1763, y compris les *Navigation Acts* et les lois diverses relatives à la réglementation du commerce, toutes les lois postérieures étant abrogées. Le Congrès demandait la conclusion d'une trêve, et l'ouverture de négociations pour le rétablissement de l'harmonie sur les bases ci-dessus indiquées. Vergennes, lorsqu'il connut le texte de cette pétition, estima que de telles offres seraient acceptées, tandis que Guines, ambassadeur du roi de France à Londres, persista à penser le contraire, en quoi l'événement lui donna raison.

que le ministère offrirait un accommodement, ne vota aucune mesure générale pour la formation d'une armée régulière, et se contenta de quelques décisions empiriques, prises au jour le jour pour les cas les plus urgents.

Il autorisa les autorités provinciales à enrôler, au nom du Congrès, des compagnies de *riflemen* (chasseurs, infanterie légère), confirma Schuyler dans le commandement des troupes destinées à l'invasion du Canada, tout en le plaçant sous le contrôle du commandant en chef, et approuva en termes généraux la proposition de Washington d'élever au chiffre de 22 000 hommes l'effectif de l'armée opérant dans le Massachusetts, sans lui fournir d'ailleurs aucun moyen d'obtenir ces nouvelles troupes.

Désolé de l'impuissance du congrès, Franklin présenta le 21 juillet un plan d'union des colonies : chaque province restait maîtresse de ses lois et de sa constitution; les pouvoirs de gouvernement général, exercés par le Congrès, embrassaient les questions suivantes : paix, guerre, alliances, commerce, circulation monétaire, poste, armée, marine, affaires indiennes, disposition des terres non encore cédées par les indigènes. Le trésor public était alimenté par le produit de taxes imposées et perçues par les diverses colonies au prorata de leur population. Le Congrès était composé d'une seule chambre, dont les membres seraient nommés annuellement, chaque province ayant un nombre de représentants proportionnel au chiffre de sa population et cette proportion devant être revisée tous les trois ans. Le pouvoir exécutif était confié à un des comités du Congrès. Ce plan renfermait les deux éléments fondamentaux de la vie politique américaine : indépendance des divers États dans leurs affaires domestiques, souveraineté limitée du gouvernement central. Il ne fut pas donné suite, pour l'instant, à la proposition de Franklin. Mais le Congrès se vit peu à peu entraîné à prendre quelques décisions importantes.

Les propositions de lord North furent définitivement rejetées[1]. Franklin fut chargé d'organiser le service des postes continentales, Benjamin Church d'instituer et de diriger un hôpital militaire; une ordonnance fixa la solde des officiers et des soldats de l'armée

1. Sur les conclusions d'un rapport de Jefferson au nom d'un comité dont faisaient partie Franklin, Jefferson, John Adams, Richard Henry Lee.

coloniale. Enfin se dressait le problème de la création des ressources nécessaires pour l'achat des munitions. On a vu déjà le Congrès décider l'émission de deux millions de dollars de billets de crédit continentaux. Un troisième million fut encore émis.

Ce fut là le commencement des finances nationales. La république des États-Unis, qui rembourse aujourd'hui avec une rapidité si remarquable une dette de quinze milliards et ne sait que faire d'un excédent annuel moyen de recettes de plus d'un demi-milliard de francs, n'eut pas à sa disposition, à l'origine, un seul dollar en métal; son unique ressource fut un papier-monnaie voué à une dépréciation certaine. Le Congrès, n'ayant le droit de lever aucune taxe, décida que chaque colonie aurait, au prorata de sa population, la charge de l'amortissement d'une partie des billets émis par le Congrès. Cet amortissement devait avoir lieu par annuités, la première échéant en 1779; en fait c'était un papier-monnaie inconvertible, et dont l'avilissement serait d'autant plus rapide et plus profond que les besoins croissants de l'armée rendraient nécessaire une multiplication indéfinie des émissions. Pour la fixation de la quote-part de chaque colonie, on prit pour base de la répartition, non la richesse, mais le chiffre de la population, et ce chiffre comprit tous les habitants, blancs, noirs, mulâtres, libres ou esclaves, les Indiens seuls exceptés.

Au terme de cette première session, le Congrès renouvela l'engagement des colonies de n'exporter directement aucune marchandise dans la Grande-Bretagne, l'Irlande, les Indes Occidentales anglaises ou étrangères. Singulier moyen pour se procurer des munitions que d'interdire tout commerce! Le 1[er] août 1775 le Congrès s'ajourna au 5 septembre, laissant le pays insurgé, sans gouvernement visible, sans autre représentation de son unité que Washington et l'armée.

Progrès de la révolution dans toutes les provinces (fin 1775). Bombardement de Norfolk (1[er] janvier 1776).

Pendant tout l'été de 1775, plusieurs des gouverneurs royaux, Tryon dans l'État de New-York, William Franklin dans le New-Jersey, et les propriétaires dans les provinces de Pennsylvanie et

de Maryland, réussirent par d'habiles manœuvres et par des concessions opportunes, à maintenir au moins nominalement l'autorité de la couronne.

Deux partis divisaient le Maryland. Le propriétaire était un enfant bâtard du dernier lord Baltimore; de grands intérêts se groupaient autour de ce rejeton des fondateurs de la colonie, et constituaient une faction compacte de tories déterminés. Mais ce parti se montra très avisé et garda pendant la première partie de la lutte une attitude de neutralité, n'affectant aucune hostilité contre les revendications américaines et acquiesçant à tout ce qu'il ne pouvait empêcher.

Dans la Pennsylvanie, le New-Jersey et le Maryland, à côté des assemblées législatives régulières, qui siégeaient sous l'autorité de la couronne, les Conventions populaires commencèrent à se réunir, convoquant les milices, ordonnant la levée de régiments pour l'armée de Boston, créant du papier-monnaie pour subvenir aux dépenses militaires. Sur un avis que se décida enfin à lui donner le Congrès continental, la province de Massachusetts procéda dans les formes ordinaires à l'élection d'une chambre des représentants et d'un Conseil, qui, aux termes de la charte, les postes de gouverneur et de lieutenant-gouverneur étant considérés comme vacants, fut investi du pouvoir exécutif. Ce système d'indépendance provisoire fonctionna jusqu'en 1780, époque où le Massachusetts se donna une constitution définitive.

La charte du Connecticut plaçait toutes les fonctions, y compris celle de gouverneur, aux mains des élus du peuple; il n'y avait donc rien à changer. Sous l'énergique gouvernement de Trumbull, cette petite république prit une part des plus actives à la révolution américaine et fournit notamment plusieurs généraux et nombre de soldats à l'armée de Boston. La situation était la même dans le Rhode-Island que dans le Connecticut : rien à modifier dans la forme du gouvernement. Nathaniel Greene était un don précieux de cette colonie à l'armée américaine. Le Rhode-Island ne fut nullement refroidi dans son patriotisme par la crainte, très justifiée, que l'étendue de ses côtes ne l'exposât à de terribles déprédations maritimes.

Le gouverneur du New-Hampshire, Wentworth, s'enferma en

juillet dans le fort de Portsmouth, puis se réfugia à Boston, après avoir vu sa maison pillée par la foule. Le gouvernement de la province fut abandonné ainsi au Congrès provincial et aux comités locaux.

Le Congrès provincial du New-Jersey enrôla deux bataillons réguliers et donna le commandement de l'un des deux à un membre du Conseil, dont le nom était Alexander, mais qui était appelé par courtoisie lord Stirling à cause de certaines prétentions, dont il se targuait, à une pairie écossaise. Là comme en Virginie, comme dans le Maryland et dans toutes les autres provinces, les seules ressources pécuniaires furent les émissions de papier-monnaie.

Martin, gouverneur de la Caroline du Nord, voyant se développer dans la province une association des patriotes, se retira dans un fort, à l'embouchure de Cape Fear River, puis à bord d'un vaisseau de guerre. Les tories, fort nombreux, furent désarmés et internés sur leurs plantations. La milice mobilisée fournit trois régiments réguliers (septembre 1775). Les patriotes de la Caroline du Sud avaient pour chef Henry Laurens. Le comité exécutif émit 600 000 dollars de papier-monnaie. Deux régiments furent levés sous le commandement de Gadsden et de Moultrie. Lord William Campbell arriva d'Angleterre en juillet comme gouverneur à Charleston. Il fut accueilli avec courtoisie, mais ne put réunir une assemblée loyaliste. Les patriotes poursuivirent leur œuvre et forcèrent les tories des hauts comtés à promettre de rester neutres. En septembre Moultrie occupa le fort de Charleston [1]. Lord Campbell dut chercher un refuge sur un vaisseau de guerre. On forma un régiment d'artillerie, et des fortifications furent élevées pour la défense du port.

Une Convention se réunit en juillet à Savannah. La Géorgie avait été jusqu'alors « le chaînon manquant ». L'association américaine fut adoptée et des délégués nommés pour le Congrès. Un navire anglais chargé de poudre fut saisi à l'entrée de la rivière, et une partie du chargement envoyée au camp de Boston. Le gouverneur, Sir James Whright, ne put que lancer une vaine protestation.

1. Deux des compagnies qui exécutèrent cet heureux coup de main étaient commandées par Ch. Cotesworth Pinckney et Francis Marion.

On a vu Dunmore, en Virginie, chercher un refuge sur un navire de guerre. Il commandait la rade par une petite escadre, le *Mercury*, le *Kingfisher*, le *Otter* et plusieurs autres bâtiments. En octobre il voulut s'emparer de Hampton, village situé à l'extrémité de la presqu'île, entre les rivières James et York. Ses navires furent repoussés par un feu bien nourri des *riflemen* de la province. Le mois suivant il fortifia Great-Bridge (grand pont), à quelques milles au sud de Norfolk et de là lança une proclamation invitant les esclaves à se lever contre leurs maîtres. Aucun acte ne pouvait plus sûrement attacher à la cause révolutionnaire ceux des planteurs virginiens qui avaient jusque-là hésité. Sur un avis donné par le Congrès, la Virginie se donna aussitôt un gouvernement indépendant et régulier. L'invitation de lord Dunmore à la révolte n'eut aucun succès auprès des esclaves. Mais Norfolk devint le refuge de tous les loyalistes. Les patriotes abandonnèrent cette ville, la plus prospère de l'ancienne province (Old Dominion), aux Écossais, représentants des négociants de Glascow, maîtres du commerce de la région. Mais ce n'était pas sans espoir de retour. Le 28 novembre un corps de troupes sous les ordres de Woodford, ayant reçu mission de reprendre la ville, s'avança sur Great-Bridge, fit capituler le fort qui commandait la position et reprit en décembre possession de Norfolk. Dunmore, pour se venger, fit entrer ses bâtiments de guerre dans la rivière Elisabeth, les embossa contre les quais, et bombarda la ville, le 1er janvier 1776, depuis trois heures de l'après-midi jusqu'au milieu de la nuit. Des matelots allèrent mettre le feu aux maisons, toutes construites en bois. L'incendie ne s'arrêta qu'après trois jours, faute d'aliment. Norfolk était un monceau de ruines.

La réponse de la Virginie à cet acte de barbarie fut la levée de sept nouveaux régiments, dont un commandé par Hugh Mercer, et un autre (composé d'Allemands des vallées du Blue Ridge) par un ministre luthérien, Peter Muhlenburg.

Washington devant Boston (juin-septembre 1775).

Le 15 juin Washington avait été nommé commandant en chef. Le 17, pendant que l'on se battait à Bunker Hill, le Congrès

nomma quatre majors généraux : Artemas Ward, du Massachusetts; Charles Lee, officier de fortune d'origine anglaise, qui s'était acquis une réputation de talents militaires par diverses campagnes en Europe et qui était venu acheter des terres en Virginie; Philip Schuyler, un des plus riches propriétaires fonciers de la province de New-York, et le brave Israël Putnam, du Connecticut, un de ceux qui avaient, dès le lendemain de Lexington, entraîné des compagnies de volontaires devant Boston. Horatio Gates, officier de l'armée anglaise, qui avait récemment vendu sa commission pour s'établir en Virginie, fut fait adjudant général avec rang de brigadier. La nomination de Lee et de Gates, deux étrangers, rencontra une vive opposition au sein du Congrès. Mais Washington insista avec vivacité pour obtenir le concours de ces officiers expérimentés, ne prévoyant guère les embarras qu'ils devaient lui susciter un jour.

Le 21 arriva à Philadelphie la nouvelle du combat de Bunker Hill. Le Congrès acheva aussitôt l'organisation de l'état-major de l'armée par la nomination de huit brigadiers (généraux de brigade) : Seth Pomeroy, vétéran des anciennes guerres coloniales, affaibli par l'âge; Richard Montgomery, New-Yorkais d'origine irlandaise, ardent patriote, esprit éclairé, caractère sans tache, un des meilleurs officiers de l'armée; il avait servi au siège de Louisbourg, puis devant Québec avec Wolfe et devait mourir le dernier jour de 1775 devant cette même ville; David Wooster du Connecticut, honnête, brave, mais qui avait déjà soixante-cinq ans; William Heath, du Massachusetts, et Joseph Spencer, du Connecticut, peu capables; John Thomas, du Massachusetts, médecin et excellent officier; John Sullivan, un avocat du New-Hampshire, actif, entreprenant, souvent brouillon; Nathaniel Greene, de Rhode-Island. Montgomery et Greene étaient très supérieurs à leurs collègues.

Le 23 juin Washington quitta Philadelphie avec une nombreuse escorte de membres du Congrès, d'officiers de la milice et d'escadrons de cavalerie. Accompagné de Lee et de Schuyler, il fut reçu à New-York au son des cloches, et traversa la ville, en uniforme bleu, dans une voiture découverte attelée d'une paire de chevaux blancs; neuf compagnies d'infanterie formaient le cor-

tège. Arrivé au quartier général de Cambridge, Washington prit officiellement le commandement en chef de l'armée continentale. Le 3 mai, son premier soin fut de demander des états détaillés de l'effectif et de l'armement des troupes, les disponibilités en vivres et en munitions; puis il inspecta les positions américaines et reconnut celles de l'ennemi. Le gros des troupes anglaises était établi à Bunker Hill sur l'emplacement du dernier combat; des batteries flottantes gardaient les embouchures des rivières Mystic et Charles. Le reste de l'armée occupait Boston et l'isthme qui relie cette place à Roxbury. Cette armée, même après l'arrivée des renforts, ne comptait que sept à huit mille hommes, parfaitement exercés il est vrai, et bien pourvus de munitions et de matériel de guerre, une véritable troupe d'élite. La population civile de Boston était réduite à six mille habitants, affamés et exposés à tous les caprices d'une soldatesque furieuse de la résistance qui lui était opposée.

L'armée américaine était dispersée depuis Dorchester au sud de la baie de Massachusetts, jusqu'à l'est de la rivière Mystic; l'aile droite devant Roxbury, le centre à Cambridge avec une avant-garde à Prospect Hill à l'entrée de la presqu'île de Charlestown; l'aile gauche jusqu'à Chelsea. Les états remis à Washington accusaient dix-sept mille hommes; il n'y en avait en réalité que quatorze mille. Rien de plus pittoresque et de plus désordonné que ce camp : armes de tous modèles et de tous calibres, uniformes variés à l'infini; ici des tentes, là des cabanes de bois, de feuillage, ou de terre sèche, les unes nues et grossières, d'autres ornées avec une coquetterie raffinée; les mères, les femmes, les sœurs des soldats apportaient chaque jour des vivres. Il était difficile de demander à ces soldats, encombrés de leurs familles, le sentiment ou le respect de la discipline. Washington entreprit cependant cette tâche épineuse; il sut se montrer sévère dans la mesure où le comportaient les circonstances. Quelques exemples rigoureux produisirent une salutaire impression. Il réussit à tempérer, par la fréquence des exercices et des manœuvres, ainsi que par des recommandations minutieuses et répétées, la trop grande familiarité des relations qui unissaient jusque-là les soldats et les officiers de la Nouvelle-Angleterre. Après quelque temps, le

camp présenta, sinon la réalité, tout au moins l'aspect de la discipline.

Les troupes furent réparties en trois divisions commandées par Ward, Lee et Putnam. Une division comprenait deux brigades, une brigade six régiments, le régiment étant l'équivalent du bataillon moderne. A la fin d'août arriva de Virginie un précieux renfort, quinze cents *riflemen*, troupe excellente, sobre, disciplinée, très apte à la guerre de partisans. Une des compagnies, qui avait pour capitaine Daniel Morgan, avait marché vingt et un jours pour venir de Winchester en Virginie à Cambridge.

Ce qui manquait le plus au camp, c'était les munitions. Washington avait constaté dès son arrivée qu'il y avait à peine dans les magasins de quoi donner une dizaine de cartouches à chaque soldat. Il s'attacha à tenir secrète cette situation si périlleuse. Il était obligé de correspondre non seulement avec le Congrès, mais avec les assemblées des provinces, les comités, les magistrats des villes, pour obtenir quelques barils de poudre ou des tentes, du bois, des couvertures, des canons, des boulets. Il ne pouvait rien exiger, bien qu'aux yeux du public il fût investi d'une sorte de pouvoir absolu. Ce n'était qu'à force d'instances courtoises, de remontrances respectueuses, en usant en toutes circonstances d'une déférence infatigable à l'égard des autorités civiles, en ménageant les susceptibilités jalouses des gouvernements locaux, en importunant de ses messages quotidiens les provinces voisines, le New-York et jusqu'au New-Jersey et à la Pennsylvanie, qu'il pouvait tenir en haleine le zèle déjà bien refroidi des Assemblées pour la défense des libertés communes.

Washington espérait que les Anglais se résoudraient à évacuer Boston à l'entrée de l'automne. Quand il apprit qu'ils importaient beaucoup de bois pour l'hiver, il éprouva les plus vives angoisses. La plupart des soldats avaient été enrôlés pour quelques mois, généralement jusqu'à la fin de novembre, ceux du Massachusetts seuls jusqu'au 1er janvier. Comment remplacer ceux qui partiraient? Le Congrès n'avait rien prévu à cet égard. Le commandant en chef songea à tenter tout de suite quelque coup décisif sur Boston. En septembre, il réunit un conseil de guerre et proposa une attaque immédiate; le conseil, à l'unanimité, décida

que, dans l'état de pénurie où se trouvaient les troupes, il était impossible de leur demander un pareil effort.

Les navires anglais continuant à infester les côtes de la Nouvelle-Angleterre, Washington loua des bâtiments, nomma des capitaines, improvisa des équipages en prenant des volontaires dans son camp et envoya cet embryon de flotte faire la chasse aux bâtiments de l'ennemi chargés de soldats ou de munitions. Le Congrès tardant à instituer des cours d'amirauté pour juger les prises, la législature du Massachusetts pourvut au plus pressé en instituant des tribunaux de ce genre pour la province.

Il est difficile de croire que les chefs de l'armée anglaise n'aient pas connu la vérité sur la pénurie de munitions dont souffrait le camp américain. On ne voit pas cependant qu'ils aient cherché à tirer avantage d'une circonstance si favorable. Il faut supposer qu'ils n'ajoutèrent pas foi aux bruits qui se colportaient à ce sujet. Il leur parut inadmissible que Washington tînt une armée de quinze mille hommes autour de Boston et fît ériger des fortifications sur tous les points, s'il n'était en mesure de donner à ses soldats de quoi tirer sur les Anglais dans le cas où ceux-ci se seraient avisés de faire une sortie. Telle fut cependant bien réellement la situation; la poudre fit longtemps encore défaut.

CHAPITRE XXXIX

ÉVACUATION DE BOSTON (20 MARS 1776). — EXPÉDITION DU CANADA (OCTOBRE 1775 A MAI 1776)

Le roi George III engage des troupes allemandes pour faire la guerre à ses sujets d'Amérique (novembre 1775-février 1776). — Blocus de Boston. Bombardement. Départ des Anglais (20 mars 1776). — Expédition du Canada (octobre 1775). Arnold et Montgomery. Blocus de Québec (décembre 1775-mai 1776). Retraite des Américains. — Le général Lee à New-York. Attaque infructueuse des Anglais contre Charleston (28 juin 1776).

Le roi George III engage des troupes allemandes pour faire la guerre à ses sujets d'Amérique (novembre 1775-février 1776).

La cour de George III apprit le 25 juillet le combat de Bunker Hill. « Deux victoires comme celle-là, dit Vergennes avisé par l'ambassadeur de France à Londres, et l'Angleterre n'aura plus d'armée en Amérique. » Gage fut immédiatement rappelé; Carleton reçut le commandement du Canada et Howe celui de l'Amérique. Le 14 août Richard Penn, propriétaire de la Pennsylvanie, arrivait à Londres porteur de la pétition du Congrès au roi. Mais celui-ci ne voulut rien connaître d'un congrès illégal. Il ne reçut même pas Richard Penn, et lord North, sur son ordre, lança, dix jours après l'arrivée du négociateur, une proclamation déclarant les Américains « rebelles » et interdisant désormais toutes relations commerciales entre la métropole et les colonies. Le roi chercha ensuite à recruter sur le continent des troupes destinées à dompter les colonies insurgées. Il fit demander à Catherine II un corps de

vingt mille hommes de troupes russes. L'impératrice répondit (octobre 1775) par un refus net et légèrement ironique. Le roi ne fut pas plus heureux du côté des États-Généraux de Hollande qui refusèrent de lui prêter la brigade écossaise (composée principalement de Wallons et de déserteurs). Il se tourna du côté des petits princes allemands, accepta immédiatement l'offre que lui fit le prince héréditaire de Hesse-Cassel de son régiment de cinq cents hommes, obtint encore un régiment du prince de Waldeck et entama des négociations avec les princes de Wurtemberg, de Bade, de Darmstadt, de Saxe-Gotha, et avec le duc de Brunswick.

Ordre fut donné de tenir prêts à partir de Cork en Irlande, au mois de décembre, cinq régiments d'infanterie, une batterie d'artillerie et de nombreux effets d'équipement, avec une force navale destinée à réduire la capitale de la Caroline du Sud, Charleston, tombée au pouvoir des insurgés. Les troupes de terre faisant partie de ce convoi devaient opérer dans les deux Carolines après avoir rallié les forces que Clinton détacherait de l'armée du nord pour le même dessein.

Un collègue de lord North, le duc de Grafton, eut le courage de dire au roi : « Vos ministres vous ont trompé, sire, et vous trompent encore. Quand vos forces seraient doubles, double serait le désastre. » Mais le roi resta inflexible : « Le Parlement me soutiendra, c'est pour sa cause que je combats ». Grafton donna sa démission de gardien du sceau privé. A l'ouverture du Parlement, le 26 octobre, le roi dit que les Américains étaient en révolte ouverte et rêvaient de fonder un empire indépendant, qu'il était résolu à réprimer cette rebellion, qu'il avait reçu les offres les plus amicales d'assistance de diverses cours étrangères. Il envoyait ses troupes électorales du Hanovre tenir garnison à Port-Mahon et à Gibraltar, dégageant ainsi des régiments anglais que l'on embarquerait pour l'Amérique. L'armée et la marine devaient être augmentées pour parer à toute éventualité. Des commissaires seraient en outre envoyés de l'autre côté de l'océan Atlantique pour accorder des pardons et recevoir la soumission de celles des colonies qui se repentiraient de leur révolte. Une assez forte majorité vota l'adresse en réponse au discours du trône et rejeta une proposition du duc de Richmond tendant à

prendre pour base des négociations avec les colonies la pétition du Congrès apportée par Richard Penn. Immédiatement après ces votes Grafton fut remplacé au sceau privé par Dartmouth, qui eut pour successeur aux colonies lord George Sackville Germain.

Ce dernier activa les préparatifs militaires contre l'Amérique. Une convention fut conclue avec le duc de Brunswick, dont le fils Ferdinand avait épousé une sœur de George III. Le duc fournissait quatre mille hommes pour lesquels le roi s'engageait à payer trente-cinq dollars par tête, deux mois avant le départ, plus une annuité de 64 500 couronnes d'Allemagne pendant la durée du service et le double de cette somme pendant deux années après le retour des troupes. Les quatre mille hommes devaient être prêts à partir le printemps suivant; ils arrivèrent en mai 1776 devant Québec. Le landgrave de Hesse, Frédéric II, grand admirateur de Voltaire et amateur passionné des modes françaises, affecta un désir extraordinaire de contribuer à la punition des rebelles d'Amérique. Il vendit ses sujets sans aucun scrupule et réussit à faire payer très cher son concours. Le corps hessois, composé de douze mille hommes et commandé par les généraux Heister et Knyphausen, devait être prêt à partir en février. Il débarqua au mois de juillet 1776 à New-York. Les Brunswickois avaient pour commandant le colonel Von Riedesel qui devait servir en Amérique avec le rang de major général. Les conventions relatives à ces engagements de troupes allemandes furent soumises au Parlement anglais et approuvées en février 1776.

Blocus de Boston. Bombardement. Départ des Anglais (20 mars 1776).

Lorsque le Congrès continental, après cinq semaines d'ajournement, reprit ses travaux le 5 septembre 1775, il reçut du quartier général de Cambridge une lettre dans laquelle Washington traçait un tableau des plus sombres de l'état de l'armée : combustible, abris, vêtements, provisions, munitions, tout manquait; il y avait déjà d'importants arriérés de solde. Dans deux mois, la plus grande partie des soldats, arrivant au terme de leur engagement, allaient abandonner le camp. Le commandant en chef pou-

vait se voir tout à coup sans troupes, obligé de lever le blocus. Le Congrès chargea un comité, composé de Franklin, Harrison et Lynch, de se rendre à Cambridge pour conférer avec Washington et les autorités provinciales de la Nouvelle-Angleterre sur les moyens de réorganiser l'armée. Le Comité arriva au camp le 15 octobre. Un projet fut élaboré pour la formation d'une armée de vingt-trois mille hommes. Les engagements devaient se contracter pour l'année 1776 et les engagés fournir eux-mêmes leurs armes.

Comme la solde n'était réglée qu'en billets de crédit qui commençaient à subir une dépréciation, les enrôlements ne s'effectuèrent qu'avec une grande lenteur. L'inaction forcée de l'armée devant Boston avait refroidi l'enthousiasme, même des gens du Massachusetts. L'heure critique du départ des contingents dont le temps de service était arrivé sonna enfin; Washington vit s'éloigner des régiments entiers; on pouvait craindre une désertion générale. Usant alors du pouvoir que lui reconnaissaient les assemblées révolutionnaires des provinces, il convoqua trois mille hommes de la milice du Massachusetts et deux mille du New-Hampshire.

Cet appel fut entendu, et les cinq mille hommes ne tardèrent pas à se présenter. Washington, surpris de cet empressement qu'il n'avait pas espéré, put, grâce à la présence temporaire de ces troupes, procéder sans inquiétude nouvelle à la formation d'une armée pour l'année qui allait commencer. « Le 1er janvier 1776, la bannière américaine aux trois couleurs, aux treize bandes alternées de rouge et de blanc (les étoiles n'y figurèrent pas tout d'abord), avec les croix réunies, rouge et blanche, de Saint-George et de Saint-Andrew, fut déployée sur la nouvelle armée continentale autour de Boston. »

Bien que cette armée ne comptât guère que dix mille hommes, dont moitié de milice et le reste en grande majorité de nouvelles recrues, Washington, autorisé par le Congrès à attaquer de vive force les Anglais dans Boston, « dût cette attaque entraîner la destruction de la ville », commença à prendre ses mesures pour profiter de la première occasion favorable qui se présenterait. Le concours de la milice des quatre colonies de la Nouvelle-Angle-

terre le rassurait sur le point capital, la possibilité d'avoir à un jour donné le nombre d'hommes suffisant. Les munitions commençant à arriver, il se préoccupa de constituer la réserve de poudre nécessaire. Lorsqu'il eut en magasin de quoi assurer pour sept jours le service de toutes ses batteries, il résolut de faire occuper de nuit les hauteurs de Dorchester qui dominent l'entrée de Boston par terre du côté du sud, et il prit pour date de cette opération la veille de l'anniversaire du « massacre de Boston ».

Sir William Howe, commandant en chef de l'armée anglaise, avait l'intention d'évacuer Boston en avril ou mai pour transporter son quartier général à New-York. L'hiver étant relativement doux, la navigation n'avait pas été interrompue et les vivres arrivaient en abondance d'Angleterre, d'Irlande et des Antilles.

Bien décidés à ne prendre l'offensive que lorsque les renforts attendus au cours de 1776 seraient arrivés, les généraux anglais croyaient n'avoir absolument rien à craindre du ramassis de soldats mal vêtus, mal nourris, mal payés et mal armés qui s'obstinaient à monter la garde autour de Boston. Howe fut donc fort étonné lorsque, dans la nuit du 2 au 3 mars, les batteries américaines commencèrent à bombarder sérieusement la ville; les canons anglais ripostèrent avec vivacité et la canonnade se prolongea pendant trois nuits de suite sans que l'état-major anglais comprît ce que pouvait signifier cette dépense extraordinaire de poudre américaine.

L'explication arriva dans la matinée du 5, lorsque Howe fut avisé que les hauteurs de Dorchester étaient couronnées de redoutes élevées pendant la nuit. L'entreprise de Washington avait réussi. Un millier d'hommes, à la faveur du bruit de l'artillerie, avaient pu se glisser sans être entendus jusqu'au sommet des deux collines, suivis de trois cents voitures et fourgons qui transportèrent, toute la nuit, fascines, madriers, sacs et matériaux de tout genre. Le matin, les fortifications étaient assez avancées pour braver le feu de l'ennemi.

Howe n'avait le choix qu'entre deux partis : déloger les Américains par une attaque de vive force, ou évacuer immédiatement la ville. Les officiers, aussi bien que les soldats anglais, ne se souciaient guère de recommencer Bunker Hill. Une tentative

fut faite cependant, mais une tempête dispersa les bateaux qui portaient les troupes et rejeta celles-ci sur Boston. Washington avait arrêté le feu de ses batteries, pour ménager ses munitions dont il n'avait plus qu'un faible approvisionnement; mais il resserrait de plus en plus ses lignes, et Howe reconnut que, s'il tardait trop, il pouvait se trouver pris au piège. L'ordre fut donné dans la matinée du 16 d'embarquer en hâte les huit mille hommes de troupes et quelques centaines de loyalistes affolés de terreur dans ce passage soudain d'une sécurité trompeuse à une réalité si redoutable. Avant le milieu du jour, tout fut terminé; les citoyens de Boston massés sur les quais virent avec joie disparaître à l'horizon les cent vingt navires emportant l'armée anglaise à toute voile dans la direction du nord-est, vers Halifax, la capitale de la Nouvelle-Écosse.

Les Anglais, dans la précipitation de leur fuite, avaient laissé à Boston deux cent cinquante pièces de canon, et vingt-cinq mille boisseaux de blé, outre de grandes quantités d'effets de campement et d'habillement. Quelques jours plus tard, un bâtiment anglais entra dans le port, ignorant le départ de l'armée, et ce fut une heureuse aubaine pour les troupes américaines. Le navire contenait un chargement de carabines, de baïonnettes, d'essieux et de matériel d'artillerie et une quantité de poudre sept fois plus forte que celle avec laquelle Washington avait commencé le bombardement de Boston. Le 20 mars, l'armée américaine fit son entrée dans la ville. Les Bostoniens, exilés depuis près d'un an, rentrèrent en possession de leurs demeures. La capitale de la Nouvelle-Angleterre eut bientôt repris son aspect accoutumé et ses anciens usages. Washington assista, au temple, à la lecture du jeudi, cérémonie usitée depuis les temps de Winthrop et de Wilson. Le 29, les deux branches de la législature lui présentèrent une adresse de remercîment, et le félicitèrent du respect constant qu'il avait témoigné pour leur constitution civile.

Expédition du Canada (octobre 1775). Arnold et Montgomery. Blocus de Québec (décembre 1775-mai 1776). Retraite des Américains.

Tandis que Washington délivrait la Nouvelle-Angleterre et rendait sa capitale au Massachusetts, les Américains étaient obligés d'évacuer le Canada qu'une audacieuse entreprise leur avait presque livré au début de l'hiver.

Le Congrès avait hésité quelque temps à autoriser cette expédition, qui lui paraissait téméraire et pouvait d'autre part compromettre le succès de ses tentatives de réconciliation avec la métropole. Les gens du Vermont qui avaient pris Ticonderoga et Crown-Point tenaient encore ces deux forts en juin 1775. Carleton ayant déclaré rebelles les Américains de la frontière canadienne, et appelé les paysans français des rives du Saint-Laurent à servir sous la noblesse coloniale ralliée à la couronne d'Angleterre, le Congrès se décida à ordonner la formation d'une armée du Nord, qu'il plaça sous le commandement de Philip Schuyler. Celui-ci se rendit à Ticonderoga, en juillet, et y trouva quelques centaines d'hommes, sans vivres, presque sans munitions et parfaitement indisciplinés. Il se mit à l'œuvre pour faire de ces grossiers éléments une troupe sérieuse.

Heureusement l'incurie anglaise laissait aux Américains le loisir de préparer l'expédition projetée. Un émissaire, envoyé au Canada, rapporta en août que le nombre des réguliers anglais ne dépassait pas sept cents dont trois cents à Saint-John sur la rivière Sorel [1], et que la population des campagnes restait sourde à l'appel de Carleton. Montgomery, l'un des brigadiers récemment nommés par le Congrès, fut envoyé à Ticonderoga pour servir de lieutenant à Philip Schuyler [2]. Arrivé à Ticonderoga le 17 août, il hâta les préparatifs de l'expédition, et vint s'établir le 4 septembre

1. Cours d'eau par lequel les lacs George et Champlain déversent leurs eaux dans le Saint-Laurent.

2. L'Irlandais Montgomery avait servi très jeune dans l'armée britannique, contre les Français du Canada. Après la paix de Paris, il vendit sa commission et se fixa à New-York. En 1775, il épousa une fille de Robert Livingston, s'établit dans un grand domaine rural à Rhinebeck, fut nommé en avril 1775 délégué à une Convention de New-York par le comté de Dutchess et entra en juin dans l'état-major de l'armée continentale.

à Isle-aux-Noix, au nord du lac Champlain, avec les troupes réunies par la province de New-York ou prêtées par Washington, et que Schuyler dirigeait d'Albany vers la frontière, après les avoir tant bien que mal équipées et disciplinées. Le 6, on marcha sur Saint-John. Mais Schuyler, trompé par de faux avis et craignant un piège, ramena précipitamment l'armée à Isle-aux-Noix. Malade de la fièvre, ne pouvant quitter le lit, il se décida à retourner à Ticonderoga, laissant au brave Irlandais, son lieutenant, « la conduite, les périls et la gloire de la campagne ». Montgomery revint devant Saint-John qu'il dut se contenter de bloquer, n'ayant point d'artillerie. Un détachement conduit par Ethan Allen, le héros de Ticonderoga, s'aventura jusque dans l'île de Montréal et fut dispersé ou pris. Allen fut envoyé, chargé de fers, en Angleterre. Un important succès vint compenser ce premier échec. La population de Chambly, petite place canadienne située en aval de Saint-John, se déclara pour les Américains et livra le fort, qui dominait le village, à Montgomery, le 18 octobre. On y trouva dix-sept canons et six tonnes de poudre. Un drapeau anglais, le premier trophée, fut envoyé au Congrès; les prisonniers faits à Chambly furent dirigés sur le Connecticut. Montgomery avec les pièces capturées put établir des batteries et ouvrir le feu sur Saint-John. Cependant Carleton était parvenu à réunir sept ou huit cents hommes réguliers, Canadiens et Indiens; voulant délivrer Saint-John, il tenta le passage de l'île de Montréal à Longueil sur la rive droite du Saint-Laurent. Montgomery avait posté en cet endroit Seth Warner avec trois cents Green Mountain Boys et un régiment de New-York. La petite armée de Carleton fut repoussée en désordre et rejetée dans l'île.

Le 3 novembre, le fort Saint-John capitula après cinquante jours de siège. La garnison, cinq cents réguliers et cent Canadiens, obtint les honneurs de la guerre. Montgomery, malgré le mauvais temps, le froid et l'état affreux des chemins, se dirigea à marches forcées vers Montréal, qui n'était encore qu'un village de deux à trois mille habitants, sans fortifications, et en prit possession le 12 novembre. Le général Prescott et cent cinquante hommes furent faits prisonniers. Carleton était en fuite vers Québec.

Deux jours après l'entrée de Montgomery à Montréal, Arnold

paraissait devant Québec (14 novembre). Il avait quitté le 19 septembre les côtes du Massachusetts avec un détachement formé par Washington, pour envahir le Canada par le Maine et la vallée de la rivière Chaudière, et prendre à revers les forces de Carleton menacées de front par Montgomery sur le Sorel. Aventurier cupide et ambitieux, mais qui rachetait bien des défauts par une bravoure éclatante, Arnold avait demandé un millier d'hommes pour tenter cette invasion du Canada. Ses principaux lieutenants étaient Meigs, Bigelow, Morgan, que suivaient ses riflemen de la Virginie prêtés par Washington, Hendricks, Thayer, Dearborn. Aaron Burr, âgé de dix-neuf ans, servait près de lui comme aide de camp. Toute la troupe fut transportée le 20 septembre à l'embouchure du Kennebec et atteignit le lendemain le fort Western (Augusta). Jusqu'au 10 octobre on remonta le Kennebec à la rame. Il fallut plusieurs fois transporter bateaux et bagages sur les épaules autour des rapides. L'expédition inclina ensuite à l'ouest, à travers des fourrés épais, remplis de marécages, pour gagner le Dead River, affluent du Kennebec. Ce cours d'eau fut atteint le 15; on le remonta jusqu'à sa source. Depuis longtemps avaient disparu les dernières traces de culture et d'habitation humaines. Le 25 octobre, fut franchi le *portage* (ligne de collines basses séparant les eaux du Kennebec de celles du Saint-Laurent); le 1er novembre, on commença à descendre le cours de la Chaudière. L'hiver était venu, terrible pour cette bande d'hommes affamés, pieds nus, à peine couverts de loques misérables, couchant chaque nuit sur un sol glacé ou détrempé. Le froid faisait de nombreuses victimes; des bourrasques de neige faillirent ensevelir toute la troupe; les torrents étaient gonflés, la famine menaçait, bien qu'on eût emporté des vivres pour quarante-cinq jours.

Le 2 novembre, on rencontra des Franco-Canadiens, au confluent de la Chaudière et du Loup; une maison apparut, la première depuis un mois. Arnold, qui, par son entrain inaltérable, avait soutenu le moral de ses hommes à travers de si cruelles épreuves, se trouva enfin le 10 novembre à la pointe Lévi, sur la rive droite du Saint-Laurent, en face de Québec, comme Wolfe seize ans auparavant. Dans la nuit du 13, il fit traverser le fleuve à sa troupe au moyen d'une trentaine de canots ramassés sur le rivage.

Le matin du 14, au point du jour, les Américains, au nombre de six à sept cents, campaient sur le plateau d'Abraham, devant la capitale du Canada, qui contenait cinq mille habitants et abritait dans ses fortes murailles une garnison de deux mille hommes. Arnold comptait sur un soulèvement de la population de Québec. Il fut déçu dans cette attente, et comme ses hommes étaient brisés de fatigue et qu'il n'avait pas de canons, il se retira le 19 novembre à Pointe-aux-Trembles à huit lieues en amont de Québec, pour attendre les ordres de Montgomery, depuis sept jours maître de Montréal. Carleton avait quitté Montréal la veille de l'arrivée de Montgomery, avec une centaine de réguliers et de Canadiens. A l'embouchure du Sorel, il fut arrêté par un détachement d'Américains, s'esquiva et arriva en fugitif le 19 à Québec. Il y organisa immédiatemeut la résistance et en peu de jours put disposer, pour tenir la campagne, de dix-sept cents hommes.

Montgomery voyait fondre tous les jours sa troupe déjà si réduite et composée d'éléments hétérogènes. Le terme des engagements était arrivé pour la plupart des hommes. Le mal du pays les prit; rien ne put les retenir, ils partaient en masse. De deux mille hommes que Montgomery avait eus un moment autour de Saint-John, huit cents à peine lui restèrent bientôt pour contenir la partie conquise du Canada et marcher sur Québec. Le 3 décembre, il rejoignit à Pointe-aux-Trembles les débris de la troupe d'Arnold. Le 5, les deux corps réunis, comptant ensemble moins de mille Américains avec une troupe auxiliaire de deux cents volontaires canadiens, parurent devant Québec et se préparèrent à assiéger cette place défendue par une garnison bien supérieure en nombre et par une forte artillerie.

Ce siège était une folie. Montgomery ne l'entreprit que par une résolution désespérée, personne dans les colonies ne se rendant compte de la faiblesse des ressources avec lesquelles il pouvait opérer. On voyait en lui le vainqueur de Carleton, le conquérant de la moitié du Canada; on ne lui aurait pas pardonné de reculer au moment où il semblait qu'un dernier effort allait lui donner Québec. Montgomery compta sur le hasard pour le tirer de la situation où l'avaient engagé ses propres succès. Impossible de songer à un investissement, à un siège régulier. Avec Arnold

il décida de livrer l'assaut avant la fin de l'année. Après une fausse attaque sur les remparts qui faisaient face au plateau d'Abraham, les deux généraux, chacun à la tête d'une colonne, tenteraient de pénétrer dans la ville basse sur deux points opposés. Pour que ce dessein insensé eût quelque chance de réussir, il fallait une nuit de tempête, de rafales de neige et d'obscurité profonde. On dut l'attendre jusqu'au 31 décembre.

A deux heures du matin, Montgomery, à la tête de la première colonne, s'engagea sur le sentier couvert de neige et de glace qui conduisait à une des portes de la ville basse. Les hommes glissaient à chaque pas, leurs mains gelées ne pouvaient tenir les armes et l'ennemi était sur ses gardes. Lorsque la tête du détachement apparut au détour du rocher, à quelque distance de la porte, une décharge de deux canons braqués sur le sentier coucha par terre le général Montmogery, son aide de camp Macpherson et dix autres. Le reste prit la fuite.

De l'autre côte de la ville, Arnold put s'emparer de la première porte, mais il se heurta à une barricade barrant la rue étroite où il se trouvait engagé avec trois ou quatre cents des siens. Une balle lui traversa la jambe, on dut l'emporter au camp. La colonne assaillie de tous côtés, prise à revers par une troupe de réguliers qui occupait de nouveau la porte, fut dispersée en un instant, les hommes se réfugiant au hasard dans les maisons. Quelques-uns furent tués, les autres durent se rendre : parmi eux, Morgan, Meigs, Hendricks. La lutte avait été courte et décisive. Les Américains y perdirent soixante tués et blessés, et trois ou quatre cents prisonniers. Lorsque le jour parut, 1er janvier 1776, il ne restait pas sept cents hommes au camp américain.

Carleton traita humainement ses prisonniers. Il fit ensevelir avec les honneurs de la guerre les corps de Montgomery et de Macpherson. Le Conseil de Québec et tous les principaux officiers de la garnison assistèrent, près de lui, aux funérailles du héros américain. Arnold, avec les quelques centaines d'hommes qui lui restaient, s'obstina à passer les longs mois d'hiver devant Québec, campé dans la neige, faisant le simulacre d'assiéger cette place où Carleton disposait de près de deux mille hommes bien abrités et bien pourvus de vivres.

A Montréal commandait Wooster, qui suppliait les États de l'est, Schuyler, Washington et le Congrès, de lui envoyer des renforts. « Il nous faut deux mille hommes avec des canons, de la poudre et de l'argent. » Le Congrès et Washington préparèrent l'envoi de six à huit régiments, mais comment expédier à cette armée, perdue dans les glaces du nord, le matériel de siège qui aurait permis une attaque sérieuse contre Québec? Quinze cents hommes arrivèrent au milieu de mars à Montréal; Wooster partit avec eux pour joindre Arnold et prendre la direction des opérations du siège (avril). Les soldats anglais, raconte Bancroft, riaient en apercevant du haut des remparts ce vénérable officier, couvert d'une immense perruque, se promenant solennellement devant les fortifications pour en chercher le côté vulnérable et diriger sur ce point les rares coups de ses douze canons de faible calibre. Wooster, calviniste du Connecticut, imbu de l'horreur du papisme, ne pouvait concilier à la cause américaine ni le clergé ni la *gentry* du Canada. La population des campagnes était d'abord favorable, mais on l'avait tellement harassée de réquisitions qu'elle devenait franchement hostile.

Washington, après l'évacuation de Boston par les Anglais, détacha successivement, sur l'ordre exprès du Congrès, dix des meilleurs régiments de l'armée continentale. Thomas, du Massachusetts, nommé major général et commandant en chef au Canada, partit avant ces troupes et arriva devant Québec le 1er mai. Il trouva dix-neuf cents hommes, dont moitié étaient malades de la variole. Quelques jours après, une escadre anglaise remontait le Saint-Laurent encore encombré de glaces; elle portait des troupes de la métropole et d'Allemagne. Le trajet était plus aisé d'Angleterre à Québec par mer, que de New-York à Montréal par l'Hudson et le lac Champlain. Aussi Carleton fut-il plus tôt en mesure de lutter que Thomas.

Celui-ci dut donner l'ordre de la retraite. Une sortie de la garnison de Québec, qui venait d'être renforcée, changea la retraite en déroute; la petite armée, laissant derrière elle ses canons, cinq cents fusils et deux cents malades, ne s'arrêta qu'à Montréal. A Cedars, un peu au-dessus de cette ville, un détachement américain, surpris par un corps d'Anglais, d'Indiens et de Canadiens,

fut battu et laissa à l'ennemi quatre cent cinquante prisonniers. Cependant quelques bataillons commençaient à arriver du Sud; l'armée comptait à la fin de mai quatre mille hommes et Sullivan prenait le commandement, en remplacement de Thomas enlevé par l'épidémie. Mais dans le même temps débarquaient à Québec le corps allemand de Brunswick sous Riedesel et des régiments d'Irlande avec Burgoyne. Carleton pouvait disposer de dix mille hommes bien disciplinés et bien armés. L'armée américaine du Nord était menacée d'une destruction complète. Le 7 juin, Sullivan tenta une attaque sur le poste de Trois Rivières, mais l'ennemi était en forces et les Américains furent repoussés. Le 14, il embarqua tout son monde et remonta la rivière Sorel. A Saint-John il rallia Arnold et la garnison de Montréal. Le 18, on arriva à Isle-aux-Noix. Les Anglais, toujours circonspects, ne contrarièrent point cette retraite, alors qu'avec un peu d'activité ils eussent pu anéantir complètement l'ennemi[1]. Dans les premiers jours de juillet, les débris de l'armée du Canada rentraient sur le territoire américain à Crown-Point.

Le général Lee à New-York. Attaque infructueuse des Anglais contre Charleston (28 juin 1776).

La province de New-York était patriote en majorité, mais la ville restait encore loyaliste (fin 1775). Tandis que la municipalité new-yorkaise présentait à Tryon des adresses de dévouement, le Congrès provincial, qui avait déjà formé quatre régiments (dont un commandé par Mac Dougall et un autre par George Clinton), en levait un cinquième pour l'expédition du Canada. Isaac Sears fut chargé par le comité exécutif d'enlever de nuit les pièces de la batterie établie à la pointe sud de la ville. Quelques coups de canon durent être échangés avec le navire de guerre anglais *Asia*[2]. La plupart des habitants de Long-Island

1. Jamais spectacle plus lamentable ne s'offrit aux yeux, disent les récits contemporains; les hommes étaient à moitié nus, rongés de vermine, affamés; la variole en enlevait chaque jour trente ou quarante; « on ne pouvait entrer sous une tente, dit Trumbull, sans y trouver un malade ou un mourant ».

2. Alexander Hamilton assistait comme volontaire à cette opération. Agé de dix-huit ans, étudiant à King's College, il avait déjà publié dans quelques journaux

et de Staten-Island étaient tories. Le comité de salut public fit plusieurs tentatives infructueuses pour leur enlever leurs armes. Les vaisseaux de guerre anglais étaient maîtres de la baie, du port, de la rivière de l'Est et du fleuve Hudson, en aval des Highlands. Les patriotes raisonnables de l'État, quoique persuadés que tout accord était désormais impossible avec l'Angleterre, croyaient sage de retarder l'ouverture effective des hostilités jusqu'à ce que des munitions de guerre pussent être importées; ainsi pensaient Livingston et Jay et même Mac Dougall. Une sorte de trêve fut donc maintenue; on ne tirait pas sur les vaisseaux anglais; en retour le commerce du port ne fut pas contrarié; des bâtiments chargés de marchandises partaient sans difficulté et rentraient de même, rapportant de la poudre achetée à Saint-Eustache. Mais il y avait dans la ville une minorité qui n'acceptait pas cette situation; à sa tête était Isaac Sears. Irrité de se voir négligé, il tenta un coup de main avec un détachement de volontaires du Connecticut contre une imprimerie loyaliste [1]. Cette intervention, non sollicitée, des hommes de la Nouvelle-Angleterre dans les affaires de New-York excita du mécontentement même parmi les patriotes; Sears, désavoué, se rendit à Cambridge et réussit à circonvenir le général Lee, lui persuadant que la ville et la colonie de New-York étaient en danger imminent de tomber au pouvoir des tories. Sur ces entrefaites, le Congrès, consulté par la Convention provinciale du New-York, décida que partout les comités coloniaux étaient autorisés à désarmer « les Américains indignes qui avaient pris parti pour leurs oppresseurs ». Lord Stirling, à la tête d'un bataillon du

des articles patriotiques qui l'avaient fait remarquer parmi les Fils de la Liberté. Mac Dougall, quelques mois plus tard, le fit nommer capitaine d'une compagnie d'artillerie.

1. James Rivington avait acquis à Londres, comme libraire, une assez belle fortune qu'il perdit en joyeuses dépenses. Ayant fait faillite, il se réfugia en Amérique en 1760, vendit des livres à Philadelphie, puis ouvrit une librairie à New-York. Un peu plus tard il monta une imprimerie et fonda en avril 1773 *The New-York Gazetteer*, feuille subventionnée par le gouvernement anglais et où Rivington soutint la cause royale en Amérique. En novembre 1775, Isaac Sears envahit son imprimerie, brisa sa presse, et fit fondre les caractères pour en faire des balles. Rivington alla en Angleterre acheter une nouvelle presse et revint avec le titre d'Imprimeur du roi à New-York. Cette ville était alors occupée par l'armée anglaise. Il fit revivre son ancien journal sous le nom de *The Royal Gazette* et en continua la publication jusqu'en 1783.

New-Jersey, agissant d'accord avec le comité de New-York, procéda au désarmement des loyalistes de Long-Island. Stimulé par Sears, le général Lee demanda (fin janvier 1776) à être détaché de l'armée de Boston pour aller lever des volontaires dans le Connecticut, s'assurer de New-York et en chasser les tories. Washington, qui venait d'apprendre que Clinton s'apprêtait à quitter Boston pour une destination inconnue (sans doute New-York), donna son assentiment au projet. En peu de temps Lee réunit deux régiments et nomma Sears lieutenant-colonel.

Après quelques négociations avec le comité de New-York, il entra dans la ville le 4 février, le jour même où Clinton jetait l'ancre dans le port avec des vaisseaux chargés de quelques troupes. L'épouvante fut générale, mais Clinton rassura les habitants en leur déclarant qu'il ne faisait que passer et que sa destination était la Caroline du Nord. En effet les transports s'éloignèrent et les bâtiments de guerre eux-mêmes sortirent du port pour stationner dans la rade. Lee poursuivit les travaux de fortification qu'il avait entrepris, et bientôt la ville fut hérissée de batteries commandant les rivières du nord et de l'est.

Lee, dont l'attitude, au début du siège de Boston, avait pu paraître un peu suspecte, ne tarissait plus en invectives contre le ministère anglais et déclarait qu'aucune réconciliation n'était possible. Tout le monde était sous le charme, et voyait, en ce lieutenant de Washington, l'homme de guerre qui allait délivrer l'Amérique du joug de l'Angleterre. Franklin proposa de lui donner le commandement de l'armée du Canada. John Adams lui adressait les éloges les plus flatteurs : « Nous avons besoin de vous à New-York, à Cambridge, en Virginie, mais plus encore au Canada. C'est donc là que vous serez envoyé. Je vous souhaite les lauriers de Wolfe et de Montgomery, avec un sort plus heureux. »

Washington seul voyait clair dans les prétendus talents de Lee et ne se faisait illusion ni sur sa valeur morale ni sur son patriotisme. Il ne crut cependant pas devoir contrarier le courant général, et il félicita Lee lorsque celui-ci reçut, le 1er mars, le commandement des forces continentales au sud du Potomac au lieu de celui du Canada qui lui avait été d'abord destiné. Lee quitta New-York le 7 mai.

Clinton se dirigeait vers l'embouchure de Cape Fear River. Martin, gouverneur de la Caroline du Nord, avait promis au ministère de lever des forces importantes au service du roi dans les hauts comtés, pourvu qu'on lui envoyât des armes à distribuer aux loyalistes. Il annonçait que vers la fin de février il aurait réuni au moins six mille hommes et serait maître de Wilmington[1]. En effet des amis de Martin, Allan Mac Donald et Donald Mac Leod, parvinrent à réunir autour de l'étendard royal environ quinze cents Hihglanders d'Écosse[2]. Ceux-ci se mirent en marche le 18 février vers Wilmington. Mais ils furent arrêtés par le patriote Richard Caswell qui commandait sept à huit cents hommes de milice de Newbern et des comtés voisins. Caswell, par un habile stratagème, mit en pièces la petite armée royaliste. Deux des chefs furent tués ; les autres restèrent prisonniers avec huit ou neuf cents hommes que l'on renvoya, désarmés, dans leurs fermes et leurs plantations. Cette heureuse surprise ne coûta qu'un homme tué et deux blessés aux partisans des libertés coloniales.

Le général Clinton avait ordre d'attendre à Cape Fear River les renforts qui devaient lui parvenir d'Angleterre et qui avaient quitté Cork en février. Retardée par des vents contraires et dispersée par des bourrasques, cette flotte n'arriva que le 3 mai, commandée par l'amiral sir Peter Parker et portant des troupes placées sous les ordres du général Cornwallis. Il était bien tard déjà pour réaliser les plans conçus pour cette campagne. La défaite des loyalistes de la Caroline du Nord par Caswell détruisait toutes les espérances fondées sur le zèle du gouverneur Martin. D'autre part, depuis le commencement de 1776, les travaux exécutés pour la protection de Charleston rendaient fort problématique le succès d'une expédition contre la Caroline du Sud. Cette province, sous la direction de ses chefs patriotes, Gadsden, Rutledge, Moultrie, s'était organisée militairement et politique-

1. « Envoyez-moi dix mille fusils et deux régiments. Je me fais fort d'avoir des communications avec l'intérieur et d'armer les gens du haut pays en tel nombre qu'après avoir rétabli l'ordre dans les deux Carolines, je tiendrai par la terreur toutes les colonies au sud de la Pennsylvanie. »

2. Des Highlanders s'étaient établis dans le haut pays après la guerre contre le Canada. D'autres Écossais étaient venus les rejoindre, entre autres Allan Mac Donald et sa femme, Flora, qui, en 1746, avait sauvé le prince Charles-Édouard dans sa fuite.

ment en État indépendant. En mars l'assemblée vota une constitution comprenant : une chambre très nombreuse (trente membres pour la seule ville de Charleston), le maintien des anciennes lois sur les conditions d'électorat et d'éligibilité, un conseil législatif de treize membres élu par l'Assemblée, un pouvoir exécutif confié à un président, choisi par la chambre et le conseil réunis, et armé du droit de veto. John Rutlege fut le premier président de la Caroline du Sud.

Gadsden et Moultrie pressaient les travaux de fortification (sur l'île Sullivan principalement); ceux-ci étaient déjà très avancés lorsque Armstrong vint prendre, au nom du Congrès, le commandement de la défense de la ville. Enfin le général Lee, nommé commandant du département du sud, eut le temps, ayant été instruit de la destination de la flotte de sir Parker, d'arriver à Charleston, et d'y réunir six mille hommes avant que Clinton eût quitté Cape Fear River. Les Anglais parurent devant la baie le 4 juin. L'attaque n'eut cependant lieu que le 28. Trois vaisseaux, s'étant avancés devant le fort Sullivan, rencontrèrent des bas-fonds; l'un d'eux ne put être dégagé, il fallut l'abandonner et l'incendier. Le reste de la flotte, après avoir sérieusement souffert du feu de l'ennemi, sortit de la rade. Les troupes de terre avaient été débarquées sur l'île Longue, et devaient passer de là sur l'île Sullivan pour donner l'assaut au fort. Mais le passage entre les deux îles, que l'on avait cru guéable, était trop profond et ne put être franchi. Les troupes furent rembarquées et tout l'armement reprit le chemin de la baie de New-York, où l'armée anglaise de Boston venait d'entrer, le jour même de l'attaque du fort qui porta désormais le nom de Moultrie en souvenir de son honorable défenseur.

CHAPITRE XL

LA DÉCLARATION DE L'INDÉPENDANCE

La déclaration officielle, par le Congrès, de l'indépendance des Colonies-Unies est retardée de six mois par la Pennsylvanie (janvier-juillet 1776). — La Virginie se proclame indépendante (1er juillet 1776). — Le Congrès déclare les Colonies-Unies des États libres et indépendants (2-4 juillet 1776).

La déclaration officielle, par le Congrès, de l'indépendance des Colonies-Unies est retardée de six mois par la Pennsylvanie (janvier-juillet 1776).

Le sort des armes pendant cette première année de guerre (avril 1775-juin 1776) avait été plutôt favorable aux Américains qu'aux Anglais. Les premiers, après avoir envahi le Canada, et occupé Montréal pendant quelques mois, avaient dû repasser la frontière, mais sans être poursuivis. Les Anglais avaient détruit, par le bombardement, Falmouth au nord (août 1775) et Norfolk au sud (31 décembre 1775). Ils avaient été battus à Lexington et perdirent tant de monde à Bunker Hill qu'ils considérèrent eux-mêmes leur succès comme une véritable défaite. En mars 1776, ils avaient dû évacuer Boston après un blocus de neuf mois, et ils venaient d'échouer dans leur attaque sur Charleston. Dans les premiers jours de juillet 1776, il n'y avait plus un soldat anglais sur le territoire des treize Colonies-Unies. Celles-ci mirent ce moment à profit pour proclamer solennellement leur indépendance sous le nom d'États-Unis de l'Amérique du Nord.

Depuis plus de six mois l'indépendance était pratiquement

complète. Lorsque le Congrès reçut, en novembre 1775, avis de la proclamation du roi [1], il ne fut plus possible de considérer sérieusement les chances de nouvelles tentatives d'accommodement. L'indépendance des treize colonies aurait dû être proclamée sur l'heure. Mais il y avait encore, parmi les membres de cette assemblée, un grand nombre d'esprits timides qui espéraient, soit un changement de ministère en Angleterre, soit un événement quelconque d'où pût sortir un moyen de rétablir l'harmonie. C'est surtout dans la Pennsylvanie, et dans la ville même de Philadelphie, que dominaient ces sentiments. Or le Congrès siégeait à Philadelphie, à côté de l'assemblée pennsylvanienne où les loyalistes étaient en majorité. C'est en grande partie à l'influence exercée par ce voisinage que doit être attribuée la longue hésitation des patriotes du Congrès à proclamer officiellement cette indépendance qui existait de fait depuis le milieu de l'année 1775.

Le premier pas vers la réalisation de l'accord entre le droit constitutionnel et le fait existant fut l'organisation, dans plusieurs provinces et par l'action de la population elle-même, sur la recommandation expresse du Congrès, de gouvernements complètement autonomes, fondés sur des constitutions écrites qui impliquaient la suppression de tous liens de dépendance à l'égard de l'Angleterre. Le Massachusetts, le New-Hampshire, la Caroline du Sud avaient déjà accompli cette évolution avant la fin de 1775; les autres provinces suivirent l'exemple rapidement. L'indépendance de chaque colonie précéda en fait l'affirmation solennelle de l'indépendance des Colonies-Unies.

Quant au Congrès, depuis la reprise de ses travaux en septembre 1775, il agit, sans hésitation, comme un corps représentatif, investi de pouvoirs en quelque sorte illimités, puisque ceux-ci s'étendaient aussi loin que le bon vouloir des gouvernements provinciaux à acquiescer à ses décisions. Nous l'avons vu envoyer à Cambridge un comité chargé de conférer avec Washington sur la réorganisation de l'armée continentale. Il élut en outre un comité secret pour l'achat de poudre, de canons et de fusils, approuva la constitution d'une petite marine de guerre commencée par

1. Voir chap. XXXIX.

Washington, sanctionna l'établissement de cours d'amirauté dans les diverses colonies, et vota l'émission de trois nouveaux millions de dollars de billets de crédit. Un département militaire fut formé des cinq colonies du centre (New-York, Pennsylvanie, New-Jersey, Delaware et Maryland), un autre des quatre colonies du Sud.

Le 29 novembre, Harrison, Franklin, Dickinson, Johnson et Jay furent nommés membres d'un comité chargé de correspondre secrètement avec les amis de l'Amérique à l'étranger. Le premier acte de ce comité fut l'envoi en France de Silas Deane, ancien maître d'école, *graduate* de Yale College, chargé de demander au roi des effets d'habillement et des armes pour vingt-cinq mille hommes, cent pièces de canon et des munitions.

Le 8 janvier 1776, parut à Philadelphie *le Sens commun*, pamphlet écrit par Thomas Paine, aventurier de lettres anglais, installé depuis un an en Amérique. C'était un éloquent plaidoyer en faveur de la cause coloniale, une analyse philosophique et morale des sentiments et des aspirations vagues de la population, un exposé lucide et chaleureux de tous les motifs de fait et de raison qui devaient déterminer les Colonies-Unies à consommer leur séparation et à briser les derniers liens qui les rattachaient à la Grande-Bretagne. Le peuple était mûr pour l'indépendance; mais il fallait que quelqu'un le lui dît hardiment et lui fournît de plausibles raisons pour se résoudre.

L'ouvrage avait été communiqué par l'auteur à Franklin, Rittenhouse, Samuel Adams et Rush, qui l'approuvèrent. Il apparaissait en un temps fort opportun [1]. La veille on avait appris le bombardement de Norfolk; le jour même arrivait le texte du discours du roi à l'ouverture du Parlement. Le Congrès décida la formation de vingt-sept régiments en outre de ceux de l'armée de Washington, et l'envoi d'importants renforts au Canada. Arnold et cinq autres officiers furent nommés généraux de brigade; on commença à recevoir de la poudre en grande quantité, et aussi à en fabriquer. Les dépenses pour 1776 étaient évaluées à dix millions de dollars.

Ainsi peu à peu l'Amérique, par le progrès de la guerre, se

1. Il en fut tiré 100 000 exemplaires, et sans nom d'auteur. On ne sut que quelque temps après qui l'avait écrit.

rapprochait de l'indépendance complète. Elle avait ses finances, son armée, les premiers éléments d'une marine, un commencement de relations étrangères, un vif désir de commercer librement avec le reste du monde.

La question de l'ouverture des ports américains au commerce étranger fut discutée en février, et le débat se prolongea jusqu'aux premiers jours d'avril. — « En quelle qualité, dit Wythe, pourrions-nous conclure des traités de commerce avec les puissances étrangères? Comme sujets de la Grande-Bretagne? Comme rebelles? Non, il faut que nous nous déclarions un peuple libre. »

Les derniers scrupules du Congrès s'évanouirent à l'arrivée des journaux et papiers d'Angleterre apportant le texte de l'*act* du Parlement qui interdisait tout commerce avec les treize colonies rebelles et ordonnait la confiscation de leurs bâtiments et de leurs marchandises. Par voie de représailles, les habitants des colonies furent déclarés immédiatement autorisés à faire la course contre les navires marchands anglais (18 mars). Le 6 avril enfin, le Congrès décida que les treize colonies ouvraient leur commerce au monde entier, les possessions de la Grande-Bretagne exceptées [1]. Désormais l'Angleterre était pour l'Amérique un pays étranger. Qu'attendait donc le Congrès pour prendre la résolution finale et décisive que tout le monde maintenant reconnaissait nécessaire, inévitable, qui seule pouvait justifier la continuation de la lutte engagée contre la métropole? C'est la Pennsylvanie qui entravait encore le cours naturel des choses et paralysait les efforts des patriotes du Congrès.

Trois hommes, d'opinions modérées, amis du propriétaire gouverneur de la province, John Dickinson, Robert Morris et Joseph Reed, dirigeaient l'assemblée pennsylvanienne, composée

1. Une clause spéciale interdit toutefois l'importation d'aucun esclave dans les treize colonies, restriction fondée sur l'affirmation que le trafic des esclaves était « un crime contre l'humanité ». L'opinion générale, en Virginie surtout, était que la prohibition du commerce des esclaves serait suivie, à bref délai, d'une émancipation totale. Plusieurs membres auraient voulu que le principe de l'émancipation fût proclamé sur l'heure. Mais le Congrès s'y refusa, réservant scrupuleusement aux diverses colonies le droit de modifier, à leur gré, leur politique et leurs lois intérieures à l'égard de l'esclavage. Dans la Pennsylvanie, le New-Jersey et la Nouvelle-Angleterre, l'opinion était tellement hostile à cette institution que l'on y tenait pour certain que l'esclavage serait aboli aussitôt après la déclaration d'indépendance.

de membres qui avaient prêté serment de fidélité au roi et ne voulaient point se parjurer. Soutenu par les classes riches et commerçantes de Philadelphie, Dickinson représentait l'opinion moyenne des quakers. Bien que sincèrement patriote, il n'admettait pas une rupture complète avec l'Angleterre. Inglis, recteur de Trinity Church, plus tard évêque de la Nouvelle-Écosse, loyaliste déterminé, le couvrit un jour publiquement d'éloges comme « l'illustre défenseur de la constitution contre cette forme de syrène, l'indépendance ». Robert Morris, Anglais de naissance, était un homme d'affaires et d'entreprise, très intelligent, honnête, dévoué à la cause coloniale, mais voulant que toute chance de réconciliation fût épuisée avant que l'on recourût aux mesures irrévocables. Joseph Reed, ami intime et confident de Washington, moins circonspect que Dickinson, moins pratique que Morris, était de tendance éclectique, indifférent, ami des compromis; mais sa femme, bien qu'Anglaise, l'encourageait plutôt à soutenir la cause des Américains. Il avait été élu par les plus ardents patriotes et porté à la présidence du comité révolutionnaire de Philadelphie; il espérait cependant encore que les idées de conciliation prévaudraient en Angleterre. Tous trois comptaient toujours sur un retour au pouvoir de Rockingham ou de Chatham, qui mettrait fin au conflit. Lorsque, en février 1776, le comité révolutionnaire voulut, malgré son président, convoquer une Convention du peuple, l'assemblée s'y opposa. Dickinson, Morris et Reed firent cause commune avec les loyalistes contre Franklin, Clymer et Mac Kean, chefs des patriotes partisans de l'action immédiate. Pour donner quelque satisfaction à ces derniers, l'assemblée vota la levée de trois bataillons et l'émission de billets de crédit; mais le 6 avril, avant de se séparer, elle confirma les instructions antérieurement données aux délégués de la province au Congrès : rejeter toute proposition pouvant conduire à une séparation des colonies et de la métropole [1].

1. En mai l'assemblée se réunit de nouveau, mais comme elle ne paraissait pas plus disposée qu'auparavant à favoriser les plans d'indépendance et à constituer un nouveau gouvernement, un grand meeting de ville décida la réunion d'une Convention. Les partisans de l'indépendance se rallièrent autour du mot d'ordre *Union*; les autres, les conservateurs, adoptèrent celui de *Constitution*. Longtemps encore après la fin de la guerre, ces deux termes servirent à désigner les libéraux et les conservateurs de la Pennsylvanie.

Il fallait en finir avec cette résistance opiniâtre de la fraction Dickinson. Sur la proposition de John Adams, le plus ardent apôtre de l'idée de l'indépendance au Congrès, celui-ci vota le 15 mai une proposition, au terme de laquelle chacune des Colonies-Unies était invitée à se donner un gouvernement autonome, sous la forme la plus capable de réaliser le bonheur des citoyens et d'assurer la sécurité de l'État. Le préambule de la résolution portait qu'il était « absolument inconciliable avec la raison et la moralité, pour le peuple des colonies, de prêter les serments nécessaires au soutien d'une autorité quelconque, relevant de la couronne d'Angleterre ». Cette formule était un coup droit porté aux gouvernements de propriétaires qui subsistaient encore dans la Pennsylvanie et le Maryland. L'assemblée pennsylvanienne, se voyant abandonnée par la masse des habitants de la province, s'ajourna à deux mois; c'était une abdication. Une réunion du comité révolutionnaire de Philadelphie et de plusieurs comités ruraux eut lieu sous la présidence de Mac Kean. La résolution votée le 15 mai par le Congrès fut approuvée à l'unanimité, et le gouvernement du propriétaire déclaré aboli. Le Maryland fut entraîné, comme la Pennsylvanie, par la force des choses. Le gouverneur se retira et une Convention populaire fut convoquée pour l'élaboration d'une constitution.

Maintenant la déclaration formelle d'indépendance pouvait être présentée au Congrès. Elle fut apportée officiellement le 7 juin par la délégation de la Virginie.

La Virginie se proclame indépendante (1er juillet 1776).

Voici ce qui venait de se passer dans cette province. Le 6 mai 1776, l'ancienne Assemblée de la Virginie étant définitivement dissoute, des délégués des comtés s'assemblèrent pour la troisième fois en Convention, au nombre de cent trente. Ils adoptèrent, le 15, des résolutions présentées par Pendleton, Nelson et Henry, portant que les délégués de la Virginie au Congrès recevaient pour instruction de proposer une déclaration d'indépendance des Colonies-Unies. Après une énumération détaillée des griefs contre le roi, ces résolutions disaient : « Les délégués de la Virginie au

Congrès devront proposer à cette assemblée de déclarer que les Colonies-Unies sont des *États libres et indépendants*, dégagés de toute allégeance ou dépendance à l'égard de la couronne ou du Parlement de la Grande-Bretagne; ils donneront l'assentiment de cette colonie à une déclaration conçue en ces termes, ainsi qu'aux mesures propres à la conclusion d'alliances étrangères et à l'établissement d'une confédération des États, *sous la réserve* que chaque État conservera le pouvoir, par sa législature particulière, de former son propre gouvernement et de régler ses affaires intérieures ». Après l'adoption de ces résolutions, l'étendard royal, qui jusqu'alors avait continué à flotter sur la maison d'État, fut abattu, tandis que les cloches sonnaient à toute volée et que retentissaient des détonations d'artillerie.

La Virginie venait de se déclarer indépendante. Or le *Old Dominion* avait été longtemps une des parties les plus loyales de l'empire des Georges, et ce morceau qui se détachait de l'empire était considérable. Il comprenait, outre la région de la baie de Chesapeake et de ses fleuves, les vallées du haut Roanoke et de la Shenandoah, celles des rivières Monongahela, Ohio, Cumberland jusqu'au Tennessee, et au delà tout le nord-ouest. Le lendemain 16, un comité de trente-deux membres fut chargé de préparer une « déclaration des droits » et un plan de gouvernement. Faisaient partie de ce comité : Archibald Cary, Patrick Henry, Richard Bland, Edmund Randolph, Nicolas, James Madison, et George Mason, qui avait succédé à Washington dans la représentation du comté de Fairfax.

Mason rédigea la déclaration des droits. Le 27 mai, elle fut présentée à la Convention et discutée pendant quinze jours, puis adoptée à l'unanimité le 12 juin. Il s'y trouvait une clause stipulant la *tolérance* la plus complète dans l'exercice de la religion. Sur la proposition de Madison, cette clause fut ainsi amendée : « Tous les hommes ont un *droit* égal au libre exercice de la religion, selon les commandements de leur conscience ». La déclaration posait les principes suivants : « *La nature a fait tous les hommes également libres*. (Les nobles Virginiens, en approuvant ce texte, oubliaient seulement les quatre cent mille esclaves qui cultivaient leurs champs.) Elle leur a donné des droits absolus,

dont ils ne peuvent, quand ils entrent en état de société, priver par aucun contrat leur postérité : ces droits se rapportent à la vie, à la liberté, aux moyens d'acquérir et de conserver la propriété, de poursuivre et d'obtenir le bonheur et la sécurité. Tout pouvoir dérive du peuple, dont les magistrats ne sont que les mandataires et les serviteurs. Un gouvernement est institué pour le bonheur du peuple; s'il ne répond pas à cette fin, une majorité du peuple a le droit de l'abolir. Aucun office public ne doit être héréditaire. Les pouvoirs exécutif et législatif doivent être séparés, et distincts du pouvoir judiciaire. »

Les autres clauses avaient trait au droit de suffrage, à la liberté individuelle, à la liberté de la presse, à la milice, à l'indivisibilité du territoire de la Virginie, à la liberté religieuse.

La Convention procéda ensuite à la formation d'une constitution nouvelle. La déclaration des droits avait posé de grands et nobles principes. Mais en fait la Virginie était aux mains d'une aristocratie, et les réformes intérieures furent ajournées. La franchise électorale ne fut pas étendue. Aucune mesure ne fut prise pour l'abolition de l'esclavage. Il parut suffisant d'interdire le commerce du bétail humain sur le territoire de la colonie. Le gouverneur, nommé par l'assemblée pour un an, n'a pas le droit de veto. A côté de lui existe un conseil privé, électif, de huit membres, dont deux sont renouvelés par l'élection tous les trois ans. Avec leur avis, le gouverneur nomme les officiers de la milice et les juges de paix. C'est l'assemblée qui nomme les juges, le trésorier, les fonctionnaires. L'assemblée se compose de deux chambres : une chambre annuelle des délégués et un sénat de vingt-quatre membres, dont un quart changé chaque année. Mason, avec l'aide de Henry Lee et de George Wythe, eut la plus grande part dans l'élaboration de cette constitution qui fut adoptée à l'unanimité le 29 juin. La Convention, se transformant alors en Assemblée générale provisoire, élut Patrick Henry pour gouverneur et nomma un conseil privé. Le premier gouverneur de la Virginie indépendante entra en fonctions dès le lendemain, 1er juillet 1776.

Le Congrès déclare les Colonies-Unies des États libres et indépendants (2-4 juillet 1776).

Conformément aux instructions qui leur avaient été transmises de Virginie, les délégués de cette colonie, par l'organe de l'un d'eux, Henry Lee, présentèrent au Congrès (7 juin) un projet de résolution ainsi conçu : « Les Colonies-Unies sont et doivent être, de droit, des États libres et indépendants; il sont dégagés de toute allégeance à l'égard de la couronne d'Angleterre; tout lien politique entre eux et l'État de la Grande-Bretagne est et doit être complètement rompu. Il y a lieu de prendre dès maintenant les mesures les plus efficaces pour contracter des alliances étrangères, et de préparer un plan de confédération qui sera soumis à l'examen et à l'approbation de chacune des colonies. »

Un grand débat s'engagea sur cette proposition. Elle fut combattue par Robert Livingston, du New-York, par Wilson et Dickinson, de la Pennsylvanie, par Rutledge, de la Caroline du Sud. Ils n'étaient contraires ni à l'idée d'une confédération ni à celle d'une alliance avec la France, mais ils croyaient la déclaration d'indépendance au moins prématurée. John Adams combattit leurs objections. Le 11 juin, sur la proposition de Rutledge, et pour laisser aux délégués des colonies du centre le temps de demander de nouvelles instructions, sept colonies contre cinq votèrent un ajournement du Congrès à trois semaines. Un comité comptant, parmi ses membres, Jefferson, John Adams, Franklin, Sherman et R. Livingston, fut chargé de mettre à profit ce délai pour rédiger une déclaration en harmonie avec la résolution proposée. La rédaction en fut confiée à Jefferson parce qu'il représentait la Virginie qui avait pris l'initiative de la motion. Le lendemain 12 juin, un second comité composé de treize membres, un par colonie, eut pour mission d'élaborer un plan de confédération. A Dickinson, adversaire de l'indépendance, fut confiée la tâche de rédiger la grande charte de l'Union. Un troisième comité eut pour tâche la préparation d'un projet de conventions commerciales avec les puissances étrangères, conventions qui ne

devaient concéder aucun privilège exclusif, ni engager l'Amérique dans des combinaisons politiques à l'extérieur.

« La déclaration d'indépendance, dit Bancroft avec son emphase ordinaire, mais très justement, ne fut pas un acte de passion soudaine, ni l'œuvre d'un homme ou d'une assemblée. Elle avait été discutée sur tous les points du pays par des fermiers et des marchands, par des artisans et par des planteurs, par les pêcheurs de la côte et par les trappeurs de l'ouest; dans les meetings de ville et dans les réunions au temple; dans les journaux et par des pamphlets; la décision ne fut prise que sur une véritable injonction de la volonté populaire. »

A la reprise de ses séances, le 1er juillet, le Congrès comptait cinquante et un membres. Toutes les colonies étaient représentées; toutes les délégations, moins une, avaient reçu des instructions leur enjoignant de voter une déclaration d'indépendance [1]. Seule la colonie de New-York ne s'était pas encore prononcée.

Au moment même où le Congrès se formait en comité général pour prendre en considération la résolution concernant l'indépendance, il reçut avis, par un exprès que lui envoyait le général Lee, de l'attaque imminente de Charleston par la flotte de Parker. Mais cette attaque était déjà repoussée. John Adams, dans un discours dont le texte n'a pas été conservé, résuma tous les arguments, tant de fois répétés, en faveur de la décision que le Congrès allait prendre. Dickinson qui, depuis un an, luttait contre Adams et le tenait en échec, répondit, moins pour réfuter son adversaire que pour justifier sa propre attitude : La déclaration ne donnerait ni un homme ni un canon de plus pour combattre les Anglais. Elle pouvait créer la désunion entre les colonies. Elle était inutile pour obtenir des alliances étrangères. On devrait attendre de connaître les sentiments de la France avant de franchir le pas décisif. Il ne fallait pas fermer la porte à tout accommodement avec la Grande-Bretagne. La formation de gouvernements particuliers et une entente sur les termes de confédération devaient précéder

1. Massachusetts, en janvier; Caroline du Sud, en mars; Géorgie, le 5 avril; Caroline du Nord, 14 avril; Rhode-Island, 4 mai; Virginie, 15 mai; Connecticut, 14 juin; New-Hampshire, 15 juin; Delaware, 15 juin; New-Jersey, 21 juin; Pennsylvanie, 24 juin; Maryland, 28 juin.

la déclaration de l'indépendance. Actuellement rien n'était définitif dans le gouvernement intérieur des provinces [1] et celles-ci n'étaient rattachées les unes aux autres par aucun pacte d'union.

La résolution fut adoptée par neuf colonies. Toute la délégation de la Caroline du Sud et quatre délégués de la Pennsylvanie sur sept votèrent contre. Le Delaware fut divisé et New-York s'abstint. Sur la motion de la Caroline du Sud, le vote sur le rapport fut renvoyé au lendemain.

Le 2 juillet, par l'abstention de Dickinson et de Morris, et un revirement du Delaware et de la Caroline du Sud, l'unanimité de douze colonies fut obtenue. La délégation de New-York, n'ayant toujours pas d'instructions, resta encore à l'écart [2].

« Si une déclaration d'indépendance, écrit John Adams, avait été faite il y a six mois, nous aurions pu déjà former des alliances avec des États étrangers; nous nous serions rendus maîtres de Québec et de tout le Canada. D'un autre côté le retard n'aura pas été sans de grands avantages. Les espérances de réconciliation, follement entretenues par une foule d'hommes honnêtes et bien pensants, mais faibles et égarés, se sont affaiblies graduellement, puis complètement évanouies. Le temps a été donné au peuple tout entier de considérer la question avec maturité. »

La « résolution » du Congrès faisait, des Colonies-Unies, des États libres et indépendants. La « déclaration » préparée par Jefferson expliquait les raisons de cette transformation et exposait les principes sur lesquels la conduite de ces nouveaux États devait

1. Ceci n'était déjà plus exact pour quelques-unes, pour la Virginie par exemple.

2. La commission chargée de rédiger la déclaration d'indépendance avait été nommée le 11 juin. Le lendemain 12, une autre commission était formée pour préparer un plan de confédération. Un premier rapport fut déposé le 11 juillet, mais les circonstances firent ajourner toute décision. Ce n'est que seize mois plus tard (novembre 1777) que les Articles de confédération et d'union perpétuelle furent adoptés par le Congrès et soumis à la ratification des législatures d'États. Cette ratification se fit attendre. Les États répugnaient à abandonner une part de leurs pouvoirs. Au cours de l'hiver suivant (1777-78), quatre États, *New-Hampshire*, *New-York*, *Caroline du Nord* et *Virginie*, donnèrent leur adhésion sans condition. Les autres présentèrent divers amendements que rejeta le Congrès. Le 4 juillet 1778, tous les États avaient donné leur assentiment, sauf *New-Jersey*, *Delaware* et *Maryland*. Les deux premiers se rallièrent le 9 février 1779. Le refus du Maryland d'accepter les Articles de confédération retarda pendant plusieurs années encore l'application du nouveau régime.

se régler : « Jefferson rédigea la profession de foi de l'empire qui s'élevait. Il dut cette distinction à un sentiment de respect pour la colonie qu'il représentait, à l'habileté consommée des productions politiques qu'il avait déjà composées, à cette faveur générale qui s'attache au mérite, à la modestie, et à une disposition aimable. Mais la qualité qui le rendait spécialement propre à cette tâche était le don naturel qu'il possédait, à un haut degré, de lire, avec une netteté instinctive de perception, dans l'âme de la nation, de concentrer en lui les meilleures pensées et les plus nobles sentiments du peuple et de les exprimer en termes lumineux et francs, où il mettait si peu de lui-même, que son pays, en lisant ses écrits, n'y trouvait rien qu'il ne reconnût pour son bien propre. Aucun homme de son siècle n'eut une foi plus absolue dans la raison et dans la conscience collectives de ses concitoyens; nul ne connut mieux le moyen de les conseiller, et c'est par là qu'en retour il devint comme un directeur de l'opinion et des volontés publiques [1]. »

Jefferson avait soumis son projet de déclaration, séparément, à Franklin et à John Adams. Après avoir accepté de chacun d'eux une ou deux corrections sans importance, il l'avait présenté le 28 juin au Congrès et celui-ci en commença la discussion le 2 juillet, immédiatement après avoir voté la résolution d'indépendance.

Dans un des paragraphes où il stigmatisait la conduite de George III à l'égard des colonies, Jefferson reprochait au roi d'avoir constamment favorisé le commerce de l'esclavage, de l'avoir imposé aux colonies, et maintenant de vouloir soulever les esclaves contre leurs maîtres. Quelques gentlemen du sud, délégués au Congrès, et dont les yeux n'étaient pas ouverts à la pleine horreur du détestable trafic, désapprouvèrent ce paragraphe et en exigèrent la suppression. Ainsi amendée, la déclaration fut adoptée le 4 juillet par douze États (New-York s'abstenant), comme l'avait été la résolution.

Désormais le droit était réconcilié avec le fait. Les colonies n'avaient aucune haine théorique contre la monarchie. Pendant

1. Bancroft.

soixante ans la fidélité à la maison de Hanovre s'était confondue pour elles avec l'amour de la liberté civile et religieuse. Ni Franklin, ni Washington, ni John Adams, ni Jefferson, ni Jay n'avaient jamais exprimé une préférence républicaine. Ils rejetaient la souveraineté de George III, non parce qu'il était roi, mais parce qu'il avait abusé de son pouvoir royal. La république fut établie en Amérique, parce que la société ne contenait les éléments d'aucune autre organisation politique.

La déclaration ne fut pas seulement l'annonce de la naissance d'un peuple, elle prépara l'établissement d'un gouvernement national, très imparfait encore, mais modelé d'après les pouvoirs limités que chaque colonie avait conférés à ses délégués au Congrès. Rien extérieurement ne fut changé. Les colonies ne retombèrent point dans un état de nature; le nouveau peuple n'entreprit point une révolution sociale. Chacun des États conserva précieusement sa police intérieure et son gouvernement particulier; chacun d'eux put entrer à son gré, à son heure, dans la voie des réformes domestiques.

Documents et ouvrages à consulter.

(CHAPITRES XXXI A XL.)

FORCE (Peter), *American Archives*, 9 vol. in-fol., Washington, 1833-1837. (L'auteur avait projeté une « Histoire documentaire » de l'Amérique de 1492 à 1789. L'ouvrage devait comprendre six séries. Le Congrès ouvrit en 1833 un crédit pour la publication des quatrième et cinquième séries, de six volumes chacune. L'impression fut arrêtée après le troisième volume de la cinquième série, le crédit étant épuisé. Les neuf volumes parus comprennent les documents relatifs à la période qui s'étend des premiers mécontentements coloniaux à l'année 1776. C'est la meilleure collection et la source principale pour l'histoire des temps qui ont immédiatement précédé la révolution et la guerre de l'indépendance.) — NILE, *Principles and Acts of the Revolution*. — SPARKS (Jared), *Diplomatic Correspondance of the American Revolution*, 12 vol., Boston, 1829-1830. — HUTCHINSON (Thomas), *Diary and Letters*, 2 vol., Boston, 1884-1886.

WELL, *Life of Samuel Adams*. — Works of James Otis, Patrick Henry, John Adams, Benjamin Franklin. — WINSOR (Justin), *Boston*.

Histoires générales :

BANCROFT (George), *History of the American Revolution*, vol. IV de l'édition de 1876. — HILDRETH (Richard), *History of the United States*, vol. III de la première série. — PITKIN (Timothy), *Political and Civil History of the United States*, 2 vol., New-Haven, 1828. — FROTHINGHAM (Richard), *The Rise of the Republic of the United States*, Boston, 1872; *History of the Siege of Boston*. —

WINSOR (Justin), *The Reader's Hand-book of the American Revolution, 1761-1783*, 1 vol., Boston, 1880. — GORDON, *History of the Rise, Progress and Establishment of the Independance of the United States*, 4 vol. — BRYANT (William Cullen) and GAY (Sydney Howard), *A popular History of the United States*, New-York, 1879, 3e vol. — GRAHAME (James), *The History of the Rise and Progress of the United States*, Philadelphia, 1845, 4e vol. — STORY, *Commentaries*, 1er livre.

DOYLE (J.-A.), *The American colonies previous to the Declaration of Independance*, London, 1869. — LABOULAYE (Edouard), *la Guerre de l'Indépendance* (Histoire des États-Unis, 2e vol.). — LECKY, *History of England*, 4e vol. — STANHOPE (Lord), *History of England*, 7e vol.

FIN DU PREMIER VOLUME



TABLE DES MATIÈRES

DU TOME PREMIER

LIVRE I

Le pays. — Découverte et explorations.

CHAPITRE I

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE. — FORMATION TERRITORIALE DE L'UNION; POPULATION

CHAPITRE II

L'AMÉRIQUE DU NORD AVANT L'ARRIVÉE DES EUROPÉENS

CHAPITRE III

DÉCOUVERTE DU CONTINENT AMÉRICAIN

CHAPITRE IV

EXPLORATIONS ESPAGNOLES

CHAPITRE V

EXPLORATIONS FRANÇAISES

CHAPITRE VI

EXPLORATIONS ANGLAISES

CHAPITRE VII

PRISE DE POSSESSION DE L'AMÉRIQUE DU NORD PAR LES ANGLAIS, LES FRANÇAIS ET LES HOLLANDAIS (1607-1626)

LIVRE II

Fondation et développement des colonies anglaises (Virginie, Maryland, Nouvelle-Angleterre, New-York) au XVIIᵉ siècle. — Les Français au Canada.

CHAPITRE VIII

LA VIRGINIE SOUS LA COMPAGNIE DE LONDRES (1609-1625)

CHAPITRE IX

LA VIRGINIE PROVINCE ROYALE (1625-1677)

CHAPITRE X

MARYLAND (1632-1692)

CHAPITRE XI

NEW-PLYMOUTH. — NEW-HAMPSHIRE ET MAINE (1607-1641)

CHAPITRE XII

LA GRANDE ÉMIGRATION PURITAINE (1630-1650)

CHAPITRE XIII

RHODE-ISLAND ET CONNECTICUT

CHAPITRE XIV

LA NOUVELLE-ANGLETERRE ET CROMWELL

CHAPITRE XV

LA LUTTE POUR LA CHARTE (1661-1675)

CHAPITRE XVI

FIN DE L'INDÉPENDANCE DU MASSACHUSETTS

CHAPITRE XVII

NEW-YORK (1609-1692)

CHAPITRE XVIII

LES INDIENS A L'EST DU MISSISSIPI

CHAPITRE XIX

LES FRANÇAIS AU CANADA

LIVRE III

Les treize colonies pendant la première moitié du XVIII[e] siècle.

CHAPITRE XX

LES PROVINCES DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE

CHAPITRE XXI

NEW-YORK (1688-1770)

CHAPITRE XXII

NEW-JERSEY

CHAPITRE XXIII

PENNSYLVANIE ET DELAWARE

CHAPITRE XXIV

MARYLAND ET VIRGINIE

CHAPITRE XXV

CAROLINE DU NORD

CHAPITRE XXVI

CAROLINE DU SUD

CHAPITRE XXVII

GÉORGIE

LIVRE IV

Le Canada enlevé aux Français. — Premières étapes du conflit entre le gouvernement anglais et les colonies d'Amérique.

CHAPITRE XXVIII

EXPÉDITION DU MASSACHUSETTS CONTRE LOUISBOURG (1745)

CHAPITRE XXIX

LA GUERRE POUR LA POSSESSION DE LA VALLÉE DE L'OHIO (1752-1758)

CHAPITRE XXX

CONQUÊTE DU CANADA SUR LES FRANÇAIS

CHAPITRE XXXI

ÉTAT SOCIAL ET INTELLECTUEL

CHAPITRE XXXII

DÉBATS SUR LE DROIT DE TAXATION DU PARLEMENT

CHAPITRE XXXIII

L' « ACT » DU TIMBRE (1765)

CHAPITRE XXXIV

LA TAXE SUR LE THÉ

LIVRE V

Les Colonies-Unies préparent et affirment leur indépendance (1770-1776.)

CHAPITRE XXXV

LA RÉVOLTE DU MASSACHUSETTS (1769-1774)

CHAPITRE XXXVI

LE CONGRÈS DE 1774

CHAPITRE XXXVII

L'INSURRECTION ÉCLATE. LEXINGTON ET TICONDEROGA (AVRIL-MAI 1775)

CHAPITRE XXXVIII

BUNKER HILL. LA RÉVOLUTION GÉNÉRALISÉE